université Paris Ouest Nanterre La Défense

UCA Universidad de Cádiz

École doctorale 138
« Lettres langues spectacles »

Escuela Doctoral
de la Universidad de Cádiz

Alexis MEDINA

Le progressisme et la réforme de l'État en Équateur, 1883-1895

Thèse présentée et soutenue publiquement le 2 décembre 2016

en vue de l'obtention du doctorat de Langues, littératures et civilisations romanes: Espagnol

de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense et de l'Université de Cadix

sous la direction de

Mme Emmanuelle SINARDET

M. Julio PÉREZ SERRANO

Jury :

Rapporteur:	Mme Françoise MARTINEZ	Professeur des Universités, Université de La Rochelle
Rapporteur:	M. Alvar DE LA LLOSA	Professeur des Universités, Université Lumière Lyon 2
Membre du jury:	Mme. Catherine HEYMANN	Professeur des Universités, Université Paris Ouest Nanterre La Défense
Membre du jury:	Mme. Concepción REVERTE BERNAL	Professeur, Université de Cadix

Remerciements

Je souhaite remercier Emmanuelle Sinardet et Julio Pérez Serrano pour avoir accepté de diriger ce travail. Sans leurs précieux conseils et sans leur soutien, le présent volume n'aurait pas pu voir le jour.

Mes remerciements s'adressent également à mes parents et à mes frères pour leur soutien et leur patience. Toute ma gratitude pour mon frère Maël, en particulier, qui m'a aidé à retoucher les illustrations et qui a élaboré les cartes et l'arbre généalogique présents dans ce travail.

Je remercie également Tatiana Salazar pour son soutien indéfectible, son aide, ses conseils, ses encouragements, sans lequels je ne serais jamais venu à bout de ce travail.

Enfin, je tiens à exprimer toute ma reconnaissance envers mes amis qui m'ont encouragé tout au long de la réalisation de ce travail.

Table des matières

Introduction 9

Première partie : Définition du projet progressiste 27

Chapitre 1 : La Restauration et l'arrivée des progressistes au pouvoir (1882-1884) 28

I) Les origines du courant progressiste 29

II) Restauration ou Régénération ? (1882-1883) 35

1) Le soulèvement libéral d'Esmeraldas et de Manabí 36

2) La Restauration dans la *Sierra* 40

3) La prise de Guayaquil 45

III) La transition vers le modèle progressiste 49

1) Le rejet des utopies 50

2) Les tensions entre conservateurs et libéraux 58

Conclusion 65

Chapitre 2 : La modernisation de la vie politique 67

I) Le développement de la presse 68

1) L'essor de la presse libérale sous le mandat d'Antonio Flores 69

2) La lutte ecclésiastique contre la presse libérale 73

3) La multiplication des polémiques entre les journalistes libéraux et l'Église 77

II) Le premier système de « partis » politiques 82

1) Le fractionnement du conservatisme 85

2) Les tentatives d'unification du courant libéral 92

Conclusion 101

Chapitre 3 : L'influence du positivisme : la science expérimentale au service de l'administration publique 105

I) La réforme de l'agriculture 109

1) La science au service de la modernisation agricole 110

2) La science et l'intégration territoriale 116

II) Rationaliser les travaux publics 122

1) Place aux experts 123

2) La mise en place d'institutions spécifiques 127
III) La réorganisation des finances publiques 131
1) La science au service de la politique budgétaire 133
2) Le projet de Banque nationale 139
Conclusion 145
Deuxième partie : Les projets de réforme progressistes 147
Chapitre 4 : La réforme des relations entre l'Église et l'État 148
I) La Restauration de la République du Sacré Cœur 150
1) Le renouvellement de la consécration 151
2) Unité religieuse et unité nationale 157
II) La cristallisation des divergences : le remplacement de la dîme 162
1) Un processus laborieux 164
2) Les forces favorables au remplacement 170
3) L'opposition cléricale et conservatrice 174
III) De timides tentatives de réforme 178
1) L'opposition cléricale à Antonio Flores (1888-1892) 179
2) Réduire le pouvoir temporel de l'Église 182
3) La réconciliation sous Cordero (1892-1895) 188
Conclusion 190
Chapitre 5 : Le développement de l'éducation technique et scientifique 192
I) La diffusion de l'instruction primaire 193
II) Les écoles des arts et métiers 197
1) La naissance des « Ateliers salésiens » 198
2) La fonction des écoles des arts et métiers 203
III) L'éducation technique dans l'enseignement supérieur 207
1) La renaissance de l'Université centrale, de l'École polytechnique et de l'École d'Agriculture 210
2) Les difficultés financières 216
IV) L'enseignement technique en question 220
1) L'instabilité institutionnelle 220
2) La difficile mise en place de l'École d'Agriculture 224
Conclusion 227
Chapitre 6 : Les projets de chemins de fer 230
I) L'âge d'or des contrats ferroviaires 231

1) Un ambitieux programme d'infrastructures 232
2) Les motivations des projets ferroviaires 239
3) Le consensus autour des chemins de fer 245
II) Des difficultés majeures 248
1) Chemins de fer et dette 249
2) Les raisons de l'échec 253
3) Les arbitrages 258
III) Un scepticisme croissant 264
1) Le scepticisme de Flores 264
2) Vers une compagnie nationale ? 271
Conclusion 274
Troisième partie : Les oppositions au progressisme 276
Chapitre 7 : De l'opposition libérale à l'opposition conservatrice (1884-1891) 277
I) Les rébellions *montoneras* 278
1) L'expédition d'Alfaro de 1884 279
2) La prolifération des *montoneras* (1885-1887) 283
3) Composition des *montoneras* 288
II) La répression des *montoneras* sous Caamaño 295
1) L'exécution de Luis Vargas Torres 295
2) Les mesures d'exception accordées à l'exécutif 299
3) Le renforcement des dispositifs juridiques répressifs 308
III) L'opposition des conservateurs à Antonio Flores 312
1) L'ouverture envers les libéraux et l'inquiétude conservatrice 312
2) L'opposition aux projets de chemins de fer 316
Conclusion 323
Chapitre 8 : La fusion (1891-1894) 326
I) Les critiques contre l'*Argolla* 327
1) Népotisme et conflits d'intérêts 328
2) Brève généalogie du terme *Argolla* 332
II) Les élections présidentielles de 1892 340
1) Les candidatures en lice 341
2) Le fractionnement du parti libéral 344
3) Les arguments récurrents de la campagne présidentielle 350

4) La mobilisation de l'opinion publique 358
5) Les résultats 361
III) La fusion sous Cordero 364
1) La politique du consensus (1892-1894) 364
2) Le retour des tensions (1894) 370
Conclusion 379
Chapitre 9 : L'effondrement de l'État oligarchique *terrateniente* (1894-1895) 381
I) La chute du progressisme et de l'État *latifundista* 385
1) L'agitation urbaine 386
2) La démission des employés publics 389
3) Le rôle de la presse 390
4) Les soulèvements armés 393
5) L'interruption des communications 396
II) De la transaction à la Révolution 399
1) La transaction libérale 400
2) Le retour d'Eloy Alfaro et la radicalisation du conflit 406
III) L'avènement de l'État libéral 414
1) La croisade contre le libéralisme 414
2) La reconfiguration régionale 420
3) Le triomphe libéral 423
Conclusion 426
Conclusion générale 428
Bibliographie 437
Annexes 456
Annexe n°1 Les « partis » politiques sous le progressisme 457
Annexe n°2 Programa de la Sociedad republicana (1883) 458
Annexe n°3 Manifiesto de la Sociedad Republicana liberal de Quito 464
Annexe n°4 La lista Liberal y la lista del Toro de Tenguel 467
Annexe n°5 Nicolás Martínez, « Crisis económica » 468
Annexe n°6 Les évêques équatoriens sous le progressisme 473
Annexe n°7 Décret ordonnant la construction de la Basilique nationale 474
Annexe n°8 Loi sur le remplacement de la dîme 476
Annexe n°9 Les professeurs de l'École polytechnique 478

Annexe n°10 Les ingénieurs nationaux sous le progressisme 479
Annexe n°11 Prospecto del Instituto de Ciencias 480
Annexe n°12 Les personnages de l'*Argolla* 482
Annexe n°13 L'*Argolla* : la famille Caamaño-Flores-Stagg..... 484
Annexe n°14 Clemente Ponce, *La Argolla* 485
Annexe n°15 Composition des Juntes patriotiques (1893-1894)..... 488
Annexe n°16 Acta de pronunciamiento de Guayaquil del 5 de junio de 1895 490
Index..... 492

Table des illustrations

Figure n°1. Los quince diputados conservadores 72
Figure n°2. El presidente del Ecuador y los jefes de los partidos políticos 102
Figure n°3 : Les projets de chemin de fer sous le progressisme 234
Figure n°4. Les voies de communication entre la Côte et la *Sierra* pendant la période progressiste 270
Figure n°5. La Argolla. Figuras de la baraja ecuatoriana 334
Figure n°6. La Amalgama 352
Figure n°7. Nuestro señor de Tenguel 355
Figure n°8. La pesadilla del padre Ponce 357
Figure n°9. El Tigre de Suramplate acosado por la opinión pública 392
Figure n°10. ¡Mirad! 407
Figure n° 11. La campagne de Juan Miguel Triviño dans la vallée du Daule (avril-juin 1895) 409

Liste des tableaux

Tableau n° 1. La dîme et le budget de l'État (en sucres) 163
Tableau n° 2. Répartition de la dîme entre l'Église et l'État (en sucres) 164
Tableau n° 3. La dîme du cacao (en sucres) 173
Tableau n° 4. L'impôt de trois pour mille par diocèse en 1890 (en sucres) 173
Tableau n° 5. Les contrats ferroviaires approuvés sous le progressisme 235
Tableau n° 6. La presse dans les élections présidentielles de 1892 361

Introduction

Lors de sa cérémonie d'investiture, le 17 août 1888, le nouveau président équatorien Antonio Flores, au pouvoir de 1888 à 1892, se définit comme le représentant d'un large courant qui se veut rassembleur et qui rejette les positions extrêmes et les clivages : « El partido republicano al cual me honro pertenecer, y cuyo programa os es bien conocido, abarca en su seno, por la moderación de sus principios, a los hombres de bien de los diversos colores políticos »[1]. Cette phrase peut résumer le projet politique du progressisme, terme qui désigne un courant politique modéré, né en Équateur dans les années 1860, au pouvoir entre 1883 et 1895.

Trois présidents progressistes se succèdent pendant cette période : José María Plácido Caamaño (de 1883 à 1888), Antonio Flores (de 1888 à 1892) et Luis Cordero (de 1892 à 1895). Comme son nom l'indique, le progressisme cherche à mettre le pays sur la voie du progrès. Il entend moderniser l'Équateur à la fois sur le plan politique et économique, tout en incarnant une voie moyenne entre les deux courants dominants à l'époque, le libéralisme et le conservatisme. Pour ce faire, il espère rassembler des hommes aux orientations politiques diverses, dans une démarche pragmatique rejetant les dogmatismes idéologiques. Les trois présidents progressistes mettent au cœur de leur projet un État qu'ils souhaitent fort et efficace mais, qu'ils considèrent comme trop fragile encore en 1883.

Depuis la séparation de l'Équateur de la Grande Colombie, en 1830, l'État équatorien est sous le contrôle d'une élite de grands propriétaires terriens, les *terratenientes* ou *latifundistas*. Cette aristocratie foncière ne représente pas un groupe uniforme : elle est constituée de trois oligarchies régionales, celle de Quito, celle de Guayaquil et celle de Cuenca. Dans les trois cas, la grande propriété, le *latifundio* ou l'*hacienda*, représente la base de leur pouvoir. La domination des oligarchies *latifundistas* se manifeste dans une relation particulière à l'État, modelant ainsi des institutions dont les historiens rendent compte avec l'expression d'« État oligarchique *terrateniente* ». Pendant les premières décennies qui suivent l'Indépendance, de

[1] *El Nacional*, n°464, 23 aout 1888, p. 1970.

1830 à 1860, cette relation se caractérise par le fractionnement du pouvoir. À l'époque coloniale, l'Audience de Quito comptait déjà trois régions articulées autour des villes de Quito, Guayaquil et Cuenca. Cette configuration tripartite se maintient après l'Indépendance tout au long du XIXe siècle[2]. La zone d'influence de chacune de ces villes forme une unité autonome dominée par les intérêts économiques de l'élite *terrateniente* locale. Le fractionnement de l'aristocratie foncière représente un obstacle à toute politique d'unification nationale. L'État central sert avant tout à sanctionner le pouvoir des élites régionales[3]. Dans cet État, comme « association à représentation égale de trois départements qui correspondaient aux régions contrôlées par Quito, Guayaquil et Cuenca », les tensions sont réelles : « Quito et Guayaquil s'oppos[ent] pour le premier rang, et Cuenca arbitr[e] »[4]. La dispersion du pouvoir et les luttes d'influence entre les trois régions affaiblissent l'autorité de l'État. Ainsi, « pendant les premières trois décennies après l'Indépendance, le pays est plusieurs fois au bord de l'implosion »[5]. La fragilité de l'État équatorien est particulièrement visible lors de la crise de 1858-1860. Un conflit armé avec le Pérou sert de prétexte à la constitution de quatre gouvernements différents qui se disputent le pouvoir. Cette crise marque un tournant important ; les menaces pesant sur l'intégrité du territoire national et l'existence de l'Équateur en tant qu'État souverain sont à l'origine d'efforts plus poussés d'entente entre les élites *terratenientes*.

Ces tentatives de coalition se produisent alors même que les divergences et différends entre les oligarchies régionales deviennent de plus en plus manifestes. À partir des années 1860, l'oligarchie de Guayaquil, le port principal de l'Équateur, devient la fraction la plus prospère de l'aristocratie foncière, grâce à l'essor des exportations du cacao produit sur le Littoral. Pendant la période coloniale, la production cacaoyère se limite à quelques *haciendas*, comme celles de Martín Icaza à la fin du XVIIIe siècle. Mais à partir des années 1860, l'essor des exportations de cacao entraîne l'extension de la frontière agricole sur la Côte et la constitution de nouvelles exploitations cacaoyères. À la fin du XIXe siècle, l'oligarchie de Guayaquil commence à se distinguer des fractions *terratenientes* des Andes. Elle cherche à dépasser le

[2] QUINTERO, Rafael, « El Estado terrateniente del Ecuador, 1809-1895 », *in* DELER, Jean-Paul (dir.), *Estados y naciones en los Andes. Hacia una historia comparativa: Bolivia, Colombia, Ecuador, Perú*, Lima, IFEA, 1986, p. 401-402.
[3] *Ibid*., p. 403, 410 et 413.
[4] DEMELAS, Marie-Danielle et SAINT-GEOURS, Yves, *Jérusalem et Babylone. Politique et religion en Amérique du sud: l'Équateur, XVIIIe-XIXe siècles*, Paris, Éditions recherches sur les civilisations, 1989, p. 43.
[5] DEMELAS, Marie-Danielle et SAINT-GEOURS, Yves, *op. cit.*, p. 35.

modèle de l'*hacienda* traditionnelle en modernisant la production des plantations de cacao et en diversifiant ses activités : elle investit dans la production de sucre[6], dans les compagnies de services publics urbains et, surtout, dans le commerce et les activités bancaires. En effet, à partir des années 1860, « avec les premières manifestations du *boom* cacaoyer, Guayaquil se dot[e] d'un appareil bancaire et financier qui, à la fin du siècle, allait être parmi les plus modernes du monde »[7]. Grâce aux exportations de cacao, l'élite de Guayaquil devient une puissante oligarchie rassemblant à la fois des producteurs de cacao, des commerçants (exportateurs et importateurs) et des banquiers. Jean-Paul Deler qualifie cette élite de « bourgeoisie agro-mercantile » ou d'« oligarchie agro-exportatrice »[8]. Au fur et à mesure que son influence économique croît, elle aspire à étendre sa zone d'influence et à jouer un rôle politique au niveau national.

Pour sa part, la région andine est en marge de la prospérité fondée sur le cacao. Jusqu'aux premières manifestations du *boom* cacaoyer, dans les années 1860, la *Sierra*, la zone la plus peuplée du pays, était le moteur économique de l'Équateur. Or, pendant la deuxième moitié du XIXe siècle, le dynamisme de la Côte entraîne un déplacement du pouvoir économique de la zone andine vers le Littoral, pourtant bien moins peuplé. Tandis que des plantations modernes commencent à se développer sur la Côte, le *latifundio* traditionnel occupe toujours une place centrale dans l'économie de la *Sierra*. Dans ce contexte, les *terratenientes* andins voient avec inquiétude l'essor d'une l'oligarchie cacaoyère de plus en plus puissante. Cependant, une fraction de l'aristocratie foncière andine est prête à s'allier aux producteurs de cacao de la Côte pour consolider un État central capable d'investir dans les voies de communication et de réformer la fiscalité, afin de permettre à la *Sierra* de s'intégrer au marché international. Ainsi, malgré les différences croissantes et les rivalités entre les oligarchies régionales, celles-ci tentent de s'allier à deux reprises, une première fois à partir de 1860, sous la houlette du conservateur ultramontain Gabriel García Moreno, puis entre 1883 et 1895 sous le progressisme.

García Moreno, président à deux reprises, de 1860 à 1865 et de 1869 à 1875, est soutenu par une coalition de *terratenientes* modernisateurs, du Littoral et de la *Sierra*. Il souhaite consolider

[6] La première raffinerie de sucre du pays, l'*Ingenio Valdez*, est fondée dans la zone de Milagro, dans la province du Guayas, en 1883, l'année où les progressistes prennent le pouvoir.
[7] DEMELAS, Marie-Danielle et SAINT-GEOURS, Yves, *op. cit.*, p. 180.
[8] DELER, Jean Paul, *Ecuador. Del espacio al Estado nacional*, Quito, UASB-IFEA-CEN., p. 261 et 288.

l'autorité de l'État et combattre les tendances centrifuges[9]. La religion catholique représente, à ses yeux, le seul élément de cohésion dans un pays aussi divisé[10]. Unité nationale et unité religieuse se confondent à ses yeux. Il cherche donc à renforcer le pouvoir de l'Église catholique, notamment en signant un Concordat avec le Saint-Siège en 1862. Selon la Constitution qu'il promeut en 1869, il devient même nécessaire d'être catholique pour acquérir la citoyenneté équatorienne. En 1873, il consacre officiellement la République au Sacré Cœur. Simultanément, il développe l'instruction publique en la confiant aux congrégations religieuses étrangères, comme les Frères des écoles chrétiennes pour le primaire, les jésuites espagnols pour le secondaire, les jésuites allemands pour l'École polytechnique. Il s'agit, en somme, de créer les conditions d'un progrès que García Moreno définit comme devant être intellectuel, moral et religieux.

Or, tout en renforçant l'État théocratique qu'il appelle de ses vœux, García Moreno cherche à moderniser le pays. Cet élan réformateur n'est pas étranger à une influence du positivisme sur le très catholique président[11]. La pensée positiviste considère la science expérimentale comme la seule source fiable de connaissance et cherche à en étendre la rationalité à l'ensemble des activités humaines. Sur le plan politique, cela implique de fonder l'administration publique sur des principes scientifiques. Il existe, par ailleurs, une dimension spirituelle dans le positivisme, manifeste dans la pensée d'Auguste Comte, quoique peu influente en Équateur, contrairement à d'autres pays latino-américains, comme le Brésil. C'est donc la variante utilitariste du positivisme, incarnée par Jeremy Bentham et John Stuart Mill, qui prévaut en Équateur. Ainsi, s'inspirant de Bentham dont il rejette pourtant l'utilitarisme, García Moreno fait construire à Quito un Panoptique inauguré en 1875[12], dans le but de rationaliser la surveillance carcérale. Du reste, García Moreno est fasciné par la science. Lors de son séjour à Paris entre 1855 et 1856, il suit les cours de chimie de Balard à la Sorbonne[13]. À son retour en Équateur, « il croit au progrès, l'admire et le considère bientôt comme une absolue nécessité »[14]. Il est positiviste sans le reconnaître : « "Savoir pour prévoir", "Ordre et progrès" voilà des devises que n'aurait pas reniées Gabriel, bien qu'il s'opposât absolument à la philosophie à laquelle elles se rattachaient »[15].

[9] DEMELAS, Marie-Danielle et SAINT-GEOURS, Yves, *op. cit.*, p. 137, 170 et 174.
[10] *Ibid.*, p. 131,155 et 173.
[11] *Ibid.*, p. 147.
[12] *Ibid.*, p. 187.
[13] *Ibid.*, p. 145.
[14] *Ibid.*, p. 146.
[15] *Ibid.*, p. 147.

Une fois au pouvoir, il lance les réformes nécessaires, à ses yeux, pour mettre l'Équateur sur les rails du progrès : développement de l'instruction publique à travers un système éducatif confié aux ordres religieux mais placé sous la tutelle directe de l'État ; construction d'œuvres d'infrastructures, notamment la route nationale Quito-Sibambe et le chemin de fer de Yaguachi ; rationalisation de la fiscalité, afin de doter l'État des moyens de ses ambitions. Dans tous les cas, le projet de modernisation nationale consiste à unifier le territoire et à renforcer l'autorité de l'État.

Le projet garcien suscite une vive opposition. Une partie importante de l'élite libérale de Guayaquil, formée d'exportateurs de cacao et de commerçants, rejette ce qu'elle considère comme de l'intolérance religieuse et de l'autoritarisme de la part du président conservateur. Le Conseil municipal de Guayaquil, par exemple, présidé par le principal dirigeant libéral de l'époque, Pedro Carbo, s'oppose à la signature du Concordat en 1863. García Moreno n'hésite pas à réprimer ses adversaires avec vigueur par tous les moyens, le fouet, la prison, l'exil, les exécutions. Il fait emprisonner ses opposants, comme Juan Borja, mort en captivité à la suite de mauvais traitements, ou les fait fusiller, comme le général Manuel Tomás Maldonado en 1864. La même année, il réprime d'une main de fer la tentative d'invasion du pays par des partisans du général libéral José María Urbina, depuis le Pérou, dans la région d'El Oro. Les opposants commencent à employer le terme « terroriste » pour qualifier les conservateurs ultramontains qui soutiennent le projet garcien et la politique de « terreur » qui cherche à éliminer toute forme de dissidence.

Son premier mandat s'achève en 1865, mais García Moreno reste une figure dominante de la vie politique nationale. Il finit par reprendre le pouvoir en 1869, par un coup d'État. Ce n'est que pendant son deuxième mandat, de 1869 à1875, qu'il parvient à faire adopter la plupart des réformes qu'il projetait durant sa première présidence : construction du chemin de fer de Yaguachi ; création de nouvelles institutions éducatives, telles que l'École polytechnique, l'École d'arts et métiers, le Conservatoire national de musique ou l'École des Beaux-arts ; et, surtout, adoption d'une nouvelle Constitution qui renforce les pouvoirs de l'exécutif, autorise la réélection du président et instaure « un sistema de gobierno cuasi monárquico, represivo y confesional-excluyente »[16]. À partir de 1865, la région de Cuenca devient également un foyer de l'opposition, aux côtés du Littoral[17]. L'alliance garcienne se rétrécit au point de ne

[16] AYALA MORA, Enrique, *Historia de la Revolución liberal*, *op. cit.*, p. 25.
[17] QUINTERO, Rafael et SILVA, Erika, *op. cit.*, p. 207.

représenter que les intérêts de l'aristocratie foncière de Quito[18]. La réélection de García Moreno en 1875 exaspère ses opposants, qui envisagent sa disparition comme la seule issue possible. Une conspiration, formée notamment par les futurs chefs libéraux Roberto Andrade et Abelardo Moncayo, assassine García Moreno, le 6 août 1875, à Quito.

Pour qualifier ce projet de modernisation cherchant à combiner le « progrès matériel » et le « progrès moral », dans un cadre autoritaire, Juan Maiguashca emploie l'expression de « modernité catholique-républicaine »[19]. Il s'agit d'un projet politique complexe, car souvent contradictoire : « L'État de García Moreno est à la fois démocratique et exclusif, conservateur et libéral, républicain et absolutiste, bref, contradictoire et, par là même, incapable de rester fonctionnel après la disparition de son tuteur »[20].

Après le décès de García Moreno, un des principaux opposants de celui-ci, Antonio Borrero, originaire de Cuenca, remporte les élections présidentielles d'octobre 1875, grâce au soutien à la fois des conservateurs modérés et des libéraux. Le bref mandat de Borrero, de 1875 à 1876, incarne une première tentative de gouvernement modéré, mais combattu par les extrêmes. Les conservateurs s'opposent au nouveau président, car il entend réformer la Constitution garcienne de 1869. Borrero s'aliène également le soutien des libéraux, notamment de ceux de la Côte, car il refuse de convoquer une Assemblée constituante dans l'immédiat et souhaite repousser la réforme de la Constitution à la législature de 1877. Pour les libéraux, en revanche, il y a urgence à clore la période garcienne et à approuver une nouvelle constitution. Ils proclament alors le général Ignacio de Veintemilla Chef Suprême de la République, à Guayaquil, le 8 septembre 1876. Deux mois plus tard, ce dernier défait l'armée de Borrero, prend le contrôle de l'ensemble du territoire et se maintient au pouvoir pendant près de sept ans, de 1876 à 1883. Les libéraux considèrent que l'heure de la réforme est venue. Veintemilla nomme le principal chef libéral, Pedro Carbo, ministre général chargé de tous les portefeuilles. Son gouvernement met en place une politique anticléricale qui lui vaut l'opposition des conservateurs. Cependant, le courant libéral se fractionne à partir de 1878. L'autoritarisme et la corruption de Veintemilla poussent de nombreux libéraux dans l'opposition, comme Pedro Carbo lui-même et Eloy Alfaro, la

[18] *Ibid.*, p. 206-207.
[19] MAIGUASHCA, Juan, « El proyecto garciano de modernidad católica-republicana en Ecuador, 1830-1875 », *in* IRUROZQUI Martha (éd.), *La mirada esquiva: reflexiones históricas sobre la interacción del Estado y la ciudadanía en los Andes (Bolivia, Ecuador y Perú), siglo XIX*, Madrid, CSIC, 2005, p. 233-260.
[20] DEMELAS, Marie-Danielle et SAINT-GEOURS, Yves, *op. cit.*, p. 178.

principale figure du libéralisme radical à l'époque. Lorsque Veintemilla décide de prolonger son mandat en 1882, les libéraux se soulèvent dans les provinces côtières d'Esmeraldas et de Manabí, où ils forment un gouvernement dirigé par Alfaro. De leur côté, les conservateurs et les progressistes prennent le contrôle de la *Sierra* et y créent un gouvernement provisoire, le pentavirat, tandis que Veintemilla se retranche à Guayaquil. L'armée libérale d'Alfaro et celle du pentavirat unissent leurs forces pour prendre le port principal le 9 juillet 1883, et expulser Veintemilla, qui se réfugie au Pérou. Alfaro et le pentavirat autorisent la province du Guayas à se doter de son propre gouvernement. Pedro Carbo est proclamé Chef suprême de la province. Les trois gouvernements, celui d'Alfaro (Esmeraldas et Manabî), celui de Carbo (Guayas) et le pentavirat (la *Sierra*), convoquent une Assemblée constituante qui se réunit d'octobre 1883 à avril 1884. Elle est dominée par les conservateurs et les progressistes, qui font élire José María Placido Caamaño président de la République. L'Assemblée adopte en outre une nouvelle Constitution qui jette les bases du régime progressiste.

En 1883, le progressisme naît de l'union de deux courants politiques : d'un conservatisme rassemblant les partisans de García Moreno ayant progressivement tempéré leurs inclinations « terroristes », d'une part, et le libéralisme catholique ayant combattu García Moreno, avec Pedro José Cevallos, Luis Cordero ou les frères Antonio et Ramón Borrero. Néanmoins, les principaux dirigeants du progressisme sont issus du conservatisme garcien, comme Antonio Flores et Francisco Javier Salazar. Flores a joué un rôle essentiel en tant que diplomate dans les réformes garciennes. Il a mené les négociations du Concordat, invité en Équateur les Frères des écoles chrétiennes et négocié des emprunts à l'étranger pour la construction du chemin de fer de Yaguachi. Francisco Javier Salazar, enfin, est un général et ancien ministre de la période garcienne. L'évolution de ces personnalités vers des positions plus modérées relève de ce que Cárdenas Reyes appelle « le dédoublement du traditionalisme »[21], par lequel le courant conservateur s'éloigne, peu à peu, de la fraction ultramontaine et se rapproche du courant libéral-catholique.

Lorsqu'il arrive au pouvoir en 1883, le progressisme représente une large coalition qui réunit les différentes fractions *terratenientes* des Andes et une partie de l'élite de Guayaquil. Cette deuxième alliance des groupes dominants est différente de la précédente coalition garcienne à plusieurs titres[22]. En premier lieu, pendant la période conservatrice, c'était surtout l'aristocratie

[21] CÁRDENAS REYES, María Cristina, *El progresismo azuayo*, *op. cit.*, p. 1.
[22] QUINTERO, Rafael et SILVA, Erika, *op. cit.*, p. 206-207.

foncière de la capitale qui se trouvait aux commandes, alors que sous le progressisme, les producteurs de cacao de la Côte deviennent le groupe le plus influent. Deux des trois présidents progressistes, Caamaño et Flores, sont ainsi des *hacendados* cacaoyers[23]. La coalition est donc dirigée par une fraction *terrateniente* intégrée au marché mondial et originaire d'une région, la Côte, où l'Église est moins influente que dans les Andes[24]. Par ailleurs, la composition de cette alliance s'avère plus large que pendant la période conservatrice. L'aristocratie de Cuenca combat García Moreno depuis 1865. En revanche, sous le progressisme, elle devient un des piliers de la coalition *terrateniente*. Ses représentants occupent des postes clé, à commencer par Luis Cordero, président de la République de 1892 à 1895, l'ancien président Antonio Borrero, gouverneur de la province de l'Azuay de 1888 à 1892, et son frère Ramón, vice-président de l'Assemblée constituante de 1883-1884 et rédacteur du journal officiel durant le mandat de Caamaño, de 1884 à 1888. Dans ce contexte, la région de Cuenca, où le progressisme est solidement implanté, retrouve le rôle d'arbitre qu'elle avait traditionnellement joué, mais qu'elle avait perdu sous le garcianisme : « el progresismo azuayo […] representó una transacción entre el tradicionalismo quiteño de la vieja hacienda y la oligarquía guayaquileña de plantadores-banqueros-exportadores »[25]. Enfin, le projet politique progressiste vise à moderniser l'État pour en faire le principal garant du modèle agro-exportateur. Le courant progressiste ne représente donc pas les intérêts de l'aristocratie foncière traditionnelle. Il s'agit d'une coalition ouverte au changement, formée par des *terratenientes* modernisateurs des Andes et les producteurs de cacao du Littoral. Les présidents progressistes mettent en place plusieurs mesures de modernisation de l'économie équatorienne, comme l'abolition de la dîme, la renégociation de la dette extérieure, la signature de nombreux contrats pour la construction de voies ferrées et la réorganisation des finances publiques[26]. Tout en jetant les bases de ce qu'ils considèrent comme le progrès matériel, ils cherchent également à renforcer puis stabiliser le fondement démocratique des institutions, en promouvant la liberté de la presse, en permettant la tenue d'élections régulières et en tentant de mettre en place un système politique fondé sur les premières organisations politiques permanentes, ancêtres des partis politiques modernes. Le progressisme incarne donc un nouveau projet de construction nationale qui rejette l'autoritarisme de García Moreno.

[23] La famille de Flores et celle de Caamaño sont propriétaires d'*haciendas* cacaoyères, respectivement de La Elvira, dans la province de Los Ríos et de Tenguel, dans celle du Guayas.
[24] *Ibid.*, p. 206-207.
[25] CÁRDENAS REYES, María Cristina, *El progresismo azuayo*, *op. cit.*, p. 304.
[26] AYALA MORA, Enrique, *Historia de la Revolución Liberal ecuatoriana* (1995), Quito, Taller de Estudios Históricos-Corporación Editora Nacional, 2002, p. 31.

Cependant, Quintero et Silva signalent quelques similitudes entre la coalition garcienne et la coalition progressiste. Dans les deux cas, les tentatives des oligarchies régionales pour s'unir sont une réponse à des menaces réelles qui remettent en cause leur hégémonie sociale et politique. Entre 1858 et 1860, c'était le risque d'implosion de l'État, lorsque quatre gouvernements ont vu le jour dans le pays. À partir de 1883, c'est « l'activation violente des secteurs populaires »[27], surtout sur la Côte, où se développent les *montoneras*, des guérillas libérales radicales rassemblant les laissés-pour-compte du modèle agro-exportateur, notamment les travailleurs des plantations de cacao, dont les conditions de vie se dégradent, et les petits propriétaires du Littoral, spoliés au profit de l'oligarchie cacaoyère. L'autre similitude entre les coalitions garcienne et progressiste est l'incapacité de ces alliances à déboucher sur une unification autour de l'État des aristocraties régionales. Sous le progressisme, les élections présidentielles de 1892 révéleront même, au contraire, un fractionnement des élites *latifundistas* en deux ailes aux intérêts antagoniques, la fraction modernisatrice incarnée par Luis Cordero, qui finit par l'emporter, et une fraction *terrateniente* que nous pourrions qualifier de garciano-cléricale, formée par des grands propriétaires nostalgiques de García Moreno, alliés à l'Église et représentés par le chef conservateur Camilo Ponce[28]. Quoique réelles, ces similitudes restent secondaires, au regard de la nature du projet de construction nationale progressiste. Ce dernier se distingue du projet garcien en associant au progrès « intellectuel et moral », comme le qualifiait García Moreno, le respect d'une expression démocratique éminemment moderne, qui entérine la division des pouvoirs, reconnaît la légitimité dans le suffrage et recourt aux alliances plutôt qu'à la coercition. Il y a bien, à notre sens, des spécificités progressistes.

Or, malgré ses spécificités remarquables, la période progressiste a été peu étudiée. L'historiographie équatorienne s'est principalement penchée, en priorité, sur les périodes qui ont précédé et suivi le progressisme : les présidences de García Moreno, de 1860 à 1875, et la Révolution libérale, de 1895 à 1912. La période garcienne, notamment, est jugée déterminante dans l'histoire politique et sociale de l'Équateur. Elle constitue, il est vrai, une étape essentielle de la construction de l'État-nation, car elle permet aux institutions de se stabiliser, alors même que le pays semblait devoir se disloquer entre 1858 et 1860, trente ans après l'Indépendance. Pour sa part, la Révolution libérale incarne la phase de consolidation du modèle de l'État-nation, car elle jette les bases d'un État véritablement centralisé, au territoire désenclavé et à l'autorité incontestée. Elle a donc mobilisé des chercheurs de différents champs de l'histoire, politique,

[27] QUINTERO, Rafael et SILVA, Erika, *op. cit.*, p. 207.
[28] *Ibid.*, p. 208.

sociale, culturelle. En revanche, le progressisme apparaît, en général, comme une simple transition entre la période conservatrice et la Révolution libérale.

À notre sens, trois raisons peuvent expliquer l'intérêt limité de l'historiographie équatorienne pour le progressisme. Tout d'abord, ce courant ne compte pas dans ses rangs de *caudillo* de l'envergure de García Moreno, ni de figure charismatique comme celle d'Eloy Alfaro, le principal acteur de la Révolution libérale. En outre, la période progressiste est bien moins polarisante aux yeux des opinions de l'époque, mais aussi dans les débats contemporains, contrairement aux projets ultra-conservateur et libéral radical. Enfin, en s'efforçant d'incarner une voie moyenne, le projet du progressisme semble plus difficile à cerner que les modèles politiques garcien et libéral[29].

L'historiographie équatorienne compte donc fort peu d'études consacrées à la période progressiste. Le plus souvent, le progressisme est abordé dans des analyses plus générales consacrées à l'histoire de la construction nationale, comme *Ecuador : una nación en ciernes*, de Rafael Quintero et Erika Silva, ou à la formation des partis politiques, comme *Lucha política y formación de los partidos en Ecuador*, d'Enrique Ayala Mora[30]. L'historien conservateur Luis Robalino Dávila a bien publié un ouvrage sur le progressisme en 1968, *Diez años de civilismo*, mais, plutôt que de chercher à interpréter la visée et la portée du projet politique progressiste, il en offre une lecture descriptive, qui plus est basée sur la simple reproduction de documents d'archives[31]. Plus tard, en 1981, le progressisme est abordé dans trois articles, publiés dans la *Revista de la Universidad católica* de Quito : « El Progresismo » de Rafael Cordero ; « La elección del Doctor Antonio Flores y la influencia del Doctor José María Plácido Caamaño » de Diana Jiménez de Landívar ; enfin « Antonio Flores Jijón y la conversión de la Deuda Externa, 1889-1890 » de Jorge Landívar[32]. L'article de Cordero représente une première tentative de définition du projet politique progressiste, mais sans parvenir à en cerner toutes les particularités. Les deux autres articles portent sur des aspects spécifiques et des moments

[29] CÁRDENAS REYES, María Cristina, « El progresismo ecuatoriano en el siglo XIX. La reforma del presidente Antonio Flores (1888-1892) », *Andes*, n°18, 2007, document en ligne, http://www.scielo.org.ar/scielo.php, consulté le 10 juillet 2016, p. 1-2.

[30] AYALA MORA, Enrique, *Lucha política y origen de los partidos en Ecuador*, Quito, Corporación Editora Nacional (CEN), 1988, p. 189-333 ; et QUINTERO, Rafael et SILVA, Erika, *Ecuador: una nación en ciernes*, vol. 1, Quito, Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales sede Ecuador (FlACSO)-Abya-Yala, 1991, p. 181-247.

[31] ROBALINO DÁVILA, Luis, *Diez años de civilismo*, Puebla, Editorial José M. Cajica Jr. SA, 1968.

[32] CORDERO, Rafael, « El Progresismo » ; JIMÉNEZ DE LANDÍVAR, Diana, « La elección del Doctor Antonio Flores y la influencia del Doctor José María Plácido Caamaño » ; et LANDÍVAR, Jorge, « Antonio Flores Jijón y la conversión de la Deuda Externa, 1889-1890 », *Revista de la Universidad católica*, n°29, mars 1981, respectivement p. 241-268, 269-306 et 307-344.

ponctuels de la période progressiste, en l'occurrence, sur les élections présidentielles de 1888 et sur la renégociation de la dette extérieure sous le mandat de Flores, de 1888 à 1892. En définitive, le travail le plus complet sur la question reste celui de l'historienne María Cristina Cárdenas Reyes, *Región y Estado nacional en el Ecuador. El progresismo azuayo del siglo XIX (1840-1895)*, publié en 2005[33]. Toutefois, elle consacre la plus grande partie de son ouvrage à analyser les origines du courant progressiste, mais ne traite que rapidement, dans les derniers chapitres, de la période de 1883 à 1895, où ce dernier est au pouvoir. En réalité, il n'existe aucune étude approfondie portant exclusivement sur la période progressiste. Notre objectif est précisément de contribuer à combler cette lacune, non seulement en tentant de définir la nature du projet politique progressiste, mais en montrant que le progressisme ne saurait être tenu pour une simple étape entre deux moments de la construction de l'État national en opposition. En effet, à notre sens, il n'est ni une reformulation modérée du garcianisme, ni une transition en douceur vers le libéralisme.

Ces réflexions préliminaires nous permettent de formuler trois grandes hypothèses qui guideront notre analyse tout au long de ce travail. La première est que le progressisme est un courant reposant sur une identité propre et un projet politique original. Le courant progressiste est souvent qualifié de « libéral-catholique », terme qui semble indiquer une simple transition entre le courant catholique ultramontain de García Moreno et le libéralisme radical d'Eloy Alfaro[34]. Or les recherches, plus récentes, de Cárdenas Reyes montrent que le progressisme naît avant tout d'une scission au sein de la mouvance conservatrice. Plus qu'un compromis entre deux tendances politiques extrêmes, il représenterait alors un courant « néo-conservateur »[35] cherchant à incarner un conservatisme moderne. Le progressisme rejette donc le conservatisme ultramontain des anciens partisans de García Moreno, tout en s'inspirant du programme modernisateur de ce dernier. Il signifie donc un projet de construction nationale aussi bien défini que celui du modèle garcien ou celui de la Révolution libérale.

La deuxième hypothèse consiste à considérer que, en dépit de leurs spécificités, les différences entre les trois courants, conservateur, progressiste et libéral, sont moins marquées que ne le

[33] CÁRDENAS REYES, María Cristina, *Región y Estado nacional en el Ecuador. El progresismo azuayo del siglo XIX (1840-1895)*, Quito, Academia Nacional de Historia-Universidad Pablo de Olavide, 2005.
[34] Voir, par exemple, SALVADOR LARA, Jorge, *Breve historia contemporánea del Ecuador*, Bogotá, Fondo de Cultura Económica, 2013, p. 417 ; AYALA MORA, Enrique, *Lucha política y formación de los partidos*, *op. cit.*, p. 311.
[35] CÁRDENAS REYES, María Cristina, « El progresismo ecuatoriano en el siglo XIX. La reforma del presidente Antonio Flores (1888-1892) », *art. cit.*, p. 7.

laisseraient entendre les travaux historiographiques existants, qui tendent à y voir trois catégories politiques *a priori* divergentes, voire antagoniques. À vrai dire, dans la mesure où chacun de ces courants représente une fraction des élites, ils ont aussi des objectifs communs, même si leurs intérêts ne sont pas identiques. Ils cherchent tous trois à consolider et à moderniser l'État central pour combattre les menaces centrifuges. Ainsi, en 1895, une fois au pouvoir, le libéralisme, qui en 1883 réclamait encore un système fédéral, finira par poursuivre les efforts de centralisation entamés pendant les deux périodes précédentes. Il nous semble que dans les dernières décennies du XIXe siècle, les trois courants partagent une même série de valeurs, quoique chacun les définisse à sa manière : la République, le progrès, la liberté, d'abord ; la science comme fondement de l'administration publique, ensuite ; et, finalement, une conception de l'Église comme une entité autonome de l'État[36]. Par ailleurs, sur le plan économique, les trois modèles, conservateur, progressiste et libéral, constituent des étapes fondamentales dans la mise en place du système capitaliste équatorien. Aucun d'eux ne remet en cause la place attribuée à l'Équateur dans la division internationale du travail. Ils s'efforcent, au contraire, de consolider le modèle agro-exportateur fondé sur le cacao et d'intégrer le pays au marché mondial. Sans nier les spécificités de ces courants et des modèles politiques auxquels ils ont donné lieu, nous chercherons à en montrer les éléments de continuité. Le progressisme reprend très souvent des projets conçus pendant la période garcienne. Lorsqu'il ne parvient pas à les mettre en œuvre de manière pérenne, c'est la Révolution libérale qui les reformule et les réalise.

La troisième hypothèse est le corollaire de la deuxième. Si continuité il y a entre les trois périodes, y compris avec la Révolution libérale, c'est parce que le modèle garcien puis le progressisme jettent les bases de cette dernière. À cet égard, Yves Saint-Geours et Marie-Danielle Démelas ont démontré que, « aussi lié soit-il à l'oligarchie conservatrice, García [Moreno] en sape les bases politiques et […] économiques »[37]. À travers son projet de structuration et de modernisation de l'État fondé sur les exportations de cacao, « celui qui est considéré comme le père de tous les conservateurs équatoriens a mis en place les conditions de la domination des bourgeoisies libérales alors même que, idéologiquement et politiquement, il leur refusait le droit à la parole »[38]. Pour Espinosa et Aljovín de Losada, pendant la deuxième

[36] ESPINOSA FERNÁNDEZ DE CÓRDOBA, Carlos et ALJOVÍN DE LOSADA, Cristóbal, « Conceptos clave del conservadurismo en Ecuador, 1875-1900 », *Anuario colombiano de Historia social y de la cultura*, vol. 42, n°1, 2015, p. 190.
[37] DEMELAS, Marie-Danielle et SAINT-GEOURS, Yves, *op. cit.*, p. 171.
[38] *Ibid.*, p. 147.

moitié du XIXe siècle, la dynamique économique s'avère défavorable, sur le long terme, aux secteurs conservateurs[39]. Il faudrait ajouter que, paradoxalement, l'État garcien puis l'État progressiste sont les responsables directs de cette conjoncture, qu'ils orientent et soutiennent sciemment. Sur le plan politique, les mesures appliquées affaiblissent puis déstabilisent les gouvernements progressistes. Le progressisme se voit isolé, dépassé aussi bien sur sa droite que sur sa gauche. Il s'aliène progressivement le soutien à la fois de la bourgeoisie agro-commerciale de Guayaquil et de la fraction garciano-cléricale de l'aristocratie foncière[40].

Nous nous gardons de céder à une interprétation téléologique de l'histoire équatorienne du XIXe siècle. Une telle perspective reviendrait à dire que la période de chaos entre 1830 et 1860 serait suivie par une succession linéaire de régimes politiques cherchant à consolider l'État, depuis le plus conservateur jusqu'au plus libéral. La transformation de 1895 ne serait alors que l'aboutissement naturel de cette évolution. Or, il ne s'agit pas de considérer la Révolution libérale comme un évènement inévitable, mais de signaler que les efforts des conservateurs puis des progressistes pour moderniser l'État afin d'en faire un instrument de consolidation du modèle agro-exportateur ont créé les conditions de l'avènement de la bourgeoisie libérale de Guayaquil. L'historiographie l'a déjà démontré dans le cas de García Moreno. Nous espérons parvenir à faire de même s'agissant de la période progressiste.

Pour nourrir nos réflexions sur le progressisme, nous nous sommes efforcés de constituer un vaste corpus de première main. Quatre séjours en Équateur ont été nécessaires, le premier d'une durée d'un mois en décembre 2011 ; le deuxième de deux mois, en juillet et août 2012 ; le troisième de cinq mois, d'avril à août 2013 ; et, finalement, le quatrième, de deux mois, en juillet et août en 2014. Nous avons alors pu consulter plusieurs archives équatoriennes : les Archives du Palais Législatif, les Archives du Ministère de la Culture et du Patrimoine et la Bibliothèque Aurelio Espinosa Pólit, à Quito. Notre séjour de 2013, le plus long, nous a permis de séjourner à Guayaquil pour y visiter la Bibliothèque Municipale et les Archives Historiques du Guayas. En vue de l'analyse des réformes progressistes, il nous a fallu consulter le journal officiel ainsi que les rapports ministériels au Parlement. Nous avons eu accès aux rapports annuels de 1885 à 1888, puis, avec leur publication tous les deux ans, à ceux de 1890, 1892 et 1894. Ces rapports ministériels deviennent de plus en plus complets avec le temps et incluent de nombreuses annexes ; ils s'avèrent une source précieuse d'information, surtout à partir de

[39] ESPINOSA FERNÁNDEZ DE CÓRDOBA, Carlos et ALJOVÍN DE LOSADA, Cristóbal, *art. cit.*, p. 187.
[40] QUINTERO, Rafael et SILVA, Erika, *op. cit.*, p. 238, 240 et 243.

1890. Nous avons également consulté les journaux officiels et les rapports ministériels de la période garcienne et de la Révolution libérale, dans le but de cerner le progressisme depuis une perspective plus large. Enfin, pour comprendre la réception des réformes progressistes, nous nous sommes tournés vers les comptes rendus des séances parlementaires, la presse, ainsi que divers essais, opuscules, pasquins et feuilles volantes de la période étudiée. Ils ont illustré et, le cas échéant, pris parti aux débats qui ont dominé la vie politique sous le progressisme.

Notre visite à la Bibliothèque Aurelio Espinosa Pólit a été particulièrement féconde. En effet, ses fonds, très riches pour le XIXe siècle, possèdent une collection complète du journal officiel et des rapports ministériels au Parlement, mais aussi de nombreux journaux nationaux comme régionaux et une grande collection de feuilles volantes. Lorsque les documents que nous cherchions n'y étaient pas disponibles, nous avons eu recours aux Archives du Ministère de la Culture et du Patrimoine, en particulier aux fonds Jacinto Jijón y Caamaño. De même, la plupart des comptes rendus parlementaires ont été publiés dans le journal officiel, accessible à la Bibliothèque Aurelio Espinosa Pólit, sauf pour les législatures de 1890, 1892 et 1894, ainsi qu'une partie de celle de 1888. Aussi, pour avoir accès aux comptes rendus des années manquantes, nous en avons demandé la version manuscrite aux Archives du Palais Législatif. À Guayaquil, nous avons pu rassembler des journaux satiriques locaux, introuvables à Quito, mais disponibles aux Archives Historiques du Guayas et à la Bibliothèque Municipale. Nos recherches à Guayaquil nous ont notamment permis d'enrichir notre corpus de caricatures politiques, dont certaines sont reproduites dans ce volume. Finalement, afin d'avoir un regard extérieur sur l'Équateur durant la période progressiste, nous avons consulté les Archives du Ministère des Affaires étrangères français, à la Courneuve. Nous en avons tiré des informations précieuses, notamment le résultat des élections présidentielles de 1892, dont l'acte original, disponible aux Archives du Palais Législatif à Quito, est partiellement détruit et illisible. Grâce à la consultation systématique de ces archives, nous espérons disposer d'un corpus de première main à même de servir, du moins telle est notre intention, une recherche inédite sur la période progressiste.

En abordant de manière détaillée le projet progressiste, nous entendons montrer qu'il est loin de représenter une simple parenthèse dans l'histoire de l'Équateur. Il s'agit d'un projet de construction nationale distinct de celui du conservatisme garcien et de celui du libéralisme,

malgré les similitudes entre les trois, et même si le progressisme contribue à jeter les bases de la Révolution libérale. Pour le montrer, nous proposons d'abord de définir le projet progressiste, de montrer ensuite comment il est mis en œuvre et, finalement, d'analyser les résistances qu'il suscite.

La première partie de ce travail, composée de trois chapitres, tente de cerner la nature du progressisme. Le chapitre 1 aborde les conditions dans lesquelles le courant modéré accède au pouvoir en 1883. La campagne menée par une coalition de conservateurs ultramontains et modérés contre la dictature d'Ignacio de Veintemilla (1876-1883) renverse ce dernier et installe les progressistes au pouvoir. En effet, c'est l'alliance conservatrice qui prend le contrôle de la zone la plus peuplée du pays, la *Sierra*, alors que les libéraux, dirigés par Eloy Alfaro, qui se soulèvent aussi contre le dictateur, n'exercent leur autorité que sur une partie du Littoral, en l'occurrence les provinces d'Esmeraldas et de Manabí. Après la victoire sur Veintemilla, le rapport de forces est donc favorable aux progressistes, qui parviennent à s'imposer aux libéraux contrôlant la Côte. L'Assemblée constituante de 1883-1884, convoquée pour réorganiser le pays après la dictature, adopte une nouvelle Constitution et nomme Caamaño président de la République. Elle jette les bases du régime progressiste et cherche à dépasser le militarisme de la dictature de Veintemilla et à consolider les institutions républicaines, fondées sur le suffrage, l'alternance, la séparation des pouvoirs et le respect des libertés publiques.

Le régime mis en place par la Constituante se prolonge pendant une douzaine d'années. Il s'agit d'une période de relative stabilité politique pendant laquelle les élections sont nombreuses et ont lieu régulièrement. Le chapitre 2 s'efforcera de comprendre comment, dans ce contexte, surtout à partir de 1888 avec l'arrivée de Flores au pouvoir, la presse se développe et devient un des instruments déterminants du débat idéologique et de la mobilisation d'une opinion publique naissante. Parallèlement, les premières organisations politiques permanentes voient le jour. Il ne s'agit pas encore de partis politiques dans le sens moderne du terme, mais d'une première tentative de rationalisation de la vie politique. Le progressisme ouvre donc la voie d'une modernisation du fonctionnement des institutions, dans le sens d'une consolidation de la démocratie représentative.

Cette volonté réformatrice est également visible sur le plan économique. Le chapitre 3, qui revient sur l'influence du positivisme sur le courant progressiste, montre que les nouvelles autorités souhaitent recourir à la science pour moderniser l'agriculture, développer les voies de communication et réformer les finances publiques. Pour les progressistes, la consolidation du modèle agro-exportateur est impossible sans un réseau efficace de voies ferrées, une fiscalité

rationalisée stimulant l'activité et une situation financière assainie permettant d'attirer des capitaux étrangers.

Après avoir tenté de comprendre le progressisme dans ses idées, visées et principes directeurs, nous tenterons de le cerner dans ses œuvres. La deuxième partie aborde les réformes mises en place par les progressistes pour moderniser l'État et consolider le modèle agro-exportateur, qui s'articulent autour de trois axes : la réforme des relations entre l'Église et l'État, le développement de l'instruction technique et scientifique et la signature de plusieurs contrats pour la construction de chemins de fer. Le chapitre 4 montre que les progressistes reprennent à leur compte la définition garcienne de l'Équateur comme la République du Sacré Cœur ; cependant, il ne s'agit pour eux que d'un cadre référentiel, car ils cherchent à réformer les relations entre l'Église et l'État. Ils ne remettent pas en cause le monopole culturel et idéologique clérical-conservateur, mais s'efforcent de réduire le pouvoir temporel de l'Église. Telles est la visée du remplacement de la dîme. Toutefois, ces réformes poussent l'Église à s'allier aux conservateurs ultramontains pour combattre le progressisme.

Sans remettre en cause le monopole ecclésiastique dans l'instruction publique, les progressistes cherchent également à développer l'enseignement technique et scientifique, principalement à travers les écoles d'arts et métiers, l'Institut des sciences et l'École d'Agriculture, comme nous le verrons dans le chapitre 5. Les écoles d'arts et métiers, de García Moreno à la Révolution libérale, permettent de retirer la formation des apprentis aux corporations d'artisans, afin d'affaiblir ces dernières et de mieux contrôler les mouvements et les agitations dont elles sont à l'origine. La fondation de l'Institut des Sciences et de l'École d'Agriculture, qui fonctionneront, respectivement, de 1883 à 1890 et de 1883 à 1895, a pour but la formation de techniciens — ingénieurs, topographes, agronomes — conformément à la visée modernisatrice du progressisme.

Par ailleurs, pour les progressistes, la modernisation de l'agriculture va de pair avec la mise en place d'un réseau efficace de voies de communication. Sous le mandat de Caamaño en particulier, un consensus émerge entre les différents groupes dominants autour des projets de chemins de fer, considérés comme le meilleur instrument de la prospérité du pays. Le chapitre 6 porte sur la multiplication des contrats pour la construction de voies ferrées sous Caamaño, car cette frénésie ferroviaire est une particularité de la période progressiste. Ces contrats contribuent indirectement à fragiliser le progressisme. En effet, l'échec des projets de chemins

de fer, dont les travaux n'avancent pratiquement pas pendant la période, fractionnent le consensus initial. Flores lui-même, lorsqu'il arrive au pouvoir en 1888, se montre sceptique quant à la capacité de l'Équateur à se doter d'un système ferroviaire. Ce scepticisme croissant est encore visible sous la Révolution libérale, après 1895.

Ces trois domaines de réformes poursuivent le même objectif : moderniser l'agriculture pour renforcer le modèle agro-exportateur. Ainsi, la loi de remplacemen de la dîme abolit un impôt qui pesait lourdement sur la production agricole ; le développement de l'éducation technique introduit des principes scientifiques dans les activités agricoles ; les chemins de fer sont censés faciliter les exportations des produits des provinces andines.

Parce qu'il incarne une voie moyenne, et en raison de son pragmatisme même, le projet progressiste ne parvient pas à convaincre les extrêmes. Trop audacieux pour les conservateurs, trop timoré pour les libéraux, il est attaqué sur deux fronts. Dans la troisième partie, nous chercherons à déterminer la nature de ces oppositions, leurs stratégies et la manière dont elles contribuent à déstabiliser le régime, précipitant le triomphe de la Révolution libérale, en 1895. Dans un premier temps, le chapitre 7 cherche à expliquer pourquoi l'opposition au progressisme, libérale sous Caamaño, de 1884 à 1888, devient une opposition conservatrice sous le mandat d'Antonio Flores, de1888 à 1892. Au milieu des années 1880, la consolidation du modèle agro-exportateur, fondé sur la concentration des terres dans le Littoral, mécontente les travailleurs des plantations cacaoyères et les petits propriétaires ruinés, qui se tournent vers le libéralisme radical incarné par Eloy Alfaro et combattent le gouvernement de Caamaño au sein des *montoneras*, des guérillas radicales formées par les paysans du Littoral exclus de la prospérité cacaoyère. Le libéralisme représente alors le principal ennemi du progressisme. Caamaño réussit à disperser les *montoneras*, du moins provisoirement, après trois ans de quasi-guerre civile sur le Littoral, de 1884 à 1887. Une fois le danger radical écarté, Flores peut, en arrivant au pouvoir, en 1888, mettre en œuvre le cœur du programme progressiste. C'est à ce moment-là que les divergences avec les conservateurs surgissent et que ces derniers, alliés à l'Église, rejoignent l'opposition au progressisme.

Le chapitre 8 analyse alors les fondements de la « fusion » qui s'ensuit, c'est-à-dire l'alliance, *a priori* contre-nature, entre les conservateurs et une fraction du libéralisme contre le progressisme. La fusion cherche à créer un front uni pour combattre l'*Argolla*, terme employé par les opposants au progressisme pour désigner un système politique contrôlé par la famille

Flores-Caamaño et fondé sur le népotisme et les conflits d'intérêts. La confrontation politique la plus intense entre la fusion et le progressisme se produit pendant la longue campagne présidentielle des années 1891 et 1892 qui voit s'affronter deux candidats, le progressiste Francisco Javier Salazar puis, à sa mort, Luis Cordero qui finit par l'emporter, d'une part, et le candidat de la fusion, le chef conservateur Camilo Ponce, d'autre part. Après une trêve de quelques mois entre 1893 et 1894, la fusion continue à affaiblir le régime progressiste, dont les contradictions internes et l'essoufflement deviennent de plus en plus manifestes.

Le dernier chapitre revient sur les étapes et les modalités de l'effondrement du régime progressiste, qui entraîne dans sa chute l'État oligarchique *terrateniente*. Une affaire mineure de corruption qui éclabousse le gouvernement de Luis Cordero, l'affaire de l'*Esmeralda*, devient le prétexte d'une crise nationale qui débouche sur une révolution. L'appareil répressif de l'État ne parvient plus à contenir la déferlante *montonera*. Les guérillas radicales réapparaissent dans la Côte, s'emparent de toutes les provinces de la région, encerclent Guayaquil puis poussent la bourgeoisie agro-commerciale à proclamer Eloy Alfaro Chef Suprême de la République, le 5 juin 1895. À l'issue d'une brève guerre civile entre, d'un côté, les conservateurs et les progressistes, retranchés dans les Andes, et de l'autre, les libéraux de la Côte, ces derniers l'emportent et prennent le contrôle du pays, ouvrant ainsi la voie à la construction de l'État libéral, de 1895 à 1925.

Première partie :

Définition du projet progressiste

Chapitre 1 : La Restauration et l'arrivée des progressistes au pouvoir (1882-1884)

Le progressisme est un courant politique qui prend ses distances face au conservatisme garcien, mais sans embrasser les idées libérales ; il est originaire de la ville de Cuenca, où se constitue dans les années 1860 un groupe d'avocats et d'intellectuels modérés. Ces premiers « progressistes » apparaissent en tant qu'opposants à García Moreno ; puis étendent peu à peu leur influence au niveau national, jusqu'à faire élire un de leurs chef de file, Antonio Borrero, président de la République en 1875. Borrero prend donc la tête d'un tout premier gouvernement progressiste. Cette expérience échoue rapidement, en 1876, car elle provoque l'opposition des extrêmes. Borrero est combattu par les conservateurs garciens et surtout par les libéraux, qui lui reprochent de ne pas vouloir suspendre la Constitution de 1869 ni convoquer une Assemblée Constituante. Les libéraux de Guayaquil décident, finalement, de le renverser, en proclamant le général Ignacio de Veintemilla Chef Suprême de la République, le 8 septembre 1876. Ce dernier parvient à s'imposer au niveau national en décembre. Cependant, entre 1877 et 1878, une partie importante des libéraux prend des distances avec Veintemilla en raison de son autoritarisme et de sa gestion peu transparente des finances publiques. Pedro Carbo, chef du gouvernement depuis 1876, démissionne en septembre 1877 et entre dans l'opposition. Ainsi, à l'Assemblée constituante de 1878, il dirige un groupe d'opposants libéraux à Veintemilla. Les libéraux radicaux, pour leur part, dirigés par Eloy Alfaro, conspirent contre le gouvernement à partir de 1878. Fragilisé par la perte de ses appuis traditionnels, Veintemilla cherche alors à s'attirer les faveurs des conservateurs en signant un nouveau Concordat, adopté par le Parlement en 1880 et promulgué en 1882, mais en vain.

Quoique soutenu par une armée pléthorique de 6 000 soldats, combattu par les conservateurs, les progressistes et de nombreux libéraux, Veintemilla est désormais isolé. Il cherche alors à se maintenir au pouvoir à travers un coup de force. Le 26 mars 1882, avant la fin de son mandat présidentiel, prévue le 30 août, il se fait proclamer Chef Suprême de la République, suspend la Constitution et les élections présidentielles qui devaient avoir lieu dans les semaines suivantes. La proclamation de sa dictature provoque un soulèvement général, soutenu par les trois courants

politiques, conservateur, progressiste et libéral. Les libéraux radicaux prennent le contrôle des provinces côtières d'Esmeraldas et de Manabí, où leur chef, Eloy Alfaro, crée un gouvernement ; les conservateurs et les progressistes s'imposent dans l'ensemble de la *Sierra*, la région la plus peuplée, et se dotent d'un gouvernement provisoire, le pentavirat. Ensemble, les deux gouvernements parviennent à renverser Veintemilla. Ils convoquent alors une Assemblée constituante destinée à refonder les institutions du pays. En 1884, la constituante nomme José María Plácido Caamaño président de la République, qui apparaît comme une figure de compromis sur le plan politique, car il représente un courant modéré se distinguant à la fois du conservatisme garcien et du libéralisme. Sur le plan régional, en outre, en tant qu'*hacendado* cacaoyer du Littoral ayant des parents proches à Quito, il incarne l'équilibre des intérêts régionaux. Si l'esprit de concorde entre les trois partis semble l'emporter pendant la campagne contre Veintemilla, les divergences entre les libéraux, d'une part, et les conservateurs et les progressistes, d'autre part, deviennent de plus en plus visibles. C'est sur cette période troublée qu'il convient de revenir, car elle éclaire les origines du courant progressiste, sa consolidation dans le paysage politique particulier de l'époque, ainsi que les conditions qui lui permettent de prendre le pouvoir.

I) Les origines du courant progressiste

L'historienne Cárdenas Reyes fait remonter les origines du progressisme à un groupe d'intellectuels et d'avocats de la ville de Cuenca, qui se constitue, informellement d'abord, dans les années 1860[41]. Il réunit Benigno Malo, plusieurs fois ministre depuis les années 1840, les frères Antonio et Ramón Borrero, José Rafael Arízaga, Mariano Cueva et Luis Cordero. Il s'agit de conservateurs et de libéraux modérés profondément catholiques qui cherchent à concilier le respect des enseignements de l'Église et la modernité politique. Ce groupe soutient García Moreno pendant sa première présidence, de 1860 à 1865. Il gagne alors en influence, en

[41] CÁRDENAS REYES, María Cristina, *El progresismo azuayo, op. cit.*, p. 68.

occupant plusieurs postes-clé. En 1860, Luis Cordero est nommé intendant de police de Cuenca ; Ramón Borrero puis Mariano Cueva deviennent gouverneurs de la province de l'Azuay ; ce dernier est également désigné vice-président de la République par l'Assemblée constituante de 1861 pour un mandat de deux ans, de 1861 à 1863. Mais rapidement, les progressistes de l'Azuay, connus sous le nom de « groupe de Cuenca », s'avèrent soucieux de préserver l'autonomie de la ville et les libertés publiques, qu'ils jugent menacées par la politique centralisatrice et autoritaire de l'ultraconservateur García Moreno. Ils entrent progressivement dans l'opposition. En 1863, García Moreno fait élire Antonio Borrero vice-président de la République mais celui-ci, considérant que son élection est le résultat des pressions gouvernementales sur les électeurs, refuse cette fonction[42]. Il remet en cause ce qu'il considère comme les pratiques antidémocratiques de García Moreno et se montre profondément attaché au respect du suffrage.

Très vite, il apparaît que le groupe de Cuenca cherche à incarner une troisième voie entre le projet centralisateur et autoritaire de García Moreno et le libéralisme anticlérical de Pedro Carbo. Les progressistes fondent le journal *El Centinela*, pour défendre des positions modérées, notamment sur le sujet sensible des relations entre l'Église et l'État. Antonio Borrero ne s'oppose pas, sur le principe, au Concordat que García Moreno a négocié avec le Saint Siège, mais critique le texte adopté par les deux parties[43]. Il estime qu'il a été négocié sans débat préalable. Il ne demande pas le rejet du Concordat mais suggère plutôt un grand dialogue national, avant sa ratification par le Congrès. Tout en se déclarant profondément catholique, Borrero prend ses distances avec García Moreno en rejetant un traité qui renforce considérablement les pouvoirs de l'Église. Pour sa part, Benigno Malo contribue à lancer le débat sur la dîme, qui deviendra central dans les années 1880. Il propose de la réduire de 10 à 5%, afin de stimuler la production agricole[44]. En 1889, les progressistes iront plus loin. Ils parviendront à remplacer la dîme par d'autres impôts pesant moins lourdement sur les agriculteurs. Mais les propos de Malo, aussi timides soient-ils, représentent une des premières critiques contre la dîme. En exigeant la réduction de cette dernière, il défend ainsi une position intermédiaire : il souhaite la réforme des relations entre l'Église et l'État au nom du pragmatisme, mais sans les rompre.

[42] *Ibid.*, p. 87.
[43] *Ibid.*, p. 88.
[44] *Ibid.*, p. 89.

À partir de 1864, le groupe de Cuenca se montre de plus en plus hostile envers García Moreno, en raison du caractère répressif de son gouvernement. L'année 1864 est marquée par un net durcissement : le dirigeant libéral Juan Borja meurt en captivité, le général Manuel Tomás Maldonado et les partisans d'Urbina qui envahissent la région d'El Oro depuis le Pérou sont fusillés sans jugement préalable. La rupture semble irréversible en 1865, lorsqu'*El Centinela* accuse García Moreno de vouloir imposer son candidat, Jerónimo Carrión, aux élections présidentielles. Le journal a entretemps apporté son soutien à la candidature du libéral modéré Manuel Gómez de la Torre. Exaspéré, García Moreno fait arrêter Antonio et Ramón Borrero, José Rafael Arízaga et le frère de Manuel Cueva, qui se réfugient à la campagne pour ne pas tomber entre les mains des autorités. En 1865, le progressisme est donc devenu un courant d'opposition à García Moreno[45].

Dans un second temps, à partir de 1868, l'influence du groupe de Cuenca s'étend au niveau national. Les progressistes Benigno Malo, les frères Borrero, Luis Cordero et Mariano Cueva présentent la candidature du libéral modéré Francisco Aguirre Abad aux élections présidentielles de janvier 1869. Le groupe crée alors le journal *El Constitucional* pour promouvoir cette candidature. Il décide également de s'organiser en créant, à Cuenca, la Société du progrès. Le nom de la Société montre combien les progressistes se montrent attachés à la notion de progrès. En effet, ils ne cherchent pas seulement à créer une alternative au conservatisme ultramontain de García Moreno et au libéralisme, incarné par Pedro Carbo ou le général Urbina, les deux principaux opposants au chef conservateur ; ils souhaitent surtout poursuivre le projet de modernisation des institutions et des structures économiques de García Moreno mais sans adopter toutefois les réformes radicales prônées par les libéraux. Aguirre Abad reçoit rapidement le soutien de plusieurs libéraux modérés, comme Antonio et Teodoro Gómez de la Torre, et de celui des ralliés au progressisme, tels Pedro José Cevallos, Antonio Robalino et Miguel Nájera[46]. La campagne présidentielle de 1868-1869 est une étape fondamentale dans l'histoire du progressisme, car le mouvement acquiert une dimension nationale[47].

Les intentions des progressistes sont frustrées par le coup d'État organisé par García Moreno le 16 janvier 1869, peu avant les élections. De nouveau au pouvoir, il mène une politique de répression non seulement contre les libéraux, mais aussi contre les modérés. En 1869, Cordero,

[45] *Ibid.*, p. 96-97.
[46] *Ibid.*, p. 102-105.
[47] *Ibid.*, p. 105-106.

par exemple, est déporté à Loja. Benigno Malo n'échappe à la déportation qu'en raison de son état de santé fragile[48]. Plus tard, Antonio Borrero est arrêté en 1873, José Rafael Arízaga en 1875[49]. Le coup d'État de 1869 n'a fait qu'accroître l'hostilité du groupe de Cuenca envers García Moreno. Au début des années 1870, les progressistes reçoivent même le précieux soutien de représentants de l'Église, comme celui de l'évêque de Cuenca, Remigio Esteves de Toral, qui entretient des relations tendues avec García Moreno, et de Federico González Suárez, chanoine du diocèse de Cuenca à partir de 1872[50].

L'assassinat de García Moreno, le 6 août 1875, permet au groupe de Cuenca de s'installer définitivement dans le paysage politique national. Quelques jours après la mort du président conservateur, les opposants à García Moreno présentent la candidature d'Antonio Borrero aux élections anticipées convoquées pour la mi-octobre. Elle est soutenue non seulement par le groupe de Cuenca, mais aussi par des libéraux modérés de Guayaquil, comme Francisco Javier Aguirre Abad, Francisco de Paula Icaza et Tomás Wright[51]. La candidature de Borrero scelle ainsi une alliance entre les élites de Guayaquil et celles de Cuenca[52], qui se prolongera, à partir de 1883, durant la période progressiste.

La situation est favorable à l'élection de Borrero. Les conservateurs sont divisés. Les garciens orthodoxes soutiennent la candidature de Luis Antonio Salazar, les conservateurs plus modérés se prononcent pour Antonio Flores. Ce dernier arrive des États-Unis le 16 septembre et présente un programme en quatre points : la restructuration de la dette extérieure, le développement de l'instruction publique, la construction de nouvelles voies de communication et une politique stimulant l'immigration. Flores définit déjà les principes qui orienteront sa politique pendant sa présidence, entre 1888 et 1892. Dans le programme de 1875, il critique implicitement la politique financière de García Moreno[53], à qui il reproche d'avoir suspendu le paiement de la dette en 1869 et d'avoir refusé de recourir à des capitaux étrangers pour la construction du chemin de fer de Yaguachi. Flores prend également ses distances avec l'autoritarisme de García Moreno. Cependant, il trouve peu d'écho auprès des électeurs. Les conservateurs ultramontains ne lui pardonnent pas ses critiques contre García Moreno ; les progressistes et les libéraux

[48] *Ibid.*, p. 107-108.
[49] *Ibid.*, p. 133-134 et 139.
[50] *Ibid.*, p. 133-134 et 137.
[51] *Ibid.*, p. 144.
[52] *Ibid.*, p. 82 et 147.
[53] *Ibid.*, p. 146.

doutent de la sincérité de ses positions politiques modérées, car il a été le principal agent du garcianisme à l'étranger jusqu'en 1875.

Par ailleurs, les opposants à García Moreno craignent que le gouvernement de transition, présidé par son ancien ministre de l'Intérieur, Francisco Javier León, ne manipule le résultat du scrutin pour favoriser la candidature de Luis Salazar, et ce d'autant plus que son frère, le général Francisco Javier, est alors ministre de la Défense. Le 2 octobre, à Quito, un soulèvement des adversaires de García Moreno pousse le général Salazar à démissionner et Luis Salazar à renoncer à sa candidature[54]. Borrero n'a donc plus d'obstacles sérieux et remporte une large victoire sur les deux candidats conservateurs encore en lice, Antonio Flores et le général Julio Sáenz.

Borrero entre en fonction le 9 décembre 1875. Il cherche à préserver les équilibres entre les courants politiques. Il nomme le libéral modéré Manuel Gómez de la Torre ministre d'Intérieur et son frère Teodoro, chef des armées sur le Littoral. Le général garcien Julio Sáenz devient ministre de la Guerre et le conservateur José Modesto Espinosa sous-secrétaire d'État à l'Intérieur. Borrero offre le ministère des Finances au libéral modéré Francisco de Paula Icaza, puis à Mariano Cueva et à Pedro Carbo. Les deux premiers le refusent, Carbo l'ignore. C'est finalement José Rafael Arízaga qui dirigera le ministère jusqu'à la chute de Borrero[55]. Francisco Paula de Icaza accepte, en revanche, sa nomination comme gouverneur de la province du Guayas.

Ces refus et hésitations montrent que le gouvernement de Borrero est fragile. En réalité, il repose sur une coalition hétérogène, rassemblant des fractions aux intérêts divergents : des radicaux souhaitant supprimer la Constitution de 1869 et obtenir la séparation entre l'Église et l'État ; tandis que les libéraux-catholiques, hostiles à l'autoritarisme de García Moreno, prônent une simple réforme de la Constitution[56]. Les libéraux, surtout ceux du Littoral, demandent la convocation d'une Convention nationale, c'est-à-dire d'une Assemblée constituante. Ils prennent d'ailleurs le nom de *convencionalistas*. Le gouvernement reçoit de nombreuses pétitions en ce sens. Une des premières est celle du club libéral de Santa Elena, dans la province du Guayas. Le 31 janvier 1876, Borrero soumet cette dernière à l'avis du Conseil d'État, qui se montre hostile à la convocation d'une Constituante. Le président, prudent, annonce alors qu'il entend présenter des réformes constitutionnelles à la session parlementaire de 1877, pour

[54] *Ibid.*, p. 148.
[55] *Ibid.*, p. 151.
[56] *Ibid.*, p. 147-148.

qu'elles soient définitivement adoptées en 1879. Aussi, durant les premiers mois de 1876, perd-il le soutient des *convencionalistas*, impatients de mettre définitivement fin à la période garcienne. Toutefois, il reçoit le soutien des conservateurs, qui rejettent l'idée d'une Assemblée constituante[57].

Néanmoins, leur appui est de courte durée. À partir du mois d'avril, les conservateurs durcissent le ton, car ils jugent Borrero incapable de contenir la progression du libéralisme. Les conservateurs garciens, Camilo Ponce, Pablo Herrera, José Modesto Espinosa et Juan León Mera fondent le journal la *Civilización católica*, pour dénoncer la faiblesse du président, le qualifiant même de « libéral-catholique » pour le délégitimer[58]. Borrero tente alors de se rapprocher des libéraux. En mai, il accepte la démission du chef des armées du Littoral, Teodoro Gómez de la Torre, et, en juin, celle de son ministre de l'Intérieur, Manuel Gómez de la Torre, afin de permettre aux libéraux du Littoral d'entrer au gouvernement. Le 20 juin, il nomme le général Ignacio de Veintemilla chef des armées de la Côte. En juillet, il reçoit l'écrivain libéral Juan Montalvo à Quito. À la demande de ce dernier, Borrero accepte de nommer Pedro Carbo ministre de l'Intérieur. Pourtant, cette tentative de rapprochement s'avère vaine. Les libéraux du Littoral se sentent trahis lorsque Borrero décide finalement de nommer, non pas Carbo, mais Francisco de Paula Icaza. En outre, ce dernier refuse finalement de quitter Guayaquil et Cordero confie le portefeuille de l'Intérieur à son ministre des Finances, José Rafael Arízaga[59]. La rupture avec les libéraux semble alors irréversible. L'élite libérale de Guayaquil, exaspérée par les atermoiements de Borrero, commence à conspirer contre le gouvernement :

> El poder económico de los hacendados cacaoteros, de los banqueros y comerciantes guayaquileños había entrado en un ciclo de expansión, y los agroexportadores no estaban dispuestos a mantener el marco jurídico del garcianismo que limitaba sus posibilidades de acumulación y conexión con los mercados del exterior[60].

Le 8 septembre 1876, le conseil municipal de Guayaquil et les *vecinos* de la ville proclament le général Ignacio de Veintemilla Chef Suprême de la République. Ils ne reconnaissent ni le gouvernement de Borrero, ni la Constitution de 1869. Veintemilla nomme Pedro Carbo ministre général, chargé de tous les portefeuilles, et le général Urbina directeur de la guerre. Face au danger libéral, les conservateurs suspendent immédiatement les hostilités contre le

[57] *Ibid.*, p. 156-158.
[58] *Ibid.*, p. 159.
[59] *Ibid.*, p. 164-166.
[60] *Ibid.*, p. 160-161.

gouvernement[61]. En octobre, Borrero réagit en envoyant le ministre de la Guerre, le général Sáenz, à Guaranda, ville qui relie la *Sierra* au Littoral. Des combats s'engagent et les libéraux obtiennent deux victoires décisives le 14 décembre : les forces gouvernementales sont écrasées par Veintemilla à Los Molinos, près de Guaranda, et par le général Urbina à Galte, dans la province du Chimborazo. Veintemilla avance vers le nord et entre à Quito le 26 décembre. Borrero est emprisonné jusqu'en avril 1877, lorsqu'il est expulsé en Colombie. Les divisions dans le camp catholique, entre conservateurs ultramontains, conservateurs modérés et libéraux-catholiques, facilite la victoire de Veintemilla, soutenu par de nombreux libéraux plus radicaux. Cependant, très vite, les divergences entre les fractions du conservatisme et le libéralisme catholique passent au second plan, car la lutte contre Veintemilla devient la priorité.

II) Restauration ou Régénération ? (1882-1883)

Selon la Constitution de 1878, le mandat de Veintemilla doit se terminer le 10 août 1882 ; elle lui interdit, en outre, de se faire réélire. Or Veintemilla a l'intention de conserver le pouvoir. Au mois de mars 1882, il commence à préparer un coup d'État pour suspendre la Constitution et les élections présidentielles, puis se faire proclamer Chef Suprême de la République, investi de tous les pouvoirs. Veintemilla est conscient que ce coup de force risque de créer des résistances et il décide alors de quitter la capitale, le 15 mars 1882, pour se réfugier à Guayaquil. Il confie le pouvoir au vice-président, Leopoldo Fernández Salvador[62], mais c'est surtout sa nièce, Marietta de Veintemilla, qui exerce le pouvoir et organise les détails du coup d'État. Avec succès, car à partir du 20 mars, plusieurs villes adoptent des *pronunciamientos* suspendant la Constitution et reconnaissant Veintemilla comme Chef Suprême, comme Ibarra le 20, ou Tulcán le 24[63]. La plupart des capitales de province se prononcent le 26 : Latacunga, Ambato,

[61] *Ibid.*, p. 168-169.
[62] *El ocho de setiembre*, n°210, 25 mars 1882, p. 1.
[63] *El ocho de setiembre*, n°212, 12 avril 1882, p. 3 ; n°213, 15 avril 1882, p. 3.

Riobamba, Azogues, Cuenca, Portoviejo[64]. Enfin, à Quito, le conseil municipal, la Cour des comptes et l'État-major de l'Armée proclament la dictature de Veintemilla[65]. Babahoyo fait de même, le 30, ainsi que Guayaquil, le 2 avril[66].

La suspension de la Constitution et la proclamation de Veintemilla provoquent un soulèvement général dans l'ensemble du pays, rassemblant à la fois des libéraux, des progressistes et des conservateurs. Sur le Littoral, le dirigeant libéral radical, Eloy Alfaro, prend le contrôle des provinces d'Esmeraldas et de Manabí. De leur côté, les conservateurs et les progressistes s'imposent dans toutes les provinces de la zone andine, grâce à trois expéditions simultanées, au nord, dans le centre et au sud de la *Sierra*. Alfaro forme ensuite un gouvernement dans les deux provinces reconnaissant son autorité ; de leur côté, les conservateurs et les progressistes créent un pentavirat à Quito. Les divergences sont manifestes. Alfaro entend refonder le pays conformément aux principes libéraux. Il appelle d'ailleurs sa campagne la « Régénération ». Pour leur part, les conservateurs et les progressistes cherchent à rétablir les principes républicains, menacés par Veintemilla. Ils qualifient donc leur campagne contre le dictateur de « Restauration ». Or ce terme inquiète les libéraux, car il révèle, à leurs yeux, la volonté des autorités de la *Sierra* de revenir à un régime garcien. Malgré leurs différences, Alfaro et le pentavirat parviennent à former une alliance fragile pour combattre Veintemilla, retranché à Guayaquil. Mais, après la victoire, la Régénération et la Restauration sont en rivalité pour s'imposer au niveau national.

1) Le soulèvement libéral d'Esmeraldas et de Manabí

Le premier soulèvement, après la proclamation de Veintemilla comme Chef Suprême, en mars 1882, est celui de la province d'Esmeraldas, dirigé par le chef radical Eloy Alfaro. Ce dernier, né en 1842 à Montecristi, dans la province de Manabí, est le fils d'un marchand espagnol de chapeaux de *paja toquilla*. Rallié très tôt au libéralisme radical, Alfaro a déjà participé à plusieurs soulèvements contre le pouvoir central. En 1864, par exemple, il fait partie d'un

[64] *El ocho de setiembre*, n°214, 19 avril 1882, p. 1-2 ; n°215, 26 avril 1882, p. 1 ; n°216, 29 avril 1882, p. 4 ; n°218, 10 mai 1882, p. 1 ; n°219, 19 mai 1882, p. 1-2 ; n°223, 5 juillet 1882, p. 3.
[65] *El ocho de setiembre*, n°210, 25 mars 1882, p. 2.
[66] *El ocho de setiembre*, n°221, 3 juin 1882, p. 2-3 ; n°222, 17 juin 1882, p. 2.

groupe de jeunes radicaux qui parvient à retenir pendant quelques heures le gouverneur de la province, Francisco Javier Salazar, figure de premier plan du garcianisme puis du progressisme, après la disparition de García Moreno[67]. En mai 1876, Alfaro participe à une première tentative de coup d'État contre Borrero à Guayaquil. Quelques mois plus tard, en septembre, il soutient la proclamation de Veintemilla. Il devient l'aide-de-camp du général Urbina, obtient le grade de colonel et combat à la bataille de Galte, en décembre. Toutefois, quelques mois plus tard, déçu par Veintemilla, il rejoint l'opposition. En 1878, Veintemilla le fait arrêter, mais il est libéré au bout de quelques semaines. Il s'exile alors à Panama, d'où il conspire contre le gouvernement. De retour en Équateur, en octobre 1880, il se fait proclamer Chef Suprême de la République à Esmeraldas mais, ne disposant pas de troupes suffisantes pour envahir le reste du Littoral, il dissout ses forces et se réfugie à nouveau à Panama. Ses multiples séjours en Amérique centrale, à partir de 1865, lui permettent de rencontrer plusieurs grandes figures libérales de la région, notamment Rafael Zaldívar, président du Salvador de 1876 à 1885, si bien qu'au début des années 1880, la notoriété d'Alfaro en tant que chef radical s'étend au-delà de l'Équateur, en Amérique centrale, en Colombie et au Venezuela.

Le 6 avril 1882, les partisans d'Alfaro prennent la ville d'Esmeraldas et le proclament Chef Suprême de la République[68]. Mais comme en 1880, il ne réussit pas à rassembler suffisamment d'hommes pour poursuivre sa campagne. Il décide alors d'évacuer la ville, de fuir vers la *Sierra* et de se réfugier en Colombie puis à Panama[69]. Quelques semaines plus tard, les libéraux radicaux encore présents dans le nord de la province d'Esmeraldas reconstituent leurs forces, proclament Alfaro Chef Suprême de la République et Manuel Antonio Franco, un de ses lieutenants, chef civil et militaire d'Esmeraldas. Alfaro traverse la frontière colombienne le 5 juin afin de rejoindre ses partisans. Le 6 août, il prend la ville d'Esmeraldas, pour la deuxième fois en 1882. Craignant les renforts envoyés par Veintemilla, il préfère de nouveau évacuer la ville et fuir à Panama[70]. Quelques semaines plus tard, un de ses plus fidèles collaborateurs, Miguel Valverde, sera fait prisonnier par les forces de Veintemilla et envoyé à Guayaquil.

À Panama, dans les derniers mois de 1882, Alfaro reçoit la visite de Luis Vargas Torres, un jeune commerçant récemment installé à Guayaquil et issu d'une des plus puissantes familles

[67] DUEÑAS DE ANHALZER, Carmen, *Soberanía e insurrección en Manabí*, Quito, FLACSO sede Ecuador-Abya-Yala, 1991, p. 102.
[68] *Al público*, Esmeraldas, s. e., 1882, p. 1.
[69] Le Panama faisait alors partie de la Colombie, mais il disposait d'une grande autonomie vis-à-vis des autorités de Bogota.
[70] ALFARO, Eloy, *Manifestación de Eloy Alfaro a la Asamblea Nacional de 1883*, Guayaquil, Imprenta de *La Nación*, p. 1-5.

terratenientes d'Esmeraldas. Il met sa fortune au service d'Alfaro pour acheter des armes. Grâce à l'aide de Vargas Torres, Alfaro croit pouvoir lancer une expédition mieux préparée et rassemblant des forces plus nombreuses, en décembre. Il envoie ses principaux lieutenants, les colonels José Martínez Pallares, Manuel Antonio Franco et Luis Vargas Torres, ainsi que son frère, Medardo Alfaro, prendre la ville d'Esmeraldas, qui tombe le 6 janvier 1883. Alfaro arrive à la fin du mois avec des renforts et des armes[71]. Il crée alors un gouvernement provisoire qui fonctionnera pendant neuf mois, jusqu'en octobre 1883. Alfaro compte sur des forces plus nombreuses et plus motivées que lors des deux expéditions, infructueuses, de 1882. Il décide alors d'avancer vers le sud. Il débarque dans la province de Manabí dans les premiers jours du mois de mars. Le 4, son avant-garde, dirigée par le colonel Juan Centeno, occupe Bahía de Caráquez, le principal port de la province. La nouvelle de l'arrivée d'Alfaro provoque un soulèvement général contre Veintemilla[72]. En quelques jours, Alfaro parvient à repousser les forces du dictateur, qui se replient sur Guayaquil, et à prendre le contrôle de la province de Manabí sans grande difficulté.

Alfaro pensait qu'en prenant les provinces d'Esmeraldas et de Manabí, il provoquerait des révoltes contre Veintemilla sur le reste du Littoral, notamment dans la province du Guayas. Or, il n'en est rien. En effet, en concentrant ses troupes à Guayaquil, Veintemilla, garde le contrôle de la province. Alfaro est alors conscient que son armée est incapable, à elle seule, de donner l'assaut sur la ville de Guayaquil. Il décide donc de coopérer avec l'armée du pentavirat pour renverser Veintemilla. Alfaro poursuit sa progression vers le sud. Le 15 avril, il atteint Daule, dans la province du Guayas ; le 29, il installe son campement dans la plaine de Mapasingue, à quelques kilomètres seulement au nord de Guayaquil, où il attend les troupes du pentavirat, qui le rejoignent deux semaines plus tard. L'armée d'Alfaro dispose alors de près de 1 400 hommes, pour la plupart bien équipés[73].

L'objectif d'Alfaro est de réformer le pays conformément au projet libéral, dont Veintemilla, selon lui, se serait écarté. Il baptise d'ailleurs sa campagne la « Régénération », par opposition à la « Restauration » dirigée par les conservateurs et les progressistes dans la *Sierra*. Si ces derniers se réclament de la Constitution garcienne de 1861, Alfaro reconnaît celle de 1878, bien plus libérale. Les différends politiques entre les deux gouvernements sont donc visibles dès leur constitution. Alfaro est à la tête d'un exécutif dont l'autorité est reconnue dans les provinces

[71] *Ibid*.
[72] *Ibid*., p. 5.
[73] *Ibid*., p. 5-6.

d'Esmeraldas et de Manabí, mais il souhaite étendre son influence au reste du pays et créer un gouvernement libéral au niveau national. L'acte le proclamant Chef Suprême dans la ville d'Esmeraldas, le 21 janvier 1883, le désigne comme une autorité provisoire, chargée du pouvoir exécutif en attendant la constitution d'un triumvirat formé d'Alfaro, de Pedro Carbo et d'une troisième personne encore à désigner, appelée à représenter la zone andine. Dans les localités de Manabí, Alfaro et Carbo sont proclamés membres du triumvirat aux côtés de José María Sarasti, chef de l'expédition du centre[74]. Pour les libéraux, ce dernier est la figure la plus acceptable parmi tous les dirigeants de la Restauration. Il s'agit d'un modéré qui a pris ses distances avec des conservateurs garciens et qui se définit, à l'époque, comme un « libéral sincère »[75]. Ce triumvirat ne verra jamais le jour. Sarasti refuse de créer un gouvernement national, car la *Sierra* s'est entretemps déjà dotée de son propre exécutif, le pentavirat, dont Sarasti fait partie. Quant à Pedro Carbo, il ne rentrera en Équateur qu'après la chute de Veintemilla.

En attendant la constitution d'un exécutif libéral au niveau national, Alfaro s'emploie à transformer les deux provinces sous son contrôle, surtout Manabí, sa province d'origine. Il cherche à la désenclaver en la connectant à la fois avec la *Sierra* et avec le reste du monde. Le 4 avril 1883, il proclame Bahía de Caráquez *puerto mayor*, c'est-à-dire un port doté d'une douane et autorisé à commercer directement avec l'étranger. Le 29 septembre, il décrète la construction d'un chemin reliant Bahía de Caráquez et Quito[76]. L'Assemblée constituante puis le Congrès reprendront ce projet, respectivement en 1884 et en 1887. Pour stimuler l'économie de la province, Alfaro cherche à créer une banque à Manabí. Il accepte le projet d'un entrepreneur britannique, Marcus Jameston Kelly, qui s'engage à fonder la Banque Anglo-américaine, premier établissement bancaire à ne pas avoir son siège à Quito ou à Guayaquil[77]. Enfin, pour développer l'instruction publique dans la province, Alfaro crée deux nouveaux établissements, le collège Olmedo à Portoviejo et le collège Bolívar à Jipijapa[78]. Le gouvernement d'Alfaro espère également renouveler la pratique équatorienne du pouvoir. Contrairement aux deux autres gouvernements, celui de Quito et celui de Guayaquil, il ne se dote pas de siège permanent : « El gobierno de Manabí y Esmeraldas no tuvo residencia fija durante la campaña: su palacio fue el vivac de campamento. […] El archivo del Ministerio […]

[74] *Ibid.*, p. 6.
[75] SARASTI, José María, *Los pentaviros y Alfaro*, Quito, Imprenta del gobierno, 1884, p. 4.
[76] ALFARO, Eloy, *Manifestación de Eloy Alfaro a la Asamblea Nacional de 1883*, *op. cit.*, p. 11.
[77] *Ibid.*, p. 13-14. Kelly renoncera à créer la Banque Anglo-américaine à Manabí. Il préfère la fonder, en 1885, à Guayaquil.
[78] *Ibid.*, p. 15.

viajaba junto con el parque »[79]. Le gouvernement se déplace ainsi d'Esmeraldas à Montecristi, à Daule, à Mapasingue, puis à Guayaquil. Le gouvernement d'Alfaro souhaite donc incarner une Régénération en modernisant les deux provinces sous son contrôle et en changeant la pratique du pouvoir. D'ailleurs, les réformes qu'il entreprend en 1883 à Esmeraldas et à Manabí annoncent celles de la Révolution libérale. Ainsi, Alfaro décide de supprimer la dîme, jugée un obstacle au développement de l'agriculture, mais il ne la remplace par aucune nouvelle contribution ecclésiastique, tandis que, en 1889, les progressistes substitueront à la dîme de nouveaux impôts pesant moins lourdement sur la production agricole mais permettant de financer le culte[80]. La décision d'Alfaro annonce l'abolition définitive de toute contribution ecclésiastique en 1899, pendant la Révolution libérale.

Après la chute de Veintemilla, Alfaro quitte Guayaquil le 10 septembre 1883 et revient à Montecristi, où son gouvernement continuera de fonctionner jusqu'à la tenue de l'Assemblée constituante, le 11 octobre. À cette date, il dissout son armée, formée de soldats désormais expérimentés après plusieurs mois de guerre. En effet, la campagne d'Esmeraldas et de Manabí permet à de nombreux futurs chefs *montoneros*, actifs au milieu des années 1880, de s'entraîner et de se préparer, comme Manuel Antonio Franco, Luis Vargas Torres, Carlos Otoya, les frères Concha, Juan Centeno ou Zenón Sabando.

2) La Restauration dans la *Sierra*

Dans la zone andine, les premiers soulèvements contre Veintemilla se produisent en mai et en juin 1882, dans la province du Carchi, sur la frontière colombienne, et dans celle du Tungurahua, dans le centre du pays. En mai, le progressiste Agustín Guerrero et les libéraux Francisco Javier Montalvo et Constantino Fernández, exilés à Ipiales, en Colombie, créent un gouvernement provisoire et constituent une force expéditionnaire qui prend la capitale du Carchi, Tulcán[81]. Ils appellent leur expédition la « Restauration », car il s'agit, à leurs yeux, de rétablir les institutions républicaines et les libertés publiques suspendues par Veintemilla. Les

[79] ALFARO, Eloy, *Ecuador. La Regeneración y la Restauración*, *in Narraciones históricas*, *op. cit.*, p. 189.
[80] Cf. chapitre 3, section III, 1; et chapitre 4, section II.
[81] *El Gobierno provisional a sus compatriotas*, Tulcán, Imprenta de Médicis, 1882, p. 1 ; et « El Nacional », *El Combate*, n°3, 10 février 1883, p. 3.

rebelles avancent vers le sud, en direction de Quito, mais ils sont vaincus près de la ville d'Ibarra, en juin, et doivent se replier en Colombie. Le 13 juin, dans la province du Tungurahua, un groupe de jeunes rebelles à l'autorité de Veintemilla attaque la caserne d'Ambato, capitale de la province, prend des armes et se réfugie à Patate, localité qui leur sert de base d'opération[82]. Ils sont rapidement dispersés par les forces du gouvernement de Veintemilla. Ainsi, en juin, le vice-président peut-il annoncer à Quito que la paix a été rétablie[83].

Pourtant, les opposants à Veintemilla ne s'avouent pas vaincus et lancent trois expéditions simultanées dans les derniers mois de 1882, au nord, dans le centre et au sud de la zone andine. En septembre, les rebelles traversent la frontière colombienne, prennent la ville d'Ibarra, puis avancent sur Quito. Mais ils sont défaits, le 1er octobre, près du village de Cayambe, à mi-chemin entre les deux villes[84]. En décembre, le général Ezequiel Landázuri, avec le soutien d'Agustín Guerrero et Pedro Lizarzaburu, organise une troisième expédition dans le nord, après celle de mai et celle de septembre. Cette fois-ci, les opposants à Veintemilla parviennent jusqu'aux portes de Quito.

Ce dernier est d'autant plus affaibli que, dans le centre, José María Sarasti, principale figure de l'opposition, prépare un nouveau soulèvement. Le 25 septembre, avec une poignée d'hommes, il attaque la caserne de la ville de Riobamba pour fournir ses troupes en armes. Malgré le succès de l'opération, ses hommes l'abandonnent lorsqu'ils apprennent la défaite des *restauradores* dans le nord, à Cayambe, le 1er octobre. Dans les semaines suivantes, Sarasti privilégie une tactique de guérillas pour combattre les forces de Veintemilla, dirigées par le gouverneur de la province du Tungurahua, Luis Fernando Ortega. Entre novembre et décembre, Sarasti prend progressivement le contrôle des provinces du centre de la *Sierra*, Chimborazo et Tungurahua. Le 3 janvier, il entre à Ambato, où il est proclamé général.

Enfin, dans le nord du Pérou, à Paita, le général Francisco Javier Salazar, ancien ministre de García Moreno, prépare une expédition avec le soutien du colonel Reinaldo Flores, afin d'envahir l'Équateur par le sud. En novembre, il traverse la frontière péruvienne et prend la province de Loja[85]. Le 3 décembre, il décide d'avancer vers le nord pour rejoindre les forces de Sarasti. Il traverse les provinces de l'Azuay et du Cañar, contrôlées par les troupes de

[82] « Carácter de la Restauración », *El Combate*, n°1, 27 janvier 1883, p. 3.
[83] FERNÁNDEZ SALVADOR, Leopoldo, s. t., Quito, Imprenta Nacional, 1882, p. 1.
[84] *El ocho de setiembre*, n°229, 25 octobre 1882, p. 3.
[85] *El Nacional*, n°6, 24 février 1883, p. 2.

Veintemilla, mais préfère ne pas les affronter. Il entre alors dans la province du Chimborazo, où il occupe la ville d'Alausí le 24 décembre[86]. Il rejoint Sarasti à Ambato le 3 janvier[87].

Les heures du gouvernement de Veintemilla sont désormais comptées. Le 8, la ville de Quito est entourée par les forces de la Restauration. Sarasti et Salazar installent leur campement quelques kilomètres au sud de la capitale ; Landázuri approche depuis le nord. Le jour même, plusieurs opposants à Veintemilla attaquent les casernes de Quito, s'emparant de leur armement, et fuient vers le nord ou le sud, pour les remettre aux *restauradores*[88]. Le 10 janvier, Sarasti, Salazar et Landázuri donnent l'assaut. Après plusieurs heures de combat, les forces de Veintemilla sont vaincues, les membres du gouvernement arrêtés, de même que la nièce du dictateur, Marietta de Veintemilla, qui avait dirigé les opérations contre les forces de la Restauration.

À l'issue de la victoire sur les troupes de Veintemilla, le libéral modéré Rafael Pérez Pareja est proclamé chef civil et militaire de la province du Pichincha. Le 14 janvier, il convoque les *vecinos* de la capitale, qui condamnent le coup d'État du 26 mars, refusent de reconnaître le gouvernement de Veintemilla et décident de constituer un gouvernement provisoire, le pentavirat, chargé de combattre le dictateur jusqu'à sa chute effective. Dans le texte du *pronunciamiento*, ils justifient leur démarche en argumentant que Veintemilla aurait rompu le pacte politique. En suspendant la Constitution, il aurait perdu toute légitimité, même apparente : « habiendo el mismo Gobierno roto la Constitución que le daba engañosa sombra de legitimidad, no estamos ni podemos estar ligados por ningún vínculo a la autoridad desviada por él de todo fin social y consagrada exclusivamente al provecho del General Veintemilla y sus cómplices »[89]. Les habitants de Quito demandent l'élection d'une Assemblée constituante pour refonder les institutions du pays, mais sans modifier les relations entre l'Église et l'État[90]. Ils élisent ensuite les membres de ce gouvernement provisoire : José María Sarasti, Agustín Guerrero et José María Plácido Caamaño. Rafael Pérez Pareja, les progressistes Pedro Lizarzaburu et Antonio Flores, et les conservateurs Pablo Herrera et Ezequiel Landázuri sont élus suppléants. Pour les conservateurs et les progressistes de la Restauration, Caamaño apparaît comme le représentant idéal du Littoral au sein du nouveau gouvernement. En effet, il est issu d'une des plus grandes familles cacaoyères de Guayaquil. C'est un catholique modéré

[86] « La expedición del sur », *El Independiente*, Cuenca, n°1, 24 février 1883, p. 2.
[87] CÁRDENAS REYES, María Cristina, *El progresismo azuayo*, *op. cit.*, p. 208.
[88] *El Nacional*, n°4, 17 février 1883, p. 4.
[89] « Acta de pronunciamiento de la ciudad de Quito », *El Nacional*, n°1, 27 janvier 1883, p. 1.
[90] *Ibid*.

qui se distingue en cela du libéralisme majoritaire sur la Côte, plus radical. Caamaño, qui se trouve alors dans le nord du Pérou, est sur le point de lancer une expédition dans le sud de l'Équateur, dans la région d'El Oro, sur le Littoral.

Les conservateurs et les progressistes du pentavirat cherchent à faire preuve d'ouverture envers les libéraux. En attendant la tenue de l'Assemblée constituante, ce n'est pas la Constitution de 1878 qui est rétablie, jugée trop libérale par les conservateurs, ni la Constitution garcienne de 1869, inacceptable pour les progressistes et les libéraux, mais celle, plus modérée, de 1861, car elle est à même de satisfaire les différents courants en présence. En outre, lors de la réunion du 14 janvier, pour permettre aux courants minoritaires d'être représentés, Pedro Carbo, principal chef libéral, et Luis Cordero, figure importante du libéralisme catholique et modéré, sont également proclamés membres du gouvernement. Pedro Carbo refuse sa nomination, mais Luis Cordero l'accepte, quitte sa ville d'origine, Cuenca, et rejoint le pentavirat en février. Le gouvernement provisoire se veut donc représentatif des courants qui composent désormais le paysage politique équatorien. Du reste, le *pronunciamiento* du 14 janvier est soutenu par les représentants des trois principaux courants, les conservateurs, comme Pablo Herrera, Julio Enríquez, Ezequiel Landázuri ou José Modesto Espinosa ; des progressistes, tels Pedro Lizarzaburu, Guerrero, Sarasti, Francisco Javier Salazar, Eloy Proaño y Vega ; et enfin des libéraux, comme Rafael Pérez Pareja, Luis Felipe Borja, Fidel Egas et Gabriel Arsenio Ullauri.

En attendant l'arrivée des autres délégués, ce sont finalement Sarasti, Guerrero, Pérez Pareja, Lizarzaburu et Herrera qui forment le pentavirat. Ce dernier se met aussitôt au travail ; il nomme une nouvelle Cour Suprême, un nouveau procureur général et une nouvelle Cour des comptes[91]. Il nomme également José Modesto Espinosa ministre de l'Intérieur, Vicente Lucio Salazar ministre de Finances, et Gabriel Jesús Núñez sous-secrétaire d'État aux Finances. Ils deviennent trois personnages clés du progressisme, qui assument les mêmes fonctions pendant toute la présidence de Caamaño, de 1884 à 1888. Le gouvernement de Quito nomme enfin le général Francisco Javier Salazar directeur de la guerre, chargé d'organiser les opérations contre Veintemilla[92]. Il est envoyé sur la Côte avec Sarasti et Lizarzaburu pour terminer la campagne, de concert avec les forces d'Alfaro.

Au moment de sa constitution, le pentavirat contrôle presque toute la région andine. Seules les provinces du Cañar et de l'Azuay lui échappent encore. Or Veintemilla a rappelé ses troupes à Guayaquil et Luis Cordero prend alors Cuenca sans combattre. Le 23 janvier, la ville de Cuenca

[91] *El Nacional*, n°5, 21 février 1883, p. 1-2.
[92] *El Nacional*, n°2, 3 février 1883, p. 4.

reconnaît le gouvernement de Quito. Le 30, Cordero accepte sa nomination comme membre du pentavirat et annonce son départ pour la capitale[93]. Dans les premiers jours de janvier, la province de Los Ríos reconnaît également l'autorité du pentavirat, après un soulèvement dirigé par le colonel libéral Mariano Barona, qui prend la capitale, Babahoyo, et se fait proclamer Chef civil et militaire de la province[94].

À partir du mois de février, le pentavirat concentre ses troupes à Babahoyo pour préparer l'assaut final sur Guayaquil. Le 29 mars, Pedro Lizarzaburu et deux représentants de Veintemilla, Luis Felipe Carbo et José María Urbina Jado, s'entretiennent à Guaranda pour négocier un accord mettant fin à la guerre. Veintemilla demande que tous les gouvernements soient reconnus, le sien, celui d'Alfaro à Esmeraldas et à Manabí et le pentavirat. Il souhaite la convocation d'une Assemblée constituante, devant laquelle les trois gouvernements démissionneraient simultanément. L'Assemblée nommerait alors le nouveau chef de l'État. Mais Lizarzaburu rejette les conditions de Veintemilla. Il refuse de le voir participer à la vie politique et veut obtenir son départ[95].

Le triomphe de la Restauration dans la zone andine permet le retour de nombreux exilés, comme les libéraux Miguel Egas à Quito [96], Constantino Fernández, Francisco Javier et Adriano Montalvo à Ambato [97]. L'ancien président Antonio Borrero, ainsi que son frère, Ramón, rentrent à Cuenca après plusieurs années d'exil[98]. Par ailleurs, de nombreux journaux voient le jour entre janvier et juin 1883 dans la *Sierra*. Le journaliste radical Juan Benigno Vela fonde *El Combate* à Ambato. Les conservateurs et les progressistes créent *El Independiente* à Cuenca, *La República* et *La Restauración* à Quito. De même, le progressiste Ángel Polibio Chaves, fonde *Los Principios*, et le libéral modéré Leonidas Pallares Arteta, *El Gladiador*. En 1883, le développement de la presse permet à chaque camp de défendre ses positions et de diffuser ses idées. Mais c'est surtout l'esprit de concorde nationale qui l'emporte : la priorité est la chute de Veintemilla, les querelles entre partis passant au second plan.

[93] CÁRDENAS REYES, María Cristina, *El progresismo azuayo*, *op. cit.*, p. 210.
[94] *El Nacional*, n°3, 10 février 1883, p. 4.
[95] *El Nacional*, n°16, 28 avril 1883, p. 1.
[96] *El Nacional*, n°3, 10 février 1883, p. 4.
[97] « Los proscritos », *Alcance al n°2 de El Combate*, 1883, p. 1.
[98] *El Nacional*, n°23, 16 juin 1883, p. 4. CÁRDENAS REYES, María Cristina, *El progresismo azuayo*, *op. cit.*, p. 217.

3) La prise de Guayaquil

En effet, bien que ses troupes soient défaites dans les Andes et sur une grande partie du Littoral, Veintemilla dispose encore d'un gouvernement. Conservateurs, progressistes et libéraux font alliance contre lui. Sarasti envoie une première lettre à Alfaro en février pour l'inviter à combiner leurs efforts. Alfaro accepte de combattre aux côtés des forces du pentavirat en mars[99]. Les deux hommes se rencontrent pour la première fois le 11 mai 1883, à Yaguachi, dans la province du Guayas, à une vingtaine de kilomètres à l'est de Guayaquil[100]. Chacun décide de garder son armée, plutôt que de les fusionner. Alfaro a confiance en Sarasti, qui est alors son seul interlocuteur fiable au sein du pentavirat. En revanche, il voit d'un mauvais œil la présence du général Salazar à certaines de leurs réunions, car il l'associe au garcianisme, honni sur le Littoral[101].

Lorsqu'Alfaro et Sarasti se rencontrent, le 11 mai, le pentavirat contrôle déjà le sud du Littoral, depuis la province d'El Oro, sur la frontière péruvienne, jusqu'à la rive droite du fleuve Guayas. Pendant la première quinzaine du mois de février, José María Plácido Caamaño, membre du pentavirat depuis le 14 janvier, organise une division au nord du Pérou, avec le soutien de son frère, Rafael Caamaño, du général hondurien Juan Antonio Medina, du général Secundino Darquea et du colonel Francisco Guillermo Ortega[102]. Ils traversent la frontière et prennent la région d'El Oro, qui faisait alors partie de la province du Guayas[103]. Ils décident de proclamer El Oro comme une province distincte, puis avancent vers le nord pour rejoindre les troupes de Sarasti, Salazar et Lizarzaburu. La division de Caamaño vient grossir l'armée du pentavirat, qui prend Yaguachi et Milagro, à l'est de Guayaquil, le 27 avril 1883[104]. Ainsi, à la fin du mois, le port principal est-il encerclé et isolé, restant accessible par la mer uniquement. Le journal officiel de Quito se félicite de la situation :

> Terrible es la situación del Dictador. Apenas le queda el espacio indispensable para su sepultura. Por el Occidente le estrechan las fuerzas del General Alfaro; por el Norte la de los generales Barona y Flores; por el Oriente la de los generales Salazar, Sarasti y Landázuri, y por el Sur la de los generales Darquea y Medina. No hay hombre que como él

[99] ALFARO, Eloy, *Ecuador. La Regeneración y la Restauración, in Narraciones históricas, op. cit.*, p. 84-86.
[100] *Ibid.*, p. 88.
[101] *Ibid.*, p. 93.
[102] *El Nacional*, n°17, 5 mai 1883, p. 3.
[103] *El Nacional*, n°12, 30 mars 1883, p. 3.
[104] *El Nacional*, n°17, 5 mai 1883, p. 3 ; n°19, 19 mai 1883, p. 2.

> haya gozado del fatal privilegio de reunir en derredor de sí tantos y tan notables enemigos[105].

En mars 1882 Veintemilla s'est retranché à Guayaquil, où il concentre ses forces. Il se sent en sécurité dans le port principal, d'où il pense pouvoir résister à un assaut des troupes de Sarasti et d'Alfaro. Il attend, visiblement, que les différends entre le pentavirat et Alfaro réapparaissent et les poussent à la rupture. Ce n'est pas la première fois que Veintemilla cherche à prendre le contrôle de l'ensemble du territoire national depuis Guayaquil. Après sa proclamation, le 8 septembre 1876, il était parvenu à rassembler une puissante armée qui avait ensuite avancé sur Quito au mois de décembre et écrasé les forces du président Borrero. De même, en octobre 1877, lorsque le général conservateur Manuel Santiago Yépez avait envahi l'Équateur depuis la Colombie et pris la ville de Quito, Veintemilla s'était réfugié à Guayaquil, d'où, le 7 novembre, il avait envoyé le général José María Urbina reconquérir le nord de la *Sierra*. Ce dernier avait alors combattu les conservateurs à Quito et repoussé leurs troupes jusqu'à la frontière colombienne. Veintemilla entend visiblement mettre en œuvre une stratégie semblable en 1883.

Cependant, la situation est différente de celles de 1876 et 1877. Les libéraux le soutenaient unanimement à l'époque, tandis qu'ils sont désormais nombreux à se soulever contre lui en 1882 et en 1883. De surcroît, il a déjà perdu le contrôle non seulement du nord de la *Sierra*, mais de tout le territoire national, à l'exception de Guayaquil. Il prend alors plusieurs mesures désespérées pour maintenir son influence sur le port principal. Le 20 mars 1883, il décide d'abolir la dîme, un impôt très impopulaire à Guayaquil, car il pèse lourdement sur les producteurs de cacao[106]. Par ailleurs, le 8 mai, alors qu'il est encerclé par Sarasti et Alfaro, il organise le braquage de la Banque de l'Équateur, pour financer ses troupes, et vole à l'institution financière la plus puissante du pays quelque 200 000 pesos[107]. Finalement, pour différer l'assaut probable des forces d'Alfaro et du pentavirat, il demande la tenue de négociations entre les trois gouvernements, car celles du 29 mars ne concernaient que celui de Veintemilla et le pentavirat, sans inclure Alfaro. Le pentavirat et Alfaro, soucieux d'éviter un éventuel bain de sang à Guayaquil, accèdent à sa requête. Les négociations ont lieu les 12, 18 et 20 juin, entre Caamaño, membre du pentavirat, Manuel Semblantes, délégué d'Alfaro, et Luis Felipe Carbo et Manuel Noboa, représentants de Veintemilla[108]. Elles échouent, car Alfaro

[105] *El Nacional*, n°18, 12 mai 1883, p. 3.
[106] « Decreto sobre diezmos », *El monitor eclesiástico*, n°1, 11 avril 1883, p. 2-3.
[107] *El Nacional*, n°20, 26 mai 1883, p. 3.
[108] *El Nacional*, n°25, 30 juin 1883, p. 1-2 ; n°26, 7 juillet 1883, p. 1-2.

et le pentavirat souhaitent le départ immédiat de Veintemilla à l'étranger, alors que celui-ci propose de rester et de continuer à exercer ses fonctions jusqu'à la tenue de l'Assemblée constituante.

De leur côté, Alfaro et Sarasti peinent à préparer un plan d'attaque solide permettant de vaincre la puissante armée de Veintemilla sans subir des pertes considérables. Guayaquil semble une forteresse imprenable. Le dictateur a fait creuser des tranchées tout au long de la limite nord de la ville et il a installé plusieurs canons sur la montagne Santa Ana pour freiner l'avance des troupes ennemies. Après plusieurs escarmouches tout au long des mois de mai et de juin, Alfaro et Sarasti décident de donner l'assaut final el 9 juillet 1883. Après quelques heures d'intenses combats, ils parviennent à prendre la ville. Veintemilla s'embarque alors pour le Pérou. Les forces de la Restauration libèrent les prisonniers politiques, notamment Miguel Valverde, qui avait été torturé à coups de bâton le 9 novembre 1882. Le 9 juillet 1883 marque donc la chute de Veintemilla et annonce une nouvelle période dans la vie politique nationale, où prévalent les jeux d'alliances négociés.

Dès le lendemain de la victoire, Alfaro, Sarasti, Caamaño et Lizarzaburu convoquent des élections pour le 15 juillet dans la province du Guayas. Craignant que les partisans de Veintemilla, encore présents à Guayaquil, ne perturbent la consultation, Alfaro et les délégués du pentavirat décident plutôt de convoquer, le 25, un comice populaire au cours duquel Pedro Carbo est proclamé Chef Suprême de la province du Guayas[109]. Comme Alfaro à Manabí, Carbo cherche à moderniser sa province d'origine. Il entend rationaliser les projets d'infrastructure en créant un poste d'ingénieur provincial et de directeur provincial des travaux publics. Il anticipe en cela les décisions à venir du pouvoir central, qui ne mettra en place la Direction générale des Travaux publics qu'en 1889[110]. Il souhaite également développer l'instruction publique dans la province, fonder une École navale, autoriser les femmes à accéder à l'enseignement supérieur et transformer la Junte universitaire de Guayaquil en Université[111]. Les juntes universitaires de l'Azuay et de Guayaquil avaient d'ailleurs été créées en 1867, sous l'impulsion de Carbo, alors président du Sénat. Il s'agit d'établissements d'enseignement supérieur délivrant des diplômes, mais au statut inférieur à celui de l'Université de Quito, car rattachés au collège national de Cuenca et de Guayaquil respectivement. L'Assemblée constituante, réunie à partir du

[109] *El Nacional*, n°30, 4 août 1883, p. 4 ; « Acta de pronunciamiento de Guayaquil », *La Bandera nacional*, n°1, 14 août 1883, p. 1.
[110] Cf. chapitre 3, section II, 2.
[111] « Mensaje del Jefe Supremo de la provincia del Guayas a la Convención Nacional », *El Nacional*, n°40, 13 octobre 1883, p. 4.

11 octobre, refuse de reconnaître les trois mesures adoptées par Carbo concernant l'instruction publique. Néanmoins, Carbo tente là, déjà, de mettre en place des réformes qui caractériseront les orientations du progressisme lorsqu'il sera au pouvoir, lequel assoit l'action modernisatrice sur le développement des infrastructures et des voies de communication d'une part, sur l'éducation, notamment supérieure, d'autre part. Malgré ces similitudes, Carbo se sent plus proche d'Alfaro et de sa Régénération que du pentavirat, avec lequel il entretient des relations tendues.

Le triomphe des adversaires de Veintemilla semblait bien incertain lorsque celui-ci se faisait proclamer Chef Suprême, le 26 mars 1882. Cependant, la situation se retourne en quelque six mois, de novembre 1882 à mai 1883. Alfaro, d'un côté, les conservateurs et les progressistes, de l'autre, parviennent à prendre le contrôle de l'ensemble du territoire national et à isoler Veintemilla à Guayaquil. Pourtant, ce dernier dispose d'une armée nombreuse, bien équipée et bien entraînée, alors qu'au début de la campagne, les forces de la Restauration et celles de la Régénération sont formées, au contraire, de compagnies aux effectifs modestes. Mais ces dernières s'avèrent vite très motivées ; elles sont en outre dirigées par des officiers expérimentés, comme Alfaro ou Salazar. L'armée de Veintemilla aura tenté d'éviter l'affrontement avec les troupes de la Restauration dans la *Sierra*, à l'exception de certains combats, comme celui de Quito, le 10 janvier, pour se replier sur Guayaquil. Veintemilla concentre alors ses forces dans le port principal, permettant à ses adversaires de prendre facilement les autres provinces du pays. Surtout, Veintemilla doit affronter tous les courants politiques, unis contre lui dans une alliance inédite. Si les premières années, en 1876 et 1877, il devait contrer les conspirations des conservateurs essentiellement, en 1883 ce sont les conservateurs, les progressistes et les libéraux qui se soulèvent contre lui. Le paysage politique est désormais modifié, car recomposé en trois grands courants. Pendant la campagne contre Veintemilla, les divergences entre la Régénération d'Alfaro sur le Littoral et la Restauration du pentavirat dans la *Sierra* passent au second plan, mais ressurgissent après la victoire. Les deux gouvernements cherchent à s'imposer au niveau national : le pentavirat souhaite étendre l'autorité de la Restauration sur le Littoral ; Alfaro entend créer un exécutif libéral à l'échelon national pour consolider la Régénération. Entre 1883 et 1884, la tenue de l'Assemblée constituante, où les libéraux sont systématiquement mis en minorité, révèle que c'est la Restauration des conservateurs et des progressistes qui finit par l'emporter.

III) La transition vers le modèle progressiste

Le 10 août 1883, les trois gouvernements existants, celui d'Alfaro, celui de Carbo et le pentavirat, décident de convoquer l'élection d'une Assemblée constituante. Les élections doivent avoir lieu les 2, 3 et 4 septembre, et l'Assemblée est appelée à se réunir à Quito le 9 octobre[112]. Chaque courant l'emporte dans les zones qu'il contrôle : les conservateurs et les progressistes dans la province de Los Ríos et dans la *Sierra* ; les libéraux dans les provinces d'Esmeraldas, Manabí et Guayas. Les conservateurs et les progressistes remportent donc onze des quatorze provinces du pays et disposent d'une confortable majorité. L'Assemblée se réunit à Quito deux jours plus tard que prévu, le 11 octobre 1883. Francisco Javier Salazar et Ramón Borrero sont élus respectivement président et vice-président de la Constituante. Il s'agit de deux figures déterminantes de la période progressiste. Le général Salazar, ancien ministre de García Moreno, a progressivement évolué vers des positions plus modérées. Pour sa part, Ramón Borrero, frère de l'ancien président Antonio Borrero, fait partie du groupe de Cuenca et incarne le courant libéral-catholique. Le 15 octobre, l'Assemblée élit José María Plácido Caamaño président provisoire, chargé de l'exécutif jusqu'à l'adoption d'une nouvelle constitution. Elle décide également de déclarer la Constitution de 1861 en vigueur, en attendant d'en adopter une nouvelle. Après quatre mois de travaux parlementaires, l'Assemblée promulgue la nouvelle Constitution en février et élit Caamaño président constitutionnel pour un mandat de quatre ans, de 1884 à 1888. En avril, l'Assemblée se dissout, fermant l'étape de transition entre la dictature de Veintemilla et la période progressiste.

La Constituante permet au progressisme de s'affirmer. Les conservateurs souhaitent éviter les déchirements du camp catholique entre ultramontains et modérés qui ont permis le triomphe de Veintemilla en 1876. Conscients de leur incapacité à contenir seuls la poussée du libéralisme sur le Littoral, les conservateurs préfèrent soutenir ouvertement le progressisme qu'ils ont pourtant combattu sous Antonio Borrero. Ils contribuent à placer Salazar et Ramón Borrero à la tête de l'Assemblée, puis à élire Caamaño président de la République. Autant de preuves que les conservateurs souhaitent former une alliance plus large, rassemblant tous les catholiques, afin de faire face au libéralisme plus radical de la Côte. Par ailleurs, le pragmatisme des progressistes finit par s'imposer dans les débats. La Constituante rejette, au nom du réalisme,

[112] *El Nacional*, n°32, 22 août 1883, p. 1-2.

plusieurs innovations politiques, telles que le fédéralisme ou l'extension du suffrage, proposées notamment par les libéraux. Ces derniers, voyant leurs projets systématiquement rejetés, se sentent alors marginalisés. Ils considèrent d'ailleurs que les conservateurs et les progressistes souhaitent le retour à un modèle garcien. Les tensions croissantes mènent à la rupture entre les libéraux et les nouvelles autorités progressistes en 1884.

1) Le rejet des utopies

L'Assemblée de 1883 « se constituyó en el espacio propicio para que las corrientes políticas pusieran en debate distintas posiciones »[113]. Les trois courants, conservateur, progressiste et libéral, cherchent à stabiliser les institutions républicaines après la dictature de Veintemilla et à dépasser le militarisme et le caudillisme. Les libéraux, en particulier, ainsi que quelques progressistes, proposent des innovations politiques qui apparaissent à leurs yeux comme un rempart contre une nouvelle dictature. Elles seront pourtant rejetées, car considérées comme utopiques aux yeux des progressistes.

Les libéraux soumettent à l'Assemblée plusieurs projets de réforme politique. Dès la prise de Guayaquil, le 9 juillet 1883, les libéraux du Littoral défendent la mise en place d'un système fédéral. Emilio Estrada, un des plus proches collaborateurs d'Alfaro, fonde à Guayaquil le journal *El Federalista* qui, comme son nom l'indique, prône le fédéralisme. Deux jours après les élections à l'Assemblée constituante, un journal radical de Guayaquil, *El eco del pueblo*, se prononce également en faveur du modèle fédéral[114]. Une fois l'Assemblée réunie, les deux chefs suprêmes du Littoral, Carbo et Alfaro, invitent cette dernière à créer une fédération. Ils citent tous deux les exemples des États-Unis, de la Colombie et du Venezuela. Carbo fait également référence au cas du Mexique, de l'Argentine et de la Suisse. Pour les deux dirigeants libéraux, le fédéralisme représente le meilleur moyen de contenir le caudillisme. Carbo affirme : « Es el [sistema] que menos se presta a los abusos y el despotismo de los malos mandatarios »[115]. Pour sa part, Alfaro considère que « no hay más recurso que dar al través con

[113] CÁRDENAS REYES, María Cristina, *El progresismo azuayo*, *op. cit.*, p. 222.
[114] « La Federación », *El Eco del pueblo*, n°1, 6 septembre 1883, p. 2-3.
[115] « Mensaje del Jefe Supremo de la provincia del Guayas a la Convención Nacional », *El Nacional*, n°40, 13 octobre 1883, p. 4.

el personalismo, simbolizado por el centralismo, y adoptar resueltamente el sistema redentor de la Federación »[116]. Par ailleurs, pour renforcer la légitimité des gouverneurs des provinces, Carbo propose l'élection de ces derniers au suffrage direct, comme le prévoyait la Constitution de 1861. Si les libéraux du Littoral défendent le système fédéral, c'est qu'après le triomphe du 9 juillet, ils craignent les prétentions hégémoniques d'une *Sierra* majoritairement conservatrice. Le fédéralisme, au contraire, permettrait à la Côte de garder un plus grand degré d'autonomie et d'adopter au niveau régional les réformes souhaitées par les libéraux, mais qui sont systématiquement rejetées à l'échelon national. Aux yeux d'Alfaro, le modèle fédéral a le mérite de respecter les aspirations de chaque région : « Si, por ejemplo, el Azuay quiere ser mandado por un eclesiástico, sea y acátese la voluntad de ese pueblo; si el Pichincha prefiere un jurisconsulto, téngalo nada más justo; y si al Guayas le place un financista, enhorabuena sea servido según su querer »[117].

De leur côté, les députés libéraux de la Côte cherchent à faire adopter une Constitution conforme aux principes du libéralisme. Les députés Pedro Camacho, Rafael Portilla, Ricardo Cucalón et Wilfrido Venegas pour la province du Guayas, Manuel Antonio Franco, Luis Vargas Torres et José Martínez Pallares pour celle d'Esmeraldas, José Moreira et Marcos Alfaro pour celle de Manabí, proposent un projet de Constitution à l'Assemblée[118]. Ce texte n'établit pas un système fédéral, mais cherche à obtenir une plus grande décentralisation en permettant l'élection au suffrage direct des autorités de chaque niveau administratif, non seulement des gouverneurs de province, comme entre 1861 et 1869, mais aussi des chefs politiques de canton et des *tenientes* des *parroquias*, terme qui désigne, en Équateur, les communes rurales. Le projet propose également la création de conseils provinciaux élus[119].

S'il ne fait aucune mention explicite au système fédéral, ce projet de Constitution repose sur d'autres principes défendus par le libéralisme. Le texte établit, par exemple, le suffrage universel masculin[120]. Le suffrage censitaire a été aboli en 1861, mais pour accéder au corps électoral il reste nécessaire de savoir lire et écrire, condition qui exclut l'immense majorité de la population. Dans leur projet, les libéraux se contentent de définir le citoyen comme un Équatorien majeur. Par ailleurs, le projet fait des droits de l'Homme les fondements de la

[116] « Segundo mensaje del ciudadano encargado del mando supremo de las provincias de Manabí y Esmeraldas a la Asamblea Nacional », *El Ecuador*, n°19, 31 octobre 1883, p. 2.
[117] *Ibid*.
[118] *Proyecto de Constitución*, Quito, Imprenta de Manuel Velasco Polanco, 1883, s. p.
[119] *Ibid*., p. 8 et 24.
[120] *Ibid*., p. 3 et 8.

société, à l'instar de la Constitution de 1878. La peine de mort est abolie dans tous les cas, y compris pour les crimes les plus graves. Le projet ne signale aucune restriction à la liberté de la presse, alors que toutes les Constitutions, depuis 1830, reconnaissaient comme limite le respect de la religion[121]. Finalement, le texte ne retient aucune disposition reconnaissant le catholicisme comme religion d'État ni obligeant ce dernier à protéger l'Église, contrairement à toutes les Constitutions antérieures[122]. Les propositions de Carbo et d'Alfaro à l'Assemblée, ainsi que le projet de Constitution soumis par les députés du Littoral cherchent à mettre en place un système politique démocratique fondé sur la décentralisation, le fédéralisme, le suffrage universel et le respect des libertés publiques. Cependant, l'Assemblée ignore les revendications des libéraux qu'elle juge utopiques et irréalistes.

Pour leur part, certains progressistes, s'inspirent du modèle suisse, non pas pour défendre le fédéralisme, mais pour rejeter le régime présidentiel instauré en 1830 et proposer un pouvoir exécutif formé par un Conseil de cinq personnes, ce qu'ils appellent un « gouvernement impersonnel ». Il ne s'agit pas d'une proposition nouvelle. Elle a été formulée une première fois en 1878 par Francisco Javier Salazar, alors en exil à Lima. Après la victoire du 9 juillet 1883, l'idée resurgit. Un français installé en Équateur de longue date, Camille Jager, rédige en juillet 1883 un programme de réformes qu'il soumet à l'attention de son ami Pedro Lizarzaburu, alors membre du pentavirat. Il y propose, notamment, la création d'un Conseil exécutif formé de cinq personnes[123]. Cet opuscule est publié dans l'imprimerie du journal *Los Principios*, fondé à Quito par le progressiste Ángel Polibio Chaves, également partisan de ce système.

À leur tour, quatre grandes figures du progressisme, Francisco Javier Salazar, Ramón Borrero, Pedro Lizarzaburu et Ángel Polibio Chaves, ainsi que deux libéraux, Gabriel Ullauri et Francisco Aguirre Jado, proposent un projet de Constitution remplaçant le président de la République par un Conseil exécutif formé de cinq personnes élues au suffrage direct. Le Conseil compterait un délégué par département : le premier rassemblerait les provinces du Carchi, d'Imbabura et de Pichincha ; le deuxième, celles du Tungurahua, du Chimborazo et de Los Ríos ; le troisième, celles du Cañar, de l'Azuay, de Loja et d'El Oro ; le quatrième, celles du Guayas, de Manabí et d'Esmeraldas. Le cinquième délégué serait élu au niveau national[124]. La répartition des délégués marquerait le retour au système des trois départements qui avaient

[121] *Ibid.*, p. 4.
[122] *Ibid.*, p. 15.
[123] JAGER, Camilo, *Lo que conviene al pueblo ecuatoriano para su verdadera grandeza*, Quito, 1883 Imprenta de *Los Principios*, p. 4-6.
[124] CÁRDENAS REYES, María Cristina, *El progresismo azuayo*, *op. cit.*, p. 225.

existé jusqu'en 1861, Guayaquil, Quito et Cuenca. Le projet en crée même un quatrième, celui des provinces du centre. Il ne s'agit, pourtant, que de circonscriptions électorales et non pas de divisions administratives autonomes. La mise en place d'un système fédéral n'est pas réellement envisagée. Les auteurs du projet cherchent, en somme, à prolonger le pentavirat formé à Quito, mais en renforçant sa représentativité sur le plan territorial.

Le projet de gouvernement impersonnel fait l'objet d'un long débat à l'Assemblée constituante, du 10 au 14 décembre 1883. Ses auteurs, Salazar, Lizarzaburu, Chaves et Ullauri, ainsi que Ramón Borrero, défendent ce nouveau système. Il fait, à leurs yeux, obstacle à toute tentation autoritaire ou *caudillesca*. Pour Borrero, il est le seul capable d'éviter de nouveaux García Moreno ou de nouveaux Veintemilla[125]. La répartition territoriale des délégués devrait permettre à chaque parti politique d'être représenté au sein de l'exécutif. Ils seraient alors obligés de travailler ensemble et de négocier. Le gouvernement impersonnel serait donc un gage de modération et d'équilibre dans l'exécutif, pour Chaves ; il permettrait même la fusion des partis politiques, selon Borrero[126].

L'opposition au projet vient à la fois des députés libéraux, comme Francisco Javier Montalvo, progressistes, tels Antonio Flores ou Nicolás Arízaga, et conservateurs comme Julio Matovelle et Remigio Crespo Toral. La principale objection tient à la faiblesse d'un gouvernement pluriel fondé sur les transactions permanentes entre les intérêts des différents départements. Les opposants au projet craignent la paralysie de l'exécutif et la dispersion de sa responsabilité[127]. Pour Montalvo, Arízaga et Matovelle, le projet est contraire à la science politique[128]. Ils considèrent que le modèle suisse n'est pas transposable en Équateur car, pour Crespo Toral, l'instabilité politique et le phénomène du caudillisme ne tiennent pas à la nature des institutions, mais aux mauvaises habitudes des Équatoriens. La substitution du président par un Conseil exécutif ne suffirait donc pas à elle seule à stabiliser une vie politique tourmentée[129]. Antonio

[125] « Convención Nacional de 1883. Acta del 10 de diciembre », *El Nacional*, n°66, 18 janvier 1884, p. 4.
[126] « Convención Nacional de 1883. Acta del 11 de diciembre », *El Nacional*, n°67, 22 janvier 1884, p. 3 ; et « Convención Nacional de 1883. Acta del 12 de diciembre », *El Nacional*, n°69, 25 janvier 1884, p. 2.
[127] « Convención Nacional de 1883. Acta del 10 de diciembre », *El Nacional*, n°66, 18 janvier 1884, p. 3 ; et « Convención Nacional de 1883. Acta del 11 de diciembre », *El Nacional*, n°67, 22 janvier 1884, p. 2.
[128] « Convención Nacional de 1883. Acta del 10 de diciembre », *El Nacional*, n°66, 18 janvier 1884, p. 3-4 ; et « Convención Nacional de 1883. Acta del 12 de diciembre », *El Nacional*, n°69, 25 janvier 1884, p. 4.
[129] « Convención Nacional de 1883. Acta del 11 de diciembre », *El Nacional*, n°67, 22 janvier 1884, p. 1.

Flores, enfin, signale, non sans raison, qu'il y a une contradiction manifeste à imiter le modèle suisse en créant un Conseil exécutif, mais sans mettre en place simultanément un système fédéral[130].

Les libéraux de la *Sierra*, les conservateurs et la plupart des progressistes se montrent hostiles au projet de gouvernement impersonnel, qui est finalement rejetée par 44 voix contre 20, le 14 décembre, après quatre jours de débat. Les progressistes, en s'opposant pour la plupart à cette innovation, apparaissent déjà clairement comme réalistes et pragmatiques. C'est une constante chez eux. D'ailleurs, deux députés progressistes considèrent le projet comme une utopie dangereuse. Arízaga le qualifie de « fatal utopía »[131]; Flores, pour sa part, affirme : « el ensayo del gobierno suizo entre nosotros es peligroso y utópico »[132]. Après l'échec de ce projet, soutenu par une minorité de progressistes, Salazar, Borrero, Chaves et Lizarzaburu, ces derniers renoncent à proposer de nouvelles expérimentations politiques. Plus tard, Salazar lui-même finira par reconnaître le système présidentiel comme le plus adapté aux conditions de l'Équateur. Il décidera même de se présenter aux élections présidentielles de 1892.

Le projet de Conseil exécutif n'est pas la seule réforme rejetée au nom du réalisme. Plusieurs députés, libéraux proposent l'élargissement du corps électoral, sans succès, car la majorité de l'Assemblée considère l'extension du suffrage comme une utopie. Dans leur projet de Constitution, les députés libéraux du Littoral avaient déjà cherché à établir le suffrage universel[133]. Leur projet a été rejeté, mais Marcos Alfaro propose une deuxième fois l'établissement du suffrage universel, le 23 novembre. Le conservateur Julio Enríquez prend la parole pour s'opposer à l'élargissement du corps électoral. Il juge nécessaire de savoir lire et écrire pour accéder au corps politique. Seule l'instruction, aussi rudimentaire soit-elle, permet aux citoyens de comprendre la Constitution et les lois, ainsi que les droits et les devoirs qui leur sont inhérents. La proposition de Marcos Alfaro est alors, elle aussi, rejetée[134]. La majorité conservatrice et progressiste juge irréaliste l'extension du suffrage.

---

[130] « Convención Nacional de 1883. Acta del 13 de diciembre », *El Nacional*, n°70, 29 janvier 1884, p. 2-3.
[131] « Convención Nacional de 1883. Acta del 10 de diciembre », *El Nacional*, n°66, 18 janvier 1884, p. 4.
[132] « Convención Nacional de 1883. Acta del 13 de diciembre », *El Nacional*, n°70, 29 janvier 1884, p. 3.
[133] *Proyecto de Constitución*, *op. cit.*, p. 3 et 8.
[134] « Convención Nacional de 1883. Acta del 23 de noviembre », *El Nacional*, n°57, 18 décembre 1883, p. 3.

Le 17 décembre, le député libéral de la province du Cañar, Gabriel Ullauri, propose une solution de compromis : établir le suffrage universel, au nom de l'« égalité républicaine »[135], mais pour les élections municipales uniquement. Il cherche ainsi à effacer, ne serait-ce que partiellement, la distinction entre les indiens, majoritairement analphabètes et donc exclus du corps électoral, et la population d'ascendance européenne : « no hay ni puede haber en el Ecuador raza conquistadora ni conquistada, viviendo, como vivimos, al amparo de un Gobierno democrático »[136]. Le député conservateur Carlos Mateus combat cette proposition. À ses yeux, les indiens, en raison de leur faible niveau d'instruction, sont incapables de discerner les candidats les plus capables. Ils ne pourraient donc pas exercer leur droit de vote de manière responsable. Leur permettre l'accès au corps électoral reviendrait à placer le sort du pays dans les mains de « la raza de los aborígenes totalmente embrutecida », c'est-à-dire de « multitudes ciegas e ignorantes »[137]. Le progressiste Pedro Lizarzaburu se montre également hostile à l'extension du suffrage. Il est originaire de la province du Chimborazo, une des plus densément peuplées par les indiens, qui y représentent la majorité de la population. Lizarzaburu assume d'ailleurs le caractère restreint de la participation électorale : « no creo que el derecho de sufragio pueda otorgarse a todos indistintamente, aun a los ignorantes, sino que debe ser éste patrimonio exclusivo de las clases ilustradas, o medianamente ilustradas por lo menos, es decir, de los que siquiera saben leer y escribir »[138]. La proposition d'Ullauri est alors rejetée. Les libéraux sont divisés. Ceux de la *Sierra*, où la population indienne est plus nombreuse, comme Francisco Javier Montalvo, sont hostiles à l'extension du suffrage, alors que ceux du Littoral, tels Pedro Camacho, y sont favorables[139].

Le débat sur la définition de l'électorat et sur les conditions d'accès au suffrage porte aussi sur le sexe des électeurs. Le 24 novembre, le député libéral Luis Felipe Borja insiste pour que la Constitution définisse le citoyen comme un Équatorien *varón*. Sa proposition surprend plusieurs députés, car cet adjectif n'avait jamais figuré dans les Constitutions antérieures, sans que personne n'ait jamais remis en cause la composition exclusivement masculine du corps électoral. Lorsque la motion de Borja est soumise au débat, aucun député ne défend explicitement le suffrage féminin. Trois positions sont néanmoins visibles[140]. Certains députés,

[135] « Convención Nacional de 1883. Acta del 17 de diciembre », *El Nacional*, n°72, 8 février 1884, p. 2.
[136] *Ibid*.
[137] *Ibid*.
[138] *Ibid*., p. 3.
[139] *Ibid*.
[140] GOETSCHEL, Ana María et PRIETO, Mercedes, « El sufragio femenino en Ecuador, 1884-1940 », *in* PRIETO, *Mercedes (éd.), Mujeres y escenarios ciudadanos*, Quito, FLACSO, 2008, p. 302 ; et

tels que les libéraux Luis Felipe Borja, Francisco Andrade Marín et Belisario Quevedo, le progressistes José Justiniano Estupiñán et le conservateur Julio Matovelle, cherchent à exclure explicitement les femmes du corps électoral, car leur rôle relèverait exclusivement de la sphère privée. De leur côté, les députés progressistes Pedro Lizarzaburu, Jacinto Ignacio Caamaño, Nicolás Arízaga et le conservateur Juan de Dios Corral jugent l'inclusion du terme *varón* inutile. Pour Caamaño, par exemple, « es bien sabido que la costumbre hace ley, cuando no es opuesta a un precepto legal expreso; y por consiguiente, habiéndose acostumbrado siempre que solo los varones ejerzan los derechos de ciudadanía, […] no puede suscitarse ninguna duda a este respecto »[141]. Une minorité de députés, enfin, sans défendre explicitement le suffrage féminin, souhaite laisser la porte ouverte à un éventuel élargissement du corps électoral aux femmes, comme Francisco Javier Salazar ou Antonio Flores. Ce dernier considère, d'ailleurs, que « este siglo podría llamarse, tanto como el siglo de la electricidad, el del esfuerzo para la emancipación de la mujer »[142]. La discussion montre que les positions ne suivent pas les lignes partisanes[143]. À l'évidence, les députés ne s'attendaient pas à ce débat, qui les prend au dépourvu. Plusieurs d'entre eux changent de position au cours de la discussion, comme Pedro José Cevallos et Julio Matovelle. De son côté, Salazar se garde d'exprimer un avis tranché sur la question : « tratándose de conceder la ciudadanía a la mujer, no sabe cuál sería su opinión, porque esta no es idea radical ni nueva »[144].

La proposition de Borja consistant à définir les citoyens comme *varones* est approuvée à une courte majorité. Elle est soumise au vote une première fois, mais n'obtient que 29 voix favorables contre 29. Un deuxième vote intervient et la motion est approuvée par 31 voix contre 27[145]. Parmi les députés ayant voté contre l'inclusion du mot *varón*, il est difficile de distinguer qui sont ceux qui rejettent le droit de vote des femmes mais jugent inutile de préciser le sexe des électeurs, et ceux qui souhaitent laisser la porte ouverte au suffrage féminin à l'avenir. En effet, tous n'ont pas pris la parole lors du débat. Caamaño et Corral font partie du premier groupe ; Salazar et Flores, du deuxième. Les députés libéraux du Littoral, Marcos Alfaro, Franco, Vargas Torres, Martínez Pallares, Venegas, Cucalón et Valverde, font sans doute partie

« Convención Nacional de 1883. Acta del 24 de noviembre », *El Nacional*, n°58, 21 décembre 1883, p. 1-2.

[141] *Ibid*., p. 2.

[142] *Ibid*.

[143] GOETSCHEL, Ana María et PRIETO, Mercedes, *art. cit.*, Quito, FLACSO, 2008, p. 304.

[144] « Convención Nacional de 1883. Acta del 24 de noviembre », *El Nacional*, n°58, 21 décembre 1883, p. 2.

[145] *Ibid*., p. 2-3.

du deuxième groupe également, car dans leur projet de Constitution, ils ont proposé d'établir le suffrage universel ; il n'est donc pas hasardeux de penser qu'ils ne s'opposent pas à un éventuel élargissement du corps électoral aux femmes car, bien qu'ils n'expriment pas leur position lors du débat, ils votent tous contre la présence de l'adjectif *varón*. Il n'en reste pas moins que la discussion du 24 novembre constitue une première étape, quoique timide et inaboutie, vers le suffrage féminin. Paradoxalement, si la Constitution de 1884 est la seule dans l'histoire du pays à exclure explicitement les femmes de la citoyenneté, « con este debate sobre el sexo del ciudadano se desnaturaliza su carácter masculino »[146]. Pour la première fois, même si elle est écartée, la possibilité du vote féminin est posée dans le débat public.

Le rejet de l'élargissement du corps électoral aux femmes et aux analphabètes nous informe du caractère conservateur de l'Assemblée, dix ans après la disparition de García Moreno. La définition de la citoyenneté reste très restrictive. L'Assemblée considère avec scepticisme le régime démocratique fondé sur le suffrage universel. Comme l'exprime le conservateur Julio Enríquez : « Gobierno de todos, Gobierno democrático puro, […] como el sufragio universal, nunca ha existido, ni existirá jamás, por ser sólo una pura utopía »[147]. Les deux principales innovations politiques proposées à l'Assemblée, l'exécutif pluriel et l'extension du suffrage, sont rejetées car elles sont considérées comme utopiques, adjectif à forte connotation négative pour la majorité des députés. Surtout, l'attitude de certains représentants révèle une des caractéristiques du progressisme : le refus des utopies, au nom du réalisme et du pragmatisme[148].

Plutôt que d'autoriser des expérimentations politiques, l'Assemblée se concentre sur des réformes permettant de jeter les bases d'un progrès matériel. On peut observer la formulation d'un projet progressiste au sein de la Constituante. Cette dernière cherche, en particulier, à moderniser l'agriculture en votant le remplacement de la dîme et de nombreux projets de voies de communication reliant les Andes au Littoral. La dîme apparaît alors comme un impôt pesant lourdement à la fois sur les petits exploitants et sur les producteurs de cacao. L'Assemblée décide de la remplacer par deux nouvelles contributions, une taxe foncière de trois pour mille sur la propriété foncière et un impôt de quatre-vingts centimes de sucre par quintal de cacao

[146] *Ibid*.
[147] « Convención Nacional de 1883. Acta del 23 de noviembre », *El Nacional*, n°57, 18 décembre 1883, p. 3.
[148] MAIGUASHCA, Juan, « El proceso de integración nacional en el Ecuador: el rol del poder central, 1830-1895 », *in* MAIGUASHCA, Juan (éd.), *Historia y región en el Ecuador*, Quito, FLACSO-CEN, 1994, p 392.

exporté[149]. De leur côté, les projets de voie de communication sont destinés à faciliter l'accès de la production agricole andine au marché de la Côte et aux débouchés internationaux.

Il n'est donc pas surprenant, devant tant de prudence et de pragmatisme, que la Constitution finalement adoptée en février 1884, ne soit pas radicalement différente de celle de 1861. Elle confirme l'abolition du suffrage censitaire, déjà supprimé en 1861. Elle illustre aussi la voie médiane du progressisme, qui a influencé les débats. La nouvelle Constitution se distingue à la fois de celle de 1869, très conservatrice, selon laquelle il était nécessaire d'être catholique pour être citoyen, et de celle de 1878, bien plus libérale, qui reconnaissait les droits de l'Homme comme base de l'ordre juridique.

2) Les tensions entre conservateurs et libéraux

Lorsque les forces de la Restauration prennent le contrôle de la *Sierra*, la presse souligne l'unité entre les partis politiques, qui partagent un même objectif : mettre fin à la dictature de Veintemilla. Le journal *El Combate*, fondé par le journaliste radical Juan Benigno Vela, estime : « la unión repentina de liberales y conservadores para dar en tierra con la dictadura del traidor y torpe Veintemilla es la lección más elocuente que de su amor a las instituciones democráticas puede el Ecuador ofrecer a las demás naciones »[150]. Cependant, en dépit de cette apparente unité, plusieurs fissures sont visibles. Certains conservateurs modérés et ultramontains rejettent par principe tous ceux qui ont soutenu Veintemilla en 1876, c'est-à-dire en définitive la majorité des libéraux. Ainsi, le journal *La Restauración*, fondé par le frère de Luis Cordero, s'exclame-t-il :

> « No más esbirros del traidor en nuestras filas! Separemos de ellas a los que apoyaron la primera traición, de la cual derivan todos los males de la Patria, y no se los tenga por redimidos a aquellos que […] pasaron a ocultar su vergüenza en playas extranjeras para luego tratar de lavar sus manchas en las puras y cristalinas aguas de la Restauración »[151].

Ces propos visent particulièrement Pedro Carbo et Eloy Alfaro, deux partisans de Veintemilla en 1876, devenus par la suite ses principaux opposants. Plus généralement, les conservateurs

[149] Cf. chapitre 4, section II. En Équateur, un quintal équivaut à cent livres, soit 46 kilogrammes.
[150] « Prospecto », *El Combate*, n°1, 27 janvier 1883, p. 2.
[151] « La opinión », *La Restauración*, n°1, 31 javier 1883, p. 2.

s'inquiètent de l'influence croissante d'Alfaro et du radicalisme sur le Littoral[152]. Pour leur part, les libéraux ne se reconnaissent pas dans les principes politiques de la Restauration. Alfaro, comparant le pentavirat à son propre gouvernement, affirme : « el primero no iba sino hacia la *restauración*, palabra que todo lo explica; el mío se guiaba por los principios de una regeneración equitativa en su desarrollo y generosa en sus medios, y por el firme deseo de levantar el país, darle vigor y transformarlo en el sentido que indican las amplias ideas del liberalismo »[153]. Alfaro considère donc la Restauration des conservateurs et des progressistes comme un retour en arrière, incompatible avec les principes libéraux qui doivent, d'après lui, inspirer les nouvelles instituions après la chute de Veintemilla.

Plus généralement, les libéraux n'accordent aucune confiance aux promesses des progressistes et des conservateurs du pentavirat. La méfiance entre l'armée d'Alfaro et celle de Sarasti était manifeste avant même la rencontre entre les deux hommes, le 11 mai 1883. En 1884, quelques mois après la chute de Veintemilla, Luis Vargas Torres affirme que le pentavirat souhaitait détruire l'armée d'Alfaro[154]. De leur côté, les partisans du pentavirat accusent Alfaro d'avoir voulu prendre Guayaquil seul, pour se retourner ensuite contre le gouvernement de Quito[155]. Alfaro reconnaît d'ailleurs avoir pensé à ouvrir les hostilités contre le pentavirat et s'être désisté uniquement parce que le combat contre Veintemilla était devenu la priorité[156]. Alfaro doutait alors des intentions du gouvernement de Quito. Il craignait que le pentavirat ne négocie en sous-main avec Veintemilla afin d'avoir les coudées franches pour le combattre. En effet, Alfaro avoue avoir été surpris par l'arrivée inopinée d'Antonio Flores, membre suppléant du pentavirat, à Guayaquil en mai 1883. Selon le journal officiel, Veintemilla souhaitait s'entretenir avec Flores à son arrivée, mais celui-ci s'y était refusé, avait quitté la ville et s'était rendu au campement de Mapasingue[157]. Alfaro pense que Flores cherchait en réalité à négocier un accord secret avec Veintemilla au nom du pentavirat. Il trouve la démarche de Flores fort suspecte : « Me parecía imposible que el doctor Antonio Flores se aventurara en esas circunstancias a dirigirse a Guayaquil en un vapor mercante, como quien va a su casa, cuando

[152] CÁRDENAS REYES, María Cristina, *El progresismo azuayo*, *op. cit.*, p. 218.
[153] ALFARO, Eloy, *Ecuador. La Regeneración y la Restauración*, *in Narraciones históricas*, *op. cit.*, p. 87.
[154] VARGAS TORRES, Luis, *El gobierno del Litoral y los pentaviros de Quito. Alfaro y Sarasti*, Guayaquil, s. e., 1884, p. 8.
[155] VILLAMAR, Rafael, *El General Alfaro y la Restauración*, Quito, Imprenta de la heredera de P. S. paredes, 1884, p. 15.
[156] ALFARO, Eloy, *Ecuador. La Regeneración y la Restauración*, *in Narraciones históricas*, *op. cit.*, p. 86.
[157] *El Nacional*, n°21, 2 juin 1883, p. 3.

al ser notado por las autoridades del puerto tenía que caer indefectiblemente en las garras de Veintemilla »[158].

Alfaro non seulement doute de la sincérité du pentavirat, mais considère également que ce dernier ne reconnaît pas son autorité. À la demande du général Salazar, le gouvernement de Quito adopte un décret, signé le 31 mai 1883, autorisant Sarasti, Lizarzaburu et Caamaño à réorganiser l'ensemble du Littoral[159]. Aux yeux d'Alfaro, ce texte permet aux délégués du pentavirat de placer la Côte sous la tutelle de Quito[160], alors même que Lizarzaburu s'était engagé, le 29 mars, à autoriser la province du Guayas à élire son propre gouvernement. Le jour même de la victoire, le 9 juillet 1883, Alfaro, méfiant et prudent, tient à annoncer dans une proclamation aux habitants de Guayaquil qu'ils sont désormais libres de se doter de leur gouvernement, afin de rappeler aux délégués du pentavirat leurs promesses[161].

Après la proclamation de Pedro Carbo, le 25 juillet 1883, la situation reste tout aussi délicate. Sarasti, Caamaño et Lizarzaburu proposent à Carbo et à Alfaro de rejoindre le pentavirat pour constituer un gouvernement unique. Les deux chefs libéraux refusent, car leur autonomie et leur influence est plus grande dans un gouvernement du Littoral qu'au sein d'un exécutif national où ils seraient mis en minorité. Alfaro propose, au contraire, un triumvirat libéral, formé par un délégué de chaque ancien département, Pedro Carbo pour Guayaquil, Sarasti pour Quito et Luis Cordero pour Cuenca[162]. Sa proposition est rejetée, sans surprise, par le pentavirat.

Par ailleurs, les libéraux de Guayaquil voient avec inquiétude la présence militaire de la *Sierra* se prolonger plusieurs semaines après la victoire sur Veintemilla. Alfaro décide de se retirer avec ses troupes à Manabí, le 10 septembre[163]. Celles du pentavirat, en revanche, restent à Guayaquil car, selon le gouvernement de Quito, les partisans de Veintemilla, quoique vaincus, sont toujours présents et actifs dans le bassin du fleuve Guayas et menacent de perturber l'élection à l'Assemblée constituante. Le deuxième jour du scrutin, le 3 septembre, Sarasti décide même d'occuper le canton de Yaguachi, dans la province du Guayas, afin d'éviter d'éventuels troubles[164]. Carbo y voit une tentative du pentavirat pour manipuler le résultat des

[158] ALFARO, Eloy, *Ecuador. La Regeneración y la Restauración, in Narraciones históricas, op. cit.*, p. 126-127.
[159] *El Nacional*, n°22, 9 juin 1883, p. 3.
[160] ALFARO, Eloy, *Ecuador. La Regeneración y la Restauración, in Narraciones históricas, op. cit.*, p. 149-150.
[161] *Ibid.*, p. 167-168.
[162] *Ibid.*, p. 145-146.
[163] VARGAS TORRES, Luis, *El gobierno del Litoral y los pentaviros, op. cit.*, p. 65.
[164] *El Nacional*, n°36, 15 septembre 1883, p. 4.

élections et une atteinte à l'autorité de son gouvernement. Il exprime avec fermeté son mécontentement auprès du pentavirat puis de l'Assemblée constituante[165].

L'occupation de Yaguachi n'est pas le seul incident qui inquiète les libéraux pendant l'élection à l'Assemblée constituante. Le soir du 2 septembre, premier jour du scrutin, un groupe de conservateurs attaque le siège de la Société libérale de Quito et s'en prend violemment à un de ses principaux dirigeants, Rafael María Mata, qui est blessé. Après cet incident, Carbo et Alfaro demandent au pentavirat de différer de quelques jours la tenue de l'Assemblée constituante, prévue le 9 octobre, et d'en changer le siège. Estimant que la capitale n'offre pas les garanties suffisantes à la sécurité des députés libéraux, ils souhaitent que la ville d'Ambato, dans le centre de la *Sierra*, plus tolérante à l'égard du libéralisme, accueille l'Assemblée. Le pentavirat refuse de modifier ce qui a été convenu dans le décret du 10 août et, tout en condamnant l'attaque du 2 septembre, tend à le minimiser[166].

La réunion de l'Assemblée constituante est loin d'apaiser les tensions qui surgissent entre les trois gouvernements. Certes, dans les premières séances, elle rend hommage au pentavirat et à Alfaro puis proclame ce dernier général le 29 janvier 1884. Cependant, d'emblée, elle se montre hostile à Alfaro. Ainsi, elle réclame la remise des rapports de la part des ministres d'Alfaro, mais lorsque Valverde, ancien ministre de l'Intérieur, présente le sien, elle refuse d'en autoriser la lecture en séance plénière[167]. De leur côté, les journaux libéraux de Guayaquil *El Federalista* et *La Nación*, ainsi que les députés de la province d'Esmeraldas, s'en prennent au pentavirat. Ils attaquent le ministre de l'Intérieur du gouvernement de Quito, José Modesto Espinosa, car il aurait accusé les troupes d'Alfaro d'avoir sciemment incendié la ville d'Esmeraldas le 6 janvier 1883. Le ministre s'en défend : il s'est contenté, dit-il, de présenter à l'Assemblée la pétition des étrangers installés à Esmeraldas réclamant des indemnisations, sans jamais établir la responsabilité de l'incendie ni l'imputer à Alfaro[168].

Les tensions existantes conduisent à la rupture avec l'élection de Caamaño comme président provisoire, le 15 octobre 1883, puis comme président constitutionnel pour un mandat de quatre ans, le 7 février 1884. Cette élection finit par exaspérer les libéraux, notamment les plus radicaux, alors même que l'Assemblée choisit Caamaño parce qu'elle voit en lui le candidat du

[165] *El Nacional*, n°38, 29 septembre 1883, p. 3 ; et « Mensaje del Jefe Supremo de la provincia del Guayas a la Convención Nacional », *El Nacional*, n°40, 13 octobre 1883, p. 4.
[166] *El Nacional*, n°40, 13 octobre 1883, p. 6.
[167] ALFARO, Eloy, *Ecuador. La Regeneración y la Restauración*, *in Narraciones históricas*, *op. cit.*, p. 190.
[168] « La prensa de Guayaquil y las interpelaciones », *El Nacional*, n°74, 12 février 1884, p. 4.

compromis avec ces derniers. Il vient d'une grande famille cacaoyère de Guayaquil et compte des solides relations à Quito, apparaissant comme un garant des équilibres régionaux, contrairement aux représentants du garcianisme traditionnel, comme Camilo Ponce ou Francisco Javier Salazar. Malgré les qualités que croient discerner en lui les conservateurs et les progressistes, Caamaño n'est pas le candidat des libéraux. Le 15 octobre, il est élu président provisoire, par 34 voix contre 27 pour José Manuel Jijón, un *terrateniente* andin modéré soutenu, lui, par les libéraux. De même, c'est contre 13 voix pour Alfaro que, le 7 février, Caamaño est élu par 43 voix président pour un mandat de quatre ans. Comme si cela ne suffisait pas aux yeux des libéraux, le même jour, le général Agustín Guerrero, ministre de l'Intérieur de Borrero entre octobre et décembre 1876, est élu avec 37 voix vice-président de la République pour un mandat de deux ans, tandis que le libéral Antonio Portilla n'en reçoit que 10[169].

Au sentiment d'être constamment mis en échec et isolés, s'ajoute un profonde méfiance envers Caamaño. Pourtant, celui-ci cherche à se montrer conciliant et déclare dès son élection, le 15 octobre : « No pertenezco a ningún bando exagerado, y me siento con aliento para deciros que creo marchar por el buen camino, que es el del orden y la moderación de doctrinas »[170]. Cependant, Alfaro remet en cause la légitimité du nouveau président. Il le présente comme un inconnu en dehors de Guayaquil[171]. Surtout, en désignant Caamaño président de la République, l'Assemblée constituante n'aurait pas respecté l'accord passé entre le pentavirat, le gouvernement d'Alfaro et celui de Carbo, juste avant l'adoption du décret du 10 août 1883 convoquant les élections. Selon Alfaro, l'accord prévoyait l'élection du nouveau président de la République au suffrage direct. L'Assemblée se serait donc attribué des facultés qui ne lui correspondaient pas. En outre, selon les libéraux, l'Assemblée est d'une légitimité douteuse car les élections ne se sont pas déroulées normalement, comme en témoignent l'attaque du 2 septembre contre la Société libérale de Quito ou l'occupation de Yaguachi par les forces du pentavirat, le 3[172].

Après l'élection de Caamaño comme président provisoire, le 15 octobre, Alfaro décide de se retirer à Panama. En son absence, de février à septembre 1884, les libéraux et les progressistes s'affrontent dans une polémique virulente par opuscules interposés. Chaque camp accuse son adversaire de vouloir minimiser le rôle de l'autre dans la chute de Veintemilla. Le journal libéral

[169] « Convención Nacional de 1883. Acta del 7 de febrero », *El Nacional*, n°94, 15 avril 1884, p. 4.
[170] « Proclama del Excmo. Sr. Dr. Don José María Plácido Caamaño, presidente interino de la República », *El Nacional*, n°44, 2 novembre 1883, p. 3.
[171] ALFARO, Eloy, *La campaña de 1884*, *in Narraciones históricas*, *op. cit.*, p. 197.
[172] *Ibid.*, p. 198-199.

El Federalista, dirigé par Emilio Estrada, s'emploie à présenter Alfaro comme le principal artisan de la victoire du 9 juillet, critiquant les atermoiements du pentavirat qui aurait retardé la prise de Guayaquil. Le général José María Sarasti répond dans *Los pentaviros y Alfaro*, en février 1884. Il y reproche à Alfaro et à Carbo d'avoir refusé de rejoindre le pentavirat et d'avoir fait preuve de « provincialisme »[173]. Il accuse également les soldats d'Alfaro d'avoir occupé et intimidé les localités de la province du Guayas soutenant le pentavirat, comme Santa Elena et Daule[174]. Pour Sarasti, enfin, Alfaro serait responsable du retard dans les opérations contre Veintemilla, car il s'est obstiné à traverser, sans succès, le marais situé à l'ouest de Guayaquil pour entrer dans la ville, contre les conseils de Caamaño, qui a finalement convaincu l'État-major du pentavirat de concentrer ses assauts sur le flanc nord de la ville[175].

Deux mois plus tard, Emilio Estrada répond à Sarasti dans *La Historia contra las calumnias sobre la campaña de Mapasingue*. Il défend Alfaro en le décrivant comme le premier à s'être soulevé contre la dictature de Veintemilla, en avril 1882[176]. Il accuse, par ailleurs, le pentavirat d'avoir voulu traiter Guayaquil en pays conquis[177]. Alfaro lui-même prend part au débat en publiant, en mai, à Panama, un opuscule intitulé *Ecuador. La Regeneración y la Restauración*[178]. Il se garde de critiquer Sarasti, qu'il a toujours tenu en grande estime depuis leur entretien du 11 mai 1883, mais attaque le gouvernement de Quito, qu'il accuse de vouloir confisquer la victoire au parti libéral. En septembre, un partisan du pentavirat, Rafael Villamar, cherche, à son tour, à minimiser le rôle d'Alfaro dans la chute de Veintemilla. Il affirme que si Alfaro a pu prendre la ville d'Esmeraldas en août 1882, c'est parce que Veintemilla en avait déjà ordonné l'évacuation. Pour Villamar, la campagne du centre, dirigée par Sarasti, et celle du sud, commandée par Salazar, constituaient la principale menace contre le dictateur, contrairement à l'expédition d'Alfaro[179]. Quelques jours plus tard, c'est un des lieutenants d'Alfaro, Luis Vargas Torres, qui publie un opuscule très virulent contre le pentavirat. Il présente ce dernier comme un gouvernement garcien[180]. À l'instar d'Emilio Estrada, il l'accuse de vouloir humilier Guayaquil et de traiter la ville en terre conquise[181]. Il justifie, en outre, la

[173] SARASTI, José María, *op. cit.*, p. 29-30.
[174] *Ibid.*, p. 37-38.
[175] *Ibid.*, p. 54-56.
[176] ESTRADA, Emilio, *La Historia contra las calumnias sobre la campaña de Mapasingue*, Guayaquil, s. e., 1884, p. 25.
[177] *Ibid.*, p. 7 et 11.
[178] ALFARO, Eloy, *Ecuador. La Regeneración y la Restauración*, *in Narraciones históricas*, *op. cit.*, p. 73-191.
[179] VILLAMAR, Rafael, *op. cit.*, p. 5-6.
[180] VARGAS TORRES, Luis, *El gobierno del Litoral y los pentaviros*, *op. cit.*, p. 2.
[181] *Ibid.*, p. 61.

décision d'Alfaro de ne pas avoir rejoint le pentavirat, en signalant l'incompatibilité des principes politiques défendus par chacun des deux gouvernements qui combattaient alors Veintemilla[182]. Cette succession d'opuscules, en l'espace de quelques mois seulement, est révélatrice des tensions croissantes entre le progressistes et les libéraux radicaux, déçus par le nouveau gouvernement, qu'ils jugent comme un retour au modèle garcien. Le journaliste radical Juan Benigno Vela le déplore :

> El definitivo triunfo del partido conservador y la exclusión completa del partido liberal […]. A los que formaron parte o apoyaron como correligionarios a los gobiernos de Guayaquil, Manabí y Esmeraldas, se les ha excluido de los negocios públicos tanto, o quizá más, que a los vencidos del 9 de julio. El partido liberal ha trabajado, pues, para sus antiguos enemigos[183].

Si les libéraux sont les premiers à se soulever contre Veintemilla, sous la direction d'Alfaro, à Esmeraldas, en avril 1882, la situation tourne rapidement à l'avantage des conservateurs, modérés et ultramontains, qui prennent le contrôle de la *Sierra*, la zone la plus densément peuplée du pays, alors que l'autorité d'Alfaro n'est reconnue que dans deux provinces, Manabí et Esmeraldas, dont la population ne représente qu'une fraction minime face à la région andine. À ce déséquilibre régional s'ajoutent les divisions internes au libéralisme. Certains libéraux sont restés fidèles à Veintemilla jusqu'à sa chute, d'autres ont rejoint la Restauration, dans les Andes, ou l'armée d'Alfaro, sur la Côte. Le progressisme, allié aux conservateurs, peut alors prendre le pouvoir, au détriment des libéraux.

[182] *Ibid.*, p. 61-62.
[183] « La Convención Nacional », *El Combate*, n°42, 21 juin 1884, p. 3.

Conclusion

La période agitée qui fait suite au coup d'État de Veintemilla, le 26 mars 1882, favorise de nouveaux rapports de force politiques. Certes, la campagne d'Alfaro dans les provinces d'Esmeraldas et de Manabí marque « la configuración de una práctica regional costeña autónoma de accionar contra el gobierno central »[184]. Le libéralisme radical devient désormais un acteur incontournable de la vie politique, bien que son influence se limite à la Côte essentiellement, et même à deux provinces seulement. Il acquiert un réel pouvoir de nuisance pour le gouvernement national basé à Quito, comme le montreront les *montoneras*, actives de 1884 à 1887, puis en 1895. En réalité, les progressistes sont les principaux bénéficiaires de la chute de Veintemilla. En 1883, ils parviennent à s'imposer au niveau national, avec le soutien des conservateurs garciens. Après la disparition de l'ultramontain García Moreno, ces derniers cherchent à faire preuve d'ouverture envers les courants plus modérés, afin de constituer un front catholique capable de faire face au radicalisme qui gagne du terrain sur la Côte. Ils s'efforcent ainsi d'éviter les déchirements entre les libéraux-catholiques et les courants conservateurs, divisions qui ont permis le triomphe de Veintemilla en 1876. Les conservateurs ultramontains sont conscients que le retour au *statu quo* garcien est impossible et privilégient désormais la négociation et la transaction avec les secteurs modérés. C'est ce qu'atteste l'élection de Caamaño à présidence de la République, au lieu de figures garciennes établies de la capitale, comme le général Salazar ou Camilo Ponce.

Avec cette alliance entre conservateurs et progressistes, L'Assemblée constituante de 1883-1884 ouvre une période de relative stabilité politique qui perdure pendant une douzaine d'années, jusqu'en 1895, sous l'égide du progressisme, qui consolide rapidement son influence. En 1888, Caamaño réussit à faire élire son beau-frère, Antonio Flores, président de la République. Ce dernier, fils du premier président de l'Équateur, le général vénézuélien Juan José Flores, a fait ses études en Europe et à Lima, avant de devenir un diplomate expérimenté sous les deux présidences de García Moreno. Il s'était présenté aux élections de 1875 dans le but d'incarner un courant conservateur moderne, mais Borrero l'avait emporté, car il apparaissait comme la meilleure alternative au modèle garcien. En 1888, en revanche, Flores est élu sans opposition, ce qui témoigne de la solide implantation progressiste dans le paysage

[184] QUINTERO, Rafael et SILVA, Erika, *op. cit.*, p. 181.

politique équatorien. Caamaño reste, toutefois, une figure centrale du progressisme car, en 1888, il devient gouverneur de la province du Guayas, jusqu'en 1895. En 1892, Caamaño et Flores soutiennent la candidature présidentielle de Luis Cordero, un des dirigeants du groupe de Cuenca, qui finit par l'emporter face au conservateur garcien Camilo Ponce, prolongeant l'influence des progressistes au niveau national.

Cette continuité gouvernementale crée aussi les conditions d'un modèle politique stable. Certes, à partir de 1884, Alfaro, déçu par le projet de la Restauration, tente de prendre le pouvoir par la force grâce aux *montoneras*, que Caamaño parvient à disperser en 1887[185]. À partir du mandat de Flores, profitant du nouveau climat de paix, les progressistes cherchent à mettre en œuvre leur projet politique fondé sur le respect des institutions républicaines. Quoique l'électorat demeure encore très restreint, ils contribuent à construire une expression démocratique moderne, car reposant sur le suffrage, la séparation des pouvoirs, le respect des libertés individuelles et collectives, notamment celle de la presse et celle d'association. Simultanément, la stabilité des institutions, la régularité de la tenue d'élections et l'attachement des progressistes aux libertés publiques permettent l'apparition des premières organisations destinées exclusivement à la lutte politique et électorale et le développement de la presse, notamment d'orientation libérale. En somme, le progressisme favorise, pour la première fois dans l'histoire équatorienne, l'émergence d'une opinion publique, au sens moderne du terme.

[185] Cf. chapitre 7, section I.

Chapitre 2 : La modernisation de la vie politique

Le régime mis en place par la Constituante de 1883-1884 perdure pendant une douzaine d'années, jusqu'en 1895, et correspond à une période de relative stabilité politique. Sous le progressisme, les élections sont nombreuses et régulières. Le corps électoral est restreint, car seuls peuvent voter les hommes majeurs sachant lire et écrire. Lors des élections présidentielles de 1892, celles qui mobilisent le plus d'électeurs sur toute la période progressiste, il parvient à rassembler près de 60 000 personnes, soit un peu moins de 6% de la population totale[186]. Certes, les électeurs, sont peu nombreux, mais ils sont convoqués, en moyenne, deux fois par an, pour élire, selon le scrutin, les conseils municipaux, les députés et les sénateurs, le président et le vice-président de la République. La stabilité du système politique né en 1884 et la régularité des élections favorisent l'apparition des premières organisations politiques permanentes, les sociétés politiques, destinées à structurer un courant et à en mobiliser les partisans. Il ne s'agit pas encore de partis au sens moderne du terme, mais elles constituent un premier effort de rationalisation de la vie politique.

Parallèlement à la mise en place des sociétés politiques, la presse devient le principal instrument de mobilisation idéologique. Les progressistes sont soucieux de respecter la liberté de la presse, surtout à partir du mandat d'Antonio Flores, de 1888 à 1892. Les principaux bénéficiaires de cette politique de tolérance sont les libéraux. Pendant le mandat de Caamaño, de 1884 à 1888, le libéralisme était un courant divisé. Tandis qu'une fraction minoritaire, la plus modérée, soutenait le président, l'aile radicale, dirigée par Eloy Alfaro, privilégiait, en revanche, la lutte armée au sein des guérillas libérales. L'action gouvernementale est féroce non seulement contre les *montoneras*, mais s'étend à l'ensemble du libéralisme, si bien que la plupart des libéraux sont réprimés. Les journaux libéraux sont une des cibles privilégiées de la répression de Caamaño, comme le journal *El Telégrafo*, publié à Guayaquil, fermé en 1886 en raison des pressions gouvernementales, ou *El Combate,* rédigé par le radical Juan Benigno Vela, plusieurs fois détenu sous Caamaño[187]. Le mandat de Flores marque donc un tournant dans la relation

[186] QUINTERO, Rafael et SILVA, Erika, *op. cit.*, p. 206.
[187] Cf. chapitre 7, section I et II.

entre les progressistes et les libéraux. Caamaño a dispersé les *montoneras* du Littoral après trois ans de combat, de 1884 à 1887 ; une fois l'ordre rétabli, le libéralisme ne représente plus une menace immédiate. Flores fait donc preuve d'une grande tolérance à son égard dès son arrivée au pouvoir, en 1888. Dans ce contexte, la presse en général, libérale en particulier, connaît un développement sans pareil dans l'histoire équatorienne.

I) Le développement de la presse

Le respect de la liberté de la presse pendant la période progressiste, surtout à partir du mandat de Flores, permet la multiplication des journaux. L'essor de la presse libérale en particulier inquiète toutefois les conservateurs et l'Église catholique, qui considèrent la diffusion des principes libéraux comme une menace contre leur monopole culturel et idéologique, et comme un premier pas vers le démantèlement du pouvoir ecclésiastique. L'Église voit dans les principes libéraux, tels que la souveraineté populaire, la liberté de la presse sans aucune restriction, la séparation entre la religion et la politique, les droits de l'Homme, des moyens de justifier auprès de l'opinion publique naissante des mesures visant à réduire l'influence de l'Église. Ils légitiment notamment, à ses yeux, les principes de la sécularisation des institutions publiques et de la nationalisation des biens du clergé. L'Église combat donc avec vigueur les écrits libéraux. En raison de la politique de tolérance des progressistes, le débat idéologique entre les membres du clergé et les intellectuels libéraux atteint un degré d'intensité rarement vu jusqu'alors.

1) L'essor de la presse libérale sous le mandat d'Antonio Flores

Sous le progressisme, la base sociale du libéralisme s'élargit. Ce courant est avant tout l'expression politique de l'oligarchie agro-mercantile de Guayaquil, mais il attire également les paysans radicalisés des *montoneras*, des artisans et des intellectuels essentiellement issus des couches moyennes. Ces derniers se consacrent désormais à l'activisme politique, notamment le journalisme, comme Juan Benigno Vela, José Peralta, ou José de Lapierre[188].

Si le développement de la presse libérale s'accélère sous le mandat d'Antonio Flores, c'est que ce dernier est attaché au respect de la liberté de la presse. Il autorise la fondation de nombreux journaux aux orientations politiques diverses dans l'ensemble du pays. Le principal bénéficiaire de cette politique est le libéralisme, qui profite, pour la première fois depuis 1860, de la tolérance d'un gouvernement à son égard pour diffuser ses idées dans la presse.

À partir de 1888, de nombreux journaux libéraux voient le jour. Plusieurs intellectuels radicaux de la *Sierra* peuvent publier leurs journaux sans être inquiétés par les autorités, comme Juan Benigno Vela, rédacteur de *La Idea* (1889) et d'*El Argos* (1889), ou José Peralta, rédacteur de plusieurs journaux parus entre 1888 et 1889, *La Libertad*, *La Verdad* et *La Razón* à Cuenca, ainsi qu'*El Constitucional* à Quito. Peralta reçoit même le soutien de l'exécutif et de ses représentants, tandis que l'évêque de Cuenca, Miguel León, interdit tour à tour la publication de ses journaux[189]. En 1889, les menaces d'excommunication contre ceux qui soutiendraient la parution ou la diffusion de *La Verdad* poussent l'administrateur des Postes de Cuenca à suspendre l'envoi d'exemplaires du journal à ses souscripteurs. Le gouverneur de l'Azuay, Antonio Borrero, rappelle ce fonctionnaire à l'ordre. Il tient également à rassurer le propriétaire de l'imprimerie qui publie le journal de Peralta, Rafael Torres, en lui manifestant son soutien[190]. Quelques semaines plus tard, Peralta, devenu un des journalistes libéraux les plus éminents en raison de son affrontement avec l'évêque León, est invité par les libéraux de la capitale, qui souhaitent le rencontrer, mais aussi par le président lui-même, qui lui propose de s'installer à Quito pour y publier son journal dans de meilleures conditions qu'à Cuenca, sous la protection

[188] DEAS, Malcolm, « Estudio introductorio », *in* ALFARO, Eloy, *Narraciones históricas, op. cit.*, p. 43 ; AYALA MORA, Enrique, *Lucha política y origen de los partidos en Ecuador, op. cit.*, p. 277-278
[189] PERALTA, José, *Mis memorias políticas, op. cit.*, p. 48-49 et 59.
[190] *Diario Oficial*, n°19, 22 février 1889, p. 146.

du gouvernement[191]. Flores ne partage pas les idées radicales de Peralta, mais considère qu'il lui revient de protéger la liberté de la presse.

La même année, pour atténuer les tensions entre les journalistes libéraux et le clergé, le ministre de l'Intérieur de Flores, Francisco Javier Salazar, envoie une circulaire aux gouverneurs des provinces leur demandant d'user de leur influence morale pour inviter les journalistes à la modération et au respect de la religion[192]. Mais, contrairement à Caamaño, le gouvernement de Flores se garde d'emprisonner les journalistes. Du reste, il n'interdit que très rarement les journaux condamnés par l'Église, comme *La Época*, fondé à Cuenca par des proches de Peralta, alors qu'il se trouve à Quito[193]. Pour sa part, le ministre de la Justice de Flores, Elías Laso, se contente, tout au plus, de porter plainte contre les journaux les plus polémiques, mais les procès n'aboutissent que très rarement à des condamnations. Bien des années plus tard, en 1930, Peralta affirmera que ce n'était qu'une « mera fórmula para calmar la exasperación del fanatismo religioso, causado por uno como diluvio de publicaciones liberales que inundó la República »[194]. Autrement dit, il ne s'agirait, pour Peralta, que d'un stratagème de Flores pour permettre le développement de la presse libérale, tout en prouvant aux conservateurs et à l'Église que le gouvernement en combat les excès.

Les nouveaux journaux libéraux publiés à partir de 1888 ne sont pas uniquement le fait des efforts individuels d'intellectuels radicaux comme Peralta et Vela. Entre 1888 et 1889, profitant du climat de tolérance à leur égard, les libéraux créent également des sociétés politiques dans plusieurs provinces, connues sous le nom de Sociétés républicaines libérales, qui se dotent chacune de leur propre journal : la Société républicaine de Quito fonde *La República* ; celle de Latacunga, *El Independiente* ; celle de Guayaquil, *La Reforma* ; la Société libérale démocratique, fondée à Guayaquil également, *La Bandera liberal*.

Le développement de la presse est même spectaculaire dans le port principal, où le libéralisme est solidement implanté. De nouveaux journaux ne se rattachant à aucune société politique mais d'orientation libérale sont publiés à partir de 1888, tels le *Diario de avisos* (1888), *El Pueblo* (1889) ou *El Tiempo* (1891). La presse libérale de Guayaquil se distingue de celle du reste du pays, en particulier de celle de la *Sierra* :

---

[191] CÁRDENAS REYES, María Cristina, *El progresismo azuayo*, *op. cit.*, p. 264.
[192] *Diario Oficial*, n°92, 13 juillet 1889, p. 781-782.
[193] *Diario Oficial*, n°110, 16 août 1889, p. 940-941.
[194] PERALTA, José, « El liberalismo ecuatoriano » (1930), *in Años de lucha*, Cuenca, Offset Monsalve, 1976, p. 241.

> En Guayaquil se fue creando un nuevo tipo de prensa que ya no dependía del mecenazgo ni de la Iglesia. Tomemos un periódico de Guayaquil, de los años ochenta y noventa, y encontraremos que este estaba lleno de publicidad comercial. El periódico típico de la Costa era una hoja bien grande en cuyas páginas externas abundaban los anuncios […]. Quiere decir que esa prensa ya vivía del funcionamiento de una sociedad en que los mecanismos mercantiles se habían ampliado[195].

L'exemple emblématique de cette nouvelle presse mercantile est le *Diario de avisos*. Comme son nom l'indique, il est destiné, avant tout, à publier des annonces commerciales, mais devient rapidement le principal journal libéral de Guayaquil. L'aisance financière des journaux libéraux fondés dans le port principal dans les années 1880 et 1890 leur confère un plus haut degré d'autonomie politique. La presse de Guayaquil n'hésite pas alors à critiquer ouvertement l'idéologie conservatrice véhiculée par le clergé et les *terratenientes* andins.

Un genre particulier se développe à Guayaquil pour combattre les conservateurs : la presse satirique. Quelques journaux humoristiques illustrés ont vu le jour avant l'arrivée de Flores au pouvoir, comme *El Perico* en 1885, mais la plupart sont créés à partir de 1888, comme *El Zancudo* (1888) ou *El Gavilán* (1889). Ils se multiplient, en particulier, pendant la longue campagne présidentielle de 1891-1892, pour ridiculiser soit le candidat progressiste, Luis Cordero, soit le conservateur, Camilo Ponce[196]. De manière générale, les conservateurs constituent la cible privilégiée de la presse satirique. Ainsi, après les élections législatives de mars 1889, *El Zancudo* publie une caricature présentant les sénateurs et les députés conservateurs récemment élus sous la forme d'une hydre à têtes multiples, dont les traits sont exagérés pour leur conférer un aspect monstrueux (cf. figure n°1). Dans la légende, le journal déforme leurs noms pour les moquer : « Manuel Orejas de Palo », pour Manuel Orejuela ; « José Estupiñoso », pour José Justiniano Estupiñán ; « Aparicíaco Ribadinero », pour Aparicio Ribadeneira ; ou « Mata-vellos, el clérigo », pour le père Julio Matovelle. Le rédacteur conclut en signalant que ces législateurs n'assisteront au Congrès que pour servir leurs intérêts personnels[197]. La publication de caricatures aussi osées pour l'époque révèle la grande tolérance de Flores envers la presse libérale ; rire des autorités avec tant d'audace auraient été impensable

[195] AYALA MORA, Enrique, *Ecuador del siglo XIX. Estado Nacional, Ejército, Iglesia y municipio*, Quito, Universidad Andina Simón Bolívar sede Ecuador (UASB)-Corporación Editora nacional (CEN), 2011, p. 206.
[196] Cf. chapitre 8, section II, 4.
[197] « Tipos conservadores », *El Zancudo*, n°19, 6 avril 1889, p. 3-4.

sous García Moreno. Le respect de la liberté de la presse apparaît d'emblée comme une particularité du progressisme, le distinguant du modèle politique garcien, bien plus autoritaire.

Figure n°1. Los quince diputados conservadores

El Zancudo, n°19, 6 avril 1889, p. 3.

Pour sa part, l'Église s'émeut de l'essor de la presse libérale de Guayaquil, sous le mandat de Flores. Ainsi, la revue catholique *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, publication officielle de l'Église, regrette le caractère mercantile des journaux guayaquiléniens : « Lo ordinario es que los periódicos sean el órgano oficial de un partido político; aunque muchas veces son empresas mercantiles, las que buscan el lucro y la ganancia en la publicación de una hoja periódica »[198]. Aux yeux de l'Église, cette presse agit uniquement par appât du gain. Afin

[198] « El periodismo », *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, n°51, avril 1890, p. 13.

de plaire à son public et d'augmenter ses ventes, elle s'adapte constamment aux opinons à la mode et serait donc incapable de défendre la vérité[199]. De son côté, l'évêque de Portoviejo, Pedro Schumacher, déplore l'apparition d'une presse à caractère commercial à Guayaquil et, surtout, d'une presse libérale qui se montre de plus en plus audacieuse depuis l'arrivée de Flores au pouvoir : « Estas tendencias anticristianas del periodismo liberal han llegado últimamente a ser tan evidentes que los voceros de la secta comienzan a declarar ellos mismos que no son ya católicos »[200].

2) La lutte ecclésiastique contre la presse libérale

L'Église voit dans le développement de la presse mercantile une stratégie libérale préparant le terrain pour une révolution et une prise de pouvoir. En effet, l'évêque d'Ibarra, Pedro González Calisto, craint non seulement une révolution sur le plan politique, mais également une « révolution dans les idées »[201]. Les évêques considèrent donc les écrits libéraux comme la plus grave menace pour la religion[202]. Ainsi, l'évêque de Loja, qui condamne par principe le discours libéral, précise désormais : « Más peligrosos, empero, son los escritos que se publican por los periódicos, hojas sueltas, folletos y libros; porque por tales medios se propina el error, la herejía, la impiedad, la blasfemia »[203]. Aux yeux de l'Église, la presse libérale cherche à séduire l'opinion pour appuyer des réformes destinées à saper les bases de son pouvoir, telles que le mariage civil, la sécularisation des institutions publiques, l'éducation laïque, la nationalisation des biens du clergé et l'expulsion des congrégations religieuses.

L'Église envisage une série d'actions, dont la première repose sur l'éducation. Le prêtre Daniel Ojeda appelle à renforcer l'instruction religieuse afin de contenir la progression des idées

[199] *Ibid*., p. 13-14.
[200] SCHUMACHER, Pedro, *Décima séptima carta pastoral del Ilmo. y Rmo. Sr. Obispo de Portoviejo*, Portoviejo, Imprenta del Seminario de San José, 1893, p. 8.
[201] « Pastoral del Ilmo. Sr. Obispo de Ibarra », *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, n°7, mai 1885, p. 452.
[202] OJEDA, Daniel, « Nuestro porvenir », *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, n°3, janvier 1885, p. 180-181 ; « Pastoral del Ilmo. Sr. Obispo de Ibarra », n°7, mai 1885, p. 453 ; et ORDÓÑEZ, José Ignacio, *XX Carta pastoral que el Ilmo. y Rmo. Señor Arzobispo de Quito dirige al clero y a los fieles de su Arquidiócesis*, Quito, Imprenta del clero, 1888, p. 3.
[203] « Pastoral del Ilmo. Sr. Obispo de Loja, sobre las malas lecturas y el liberalismo », *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, n°29, février 1887, p. 154.

impies : « Trabajemos, pues, de consuno, ahora que es tiempo, para procurar a nuestra República duradero y dichoso porvenir. En la escuela, en el colegio, en la casa, en el taller, en los círculos, en las sociedades… infundamos con perseverancia y en toda su pureza las ideas católicas »[204]. L'Église cherche alors à renforcer son monopole sur l'éducation. En 1888, les législateurs ecclésiastiques font approuver un projet de loi établissant des cours obligatoires de religion à l'Université pendant les deux premières années d'études[205]. Lorsque le sénateur libéral Alejandro Cárdenas critique le projet en signalant que ces cours peuvent détourner les étudiants de leur discipline principale, comme la médecine, l'évêque de Cuenca, Miguel León, affirme, au contraire, que l'étude la religion s'avère indispensable aux médecins : « Se pretende que los médicos no deben estudiar Religión; yo creo, por el contrario, que son los más necesitados de este estudio; porque son los más propensos al materialismo. Muy a menudo por conocer el cuerpo, se olvidan del alma, y caen en los errores monstruosos del darwinismo y otras doctrinas materialistas »[206]. Pour l'évêque León, combattre ces « doctrines monstrueuses » revient à lutter contre le libéralisme. Il ne perd pas de vue que les libéraux de la capitale comptent dans leurs rangs plusieurs professeurs ou anciens professeurs de médecine de l'Université centrale, comme Ascensio Gándara, Rafael Barahona, Miguel Egas ou Lino Cárdenas. À Guayaquil, une des grandes figures du libéralisme est Pedro José Boloña, vice-président de la Société de médecine du Guayas et doyen de la faculté de médecine de l'Université de Guayaquil.

Toutefois, l'Église est consciente que l'éducation à elle seule ne saurait suffire à contenir la progression des idées libérales. Tout au long de la période progressiste, elle décide également de condamner les écrits qui les diffusent. Elle rejette l'emploi de certains mots et expressions associés au libéralisme : « Libertad de pensamiento, libertad de conciencia, libertad de cultos, de imprenta, de enseñanza, de rebelión, soberanía popular, etc., etc.; todo esto es consecuencia de un mismo principio; esto es, de la autonomía e independencia de la humana razón, constituyéndose esta cuasi, y sin cuasi, sobre el mismo Dios, llegando hasta negarle »[207]. L'Église censure les écrits libéraux. En 1885, l'archevêque de Quito interdit l'essai *Siete*

[204] OJEDA, Daniel, « Nuestro porvenir », *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, n°3, janvier 1885, p. 180.
[205] *El Nacional*, n°461, 18 août 1888, p. 1955.
[206] « Cámara del Senado. Acta del día 1º de agosto », *El Nacional*, n°469, 30 août 1888, p. 1988.
[207] « Pastoral del Ilmo. Sr. Obispo de Loja, sobre las malas lecturas y el liberalismo », *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, n°29, février 1887, p. 156.

Tratados, de l'écrivain libéral Juan Montalvo, qui s'en prend au clergé[208]. En janvier 1887, l'évêque de Loja condamne l'opuscule du chef radical Luis Vargas Torres, qui défend la révolution de 1884 dirigée par Eloy Alfaro contre Caamaño[209].

Mais c'est la presse qui constitue la principale cible des autorités ecclésiastiques. Entre 1888 et 1889, l'évêque de Cuenca, Miguel León, interdit tour à tour les journaux de Peralta, *La Libertad, La Verdad, La Razón*. L'archevêque de Quito condamne *El Constitucional*, publié par Peralta à Quito[210]. Après l'interdiction des deux premiers journaux, Peralta exaspère Miguel León lorsqu'il commence à publier *La Razón*. Le 16 avril, 1889, l'évêque ne se contente pas de condamner le nouveau journal, il menace aussi d'excommunier tous ceux qui le possèdent, le lisent ou le diffusent. Il interdit également la lecture de tout texte provenant de la seule imprimerie libérale de Cuenca, *La Linterna*, de Rafael Torres, qui publie les journaux de Peralta. L'évêque León fait afficher l'interdiction sur la porte de la cathédrale de Cuenca[211]. Le lendemain, il menace d'excommunier tous ceux qui participent à la parution de *La Razón*, notamment les rédacteurs du journal et le propriétaire de l'imprimerie[212]. Il leur rappelle qu'ils doivent se soumettre à son autorité, qui lui a été conférée « par le Saint-Esprit lui-même »[213]. Rafael Torres, regrette qu'une autorisation préalable de l'évêque soit désormais nécessaire pour toute publication dans son imprimerie : « cúmpleme, pues, advertir al público que no me es permitido imprimir ni aun *tarjetas de visita*, si no viniese el borrador acompañado de la respectiva *licencia del Ordinario* »[214]. Quelques années plus tard, en 1893, l'administrateur apostolique de Guayaquil interdit la lecture des journaux *El Tiempo* et *El Radical*, dirigés par le journaliste libéral José de Lapierre et accusés d'attaquer la religion[215].

L'Église ne se contente pas de censurer les journaux libéraux : les législateurs ecclésiastiques soutiennent les restrictions à la liberté de la presse adoptées sous Caamaño. En 1886, le chanoine Manuel Páez se montre favorable à une loi permettant de poursuivre en justice les journalistes qui feraient l'apologie de la révolution et appelleraient à renverser l'ordre établi ;

---

[208] « Pastoral del Ilmo. Señor Arzobispo de Quito », *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, n°4, février 1885, p. 266.
[209] « Pastoral del Ilmo. Sr. Obispo de Loja, en que prohíbe la lectura de un folleto publicado por D. Luis Vargas Torres », *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, n°29, février 1887, p. 75-77. Cf. également chapitre 7, section I, 1.
[210] PERALTA, José, *Mis memorias políticas*, *op. cit.*, p. 48-49 et 59.
[211] *Diario Oficial*, n°47, 30 avril 1889, p. 379.
[212] *Ibid*.
[213] *Ibid*.
[214] *Ibid*., p. 380.
[215] *Diario Oficial*, n°92, 8 février 1893, p. 753-755.

en effet, selon lui, « los escritos sediciosos han preparado el campo revolucionario, pervirtiendo a las incautas inteligencias y envenenado los corazones »[216]. Lorsque, l'année suivante, les conservateurs cherchent à inclure dans la Constitution cette réforme, le prêtre Cornelio Crespo Toral affirme : « la absoluta libertad de pensamiento y de imprenta conduce a los pueblos a las revueltas y al indeferentismo religioso »[217]. Pour le clergé, il y a donc urgence à freiner la progression des idées libérales véhiculées par la presse.

Lorsque les journaux libéraux se multiplient sous le mandat de Flores, l'Église s'inquiète de la tolérance du nouveau président, qui contraste avec la détermination avec laquelle Caamaño combattait la presse libérale. Lorsqu'en 1890 l'évêque de Loja condamne le journal satirique *El gavilán* pour avoir moqué l'Église, il en saisit l'occasion également pour critiquer également l'indolence des autorités : « ¿Cómo un Gobierno que tiene a gloria llamarse católico, consiente y tolera que se insulte con tanto descaro a Nuestro Señor Jesucristo y sus ministros? »[218] Trois mois après l'arrivée de Flores au pouvoir, l'archevêque de Quito, José Ignacio Ordóñez, reproche implicitement au nouveau président de permettre la prolifération des publications attaquant l'Église. Il voit dans l'essor de la presse libérale le signe que la bataille finale entre les forces du bien et du mal approche. À ses yeux, les attaques des journaux libéraux contre l'Église « son los gritos de guerra contra la fe católica que profesáis, son los anuncios de la lucha que nos aguarda si queremos conservar entre nosotros la Sabiduría de Dios »[219].

Lorsque l'affaire de l'*Esmeralda*, affaire de corruption qui éclabousse le gouvernement de Cordero, éclate à Guayaquil, l'agitation libérale gagne l'ensemble de la Côte dans les premiers mois de 1895. À partir du mois de janvier, les journaux libéraux du port principal exigent la démission de Cordero. En février, les *montoneras*, dispersées sous Caamaño, attaquent Daule et Yaguachi, prennent progressivement le contrôle de la Côte et encerclent Guayaquil, qui proclame Eloy Alfaro Chef Suprême de la République, le 5 juin 1895[220]. Lorsque les *montoneras* réapparaissent en février, l'évêque de Riobamba, Arsenio Andrade, considère que Dieu a abandonné l'Équateur, notamment à cause du « desenfreno de una prensa impía que hace seis años está sembrando el escándalo y la discordia en la sociedad ecuatoriana »[221].

[216] « Cámara del Senado. Acta del 3 de julio », *El Nacional*, n°24, 13 juillet 1886, p. 93.
[217] « Cámara de Diputados. Acta del 11 de julio », *El Nacional*, n°273, 16 août 1887, p. 1216. Cf. également chapitre 8, section II, 3.
[218] « Pastoral del Ilmo. Señor Obispo sobre los tenebrosos planes de la francmasonería contra el catolicismo », *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, n°53, juin 1890, p. 185.
[219] ORDÓÑEZ, José Ignacio, *XX Carta pastoral*, *op. cit.*, p. 3.
[220] Cf. chapitre 9, sections I et II.
[221] « Carta Pastoral del Ilmo. Sr. Obispo de Riobamba, sobre el ayuno cuadragesimal », *Boletín eclesiástico*, n°14, 30 mars 1895, p. 152.

Autrement dit, il fait coïncider le début de l'essor de la presse libérale avec l'arrivée au pouvoir d'Antonio Flores. Il l'accuse implicitement de s'être montré trop complaisant envers les journaux libéraux et d'être responsable de l'agitation révolutionnaire qui commence à régner en 1895. Le journal catholique *El Industrial* tient un discours semblable : « He aquí los frutos de dejar en amplia libertad a la prensa radical, cuyo tema no es otro que la anarquía »[222]. Pour sa part, après la proclamation d'Alfaro à Guayaquil, le journal conservateur *El Pueblo*, publié à Quito de juin à août 1895, accuse clairement les progressistes d'avoir préparé l'avènement du libéralisme en permettant une « liberté absolue de la presse »[223].

3) La multiplication des polémiques entre les journalistes libéraux et l'Église

L'Église s'efforce de combattre les principes défendus par la presse libérale ou dans les opuscules d'intellectuels radicaux, tels Felicísimo López, notamment le principe de la souveraineté populaire. En 1886, l'évêque León la condamne au Sénat. À ses yeux, la liberté « no es el fruto de la mentida soberanía popular. El pueblo no puede ser soberano, porque está ordenado a obedecer. […] Los mismos filósofos impíos, en sus momentos de franqueza, se burlan de la soberanía popular: Voltaire decía: "no me gusta el gobierno de la canalla" »[224]. Un manuel d'instruction morale rédigé par l'évêque de Portoviejo, publié en 1890, condamne également le principe de la souveraineté populaire[225]. Il insiste, au contraire, sur l'origine divine de la souveraineté. Les autorités publiques sont les représentants de Dieu sur terre : « el mismo Dios ha establecido las potestades públicas, porque los gobernantes representan a Dios y son sus ministros. […] Los revolucionarios atacando a la autoridad pública atacan al mismo Dios »[226]. L'évêque de Loja tient un discours semblable. Dans une lettre pastorale de 1885, il définit ce que l'on pourrait appeler une République de droit divin, c'est-à-dire un régime républicain dont les autorités seraient les dépositaires de la souveraineté divine : « Debemos mirar, respetar y obedecer a las autoridades legítimamente constituidas y reconocidas por la

[222] « Crónica », *El Industrial*, n°120, 23 février 1895, p. 3.
[223] « Frente a frente », *El Pueblo*, Quito, n°3, 11 juin 1895, p. 1.
[224] « Cámara del Senado. Acta del 6 de agosto », *El Nacional*, n°84, 24 septembre 1886, p. 340.
[225] SCHUMACHER, Pedro, *La Sociedad civil cristiana, principios de política católica. Compendio de enseñanza moral para las escuelas primarias*, Guayaquil, Imprenta de Gómez Hermanos, 1890, p. 7-8, 11 et 19-20.
[226] *Ibid.*, p. 16-17.

República, como establecidas por Dios y representantes suyos; y por consiguiente, desobedecerlas y despreciarlas, es desobedecer y negar el respeto al mismo Dios »[227]. Si l'Église s'emploie à combattre le principe de la souveraineté populaire, c'est parce qu'elle y voit un moyen pour les libéraux de justifier la révolution. De leur côté, les intellectuels libéraux défendent le principe de la souveraineté populaire, la Déclaration des droits de l'Homme de 1789, une liberté de la presse sans restrictions et la dépolitisation du clergé qui, à ses yeux, ne doit pas intervenir dans les affaires publiques mais se concentrer sur ses fonctions spirituelles.

Ainsi, le progressisme correspond à une période d'intenses débats idéologiques entre le clergé et les intellectuels libéraux, dont la polémique entre Felicísimo López et l'évêque de Portoviejo illustre la virulence. L'affrontement entre les deux hommes se prolonge pendant près de huit ans, de 1889 à 1897. López est un médecin originaire de Manabí, journaliste, franc-maçon, ami d'Alfaro et une des principales figures politiques de la province. À partir de 1889, il se lance dans une polémique avec l'évêque Schumacher par journaux et opuscules interposés. Un des nombreux journaux libéraux fondés à Guayaquil après l'arrivée de Flores au pouvoir, *El Pueblo*, publie un article intitulé « Alianzas funestas » qui considère l'alliance entre l'Église et l'État comme l'antichambre de l'absolutisme et défend les droits de l'Homme comme base d'un ordre politique juste[228]. Dès la première page, le journal dit défendre le programme du courant libéral, dont un des objectifs est le développement d'une instruction supérieure fondée sur les principes de la philosophie expérimentale afin de combattre la propagande ultramontaine[229]. Dans sa neuvième lettre pastorale, l'évêque de Portoviejo condamne le journal, en l'accusant de déclarer la guerre à l'Église et de diffuser des idées impies. À ses yeux, *El Pueblo* défend le darwinisme, qu'il ne nomme pas explicitement, mais qu'il condamne en le présentant comme une science sans Dieu[230]. Il ne considère pas la science incompatible avec la foi et souligne, au contraire, le rôle des jésuites allemands de l'École polytechnique dans le développement de la science en Équateur. Cependant, selon l'évêque, cette dernière doit avoir pour limite la vérité révélée[231]. La lettre pastorale condamne, plus largement, le libéralisme et la franc-maçonnerie.

[227] « Fray José María Masià y Vidiella, al venerable clero y fieles de nuestra diócesis », *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, n°3, janvier 1885, p. 201.
[228] « Alianzas funestas », *El Pueblo*, Guayaquil, n°1, 2 février 1889, p. 2.
[229] *El Pueblo*, Guayaquil, n°1, 2 février 1889, p. 1.
[230] SCHUMACHER, Pedro, *Novena carta pastoral del Ilmo. y Rmo. Sor. Obispo de Portoviejo*, Portoviejo, Imprenta del Seminario de San José, 1889, p. 3-7.
[231] *Ibid.*, p. 7-8.

Felicísimo López prend fait et cause pour *El Pueblo* dans une lettre ouverte et anonyme adressée à l'évêque de Portoviejo, *Carta al pastor*. Il soutient les propos du journal et affirme que la religion et la politique doivent être deux sphères indépendantes. Il défend la science moderne et le darwinisme, quoique sans le nommer[232]. Il cite abondamment la Bible pour montrer les inconséquences de l'évêque. Schumacher répond dans sa dixième lettre pastorale. Il refuse de commenter le contenu de la *Carta al pastor* et se limite à appeler ses diocésains à choisir : « escoged, pues, si cabe elección, entre la purísima doctrina de la santa Iglesia Católica, y el lodo vil que esa ignorante publicación os brinda »[233]. Il conclut en signalant que si l'auteur de la *Carta al pastor* croit au darwinisme, il est légitime de l'appeler « ni más ni menos, hijo de una bestia de nuestros bosques! »[234].

Six mois plus tard, le 18 janvier 1890, l'évêque de Portoviejo interdit dans les écoles de son diocèse l'usage d'un manuel sur les droits de l'Homme publié en 1882 à Portoviejo et rédigé par Felicísimo López, *Compendio de los derechos del hombre en sociedad para uso de las escuelas primarias*. Ce dernier, alors installé à Chone, envoie une lettre au *Diario de avisos*, publiée le 2 avril, sous le pseudonyme Juan Zisca, où il critique la décision de Schumacher et reproduit le contenu du manuel. Il regrette « los deplorables efectos que estamos palpando del exclusivo predominio que se ha dado a la secta católica en nuestra Carta Fundamental. […] Si esto prohíbe un Obispo que se cree con autoridad omnímoda, nos declaráramos, señor Director, en plena teocracia »[235]. López demande la réforme de l'article 13 de la Constitution, qui définit le catholicisme comme la seule religion reconnue et oblige les pouvoirs publics à la protéger et à la faire respecter.

La riposte ecclésiastique est immédiate. La même année, Schumacher rédige et publie un manuel scolaire d'instruction morale destiné à représenter une alternative au manuel de López sur les droits de l'Homme[236]. Le 15 avril, l'archevêque Ordóñez condamne l'article de López dans le *Diario de avisos*. Il formule trois chefs d'accusation contre l'auteur : celui-ci ne reconnaît pas l'autorité des évêques, habilités à désigner les manuels d'éducation morale et religieuse ; en traitant la religion catholique de « secte », il refuse son statut de seule religion

[232] Un diocesano, *Carta al pastor Ilustrísimo y Reverendísimo Obispo de Portoviejo señor D. Pedro Schumacher*, Guayaquil, Imprenta comercia, 1889, p. 6 et 16-18.
[233] SCHUMACHER, Pedro, *Décima carta pastoral del Ilmo. y Rmo. Sor. Obispo de Portoviejo*, Portoviejo, Imprenta del Seminario de San José, 1889, p. 9-10.
[234] *Ibid.*, p. 10.
[235] « Interior », *Diario de avisos*, n°627, 2 avril 1890, p. 2.
[236] SCHUMACHER, Pedro, *Política católica. Compendio de enseñanza moral para las escuelas primarias*, *op. cit.*

véritable et commet « una verdadera blasfemia heretical »[237] ; enfin, il défend les droits de l'Homme, condamnés par l'Église[238]. Quelques semaines plus tard, le prêtre Cornelio Crespo Toral condamne également les droits de l'Homme[239].

L'évêque de Portoviejo parvient à convaincre le procureur de Guayaquil de porter plainte contre le *Diario de avisos*. López décide alors de reconnaître ouvertement la paternité de l'article pour éviter au journal d'être poursuivi, ainsi que celle de la *Carta al pastor*. Le procureur accuse López de s'opposer aux mandats des autorités ecclésiastiques, de discréditer le gouvernement en le qualifiant de « théocratie » et d'appeler la religion catholique une « secte »[240]. Connaissant désormais l'identité de l'auteur, Schumacher excommunie López en novembre 1890. Ce dernier écrit une lettre ouverte au nonce apostolique pour lui signaler l'injustice de son excommunication, remettre en cause la légitimité de Schumacher et lui demander de le destituer[241]. Il ne recevra aucune réponse. Le procès contre López débute en janvier 1891 à Guayaquil. L'avocat libéral Emilio Arévalo, qui s'est déjà illustré en défendant le chef radical Luis Vargas Torres en 1887[242], prend en charge la défense de López. Il réussit à convaincre le juge de l'acquitter.

Toutefois, la polémique est loin d'être terminée. Après le procès, López quitte Manabí et s'installe à Guayaquil. En affrontant directement le redoutable évêque de Portoviejo, il est devenu un des intellectuels les plus éminents aux yeux des cercles libéraux du port principal. Dès son arrivée, il est nommé rédacteur en chef du *Diario de avisos*. Une fois à Guayaquil, il fait publier un opuscule sur l'état de la province de Manabí. Dans cet ouvrage, il accuse García Moreno d'avoir voulu mettre la province à feu et à sang pour la discipliner, le clergé local d'avoir négligé l'instruction publique et l'évêque d'avoir détourné les fonds ecclésiastiques[243]. Schumacher se trouve à ce moment à Quito. C'est donc le vicaire capitulaire du diocèse, Luis

[237] « Auto de censura del núm. 617 del *Diario de avisos* y del *Compendio de los derechos del hombre en sociedad* », *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, n°52, mai 1890, p. 114.
[238] *Ibid*.
[239] CRESPO TORAL, Cornelio, « Libertad de pensamiento », *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, n°54-55, juillet-août 1890, p. 236-238.
[240] ARÉVALO, Emilio, *Defensa del Sr. Dr. Emilio Arévalo en favor del Sr. Dr. Felicísimo López, sindicado por causa religiosa*, Guayaquil, Imprenta comercial, 1891, p. 3-4.
[241] LÓPEZ, Felicísimo, « Carta petitoria al Excmo. Sr. Delegado Apostólico Monseñor José Macchi », *Diario de avisos*, n°827, 9 décembre 1890, p. 2.
[242] Cf. chapitre 8, section II, 1.
[243] LÓPEZ, Felicísimo, *La provincia de Manabí en 1891*, Bahía de Caráquez, Imprenta de *El Eco del pueblo*, 1892, p. 17-18, 20-21, 28 et 31-37.

Gómez de la Torre, qui prend le relai. Il réfute les affirmations de López, qu'il accuse d'agir uniquement par haine de l'Église[244].

Malgré l'hostilité du clergé, López est élu sénateur de la province d'Esmeraldas en 1893. Toutefois, ses opposants déposent une plainte auprès de la cour provinciale de justice pour faire annuler son élection. Avant même que le procès aboutisse, le Sénat, réuni en juin 1894, décide d'exclure López au prétexte qu'il a été excommunié. Schumacher se félicite de cette décision[245]. L'affrontement se prolonge au-delà du triomphe de la Révolution libérale, en 1895. En 1896, l'évêque de Portoviejo, réfugié à Pasto, publie un ouvrage, *¿Teocracia o demonocracia? ¿Cristo o Lucifer? ¿Quién ha de vencer? ¡Quién como Dios!*, où il défend la mémoire de García Moreno et attaque Alfaro avec virulence[246]. López le réfute quelques mois plus tard[247], mais Schumacher ne répond pas : il est occupé à organiser des guérillas contrerévolutionnaires avec les conservateurs exilés au sud de la Colombie.

La polémique entre López et Schumacher révèle que l'Église n'est pas encore prête à négocier avec la nouvelle donne libérale, malgré la chute du régime garcien. Elle est prête à exclure de l'espace public tous ceux qui, à ses yeux, représentent un obstacle à la construction de la Jérusalem céleste et une menace contre les fondements de la République du Sacré Cœur, hérités de la période conservatrice. Les membres du clergé ont recours aux lettres pastorales, à la presse catholique, comme la revue *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, à la publication d'opuscules destinés à réfuter les intellectuels libéraux, aux excommunications, mais aussi à la justice le cas échéant. Si les intellectuels libéraux, à l'instar de Felicísimo López, n'hésitent plus à affronter le clergé, c'est en raison du climat de tolérance instauré par les autorités progressistes.

Flores se montre soucieux de respecter la liberté de la presse tout au long de son mandat. D'une certaine façon, en permettant au courant libéral de diffuser plus facilement et largement ses idées, il contribue à son expansion et à sa stabilisation dans le paysage politique national. Le président est favorable à une presse vigoureuse, parce qu'il y voit un moyen de faire émerger

[244] GÓMEZ DE LA TORRE, Luis, *Un escrito masónico, o sea el folleto de Felicísimo López*, Portoviejo, Imprenta del Seminario de San José, 1892, p. 2-3.
[245] Cf. chapitre 8, section III, 2.
[246] SCHUMACHER, Pedro, *¿Teocracia o demonocracia? ¿Cristo o Lucifer? ¿Quién ha de vencer? ¡Quién como Dios!*, Pasto, Imprenta de la diócesis, 1896.
[247] LÓPEZ, Felicísimo, *Réplica al ex-obispo de Portoviejo. "¿Teocracia o demonocracia?"*, Guayaquil, Imprenta Guayaquil, 1897.

une opinion publique au sens moderne du terme, capable d'exiger des comptes aux pouvoirs publics. Ainsi le ministre de l'Intérieur de Flores, Agustín Guerrero, affirme-t-il : « El gobierno considera normal recibir críticas por parte de la prensa y, en respuesta, rendir cuentas a la opinión pública sobre su accionar »[248]. Cette politique de tolérance alarme pourtant l'Église et les conservateurs. Le ministre de la Justice de Flores, Elías Laso, reconnaît que les efforts du gouvernement pour respecter et faire respecter la liberté de la presse le font apparaître comme responsable des « débordements de la presse »[249]. Or, selon Laso, ces excès sont le prix à payer dans un régime républicain fondé sur le respect des libertés publiques et la séparation des pouvoirs : « el Ejecutivo [tiene el deber] de respetar la Constitución y no pretender extralimitarse reprimiendo administrativamente aquello que la ley no ha reprimido, o asumiendo propias las atribuciones del poder judicial »[250]. Pour consolider l'idéal de cette République reposant sur les libertés publiques et la séparation des pouvoirs, les progressistes défendent également le principe de la liberté d'association. Ils tiennent à ce que chaque courant politique puisse non seuelement diffuser ses idées à travers la presse, mais s'organiser au sein de sociétés politiques.

II) Le premier système de « partis » politiques

Après la disparition de García Moreno, quelques sociétés politiques voient le jour en Équateur, mais elles demeurent éphémères. Elles ne dépassent pas quelques mois sous le mandat de Borrero, entre 1875 et 1876. Les deux principales organisations créées à l'époque sont la Société anti-conservatrice de Cuenca, dirigée par Luis Cordero, Ramón Borrero et Benigno Malo, qui rassemble les libéraux-catholiques hostiles au gracianisme et au libéralisme radical ; et la Société républicaine, fondée à Quito par des libéraux tels que Juan Montalvo. Les

[248] *Informe del Ministro de lo Interior y Relaciones exteriores al Congreso ordinario de 1892*, Quito, Imprenta del gobierno, 1892, p. 36.
[249] *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos, Instrucción pública, Justicia, Beneficencia y Caridad y Estadística al Congreso constitucional de 1892*, Quito, Imprenta del gobierno, 1892, p. 62.
[250] *Ibid*.

conservateurs, démoralisés par la disparition de la figure tutélaire de García Moreno, ne se dotent pas d'une société politique, mais leurs principaux dirigeants, Juan León Mera, Camilo Ponce et Pablo Herrera, créent en 1876 le journal *La Civilización católica*, qui combat résolument le président. Cette ébauche de système politique tripartite disparaît lors du coup d'État de 1876 par Veintemilla. En effet, l'Armée devient alors l'arbitre des combats politiques et les sociétés fondées sous Borrero disparaissent toutes.

Une fois le progressisme au pouvoir, en revanche, les conditions demeurent favorables à l'émergence d'organisations politiques plus pérennes. La Constitution de 1884 confirme l'abolition du suffrage censitaire. Il avait été supprimé une première fois en 1861, mais l'Assemblée constituante de 1878 l'avait partiellement rétabli pour définir les conditions permettant de se porter candidat à un suffrage. En 1884, tout critère pécuniaire disparaît définitivement, tant pour les prérequis à une candidature qu'à l'obtention du droit de vote. L'abolition du suffrage censitaire permet un élargissement du corps électoral à des couches moyennes de la société équatorienne, notamment aux artisans. Par ailleurs, rappelons-le, le progressisme correspond à une période de relative stabilité politique. C'est la première fois dans l'histoire de l'Équateur que deux mandats présidentiels consécutifs arrivent à leur terme dans le cadre d'une même Constitution, celui de Caamaño en 1888, et celui de Flores en 1892. En outre, pendant toute la période progressiste, le Parlement se réunit avec régularité, d'abord tous les ans, en 1885, 1886, 1887 et 1888, puis tous les deux ans, en 1890, 1892 et 1894. De 1883 à 1895, les élections sont nombreuses et régulières. Les conseils municipaux sont renouvelés par moitié chaque année ; les élections législatives ont lieu tous les deux ans, en 1884, 1887, 1889, 1891, 1893 et 1895, les vice-présidentielles tous les quatre ans, en 1886, 1890 et 1894, ainsi que les présidentielles, en 1888 et 1892[251]. Certaines élections donnent lieu à des affrontements violents faisant des victimes, comme les présidentielles de 1888 et les municipales de 1891, notamment à Guayaquil dans les deux cas. Cependant, elles se déroulent, le plus souvent, dans des conditions sereines.

Profitant de la stabilité politique de la période progressiste, et afin d'encadrer un électorat plus nombreux depuis 1861, fréquemment convoqué aux urnes, les trois principaux courants, conservateur, progressiste et libéral, tentent de se structurer par le biais d'organisations permanentes spécifiquement consacrées à la lutte politique dans le cadre de la participation

[251] Des élections présidentielles anticipées sont organisées en mai 1895, pour désigner le successeur de Cordero, après sa démission, le 16 avril, mais elles se soldent par un échec. La participation est faible et les élections n'ont lieu que dans certaines provinces. Cf. chapitre 9, section II, 1.

électorale[252]. Deux types d'organisations voient le jour : les sociétés politiques et les clubs électoraux[253]. Ces derniers sont plus éphémères. Il s'agit de groupes dédiés, qui se constituent ponctuellement dans un cadre local, le temps d'une élection, pour soutenir une candidature[254]. La société politique, en revanche, aspire à devenir une organisation permanente. Elle adopte un programme et un règlement intérieur, désigne le ou les candidats qu'elle veut voir la représenter à chaque élection, et cherche à s'établir au niveau national, avec des branches provinciales, municipales et même à l'échelon de la *parroquia*, l'unité administrative la plus petite. À la fin des années 1880, trois grandes société politiques voient le jour en Équateur : la Société catholique-républicaine, créée par les conservateurs une première fois en 1885, dissoute puis rétablie en 1888 ; l'Union républicaine, progressiste, fondée en 1889 puis remplacée par la Société nationale et la Société patriotique, en 1891 ; et la Société républicaine libérale de Quito, créée en 1888, qui devient, en 1890, le Parti libéral.

Malgré cette tentative d'organisation et de rationalisation de la vie politique, le système qui émerge sous la période progressiste ne peut pas encore être qualifié de moderne. Il n'existe pas de campagne électorale officielle, réglementée par l'État. En outre, il est mal vu que les candidats fassent campagne eux-mêmes. Ainsi, le journal *El Progreso* condamne ceux qui ont cherché à promouvoir leur propre candidature aux élections municipales de décembre 1884 à Cuenca. Il trouve scandaleux « el trabajar ciertos candidatos por sí mismo. Esto último señaladamente es indecoroso: y, sostenedores incansables de la pureza y dignidad del sufragio, nos veremos, si el caso se repite, […] en la necesidad de dar a la estampa los nombres de los que a sí mismos se favorecen »[255]. Il arrive alors que des notables soient élus, même s'ils ne se sont jamais portés candidats et alors même qu'ils se trouvent à l'étranger, à l'instar d'Antonio Flores, qui vit en Europe depuis 1884 lorsqu'il est élu président en 1888[256]. L'animation de la campagne électorale incombe alors aux sociétés politiques. Elles ont notamment recours à la presse pour défendre leur candidat. Elles établissent également des actes de candidature qu'elles font signer par des dizaines ou des centaines de *vecinos* de plusieurs localités du pays, pour montrer la légitimité de leur candidat. En revanche, lors des campagnes, les sociétés politiques

[252] AYALA MORA, Enrique, *Lucha política y origen de los partidos en Ecuador*, *op. cit.*, p. 236.
[253] *Ibid.*, p. 237.
[254] QUINTERO, Rafael, *El mito del populismo. Análisis de los fundamentos del Estado ecuatoriano moderno (1895-1934)*, Quito, FLACSO, p. 110.
[255] « Crónica », *El Progreso*, n°15, 11 janvier 1885, p. 3.
[256] Depuis fin 1887, Flores prévient qu'il compte refuser la présidence s'il est élu. Cependant, il remporte les élections à une très large majorité, avec presque 30 000 voix, alors qu'Eloy Alfaro, n'en reçoit que 800. Flores n'accepte la présidence qu'en raison de l'insistance du Saint-Siège et de ses proches, dont son beau-frère, le président Caamaño ; JIMENEZ DE LANDIVAR, Diana, *art. cit.*, p. 276-286.

ne présentent pas de programme gouvernemental précis, mais se limitent à défendre un ensemble de principes généraux. Par ailleurs, elles ne mobilisent qu'un nombre réduit de personnes, dans la mesure où le corps électoral reste restreint. En outre, la discipline de parti est encore inexistante, comme le montrent les déchirements du Parti libéral lors de la campagne présidentielle de 1891 et 1892[257]. Le fonctionnement des sociétés politiques se distingue donc de celui des partis politiques à proprement parler. Aussi, dans ce travail, emploierons-nous le terme « parti » non pas au sens moderne du terme, mais tel qu'il était utilisé pendant le progressisme : un courant relativement structuré autour des premières organisations politiques permanentes. Trois « partis » voient le jour entre 1883 et 1895 : le conservateur, le progressiste et le libéral.

1) Le fractionnement du conservatisme

Comme le signalent Démelas et Saint-Geours, en raison de ses contradictions, l'État garcien, est incapable de fonctionner après la disparition de son tuteur[258]. Juan León Mera, pourtant admirateur de García Moreno, lui reproche de ne pas avoir organisé un courant conservateur suffisamment structuré pour poursuivre son projet de modernisation catholique[259]. En 1883, face à la poussée du libéralisme radical sur le Littoral, Mera cherche à combler ce vide en créant une organisation rassemblant tous les catholiques, conservateurs ou libéraux, afin d'éviter de reproduire les divisons qui, en 1876, ont permis le triomphe de Veintemilla, alors soutenu par la plupart des libéraux. Rappelons que le premier président « progressiste », Antonio Borrero, au pouvoir de 1875 à 1876, comptait sur l'appui des libéraux modérés, comme la famille Gómez de la Torre ou Luis Cordero, qui avait même fondé avec d'autres partisans de Borrero une « Société anti-conservatrice » à Cuenca. Or, les conservateurs ultramontains se sont isolés en cherchant systématiquement à déstabiliser Borrero dans les mois qui ont précédé sa chute. Ce faisant, ils ont permis à Veintemilla de prendre la pouvoir.

En 1883, tirant les leçons des déchirements de 1876, les conservateurs ultramontains et modérés se rassemblent ; ils sont rejoints par les libéraux catholiques. Ensemble, ils forment la Société

[257] Cf. ci-dessous, section II, 2, et chapitre 8, section II, 2.
[258] DEMELAS, Marie-Danielle et SAINT-GEOURS, Yves, *op. cit.*, p. 178.
[259] CORDERO, Rafael, *art. cit.*, p. 244.

républicaine, également appelée Parti républicain. À l'initiative de Mera, les terroristes, bien que toujours attachés à la figure de García Moreno, acceptent d'abandonner le qualificatif de « conservateur », qui crée des résistances parmi les libéraux catholiques. La nouvelle société prend le nom de « républicaine », adjectif bien plus consensuel. En effet, à la fin du XIXe siècle, le régime républicain, en tant que système politique non monarchique, fondé sur des élections régulières, le respect des libertés publiques et l'alternance politique, fait l'unanimité au sein de tous les courants, conservateur, progressiste et libéral. La Société républicaine permet ainsi de réunir des conservateurs garciens, tels Juan León Mera et Camilo Ponce, des conservateurs modérés, comme Antonio Flores et Francisco Javier Salazar, et des libéraux-catholiques, parmi lesquels Ramón Borrero et Luis Cordero.

Mera rédige un programme pour la nouvelle société, publié pour la première fois le 18 août 1883, dans le journal conservateur *La República*, fondé à Quito quelques mois auparavant[260]. Le programme est le résultat de concessions aux conservateurs modérés et aux libéraux-catholiques : selon le premier article, Dieu représente l'origine de la souveraineté, mais la nation seule en est dépositaire. C'est un équilibre entre les positions terroristes, qui défendent l'origine divine de la souveraineté, et modérées, qui acceptent le principe de la souveraineté populaire. Le programme signale également l'urgence de renégocier la dette extérieure, mesure réclamée par Antonio Flores depuis 1875 ; il exige le respect de ce que les progressistes appellent les « libertés modernes »[261], telles la liberté d'association et de la presse, malmenées sous García Moreno ; enfin, il appelle à moderniser le système fiscal, notamment pour réduire la charge tributaire des agriculteurs. C'est une allusion voilée et prudente à la dîme, que tous les courants, sauf les conservateurs ultramontains, tiennent pour un obstacle au développement de l'agriculture. Il s'agit donc d'un texte de compromis, qui se limite à énoncer quelques principes vagues permettant d'attirer des hommes aux orientations politiques diverses, des conservateurs terroristes aux libéraux modérés.

Le premier objectif de la Société républicaine est de remporter les élections à l'Assemblée constituante, prévues en septembre 1883. Elle obtient un large succès, en obtenant la majorité des voix dans la province de Los Ríos et dans la *Sierra*, sauf dans les provinces du Tungurahua et de León, où le courant libéral est solidement implanté. Même si les libéraux l'emportent dans les provinces d'Esmeraldas, de Manabí et du Guayas, sur le Littoral, la Société républicaine obtient une majorité confortable à l'Assemblée constituante. Par ailleurs, à partir de 1884, la

[260] « Programa del Partido Republicano », *La República*, n°18, 18 août 1883, p. 1-2. Cf. annexe n°2.
[261] « Prospecto », *El Independiente*, Guayaquil, n°1, 31 octobre 1891, p. 2.

lutte contre les *montoneras* devient la priorité de toutes les fractions conservatrices, faisant passer les divergences au second plan. Le maintien d'une organisation cherchant à préserver l'unité des courants conservateurs semble donc moins nécessaire. De fait, ils se voient déjà unis par la lutte commune contre le libéralisme radical. La Société républicaine ne se réunit donc plus à partir de 1884.

Cependant, certaines tensions au sein de cette coalition commencent à apparaître à partir de 1885. Dans une lettre pastorale collective, les évêques équatoriens condamnent le libéralisme catholique, qu'ils pensent voir poindre dans certaines décisions du progressiste Caamaño[262]. En effet, tout en s'efforçant de maintenir de bonnes relations avec l'Église et en recourant à des méthodes garciennes pour réprimer les *montoneras*, Caamaño mène une politique économique que ne renieraient pas les libéraux : « Caamaño se apartó de la política conservadora respecto del crédito público, las restricciones a las importaciones, la construcción de obras de infraestructuras. De esta manera se consolidó una nueva alternativa política, represiva, es verdad, pero con marcados ribetes liberales »[263]. Les conservateurs cherchent alors à prendre leurs distances avec les progressistes. Ils décident de créer une nouvelle organisation, la Société catholique-républicaine, le 15 août 1885. Elle est formée surtout de conservateurs garciens et de membres du clergé, comme l'évêque de Cuenca, Miguel León, et les curés José Ochoa León et Félix Proaño[264].

À première vue, la fondation de la Société catholique-républicaine ne semble pas encore marquer de rupture entre les progressistes et les conservateurs. Elle n'est pas perçue, à l'époque, comme le signe d'un fractionnement de l'alliance entre les deux courants. Quelques progressistes participent à sa création, tels Elías Laso, par la suite ministre d'Instruction publique d'Antonio Flores, de 1888 à 1892, Benjamín Chiriboga et Ramón Samaniego, à Quito[265], ou José Rafael Arízaga à Cuenca[266]. Certains gouverneurs des provinces rejoignent même la nouvelle Société, comme Francisco Moscoso, gouverneur de l'Azuay, élu président de la section de Cuenca[267]. De son côté, la presse progressiste salue la création de la Société catholique-républicaine et de ses branches provinciales[268]. Comme en 1883, pour attirer les

[262] « Carta pastoral que los obispos del Ecuador, reunidos en Concilio provincial, dirigen a sus diocesanos », *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, n°11, septembre 1885, p. 149 et 151.
[263] AYALA MORA, Enrique, *Lucha política y origen de los partidos en Ecuador*, *op. cit.*, p. 298-299.
[264] « Sociedad católica-republicana », *El Porvenir*, n°22, 11 septembre 1885, p. 129.
[265] *Ibid*.
[266] « Sociedad católico-republicana en Cuenca », *El Progreso*, n°37, 31 octobre 1885, p. 2.
[267] « Revista nacional », *El Progreso*, n°35, 8 octobre 1885, p. 2.
[268] *Ibid*.

progressistes, l'adjectif « conservatrice » est à nouveau exclu du nom de la nouvelle organisation[269]. Toutefois, après sa création, elle reste relativement inactive ; elle ne présentera d'ailleurs aucun candidat aux élections présidentielles de 1888. En somme, elle ne saurait être tenue pour un foyer d'opposition au progressisme.

Néanmoins, sa création marque le début d'un distancement des conservateurs ultramontains vis-à-vis du pouvoir progressiste. La nouvelle Société n'est plus simplement « républicaine », comme celle de 1883, mais également « catholique », adjectif qui semble indiquer une orientation plus conservatrice. D'ailleurs, la Société catholique-républicaine reprend le programme de 1883, mais dans un sens plus restrictif. En effet, elle en élimine les deux premiers articles. Le premier point du programme de 1883 désignait la nation comme le dépositaire de la souveraineté ; dans le deuxième, les fondateurs de la Société se définissaient avant tout comme républicains puis, dans le troisième, comme catholiques. En supprimant les deux premiers articles, les membres de la Société catholique-républicaine éliminent de leur programme toute référence à la souveraineté nationale et se définissent non plus à la fois comme républicains et catholiques, mais avant tout comme catholiques[270]. Ces deux modifications suggèrent la volonté d'un retour à l'orthodoxie idéologique conservatrice. De fait, la nouvelle société rassemble avant tout les conservateurs ultramontains, qui se lanceront dans une opposition résolue à Antonio Flores, dès son investiture en 1888. Plusieurs progressistes avaient participé à la création de la Société catholique-républicaine en 1885 parce qu'ils pensaient se reconnaître dans ses valeurs et ses principes. Mais, à partir de 1888, face à l'opposition conservatrice contre Flores, ils décident de se doter de leur propre organisation.

Lorsque Flores arrive au pouvoir en 1888, un relatif climat de paix prévaut dans le pays, après la dispersion des *montoneras* par Caamaño. Il permet à Flores d'appliquer le cœur du programme progressiste, notamment sur le plan économique : le remplacement de la dîme, la renégociation de la dette extérieure, la construction de chemin de fer avec des capitaux étrangers. Ce sont autant de projets qui inquiètent les conservateurs[271]. Leurs divergences avec les progressistes deviennent de plus en plus manifestes et la rupture de la mouvance conservatrice, entre ultramontains farouchement opposés à Flores et modérés disposés à appuyer le progressisme, semble consommée. Dans ces conditions, chacun des deux courants crée sa propre organisation.

---

[269] AYALA MORA, Enrique, *Lucha política y origen de los partidos en Ecuador*, *op. cit.*, p. 288.
[270] « Programa de la Sociedad católica-republicana », *El Porvenir*, n°22, 11 septembre 1885, p. 129.
[271] Cf. chapitre 3, section III ; chapitre 4, section II, 3 ; et chapitre 7, section III.

En novembre 1888, les conservateurs rétablissent la Société catholique-républicaine, fondée en 1885, mais inactive depuis[272]. Julio Enríquez en devient le président, jusqu'à son décès, en 1894. La nouvelle Société catholique-républicaine rejette le libéralisme sous toutes ses formes : le radicalisme, le libéralisme modéré et le libéralisme-catholique[273]. Le journal conservateur, *Semanario popular*, fondé par Mera en 1888, devient le porte-parole de la nouvelle Société catholique-républicaine. Cette organisation fait désormais partie de l'opposition. Elle combat les projets de réforme de Flores, notamment le remplacement de la dîme. En 1891, elle décide même de présenter son propre candidat aux élections présidentielles qui se tiennent en 1892, Camilo Ponce.

De leur côté, les progressistes fondent à leur tour leur propre organisation, l'Union républicaine, le 27 janvier 1889. Elle est dirigée par deux proches de Flores : le général Agustín Guerrero, qui en devient le président, et Eloy Proaño y Vega, le secrétaire. Guerrero est une figure clé du progressisme : il a été membre du pentavirat en 1883 puis vice-président de la République de 1884 à 1886. Proaño y Vega, ancien terroriste, soutien de Flores à la Chambre des députés en 1888, est nommé secrétaire du président à la fin de la même année. Flores ne veut pas apparaître comme le principal artisan de la création de l'Union républicaine, mais sa correspondance avec Juan León Mera montre qu'il en est bien à l'origine[274]. José Peralta ne s'y trompe pas : il considère Flores comme le véritable fondateur du parti progressiste[275]. Flores aspire à créer une organisation « néo-conservatrice »[276] cherchant à s'éloigner du courant ultramontain, tout en rejetant le libéralisme radical, afin de représenter un conservatisme moderne, où politique et religion seraient clairement séparés, et disposé à des concessions envers les libéraux[277]. Afin de mettre en avant la modération de ses positions, Flores fait publier dans le journal officiel un article affirmant que son programme gouvernemental reprend celui de la Société républicaine de 1883[278]. Il ne s'agit pas de celui de 1885, plus restrictif, qui sert de référence aux conservateurs. Dans leur manifeste, les fondateurs de l'Union républicaine cherchent également à faire preuve de modération et de pragmatisme, en rappelant que leur intention est de dépasser

[272] « Sociedad católica-republicana », *Semanario popular*, n°5, 21 novembre 1888, p. 38-39.
[273] *Ibid*., p. 39.
[274] CÁRDENAS REYES, María Cristina, *El progresismo azuayo*, *op. cit.*, p. 256-257.
[275] PERALTA, José, *Mis memorias políticas*, *op. cit.*, p. 45.
[276] CÁRDENAS REYES, María Cristina, « El progresismo ecuatoriano en el siglo XIX. La reforma del presidente Antonio Flores (1888-1892) », *art. cit.*, p. 7.
[277] *Ibid*., p. 7-8.
[278] « El discurso inaugural, la proclama del 17 de agosto y el programa de la "Sociedad republicana" del año 1883 », *Diario Oficial*, n°42, 14 décembre 1888, p. 171-172.

les clivages en obtenant la « concorde des volontés »[279]. Ils entendent créer un parti destiné à soutenir le programme annoncé par Flores le jour de son investiture, qui permet, selon les progressistes, de concilier paix et progrès[280], grâce à des mesures de bon sens, telles que la renégociation de la dette, le développement de l'instruction publique et des voies de communication, le remplacement de la dîme et l'amnistie en faveur des prisonniers politiques et des exilés libéraux. Les fondateurs de l'Union républicaine baptisent également leur nouvelle organisation le « grand parti progressiste et indépendant »[281]. C'est à cette appellation que les conservateurs modérés et les libéraux catholiques doivent le qualificatif de « progressistes ». Ils seront désormais systématiquement désignés par ce terme.

La jeune Union républicaine devient immédiatement la cible des attaques des conservateurs ultramontains comme des libéraux. Le journal conservateur *Semanario popular* voit dans l'Union républicaine une tentative pour créer un parti libéral-catholique cherchant à concilier des notions incompatibles, à savoir les enseignements de l'Église et les principes libéraux[282]. Les conservateurs craignent que Flores ne s'écarte du conservatisme orthodoxe sous l'influence des libéraux catholiques, tels Luis Cordero. Il risquerait alors de devenir un président faible, qui pourrait être facilement renversé par les radicaux, à l'instar de Borrero en 1876[283]. Dans sa correspondance avec Flores, Mera critique vivement la création d'un parti modéré, dans lequel il voit un schisme au sein du conservatisme. Pour Mera, le courant libéral est le seul bénéficiaire de l'Union républicaine et saura en tirer profit[284]. Toutefois, Mera omet que les conservateurs sont les premiers à avoir créé une organisation distincte, la Société catholique-républicaine, d'abord en 1885 puis en 1888.

Les libéraux attaquent, également le nouveau parti. Ils considèrent inutile sa fondation, dans la mesure où il existe déjà un parti soutenant le programme annoncé par Flores le 17 août 1888. Ils pensent là au parti libéral[285], structuré autour des Sociétés républicaines fondées par les libéraux dans plusieurs provinces, entre 1888 et 1889. De son côté, le journaliste radical Juan Benigno Vela doute de la sincérité de l'Union républicaine. Alors qu'ils déclarent adhérer au programme de Flores, soutenu par les libéraux, les fondateurs de l'Union républicaine sont essentiellement d'anciens terroristes, tels Eloy Proaño y Vega. Aussi, Juan Benigno Vela les

[279] *La Unión republicana,* Quito, Fundición de tipos Rivadeneira, 1889, p. 1.
[280] *Ibid*.
[281] *Unión republicana,* Quito, Imprenta del gobierno, 1889.
[282] « Reconozcamos el campo », *Semanario popular*, n°15, 1er février 1889, p. 126.
[283] CÁRDENAS REYES, María Cristina, *El progresismo azuayo*, *op. cit.*, p. 256.
[284] *Ibid*., p. 257.
[285] « La Unión republicana », *La República*, n°7, 24 janvier 1889, p. 1.

juge-t-il indignes du nom de « progressistes »[286]. Force est de le constater, le paysage politique devient plus complexe. Pour la première fois, trois courants structurés autour de sociétés politiques sont désormais en place, organisés et visibles. Surtout, ils témoignent de divergences de plus en plus marquées, tout particulièrement entre le progressisme et le conservatisme.

Dans un premier temps, en 1890, pour tenter de maintenir l'unité de la mouvance conservatrice, progressistes et conservateurs cherchent à créer une organisation semblable à la Société républicaine de 1883. Julio Enríquez convoque alors les parlementaires des deux courants à deux réunions, les 15 et le 22 juin 1890[287]. Conservateurs et progressistes décident alors de fonder le nouveau Parti national, qui fonctionnera quelques mois, de juin 1890 à janvier 1891[288]. Cette dénomination rappelle celle du parti politique crée par Rafael Núñez en Colombie, rassemblant des libéraux modérés et une partie des conservateurs. Par sa politique cléricale, Núñez représente une figure respectable pour les conservateurs équatoriens ; par sa volonté de dépasser le bipartisme conservateur-libéral, il incarne l'exemple à suivre pour les progressistes. Le Parti national équatorien est formée à la fois du président de la Société catholique-républicaine, Julio Enríquez, et de celui de l'Union républicaine, Agustín Guerrero. Il rassemble aussi les principaux dirigeants conservateurs (Camilo Ponce, Julio Matovelle, Rafael María Arízaga) et progressistes (Pedro Lizarzaburu, Benjamín et Emilio Chiriboga, Jacinto Ignacio Caamaño, Ángel Polibio Chaves, Roberto Espinosa). Le nouveau Parti se dote d'un règlement intérieur et se donne pour principal objectif la désignation d'un candidat aux élections présidentielles de 1892. Dans un deuxième temps, le 18 janvier 1891, le Parti national propose une candidature de compromis, celle de José Modesto Espinosa, susceptible de satisfaire autant les conservateurs que les progressistes. Or, Espinosa refuse d'entrer en lice. C'est là, dans un troisième et dernier temps, qu'apparaît l'impossible réconciliation entre les deux courants. Les conservateurs et les progressistes, en effet, sont alors libres de nommer leur propre candidat. Les progressistes désignent Francisco Javier Salazar ; les conservateurs, Camilo Ponce[289]. Le Parti national perd sa raison d'être et disparaît définitivement du paysage politique.

Les conservateurs, ont participé à la création du Parti national, mais ils ont maintenu parallèlement la Société catholique-républicaine en tant qu'organisation indépendante. Après le refus d'Espinosa de représenter conservateurs et progressistes au sein du Parti national, la Société catholique-républicaine redevient l'instrument de mobilisation des conservateurs

[286] « Otra farsa », *La Idea*, n°15, 2 février 1889, p. 60.
[287] *El Ecuatoriano*, n°12, 21 juin 1890, p. 96.
[288] « Elecciones », *El Ecuatoriano*, n°28, 14 février 1891, p. 199.
[289] Cf. chapitre 8, section II, 1.

pendant la campagne présidentielle de 1891 et 1892. De leur côté, les progressistes fondent deux nouvelles organisations, la Société nationale et la Société patriotique, destinées à rassembler leurs partisans et promouvoir la candidature de Francisco Javier Salazar puis, après son décès soudain, le 21 septembre 1891, celle de Luis Cordero. Si le Parti national a échoué à rassembler les conservateurs et les progressistes, c'est parce que la rupture a déjà été consommée. Elle s'est produite durant les premiers mois du mandat de Flores. En novembre 1888, les conservateurs rétablissent la Société catholique-républicaine ; en janvier 1889, les partisans du nouveau président fondent l'Union républicaine.

À partir de 1888, la fracture au sein de la mouvance conservatrice semble donc irréversible. Ce fractionnement favorisera, sur le moyen terme, le courant libéral, qui profitera de la faiblesse du conservatisme pour s'imposer au niveau national en 1895. Pourtant, sous le mandat de Flores, la perspective d'une prise du pouvoir par les libéraux semble encore lointaine, en raison des profondes divisions qui fragilisent le libéralisme pendant la période progressiste. En effet, les libéraux de la capitale et ceux de la Côte rivalisent pour consolider et étendre leur influence. En outre, le libéralisme est divisé en une aile modérée acceptant la participation électorale et une aile radicale qui cherche à prendre le pouvoir par la force. Pour dépasser ces clivages, les libéraux cherchent à mettre en place une organisation unique, d'abord, en 1889, la Société républicaine libérale de Quito, puis, en 1890, le Parti libéral.

2) Les tentatives d'unification du courant libéral

En Équateur, le libéralisme est loin de représenter un courant homogène. Après la disparition de García Moreno, tous les libéraux soutiennent la candidature d'Antonio Borrero aux élections présidentielles d'octobre 1875 ; mais lorsque celui-ci arrive au pouvoir, les divisions au sein du libéralisme deviennent manifestes. Les divergences portent sur la procédure à suivre pour réformer la Constitution de 1869. Le gouvernement, soutenu par les libéraux modérés, notamment les frères Manuel et Teodoro Gómez de la Torre, refuse dans l'immédiat de modifier la Constitution de 1869 et se contente d'annoncer qu'il proposera des réformes lors de la législature de 1877. Cependant, la plupart des libéraux, notamment ceux du Littoral, tiennent à abolir la Constitution de 1869, demandant la convocation immédiate d'une Assemblée constituante. Les plus radicaux sont même prêts à recourir à la force pour clore définitivement

la période garcienne. Le 9 mai 1876, un groupe de radicaux dirigé par Eloy Alfaro organise une tentative de coup d'État à Guayaquil pour proclamer Nicolás Infante Chef Suprême de la République, afin d'accélérer l'adoption d'une nouvelle Constitution. L'Armée parvient à contenir les velléités révolutionnaires, mais malgré cet échec, l'agitation du libéralisme radical ne faiblit pas. Dans le mois qui suivent, le frère d'Eloy Alfaro, Marcos, publie à Guayaquil le journal *El Popular*, qui combat le gouvernement de Borrero et se montre partisan de l'abolition immédiate de la Constitution de 1869. Finalement, le 8 septembre 1876, les libéraux du Littoral proclament le général Veintemilla Chef Suprême de la République. L'ensemble du courant libéral soutient le coup d'État. En 1877, le chef de file libéral, Pedro Carbo, devient la figure centrale du gouvernement.

Néanmoins, à partir de 1878, le libéralisme se fractionne. Une partie du courant soutient Veintemilla jusqu'à sa chute ; les autres rejoignent l'opposition, y compris Pedro Carbo et Eloy Alfaro, qui apparaît déjà, à l'époque, comme une des principales figures du libéralisme radical. Cette division est également visible lorsque Veintemilla se fait proclamer à nouveau Chef Suprême en mars 1882. Lorsqu'Alfaro se soulève contre Veintemilla et tente de prendre la ville d'Esmeraldas en août 1882, il doit affronter des forces gouvernementales dirigées par des chefs libéraux tels que le général Francisco Robles et José María Urbina Jado, fidèles à Veintemilla[290]. Roberto Andrade déplore ce fractionnement du libéralisme : « Con Veintemilla se fueron muchos liberales de buena cepa, de los que muy útiles hubieran sido al partido en épocas futuras »[291]. Dans ce contexte, le rapport de force est favorable aux conservateurs et aux progressistes qui ont réussi à faire passer leurs divergences au second plan pour combattre Veintemilla.

Les libéraux tirent les leçons de leurs divisions. Dépasser les clivages devient une priorité pour un libéralisme affaibli. Pour ce faire, en 1883, les libéraux de la capitale décident de s'unir au sein d'une nouvelle société : la Société libérale. L'objectif premier de cette dernière est de disputer à la Société républicaine, fondée par les conservateurs et les progressistes, les sièges de la province du Pichincha aux élections à l'Assemblée constituante[292]. Cependant, la Société libérale doit faire face, dès sa fondation, à une forte opposition de l'Église, qui entend empêcher le libéralisme de gagner du terrain. Les conservateurs se montrent également hostiles à la Société libérale. Le siège de cette dernière est même attaqué par un groupe d'ultramontains le

[290] ANDRADE, Roberto, *Autobiografía de un perseguido*, tome I, Quito, Abya-Yala, 1994, p. 352-353.
[291] *Ibid.*, p. 351.
[292] AYALA MORA, Enrique, *Lucha política y origen de los partidos en Ecuador*, *op. cit.*, p. 314-315.

premier jour du scrutin, le 2 septembre 1883. L'alliance entre l'Église et les conservateurs fragilise les libéraux. Dans ces conditions, la Société républicaine s'impose facilement dans la province du Pichincha.

Après l'élection de Caamaño, le libéralisme se divise à nouveau. Si, dans l'ensemble, il est hostile au nouveau président, la fraction la plus modérée soutient le progressisme. Ainsi, Francisco Andrade Marín devient gouverneur de la province de l'Orient, de 1884 à 1885 ; Alejandro Maldonado, gouverneur de celle de León, de1884 à 1888 ; et Obdulio Drouet, chef politique du canton de Guayaquil, également de 1884 à 1888. Le libéralisme radical, de son côté, rejoint les *montoneras*, les guérillas formées par les paysans du Littoral. Le gouvernement de Caamaño combat l'agitation *montonera* avec vigueur, mais la répression s'étend à la quasi-totalité du courant libéral[293]. À la fin du mandat de Caamaño, le libéralisme est un courant affaibli, désuni, incapable de présenter un candidat aux élections présidentielles de 1888.

Les conditions changent pour les libéraux lorsque Flores arrive au pouvoir en 1888. Le nouveau président fait preuve d'une plus grande tolérance à leur égard. Son prédécesseur a réussi à disperser les *montoneras* et à rétablir l'ordre sur le Littoral ; le libéralisme n'apparaît donc plus comme le principal adversaire du progressisme. De leur côté, après une phase de désunion, et profitant du climat de liberté sous le mandat de Flores, les libéraux cherchent à constituer un courant cohérent et mieux structuré autour d'une organisation unique.

Entre 1888 et 1889, ils créent des Sociétés républicaines dans plusieurs villes du pays, comme Quito, Latacunga ou Ambato. À Guayaquil deux organisations voient le jour, la Société libérale républicaine, proche de celle de Quito, et la Société libérale démocratique, présidée d'abord par Pedro Carbo, puis par un de ses proches, Tácito Cucalón. La première Société républicaine créée par les libéraux est celle de Quito, en octobre 1888. Elle rassemble les principales figures libérales de la capitale, comme Luis Felipe Borja, Alejandro Cárdenas, Francisco Javier Montalvo, Miguel Egas, Ascensio Gándara, Rafael Rodríguez Maldonado et Belisario Albán Mestanza. La Société républicaine de Quito publie un manifeste après son installation. Il s'agit d'un document très modéré, qui ne semble pas s'écarter des principes défendus par le progressisme. Le texte condamne la révolution et prône le respect de la liberté de la presse et le développement des voies de communication et de l'instruction publique. Il n'y a pas de référence à la séparation de l'Église et de l'État. Selon le manifeste, ce dernier doit, au contraire, financer le culte. La proximité avec les positions progressistes ne doit pas surprendre : la Société

[293] Cf. chapitre 8, section I, 3.

républicaine de Quito se définit comme une organisation destinée à soutenir le programme annoncé par Flores le jour de son investiture[294].

En revanche, le programme de la Société libérale républicaine de Guayaquil, fondée en 1889, va plus loin que le manifeste de la Société de Quito. Il reconnait explicitement le principe de la souveraineté populaire et défend la séparation entre le religieux et le politique[295]. Il propose des réformes concrètes, comme l'interdiction de vote pour les militaires ou l'abolition de la peine de mort et de la peine d'expatriation. Pour le reste, il est assez semblable au manifeste de la Société de la capitale, puisqu'il condamne également la révolution et défend la liberté de la presse[296]. Le programme reprend également les quatre priorités du programme de Flores : la renégociation de la dette, les voies de communication, l'instruction publique et l'immigration. Il exige aussi l'abolition de la dîme, promise par le nouveau président[297].

Pendant les premiers mois du mandat de Flores, les Sociétés républicaines fondées par les libéraux se présentent comme des soutiens du programme du nouveau président de la République. Dans la province de Loja, les libéraux créent une société politique présidée par leur principal chef de file, Manuel Benigno Cueva. Elle rejette le qualificatif de « libérale », prend le nom du parti fondé par Flores, « Union républicaine », et se définit comme la seule organisation de la province à défendre le programme du président, contrairement à la section provinciale de la Société catholique-républicaine[298]. En se présentant comme les meilleurs alliés du Chef de l'État, les libéraux obtiennent de bons résultats aux élections législatives de mars 1889 pour former le Congrès de 1890. En effet, de son côté, l'Union républicaine de Flores peine à mobiliser les progressistes, car elle se constitue trop tardivement, à peine un mois avant les élections.

L'unité qui a permis cette percée électorale libérale est éphémère. En réalité, le courant libéral reste très divisé. La Société républicaine de Quito aspire à diriger toutes les organisations libérales du pays, mais ne parvient pas à imposer son autorité. Les sociétés de Guayaquil, contrôlées par la puissante élite agro-commerciale de la Côte, échappent à son contrôle. Même dans le port principal, le libéralisme est loin de représenter un courant homogène. Deux organisations rivales se constituent en 1889, la Société démocratique et la Société républicaine.

[294] « Manifiesto de la Sociedad Republicana de Quito », *La Idea*, n°8, 24 novembre 1888, p. 32. Cf. annexe n°3.
[295] « Programa de la Sociedad liberal-republicana », *La Reforma*, n°1, 12 février 1889, p. 2.
[296] *Ibid*.
[297] *Ibid*.
[298] CUEVA, Manuel Benigno, *Punto de honra*, Loja, Imprenta de la juventud, 1889, p. 1.

Juan Benigno Vela déplore avec amertume ces divisions, qui plus est dans une province où le libéralisme est solidement implanté et qui représente donc un réservoir de voix important[299]. Le fractionnement s'accentue avec la fondation de la Société patriotique libérale du Guayas en 1890. Les divisions au sein du courant libéral deviennent particulièrement manifestes lors des élections vice-présidentielles de février 1890. La Société républicaine de Quito, ainsi que celles des autres villes andines, proposent la candidature du modéré Manuel Larrea. Or, les libéraux de Guayaquil se méfient de lui : ils le considèrent comme un représentant des intérêts *terratenientes* traditionnels, car il est issu d'une des familles les plus puissantes de l'aristocratie foncière andine. Les liens de parenté de Larrea avec la famille de Caamaño servent de prétexte aux libéraux du Littoral pour combattre sa candidature[300]. La Société démocratique libérale refuse donc de soutenir Larrea. Elle propose à Pedro Carbo de se présenter, à quatre reprises, mais celui-ci décline la candidature en raison de son âge et de son état de santé. La Société décide alors de prôner l'abstention[301]. L'hostilité d'une partie des libéraux de la province du Guayas envers Larrea favorise le candidat conservateur, Pablo Herrera, qui l'emporte d'une courte tête : il obtient 16 313 voix, contre 15 203 pour Manuel Larrea[302].

Ce revers finit par persuader Luis Felipe Borja de la nécessité de renforcer l'unité du courant libéral. Le Parlement se réunit à Quito le 15 mai 1890. Profitant de la présence dans la capitale des nombreux élus libéraux, la Société républicaine de Quito, présidée par Borja, convoque le premier Congrès libéral, dans le but de créer une organisation unique : le Parti libéral. Présidé par Pedro Carbo, le Congrès réunit une cinquantaine de délégués représentant toutes les provinces du pays[303]. Leurs positions politiques sont très hétérogènes : les délégués comptent dans leurs rangs des soutiens d'Alfaro, comme Nicanor Arellano ou son ancien ministre Miguel Valverde, ainsi que des libéraux proches du progressisme, comme Alejandro Maldonado, gouverneur de la province de Léon sous Caamaño[304]. En intégrant des figures aussi diverses, le Congrès cherche à dépasser les divisions du courant libéral. Il adopte un règlement pour le nouveau Parti, établissant une Assemblée nationale libérale, formée des parlementaires et des directeurs provinciaux du Parti libéral, ainsi qu'un Directoire national chargé de diriger le

[299] « Sociedades políticas », *La Idea*, n°15, 2 février 1889, p. 62.
[300] Liberales del Guayas, *El Candidato de la Santa Alianza*, Guayaquil, Imprenta de *El Censor*, 1890.
[301] « Resumen del acta de la sesión que el domingo 9 del corriente celebró la Sociedad liberal democrática », *La Bandera liberal*, n°9, 22 février 1890, p. 3.
[302] Archivo del Palacio Legislativo (APL), Actas del Congreso ordinario de 1890, Congreso pleno, 11 juin, p. 254.
[303] « Acta de instalación del Congreso Liberal », *La República*, n°17, 30 juillet 1890, p. 1.
[304] « Actas de las juntas Preparatorias del Congreso Liberal », *La República*, n°16, 25 juillet 1890, p. 2.

Parti[305]. Luis Felipe Borja est élu président du Directoire national, poste qu'il occupera jusqu'en 1895. Une commission du Congrès, présidée par Pedro Carbo, propose des réformes à la Constitution de la République déjà énoncées par la Société libérale républicaine de Guayaquil en 1889 : l'exclusion des soldats du corps électoral, l'abolition de la peine de mort, notamment pour les délits politiques, et de la peine d'expatriation. La Commission propose également des réformes de décentralisation, comme la création de conseils provinciaux, ou l'élection au suffrage direct des gouverneurs de province et des chefs politiques de canton[306]. En revanche, il n'y est pas question de séparation entre l'Église et l'État ou de réforme du Concordat. Les organisations libérales, telles que la Société républicaine de Quito, celle de Guayaquil, puis le Parti libéral, cherchent à défendre des principes suffisamment modérés pour attirer les électeurs et remporter les élections à venir, et suffisamment généraux pour satisfaire les différentes branches du courant.

La réunion du Congrès libéral semble enfin réussir à unifier l'ensemble du libéralisme. Mais, encore une fois, lors de la campagne présidentielle de 1891 et 1892, les divisions réapparaissent et l'unité vole en éclat. Le candidat désigné par les libéraux, Clemente Ballén, refuse d'entrer en lice. Une partie d'entre eux, notamment le Directoire national de Quito et la Société patriotique libérale de Guayaquil, décide alors de soutenir la candidature conservatrice de Camilo Ponce. Une autre fraction préfère appuyer Cordero. Un troisième groupe, enfin, formé par la Société libérale démocratique de Guayaquil et des intellectuels radicaux comme Juan Benigno Vela, préfère prôner l'abstention[307]. Il devient alors manifeste que l'unité affichée par le Congrès libéral de 1890 n'était que de façade.

Tout au long de la période progressiste, le fractionnement du courant libéral l'empêche de représenter une alternative politique au niveau national. Les libéraux ne présentent pas de candidat aux élections présidentielles de 1888 et de 1892, ni aux vice-présidentielles de 1886 ; leurs candidats à la vice-présidence sont battus par les conservateurs Pablo Herrera, en 1890, et Vicente Lucio Salazar, en 1894. Au Parlement, ils parviennent à contrôler la Chambre des députés, mais très difficilement. Et encore, pour obtenir une courte majorité à la Chambre, les libéraux doivent l'emporter sur presque tout le Littoral et dans quelques provinces de la *Sierra* aux élections législatives ; espérer bénéficier de l'absence de quelques députés conservateurs à la session parlementaire et les voir remplacés par des suppléants libéraux ; enfin, recevoir

[305] « Constitución del partido liberal », *La República*, n°20, 25 août 1890, p. 1.
[306] « Reformas constitucionales », *La República*, n°17, 30 juillet 1890, p. 1.
[307] Sur les divisions au sein du libéralisme lors des élections présidentielles de 1892, cf. chapitre 8, section II, 2.

l'appui des députés modérés se situant à mi-chemin entre les progressistes et les libéraux. C'est à ces conditions qu'ils font élire présidents de la Chambre les libéraux Juan Bautista Vázquez, en 1885 ; le général Julio Castro, en 1886 ; Federico Rivera, lors du second Congrès extraordinaire de 1888 ; et Carlos Casares en 1894. Il s'agit, dans tous les cas, de libéraux modérés susceptibles d'attirer quelques votes progressistes, notamment ceux des libéraux-catholiques. En outre, cette majorité reste fragile et ne permet pas aux libéraux de faire approuver leurs projets ni de bloquer ceux des conservateurs. Ainsi, en 1885, la Chambre des députés rejette trois projets libéraux : une motion de censure contre le vice-président Agustín Guerrero et le ministre de la Guerre, José María Sarasti ; un projet supprimant la dîme à partir du 1er janvier 1886 ; et une motion pour retirer à l'exécutif les mesures d'exception dont il est investi[308]. En 1886, les députés libéraux ne parviennent pas non plus à empêcher l'adoption de plusieurs mesures cherchant à renforcer les moyens de l'exécutif pour réprimer les *montoneras* du Littoral[309].

Si, à la Chambre des députés, les libéraux parviennent, dans le meilleur des cas, à obtenir une courte majorité, au Sénat, en revanche, ils sont systématiquement mis en minorité. Durant toute la période progressiste, ils n'obtiennent jamais plus d'un tiers des sièges sénatoriaux. L'incapacité du libéralisme à incarner une alternative au niveau national, dans le cadre des institutions fondées en 1884, finira par persuader l'élite libérale de Guayaquil de soutenir le coup d'État du 5 juin 1895.

Les difficultés du libéralisme à se structurer autour d'une organisation unique, dont l'autorité s'imposerait à l'ensemble du courant, pousse les libéraux de Guayaquil à recourir à un autre moyen de mobilisation politique, ne reposant pas sur la participation électorale : les « comices populaires ». Ce terme désigne, à l'époque, une discussion publique sur une thématique spécifique, convoquée par les notables de Guayaquil. Au cours de la réunion, plusieurs d'entre eux prononcent des discours à l'issue desquels l'assemblée de *vecinos* adopte une résolution. L'élite du port principal convoque quatre grands comices publics pendant la période progressiste : en 1890, pour rejeter le projet de Banque nationale proposé par Flores[310] ; en 1893, afin de créer une Junte patriotique destinée à soutenir le président Cordero lors d'une crise diplomatique avec le Pérou[311] ; en 1894, pour nommer une commission chargée d'enquêter sur l'affaire de l'*Esmeralda*, une affaire mineure de corruption qui déstabilise

[308] Concernant le remplacement de la dîme, cf. chapitre 7, section II, 1 et 2, et chapitre 4, section II, 1.
[309] Cf. chapitre 7, section II, 3, « Le renforcement des dispositifs juridiques répressifs ».
[310] Cf. chapitre 3, section III, 2, « Le projet de Banque nationale ».
[311] Cf. chapitre 8, section III, 1, « La politique du consensus (1892-1894) ».

pourtant le gouvernement de Cordero et le force à démissionner, le 16 avril 1895 ; finalement, le 5 juin 1895, afin de proclamer Eloy Alfaro Chef Suprême de la République[312]. Les comices populaires permettent à la bourgeoisie agro-mercantile de Guayaquil de montrer sa force et sa légitimité face au gouvernement central. En effet, la participation y est souvent massive. En 1890, à l'issue du comice, ce sont 6 000 personnes qui demandent le rejet du projet de Banque nationale ; en 1895, elles sont 15 000 à signer l'acte de proclamation d'Alfaro.

Malgré les difficultés de chaque courant pour préserver son unité, la période progressiste est favorable à la création de premières formes d'organisation politique, surtout à partir de 1888, grâce à la politique d'ouverture de Flores et à sa détermination de faire respecter la liberté d'association. Six mois après le début du mandat de Flores, le gouvernement lui-même se félicite de la multiplication des sociétés politiques parmi les différents courants, dans l'ensemble du pays[313]. Cette satisfaction sincère de voir se former des organisations politiques pourtant rivales révèle l'attachement de Flores aux principes recteurs d'une République moderne, fondée sur l'expression citoyenne. Flores ne considère pas ses adversaires politiques comme des ennemis à éradiquer mais, au contraire, comme des interlocuteurs ayant le droit à exister et à s'organiser.

Sous le mandat de Flores, il existe un consensus autour du régime républicain. Tous, y compris les conservateurs ultramontains, conçoivent désormais la vie politique comme nécessairement fondée sur des élections régulières, l'alternance au pouvoir des partis politiques et le respect des libertés publiques, notamment celle de la presse et celle d'association. D'ailleurs, les organisations des trois courants, la Société catholique-républicaine, l'Union républicaine et la Société républicaine libérale, montrent leur attachement à la République, en incluant dans leur nom l'adjectif « républicaine ». Au début de son mandat, Flores ne pense pas avoir de raisons de s'inquiéter car, au-delà des divergences, les conservateurs et les libéraux ne semblent pas si éloignés de la ligne progressiste. En effet, les Sociétés républicaines libérales se présentent ouvertement comme des soutiens du programme annoncé par Flores lors de son investiture. En outre, les progressistes de l'Union républicaine et les conservateurs de la Société catholique-républicaine se réclament du programme de la Société républicaine de1883.

[312] Concernant la chute de Cordero et l'arrivée d'Alfaro au pouvoir, cf. chapitre 9.
[313] « Cuadro que manifiesta el desenvolvimiento práctico del programa del actual Gobierno en el semestre transcurrido desde el 17 de agosto de 1888, hasta el 17 de febrero de 1889 », *Diario Oficial*, n°51, 8 mai 1889, p. 415.

Conclusion

L'échiquier politique des deux dernières décennies du XIXe siècle se complexifie. Trois partis politiques, conservateur, progressiste et libéral, se disputent le pouvoir lors des élections. Mais une quatrième fraction, rattachée au libéralisme radical, rejette toute participation électorale et privilégie la lutte armée[314]. Dans sa description du système politique équatorien, le catalogue du *Diario de avisos* pour l'Exposition universelle de Chicago de 1893 reconnaît d'ailleurs quatre « partis » politiques en Équateur, le conservateur, dirigé par Camilo Ponce ; le progressiste, par Caamaño ; le libéral, par Pedro Carbo ; et le radical, par Eloy Alfaro (cf. figure n°2).

Cette manière de présenter le système politique a deux particularités. Le catalogue reconnaît, tout d'abord, la division du libéralisme entre un courant modéré, incarné par Carbo, et une aile radicale dirigée par Alfaro. En outre, il présente ce dernier comme le chef d'un courant politique tout aussi respectable que les partis conservateur, progressiste ou libéral. Pour les conservateurs et les progressistes, en revanche, le libéralisme radical ne constitue pas un parti, mais un groupe de bandits dirigés par Eloy Alfaro[315]. Or, les rédacteurs du catalogue, Luis Felipe Carbo, José María Tamayo et José de Lapierre, qui soutiendront Alfaro en 1895, le présentent comme un chef légitime au même titre que Caamaño, Ponce ou Carbo. Les quatre dirigeants reconnus par le catalogue ne sont pas des chefs de parti au sens moderne du terme. Durant la période progressiste, aucun d'eux n'est désigné président d'une société politique établie au niveau national. C'est leur expérience et leur prestige qui font d'eux les chefs naturels de leur courant politique respectif. Même si ces premières formes d'organisation politique ne sauraient être tenues pour des partis politiques modernes, l'attachement des progressistes aux libertés publiques, notamment celle de la presse et celle d'association, permet une modernisation du jeu politique. Il repose désormais sur l'affrontement entre des organisations politiques cherchant à diffuser leurs idées par la presse et destinées à mobiliser les électeurs, plus nombreux depuis 1861 et constamment convoqués aux urnes.

[314] AYALA MORA, Enrique, *Lucha política y origen de los partidos en Ecuador*, *op. cit.*, p. 277-278.
[315] *El Nacional*, n°129, 27 novembre 1886, p. 520.

Figure n°2. El presidente del Ecuador y los jefes de los partidos políticos

1. Dr. Don Luis Cordero, Presidente de la República.
2. Dr. Don José María Plácido Caamaño, Jefe del Partido Progresista.
3. Dr. Don Camilo Ponce, Jefe del Partido Conservador.
4. Don Pedro Carbo, Jefe del Partido Liberal.
5. Gral. Don Eloy Alfaro, Jefe del Partido Radical.

El Ecuador en Chicago, New York, por el *Diario de avisos* de Guayaquil, 1894, p. 30.

C'est aux progressistes, qui s'emploient à faire respecter ce qu'ils appellent les « libertés modernes »[316], que l'Équateur doit l'émergence de nouvelles formes de mobilisation et d'organisation politique, comme la presse, les comices populaires, les clubs électoraux, les sociétés politiques, qui constituent les germes d'une société civile et d'une opinion publique, au sens moderne du terme[317]. Simultanément, le développement rapide de la presse à partir de 1888 permet au libéralisme de devenir un courant solidement implanté dans l'opinion publique naissante. Après le triomphe de la Révolution libérale, José Peralta reconnaît le rôle de Flores dans l'essor libéral :

> « Debemos confesar paladinamente que el desamordazamiento de la prensa y la extensión del liberalismo se debe a dicho magistrado, [que] logró romper las ataduras de la primera de las libertades públicas. […] El liberalismo le debe ese gran bien al segundo Flores[318]; y es ya tiempo de que la historia comience a tributarle el honor que le corresponde en justicia »[319].

En réalité, la presse deviendra pour les libéraux un moyen de déstabiliser le progressisme et de précipiter l'avènement d'Eloy Alfaro. Les journaux libéraux fondés à partir de 1888 grâce à la politique de tolérance de Flores, partisans du programme du président, notamment ceux de Guayaquil, comme le *Diario de avisos*, sont les mêmes qui, en 1895, réclament la démission de Cordero et invoquent la figure d'Alfaro[320]. En permettant l'essor d'une presse libérale qui finira par se retourner contre lui, le progressisme a contribué à préparer le terrain de la Révolution libérale. En outre, la multiplication des journaux libéraux permet au libéralisme de devenir une idéologie cohérente et clairement définie : « El antiguo planteamiento doctrinario de un reducido grupo de intelectuales se fue consolidando como una ideología orgánica »[321]. Cependant, une fois parvenus au pouvoir, et malgré les principes défendus dans leurs journaux, les libéraux se montrent moins attachés au respect des libertés fondamentales. Le premier système de « partis » politiques qui se met en place sous le progressisme disparaît en 1895. Après le triomphe de la Révolution libérale, l'Armée redevient arbitre de la vie politique[322]. Les

---

[316] « Prospecto », *El Independiente*, Guayaquil, n°1, 31 octobre 1891, p. 2.
[317] QUINTERO, Rafael et SILVA, Erika, *op. cit.*, p. 238 ; et CÁRDENAS REYES, María Cristina, « El progresismo ecuatoriano en el siglo XIX. La reforma del presidente Antonio Flores (1888-1892) », *art. cit.*, p. 7.
[318] Par opposition au premier Flores, son père, Juan José Flores, premier président de l'Équateur (1830-1834 et 1839-1845).
[319] PERALTA, José, « El liberalismo ecuatoriano », *in Años de lucha*, *op. cit.*, p. 240-241.
[320] Cf. chapitre 9, section I, 3.
[321] AYALA MORA, Enrique, *Lucha política y origen de los partidos en Ecuador*, *op. cit.*, p. 275.
[322] *Ibid.*, p. 235 et 237.

partis modernes ne verront le jour qu'à la fin de la période libérale, au milieu des années 1920. Contrairement à une certaine *doxa* historiographique, la modernisation de la vie politique commence en Équateur avec le progressisme.

Les progressistes ne cherchent pas seulement à jeter les bases d'une modernisation politique, mais aussi — et surtout — économique de l'Équateur. Sur ce plan, certes, ils se distinguent de García Moreno, par leur attachement au respect des libertés publiques, rejetant l'autoritarisme de l'ancien président conservateur. Toutefois, sur le plan économique, ils entendent prolonger le projet garcien de modernisation. Les progressistes sont en effet persuadés que la modernisation politique et la modernisation économique doivent aller de pair et que le progrès matériel et l'ordre sont compatibles. Cette conception du progrès n'est pas étrangère à l'influence du positivisme qui contribue à modeler les orientations du projet progressiste. Ce dernier cherche à créer les conditions d'une prospérité pérenne en associant la consolidation du modèle agro-exportateur à l'application de principes scientifiques à l'administration publique.

Chapitre 3 : L'influence du positivisme : la science expérimentale au service de l'administration publique

La deuxième présidence de García Moreno constitue une étape importante dans la mise en place d'une nouvelle relation entre la science, l'université et l'État, notamment à travers la fondation de l'École polytechnique en 1869[323]. La science devient alors une ressource au service des pouvoirs publics, que ces derniers s'efforcent de développer en prenant en charge la formation de nouveaux scientifiques capables de mettre en valeur le potentiel du territoire national. Elle sort donc de la sphère privée pour faire l'objet d'une politique d'État[324]. García Moreno adhère à de nombreux principes positivistes, quoiqu'il ne le reconnaisse pas[325]. Plus que le positivisme comtien, c'est surtout l'utilitarisme anglo-saxon, notamment la philosophie de Bentham, qui prévaut chez lui[326].

Pendant la période progressiste, les conservateurs s'inspirent également des principes du positivisme, mais en déclarant le rejeter. Remigio Crespo Toral, représentant de la nouvelle génération conservatrice de Cuenca, critique le positivisme qu'il considère comme la source de toutes les « erreurs du siècle » : « Los errores modernos pueden reducirse a una sola fórmula: la independencia y la idolatría de la materia, es decir la libertad de la bestia, el predominio del sentido depravado, la negación del alma. Esta menguada doctrina tiene su religión, el positivismo »[327]. Cependant, la méfiance envers ce courant n'implique pas le rejet du principe de progrès, que les conservateurs reprennent à leur compte, tout en le conciliant avec la religion. Ainsi, dans un discours prononcé dans la cathédrale de Cuenca pour les noces d'or sacerdotales de Léon XIII, le conservateur Joaquín Martínez Tamariz explique que « el Papa y el progreso

[323] SEVILLA, Ana María, *El Ecuador en sus mapas: Estado y nación desde una perspectiva espacial*, Quito, FLACSO sede Ecuador, 2013, p. 86.
[324] *Ibid*., p. 83 et 118-119.
[325] DEMELAS, Marie-Danielle et SAINT-GEOURS, Yves, *op. cit.*, p. 147.
[326] *Ibid*., p. 187.
[327] « 5ta Asamblea General de la Unión Católica de Chile. Discurso del Sr. Dr. D. Remigio Crespo Toral », *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, n°52, mai 1890, p. 118.

son, Señores, dos nombres que viven estrechamente unidos en la Historia »[328]. Il accepte la notion de progrès, mais s'efforce d'en donner une définition conforme aux principes catholiques :

> Nuestro siglo pasará también a la Historia [con] el nombre de siglo del progreso; porque esta palabra es el compendio de las ideas, tendencias y afanes de nuestra época, y porque revela ella el tipo más acabado de nuestra fisionomía. Supuesto que el progreso es, ahora, el ideal de todas las almas y de todos los corazones, necesario es daros a conocer su verdadera noción, y las condiciones de su existencia, a fin de que después podáis buscarlo y poseerlo[329].

Il définit le progrès comme le développement et le perfectionnement de chacune des facultés de l'homme[330]. Selon l'auteur, trois conditions sont requises : l'Église, l'éducation et la morale chrétiennes. Or, l'esprit du siècle ne fait que s'en éloigner: « He aquí el bosquejo de nuestro siglo: en el orden religioso, persigue a la Iglesia; en materia de enseñanza, desecha la educación cristiana; y en el orden moral destierra la virtud. Por consiguiente, el siglo retrocede lejos del progreso »[331]. En somme, l'humanité doit poursuivre le « vrai progrès »[332].

Après les élections vice-présidentielles de 1890, le journal *El Fénix* justifie son soutien au candidat conservateur, Pablo Herrera, en affirmant que ses principes sont « segura garantía de orden y progreso »[333]. Le rédacteur n'hésite pas à invoquer la devise d'Auguste Comte, que les républicains brésiliens avaient d'ailleurs ajoutée au nouveau drapeau national quatre mois auparavant, même si les réformes brésiliennes de sécularisation des institutions publiques sont incompatibles avec les positions politiques des conservateurs équatoriens.

L'influence du positivisme est également visible dans le discours des autorités progressistes. Il s'agit d'un phénomène plus large, englobant l'ensemble de l'Amérique latine, du Brésil républicain au régime de Porfirio Díaz au Mexique, en passant par la Régénération nationale en Colombie :

> A partir de los años setenta las élites políticas latinoamericanas, centrales y periféricas, fueron unificadas por un común denominador ideológico: […] un concepto de la política como ciencia experimental basada en la observación de los hechos, no en principios

[328] « Discurso pronunciado por el Dr. Joaquín Martínez Tamariz en la misa del 1º de enero de 1888 », *El Progreso*, n°88, 28 janvier 1888, p. 157.
[329] *Ibid*.
[330] *Ibid*.
[331] *Ibid*., p. 159.
[332] *Ibid*., p. 158 et 160.
[333] « Elecciones », *El Fénix*, n°7, 14 mars 1890, p. 47.

> abstractos. Un corolario de esta actitud fue el pensar que la cosa pública debía estar en manos de expertos puesto que la sociedad debía ser administrada más que gobernada[334].

Les autorités cherchent à appliquer des principes scientifiques à l'administration publique, car pour le journal progressiste *El Censor*, « la política es ciencia experimental »[335]. En Équateur, contrairement au Brésil, par exemple, c'est davantage l'utilitarisme anglo-saxon que le positivisme comtien qui est présent dans le discours des autorités progressistes. Mais, contrairement à García Moreno, celles-ci l'assument ouvertement. Les références à Jeremy Bentham et à John Stuart Mill sont explicites, notamment chez Antonio Flores et son ministre de l'Instruction publique, Elías Laso[336].

L'empreinte positiviste est surtout manifeste pendant le mandat de Flores. Trois mois après son arrivée au pouvoir, il décide de créer des commissions techniques consultatives sur dix domaines différents : Industrie et Commerce, Agriculture, Travaux publics, Justice, Instruction publique, Bienfaisance, Affaires ecclésiastiques, Statistiques, Finances et Guerre[337]. Flores souhaite s'entourer des hommes les plus compétents, indépendamment de leurs convictions politiques. Il nomme des représentants des trois courants : plusieurs progressistes, comme Benjamín Chiriboga, Roberto Espinosa, Agustín Guerrero ; des conservateurs tels que Julio Enríquez, président de la Société catholique-républicaine, Camilo Ponce, Carlos Mateus, Aurelio Espinosa, Vicente Lucio Salazar ; ainsi que des libéraux, comme Manuel Larrea, Luis Felipe Borja, Francsico Andrade Marín, Antonio Gómez de la Torre, Carlos Casares et Alejandro Cárdenas. Les commissions comptent également plusieurs techniciens, comme Luis Sodiro, directeur de l'École d'Agriculture, Juan Bautista Menten, recteur de l'École polytechnique de 1870 à 1874, l'architecte Francisco Schmidt et les ingénieurs Adolfo Gehin, Alejandrino Velasco et Fidel Sosa. Flores inclut également dans la commission de Bienfaisance Ascensio Gándara, un médecin libéral qui soutient Veintemilla jusqu'à sa proclamation comme Chef Suprême en 1882. Sa nomination aurait été impensable sous Caamaño. Or Flores le juge

---

[334] MAIGUASHCA, Juan, « Dirigentes políticos y burócratas », *op. cit.*, p. 254.
[335] « Consumatum est! », *El Censor*, n°464, 30 juin 1891, p. 2.
[336] Les références à Bentham sont présentes dans : *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos, Instrucción pública, Justicia, Beneficencia y caridad y Estadística, al Congreso constitucional de 1890*, Quito, Imprenta de la Universidad, p. 27 ; *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos e Instrucción pública al Congreso constitucional de 1892*, *op. cit.*, p. 59-60 ; les références à Stuart Mill dans : « Informe del rector de la Universidad de Quito », *Informe del Ministro de lo Interior y Relaciones exteriores al Congreso constitucional de 1887*, Quito, Imprenta del gobierno, 1887, s. p. ; LASO, Elías, « Lecciones de legislación », *Anales de la Universidad Central del Ecuador*, n°7, juin 1888, p. 370. « Mensaje de S. E. el Presidente de la República al Congreso Extraordinario », *Diario Oficial*, n°245, 28 juin 1890, p. 1822.
[337] « Revista política y administrativa II », *Diario Oficial*, n°47, 27 décembre 1888, p 196.

non pas en fonction de ses engagements passés, mais pour ses compétences. Il s'agit donc de confier la gestion des affaires publiques aux experts tout en faisant abstraction des débats politiques. La conception de l'art de gouverner de Flores pourrait se résumer ainsi : « menos política y más administración », comme l'exige le journal libéral *El Globo* de Guayaquil[338], qui reprend presque mot pour mot la devise de Porfirio Díaz au Mexique, « poca política, mucha administración ».

Les journaux progressistes et libéraux accueillent avec enthousiasme la démarche de Flores. Ils considèrent que pour servir les intérêts nationaux, il est nécessaire de dépasser les débats politiques[339]. Le journal progressiste *El Telegrama* et le journal libéral *El Globo* se réjouissent des efforts du président pour vider de leur contenu politique les grandes questions qui animent le débat public : la restructuration de la dette, les projets de chemins de fer, le remplacement de la dîme[340]. La dépolitisation des citoyens apparaît comme l'idéal à atteindre. Pour les élites équatoriennes, les pays les plus avancés sont ceux où la politique suscite peu d'intérêt et devient secondaire : « En pueblos pacíficos y laboriosos las ocupaciones políticas son completamente estériles; y uno de los primeros síntomas para juzgar del verdadero progreso de las naciones puede avaluarse por el apartamiento y despego con que los ciudadanos miran la injerencia en la política »[341]. Le journal progressiste *El Ecuatoriano* résume la démarche de Flores privilégiant l'administration plutôt que la politique :

> Procuró salir del vulcanizado terreno de la política, para dar un nuevo giro a su Administración, como es la rehabilitación del crédito, la reforma o sanción de nuevas leyes para el mejor arreglo de la Hacienda nacional; el fomento de la instrucción pública, el desarrollo de la industria, el aumento o mejoramiento de las vías de comunicación, y recordando que de la discusión brota la luz, nombró Comisiones Técnicas Consultivas, llamando a auxiliar al Gobierno a los sujetos que por sus conocimientos y experiencia ofrecían mayores probabilidades de acierto[342].

La logique positiviste qui inspire les réformes progressistes est particulièrement manifeste dans les efforts pour moderniser trois domaines différents : l'agriculture, les travaux publics et les finances. Le projet de réforme de l'agriculture répond aux intérêts des fractions qui forment la deuxième coalition *terrateniente* incarnée par le progressisme, aussi bien les grands

[338] « Menos política y más administración », *El Globo*, n°733, 18 décembre 1889, p. 2.
[339] « La presente administración III », *El Ecuatoriano*, n°67, 14 novembre 1891, p. 375.
[340] *El Globo*, 24 octobre 1889, reproduit dans *El Telegrama*, n°79, 25 octobre 1889, p. 318 ; *El Telegrama*, n°52, 26 août 1889, p. 207.
[341] *Ibid*.
[342] « La presente administración », *El Ecuatoriano*, n°65, 31 octobre 1891, p. 368.

propriétaires andins que les producteurs de cacao de la Côte. La modernisation de la production agricole requiert la mise en place d'un réseau de voies de communication efficace. Or, pour trouver les fonds nécessaires aux œuvres d'infrastructure, il est d'abord nécessaire de rationaliser les finances publiques.

I) La réforme de l'agriculture

Le projet progressiste de modernisation de l'agriculture est à la fois un effort des *terratenientes* de la Côte pour consolider le modèle agro-exportateur et une tentative d'adaptation des *latifundistas* andins, afin de compenser, voire freiner, le déplacement du centre de gravité économique de la *Sierra* vers le Littoral. Ces derniers pensent que le plateau andin peut devenir une zone d'exportation, s'il tente de concurrencer les produits agricoles exportés notamment par le Chili, comme les céréales et les produits de l'élevage[343]. D'ailleurs, certains propriétaires de la *Sierra* sont déjà des exportateurs, comme Luis Cordero qui, depuis les années 1870, vend en Angleterre le quinquina, connu en espagnol sous le nom de *quina* ou *cascarilla*, qu'il exploite dans la région de Gualaquiza. Cette fraction modernisatrice de la *Sierra* trouve son expression politique dans le progressisme (Cordero, les familles Lizarzaburu et Chiriboga à Riobamba, par exemple) ou le libéralisme modéré (certaines branches de la famille Larrea, les familles Gangotena et Gómez de la Torre). Les conservateurs partagent également le projet de modernisation de l'agriculture, comme l'indique Hidalgo Nistri :

> El campo estaba llamado a ser la fuente de riqueza que [...] permitiría el despegue de otras actividades económica. La industria no podía desenvolverse sin los recursos previamente generados por el agro. Por esas razones, una de las prioridades de la política ecuatoriana debía ser la modernización del campo. El gobierno central estaba obligado a crear un buen sistema crediticio, escuelas de agronomía y obras públicas tales como canales de riego y una estratégica red de comunicaciones. La plataforma para el despegue de la agricultura

[343] ORTIZ CRESPO, Gonzalo, *La incorporación del Ecuador al mercado mundial: la coyuntura socio-económica 1875-1895*, Quito, Banco Central del Ecuador (BCE), 1981, p. 207.

> era la buena organización de la producción y procurar que circulara a lo largo y ancho del país[344].

Sous le progressisme, tous les courants politiques attribuent un rôle central à l'agriculture. Pour les autorités, telles que le ministre de l'Intérieur, José Modesto Espinosa, le doyen de la faculté de Sciences de l'Université centrale ou le directeur de l'École d'Agriculture fondée par Caamaño en 1883, la production agricole représente la principale source de richesse du pays[345]. L'Équateur apparaît comme un territoire que la nature a comblé de bienfaits : grâce à sa diversité climatique et biologique, son potentiel agricole semble infini[346]. Or, selon le discours dominant à l'époque, il reste largement inexploité en raison de l'impréparation des agriculteurs, qui ont besoin du concours de la science pour le mettre en valeur.

1) La science au service de la modernisation agricole

De García Moreno à la Révolution libérale, il existe un consensus politique sur le retard de l'agriculture équatorienne par rapport à celle des pays industrialisés et même à celle d'autres pays latino-américains, comme l'Argentine ou le Chili. Le terme *atraso* est sans doute le plus employé pour la décrire[347]. Il est admis qu'elle n'a connu aucun progrès et qu'elle est restée dans un état de paralysie depuis la conquête espagnole, comme l'affirment, en 1885, le rédacteur du journal officiel et, en 1899, Abelardo Moncayo, ministre de l'Agriculture sous la

[344] HIDALGO NISTRI, Fernando, *La República del Sagrado Corazón. Religión, escatología y ethos conservador en Ecuador*, Quito, Universidad Andina Simón Bolívar, sede Ecuador-Corporación Editora Nacional, 2013, p. 185.

[345] *Informe del Ministro de Instrucción pública al Congreso de 1885*, Quito, Fundición de tipos de Manuel Rivadeneira, p. 19 ; « Informe del Decano de la Facultad de Ciencias », *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos e Instrucción pública al Congreso Constitucional de 1892*, *op. cit.*, p. 64 ; et « Informe del Director de la Escuela de Agricultura », *Informe del Ministro de Instrucción pública, Negocios eclesiásticos, Justicia, Beneficencia y Caridad y Estadística al Congreso constitucional de 1894*, Quito, Imprenta del gobierno, 1894, p. 180.

[346] « Escuela de agricultura », *Diario de avisos*, n°106, 12 de junio de 1888, p. 2 ; et « Informe del subdirector de estudios de la provincia de Pichincha », *Informe del Ministro de Instrucción pública al Congreso constitucional de 1894*, *op. cit.*, p. 40.

[347] Par exemple, MARTÍNEZ, Nicolás, « La crisis económica », *El Progreso*, n°10, 19 octobre de 1884, p. 3 ; « La Escuela politécnica », *El Nacional*, n°437, 11 juillet 1888, p. 1862 ; et *Informes del Ministro de lo Interior y Policía, Beneficencia, etc., al Congreso ordinario de 1899*, Quito, Imprenta Nacional, 1899, p. 29.

Révolution libérale[348]. Les adjectifs utilisés pour décrire le système agricole en Équateur pendant la période progressiste, « embryonnaire »[349], « déficient »[350], « rudimentaire »[351], évoquent un état de prostration.

Pour les élites équatoriennes, le retard de l'agriculture est le résultat de ce qu'ils appellent l'« ignorance »[352] des paysans, souvent illettrés, voire analphabètes, et peu formés aux nouvelles techniques de production. Sans savoir-faire ni connaissances scientifiques, ils seraient incapables d'innover, de diversifier la production et d'expérimenter de nouvelles cultures. Les critiques contre la routine dont l'agriculture équatorienne ne parvient pas à se détacher sont récurrentes sous le progressisme[353]. La routine apparaît comme un carcan lénifiant, confortable au demeurant, qui aveugle les producteurs[354], en imposant un « despótico imperio », selon le secrétaire de l'Institut des Sciences créé par Caamaño en 1883[355]. La source de tous les maux est la formation empirique des agriculteurs, sans fondements techniques[356]. Le rejet de cet empirisme est également présent dans le projet de modernisation de l'artisanat à travers les écoles d'arts et métiers que les progressistes mettent en place sous la houlette des salésiens[357]. Il résulte de l'incapacité d'innover une production médiocre juste suffisante à satisfaire les besoins d'un marché intérieur étroit[358].

Les trois courants politiques, conservateur, progressiste et libéral, admettent que seule l'application de principes scientifiques permettra la « rédemption » de l'agriculture équatorienne. Pour Nicolás Martínez, ancien collaborateur de García Moreno, puis député à

---

[348] « El ferrocarril », *El Nacional*, n°199, 25 décembre 1885, p. 3 ; et *Informes del Ministro de lo Interior y Policía, Beneficencia, etc., al Congreso ordinario de 1899*, Quito, Imprenta Nacional, 1899, p. 29.
[349] *Informes del Ministro de lo Interior y Policía, Beneficencia, etc., al Congreso ordinario de 1899*, Quito, Imprenta Nacional, 1899, p. 30 ; « Escuela de agricultura », *Diario de avisos*, *art. cit.*, p. 2.
[350] *Ibid*.
[351] « Informe del ministro de Instrucción pública al Excmo. Sr. presidente de la República », *Informe del Ministro de Instrucción pública al Congreso constitucional de 1894*, *op. cit.*, p. 7. Cf. chapitre 5, section I.
[352] MARTÍNEZ, Nicolás, « La crisis económica », *art. cit.*, p. 3.
[353] *Ibid*. ; « Finca-modelo », *El Cometa*, reproduit dans *Diario de avisos*, n°89, 22 mai 1888, p. 519 ; « Agricultura », *La República*, n°12, 15 janvier 1890, p. 3 ; et CABEZA DE VACA, Luis, *Discurso de inauguración del nuevo año escolar en el Instituto de Ciencias*, Quito, Imprenta de la Universidad, 1889, p. 10.
[354] « Agricultura », *La República*, *art. cit.*, p. 3.
[355] CABEZA DE VACA, Luis, *art. cit.*, p. 10.
[356] « Finca-modelo », *Diario de avisos*, *art. cit.*, p. 519 ; *Informes del Ministro de lo Interior y Policía, Beneficencia, etc., al Congreso ordinario de 1899*, Quito, Imprenta Nacional, 1899, p. 29.
[357] PÉREZ, Trinidad, « Nace el arte moderno: espacios y definiciones en disputa (1895-1925) », in CORONEL, Valeria et PRIETO, Mercedes (coord.), *Celebraciones centenarias y negociaciones por la nación ecuatoriana*, Quito, FLACSO sede Ecuador-Ministerio de Cultura, 2010, p. 51.
[358] « El ferrocarril », *El Nacional*, *art. cit.*, p. 3.

l'Assemblée constituante de 1883-1884, « la agricultura es una ciencia »[359]. Les progressistes de l'Azuay, comme Ramón Borrero et Luis Cordero, partagent cette conception[360]. Il en va de même dans le camp libéral. Le journal de la Société républicaine libérale de Quito considère que les agriculteurs doivent « cultivar el terreno conforme a los principios de la ciencia »[361]. L'intérêt pour la science va de pair avec l'élan réformateur de la fraction modernisatrice des élites *terratenientes* de la Côte et des Andes, qui envisage de diversifier la production. Le journal libéral *Diario de avisos* voit dans le développement des vignobles la première expérimentation à mettre en œuvre[362].

D'après l'ingénieur Modesto López, pour mettre la science au service de l'agriculture, il faut d'abord former les paysans[363]. Les progressistes portent donc un grand intérêt à l'agronomie, car « las ciencias agronómicas […], a no dudarlo, son las que ofrecen esperanzas muy halagüeñas para el porvenir del país »[364]. Caamaño crée en décembre 1883 une École d'Agriculture au sein de l'Institut des sciences. Il en confie la direction à Luis Sodiro, un jésuite italien, spécialiste de botanique, ancien professeur de l'École polytechnique sous García Moreno. Dans un rapport de Sodiro remis au gouverneur de la province du Pichincha en 1884, pour rendre compte des premiers pas de l'École, les références à la science sont omniprésentes : le but de l'établissement est d'offrir des enseignements permettant aux agriculteurs de respecter« los conocimientos científicos y prácticos en orden a la agricultura », « las ciencias correlacionadas con la agricultura », « los principios científicos », « los dictámenes de la ciencia »[365].

La modernisation de l'agriculture ne passe pas uniquement par la rationalisation de la production mais aussi par l'extension de la frontière agricole. L'Amazonie équatorienne et les vastes zones du Littoral encore non exploitées sont très souvent qualifiées de déserts, de régions vierges, de jungles impénétrables, qui n'attendent que la main de l'homme pour devenir des zones fécondes capables de contribuer à l'accroissement des richesses et à la prospérité nationale. Le *Diario de avisos* appelle ainsi à mettre en valeur « nuestros dilatados desiertos y

[359] MARTÍNEZ, Nicolás, « La crisis económica », *art. cit.*, p. 3.
[360] « La Escuela politécnica », *El Nacional*, *art. cit.*, p. 1862 ; et « Mensaje del Presiente de la República del Ecuador al Congreso Constitucional de 1894 », *Diario Oficial*, n°272, 20 de junio de 1894, p. 2221.
[361] « Agricultura », *La República*, *art. cit.*, p. 3.
[362] « Fomento agrícola », *Diario de avisos*, n°156, 16 de agosto de 1888, p. 2.
[363] LÓPEZ. Modesto, *Los Andes quitenses*, Quito, Imprenta del clero, 1890, p. 17 ; et *Los ferrocarriles*, Quito, Imprenta de Sanz, 1892, p. 8.
[364] « Prospecto del Instituto de Ciencias », *El Nacional*, n°142, 25 de noviembre de 1884, p. 2.
[365] *El Nacional*, n°130, 2 de septiembre de 1884, p. 2.

virginales campos »[366]. Il s'agit, en somme, de penser le territoire national en fonction de la notion de progrès. Dès lors, si la nature peut apparaître comme un dispensateur de dons, elle est considérée, le plus souvent, comme un obstacle à vaincre. L'ingénieur Modesto López, chargé des travaux de la route nationale et du chemin de fer de Yaguachi sous García Moreno, affirme en 1892 : « Es preciso desmontar las selvas, cultivar y embellecer las tierras reputadas por inhabitables »[367].

Le pouvoir progressiste s'efforce de mettre l'agronomie, la botanique, la géographie et les disciplines connexes, au service de ce projet de modernisation agricole. Les fonctions de chacune des trois composantes de l'Institut des Sciences mis en place par Caamaño en 1883 participent d'un objectif commun, assurer la prospérité nationale en repoussant la frontière agricole : la faculté de Sciences se consacre à la formation des professeurs des disciplines scientifiques et à l'étude du territoire de la République afin de découvrir les nouvelles régions à exploiter ; l'École polytechnique forme les ingénieurs, les architectes, les topographes et autres techniciens capables de les rendre accessibles et de préparer le terrain ; l'École d'Agriculture, enfin, forme les agronomes et les agriculteurs chargés de les mettre en valeur[368].

Par ailleurs, les autorités progressistes considèrent que, pour diffuser les bienfaits du progrès dans l'agriculture, il est nécessaire pour l'Équateur d'organiser des Expositions nationales et de participer aux Expositions universelles. Les premières servent de lieu d'échange entre différents producteurs et commerçants mais aussi entre ces derniers et le public en général. Quant aux Expositions universelles, elles permettent de promouvoir les produits nationaux dans le but d'ouvrir de nouveaux marchés. Cordero lui-même a activement participé à la première Exposition nationale, organisées par la Société philanthropique du Guayas en 1880. Une des premières décisions de Flores consiste à demander au Parlement une subvention de 10 000 sucres pour financer la délégation équatorienne à l'Exposition universelle de Paris de 1889. Or le Sénat rejette la proposition sous la pression des conservateurs, qui refusent la participation de l'Équateur à un évènement destiné à célébrer le centenaire de la Révolution française. Face à l'opposition du Parlement, Flores nomme une commission chargée de trouver des financements privés et obtient le double de la somme demandée au Sénat[369]. Flores organise

[366] « Fomento agrícola », *Diario de avisos*, *art. cit.*, p. 2.
[367] LÓPEZ, Modesto, *Los ferrocarriles*, *op. cit.*, p. 8.
[368] « Prospecto del Instituto de Ciencias », *El Nacional*, *op. cit.*, p. 2.
[369] Cf. chapitre 4, section III, 1.

également une nouvelle Exposition nationale en 1892 et Cordero envoie une délégation à l'Exposition universelle de Chicago en 1893.

L'article de Nicolás Martínez intitulé « Crisis económica », publié dans le journal *El Progreso* en 1884, résume bien le projet de réforme de l'agriculture porté par les élites à la fin du XIXe siècle[370]. Martínez est un *hacendado* conservateur, oncle de Juan León Mera. Il devient gouverneur de la province de Tungurahua pendant la première présidence de García Moreno[371]. En dépit de ses convictions politiques conservatrices qui l'entraînent dans une polémique avec l'écrivain libéral Juan Montalvo à la fin des années 1860, il incarne parfaitement cette fraction modernisatrice des *latifundistas* des Andes qui adhère au projet garcien et se montre ouverte au changement. En effet, il souhaite diversifier la production agricole du pays et voit dans la culture de la vigne une des meilleures alternatives aux produits traditionnels. Il publie deux essais sur la question, *El cultivo de la viña* en 1874, puis, dix ans plus tard, *Ensayos sobre el cultivo de la viña y vinificación en el Ecuador*[372]. Élu député à l'Assemblée constituante de 1883-1884, il propose un projet de loi réduisant la dîme et la supprimant même pour les petits producteurs. Pour le défendre, il n'hésite pas à contredire les députés ecclésiastiques et à accuser l'Église de fermer les yeux sur les abus commis dans le prélèvement de cet impôt[373]. Dans son article d'*El Progreso*, il déplore le retard de l'agriculture équatorienne, qu'il attribue à trois facteurs : l'absence d'un réseau de communications performant, l'impréparation des agriculteurs et la négligence des pouvoirs publics[374].

Pour Martínez, le réseau de voies de communication est encore embryonnaire. Inutile donc pour les agriculteurs d'augmenter la production s'il est impossible de la transporter. Dans ces conditions, une mauvaise récolte dans une province isolée peut facilement se transformer en famine. L'absence de voies de communication reliant rapidement la Côte et la *Sierra* représente un obstacle majeur à la formation d'un marché intérieur et désavantage l'agriculture andine face à la concurrence étrangère :

> Los del interior no podemos sostener la competencia en el litoral con los artículos que se importan de Chile y California. Así el quintal de nuestras harinas, tan buenas como las mejores del exterior, por la excelente calidad de nuestros trigos, no pueden venderse en

[370] MARTÍNEZ, Nicolás, « La crisis económica », *art. cit.*, p. 2-3 ; cf. annexe n°5.
[371] CÁRDENAS REYES, María Cristina, *El progresismo azuayo*, *op. cit.*, p. 228.
[372] MARTÍNEZ, Nicolás, *Ensayos sobre el cultivo de la viña y vinificación en el Ecuador*, Ambato, Imprenta de Salvador R. Porras, 1884. Nous connaissons l'existence de l'essai publié en 1874 car Martínez y fait allusion dans celui de 1884, mais nous n'avons pas pu nous le procurer.
[373] *El Nacional*, n°80, 26 février 1884, p. 1.
[374] MARTÍNEZ, Nicolás, « La crisis económica », *art. cit.*, p. 3.

> Guayaquil, sin estar en pérdida, a menos de siete pesos, cuando las importadas de fuera se venden a menos precio; y es que son crecidos nuestros gastos de transporte y son frecuentes las averías, por las lluvias, el paso de los ríos, etc. »[375]

La construction de voies ferrées apparaît comme la meilleure manière d'ouvrir de nouveaux marchés à la production des Andes, car les routes et les chemins d'*herradura* sont insuffisants. Martínez ne s'écarte en rien du consensus des années 1880 sur le besoin de chemins de fer, qui se traduit, notamment sous Caamaño, par la multiplication des projets ferroviaires[376].

Plus généralement, Martínez souhaite transformer l'agriculture en une industrie. À ses yeux, « la tierra debe considerarse como una gran fábrica destinada a dar ciertos artículos »[377]. Cette mutation ne peut se faire sans l'appui des sciences agronomiques. Il considère, toutefois, que la fondation de l'École d'Agriculture est insuffisante, car il faudrait en créer au moins une par province, afin d'en permettre l'accès au plus grand nombre. En multipliant les écoles, chacune pourrait se spécialiser dans certains produits et l'agriculture tirerait alors profit de la diversité climatique du pays : « Sería absurdo, en una escuela de Guayaquil, dar lecciones sobre el cultivo del trigo, la cebada y las papas, así como lo sería darla en Quito sobre el cultivo del cacao y otros artículos de la costa »[378]. Pour diffuser les sciences agronomiques à tous les niveaux de l'enseignement et sur l'ensemble du territoire, Martínez propose d'inclure dans les programmes des écoles primaires rurales les principes généraux de l'agronomie, de la zootechnie et de l'économie agricole. Depuis plusieurs années, il fait preuve d'un grand intérêt pour l'éducation scientifique. Ainsi, il inscrit un de ses fils, Augusto, à peine âgé de quatorze ans, à l'École polytechnique, où il suit des cours de sciences naturelles pendant les années universitaires de 1874-1875 et 1875-1876[379].

Finalement, Martínez accuse les pouvoirs publics de négligence. Il déplore leur manque d'empressement pour éliminer la dîme, le recrutement des paysans dans l'Armée et les travaux forcés dont doivent s'acquitter les travailleurs des *haciendas*. Cette dernière critique semble

---

[375] *Ibid*.
[376] Cf. chapitre 6, section I.
[377] *Ibid*.
[378] *Ibid*.
[379] MARTÍNEZ, Augusto, *60 años de recuerdos. El Doctor Teodoro Wolf*, Quito, Imprenta de la Universidad central, 1934, p. 3 et 6. Nicolás Martínez transmet à ses enfants son intérêt pour la science, même si plusieurs d'entre eux n'épouseront pas ses convictions politiques et militeront dans le camp libéral. Son fils Augusto demeure une des grandes références scientifiques au tournant du siècle. Dans le cadre de ses études à l'École polytechnique, il participe à plusieurs expéditions menées par les jésuites allemands, notamment le père Dressel, et se spécialise dans la géologie. Au début de la période libérale, il occupe le poste de directeur de l'Observatoire astronomique. Pour sa part, Luis Alfredo, peintre et écrivain, est une des principales figures de la Révolution libérale.

paradoxale car, depuis Garcia Moreno, l'État juge ce mécanisme de mobilisation de la main d'œuvre indispensable à la construction des voies de communication tant souhaitées par Martínez. En réalité, la fraction modernisatrice *terrateniente* des Andes se montre favorable au changement tant que son contrôle sur la main d'œuvre indienne n'est pas remis en question par l'État ou par les producteurs de cacao de la Côte.

2) La science et l'intégration territoriale

Afin de déterminer les nouvelles terres à exploiter, de mettre en place des canaux d'irrigation et de construire un réseau de communication destiné à ouvrir des débouchés à la production des provinces andines, une maîtrise préalable du terrain est nécessaire, aux yeux des progressistes. Ces derniers partagent l'intérêt de García Moreno pour la géographie. Le président conservateur confiait constamment aux professeurs de l'École polytechnique des missions scientifiques d'exploration :

> Sobre todo a partir de la segunda mitad del siglo XIX fue notorio el deseo de incrementar el conocimiento geográfico del país. […] Una exploración científica podía hacer más por el país que un experimentado político moderno. Nunca antes disciplinas tales como la geología, la geodesia, la botánica, la vulcanología, etc., habían despertado tanta curiosidad y tanto interés[380].

L'ingénieur Modesto López appelle à poursuivre et à approfondir les efforts de García Moreno pour développer la connaissance scientifique du terrain :

> Será por consiguiente previsora medida la de ocuparse en investigaciones topográficas y geológicas y hacer el concienzudo estudio de las tierras y de las aguas, que más tarde o más temprano, tendrán que ser habitadas y surcadas por el vapor. […] Le es útil al hombre estudiar atentamente el curso de las aguas, en sus diversas direcciones, observar las quiebras del terreno, fijarse en las veredas que estando ocultas y desadvertidas pueden más

[380] HIDALGO NISTRI, Fernando, *op. cit.*, p. 139-140. L'ingénieur Gualberto Pérezétablit une longue liste des travaux scientifiques produits par les jésuites de l'École polytechnique pendant leur séjour en Équateur dans PÉREZ, Juan Gualberto, *Recuerdo histórico de la Escuela Politécnica de Quito establecida por el señor presidente de la República Dr. Dn. Gabriel García Moreno el 3 de octubre de 1870 bajo la dirección de padres alemanes de la Compañía de Jesús*, Quito, Tipografía y Encuadernación de la *Prensa católica*, 1921, p. 9-14.

> tarde trocarse en caminos de importancia, y dedicarse en una palabra al examen detenido de la hidrografía y topografía del país[381].

Dans le but d'améliorer la maîtrise du territoire national, le pouvoir progressiste signe deux contrats avec Teodoro Wolf, un ancien jésuite, professeur de l'École polytechnique sous García Moreno. Dans le premier, Wolf s'engage à rédiger un ouvrage de géographie et de géologie de l'Équateur, assorti d'une carte géographique et d'une carte géologique, dans un délai de cinq ans. Il conserve son titre de géologue et de géographe d'État, accordé sous García Moreno, quoique sans rémunération. L'État s'engage, en échange, à lui régler 25 000 pesos et à couvrir les frais de publication[382]. Wolf ne parvient pas à tenir les délais, mais comme les travaux sont pratiquement finis, le gouvernement lui concède un nouveau contrat en 1891[383]. Pour les progressistes, en effet, ce projet est indispensable à la constitution d'un savoir géographique utile au développement économique[384]. Wolf retourne en Allemagne et fait publier à Leipzig l'ouvrage et la carte géographique, en 1892[385]. Il s'agit d'une innovation pour l'histoire de la cartographie équatorienne : c'est la première carte du pays élaborée avec tant de rigueur scientifique, à la demande de l'État qui plus est[386]. L'ouvrage et la carte de Wolf sont le résultat de vingt ans de travaux de recherches et de huit expéditions qui ont lieu entre 1871 et 1878. La carte fera l'objet d'un usage officiel pendant quatorze ans et servira de référence jusqu'au milieu du XXe siècle[387].

Outre la géographie, la botanique connaît un essor sans précédent pendant la deuxième moitié du XIXe siècle. Les travaux de Luis Sodiro, Augusto Martínez ou Luis Cordero :

> Contribuían a poner de relieve los hechos diferenciales del Ecuador. […] Los inventarios del reino vegetal se convirtieron en títulos legitimadores del Ser ecuatoriano. Cada especie nueva que se recolectaba era una pieza más que se colocaba en el edificio patrio. La riqueza botánica del país incrementaba las glorias nacionales. El enorme endemismo de su flora, aparte de ser motivo de orgullo, era un argumento más que probaba al mundo la condición de excepcionalidad del Ecuador[388].

---

[381] MODESTO López, *Los ferrocarriles*, *op. cit.*, p. 8 et 10.
[382] *El Nacional*, n°108, 30 mai 1884, p. 2.
[383] *Diario Oficial*, n°312, 21 février 1891, p. 3080.
[384] *Ibid*.
[385] WOLF, Teodoro, *Geografía y geología del Ecuador*, Leipzig, Tipografía de F. A. Borckhaus, 1892 ; et *Carta Geográfica del Ecuador*, Leipzig, Instituto geográfico de H. Wagner et F. Debes, 1892.
[386] Pour une analyse plus complète de la carte de Teodoro Wolf, voir SEVILLA, Ana María, *op. cit.*, p. 81-119.
[387] *Ibid.*, p. 87-88 ; et HIDALGO NISTRI, Fernando, *op. cit.*, p. 140.
[388] *Ibid*.

La botanique est envisagée comme un instrument de la modernisation de l'agriculture et, partant, de la construction de l'État national. Les propos de Luis Cordero, passionné de botanique, sont, à ce titre, révélateurs. En 1875, il publie un opuscule sur les plantes de la province de l'Azuay et de la région de Gualaquiza en Amazonie. L'ouvrage s'adresse, en particulier, « a la muy inteligente y estudiosa juventud del Azuay, para excitarla al ameno e interesante estudio de las desconocidas riquezas vegetales que contiene el suelo de la provincia »[389]. Il cherche à faire connaître la richesse de l'Azuay non seulement à ses habitants, mais à l'ensemble du pays. Il participe ainsi à la première Exposition nationale en 1880, où il envoie un catalogue botanique, ainsi qu'une collection de plantes et d'échantillons des bois de l'Azuay[390].

Cárdenas Reyes analyse les enjeux économiques de la démarche de Cordero. Il s'agit d'un *hacendado* se consacrant depuis les années 1860 à l'exploitation du quinquina, qu'il extrait des forêts vierges entourant sa propriété à Gualaquiza, une des rares colonies équatoriennes stables de l'Amazonie, à quelques dizaines de kilomètres de Cuenca. Il hérite du père adoptif de son épouse la compagnie *Heredia*, qui exporte du quinquina en Angleterre. Cordero est donc un *terrateniente* modernisateur, en contact avec des réseaux commerçants de Guayaquil. Il essaie de diversifier sa production, en installant dans sa propriété de Gualaquiza un des premiers moulins hydrauliques à canne à sucre de la région[391]. Depuis les années 1870, il cherche aussi à développer des cultures de quinquina, afin de freiner la destruction des forêts dans lesquelles poussent naturellement les arbres de *quina*, menacées par la demande internationale[392]. Il traduit en espagnol quelques chapitres d'un ouvrage de référence sur cette plante, publié en français par un botaniste colombien[393]. Les efforts pour développer un savoir national sur le quinquina sous-tend le projet de transformer la *Sierra* et son *hinterland* amazonien en zone d'exportation. Cordero ne remet donc pas en question la place attribuée à l'Équateur dans la division internationale du travail, mais cherche, au contraire, à consolider le modèle agro-exportateur :

> De lo mucho que traemos del exterior y de lo poco que exportamos depende nuestra proverbial pobreza. No convalecerá, económicamente hablando, la nación ecuatoriana, sino

[389] CORDERO, Luis, *Una excursión a Gualaquiza en abril del presente año*, Cuenca, Impreso por Andrés Cordero, 1875, p. 1.
[390] CÁRDENAS REYES, María Cristina, *El progresismo azuayo*, *op. cit.*, p. 206.
[391] *Ibid.*, p. 205.
[392] CORDERO, Luis, *Cultivo de las quinas. Traducción hecha por Luis Cordero de algunos capítulos interesantes de la obra intitulada "Nouvelles études sur les quinquinas", escrita por el ilustre botánico colombiano Don. J. Triana*, Cuenca, Impreso por Antonio Cueva, 1877, p. II-III.
[393] *Ibid*.

> cuando tengamos abundante provisión de productos nacionales que ofrecer en los mercados europeos. La Quina es uno de los más valiosos[394].

L'intérêt de Cordero, et plus généralement des progressistes, pour le potentiel agricole de l'Amazonie explique la reprise du projet d'intégration de cette région à l'espace national, entrepris par García Moreno mais abandonné par Veintemilla. Nous ne nous attarderons pas sur la politique amazonienne du progressisme, dont Natàlia Esvertit Cobes propose une analyse très complète dans la deuxième partie de son ouvrage sur l'Amazonie équatorienne au XIXe siècle[395]. Nous nous contenterons d'en signaler quelques éléments centraux. Les efforts d'intégration de la Province Orientale prennent trois directions sous le progressisme : les réformes administratives, une colonisation reposant essentiellement sur les missions catholiques et les tentatives, infructueuses, pour régler la question des frontières.

Francisco Andrade Marín, un juriste libéral modéré, particulièrement intéressé par la colonisation de l'Amazonie, propose une loi sur la province Orientale à l'Assemblée constituante de 1883-1884, dont il fait partie, pour organiser la colonisation ; toutefois, la discussion est suspendue *sine die*. En attendant, Caamaño adopte un règlement provisoire, puis propose au Congrès de 1885 un projet reprenant la plupart des propositions d'Andrade Marín qui est approuvé grâce, notamment, au soutien de Cordero, alors président du Sénat. En 1894, pendant son mandat présidentiel, ce dernier propose une réforme à la loi de 1885. Le nouveau texte crée une deuxième province amazonienne, autour de Gualaquiza, sous la pression des *terratenientes* de l'Azuay. Une loi pour la construction des chemins de la *Sierra* à l'Amazonie est également votée[396]. Cordero soumet aussi au Congrès un projet de chemin de fer reliant les villes de Machala, Cuenca et Azogues, et avançant jusqu'à la partie navigable du fleuve Santiago en Amazonie, qui, toutefois, n'est pas approuvé[397].

Dans un premier temps, l'État lance et mène plusieurs projets de colonisation. Caamaño, qui connaît l'intérêt d'Andrade Marín pour l'Amazonie, nomme celui-ci gouverneur de la province de l'Orient, poste qu'il occupe de 1884 à 1885. Andrade Marín dirige une expédition qui fonde une colonie orientale au-delà d'Archidona, sur le fleuve Napo. Il démissionne au bout d'un an, considérant qu'il a accompli sa tâche, mais son retour à Quito signifie la fin du soutien financier

---

[394] *Ibid*., p. VI.
[395] ESVERTIT COBES, Natàlia, *La incipiente provincia. Amazonía y Estado ecuatoriano en el siglo XIX*, Quito, Universidad Andina Simón Bolívar sede Ecuador-CEN, 2008, p. 129-245.
[396] Ibid., p. 132-138.
[397] « Anexo n°12 », *Informe del Ministro de Obras y Crédito Públicos al Congreso Constitucional de 1894*, Quito, Imprentas del clero, Talleres Salesianos y EE. CC., 1894, p. 122-124.

de l'État à la colonie, qui finit par disparaître peu de temps après[398]. L'échec de cette expérience convainc le pouvoir progressiste que seules les missions catholiques sont en mesure d'intégrer l'Amazonie à l'espace national. La politique de colonisation à travers les missions repose alors sur le renforcement de la présence jésuite, sur le retour, à partir de 1885, des dominicains, absents de la région depuis 1867, ainsi que sur l'arrivée des franciscains à Zamora en 1892 et des salésiens à Gualaquiza en 1894[399].

Pour assurer le contrôle du territoire amazonien, les progressistes s'efforcent de régler la question des frontières avec le Pérou, dont la pénétration croissante, dans le contexte du *boum* du caoutchouc, inquiète les autorités équatoriennes. En 1887, le ministre des affaires étrangères, José Modesto Espinosa, signe avec l'envoyé péruvien, Emilio Bonifaz, un accord prévoyant de soumettre le différend frontalier à l'arbitrage du roi d'Espagne. Caamaño charge ensuite le conservateur Pablo Herrera de négocier un accord pour régler définitivement la question, signé en 1890 et accepté la même année par le Congrès équatorien, non sans d'intenses débats. Le traité, connu sous le nom d'Herrera-García, reconnaît la souveraineté du Pérou sur les deux rives de l'Amazone jusqu'à l'embouchure du fleuve Pastaza. L'Équateur conserve un accès à travers les fleuves Pastaza, Morona et Santiago. Le pays renonce donc à ses réclamations historiques, craignant que l'arbitrage confié à l'Espagne ne s'avère désavantageux à son égard. Le Parlement péruvien ratifie le traité l'année suivante, mais en le modifiant dans un sens plus favorable au Pérou. Lorsque, malgré les réclamations de la diplomatie équatorienne, il maintient ces modifications en octobre 1893, le ton monte entre les deux pays, les manifestations nationalistes se multiplient des deux côtés et la guerre semble inévitable. La médiation du Saint-Siège et de la Colombie permettent de réduire les tensions après quelques mois. En 1894, le Congrès équatorien décide d'annuler le traité Herrera-García et de soumettre à nouveau le différend à l'arbitrage du roi d'Espagne[400]. Pour Esvertit Cobes, tout au long du XIXe siècle :

> Si bien la incorporación del Oriente al Estado nacional fue un objetivo presente en las políticas gubernamentales, también es necesario señalar que estuvo marcado por la ambigüedad, en el sentido de que se formuló reiteradamente a un nivel formal o retórico pero, sin embargo, las medidas concretas adoptadas al respecto carecieron de viabilidad y de contenidos reales que permitieran llevarlas a término de forma efectiva[401].

[398] ESVERTIT COBES, Natàlia, *op. cit.*, p. 186-191.
[399] *Ibid.*, p. 139-183.
[400] *Ibid.*, p. 241-245. Cf. chapitre 8, section III, 1.
[401] *Ibid.*, p. 255.

Malgré la faible présence de l'État, un processus de nationalisation du territoire amazonien s'enclenche pourtant dans les années 1880 et transforme la perception de l'Amazonie dans l'imaginaire national : « la crisis entre Ecuador y Perú acaecida en 1894, a raíz del fracaso del Tratado Herrera-García, también comprueba que el Oriente se convirtió en un elemento aglutinador y referente ideológico nacional »[402].

Bien qu'il existe un décalage entre les résultats obtenus et les ambitions des projets du progressisme, ce dernier parvient à redonner à l'État *terrateniente* la fonction modernisatrice que García Moreno lui avait conférée. Il s'agit donc de refermer la parenthèse que représente la dictature de Veintemilla :

> Las clases dominantes podían permitir la presencia de un dictador cada vez menos sanguinario y más "folclórico" mientras pudieran gozar del auge de las exportaciones. Pero cuando por un tiempo prolongado el Estado dictatorial deja de cumplir su misión indispensable para la reproducción del entramado social, los días le están contados[403].

En effet, l'abandon des voies de communication et des institutions éducatives développées par García Moreno entrave l'expansion du modèle agro-exportateur. Les progressistes entendent alors redonner à l'État le rôle de promoteur d'un système économique en plein essor :

> La reapertura de la Escuela Politécnica, la creación de la Escuela de Agricultura, el contrato con Teodoro Wolf para el levantamiento de una carta geográfica y geológica del Ecuador, el establecimiento de la primera oficina de estadística en Guayaquil […] eran otras tantas señales de que el Estado volvía a cumplir el papel a que estaba llamado[404].

Le rôle central de la réforme agricole dans la modernisation de l'Équateur n'est pas propre aux progressistes. Sous la Révolution libérale, le même discours se fait entendre. Abelardo Moncayo, ministre de l'Intérieur et de l'Agriculture, affirme en 1899 qu'il s'agit d'un domaine « en el que indudablemente debemos fincar de preferencia nuestra prosperidad y engrandecimiento futuros »[405]. C'est une conviction partagée par une fraction considérable du parti conservateur qui, sous la houlette de Jacinto Jijón y Caamaño, son principal dirigeant des années 1920 à 1940, élabore un projet de réforme agraire démantelant l'*hacienda* traditionnelle,

[402] *Ibid*., p. 260.
[403] ORTIZ CRESPO, Gonzalo, *La incorporación del Ecuador al mercado mundial*, *op. cit.*, p. 271.
[404] *Ibid*., p. 274.
[405] *Informes del Ministro de lo Interior y Policía, Beneficencia, etc., al Congreso ordinario de 1899*, Quito, Imprenta Nacional, 1899, p. 30.

considérée comme un obstacle au progrès[406]. Les trois courants politiques, conservateur, progressiste et libéral, cherchent également à développer les voies de communication, sans lesquelles la réforme de l'agriculture est vaine. Pour ce faire, le progressisme met en place des institutions spécifiques, chargées de relancer les travaux publics en les rationalisant.

II) Rationaliser les travaux publics

L'essor du modèle agro-exportateur pendant le dernier tiers du XIXe siècle en Amérique latine et l'intégration de cette dernière dans la division internationale du travail requièrent le renforcement des institutions étatiques. Comme l'indique Maiguashca, dans les pays andins, il en découle une expansion de la bureaucratie qui entraîne à son tour la création de nouveaux ministères. Si jusqu'alors trois avaient suffi — celui de l'Intérieur, celui des Finances et celui de la Guerre —, la plupart des pays andins se dotent de nouveaux ministères dans les années 1870 et 1880, comme celui de l'Instruction ou celui des Travaux publics[407]. En Équateur, le premier fonctionne entre 1884 et 1885 puis il est refondé en 1888 ; le second voit le jour en 1892.

Cette expansion institutionnelle concerne plusieurs champs de l'administration publique, mais particulièrement les œuvres d'infrastructure. En effet, pour Maiguashca, le progressisme se caractérise par le pragmatisme et par le refus de l'utopie, manifestes dans leur conception de la gestion des affaires publiques : « Las obras de comunicación, por ejemplo, fueron para ellos el indicador por excelencia del patriotismo de los gobiernos »[408]. C'est dans ce contexte que, des années 1870 aux années 1890, l'Équateur et, plus généralement :

> Todos los países andinos se interesaron por las obras públicas y todos crearon una infraestructura institucional como ministerios especializados, departamentos de vialidad,

[406] HIDALGO NISTRI, Fernando, *op. cit.*, p. 184.
[407] MAIGUASHCA, Juan, « Dirigentes políticos y burócratas », *op. cit.*, p. 249.
[408] MAIGUASHCA, Juan, « El proceso de integración nacional en el Ecuador: el rol del poder central, 1830-1895 », *art. cit.*, p 392.

> escuelas politécnicas y muchas otras cosas. Así, inclusive cuando la penetración material no adelantó mucho, la capacidad estatal relacionada con este campo aumentó significativamente[409].

À notre connaissance, cette affirmation n'a pas encore été démontrée dans le cas de l'Équateur. Elle semble pourtant pertinente pour la période progressiste, ce que nous comptons montrer ici.

1) Place aux experts

Sous García Moreno, l'État développe les œuvres d'infrastructure comme jamais auparavant, à tel point que l'« on pourrait dire que le projet politique de García se résumait ainsi : "l'Église et des chemins" »[410]. José Modesto Epsinosa, ministre chargé des Travaux publics sous Caamaño, signale que « frecuentemente se cita por los habitantes de la capital la administración del señor García Moreno como la única que supo poner en las obras públicas una atención esmerada. Ningún presidente es más digno de este encomio que el malogrado García Moreno »[411]. Dès 1862, le président conservateur obtient de l'Assemblée constituante l'autorisation de construire quatre lignes ferroviaires reliant les Andes et la Côte : Quito-Babahoyo, Ibarra-El Pailón, Cuenca-Naranjal et Zaruma-Santa Rosa[412]. Il achève la route nationale Quito-Sibambe et entame le chemin de fer Yaguachi-Sibambe, deux œuvres dont le but est d'assurer la continuité de la voie Quito-Guayaquil, conçue en trois étapes : la route nationale, la voie ferrée, puis le trajet en bateau à vapeur de Yaguachi au port principal. Pour mettre en œuvre son programme d'infrastructures, García Moreno fonde en 1869 l'École polytechnique, dont il confie la direction et les enseignements à des jésuites allemands, dans l'espoir de voir émerger une première génération d'ingénieurs équatoriens formés par l'État.

Si le président associe à ses projets des ingénieurs étrangers, comme Cristóbal Thill et Adolfo Gehin, il compte aussi sur la collaboration d'un ingénieur équatorien, Modesto López. Ce dernier est vraisemblablement le premier ingénieur formé en Équateur, bien qu'il soit un

[409] MAIGUASHCA, Juan, « Dirigentes políticos y burócratas », *op. cit.*, p. 253.
[410] DEMELAS, Marie-Danielle et SAINT-GEOURS, Yves, *op. cit.*, p. 180.
[411] *Informe del Ministro de lo Interior y Relaciones exteriores al Congreso constitucional de 1888*, Quito, Imprenta del gobierno, 1888, p. 30.
[412] Le décret de la Convention nationale est reproduit dans CRESPO ORDÓÑEZ, Roberto, *Historia del ferrocarril del Sur*, Quito, Imprenta Nacional, 1933, p.12.

autodidacte. Dans les années 1850, López suit d'abord des études de sciences au collège San Diego d'Ibarra, où il obtient un diplôme d'arpenteur, puis des études de droit à l'Université centrale, où il apprend l'anglais, ce qui lui permet d'avoir accès à des ouvrages de génie qu'il importe d'Europe. Il jouit de la pleine confiance de García Moreno, qui le traite à l'égal des ingénieurs étrangers. Le président lui confie, en raison de son expertise, la direction des travaux de la route nationale et du chemin de fer de Yaguachi, et lui confère officiellement le statut d'ingénieur en 1870[413]. Après la disparition de García Moreno, López n'aura de cesse de réclamer la centralisation des travaux publics dans un souci d'efficacité. Il affirme ainsi, sous la présidence de Veintemilla : « Es menester que un poder central se encargue de dirigir esas obras para que se construyan bajo un sistema ordenado »[414]. Veintemilla néglige, cependant, les œuvres d'infrastructure et il faudra attendre l'avènement du progressisme pour assister à la mise en place d'institutions centrales chargées de les organiser. Après le triomphe de la Restauration, López appelle les autorités à prendre des dispositions en ce sens. Il s'adresse au Congrès en 1886 pour demander la création d'une Direction générale des Travaux publics, « para que en esta oficina se forme el inventario de todo cuanto posee el país relativo a las obras públicas, inclusive municipales, tomando razón de las que se hallan en trabajo, de las rentas con que cuentan, del modo que se hallan reglamentadas, y en fin de todos los pormenores y circunstancias »[415]. Il s'agit d'étendre largement les prérogatives de l'État, en fondant une institution centrale chargée de surveiller tous les travaux publics, y compris ceux qui correspondent à des initiatives municipales. Antonio Flores suit le conseil de López et crée finalement la Direction en 1889.

Comme auparavant sous García Moreno ou par la suite avec la Révolution libérale, le progressisme entend développer un vaste programme d'infrastructures. De nombreux projets de voies de communication sont adoptés, sous le mandat de Caamaño notamment. L'Assemblée constituante approuve la construction ou la réparation de nombreux chemins : un vers l'Amazonie, de Baños a Canelos ; trois entre les Andes et le Littoral, de Cuenca à Naranjal, d'Ibarra au Pailón et de Babahoyo à Chuquipogio ; ainsi qu'un accès à la route nationale depuis Riobamba[416]. Le Congrès se montre plus ambitieux encore en 1887, car il vote plusieurs projets

[413] López retrace rapidement son itinéraire dans LÓPEZ, Modesto, *Manifiesto presentado por el ingeniero nacional Modesto López a la Legislatura de 1890, solicitando el pago de lo que le adeuda la Nación por sueldos devengados y cantidades suplidas para obras públicas*, Quito, Imprenta del Clero, 1890, p. 3 et 20.
[414] *El ocho de septiembre*, n°65, 13 mars 1878, p. 3.
[415] LÓPEZ, Modesto, *Honorables Legisladores*, Riobamba, Imprenta del Seminario, 1886, p. 3.
[416] *El Nacional*, n°84, 11 mars 1884, p. 1 ; n°87, 21 mars 1884, p. 1 ; et n°91, 1er avril 1884, p. 1.

ferroviaires : les lignes Yaguachi-Durán, Bahía de Caráquez-Quito, Ibarra-El Pailón et le chemin de fer de Baba. D'autres voie ferrées ont été approuvées auparavant : le chemin de fer du sud en 1885 et les lignes Puerto Bolívar-Zaruma et Machala-Azogues, en 1883 et 1884, respectivement[417]. L'ampleur de ce programme d'infrastructures rend nécessaire la constitution d'un corps permanent d'experts, capable de mener les travaux sur les multiples fronts ouverts par les autorités progressistes. Le Congrès de 1887, particulièrement prolifique en matière de voies ferrées, vote alors une loi créant un Corps d'Ingénieurs nationaux, présenté comme un prérequis au « progrès matériel de la Nation »[418]. Le gouvernement est chargé d'en élaborer le règlement, d'en nommer les membres, de les rémunérer et de leur fournir les locaux et les outils de travail nécessaires. Le chef du Corps a l'obligation de présenter semestriellement au ministre chargé des Travaux publics un rapport sur les projets qui lui ont été confiées. L'objectif de cette nouvelle institution est « la formación de la Carta geográfica nacional y las particulares de las provincias, la apertura y composición de caminos nacionales, canales, puertos y, en fin, toda obra que fuese de utilidad general »[419].

Le Corps est une structure souple : il rassemble les ingénieurs habilités par le gouvernement à diriger ou à inspecter les travaux publics, mais ces ingénieurs ne sont rémunérés que pour des missions spécifiques. Caamaño et Flores se contentent d'embaucher des ingénieurs nationaux pour des durées limitées, en général d'un an, notamment des anciens élèves de l'École polytechnique, comme Gualberto Pérez, Eudoro Anda et Lino María Flor[420]. Le gouvernement a également recours à d'autres experts pour des missions ponctuelles, comme l'ingénieur colombien Santiago Basurco, l'architecte Francisco Schmidt et des ingénieurs qui avaient déjà travaillé pour García Moreno, tels que Modesto López, Cristóbal Thill, Adolfo Gehin et Juan Bautista Menten, ancien jésuite, recteur de l'École polytechnique sous García Moreno et doyen de la faculté des Sciences sous Veintemilla. Menten, par exemple, est chargé d'explorer la région du Littoral que doit traverser le chemin de Quito à Bahía de Caráquez, prévu par

[417] Sur la politique ferroviaire du progressisme, voir le chapitre 6.
[418] *El Nacional*, n°287, 3 septembre 1887, p. 1270.
[419] *Ibid*. Le gouvernement confie à Teodoro Wolf l'élaboration d'une carte nationale en 1884, mais n'exclut pas de confier cette mission au nouveau Corps d'Ingénieurs.
[420] Gualberto Pérez est embauché en 1886, Eudoro Anda en 1887, Lino María Flor en 1889. Voir, respectivement, *El Nacional*, n°19, 6 juillet 1886, p. 1 ; n°288, 5 septembre 1887, p. 1 ; et *Diario Oficial*, n°48, 2 mai 1889, p. 383.

l'Assemblée constituante[421]. Il faut néanmoins attendre la création du ministère des Travaux publics en 1892 pour qu'un poste permanent d'ingénieur d'État soit créé.

Afin de rendre l'existence de ce corps viable sur le long terme, l'État doit offrir des formations d'ingénieur. En décembre 1883, Caamaño rétablit donc l'École polytechnique fondée par García Moreno. Cette dernière devient une des composantes du nouvel Institut des Sciences créé par Caamaño, mais que Flores dissout quelques années plus tard, en 1890[422]. L'objet de l'École polytechnique, ouverte de 1883 à 1890, puis de la faculté de Mathématiques créée au sein de l'Université de Quito pour la remplacer, de 1890 à 1895, est d'assurer, d'une part, la formation des ingénieurs dont l'État a besoin pour diriger les travaux publics et, d'autre part, la transmission aux nouvelles générations du savoir et des compétences des anciens polytechniciens de l'époque de García Moreno. Plusieurs deviennent alors enseignants à l'Institut des Sciences, comme Alejandrino Velasco (père du président José María Velasco Ibarra).

Outre la création du Corps d'Ingénieurs nationaux, le pouvoir progressiste entreprend de rationaliser institutionnellement les Travaux publics, surtout pendant la présidence d'Antonio Flores. Sous le mandat de Caamaño, ce portefeuille est rattaché au ministère de l'Intérieur, formé alors par deux départements, celui des Affaires étrangères et de l'Intérieur, qui inclut les Travaux publics, d'un côté, celui de l'Instruction publique, de la Justice, des Affaires ecclésiastiques et de la Bienfaisance, de l'autre. Une quinzaine de personnes à peine travaillent de façon permanente au ministère, pourtant chargé de plusieurs missions exigeant des compétences de plus en plus spécialisées[423]. Antonio Flores cherche donc à doter l'État d'institutions spécifiques aux Travaux publics sous sa présidence. On distingue trois étapes dans l'expansion institutionnelle de ce champ de l'administration : la création de la Commission technique consultative des Travaux publics, en novembre en 1888 ; celle de la Direction quatre mois plus tard, en mars 1889, au sein du ministère de l'Intérieur, comme le réclamait Modesto López ; finalement, la création du ministère des Travaux et du Crédit publics, en 1892.

[421] « Informe de la Dirección general sobre las Obras públicas trabajadas en el bienio de 1890-1892 », *Informe del Ministro de lo Interior al Congreso ordinario de 1892. Segunda parte. Obras públicas,* Quito, Imprenta del gobierno, 1892, p. 20.
[422] Sur la politique d'enseignement supérieur des sciences, voir le chapitre 5, section II.
[423] « Ley de sueldos », *Diario Oficial,* n°20, 19 octobre 1888, p. 79.

2) La mise en place d'institutions spécifiques

L'ancien jésuite, Juan Bautista Menten, joue un rôle central dans la mise en œuvre du projet d'infrastructure de Flores, en tant que président de la Commission consultative puis comme directeur des Travaux publics. La Commission, fondée en novembre 1888, est composée, entre autres, par Menten, l'ingénieur Adolfo Gehin, l'architecte Francisco Schmidt, José María Lasso de la Vega, un des propriétaires les plus puissants du nord et du centre de la *Sierra*, et Francisco Andrade Marín. Il s'agit, en somme, de techniciens capables de donner une nouvelle impulsion aux projets de voies de communication et de grands propriétaires intéressés par leur développement. Après avoir élu Menten président, le 20 novembre[424], la Commission se met aussitôt au travail et, sous l'impulsion de Menten, Schmidt et Andrade Marín, qui en sont les membres les plus assidus, elle devient la plus active de toutes les commissions créées par Flores. Pendant les premiers mois de 1889, ses rapports sont publiés dans pratiquement tous les numéros du journal officiel.

Le dynamisme de la Commission convainc Antonio Flores de la transformer, quatre mois plus tard, en une Direction générale des Travaux publics, au sein du ministère de l'Intérieur. C'est la seule commission technique promue à ce nouveau statut. Flores nomme Menten à sa tête[425]. Pendant son mandat, d'avril 1889 à juin 1892, l'ancien jésuite cherche à rationaliser les projets d'infrastructure. Il vérifie en personne, sur le terrain, l'avancée des travaux dans plusieurs provinces, comme ceux de la route de Cuenca à Azogues, du chemin de Cuenca à Machala, de celui d'Azogues à Alausí et de celui de Chuquipogio[426]. Le président lui-même visite les chantiers qu'il juge prioritaires, comme le chemin de fer central de Bahía de Caráquez à Quito et la *vía Flores*[427]. À l'issue des voyages d'observation de Menten et de ses ingénieurs, la Direction des Travaux publics élabore des rapports très prolixes. Le meilleur exemple en est le rapport du directeur au Congrès, à la fin de son mandat en 1892. Il s'agit d'un long document de soixante-treize pages, accompagné de surcroît d'une centaine de pages d'annexes. Il est si fourni que le gouvernement décide de ne pas l'inclure dans le rapport du ministre de l'Intérieur,

[424] *Diario Oficial*, n°47, 27 décembre 1888, p. 195.
[425] *Diario Oficial*, n°41, 15 avril 1889, p. 327.
[426] « Informe de la Dirección general sobre las Obras públicas », *Informe del Ministro de lo Interior al Congreso ordinario de 1892. Segunda parte. Obras públicas*, *op. cit.*, p. 11, 13-14 et 17.
[427] « Congreso ordinario de 1890. Mensaje del presidente de la República del Ecuador », *Diario Oficial*, n°256, 14 août 1890, p. 1911 et 1913.

chargé des Travaux publics, comme il avait l'habitude de la faire, mais de le publier dans un tome à part[428].

La création de la Direction a pour but de mettre de l'ordre dans les initiatives de travaux publics, en laissant les experts discerner les projets à la fois prioritaires et réalistes. Flores se distingue de Caamaño par sa prudence concernant les chemins de fer. Il considère que leur construction engage l'État sur le long terme et préfère privilégier deux projets seulement : le chemin de fer du sud (Chimbo-Sibambe) et le chemin de fer central (Bahía de Caráquez-Quito). Menten, qui jouit de la confiance du président, partage aussi sa conviction sur le besoin de rationaliser les projets d'infrastructure. Comme, Flores, il souhaite éviter la multiplication des lignes ferroviaires. Le directeur ne rejette pas en soi l'idée d'une voie ferrée ; il la considère, au contraire, comme indispensable : « Me permito decir que mientras no haya una arteria de fácil y pronta comunicación por un ferrocarril, quedará el bienestar de la Nación reducido a su última expresión, y apenas se podrá hablar de industria, comercio y agricultura. […]. Creo que necesitamos un ferrocarril »[429]. Mais l'emploi du singulier, « un ferrocarril », « una arteria », est révélateur. Pour Menten, l'État doit concentrer ses ressources sur la construction d'une seule voie ferrée. Il condamne, d'ailleurs, la dispersion des efforts et les régionalismes qui poussent chaque ville de l'Intérieur à exiger sa ligne ferroviaire. En effet, il estime que l'échec des projets de chemins de fer votés sous Caamaño est le résultat de :

> Cierto espíritu de provincialismo, exigiendo cada una de las provincias su ferrocarril. En Loja está haciéndose camino con pendientes para ferrocarril. En Cuenca ha habido proyectos de ferrocarril. Riobamba exige con preferencia lo mismo. Quito pide ferrocarril directo a la Costa y lo mismo Ibarra. ¿Será la Nación capaz de hacer frente a todos estos pedidos, aunque en sí bien intencionados? Creo que no. Los considero como otros tantos proyectos que se hacen la guerra el uno al otro[430].

Le seul projet de voie ferrée que Menten juge réaliste, avec celle du sud, est la ligne Ibarra-El Pailón[431]. À la fin du mandat de Flores, avant de céder son poste, Menten affirme, après l'échec des projets de chemins de fer approuvés sous Caamaño : « Hoy día se acabaron ya las ilusiones y estaremos muy bien si por lo pronto habrá uno que una la Costa con la Sierra »[432].

---

[428] *Informe del Ministro de lo Interior al Congreso ordinario de 1892. Segunda parte. Obras públicas*, *op. cit.*
[429] « Informe de la Dirección general sobre las Obras públicas », *Informe del Ministro de lo Interior al Congreso ordinario de 1892. Segunda parte. Obras públicas*, *op. cit.*, p. 7-8.
[430] *Ibid.*, p. 7.
[431] *Ibid.*, p. 23.
[432] *Ibid.*, p. 11-12.

La volonté de recentrer les efforts sur quelques projets phares concerne également les routes et les chemins d'*herradura*. Lorsque, dans son rapport final, Menten fait le bilan des travaux des deux chemins reliant Cuenca à la Côte, l'un vers Naranjal, l'autre vers Machala, il considère « que será difícil que ambos a dos se lleven a feliz éxito al mismo tiempo. […] No sé si convendría más acabar de una vez el camino del Naranjal, a mitad hecho y bien estudiado, en lugar de quedarse sin ninguno, quién sabe por cuánto tiempo »[433].

Menten fait preuve d'un grand pragmatisme. À ses yeux, plutôt que de se lancer dans des projets pharaoniques, le gouvernement doit se contenter de construire les œuvres pour lesquelles il dispose, à court terme, de moyens suffisants, car rien ne garantit que le gouvernement suivant poursuivra les efforts du premier : « Muy corto es el tiempo de una administración para proponerse obra de alguna importancia, más cuando no puede contarse con idénticas intenciones posteriores, lo que obliga a determinarse sólo por lo hacedero »[434]. En somme, en raison de la brièveté des mandats, le directeur considère que l'État doit se limiter à faire ce qui est possible dans l'immédiat.

L'expansion institutionnelle de l'État en matière d'infrastructures se poursuit avec la création, pour la première fois dans l'histoire de l'Équateur, d'un ministère des Travaux publics en 1892, quelques semaines après l'investiture de Luis Cordero[435]. Sa mise en place est prévue dans un projet de réforme de l'administration publique que Flores soumet au Congrès en 1890, mais que ce dernier n'a pas le temps de traiter. Cordero nomme alors deux libéraux à la tête du nouveau ministère, Francisco Andrade Marín d'abord, puis Jenaro Larrea de novembre 1893 à la suppression du ministère en août 1894[436].

La création du ministère des Travaux publics répond à trois besoins. En premier lieu, depuis la présidence de Flores, il est admis, malgré les objections de conservateurs comme Camilo Ponce[437], que l'expansion des voies de communication, surtout des chemins de fer, n'est possible qu'en recourant à des emprunts étrangers, ce qui suppose de restructurer la dette extérieure et d'en assurer le paiement. Le nouveau ministère est donc chargé à la fois du service de la dette et des travaux publics, comme l'indique son nom : *ministerio de Obras y Crédito públicos*. Par ailleurs, l'augmentation continue du montant destiné aux Travaux publics dans le

[433] *Ibid.*, p. 12.
[434] *Ibid.*, p. 9.
[435] *Diario Oficial*, n°20,10 août 1892, p. 158 ; et n°22, 16 août 1892, p. 173-174.
[436] *Diario Oficial*, n°25, 22 août 1892, p. 198 ; et *Informe del Ministro de Obras y Crédito Públicos al Congreso Constitucional de 1894*, *op. cit.*, p. 2.
[437] PONCE, Camilo, *El contrato d'Oksza ante el Consejo de Estado*, Quito, Imprenta Católica, 1891, p. 17. Cf. chapitre 7, section III, 2.

budget justifie la mise en place d'un ministère. La somme prévue pour les projets d'infrastructure s'élève à 366 mille sucres pour l'année fiscale de 1886, à 378 mille pour 1887, à 519 mille pour 1888 et à 660 mille par an environ de 1889 à 1892[438]. Enfin, le rôle de l'État dans le développement des infrastructures se renforce en 1892 quand le Congrès décide de lui confier directement la construction du chemin de fer du sud plutôt que de recourir à des entreprises privées, surtout étrangères, après l'échec des contrats signés avec Marcus Jameston Kelly en 1885 et avec le comte Thadée d'Oksza en 1890[439]. À ce titre, il est significatif que Cordero sanctionne le même jour le décret confiant à l'État la construction de la ligne et la loi créant le ministère.

Ce dernier est doté d'un sous-secrétaire, d'un ingénieur et d'un architecte permanents, de deux chefs de section et de quatre secrétaires[440], ainsi que d'un budget de 9 000 sucres pour en assurer le fonctionnement[441]. Le nombre d'employés peut sembler dérisoire, mais quelques années auparavant, en 1888, le ministère de l'Intérieur comptait seulement une quinzaine de personnes pour plusieurs portefeuilles, y compris celui des Travaux publics. De plus, à la différence des ingénieurs engagés dans la deuxième moitié des années 1880, comme Pérez, Anda et Flor, qui obtiennent des contrats pour une durée d'un an, le ministère ouvre un poste permanent d'ingénieur d'État, occupé à partir de 1892 par Enrique Beer[442]. Le poste est conservé même après la suppression du ministère, en 1894. Tomás Rodil devient alors ingénieur d'État mais son contrat ne fait aucune mention à la durée de ses fonctions[443].

En 1894, le Congrès est dominé par la « fusion » des conservateurs et des libéraux qui cherche à bloquer les réformes proposées par les progressistes. Contre l'avis du gouvernement, le ministère est supprimé. Le Parlement justifie sa décision en invoquant les difficultés financières de l'État provoquées par la crise internationale de l'argent et considère que ce portefeuille peut être rattaché au ministère de l'Intérieur, comme auparavant : « el Ministerio de Fomento, Obras y Crédito Públicos es, en las actuales circunstancias, innecesario y su mantenimiento gravoso a la Nación »[444]. En réalité, le courant conservateur, expression politique de la fraction

[438] *El Nacional*, n°184, 4 septembre 1885, p. 2 ; n°78, 17 septembre 1886, p. 3 ; n°296, 16 septembre 1887, p. 1306 ; et *Diario Oficial*, n°26, 5 novembre 1888, p. 104. Le Congrès de 1890 ne parvient pas à voter un nouveau budget avant la fin de la session parlementaire. Le gouvernement décide alors de reconduire celui de l'exercice biennal 1889-1890 pour les années 1891-1892.
[439] *Diario Oficial*, n°21, 13 août 1892, p. 167.
[440] *Diario Oficial*, numéro extraordinaire, 12 septembre 1892, p. 2.
[441] *Diario Oficial*, numéro extraordinaire, 22 septembre 1892, p 6.
[442] *Diario Oficial*, n°38, 14 septembre 1892, p. 304.
[443] *Diario Oficial*, n°309, 15 octobre 1894, p. 2538.
[444] *Diario Oficial*, n°298, 7 septembre 1894, p. 2433-2434.

terrateniente garciano-cléricale, rejette le principe d'une imbrication entre la question des voies de communication et celle de l'endettement à l'étranger[445]. Quant à plusieurs libéraux, dont Manuel Larrea ou Constatino Fernández, ils sont surtout favorables au financement des voies ferrées par des capitaux nationaux. Aussi, la vie du ministère des Travaux publics est-elle brève.

La Révolution libérale reprendra plus tard l'idée d'un ministère spécifique, car Alfaro le considère nécessaire pour mettre en œuvre son ambitieux projet d'infrastructures, notamment la construction du chemin de fer de Guayaquil à Quito. Il obtient de l'Assemblée constituante son rétablissement en 1897. Mais, en 1898, le Congrès, particulièrement hostile à l'exécutif, décide de supprimer le ministère et de rattacher le portefeuille des Travaux publics à celui de l'Intérieur.

Malgré les difficultés et les résistances, la mise en place pour la première fois d'un ministère exclusivement consacré aux Travaux publics, en 1892, représente une étape fondamentale dans la démarche l'État pour intégrer le territoire national du point de vue matériel. Bien que la construction de voies de communication progresse lentement pendant la période progressiste, le processus qui aboutit à la création du ministère des Travaux publics montre l'expansion de la capacité étatique à mettre en œuvre de grands projets nationaux. Pour réorienter les ressources vers la réalisation d'infrastructures, le progressisme entend réformer le système fiscal, conformément à la science économique.

III) La réorganisation des finances publiques

Dans son effort centralisateur, Garcia Moreno cherche à rationaliser le système fiscal en réformant les pratiques des prélèvements et l'administration des fonds publics, à tel point qu'il réussit à tripler les ressources de l'État, afin de faire face aux besoins croissants du pays, notamment en matière d'instruction et de voies de communication. Bien que ce processus soit

[445] Concernant les craintes des conservateurs envers l'endettement étranger, cf. section II, 1 ; et chapitre 7, section III, 2.

interrompu par la dictature de Veintemilla, le régime progressiste entend le poursuivre : « la administración de Caamaño reorganizó el sistema fiscal y reinició la canalización de los fondos públicos a la educación y a las obras públicas »[446]. Pour Ayala Mora, Caamaño « puso las bases para la penetración del capital extranjero »[447].

Depuis 1880, l'exploitation minière connaît un nouvel essor dans les provinces d'El Oro et du Cañar, où se situent les mines Zaruma et de Pillzhum, respectivement. Dans le but d'ouvrir le pays aux capitaux étrangers, qui ont déjà commencé à affluer à Zaruma, Caamaño fait adopter une nouvelle loi sur l'extraction minière[448], la première depuis le règlement de 1829 promulgué par Bolívar pour la Grande Colombie et la loi de Juan José Flores de 1830. Les progressistes considèrent, en effet, qu'il est nécessaire d'adopter un nouveau texte stimulant une activité en plein essor. Le code de 1886 représente même la première loi moderne sur l'extraction minière dans l'histoire de l'Équateur.

Caamaño cherche également à réorganiser les douanes, surtout celle de Guayaquil, la principale source de revenus de l'État depuis la suppression du tribut indien en 1857 et avec l'essor du modèle agro-exportateur à partir des années 1860. Plusieurs lois sont votées sous les trois gouvernements progressistes afin d'augmenter la rentabilité des services douaniers[449]. Avec la réforme de 1886, Caamaño, crée le poste de superintendant des douanes, chargé de veiller, au nom du gouvernement, à leur bon fonctionnement : il doit en rédiger le règlement, lutter contre la contrebande et envoyer annuellement un rapport au gouvernement sur leur état[450]. Caamaño fait aussi adopter des lois pour réorganiser le prélèvement de contributions qui, quoique plus modestes que les droits de douane, n'en constituent pas moins une source significative de revenus, comme l'impôt sur l'eau-de-vie[451] et la vente de timbres fiscaux[452].

Mais c'est surtout Antonio Flores qui envisage de réorganiser les finances publiques conformément à des principes scientifiques. Pendant sa longue carrière diplomatique, Flores s'est progressivement spécialise dans les questions financières. Il était convaincu que la mise en place du vaste programme d'infrastructures de García Moreno n'était possible qu'en

[446] ORTIZ CRESPO, Gonzalo, *La incorporación del Ecuador al mercado mundial*, *op. cit.*, p. 265-266 et 274.
[447] AYALA MORA, Enrique, *Lucha política y origen de los partidos en Ecuador*, *op. cit.*, p. 298.
[448] *El Nacional*, n°71, 9 septembre 1886 ; n°72, 10 septembre 1886 ; et n°73, 11 septembre 1886, p. 285-293.
[449] *El Nacional*, n°182, 28 août 1885, p. 1-2 ; n°57, 23 août 1886, p. 227-230 ; *Diario Oficial*, n°263, 23 septembre 1890, p. 2019-2026 ; et n°299, 12 septembre 1894, p. 2441-2448.
[450] *El Nacional*, n°57, 23 août 1886, p. 227-228.
[451] *El Nacional*, n°180, 18 août 1885, p. 2.
[452] *El Nacional*, n°66, 2 septembre 1886, p. 265-268.

recourant à des capitaux étrangers. Il a tenté plusieurs fois d'obtenir un emprunt en Europe pour la construction du chemin de fer de Yaguachi en 1874, mais en vain. Cet échec a persuadé Flores que la réhabilitation du crédit public est un préalable à tout projet de modernisation, notamment en matière de voies de communication. Il considère comme une grave erreur la décision de García Moreno de suspendre le paiement de la dette en 1869 qui, à ses yeux, a ruiné la réputation de l'Équateur sur les places financières européennes ; il ne se prive pas de la critiquer ouvertement après son accession au pouvoir[453].

1) La science au service de la politique budgétaire

Dès son investiture, Flores s'efforce de mettre en œuvre un vaste projet de réorganisation des finances publiques. Il propose au Parlement trois réformes : la suppression des droits d'exportation et le remplacement de la dîme, deux mesures que le ministre des Finances de Caamaño, Vicente Lucio Salazar, réclamait déjà en 1885[454], ainsi que la restructuration de la dette extérieure. Cette dernière doit attirer les capitaux étrangers destinés à financer les œuvres d'infrastructure, notamment le chemin de fer du sud. L'objectif des deux premières est d'augmenter la rentabilité des plantations cacaoyères, à l'origine du dynamisme économique de la Côte, surtout depuis les années 1860. Flores peut donc compter sur l'appui des parlementaires du Littoral. La suppression des droits d'exportation, par exemple, est soutenue par plusieurs députés de la Côte, majoritairement libéraux, comme Federico Rivera, Francisco Fernández Madrid ou Aurelio Noboa[455].

Flores doit faire face, toutefois, à une forte opposition conservatrice dès le début de sa présidence. Un des principaux dirigeants conservateurs de Cuenca, le député Rafael María Arízaga, accepte, sur le principe, les trois projets. Mais il considère qu'ils ne peuvent pas être adoptés simultanément, car les deux premiers priveraient l'État des ressources nécessaires à la reprise du service de la dette. Il propose de remettre à plus tard la suppression des droits

[453] FLORES, Antonio, *Conocimiento en los Estados colombianos de las ventajas del crédito público*, Quito, Imprenta del gobierno, 1890, p. 10-12.
[454] *Ministerio de Hacienda. Informe al Congreso constitucional de 1885*, Quito, Imprenta del gobierno, 1885, p 12-14 et 22-23.
[455] APL, Actas del Congreso extraordinario de 1888, Cámara de diputados, 28 août, p. 97 bis-99.

d'exportation, une fois le déficit budgétaire comblé, et ce de manière progressive[456]. Les conservateurs parviennent alors à faire rejeter le projet par la Chambre des députés, qui se contente de reconnaître la liberté de la navigation de cabotage que Flores propose par ailleurs dans le même projet de décret[457].

Le nouveau président cherche également à parvenir à un accord avec le Saint-Siège concernant la dîme. En 1884, l'Assemblée constituante vote le remplacement de la contribution ecclésiastique, une mesure soutenue notamment par Flores. La dîme doit être remplacée par une taxe foncière de trois pour mille et un impôt de 80 centimes par quintal de cacao exporté[458]. Le décret ne fait, néanmoins, qu'établir les bases d'une négociation entre le Saint-Siège et le gouvernement équatorien ; le remplacement n'est pas immédiatement appliquée. En 1885 et en 1888, les parlementaires libéraux essaient d'accélérer la suppression de la dîme, sans succès[459]. Avant l'arrivée de Flores à Quito en 1888, le Parlement discute déjà d'un projet sur le remplacement de cet impôt, mais il est abandonné le 11 septembre, faute d'accord entre les deux Chambres[460]. Deux jours plus tard, Flores soumet à nouveau cette initiative libérale au Sénat, qui la rejette à son tour[461]. À vrai dire, le président n'a pas besoin de l'autorisation du Congrès pour mener les négociations, mais il souhaite leur donner une plus grande légitimité. Face au refus du Sénat, il décide alors de négocier directement avec le nonce apostolique, indépendamment de l'avis du Parlement, et un accord définitif est signé en 1889.

Le débat provoqué par la question de la dîme révèle les divisions entre les groupes dominants[462]. Pour légitimer leurs positions, ils avancent des conceptions différentes de la science. Depuis la mort de García Moreno, Flores s'est montré hostile au maintien de la dîme, qu'il juge contraire à la science économique. En effet, les *hacendados* cacaoyers se voient forcés de céder à l'État le dixième de leur production, ce qui les handicape par rapport aux pays concurrents où la dîme n'existe pas ou a déjà été supprimée. Le nouveau président, « al defender el modelo agro-exportador, debía eliminar aquellos mecanismos de la instancia jurídico-política que

[456] *Ibid*., p. 96-96 bis.
[457] *Ibid*., p. 99 bis.
[458] *El Nacional*, n°91, 1er avril 1884, p. 1.
[459] *El Nacional*, n°207, 19 février 1886, p. 1-2 ; n°455, 7 août 1888, p. 1932 ; et APL, Actas del Congreso extraordinario de 1888, Cámara de diputados, 27 août, p. 118.
[460] « Cámara del Senado. Acta del 11 de septiembre », *Diario Oficial. Alcance al n°49*, 31 décembre 1888, p. 1.
[461] « Cámara del Senado. Acta del 13 de septiembre », *Diario Oficial. Alcance al número 49*, 31 décembre 1888, p. 3.
[462] Sur les intérêts en jeu dans le débat sur la dîme, voir le chapitre 4.

representaban una posición retardataria para dicho modelo »[463]. Ce n'est donc pas un hasard si Flores entreprend, en même temps, de supprimer les droits d'exportation et de conclure les négociations avec le Saint-Siège sur la dîme. Depuis 1884, il évite néanmoins d'en présenter le remplacement comme un mesure favorable avant tout aux intérêts des producteurs de cacao, dont il fait lui-même partie ; il insiste surtout sur son caractère régressif, démontré « hasta la saciedad por la ciencia económica y rentística »[464]. Dans tous les cas, l'Église et les *terratenientes* andins les plus conservateurs refusent de reconnaître l'archaïsme de la dîme et justifient cette contribution en signalant son origine divine et sa compatibilité avec la science, dont Dieu est, à leurs yeux, le fondement. Ainsi, en 1883, Julio Matovelle qualifie la dîme de contribution « arreglada a los principios de la moral y la ciencia »[465]. En 1888, l'évêque de Cuenca, Miguel León, s'exclame au Sénat : « No es posible tolerar la blasfemia de que se llame antieconómico e injusto al diezmo, que fue establecido por el mismo Dios : la ciencia emana de Dios y no puede oponerse a Él. ¡Cómo ha de haber hecho Dios una cosa injusta y mala, que la ciencia moderna pretende corregirle! »[466]. La science moderne ne peut donc contredire la vérité révélée. Au contraire, la religion doit servir de rempart aux errements scientifiques, comme l'affirment les sénateurs Juan León Mera, León Piedra et Federico Mateus : « la Religión debe establecerse como preservativo contra los errores que suelen deslizarse en las Ciencias y la Historia, cuando no las acompaña y guía el conocimiento de la fe ilustrada »[467].

Le troisième projet que Flores soumet au Parlement à son accession au pouvoir concerne la restructuration de la dette. Il suscite moins de résistances, car l'exécutif se contente de lui demander l'autorisation d'inviter le Conseil des porteurs d'obligations à envoyer un représentant en Équateur, afin de négocier un nouvel accord sur la dette d'Indépendance. Le but est de remplacer l'accord de 1854, connu sous le nom d'Espinel-Mocatta et annulé par García Moreno en 1869. Le projet est approuvé et servira de base aux négociations menant à l'accord Flores-Chambers de 1890[468].

Malgré l'opposition du Parlement aux deux premiers projets, les réformes économiques proposées par Antonio Flores valent à celui-ci, dans les premiers mois de sa présidence, le

[463] ORTIZ CRESPO, Gonzalo, *La incorporación del Ecuador al mercado mundial*, *op. cit.*, p. 281.
[464] « Memorándum sobre la abolición del diezmo en la República del Ecuador », *Diario Oficial*, n°4, 12 septembre 1888, p. 14.
[465] « Convención Nacional de 1883. Acta del 31 de diciembre », *El Nacional*, n°80, 26 février 1884p. 1.
[466] « Cámara del Senado. Acta del 3 de septiembre », *Diario Oficial. Alcance al número 38*, 5 décembre 1888, p. 1.
[467] « Cámara del Senado. Acta del 17 de julio », *Diario Oficial*, n 450, 31 juillet 1888, p. 1913.
[468] *Diario Oficial*, n°7, 17 septembre 1888, p. 28.

soutien des libéraux. La presse de Guayaquil se montre particulièrement enthousiaste face aux efforts du président pour mettre en place une « organización científica de nuestra hacienda »[469]. De son côté, Flores poursuit son entreprise de rationalisation des finances publiques et, deux ans plus tard, il présente de nouveaux projets au Parlement. Dans son message du 30 mai 1890, il considère que pour répondre aux besoins de l'État, il faut d'abord recourir à des emprunts étrangers, puis obtenir « el perfeccionamiento de los impuestos »[470]. À ses yeux, la charge tributaire est faible en Équateur, ce qui laisse une grande marge pour augmenter les impôts ou en créer de nouveaux : « Las contribuciones son sumamente livianas en nuestro país, y sin embargo, ¡cuántas quejas! »[471]. Il propose donc d'étendre l'impôt du trois pour mille aux capitaux en rotation de plus de cents sucres, de créer un impôt sur la production de tabac, d'augmenter la taxe sur l'eau-de-vie et d'abolir la loi sur la décentralisation des finances publiques, adoptée en 1885[472].

En dépit de sa volonté d'augmenter la charge fiscale, Flores ne cherche pas à créer des impôts que l'on qualifierait aujourd'hui de modernes. Il est admis à l'époque que les conditions pour leur mise en place ne sont pas réunies en Équateur. En 1894, le conservateur Carlos Mateus, par exemple, se montre favorable à un impôt sur les bénéfices des sociétés anonymes et à un impôt sur le revenu, mais il considère que l'État n'est pas capable de les percevoir[473]. En effet, les difficultés à prélever l'impôt de trois pour mille ont mis en lumière les insuffisances et la faiblesse de l'administration fiscale, réduisant l'enthousiasme qu'aurait pu susciter l'adoption de nouvelles contributions.

Le projet central que Flores soumet au Congrès en 1890 est donc la conversion de la dette extérieure. En réponse à l'invitation faite par le président, le Conseil des porteurs d'obligations confie à un syndicat bancaire, dirigé par le comte Thadée d'Oksza et dont fait partie la Banque d'Escompte, la mission de servir d'intermédiaire entre le gouvernement équatorien et le Conseil, pour parvenir à un accord[474]. D'Oksza envoie à Quito ses représentants, les comtes Swieykowsky et Sédières. Le premier propose au gouvernement un projet de restructuration de la dette[475] ; le deuxième, un projet de Banque nationale et un contrat pour la construction du

[469] *La Nación*, n°2288, reproduit dans *Diario Oficial*, n°5, 24 janvier 1889, p. 40.
[470] « Mensaje de S. E. el Presidente de la República al Congreso Extraordinario », *Diario Oficial*, n°247, 7 juillet 1890, p. 1835.
[471] *Ibid*.
[472] *Ibid*, p. 1836-1838.
[473] APL, Actas del Congreso extraordinario de 1894, Cámara del Senado, 25 août, p. 93-95.
[474] *Diario Oficial*, n°166, 25 novembre 1889, p. 1389-1390.
[475] *Diario Oficial*, n°148, 15 octobre 1889, p. 1248.

chemin de fer du sud. Le gouvernement refuse de traiter avec Swieykowsky, qu'il ne considère pas comme le représentant légitime du Conseil des porteurs d'obligations. Le président de ce dernier désigne alors le consul britannique à Guayaquil, George Chambers, comme intermédiaire des négociations entre les comtes et le gouvernement[476]. Les deux comtes entendent négocier sur l'ensemble des projets, qu'ils estiment interdépendants. Flores considère également qu'un accord global sur la question de la dette et celle du chemin de fer est nécessaire ; malgré quelques objections, il apporte son soutien à leurs vues[477].

Les propositions des comtes sont largement débattues par la presse pendant les mois qui précèdent la tenue du Congrès. Elles inquiètent les journaux conservateurs et libéraux, qui voient les comtes comme des négociants peu scrupuleux, prêts à tirer profit du gouvernement en abusant de sa confiance. Comme l'affirme le correspondant d'*El Argos* à Tulcán, « conservadores y liberales coinciden en el horror inspirado por las propuestas en proyecto, tales como están enunciadas »[478]. Le journal progressiste *El Independiente*, dirigé par Ángel Polibio Chaves, soutient, au contraire, la proposition des comtes sur la conversion de la dette et la construction du chemin de fer et appelle à traiter la question avec calme et rigueur, sans céder aux passions politiques : « Dejemos ya de hacer política, hagamos hacienda »[479].

Flores, pressé de régler la question, décide d'avancer la date d'ouverture de la session parlementaire, prévue le 10 juin 1890, et convoque un Congrès extraordinaire pour le 15 mai. Les comtes lui soumettent alors trois projets indissolublement liés : la restructuration de la dette extérieure, un emprunt du syndicat bancaire destiné à financer la reprise du service de la dette et un contrat pour la construction du chemin de fer du sud. Le 31 mai, la commission des finances et celle de crédit public du Sénat exigent le rejet du triple projet, dans un long rapport signé par les conservateurs Camilo Ponce, Francisco Moscoso, Vicente Lucio Salazar, et les libéraux Pedro Carbo, Lorenzo Peña, Alejandro Cárdenas, Vicente Paz, Belisario Quevedo et Carlos Córdoba[480]. Le projet est rejeté à l'unanimité, sous les acclamations et les applaudissements du public[481]. Les libéraux, représentants d'une élite côtière formée notamment de puissants banquiers, craignent qu'avec l'adoption d'un accord sur la dette de l'Indépendance, le paiement de la dette interne, dont les créditeurs sont essentiellement les

[476] *Diario Oficial*, n°172, 6 décembre 1889, p. 1438.
[477] « Memorándum sobre el ferrocarril del Sur en conexión con el crédito público y la reorganización de la Hacienda Nacional », *Diario Oficial*, numéro extraordinaire, 1er février 1890, p. 9.
[478] « Correspondencia de Tulcán », *El Argos*, n°12, 19 avril 1890, p. 46.
[479] « Las propuestas d'Oksza », *El Independiente*, Quito, n°3, le 21 décembre 1889, p. 2.
[480] APL, Actas del Congreso extraordinario de 1890, Cámara del Senado, 31 mai, p. 124-131.
[481] *Ibid*., p. 136.

banques de Guayaquil, devienne secondaire face aux obligations envers les créditeurs de Londres. Quant aux conservateurs, ils craignent que la reprise du service de la dette, telle que proposée par les comtes, ouvre la voie à une plus grande pénétration du capitalisme international[482]. Les grands propriétaires de la *Sierra* estiment, en effet, qu'une ouverture au marché international désorganisera le système traditionnel de l'*hacienda*, élément central des conditions de reproduction des élites *latifundistas*.

Flores décide alors de s'entendre directement avec George Chambers, représentant du Conseil des porteurs d'obligations, abandonnant l'idée d'un syndicat bancaire. Le gouvernement forme, pour ce faire, une commission tripartite formée par le ministre des Finances, Gabriel Jesús Núñez, un parlementaire, le sénateur libéral Lorenzo Peña, et le consul Chambers. Ils élaborent un nouvel accord que le Congrès finit par accepter, après trois mois de débats parlementaires, quoique sans consensus au sein de chaque camps. Au Sénat, la principale figure de progressisme à Manabí, Antonio Fernández Córdova, se montre hostile au projet. Dans le camp libéral, Pedro Carbo et Carlos Córdoba votent également contre, alors que Lorenza Peña, co-auteur de l'accord, et Juan Bautista Vázquez, vice-président du Sénat, y sont favorables[483]. Flores réussit à faire accepter la restructuration de la dette extérieure, mais il ne s'agit plus du projet proposé par les comtes. L'accord voté prévoit que l'ancienne dette de l'Indépendance, de 2 246 560 livres sterling, devienne la « nouvelle dette extérieure consolidée de l'Équateur », d'un montant de 750 000 livres, redevable d'un intérêt annuel de 4,5%. Une augmentation de dix points des droits d'importation est adoptée pour faire face à ces obligations[484]. L'accord n'entre pas immédiatement en vigueur, car il est *ad referendum* et doit donc être approuvé par le Conseil des porteurs d'obligations à Londres, qui se montre très réticent. Les négociations se poursuivent pendant plus de deux ans avant que le Conseil et le gouvernement ne parviennent à un accord. Le consul à Paris, Clemente Ballén, est alors chargé d'échanger les bons de l'ancienne dette contre des nouveaux. Ce n'est donc qu'en 1893, sous la présidence de Cordero, que reprend le paiement de la dette.

[482] AYALA MORA, Enrique, *Lucha política y origen de los partidos en Ecuador*, *op. cit.*, p. 228-229 et 294 ; ORTIZ CRESPO, Gonzalo, *La incorporación del Ecuador al mercado mundial*, *op. cit.*, p. 276-277.
[483] APL, Actas del Congreso extraordinario de 1890, Cámara del Senado, 18 août, p. 144-146.
[484] AYALA MORA, Enrique, *Lucha política y origen de los partidos en Ecuador*, *op. cit.*, p. 247.

2) Le projet de Banque nationale

Pour assurer le service de la dette, ainsi que pour stimuler le crédit et le développement économique, Flores envisage de mettre en place une Banque nationale. Il compte lui attribuer plusieurs fonctions : financer la modernisation de l'agriculture, frapper la monnaie nationale, remplacer la monnaie étrangère de faible aloi, émettre des billets au nom de l'État, tenir les comptes de l'administration publique et prendre en charge le service de la dette extérieure à travers un compte spécifique. Le gouvernement n'a pas l'intention de créer lui-même la Banque ; il se contente de demander au Congrès l'autorisation de solliciter des investisseurs nationaux ou étrangers disposés à la fonder. L'État ne contribuerait pas à plus de 25% au capital initial. Il garderait néanmoins un droit de regard, car il nommerait un inspecteur chargé de surveiller les opérations et participerait partiellement aux bénéfices produits par la Banque. En échange, le gouvernement s'engagerait à remettre exclusivement à celle-ci tous les revenus des impôts, et lui accorderait un traitement privilégié[485].

Flores cherche à créer une institution semblable à la Banque d'Angleterre, à la Banque de France ou à la première et à la deuxième Banque des États-Unis (ouvertes, respectivement, de 1791 à 1811 et de 1816 à 1836)[486]. Il s'inspire également de l'exemple colombien[487]. Pendant sa première présidence, Rafael Núñez, réformateur imprégné de positivisme spencérien, crée une Banque nationale en 1880, qui reste d'abord à un état embryonnaire. Ses prérogatives se renforcent à partir de 1886, pendant son deuxième et son troisième mandats, lorsque la nouvelle Constitution de la Colombie établit un régime centraliste qui reconnaît la souveraineté monétaire de l'État. Flores indique : « queremos seguir las huellas de las Naciones más avanzadas que han fundado sus Bancos para aprovecharse del derecho de la emisión fiduciaria, tan inherente a la soberanía nacional, como la acuñación de la moneda »[488]. Il s'agit donc de suivre l'exemple des voisins et des pays industrialisés pour consolider la souveraineté nationale en garantissant le monopole de l'État sur la politique monétaire.

Le projet proposé par Flores s'inscrit bien dans une démarche de centralisation et de rationalisation des finances publiques. Il est prévu, en effet, que la Banque nationale entretienne

[485] APL, Actas del Congreso extraordinario de 1890, Cámara del Senado, 20 mai, p. 25-28.
[486] Il faudra attendre 1913 pour que soit créée la Réserve fédérale aux États-Unis et la fin de la Seconde Guerre mondiale pour que soient nationalisées la Banque d'Angleterre et la Banque de France.
[487] « Mensaje de S. E. el Presidente de la República al Congreso Extraordinario », *Diario Oficial*, n°247, 7 juillet 1890, p. 1837.
[488] *Ibid*.

des relations privilégiées avec le gouvernement, au détriment des banques de Guayaquil. Il ne s'agit pas encore de réguler le secteur bancaire, comme ce sera le cas pendant la Révolution julienne qui, au milieu des années 1920, fondera la Banque centrale et la Superintendance des banques. Flores compte créer une institution privée, quoique d'intérêt public, sous la tutelle de l'État, dont les fonctions la distingueraient des autres banques du pays. Comme pour ses autres projets, Flores justifie le besoin d'une Banque nationale en invoquant la science économique. Il affirme dans son message au Parlement : « Creo con Stuart Mill : 1° que el privilegio de emitir billetes es una fuente de grandes beneficios la cual es de desear que aproveche a la Nación entera; y 2° que en todo caso debe desearse también que haya un grande establecimiento como el Banco de Inglaterra »[489].

La Commission des finances du Sénat demande cependant à la Chambre de bloquer la création de la Banque nationale. Elle accuse plusieurs dispositions du projet de lui concéder des privilèges excessifs : la possibilité pour la nouvelle Banque de procéder à des émissions illimitées de billets et d'échanger librement ses propres billets avec ceux du Trésor, son irresponsabilité dans la gestion de finances publiques et l'interdiction de fonder de nouvelles banques[490]. Le projet est finalement rejeté à l'unanimité le 14 juin[491]. Le comte Sédières décide alors de présenter une nouvelle proposition de Banque nationale, également rejetée le 18 juillet[492].

Le projet de Banque nationale doit faire face à une triple opposition : celle de l'élite du port principal, celle de sa représentation corporative, la Chambre de commerce de Guayaquil, et celle de sa représentation politique, le courant libéral. Les banques de Guayaquil, comme la Banque Territoriale, demandent directement au Congrès de refuser le projet[493]. Elles sont mêmes disposées à des concessions afin de préserver leurs privilèges. Quand les travaux parlementaires commencent, en mai 1890, elles acceptent de réduire les taux d'intérêt des prêts accordés à l'État de 9 à 6%[494]. Plus tard, une fois le projet de Flores et celui de Sédières rejetés, et afin de dissuader le président d'en proposer un nouveau, elles s'engagent à prendre en charge gratuitement le service de la dette au nom du gouvernement[495]. La Chambre de commerce de

[489] « Mensaje de S. E. el Presidente de la República al Congreso Extraordinario », *Diario Oficial*, n°245, 28 juin 1890, p 1822.
[490] APL, Actas del Congreso extraordinario de 1890, Cámara del Senado, 24 mai, p. 83-84.
[491] APL, Actas del Congreso ordinario de 1890, Cámara del Senado, 14 juin, p. 25.
[492] APL, Actas del Congreso ordinario de 1890, Cámara del Senado, 18 juillet, p. 227-228.
[493] APL, Actas del Congreso ordinario de 1890, Cámara del Senado, 12 juin, p. 21.
[494] « Mensaje de S. E. el Presidente de la República al Congreso Extraordinario », *Diario Oficial*, n°247, 7 juillet 1890, p. 1840.
[495] APL, Actas del Congreso ordinario de 1890, Cámara del Senado, 7 août, p. 19.

Guayaquil exprime également son opposition à la Banque nationale dans une lettre adressée à Flores[496]. La presse libérale n'est pas en reste, comme les journaux *El Globo*, à Guayaquil, et *El Centinela*, à Quito. Les parlementaires libéraux, enfin, se mobilisent contre le projet. Les sénateurs Pedro Carbo et Alejandro Cárdenas font partie des signataires des rapports de la Commission des Finances défavorables à la proposition de l'exécutif et à celle du comte Sédières[497]. Avant même la réunion du Congrès, les notables de Guayaquil convoquent un comice populaire afin de discuter les projets économiques de Flores. Les *vecinos*, réunis le 16 mars, décident d'exiger au Parlement le rejet de la triple proposition des comtes et du projet de Banque nationale. Ils chargent Rafael Pólit, Francisco Coronel Mateus, José Gómez Carbo et Francisco Fernández Madrid de rédiger la pétition, signée par plus de six mille personnes, qui sera lue au Sénat le 31 mai[498]. L'assemblée populaire décide également de confier aux parlementaires de la province du Guayas, les libéraux Miguel Valverde, José María Sáenz, César Borja et Pedro Carbo, un mandat impératif : éviter à tout prix l'adoption des réformes proposées par le gouvernement, notamment le projet de Banque nationale. Les rédacteurs de la pétition représentent l'oligarchie côtière qui entend préserver les privilèges de ses banques. Coronel Mateus, d'ailleurs, est un des plus puissants banquiers depuis les années 1860[499].

Les opposants au projet de Banque nationale avancent plusieurs arguments pour le décrédibiliser. Le journal libéral *El Globo* refuse le fondement scientifique du projet de Flores. Il reconnaît l'expertise du président en matière de finances, mais l'accuse d'avoir perdu le sens des réalités locales, après son long séjour en Europe : « No basta conocer los principios de la ciencia económica: es necesario saberlos aplicar »[500]. Pour la Chambre de commerce de Guayaquil, l'autorité de Stuart Mill, cité par Flores dans son message au Parlement, ne suffit pas à justifier le projet. De même que les journaux *El Globo* et *El Centinela*, elle précise que la situation de l'Équateur n'est pas comparable à celle de l'Angleterre ou à celle de la France[501]. Par ailleurs, l'oligarchie de Guayaquil craint l'audace des projets économiques de Flores, qu'*El Globo* présente comme des réformes dangereuses et radicales[502]. La Chambre de

[496] Reproduite dans : « Banco nacional privilegiado », *El Centinela*, n°5, 11 juin 1890, p. 18-19 ; et n°6, 12 juin 1890, p. 22-23.
[497] APL, Actas del Congreso extraordinario de 1890, Cámara del Senado, 24 mai, p. 83-84 ; et Actas del Congreso ordinario de 1890, Cámara del Senado, 18 juillet, p. 227-228.
[498] APL, Actas del Congreso extraordinario de 1890, Cámara del Senado, 31 mai, p. 136-142.
[499] QUINTERO, Rafael, *El mito del populismo*, *op. cit.*, p. 130-131.
[500] « Banco nacional », *El Globo*, n°859, 26 mai 1890, p. 2.
[501] *Ibid.* ; « Banco nacional privilegiado », *El Centinela*, n°6, 12 juin 1890, p. 23. « Banco Nacional del Ecuador », *El Centinela*, n°15, 24 juin 1890, p. 58.
[502] « Banco nacional », *El Globo*, *art. cit.*, p. 2.

commerce va plus loin en accusant le président de préparer le terrain pour le « chaos des utopies socialistes »[503]. Finalement, les opposants à la Banque nationale considèrent que la création d'une institution financière entretenant des rapports privilégiés avec l'État signerait l'arrêt de mort des banques de Guayaquil, car elle supposerait la mise en place d'un monopole paraétatique qui asphyxierait le secteur privé[504]. Même Camilo Ponce, représentant de la fraction garciano-cléricale des élites *terratenientes*, dont les intérêts divergent pourtant de ceux de la bourgeoisie agro-mercantile de Guayaquil, reprend l'argumentaire libéral en signalant que la Banque nationale mettrait en péril l'existence des banques du port principal[505]. Il est d'autant plus aisé de comprendre cette crainte lorsque l'on garde à l'esprit que les intérêts des prêts concédés à l'État par les banques de Guayaquil sont une des principales sources de revenu de ces dernières. *El Globo*, pour sa part, regrette que le gouvernement ignore les sacrifices consentis par les banques, qui s'exposent à de nombreux risques pour le bien de l'État et, plus largement, pour le bien commun :

> Los actuales Bancos, por servir al país y redimirlo de sus préstamos usurarios, están haciendo hoy el papel de Cristos; […] por entregar gran parte de sus capitales al Fisco están girando fuera de la órbita de sus peculiares operaciones; […] no obstante la gran prudencia, tino y liberta de acción de sus Directores, están expuestos a sufrir los contratiempos que llegue a experimentar el Tesoro Público[506].

En réalité, parallèlement à la consolidation du modèle agro-exportateur, le puissant système financier de Guayaquil est devenu très puissant et fort rentable. Sa prospérité s'explique par deux facteurs. D'une part, les banques bénéficient de l'excédent de capitaux provenant des exportations de cacao, alors en plein essor. Deuxièmement, depuis les années 1860, l'État est de plus en plus dépendant du secteur financier car, pour combler les déficits publics, il sollicite auprès de ce dernier des emprunts garantis par les prélèvements fiscaux à venir, mais consentis à des taux d'intérêts élevés[507]. Ainsi, dans les années 1880, le taux de rendement moyen des actions est de 16% pour la Banque de Crédit Hypothécaire et de 18 à 20% pour la Banque de l'Équateur, et ce durant les années les plus difficiles[508]. Les banques de Guayaquil sont donc très loin des sacrifices et des risques décrits par *El Globo* ; les transactions avec l'État représentent, au contraire, une source de revenus importante, facile et sûre.

---

[503] « Banco nacional privilegiado », *El Centinela*, n°6, 12 juin 1890, p. 23.
[504] *Ibid.* ; et « Banco Nacional del Ecuador », *El Centinela*, *art. cit.*, p. 59.
[505] APL, Actas del Congreso ordinario de 1890, Cámara del Senado, 14 juin, p. 25.
[506] « Banco nacional », *El Globo*, *art. cit.*, p. 2.
[507] MIÑO GRIJALVA, Wilson, *Breve historia bancaria del Ecuador*, Quito, CEN, 2008, p. 25 et 35.
[508] ORTIZ CRESPO, Gonzalo, *La incorporación del Ecuador al mercado mundial*, *op. cit.*, p. 214.

Toutefois, la principale crainte que suscite le projet tel qu'il a été conçu par Flores est la prolifération du papier monnaie[509]. Celle-ci inquiète aussi bien les conservateurs que les libéraux, et représente une menace avancée par la Commission du Sénat pour délégitimer la création de la Banque nationale[510]. C'est aussi la raison invoquée pour rejeter un projet autorisant le gouvernement à émettre des billets du Trésor d'une valeur de 1,2 millions de sucres, en attendant le rétablissement des activités douanières à Guayaquil, après les mois d'hiver. Combattue par les libéraux, comme Pedro Carbo, Alejandro Cárdenas et Lorenzo Peña, et par les conservateurs Camilo Ponce, Francisco Moscoso et Vicente Lucio Salazar, cette proposition est rejetée à l'unanimité le 28 mai[511].

L'exemple de la Colombie, dont Flores s'inspire, sert finalement de repoussoir pour le secteur financier de Guayaquil. Après la guerre civile de 1885, Rafael Núñez instaure le régime du papier-monnaie à travers plusieurs réformes adoptées entre 1886 et 1887. La Banque nationale augmente considérablement ses émissions de billets pour combler le déficit produit par la guerre, ce qui aboutit à leur dépréciation. Or le président impose leur utilisation : tous les acteurs économiques, publics ou privés, sont tenus de les accepter. C'est un coup mortel porté aux banques privées, qui ne peuvent refuser de se faire rembourser en billets dépréciés des emprunts qu'elles ont concédés en valeurs métalliques ou en billets au cours plus élevé. Le nombre des banques est divisé par trois en Colombie, passant de 42 en 1881 à 14 en 1892, et de neuf à quatre à Bogotá[512]. La perspective de reproduire l'expérience colombienne, surtout si la circulation des billets de la Banque nationale devient obligatoire, ne peut donc qu'alarmer le secteur bancaire de Guayaquil.

L'échec du projet illustre aussi la force politique croissante de l'oligarchie agro-mercantile du port principal, qui commence à prendre ses distances par rapport à Antonio Flores, qu'elle avait pourtant soutenu avec enthousiasme pendant la première année de son mandat. Dans leur combat contre les projets économiques du président, les libéraux n'hésitent pas à agir de concert avec les conservateurs. De fait, cette opposition commune aux réformes soumises par Flores au du Congrès de 1890 jette les bases de la *fusion* entre la mouvance conservatrice et une fraction

[509] « Banco nacional privilegiado », *El Centinela*, n°6, 12 juin 1890, p. 23 ; « ¡¡¡Gloria al Senado!!! », n°7, 14 juin 1890, p. 28 ; « Banco Nacional del Ecuador », n°22, 4 juillet 1890, p. 91-92.
[510] APL, Actas del Congreso extraordinario de 1890, Cámara del Senado, 24 mai, p. 83-84.
[511] APL, Actas del Congreso extraordinario de 1890, Cámara del Senado, 28 mai, p. 113-115.
[512] CORREA, Juan Santiago, « Del Radicalismo a la Regeneración. La cuestión monetaria (1880-1903) », *Revista de Economía institucional*, vol. 11, n°21, 2009, p. 166-168.

libérale, qui se mettra en place formellement en janvier 1891 et fragilisera le progressisme lors des élections présidentielles de 1892[513].

Par ailleurs, les débats sur les réformes économiques, sur le remplacement de la dîme ou sur la création de la Banque nationale, illustrent les divergences entre les élites équatoriennes : les producteurs de cacao, les commerçants et les banquiers de Guayaquil, d'une part, et les *terratenientes* andins alliés à l'Église, d'autre part, sont en rivalité. Chacune de ces fractions cherche à légitimer ses positions en s'appuyant sur la science, dont la définition et la portée sont toutefois variables. La notion de « sciences » et son vocabulaire s'ajoutent donc à la liste des concepts partagés entre les conservateurs, les progressistes et les libéraux pendant le dernier quart du XIXe siècle, aux côtés de « progrès », « civilisation » ou « liberté ». Pour Espinosa et Aljovín de Losada :

> Había, pues, un consenso cada vez mayor sobre la legitimidad del régimen republicano, del progreso y una idea de la religión como una esfera autónoma. […] No obstante, existía una disputa entre los bandos sobre cómo entender el republicanismo y el progreso, y más aún en torno a la definición de la Iglesia. Si bien ambos contendientes [conservadores y liberales] utilizaban términos como "libertad" y "civilización", estos eran definidos de manera polémica por los bandos en pugna, como también lo era la relación Estado-Iglesia »[514].

Il en va de même avec le concept de « science » sous le progressisme, qui recouvre des sens différents en fonction des groupes qui l'invoquent pour légitimer leurs intérêts. Le recours aux principes de la science dans la gestion des fonds publics se prolonge au-delà de la présidence de Flores. Le libéral Francisco Andrade Marín, ministre des Finances de Cordero, ne renierait pas la devise de Porfirio Díaz que nous avons déjà évoquée. En 1894, Andrade Marín affirme qu'il ne traite pas de politique dans son rapport au Parlement :

> Este campo es muy ajeno de los serios trabajos de administración rentística, que no conocen color político. La Memoria de Hacienda debe parecerse a un extenso cuadro de matemáticas, del cual, con estricto rigor científico, se han de sacar las deducciones correspondientes al incremento de la riqueza pública[515].

[513] Cf. chapitre 8.
[514] ESPINOSA FERNÁNDEZ DE CÓRDOBA, Carlos et ALJOVÍN DE LOSADA, Cristóbal, *art. cit.*, p. 190.
[515] *Informe del ministro de Hacienda de la República del Ecuador al Congreso constitucional de 1894*, Quito, Imprenta del gobierno, 1894, p. 63.

Les propos d'Andrade Marín annoncent le triomphe de la pensée positiviste, idéologie de l'oligarchie agro-exportatrice de Guayaquil, qui orientera le projet de construction nationale de la Révolution libérale, à partir de 1895[516].

Conclusion

Le positivisme est un dénominateur commun chez les élites équatoriennes pendant le dernier tiers du XIXe siècle, de la période garcienne à la Révolution libérale. Tous les courants considèrent qu'il est nécessaire de suivre les principes de la science expérimentale dans la gestion des affaires publiques et acceptent la notion de progrès, quoique chacun lui confère un contenu différent. Pendant la période progressiste, les projets de réforme de l'agriculture, des travaux publics et du système fiscal illustrent l'influence du positivisme, en particulier dans sa version utilitariste. Ils témoignent également de la volonté des élites de s'adapter à la conjoncture économique : le progressisme « quería devolver al Estado su papel en el desarrollo económico y realizar en una forma lenta pero coherente aquellos cambios que se necesitaban al nivel de lo jurídico-político a fin de adaptarlo a los nuevos requerimientos de la coyuntura »[517]. Cet élan modernisateur pousse les progressistes à un plus grand pragmatisme. Si García Moreno définissait la République comme une utopie éthique-religieuse, c'est le rejet de toute forme d'utopie qui caractérise la pensée progressiste[518]. En ce sens, les progressistes se distinguent des conservateurs, mais aussi des libéraux. Pour Maiguashca :

> Característica de los nuevos dirigentes fue mostrar un temperamento marcadamente pragmático. Aunque aceptaron el contenido democrático de las reformas del medio siglo, rechazaron la dimensión utópica del liberalismo. En lugar de enarbolar banderas ideológicas, se dedicaron a trabajar por la "concordia de las voluntades". ¿Cómo

[516] GUERRA BRAVO, Samuel, « Estudio introductorio », *in* PALADINES ESCUDERO, Carlos et GUERRA BRAVO, Samuel, *Pensamiento positivista ecuatoriano*, Quito, BCE-CEN, 1981, p. 82-83.
[517] ORTIZ CRESPO, Gonzalo, *La incorporación del Ecuador al mercado mundial*, *op. cit.*, p. 273.
[518] MAIGUASHCA, Juan, « El proceso de integración nacional en el Ecuador: el rol del poder central, 1830-1895 », *art. cit.*, p. 383 et p. 390-393.

> conseguirla? No con el poder de convocatoria de las ideologías sino más bien a través de la colaboración en la solución de problemas concretos. No por nada se consideraban los fundadores de lo que ellos orgullosamente llamaron la "República práctica"[519].

Il convient de définir le contenu de cette « République pratique », en analysant les réformes mises en place par les progressistes afin de montrer l'esprit pragmatique qui anime leur projet de modernisation, visible, en particulier, dans les rapports que le courant modéré entretient avec l'Église. Les progressistes reprennent le discours garcien sur l'idéal de la République du Sacré Cœur, mais ils ne l'utilisent que comme un cadre référentiel. En effet, tout en insistant sur leur identité catholique, ils cherchent à réformer les rapports entre l'Église et l'État, en essayant, par exemple, de réduire l'influence politique du clergé ou d'obtenir le remplacement de la dîme. Ces tentatives de sécularisation, quoique timides, révèlent le pragmatisme des autorités progressistes. L'abolition de la contribution ecclésiastique, en particulier, ainsi que le développement de l'enseignement scientifique et du chemin de fer s'inscrivent dans le projet de réforme de l'agriculture porté par les fractions *terratenientes* modernisatrices. Ces trois domaines de réformes poursuivent le même objectif : renforcer le modèle agro-exportateur.

[519] MAIGUASHCA, Juan, « Dirigentes políticos y burócratas », *op. cit.*, p. 247.

Deuxième partie :

Les projets de réforme progressistes

Chapitre 4 : La réforme des relations entre l'Église et l'État

Le culte du Sacré Cœur a été officiellement institué par l'Église catholique après les révélations de Paray-le-Monial, en 1673. Il se répand très vite dans l'Audience de Quito, à partir de 1686. Hidalgo Nistri commente sa popularité : « la devoción compendia un cúmulo de sentimientos que, incluso hasta hoy, forman parte del alma del pueblo ecuatoriano. […] Es justicia, por lo tanto, decir, que el SCJ forma parte del patrimonio religioso cultural del pueblo ecuatoriano »[520]. C'est surtout sous les présidences de García Moreno que le culte du Sacré Cœur acquiert une dimension officielle. En août 1873, les évêques, lors du IIIe Concile provincial, décident de consacrer l'Équateur au Sacré Cœur de Jésus, une initiative reprise par le pouvoir politique. Le Sénat et la Chambre des Députés, réunis en Congrès et dominés par les conservateurs, adoptent, le 8 octobre 1873, un décret consacrant l'Équateur au Sacré Cœur, qui sera signé par le président dix jours plus tard[521].

Cette consécration répond à un projet politique très précis : construire la Jérusalem céleste en Équateur dans un cadre républicain, par la mise en place d'un État confessionnel. Depuis la période garcienne, cette consécration apparaît comme l'instrument d'une stratégie idéologique à caractère conservateur, au service de la préservation de l'idéal d'une nation « pure » mais vécue comme menacée et fragile. Pour García Moreno, le catholicisme représente le seul ciment d'un pays très divisé[522]. Son projet de construction nationale repose sur le renforcement de l'influence de l'Église, afin de consolider l'unité religieuse du pays, condition *sine qua non* pour assurer l'unité nationale. L'Église obtient alors le monopole de l'instruction et de la culture. Le Concordat signé avec le Saint-Siège en 1862 et la Constitution de 1869 instaurent « un sistema de gobierno cuasi monárquico, represivo y confesional-excluyente »[523].

L'un des principes fondamentaux de la République du Cœur de Jésus est l'harmonie entre l'Église et l'État. Il fallait donc « lograr que la ley civil fuera una prolongación de la ley

[520] HIDALGO NISTRI, Fernando, *op. cit.*, p. 195.
[521] *La República del Corazón de Jesús*, nº1, juin 1884, p. 14-15.
[522] DEMELAS, Marie-Danielle et SAINT-GEOURS, Yves, *op. cit.*, p. 131,155 et 173.
[523] AYALA MORA, Enrique, *Historia de la Revolución Liberal ecuatoriana, op. cit.*, p. 25.

divina »[524]. Deux exemples l'illustrent : la Constitution de 1869 et le Code Pénal de 1871. La Constitution de 1869 proclame l'équivalence entre union religieuse et union nationale en conditionnant l'accès à la citoyenneté au fait d'être catholique[525]. Par ailleurs, l'évêque Federico González Suárez rappelle, en 1900, que García Moreno a consulté les prélats avant de promulguer le nouveau Code pénal pour savoir s'il contenait des articles contraires à la religion[526]. Selon le Code de 1871, toute tentative d'abolir la religion catholique ou de lui retirer son statut officiel de religion d'État constituait un délit sanctionné par une peine de deux à trois ans de prison, et par la peine de mort lorsqu'il s'agissait de représentants de l'autorité publique[527].

La construction de l'État confessionnel se voit interrompue en 1875 par l'assassinat de García Moreno. L'arrivée de Veintemilla au pouvoir en 1876 laisse les libéraux espérer que l'heure de la réforme est venue. En effet, ce dernier nomme Pedro Carbo, figure éminente du libéralisme, opposant résolu à García Moreno, ministre général, chargé de tous les portefeuilles. Tout au long de l'année 1877, le gouvernement met en place une politique anticléricale. Il suspend le Concordat de manière unilatérale et réprime les membres du clergé qui cherchent à renverser le gouvernement, comme Arsenio Andrade, vicaire capitulaire de l'archidiocèse de Quito. Les conservateurs accusent même Veintemilla d'avoir fait empoisonner l'archevêque José Ignacio Barba y Checa lors de la messe du Vendredi saint.

Cependant, le courant libéral ne tarde pas à se fractionner. Les pratiques autoritaires de Veintemilla et la corruption généralisée de son régime poussent de nombreux libéraux dans l'opposition. Le dictateur tente alors de se rapprocher des conservateurs et de l'Église en négociant avec le Saint-Siège un nouveau Concordat, approuvé par le Parlement en 1880 et en vigueur à partir de 1882. Toutefois, malgré ses efforts, il ne parvient pas à s'attirer les faveurs des conservateurs.

Lorsqu'il est renversé en 1883, les libéraux, devenus minoritaires, entendent poursuivre le processus de sécularisation des institutions publiques initié puis suspendu par Veintemilla. De leur côté, les conservateurs et les progressistes cherchent à restaurer la République du Sacré Cœur, c'est-à-dire rétablir les droits de l'Église, maintenir une relation harmonieuse entre cette

[524] HIDALGO NISTRI, Fernando, *op. cit.*, p. 269.
[525] Constitution de 1869, article 10 ; en ligne, http://www.cancilleria.gob.ec/constituciones-del-ecuador-desde-1830-hasta-2008, site consulté le 30 avril 2016.
[526] GONZÁLEZ SUÁREZ, Federico, *Cuestiones palpitantes II. Carta del Ilmo. y Rmo. Señor Dr. Don Federico González Suárez, obispo de Ibarra, a su Vicario General explicada por el mismo autor*, Quito, Tipográfica de la Escuela de Artes y Oficios, 1900, p. 59.
[527] *Código penal de la República del Ecuador*, Quito, Imprenta nacional, 1871, p. 17.

dernière et l'État, en somme, refermer la malheureuse parenthèse que représente, à leurs yeux, la dictature de Veintemilla.

Pourtant, il nous semble que la restauration de la République du Sacré Cœur en 1883 repose sur un malentendu entre conservateurs et progressistes. Les premiers entendent rétablir un régime de type garcien. En juin 1884, le curé d'Azogues, Julio Matovelle, un des principaux intellectuels conservateurs du dernier quart de siècle, fonde une revue au titre programmatique : *La República del Sagrado Corazón de Jesús*. Pour les progressistes, la consécration au Sacré Cœur n'est qu'un cadre référentiel destiné à assurer le maintien du monopole idéologique et culturel clérical-conservateur, qu'ils ne cherchent à pas remettre en question. Cependant, ils souhaitent réduire le pouvoir temporel de l'Église afin de mettre en œuvre leur programme fondé des réformes économiques permettant la consolidation du modèle agro-exportateur, comme le remplacement de la dîme.

I) La Restauration de la République du Sacré Cœur

Lorsque la Restauration triomphe de la dictature de Veintemilla en 1883, les conservateurs et les progressistes s'efforcent de rétablir la République du Sacré Cœur. Ils appartiennent à deux courants politiques profondément catholiques, mais leur vision des rapports entre l'Église et l'État diffère substantiellement. Les conservateurs souhaitent le retour à un régime garcien permettant d'instaurer la Jérusalem céleste, à savoir le « règne social » ou la « souveraineté sociale » du Christ[528]. Pour les progressistes, en revanche, la consécration au Sacré Cœur est avant tout un instrument discursif destiné à définir un cadre identitaire à même de cimenter l'unité nationale. Cependant, en 1883, les divisions entre les deux courants ne sont pas encore visibles.

[528] « La República del Sagrado Corazón de Jesús », *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, n°20, juin 1886, p. 19 ; et « Pastoral del Ilmo. Sr. Arzobispo sobre el 2º centenario de la B. Margarita María de Alacoque y la construcción dela Basílica Nacional del Sagrado Corazón de Jesús », n°56, septembre 1890, p. 349.

1) Le renouvellement de la consécration

Le nom de « Restauration » adopté par le pentavirat pour désigner la révolte des provinces de l'intérieur contre Veintemilla est fort symbolique et mérite d'être commenté. Pour les conservateurs et les progressistes, majoritaires dans les Andes, il s'agit de rétablir, après la dictature, l'ordre constitutionnel, la liberté mais aussi la République du Sacré Cœur. Pour ce faire, le pentavirat puis l'Assemblée constituante n'hésitent pas à renouveler la consécration de 1873. Ils décident tous deux de faire construire une Basilique nationale à Quito pour rendre grâce à la providence du succès de la campagne contre Veintemilla[529].

Le jour où l'Assemblée approuve la nouvelle constitution, le 4 février 1884, une vingtaine de députés organise une cérémonie dans la chapelle du collège des Sacrés Cœurs à Quito. Le groupe rassemble des membres du clergé, comme Arsenio Andrade, Mariano Acosta, Julio Matovelle ou Daniel Ojeda, des notables conservateurs, tels que Camilo Ponce, Julio Enríquez, Juan de Dios Corral, Honorato Vázquez, et des progressistes, comme Vicente Fierro, Pedro José Cevallos, Jacinto Ignacio Caamaño et Manuel Coronel. Dans un serment prononcé avant la messe, les députés renouvellent la consécration de 1873 :

> « Adorable Corazón de Jesús, Rey de reyes y Señor de señores, […] en cuanto está de nuestra parte, os ofrecemos y consagramos, desde hoy para siempre, la República del Ecuador, como cosa y posesión exclusiva vuestra. Dignaos, Señor, tomar a este pueblo como vuestra herencia, […] manifestad a todas las naciones que el Ecuador es vuestro, probad al mundo que es bienaventurado el pueblo que os elige por su Señor y Dios »[530].

L'intention initiale des députés était de renouveler la consécration dans un acte officiel, au sein de l'Assemblée constituante. Toutefois, selon le rédacteur de *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, ils préfèrent y renoncer pour éviter de s'exposer « sin muy grave motivo, a las violentas invectivas de la extrema izquierda »[531]. Cette expression désigne les députés partisans d'Alfaro, notamment son frère Marcos, son secrétaire Ángel Modesto Borja, et ses lieutenants Manuel Antonio Franco et Luis Vargas Torres. Bien que le sujet ne soit pas discuté à l'Assemblée, celle-ci adopte, à une très large majorité, le décret qui ordonne la construction de la Basilique nationale, afin de matérialiser la consécration[532].

---

[529] *El Nacional*, n°30, 4 août 1883, p. 1 ; et n°84, 11 mars 1884, p. 1.
[530] « Nueva consagración del Ecuador al Corazón Santísimo de Jesús », *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, nºI, juin 1884, p. 52-55.
[531] *Ibid.*, p. 53.
[532] *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, nº1, juin 1884, p. 21-22.

En 1890, lors de la fête du Sacré Cœur, les parlementaires conservateurs et progressistes se contentent, encore une fois, d'une cérémonie privée. Ils renouvellent la consécration dans la chapelle provisoire créée en attendant la conclusion de la Basilique nationale, lors d'une messe prononcée par Julio Matovelle, en présence d'une délégation parlementaire formée par des sénateurs et des députés conservateurs et progressistes.[533]. La Restauration de 1883 apparaît alors comme la confirmation de la consécration institutionnelle de l'Équateur au Sacré Cœur, après la remise en cause par le gouvernement de Veintemilla. Mais elle est considérée comme incomplète tant qu'elle ne s'accompagne pas d'une consécration sociale.

Depuis la période garcienne, la fête du Sacré Cœur est célébrée avec faste tous les ans au mois de juin. En 1885, par exemple, le gouverneur de Loja, Sebastián Valdivieso, organise des festivités officielles dans la province les 10, 11 et 12 juin en honneur de la fête du Sacré Cœur et de la réunion du IVe Concile provincial[534]. Mais la fête de 1886 revêt une importance particulière pour les autorités ecclésiastiques : c'est le bicentenaire du culte du Sacré Cœur. L'Église décide alors de convoquer pour l'occasion le premier Congrès eucharistique, dans le but de consolider la consécration institutionnelle par une consécration sociale. *La República del Sagrado Corazón de Jesús* reproduit les objectifs du Congrès :

> Los fines principales del Congreso Eucarístico Ecuatoriano son, pues:
>
> 1º Dar al Sagrado Corazón de Jesús, en nombre de toda la República, un culto público y social de amor y de reparación;
>
> 2º Organizar en toda la República la recolección de fondos y los demás trabajos conducentes a la pronta construcción de la Basílica del Sagrado Corazón, decretada por la Asamblea Nacional en 29 de febrero de 1884;
>
> 3º Organizar la unión de todos los católicos contra la acción funesta de la masonería y el radicalismo, poniendo en práctica las instrucciones de la Santa sede contenidas en las Encíclicas *Humanum genus*, *Immortale Dei* y *Quod auctoritate*[535].

Le Congrès eucharistique rassemble des membres du clergé, nommés par les autorités ecclésiastiques, et des députés civils élus. Toutes les provinces sont représentées. Plusieurs laïcs font partie du Congrès, comme le président du Sénat, Juan León Mera, le directeur de l'Institut

[533] « Revista de los intereses católicos », *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, n°53, juin 1890, p. 231.
[534] « Revista de los intereses católicos », *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, n°8, juin 1885, p. 552-554.
[535] « Invitación a todos los ecuatorianos para el Congreso Eucarístico », *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, nº18, avril 1886, p. 639-640.

des sciences, José María Troya, le vice-président de la République sortant, Agustín Guerrero, le nouveau vice-président élu, Pedro José Cevallos, alors président de la Cour Suprême, ainsi que plusieurs députés, sénateurs et juges[536]. Pour remplir le premier et le troisième objectifs du Congrès, il est prévu d'organiser de grandes manifestations collectives. La revue *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, signale qu'à travers les processions, « el Congreso Eucarístico trata de reparar de algún modo las injurias que irroga el mundo a nuestro Dios. A nuestro Padre »[537]. Les processions, les messes, les fêtes, ont pour but l'appropriation de la consécration par la population.

Deux jours avant la réunion du Congrès et les principales célébrations, le Sénat décide de proclamer sa dévotion au Sacré Cœur et de suspendre la séance du 21 juin comme « signe d'adhésion au sentiment populaire »[538]. Le président, Juan León Mera, nomme une commission chargé de représenter le Sénat au Congrès eucharistique, composé de quatre sénateurs, dont l'évêque d'Ibarra, González Calisto, et l'évêque de Cuenca, Miguel León.

D'après le récit de *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, *El Anotador* et *El Progreso*, les festivités de 1886 donnent lieu à une mobilisation populaire inédite, non seulement à Quito, mais aussi dans les capitales de province, comme Guayaquil, Ambato, Latacunga, Riobamba, Azogues, Cuenca et Loja, notamment les 21 et 22 juin[539]. Les villes sont décorées et illuminées. Orchestres et fanfares jouent sur la place principale. Les cloches des églises sonnent régulièrement pendant la journée, pour accompagner des processions. Hissé devant les bâtiments publics, suspendu aux maisons ou brandi par les participants des processions, le drapeau de l'Équateur est omniprésent. Surtout, les emblèmes du Sacré Cœur apparaissent sur les drapeaux, témoignant de la convergence entre identité républicaine et identité catholique. À Cuenca, par exemple, « la imagen del S. Corazón de Jesús se destacaba, como blasón divino, en la bandera nacional; y los nombres de Dios y de la Patria, en argumentos y emblemas, resplandecían como muestra de alianza de la tierra con el cielo »[540]. D'ailleurs, après les

[536] *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, nº21, juillet 1886, p. 75-78.
[537] « El Congreso Eucarístico del Ecuador », *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, nºXIX, mai 1886, p. 701.
[538] « Cámara del Senado. Acta del 19 de junio », *El Nacional*, n°14, 26 juin 1886, p. 54.
[539] « Crónica de las fiestas con que fue celebrado, en las diócesis del Ecuador, el segundo centenario del culto público tributado al Santísimo Corazón de Jesús », *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, n°26, novembre 1886, p. 440-458 ; et n°27, décembre 1886, p. 504-514 ; *El Anotador*, n°57, 6 juillet 1886, p. 2 ; « Crónica », *El Progreso*, n°59, 10 juin 1886, p. 2 ; et « Crónica », n°61, 9 juillet 1886, p. 2.
[540] *Ibid*.

festivités, les *vecinos* de Loja sollicitent au Parlement l'insertion de l'emblème du Sacré Cœur sur le drapeau national, mais leur pétition arrive à Quito après la session parlementaire[541].

La grande messe en honneur du Sacré Cœur est suivie d'une communion réparatrice destinée à obtenir l'absolution des péchés commis par l'Équateur. La participation populaire est massive. À Latacunga, entre 800 et 1 000 personnes y participent, 3 000 à Riobamba, 5 000 à Guayaquil. Dans plusieurs villes, les cathédrales doivent rester ouvertes toute la journée voire deux jours entiers pour permettre à tous les fidèles de communier. Les autorités civiles assistent toutes à la procession ou à la messe : le gouverneur de la province, le sous-directeur des études, le chef politique du canton, le conseil municipal, le commandant militaire, les sénateurs, les députés et les membres de la Cour supérieure de la province. Car pour les autorités ecclésiastiques, la communion de la fête du Sacré Cœur de 1886 ne vise pas seulement le salut individuel des fidèles, mais celui de la Patrie, menacée par l'agitation radicale, notamment sur la Côte[542] : « Esos millares de individuos que se sentaron ese día al banquete eucarístico habrán alcanzado gracia y favor, no solo para ellos, para la Patria toda »[543].

Si l'objectif des célébrations est d'attirer sur la patrie la bienveillance de la providence, il est aussi de permettre au peuple équatorien de s'approprier l'image du Sacré Cœur, que l'Église cherche à diffuser massivement, la considérant comme un support d'une grande efficacité dans une société majoritairement analphabète : « No fue menor la proliferación de las famosas imágenes del Corazón de Jesús y de Cristo-Rey […]. Los modernos sistemas de impresión permitieron que la estampa piadosa se difundiera hasta en los estratos más populares y de menos recursos »[544].

À Quito, le Congrès eucharistique déclare sa fidélité au pape, adopte un règlement pour la collecte des aumônes destinées à financer la construction de la Basilique nationale, promet de diffuser le culte du Sacré Cœur dans le pays, condamne la prise de Rome par les troupes italiennes en 1870, s'engage à combattre la presse irréligieuse et condamne la franc-maçonnerie[545]. Enfin, les membres du Congrès prononcent le même acte de consécration au Sacré Cœur que les députés de l'Assemblée constituante en 1884[546].

---

[541] « Crónica de las fiestas », *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, n°26, novembre 1886, p. 450.
[542] Cf. chapitre 7, section I.
[543] « Crónica », *El Progreso*, n°61, 9 juillet 1886, p. 2.
[544] HIDALGO NISTRI, Fernando, *op. cit.*, p. 255.
[545] *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, nº21, juillet 1886, p. 105-108 ; n°22, juillet 1886, p. 165-169 ; n°24 septembre 1886, p. 297-298.
[546] *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, nº21, juillet 1886, p. 152.

Malgré le triomphe de la Restauration, le pentavirat et l'Assemblée constituante craignent que ces marques de piété ne soient que passagères. Il leur semble nécessaire de matérialiser la dévotion au Sacré Cœur dans un monument permanent. Ils décident la construction de la Basilique du Vœu national à Quito, imitant les catholiques français, qui font construire une église en l'honneur du Sacré Cœur à Montmartre. Le gouvernement provisoire adopte un premier décret en ce sens le 23 juillet 1883, deux semaines après la victoire sur Veintemilla à Guayaquil, qui a eu lieu le 9[547]. Puis le 5 octobre, quelques jours avant la réunion de l'Assemblée constituante, le pentavirat organise la cérémonie de bénédiction du terrain destiné à la construction de la Basilique. Luis Cordero prononce un discours pour remercier la providence de la victoire et lui demander de nouveaux bienfaits, notamment la protection des institutions républicaines. Il établit ainsi un lien indissoluble entre la Religion et la République : l'une est impossible sans l'autre[548]. Enfin, l'Assemblée constituante reprend l'initiative du pentavirat et approuve un nouveau décret de construction de la Basilique nationale, cette fois avec des fonds publics, 12 000 sucres par an.

Les députés libéraux, Alejandro Cárdenas, Manuel Antonio Franco, Marcos Alfaro, Luis Felipe Borja, Constantino Fernández et Francisco Andrade Marín se montrent hostiles au projet. Ils le considèrent superflu, rappelant que l'État a d'autres priorités dans le contexte de crise économique de l'après-guerre civile[549]. Malgré leurs objections, le décret est adopté par 33 voix contre 12[550]. L'Église organise aussitôt la collecte des aumônes destinées à la construction de la Basilique. Le projet avance lentement. Six ans plus tard, en 1890, l'Église et l'État décident de concert de changer l'emplacement de la Basilique. La cérémonie de bénédiction du nouveau terrain a lieu le 19 mars 1890. Le président Flores s'y rend en personne avec ses ministres Elías Laso et Francisco Javier Salazar, le nonce apostolique, le cardinal Macchi, le vicaire capitulaire de l'archidiocèse, Juan de Dios Campuzano, et d'autres autorités ecclésiastiques[551].

Les plus hautes autorités soutiennent le projet. Luis Cordero le prend très au sérieux. Une de ses premières décisions lorsqu'il arrive au pouvoir, en 1892, est d'assister à la cérémonie de pose de la première pierre, le 10 juillet 1892. Il est accompagné de ses ministres, d'une commission du Congrès et du Conseil municipal de Quito. Il prononce alors un discours où il

[547] *El Nacional*, n°28, 24 juillet 1883, p. 4.
[548] CORDERO, Luis, *Recuerdos patrióticos de 1883*, *op. cit.*, p. 79-83.
[549] *Ibid.* ; et *El Nacional*, nº106, 23 mai 1884, p. 2.
[550] *Ibid.* Cf. annexe n°7.
[551] « La Basílica nacional del Sagrado Corazón de Jesús », *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, n°51, abril 1890, p. 81-82.

reprend les propos déjà exprimés en 1885 : il se dit lui-même appartenir à une identité qui est à la fois, de façon complémentaire, catholique et républicaine, soulignant que si la politique et la religion entrent en conflit, il optera toujours pour la deuxième[552].

Durant la période progressiste, par la construction de la Basilique, les autorités entendent remercier la Providence d'avoir sauvé la République de la dictature de Veintemilla mais, surtout, rendre la consécration du pays au Sacré Cœur concrète et visible dans le paysage urbain de la capitale. La construction à Quito d'un temple censé matérialiser le pacte entre la nation équatorienne et Dieu devait permettre « que la ciudad de Quito adquiriera el aspecto de una Nueva Jerusalén Celeste »[553]. Il ne s'agit donc pas d'une église parmi d'autres, mais d'un témoignage éternel de la foi et de la piété de l'Équateur, de son peuple et de son gouvernement[554]. Ainsi, le prère Julio Matovelle indique : « Lo que pretende el Gobierno del Ecuador es proclamar altamente, a la faz del mundo todo, que reconoce a Nuestro Señor Jesucristo por su Dios y por su Rey, que acata y adora la soberanía social que corresponde al Salvador sobre todas la naciones de la tierra »[555].

Comme il s'agit d'un témoignage du peuple équatorien dans son ensemble, les autorités ecclésiastiques s'efforcent de présenter la Basilique comme un projet national. Selon l'éditorial du premier numéro de *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, la construction doit avancer grâce au soutien du gouvernement et de toute la nation :

> Para que la Basílica llegue a ser una obra propiamente nacional, es necesario que ella se levante no sólo con las subvenciones del Gobierno, sino con las ofrendas de todo el pueblo. Pobres y ricos, corporaciones e individuos particulares, todos deben contribuir, a proporción de sus haberes, para la construcción de este monumento[556].

L'archevêque de Quito demande donc à tous les fidèles de participer aux frais à hauteur de leurs moyens[557]. Pour répondre aux objections des députés libéraux Cárdenas et de Franco, qui signalent que Quito compte déjà suffisamment d'églises, Matovelle affirme à l'Assemblée

[552] *Diario Oficial*, n°4, 14 juillet 1892, p. 29-32.
[553] HIDALGO NISTRI, Fernando, *op. cit.*, p. 277.
[554] « La Basílica nacional del Sagrado Corazón de Jesús », *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, n°51, abril 1890, p. 80 et 82 ; et « Pastoral del Ilmo. Sr. Arzobispo sobre el 2º centenario de la B. Margarita María de Alacoque y la construcción de la Basílica Nacional del Sagrado Corazón de Jesús », *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, n°56, septembre 1890, p. 349 et 352.
[555] « Convención nacional de 1884. Acta del 22 de febrero », *El Nacional*, nº104, 16 mai 1884, p. 3.
[556] « Nuestro propósito », *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, nºI, juin 1884, p. 4-5.
[557] « Pastoral del Ilmo. Sr. Arzobispo sobre el 2º centenario de la B. Margarita María de Alacoque y la construcción de la Basílica Nacional del Sagrado Corazón de Jesús », *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, n°56, septembre 1890, p. 353.

constituante : « El templo de que ahora se trata, no es simplemente para Quito, sino para toda la República, es un monumento que toda la Nación va a levantar al Corazón Santísimo de Jesús, en testimonio de la gratitud y amor eternos que todo el pueblo ecuatoriano debe profesar a ese Corazón Santísimo »[558]. En appelant tous les Équatoriens à contribuer à la construction de la Basilique, l'Église entend favoriser l'identification du peuple équatorien avec le culte du Sacré Cœur.

2) Unité religieuse et unité nationale

Pour García Moreno, le catholicisme est le seul moyen d'unifier un pays divisé, menacé d'implosion entre 1858 et 1860. Le président conservateur cherche à promouvoir une double identité : les Équatoriens doivent être à la fois les citoyens d'un système républicain et des catholiques soumis à l'autorité du pape. Les progressistes n'entendent pas remettre en cause cette conception. Caamaño, Flores et Cordero entretiennent tous de très bonnes relations avec León XIII. Flores connaît même personnellement le pape car, en 1884, il est devenu ministre de l'Équateur auprès du Saint-Siège. Les autorités politiques font preuve d'une loyauté sans faille envers le pape pendant la période progressiste, réclamant, par exemple la restitution du pouvoir temporel du souverain pontife. Elles s'inscrivent dans le prolongement de la politique de García Moreno qui, non content d'élever des protestations énergiques après la prise de Rome par les troupes italiennes, avait fait adopter un décret par lequel le gouvernement remettait au Saint-Siège dix pour cent de la part de la dîme qui correspondait à l'État afin de contribuer à soutenir le pape durant sa captivité[559]. En 1885, sous l'initiative de l'évêque d'Ibarra, González Calisto, le Parlement rétablit dans le budget le don annuel de l'Équateur en faveur du Saint-Siège, qu'il justifie en ces termes :

> Poco es en realidad lo que designamos para el Supremo Jefe de la Iglesia Católica, pero representa la fe y ternura de una parte de su Grey. […] Este pequeño óbolo que tratamos de continuar designando al Sumo Pontífice, aunque él sea mínimo en sí, es acogido por

[558] « Convención nacional de 1884. Acta del 22 de febrero », *El Nacional*, nº106, 23 mai 1884, p. 2.
[559] *El Nacional*, n°300, 10 octobre 1871, p. 1.

> Dios, bendecido por su Vicario, y ensalzado por todo hombre que hace profesión de amor a la Silla de Pedro[560].

La proposition est acceptée, quoique le budget n'indique pas clairement la somme destinée au pape. Elle figure dans une rubrique plus générale : « Art. 42: Para contribuir a la construcción de templos, adquisición de paramentos y venida de sacerdotes, para auxilio del Papa y para otros gastos relacionados con el culto : 8 000 sucres »[561].

Deux ans plus tard, les sénateurs ecclésiastiques, Miguel León, León Piedra et Manuel Páez, les dirigeants conservateurs Camilo Ponce, Juan León Mera et Fernando Pólit, et des progressistes comme Benjamín Chiriboga et Miguel Nájera, présentent un projet de décret félicitant le pape Léon XIII pour les cinquante ans de sa première messe. Le décret réclame la restitution de son pouvoir temporel, confirme l'adhésion de l'Équateur aux enseignements du Saint-Siège et remet à celui-ci une aumône de dix mille sucres pour la messe que le pape compte célébrer le jour de l'anniversaire, le 31 décembre 1887[562]. L'évêque de Cuenca, Miguel León, prononce un long discours pour justifier le projet. À ses yeux, si même des pays non catholiques, parfois ennemis du Saint-Siège, ont décidé de féliciter le pape, l'Équateur, pays catholique consacré au Sacré Cœur et dont la Constitution reconnaît le catholicisme comme religion officielle, ne peut être en reste :

> El culto de la verdadera religión, que es la que profesa el Ecuador, es de tres maneras: interno, externo y solemne. El interno es el que se tributa a Dios con solo el corazón, es decir, como indica su nombre, en solo las regiones del espíritu; el exterior, el que se tributa mediante el cuerpo o con acciones visibles o exteriores; y el solemne o público el que se tributa, asimismo, de un modo exterior, pero no ya en nombre del individuo, de la familia, como el anterior, sino en el de la sociedad, de la Nación, oficialmente[563].

L'évêque considère donc le culte « interne » et « externe » insuffisants ; le culte public est nécessaire pour renouveler le lien entre Dieu et l'Équateur. Après l'intervention de Miguel León, le Congrès approuve le projet. Le texte déclare le 31 décembre 1887 jour de fête et ordonne au gouvernement d'organiser des messes solennelles accompagnées de *Te Deum* dans toutes les cathédrales du pays[564]. De son côté, Caamaño adresse à Léon XIII une lettre pour le féliciter : « recibiréis el óbolo humilde de esta pequeña República: ofrenda apenas perceptible,

[560] « Cámara del Senado. Acta del 31 de julio », *El Nacional*, n°186, 15 septembre 1885, p. 3.
[561] « Ley de presupuestos », *El Nacional*, n°184, 4 septembre 1885, p. 2.
[562] « Cámara del Senado. Acta del 2 de julio », *El Nacional*, n°259, 22 juillet 1887, p. 1060.
[563] *Ibid*.
[564] *El Nacional*, n°264, 1er août 1887, p. 1077-1078.

si no es a vuestros paternales ojos; pero de inestimable valía, por ser tributo de la fe y del amor de un pueblo »[565]. Antonio Flores est chargé de remettre une copie du décret et la lettre de Caamaño à Léon XIII[566]. Ainsi, les autorités progressistes entretiennent des relations étroites avec le Saint-Siège. Elles déclarent leur appui à la papauté, dans le prolongement de l'action de García Moreno.

Deux ans plus tard, en 1890, plusieurs notables envoient une lettre au pape pour lui réitérer leur soutien, alors qu'il est toujours privé de son pouvoir temporel. Ils manifestent également leur mécontentement face à l'élévation d'une statue en honneur à Giordano Bruno à Rome, à l'endroit même où il a été exécuté. Après la prise de Rome en 1870, ils considèrent l'inauguration de cette statue en 1889 comme une nouvelle provocation contre l'autorité de l'Église. La lettre est signée par les autorités religieuses du pays, mais aussi par plusieurs juges, y compris le président de la Cour Suprême, Antonio Robalino, une des grandes figures progressistes, le procureur général, Fernando Pólit, les députés Aparicio Ribadeneira et Manuel María Pólit, le gouverneur de la province du Pichincha, Ramón Riofrío, Juan León Mera, alors gouverneur de la province de León, ainsi que l'ancien ministre José Modesto Espinosa, Ramón Borrero et même plusieurs professeurs de l'Université centrale et de l'Institut des sciences[567].

Les manifestations d'adhésion à l'autorité du pape et le renouvellement de la consécration de l'Équateur au Sacré Cœur montrent bien la volonté de préserver une identité équatorienne toujours envisagée comme double : les Équatoriens sont à la fois des citoyens respectueux des institutions républicaines et des catholiques soumis à l'autorité du pape. Citoyenneté et catholicisme sont indissolublement liés, de même qu'unité nationale et unité religieuse.

Le discours sur le Sacré Cœur est un instrument de construction nationale d'autant plus puissant qu'il permet de souligner une spécificité qui exalte l'orgueil national : l'Équateur est peut-être un pays modeste par la taille de sa population et de son économie, mais il est unique au monde par sa piété et sa dévotion ; il brille par sa foi. Les textes des intellectuels conservateurs insistent sur le fait que l'Équateur est le seul pays à avoir été consacré au Sacré Cœur de Jésus et, donc, à avoir pleinement accepté la souveraineté du Christ-Roi. Les actes de contrition lors de la fête du Sacré Cœur, les consécrations successives de la République, l'organisation du premier

[565] « Carta escrita por el Excmo. Sr. Presidente de la República del Ecuador a su Santidad el sumo pontífice León XIII », *El Progreso*, n°87, 21 janvier 1888, p. 152-153.
[566] « Discurso pronunciado por el Excmo. Sr. Dr. D. Antonio Flores », *El Nacional*, n°437, 11 juillet 1888, p. 1859.
[567] « Protesta del Ecuador, con motivo de la erección de la estatua de Jordán Bruno », *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, n°56, septembre 1890, p. 344-346.

Congrès eucharistique en 1886, font de la nation équatorienne « la hija más tierna y predilecta de la Iglesia »[568]. Matovelle souligne les spécificités de l'Équateur : le pays s'est choisi un des présidents les plus catholiques de toute l'Amérique, en la personne de García Moreno. En outre, l'Équateur et le seul pays à avoir protesté contre l'usurpation des États pontificaux et à se consacrer au Sacré Cœur[569].

À partir de 1886, date de la réunion du Congrès eucharistique, l'Équateur est même comparé à Israël. Matovelle l'affirme : « Si Israel tenía a honra llamarse el *pueblo de Dios*, el Ecuador tiene a honra y gloria ser reconocido como la *República del Sagrado Corazón* »[570]. L'évêque d'Ibarra considère qu'après la réunion du Congrès eucharistique, « el Ecuador podrá sentir el celestial consuelo de oír al Señor lo que en otro tiempo oía Israel: *Ero Deus vester vosque eritis populus meus* [Je serai votre Dieu et vous vous serez mon peuple] »[571]. L'archevêque Ordóñez emploie une expression semblable : « *Eritis mihi in populum, et ego ero vobis in Deum* »[572]. La nation équatorienne apparaît donc comme le nouveau peuple élu. En exaltant le caractère unique et sublime de l'Équateur, le parallèle avec Israël contribue à légitimer le projet politique de la République du Cœur de Jésus.

Rappelons que pendant le dernier tiers du XIXe siècle, le culte officiel du Sacré Cœur s'inscrit dans une logique millénariste propre au monde conservateur : « La lutte est planétaire, en ce milieu du XIXe siècle, contre les "erreurs". […] L'Équateur est l'un des éléments de la bataille qui se joue partout dans le monde. Le pays fait partie des forces du bien contre celles du mal qui existent à l'intérieur et à l'extérieur »[573]. La consécration de l'Équateur au Sacré Cœur, en effet, aurait des implications planétaires. Elle représenterait le début d'une révolution religieuse permettant une régénération catholique du monde et le deuxième avènement du Christ. L'archevêque Ordóñez et Julio Matovelle voient ainsi dans la consécration de la République au Sacré Cœur un moyen de combattre l'apostasie générale[574]. Pour *La República del Sagrado*

[568] « La Basílica nacional del Sagrado Corazón de Jesús », *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, n°51, abril 1890, p. 83.
[569] « Convención nacional de 1884. Acta del 22 de febrero », *El Nacional*, nº104, 16 mai 1884, p. 3.
[570] « La República del Sagrado Corazón de Jesús », *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, n°20, juin 1886, p. 8.
[571] « Pastoral del Ilmo. Sr. Obispo de Ibarra sobre el culto al Santísimo Corazón de Jesús », *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, n°20, juin 1886, p. 34.
[572] « Pastoral del Ilmo. Sr. Arzobispo sobre el 2º centenario de la B. Margarita María de Alacoque y la construcción de la Basílica Nacional del Sagrado Corazón de Jesús », *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, n°56, septembre 1890, p. 352.
[573] DEMELAS, Marie-Danielle et SAINT-GEOURS, Yves, *op. cit.*, p. 155.
[574] « La República del Sagrado Corazón de Jesús », *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, n°20, juin 1886, p. 9 ; et « Pastoral del Ilmo. Sr. Arzobispo sobre el 2º centenario de la B. Margarita María de

Corazón de Jesús, le Congrès Eucharistique représente « el reto sublime que lanza una nación pequeña y débil, pero llena de fe, de amor y esperanza, a la incredulidad y apostasía del mundo »[575]. À l'en croire, une fois la Basilique nationale achevée, Quito deviendrait le centre du monde : « Quito, ciudad elevada entre las más elevadas del globo, tendrá también su Montmartre en cuya cima se alzará esbelto, dominando, por decirlo así, al mundo entero, el templo glorificador de Aquel que venció al mundo »[576].

Mais la comparaison avec Israël sert également d'avertissement. Certes, Dieu a béni la nation équatorienne en faisant d'elle le nouveau peuple élu, mais il peut la priver à tout moment de ce statut privilégié si elle s'éloigne des enseignements de l'Église, se montre indifférente envers la religion ou ne combat pas avec assez de vigueur le libéralisme. C'est ce que craint l'évêque de Riobamba :

> El Ecuador es un pueblo escogido, como el de Israel […]. Si en todas partes y en todos tiempos es criminal el alejamiento y olvido de Dios y de sus santas leyes, en nosotros, por las razones expresadas, es decir, por haber sido más favorecidos que otros pueblos, esa indiferencia es mucho más culpable. Insistiendo, pues, en la comparación que hemos hecho antes del Ecuador con el pueblo de Israel, de temer es que nuestras infidelidades lleguen a tal punto que Dios en castigo se vea precisado a abandonarnos, como lo hizo repetidas veces con su pueblo escogido, siempre que prevaricaba, y aún a destruirnos por completo[577].

Comme le rappelle le curé Daniel Ojeda en 1885, la nation « aun la más religiosa de hoy [puede] descender mañana al oscuro rango de las más incrédulas. Y esta verdad es precisamente la causa de nuestros temores, cuando alzando la vista de la actualidad, la fijamos en el porvenir de nuestra patria »[578]. En effet, l'agitation radicale incarnée par les *montoneras*, particulièrement entre 1884 et 1887, représente une menace existentielle pour la République du Sacré Cœur. Le statut de peuple élu n'est donc pas acquis pour l'Équateur. Pour le conserver, le pays doit respecter les droits de l'Église et son autonomie. Le projet de remplacement de la dîme porté par les progressistes apparaît donc comme une menace supplémentaire pour l'Église, qui y voit

---

Alacoque y la construcción de la Basílica Nacional del Sagrado Corazón de Jesús », n°56, septembre 1890, p. 352.

[575] « El Congreso Eucarístico del Ecuador », *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, nº19, mai 1886, p. 694.

[576] « La Basílica nacional del Sagrado Corazón de Jesús », *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, n°51, abril 1890, p. 83.

[577] « Pastoral del Ilmo. Sr. Obispo de Riobamba », *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, nºXVIII, avril 1886, p. 649.

[578] « Nuestro porvenir », *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, n°3, janvier 1885, p. 179.

la remise en question de son autonomie financière et le premier pas vers une redoutée nationalisation des biens du clergé.

II) La cristallisation des divergences : le remplacement de la dîme

La dîme est un impôt introduit en Amérique avec la Conquête. Il s'agit d'une contribution en nature de dix pour cent sur la production agricole, destinée à financer le culte. En Équateur, l'Église ne prend pas en charge le prélèvement de la dîme. Sur le Littoral, depuis la période garcienne, c'est l'État qui s'en charge, mais dans la *Sierra* ce sont des particuliers appelés *rematadores de diezmo* ou *diezmeros*, qui vendent aux enchères le produit de la dîme, remettent à l'État les sommes ainsi obtenues, tout en gardant d'importantes commissions ; ils peuvent également vendre à des tiers leurs droits de collecte. Ces intermédiaires, peu scrupuleux, commettent de nombreux abus à l'origine de plusieurs soulèvements indiens depuis l'époque coloniale[579].

La dîme occupe une place importante dans le budget, non seulement de l'Église, mais aussi de l'État. En 1857, le tribut indien est aboli, mais les revenus liés à la prospérité commerciale de Guayaquil compensent largement le manque à gagner qui résulte de cette décision : la douane de la ville devient la principale source de revenu pour l'État. Les revenus annuels de la dîme augmentent également, surtout sur le Littoral, en raison de l'essor de la production cacaoyère. En outre, l'État devient le principal bénéficiaire de la dîme, au détriment de l'Église. En effet, depuis l'indépendance, l'État en recevait un tiers, mais avec l'accord complémentaire du Concordat, signé par García Moreno en 1865 et en vigueur en 1867, il en perçoit la moitié[580]. Au milieu des années 1880, la dîme représente ainsi entre 15 et 20% du budget de l'État (cf. tableau n°1). L'État conserve ce qui reste de la dîme quand la part dévolue à l'Église lui a été réglée. Dans les années 1880, ce montant s'élève à deux tiers des revenus annuels de la dîme

[579] ORTIZ CRESPO, Gonzalo, *La incorporación del Ecuador al mercado mundial*, *op. cit.*, p. 280-281.
[580] CÁRDENAS REYES, María Cristina, *El progresismo azuayo*, *op. cit.*, p. 250.

(cf. tableau n°2). Par conséquent, depuis les années 1850, l'État refuse d'abolir la dîme par crainte de se priver d'une importante source de revenus[581]. Il faut attendre l'arrivée des progressistes au pouvoir pour que la dîme soit supprimée, en 1889.

Les progressistes, et Antonio Flores en particulier, s'efforcent de remplacer la dîme par un impôt pesant moins lourdement sur l'agriculture, afin de satisfaire les intérêts des producteurs de cacao qui constituent un des piliers de la coalition progressiste. L'objectif de la réforme est de supprimer un des principaux obstacles à la consolidation du modèle agro-exportateur[582]. Bien que déterminé, Flores doit affronter l'opposition coriace des conservateurs et de l'Église. Le débat autour du remplacement de la dîme révèle le fractionnement de la mouvance conservatrice en une aile progressiste et une aile ultramontaine.

Tableau n° 1. La dîme et le budget de l'État (en sucres)[583]

Année	Budget de l'État	Montant de la dîme	Pour-centage
1884	3 229 140	584 229	18.1
1885	4 043 204	582 101	14.4
1886	4 890 021	686 663	14.0
1887	4 447 067	688 461	15.5
1888	4 246 100	614 554	14.5
1889	3 110 506	609 559	19.6

[581] Le député progressiste Manuel Coronel alerte à ce sujet les représentants de l'Assemblée constituante, en 1884. Il considère que la dîme n'a pas été abolie « sin embargo de los clamores de todo el pueblo, sino por los temores infundados del Gobierno, o diré de algunos mandatarios, que creían arruinar al Erario con la supresión de esta renta » ; « Convención Nacional de 1884. Acta del 28 de febrero », *El Nacional*, n°107, 27 mai 1884. p. 3.

[582] ORTIZ CRESPO, Gonzalo, *La incorporación del Ecuador al mercado mundial*, *op. cit.*, p. 281.

[583] Les tableaux 1 à 3 ont été élaborés à partir de *Ministerio de Hacienda. Informe al Congreso constitucional de 1885*, Quito, Imprenta del gobierno, 1885, p. 3 et « cuadro E » ; *Informe del Ministro de Hacienda al Congreso constitucional de 1886*, Quito, Imprenta del gobierno, 1886, p. 3 et « Cuadro E » ; *Informe del Ministro de Hacienda al Congreso constitucional de 1887*, Quito, Imprenta del gobierno, 1887, p. 3 et « Cuadro F » ; *Informe del Ministro de Hacienda al Congreso constitucional de 1888*, Quito, Imprenta del gobierno, 1888, p. 4 et « Cuadro G » ; *Informe del Ministro de Hacienda al Congreso constitucional de 1890*, Quito, Imprenta del gobierno, 1890, p. 5, « Cuadro G » et « Cuadro H ».

Tableau n° 2. Répartition de la dîme entre l'Église et l'État (en sucres)

Année	Montant total de la dîme	Pour l'Église	Pour-centage	Pour l'État	Pour-centage
1884	584 229	276 006	47	308 223	53
1885	582 101	220 805	38	361 296	62
1886	686 663	220 805	32	465 858	68
1887	688 461	220 805	32	467 656	68
1888	614 554	220 805	36	393 749	64
1889	609 559	220 805	36	388 754	64

1) Un processus laborieux

En 1875, la disparition de García Moreno laisse un espace d'expression propice à la reprise des débats sur la dîme. Quelques mois après son assassinat, les *terratenitentes* de la Côte fondent la Société d'Agriculture ou Société Agricole, qui lance une campagne en faveur du remplacement de la contribution ecclésiastique[584]. Le gouvernement de Veintemilla semble accéder à leur demande pour s'assurer le soutien des grandes familles cacaoyères. Celles-ci sont d'ailleurs représentées dans le gouvernement, comme les Carbo ou les Icaza. Le ministre des Finances de Veintemilla est Martín Icaza Paredes, petit-fils d'un des plus grands producteurs de cacao de la fin de la période coloniale, Martín Icaza Caparroso. En 1878, le sous-secrétaire d'État aux Finances invite l'Assemblée constituante à envisager la suppression de la dîme. Martín Icaza fait de même auprès du Congrès de 1880. Tous deux proposent de la remplacer par une contribution de cinq pour mille sur la propriété foncière, qu'Icaza propose de réduire à trois pour mille dans la *Sierra*, moins prospère[585]. Or, ni l'Assemblée ni le Congrès ne votent le remplacement de la dîme, et la question reste en suspens lorsque la Restauration met fin à la dictature, en 1883.

[584] AYALA MORA, Enrique, *Lucha política y origen de los partidos en Ecuador*, *op. cit.*, p. 221 et 226.
[585] *Informe del subsecretario de Hacienda a la Convención nacional de 1878*, Quito, Fundición de tipos Rivadeneira, 1878, p. 7 ; et *Memoria del Ministro de Hacienda del Ecuador al Congreso constitucional de 1880*, Quito, Fundición de tipos Rivadeneira, 1880, p. 15-16.

Pendant la période progressiste, le débat sur la dîme devient houleux à trois reprises : entre 1883 et 1884, en 1885 et entre 1888 et 1889. La presse de Guayaquil prend fermement position en se prononçant unanimement contre la dîme, à l'instar d'*El Federalista*, *El Telégrafo* et *La Nación* entre 1883 et 1885 ; ou le *Diario de avisos* et *El Globo* entre 1888 et 1889. *La Nación* fait même éditer un ouvrage démontrant l'archaïsme de cet impôt, intitulé *Reseña histórica de los diezmos*[586]. À Guayaquil, « si recorremos los periódicos de esta ciudad, encontraremos la misma unanimidad y energía en todos los partidos políticos para condenar esta añeja contribución decimal »[587].

Entre 1883 et 1884, la décision de supprimer ou de remplacer la dîme est prise en trois occasion, par Eloy Alfaro, puis par Veintemilla et, enfin, par l'Assemblée constituante. Alfaro forme son gouvernement le 6 janvier 1883, lorsqu'il prend la ville d'Esmeraldas. Une des premières mesures adoptées est la suppression de la dîme dans les provinces d'Esmeraldas et Manabí, sauf pour le tabac et le cacao. S'il la maintient pour ces deux derniers produits, c'est uniquement pour soutenir l'effort de guerre contre Veintemilla[588]. Surtout, il s'agit d'une suppression pure et simple de la dîme, puisqu'aucun autre impôt ne vient financer le culte ; cette initiative préfigure l'abolition définitive de toute contribution ecclésiastique pendant la Révolution libérale, en 1899.

L'hostilité à la dîme est particulièrement forte sur le Littoral. Alfaro n'est donc pas le seul à décréter son abolition. Le 20 mars 1883, Veintemilla, retranché à Guayaquil, décide de supprimer la dîme à partir du 1er janvier 1884. Cependant, le gouvernement s'engage à présenter à la prochaine Convention nationale un projet de loi concédant à l'Église l'équivalent de son budget pour compenser l'abolition de cet impôt[589]. Veintemilla agit là dans une situation désespérée. Il espère gagner l'appui du port principal, très hostile à la dîme, afin de faire face aux armées de Sarasti et d'Alfaro qui marchent sur la ville. En vain, car deux semaines plus tard, le nonce apostolique, alors à Quito, condamne fermement le décret de Veintemilla en le présentant comme une décision unilatérale et illégitime, puisque non conforme au Concordat[590]. Le pentavirat, formé de conservateurs et de progressistes, refuse de l'appliquer. Il considère que

[586] *Reseña histórica de los diezmos*, Guayaquil, Imprenta de *La Nación*, 1884.
[587] *Ibid*., p. 125.
[588] ALFARO, Eloy, *Ecuador. La Regeneración y la Restauración*, *in Narraciones históricas*, *op. cit.*, p. 78.
[589] « Decreto sobre diezmos », *El monitor eclesiástico*, n°1, 11 avril 1883, p. 2-3.
[590] « Resolución de la delegación apostólica », *El monitor eclesiástico*, n°1, 11 avril 1883, p. 4-5.

Veintemilla a enfreint le Concordat en imposant son décret sans négociation préalable avec le Saint-Siège.

Toutefois, les progressistes du pentavirat ne rejettent pas la suppression de la dîme. Ils sont d'ailleurs très hostiles à cet impôt, qu'ils souhaitent remplacer par des contributions pesant moins lourdement sur l'agriculture. En 1883, les autres courants, le conservatisme et le libéralisme, semblent partager la position des progressistes. L'Assemblée constituante de 1883 illustre l'opposition quasi unanime à la contribution ecclésiastique. Elle se fait l'écho de nombreuses pétitions demandant son remplacement. Plusieurs projets cherchant à la réduire ou à la remplacer sont proposés par les députés. Pour Antonio Flores, « la diversidad misma de proyectos dentro y fuera de la Asamblea, diferentes entre sí, pero todos conducentes a un mismo objeto, prueba la aspiración general por la reforma y la presunción unánime de que el *statu quo* era imposible »[591]. Cinq grands projets sont étudiés au sein de l'Assemblée, celui de Nicolás Martínez, celui d'Antonio Flores, celui de Juan de Dios Corral et Alberto Muñoz Vernaza et deux projets du ministère des Finances[592]. En attendant l'abolition complète de la dîme, Martínez propose sa suppression pour les petits producteurs. Il cherche également à restreindre les cas où le prélèvement se fait de manière anticipée[593]. La commission des affaires ecclésiastiques, formée par les huit membres du clergé présents à l'Assemblée, s'y oppose, estimant que la suppression, même partielle, est contraire au Concordat, lequel n'autorise pas l'État à la remplacer par un autre impôt sans l'accord préalable du Saint-Siège. Martínez rétorque : « solo la autoridad civil tiene derecho de legislar en materia de diezmos »[594]. Au cours de débats intenses, les opposants à la dîme qualifient cette dernière de « saqueo » ou de « hidra de cien cabezas »[595] ; le projet de Martínez est néanmoins rejeté, comme tous les autres.

C'est finalement un projet de remplacement élaboré par le ministre des Finances et plusieurs députés que l'Assemblée adopte le 4 mars 1884, après plusieurs jours de débats, et que Caamaño ratifie le 22 mars[596]. La dîme est remplacée, d'une part, par une taxe foncière de trois pour mille sur les propriétés rurales d'une valeur de plus de cent sucres, à l'exception des plantations cacaoyères, et, d'autre part, par un impôt de quatre-vingts centimes par quintal de

[591] FLORES, Antonio, « Memorándum sobre la abolición del diezmo en la República del Ecuador », *Diario Oficial*, n°4, 12 septembre 1888, p. 17.
[592] *Ibid*.
[593] « Convención Nacional de 1883. Acta del 2 de enero », *El Nacional*, n°80, 26 février 1884p. 4.
[594] *Ibid*., p. 2.
[595] Nicolás Martínez et Ricardo Cucalón, respectivement ; *Ibid*. et « Acta del 2 de enero », *El Nacional*, n°80, 26 février 1884, p. 1 et 4.
[596] « Convención Nacional de 1884. Acta del 4 de marzo », *El Nacional*, n°112, 13 juin 1884, p. 3 ; et *El Nacional*, n°91, 1er avril 1884, p. 1. Cf. annexe n°8.

cacao exporté. Le gouvernement doit d'abord obtenir l'accord du Saint-Siège avant de procéder à la réforme.

Au mois de mai, après la tenue de l'Assemblée, le gouvernement nomme Antonio Flores, partisan convaincu de le remplacement de la dîme, ministre plénipotentiaire auprès du Saint-Siège, chargé d'obtenir l'accord indispensable à la mise en œuvre de la loi. Une fois à Rome, il rédige un mémorandum à l'attention du cardinal Jacobini, secrétaire d'État de Léon XIII, pour le persuader des bienfaits de la suppression de la dîme[597].

Avant de poursuivre les négociations, le cardinal Jacobini considère qu'il doit d'abord consulter le clergé national et envoie en Équateur un nonce apostolique, monseigneur Cavicchioni. Dès l'arrivée de ce dernier, en 1885, deux camps s'affrontent : les évêques, qui rejettent toute idée de remplacement, et les parlementaires libéraux, qui cherchent à l'accélérer. L'hostilité du clergé national à l'abolition de la dîme permet de suspendre pour quelque temps les négociations. Au Parlement, les libéraux s'impatientent, si bien que, Lorenzo Peña, César Borja et Agustín Yeroví, députés de la province du Guayas, proposent, avec le soutien d'autres députés de la Côte, un projet de décret supprimant la dîme à partir du 1er janvier 1886[598]. Pour Peña, les négociations piétinent sans devoir aboutir. Il n'estime pas pertinent de consulter le Saint-Siège : le Congrès est le seul autorisé à légiférer en matière fiscale. Il ne parvient pas à convaincre la Chambre, qui rejette le projet[599].

Après cet échec, les libéraux préfèrent se montrer plus prudents. En 1888, trois sénateurs libéraux du Littoral, Leonardo Espinel, Julio Emilio Roca et José Segundo Paredes, proposent un nouveau projet. Il ne cherche pas à supprimer la dîme, contrairement à celui de 1885, mais propose plutôt de la ramener à 5% pour les matières premières et à 2,5% seulement pour les produits agricoles transformés[600]. Les libéraux font preuve d'un plus grand pragmatisme : puisqu'il n'est pas possible de faire accepter la suppression immédiate la dîme, la réduction semble la meilleure option en attendant. Le Sénat approuve le projet : l'État peut réduire la dîme de moitié à condition qu'il renonce à la partie qui lui correspond, afin d'assurer le financement du culte[601]. Or, de son côté, la Chambre de députés rejette le projet du Sénat car elle est

[597] FLORES, Antonio, « Memorándum sobre la abolición del diezmo en la República del Ecuador », *Diario Oficial*, n°4, 12 septembre 1888, p. 13-18.
[598] « Cámara de Diputados. Acta del día 30 de julio », *El Nacional*, n°207, 19 février 1886, p. 2.
[599] *Ibid*., p. 3.
[600] « Cámara del Senado. Acta del 21 de julio », *El Nacional*, n°455, 7 août 1888, p. 1932.
[601] « Cámara del Senado. Acta del 8 de agosto extraordinaria », *Diario Oficial*, n°8, 18 septembre 1888, p. 34.

favorable au remplacement de la dîme et non pas à sa simple réduction[602]. Comme les deux Chambres ne parviennent pas à un compromis, le projet est abandonné[603].

Dans son discours d'investiture, le 17 août 1888, Flores annonce la reprise des négociations avec le Saint-Siège, suspendues depuis 1885. Il reprend alors l'initiative proposée quelques semaines auparavant par les sénateurs libéraux Espinel, Roca et Paredes ; mais le Sénat rejette encore une fois ce projet en raison de l'opposition des sénateurs conservateurs, notamment l'évêque Miguel León, Julio Matovelle et Camilo Ponce[604]. Dès les premiers jours de son mandat, Flores comprend qu'il devra affronter l'opposition de l'Église et des conservateurs. Il cherche alors à obtenir le soutien de l'opinion publique en rappelant les arguments en faveur de l'abolition de la dîme. Un mois après son investiture, il fait publier dans le journal officiel le mémorandum qu'il avait rédigé en 1884 à l'attention du cardinal Jacobini[605].

Certes, Flores n'a pas besoin de l'autorisation du Parlement pour mener les négociations avec le Saint-Siège, mais il tient à leur donner une plus grande légitimité. Après le refus du Congrès, le président décide de négocier directement avec le nouveau nonce apostolique pour l'Amérique andine, le cardinal Giuseppe Macchi, qui se rend à Quito en 1889. Macchi et le sous-secrétaire d'État aux Finances de Flores, Gabriel Jesús Núñez, parviennent à un accord : le Saint-Siège accepte le remplacement de la dîme par la taxe foncière de trois pour mille. En attendant que cette dernière suffise à couvrir le budget de l'Église, l'État s'engage à lui remettre vingt mille sucres de l'impôt sur le cacao, tous les deux mois, à partir du 1er janvier 1890[606]. Núñez publie un règlement pour organiser le paiement de l'impôt de trois pour mille à partir des cadastres existants, créés pour le paiement d'une taxe semblable, la contribution générale d'un pour mille. La dîme est ainsi définitivement supprimée à partir de 1890.

Cependant, il s'agit d'un accord *ad referendum*, qui doit être soumis au pape et au Parlement équatorien. Le Congrès de 1890, pourtant hostile aux projets économiques de Flores, accepte l'accord[607]. À vrai dire, après la signature de ce dernier, en novembre 1889, l'opposition au remplacement de la dîme disparaît : pour les conservateurs, il n'est pas question de remettre en cause un accord validé par la délégation apostolique. D'ailleurs, le cardinal Macchi reste à Quito

[602] « Cámara del Senado. Acta del 29 de agosto », *Diario Oficial. Alcance al n°32*, 24 novembre 1888, p. 1.
[603] « Cámara del Senado. Acta del 10 de septiembre », *Diario Oficial. Alcance al n°49*, 1888, p. 1.
[604] « Cámara del Senado. Acta del 13 de septiembre », *Diario Oficial. Alcance al n°49*, 1888, p. 3.
[605] FLORES, Antonio, « Memorándum sobre la abolición del diezmo en la República del Ecuador », *Diario Oficial*, n°4, 12 septembre 1888, p. 13-18.
[606] *Diario Oficial*, n°163, 20 novembre 1889, p. 1364.
[607] *Diario Oficial*, n°260, 27 août 1890, p. 1942-1943.

jusqu'en janvier 1891 afin de s'assurer que le Parlement ratifie bien l'accord, avant de se rendre à Lima[608]. De son côté, Léon XIII accepte également le remplacement de la dîme et son secrétaire d'État, le cardinal Rampolla, signe l'accord le 8 novembre 1890[609]. Le pape demande au ministre équatorien à Rome, Luis Larrea, de féliciter le président Flores pour le succès des négociations[610]. Quelques mois plus tard, le 8 août 1891, Flores et son ministre des Affaires étrangères, Pedro José Cevallos, signent le traité à leur tour[611]. Le 13 septembre, le ministre équatorien au Pérou, Julio Salazar, et le cardinal Macchi échangent les originaux à Lima[612]. Le processus de ratification est alors achevé et, en octobre, le gouvernement fait publier l'accord dans le journal officiel[613]. Le texte prend la forme d'un traité complémentaire au Concordat. Il établit le budget annuel de l'Église, fixé à 245 804 sucres. Il confirme également la suppression de la dîme, qui est remplacée par la taxe de trois pour mille, mais seulement dans la *Sierra*. Si cet impôt s'avérait insuffisant, l'État devrait céder à l'Église la contribution générale d'un pour mille déjà existante. Sur le Littoral, le financement du culte sera assuré par l'impôt sur le cacao.

En novembre 1889, le président s'adresse au Équatoriens pour annoncer l'abolition définitive de la dîme et remercier le pape de sa magnanimité. Habilement, il se place à mi-chemin entre les conservateurs partisans du *satu quo* et les libéraux, qui souhaitent la suppression unilatérale de la contribution ecclésiastique : « El partido moderado en el Ecuador ha cumplido su misión histórica de satisfacer, dentro de los límites de la ley, el anhelo legítimo de las sociedades humanas hacia el progreso sin dejarse detener por la resistencia de los unos, ni arrastrar por la impaciencia de los otros »[614].

En février 1892, le président adopte un nouveau règlement pour le prélèvement de la taxe de trois pour mille[615]. En effet, selon le traité de 1891 avec le Saint-Siège, l'État s'engageait à mettre en place de nouveaux cadastres, ceux de la contribution générale n'étant pas adaptés. Mais Cordero, qui cherche à s'acquitter de cette obligation, doit affronter les résistances des propriétaires de la *Sierra*, réticents envers la nouvelle taxe. Cordero obtient alors de l'archevêque Ordóñez qu'il adresse aux fidèles une lettre pastorale demandant leur

[608] *Diario Oficial*, n°301, 14 janvier 1891, p. 2296.
[609] *Diario Oficial*, numéro extraordinaire, 16 octobre 1891, p. 5.
[610] *Diario Oficial*, n°304, 21 janvier 1891, p. 3015-3016.
[611] *Diario Oficial*, numéro extraordinaire, 16 octobre 1891, p. 5.
[612] *Diario Oficial*, n°364, 22 septembre 1891, p. 3495.
[613] « Convenio para la sustitución del diezmo », *Diario Oficial*, numéro extraordinaire, 16 octobre 1891, p. 1-5.
[614] *Diario Oficial*, n°373, 9 novembre 1891, p. 3567-3568.
[615] *Periódico Oficial*, n°6, 13 février 1892, p. 41-42.

coopération[616]. Toutefois, l'élaboration des nouveaux cadastres inquiète les indiens de la province du Chimborazo, qui se soulèvent en février et mars 1893, notamment dans les villages de Guano et San Andrés. Si, pour Cordero, ils craignent l'évaluation des propriétés, ils redoutent davantage, selon l'évêque de Riobamba, les abus des collecteurs de ce nouvel l'impôt, en qui ils voient de nouveaux *diezmeros*[617]. Le gouvernement charge le colonel Pedro Lizarzaburu de réprimer la révolte ; ce dernier affronte les indiens à San Andrès, à quelques kilomètres de Riobamba. Ceux-ci sont d'autant plus rapidement dispersés que le ministre des Finances a entretemps suspendu l'élaboration des nouveaux cadastres[618]. Mais les réticences et les doutes envers la nouvelle taxe persistent. Aussi, le ministre des Affaires ecclésiastiques demande au délégué apostolique que le prélèvement du trois pour mille soit confié exclusivement à des membres du clergé[619].

Selon Cordero, l'impôt sur le cacao et la taxe de trois pour mille auraient rapporté 277 000 sucres en 1890 et 200 000 en 1891. Si le montant atteint 406 000 sucres en 1892 et 468 000 en 1893, soit presque le double, c'est en raison du recours à la contribution d'un pour mille, qui doit compléter le budget du culte, conformément au traité signé avec le Saint-Siège en 1891. L'ensemble de ces différents impôts couvre en totalité le budget de l'Église ; toutefois, il ne parvient pas à compenser les quelque 400 000 sucres que l'État obtenait chaque années de la dîme au milieu des années 1880[620].

2) Les forces favorables au remplacement

Pour Ayala Mora, le remplacement de la dîme est le résultat d'une alliance des grands producteurs de cacao avec les petits et moyens propriétaires de la Côte et de la *Sierra*. Ces derniers sont particulièrement pénalisés par la contribution ecclésiastique, alors qu'ils sont, au contraire, exonérés de la nouvelle taxe de trois pour mille si la valeur de leur propriété ne

[616] *Diario Oficial*, n°93, 15 février 1893, p. 762-764.
[617] « Mensaje de S. E. el Presidente de la República del Ecuador al Congreso Constitucional de 1894 », *Diario Oficial*, n°272, 20 juin 1894, p. 2215 ; et « Informe del Obispo de la Diócesis de Riobamba », *Informe del Ministro de Instrucción pública al Congreso constitucional de 1894*, *op. cit.*, p. 278.
[618] *Diario Oficial*, n°107, 20 mars 1893, p. 897.
[619] *Informe del Ministro de Instrucción pública al Congreso constitucional de 1894*, *op. cit.*, 269-270.
[620] « Mensaje de S. E. el Presidente de la República del Ecuador al Congreso Constitucional de 1894 », *Diario Oficial*, n°272, 20 juin 1894, p. 2216.

dépasse pas cent sucres[621]. Nous ajouterons une troisième composante à cette alliance : la fraction modernisatrice de l'élite *terrateniente* andine, incarnée notamment par Nicolás Martínez et Luis Cordero.

Depuis la fin des années 1870, les partisans du remplacement de la dîme avancent les mêmes arguments. En premier lieu, il s'agit d'un impôt qui a déjà été aboli dans d'autres pays, souvent avec l'accord du pape lui-même. En 1878, le sous-secrétaire des Finances rappelle que la dîme a été supprimée « de todos los pueblos, y aún de los más religiosos, y si se quiere fanáticos »[622]. Dans son mémorandum de 1884, Flores cite les exemples du Venezuela, du Costa Rica, d'El Salvador, du Nicaragua et de la Bolivie, qui ont procédé au remplacement de la dîme avec l'accord du Saint-Siège[623]. Pour les partisans du remplacement, le pape ne peut pas refuser à l'Équateur ce qu'il a concédé à d'autres pays.

La dîme apparaît également comme un impôt qui pénalise lourdement les agriculteurs, notamment les petits exploitants, et empêche le développement du potentiel agricole du pays[624]. Cet argument est courant non seulement parmi les producteurs de cacao, mais aussi chez les représentants de la fraction modernisatrice de l'élite *terrateniente* andine, comme Nicolás Martínez[625].

Par ailleurs, les adversaires de la dîme signalent les abus systématiques commis par les *diezmeros* dans son prélèvement et qu'ils jugent inhérents à cet impôt. Même les conservateurs terroristes invoquent cet argument à l'Assemblée constituante, comme Camilo Ponce, Teófilo Sáenz et Luis Antonio Salazar[626]. Les exactions des *diezmeros* provoquent régulièrement des soulèvements indiens, surtout dans la province du Chimborazo. Le dernier se produit dans la paroisse de Licto, début 1884. Le gouverneur, Pedro Lizarzaburu, en confie la répression au commandant Pacífico Chiriboga qui, après un bref combat, met les forces indiennes en déroute[627]. Pour le gouverneur de la province, « los abusos de antaño introducidos en esta

[621] AYALA MORA, Enrique, *Lucha política y origen de los partidos en Ecuador*, *op. cit.*, p. 229.
[622] *Informe del subsecretario de Hacienda a la Convención nacional de 1878*, *op. cit.*, p. 7.
[623] FLORES, Antonio, « Memorándum sobre la abolición del diezmo en la República del Ecuador », *Diario Oficial*, n°4, 12 septembre 1888, p. 13.
[624] *El Telegrama*, n°93, 21 novembre 1889, p. 375.
[625] « Convención Nacional de 1883. Acta del 31 de diciembre », *El Nacional*, n°80, 26 février 1884, p. 1.
[626] « Convención Nacional de 1884. Acta del 28 de febrero », *El Nacional*, n°107, 27 mai 1884, p. 4.
[627] Un des principaux dirigeants de la révolte, Alejo Sáez, est capturé et emprisonné jusqu'en juin 1885. Dix ans plus tard, il rejoint l'armée d'Alfaro, avant la bataille de Gatazo, à laquelle il contribue. Après la victoire, Alfaro le nomme général.

provincia en la manera de recaudar la contribución decimal fue la causa de la sublevación »[628]. Si le prélèvement de la dîme ne donne pas toujours lieu à des rébellions, il produit toutefois des troubles violents à l'ordre public, comme le rappelle Teófilo Sáenz : « En el año último [1883] la recaudación costó cosa de doce o trece víctimas »[629]. La crainte de ces soulèvements, qui secouent régulièrement la province du Chimborazo depuis le XVIIIe siècle, pousse les parlementaires du centre de la *Sierra*, quelle que soit leur orientation politique, à défendre le remplacement de la dîme : le progressiste Nicolás Martínez, le terroriste Teófilo Sáenz et le libéral Emilio Uquillas, par exemple[630]. En somme, la dîme apparaît comme la source de tous les maux. Les adjectifs les plus récurrents pour la disqualifier sont « odioso », « injusto », « antieconómico »[631].

Les *hacendados* cacaoyers, en particulier, jugent la dîme injuste, car ils pensent être les seuls à financer le culte. En effet, au milieu des années 1880, le cacao représente en moyenne deux tiers du montant total de la contribution ecclésiastique (cf. tableau n°3). Comme le rappelle le *Diario de avisos*, la dîme « pesa sobre una sola clase de productores en toda la República y, en particular, sobre los habitantes del Litoral »[632]. La dîme est également jugée « antiéconomique » car elle représente, aux yeux des cacaoyers, un impôt très lourd qui les place en position de faiblesse sur le marché mondial, alors que les producteurs de pays

[628] « Informe del gobernador de la provincia de Chimborazo », *Informe del Ministro de lo Interior y Relaciones exteriores al Congreso constitucional de 1885*, Quito, Imprenta del gobierno, 1885, s. p.
[629] « Convención Nacional de 1884. Acta del 28 de febrero », *El Nacional*, n°107, 27 mai 1884, p. 3.
[630] « Convención Nacional de 1883. Acta del 31 de diciembre », *El Nacional*, n°80, 26 février 1884, p. 1 ; « Convención Nacional de 1884. Acta del 28 de febrero », n°107, 27 mai 1884, p. 4 ; et « Sesión extraordinaria del 6 de agosto », *Diario de debates*, Quito, s. e., 1885, p. 350.
[631] Au moins un de ces adjectifs est employé par le sous-secrétaire d'État et le ministre des Finances de Veintemilla, par Francisco Javier Montalvo à l'Assemblée constituante, par Antonio Flores dans son mémorandum, par Vicente Lucio Salazar en tant que ministre des Finances, par les députés du Littoral en 1885, par Lorenzo Peña dans un article reproduit dans *El Combate* en 1885, par Manuel Benigno Cueva et Leonardo Espinel au Sénat en 1888, et par le *Diario de avisos*. Voir *Informe del subsecretario de Hacienda a la Convención nacional de 1878*, *op. cit.*, p. 7 ; *Memoria del Ministro de Hacienda del Ecuador al Congreso constitucional de 1880*, *op. cit.* ; « Convención Nacional de 1884. Acta del 1º de diciembre », *El Nacional*, n°80, 26 février 1884, p. 2 ; FLORES, Antonio, « Memorándum sobre la abolición del diezmo en la República del Ecuador », *Diario Oficial*, n°4, 12 septembre 1888, p. 17 ; *Ministerio de Hacienda. Informe al Congreso constitucional de 1885*, *op. cit.*, p. 12 ; « Cámara de Diputados. Acta del día 30 de julio », *El Nacional*, n°207, 19 février 1886, p. 2 ; « Notable correspondencia », *El Combate*, n°80, 19 septembre 1885, p 320 ; « Cámara del Senado. Acta del día 2 de agosto », *El Nacional*, n°470, 31 août 1888, p. 1993 ; « Cámara del Senado. Acta del 1º de septiembre », *Diario Oficial. Alcance al n°38*, 5 décembre 1888, p. 2 ; et « Los dos tópicos », *Diario de avisos*, n°176, 10 septembre 1885, p. 2.
[632] « Los dos tópicos », *Diario de avisos*, n°176, 10 septembre 1885, p. 2.

concurrents comme le Venezuela ou les colonies européennes d'Afrique n'ont jamais payé de dîme ou n'ont plus à le faire[633].

En réalité, les conditions du remplacement de la dîme s'avèrent très favorables aux *hacendados* cacaoyers. Selon la loi de 1884 et le traité de 1891 avec le Saint-Siège, la taxe de trois pour mille ne pèse que sur les propriétés non cacaoyères, tandis que les plantations de cacao sont exclues de la base imposable. Le moteur de l'économie nationale, la production cacaoyère du Littoral, est donc exemptée du trois pour mille. La *Sierra* redevient alors la région la plus sollicitée pour financer le culte. En 1890, la première année où l'impôt de trois pour mille est collecté, les provinces de la Côte ne pèsent qu'à hauteur de 28% dans son montant total (18,4 pour le diocèse de Guayaquil ; 9,4 pour celui de Portoviejo), contre 72% pour la zone andine (cf. tableau n°4). Les propriétaires de la Côte n'ont donc plus l'impression d'être les seuls à financer le culte.

Tableau n° 3. La dîme du cacao (en sucres)

Année	Montant total de la dîme	Dîme du cacao	Pour-centage
1884	584 229	324 448	55.5
1885	582 101	394 373	67.7
1886	686 663	490 808	71.5
1887	688 461	486 247	70.6
1888	614 554	402 832	65.5
1889	609 559	388 761	63.8

Tableau n° 4. L'impôt de trois pour mille par diocèse en 1890 (en sucres)[634]

Diocèse	Montant	Pour-centage
Ibarra	15 452	9.4
Quito	48 683	29.7
Riobamba	17 822	10.9
Cuenca	27 400	16.7
Loja	8 758	5.3
Guayaquil	30 204	18.4
Portoviejo	15 460	9.4
Total	163 779	100

[633] *Ibid.* ; et ORTIZ CRESPO, Gonzalo, *La incorporación del Ecuador al mercado mundial*, *op. cit.*, p. 281.
[634] Élaboré à partir de « Cuadro E », *Informe del Ministro de Hacienda al Congreso constitucional de 1892*, Quito, Imprenta del gobierno, 1892, s. p.

Bien que les *hacendados* cacaoyers soient exemptés de la taxe de trois pour mille, ils doivent s'acquitter de l'impôt de 80 centimes par quintal de cacao exporté. En effet, conformément au traité de 1891, la taxe sur le cacao doit financer le budget des diocèses de Guayaquil et de Portoviejo. Cependant, ce nouvel impôt pèse moins lourdement que la dîme. Compte tenu du prix du cacao à l'époque, l'impôt de 80 centimes par quintal de cacao exporté représente la moitié de la dîme[635]. En outre, les producteurs cacaoyers n'ont plus à couvrir près de deux tiers du budget de l'Église, mais seulement celui de deux diocèses, celle de Guayaquil et celle de Portoviejo. La nouvelle taxe sur le cacao s'avère donc bien plus favorable aux intérêts des *hacendados* cacaoyers. Ces derniers sont les principaux bénéficiaires du remplacement de la dîme.

3) L'opposition cléricale et conservatrice

Dès 1884, l'Église est logiquement le principal adversaire de la réforme. À l'Assemblée constituante, les huit députés ecclésiastiques votent contre le projet final de remplacement de la dîme[636]. L'année suivante, en mai 1885, alors que l'arrivée du cardinal Cavicchioni est imminente, l'archevêque Ordóñez fait publier un ouvrage qui prend fait et cause pour la dîme, par Francisco Compte, père franciscain du couvent de San Francisco à Quito[637]. L'auteur souligne la légitimité de la dîme en rappelant son origine divine. Il voit dans son remplacement une forme de sécularisation de la contribution ecclésiastique et donc une menace contre l'indépendance financière et spirituelle de l'Église. Il répond aux arguments économiques avancés par les partisans de la suppression, pour qui la dîme représente un obstacle à la modernisation agricole. D'après le père Compte, la dîme n'est pas un frein à l'agriculture, bien au contraire : l'exploitant qui paie la dîme s'assurerait la protection divine, se mettant ainsi à l'abri des mauvaises récoltes[638]. Enfin, Compte réfute un des principaux arguments des

[635] Selon les estimations du conservateur Camilo Ponce et du libéral Lorenzo Peña. Voir, respectivement : « Convención Nacional de 1884. Acta del 1º de marzo », *El Nacional*, n°109, 3 juin 1884, p. 3 ; « Notable correspondencia », *El Combate*, n°80, 19 septembre 1885, p 320.
[636] « Convención Nacional de 1884. Acta del 4 de marzo », *El Nacional*, n°112, 13 juin 1884, p. 3.
[637] COMPTE, Francisco, *Reflexiones sacro-canónicas sobre los diezmos*, Quito, Imprenta del clero.
[638] *Ibid*., p. 30.

adversaires de la dîme, à savoir que son prélèvement provoquerait de nombreux abus de la part des *diezmeros*, à l'origine de plusieurs soulèvements indiens dans les Andes. Compte considère que l'Église n'est pas responsable des abus, car ce sont les *diezmeros*, c'est-à-dire des particuliers, et non pas l'Église, qui prennent en charge le prélèvement de la dîme. Pour mettre fin aux abus, il propose de supprimer les contrats des *diezmeros* et de confier directement à l'Église la collecte de la dîme[639].

Quelques semaines plus tard, en juin 1885, les évêques équatoriens signent une lettre adressée au nonce apostolique, le cardinal Cavicchioni[640]. Ils se montrent hostiles à la loi de 1884, qui remplace la dîme par la taxe de trois pour mille et l'impôt sur le cacao. Ils voient dans cette réforme une menace contre l'indépendance de l'Église. Ils considèrent, en effet, que la taxe de trois pour mille se révèlera insuffisante. Ils proposent plutôt de ramener la dîme à 5%, à condition que l'État renonce à la partie qui lui correspond.

Outre l'Église, la fraction garciano-cléricale de l'élite *terrateniente* andine représente le principal adversaire du remplacement de la dîme[641]. Ayala Mora signale deux raisons expliquant l'opposition des grands propriétaires de la *Sierra* à la réforme[642]. En premier lieu, le nouvel impôt de trois pour mille est défavorable à leurs intérêts économiques. Dans les Andes, seule une infime partie de chaque *hacienda* est exploitée. Il est donc bien plus avantageux pour les propriétaires de céder dix pour cent de la production agricole que payer une taxe de trois pour mille sur la valeur de propriétés immenses et extensives qui produisent relativement peu. Deuxièmement, la dîme a pour fonction de financer non seulement le culte, mais également des institutions de bienfaisance relativement autonomes vis-à-vis de l'État central. Pour les groupes dominants, les institutions de bienfaisance représentent un moyen de contrôle des secteurs populaires[643]. Elles sont la plupart du temps gérées par des ordres religieux, comme les Sœurs de la Charité, mais souvent dirigées par des congrégations laïques, comme la Société de Saint-Vincent-de-Paul, dont la branche de Quito est présidée, à partir de 1886, par Camilo Ponce, principal chef conservateur et représentant de l'aristocratie *terrateniente* de la capitale. Les

[639] *Ibid*., p. 41.
[640] « Carta colectivo dirigida por el episcopado ecuatoriano al Ilmo. y Rmo. Sr. Delegado apostólico acerca de la cuestión del diezmo », *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, n°9-10, août 1885, p. 24-35.
[641] AYALA MORA, Enrique, *Lucha política y origen de los partidos en Ecuador*, *op. cit.*, p. 229.
[642] *Ibid*.
[643] FOUCAULT, Michel, *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975, p. 213-214. Cf. également chapitre 5, section I, 2.

grands propriétaires de la *Sierra* craignent donc de perdre le contrôle de ces instances intermédiaires régionales[644].

Même après la publication du traité complémentaire du Concordat en 1891, les grands propriétaires andins restent résolument opposés à l'impôt de trois pour mille, comme en témoigne le soulèvement de la province du Chimborazo en 1893. Selon le président Cordero, la révolte est le fait d'indiens « excitados […] por unas pocas personas de cierta significación »[645]. L'évêque de Riobamba est bien plus explicite. Il estime que ce sont les grands propriétaires qui instrumentalisent la colère des indiens : « los grandes propietarios, sobre los cuales pesa de un modo particular la sustitución del diezmo, queriendo librarse del gravamen instigaban a los indios al tiempo del avalúo, desfigurándolo e infundiendo respecto de él ideas enteramente erróneas »[646].

En 1888, les conservateurs se font l'écho des inquiétudes des grands propriétaires andins. Le 12 septembre 1888, Flores présente au Sénat un nouveau projet de décret sur le remplacement de la dîme confirmant la loi de 1884, mais les sénateurs conservateurs, Camilo Ponce, Juan León Mera, Julio Matovelle et Miguel León, parviennent à faire rejeter le projet[647]. Les conservateurs, représentants de la fraction garciano-cléricale des élites *terratenientes* andines, et l'Église forment donc un front commun contre la réforme.

Toutefois, les conservateurs et l'Église ne parviennent pas à empêcher le remplacement de la dîme, que Flores obtient grâce à sa ténacité et au soutien indéfectible qu'il reçoit du Saint-Siège. En 1888, le clergé est conscient que le rapport de forces lui est défavorable. Ainsi, le chanoine Manuel Páez affirme : « Ha habido una especie de coacción moral, a cuyo impulso ya no podríamos resistir »[648]. Matovelle déplore : « no es posible resistir al torrente de aquellos que se oponen al diezmo »[649]. Même l'archevêque Ordóñez finit par le reconnaître, en 1893 :

> La sustitución del diezmo había sido pedida en gran número de representaciones como indispensable al fomento de la agricultura, a la equidad en la distribución de las contribuciones para sostener las cargas comunes, y como de grande alivio de la numerosa

[644] AYALA MORA, Enrique, *Lucha política y origen de los partidos en Ecuador*, *op. cit.*, p. 229.
[645] « Mensaje de S. E. el Presidente de la República del Ecuador al Congreso Constitucional de 1894 », *Diario Oficial*, n°272, 20 juin 1894, p. 2215.
[646] « Informe del Obispo de la Diócesis de Riobamba », *Informe del Ministro de Instrucción pública al Congreso constitucional de 1894*, *op. cit.*, p. 278.
[647] « Cámara del Senado. Acta del 13 de septiembre », *Diario Oficial. Alcance al n°49*, 1888, p. 3.
[648] *Ibid.*, p. 1.
[649] *Ibid*.

clase proletaria, especialmente de los pequeños agricultores; parecer en que convenían casi todos[650].

Lorsque le cardinal Macchi et le gouvernement équatorien signent l'accord de 1889, l'archevêque Ordóñez se voit forcé de céder. Dans une lettre pastorale, il appelle tous les opposants au remplacement de la dîme à accepter l'accord soutenu par la délégation apostolique afin de ne pas contredire le pape : « debemos no solo someteros sin reserva a su resolución, sino también conformar en todo nuestro juicio con el de la Santa Sede, y creer, como ella cree, que en las actuales circunstancias no hay otra manera mejor de atender al bien de la Iglesia al mismo tiempo que al de los contribuyentes »[651].

C'est, en fin de compte, une coalition hétéroclite qui parvient à vaincre la fraction garciano-cléricale de l'élite *terrateniente* et son principal allié, l'Église : « Podemos decir, sin exagerar, que en este caso una alianza de agroexportadores, progresistas, liberales y el Vaticano había vencido tras serias dificultades a la Iglesia local y a los conservadores »[652]. En effet, Flores réussit à faire approuver le remplacement de la dîme avec le soutien du pape. Il entretient, d'ailleurs, de très bonnes relations avec le Saint-Siège depuis les années 1860. De son côté, Léon XIII, originaire d'une Europe où le libéralisme progresse à grands pas, se montre ouvert au changement, permettant d'adapter l'Église à la nouvelle donne idéologique, alors que le clergé équatorien est arc-bouté sur le *statu quo*. Le pape n'est pas le seul allié de Flores. Les libéraux, qui avaient déjà proposé au Parlement deux projets abolissant la dîme, en 1885 et en 1888, soutiennent le combat de Flores en faveur du remplacement. Ce dernier reçoit également le soutien des producteurs cacaoyers, qui depuis 1875 militaient pour l'abolition de la dîme.

Si Flores doit s'appuyer sur cette alliance avec les libéraux et les agro-exportateurs, c'est qu'à partir de 1888, il ne peut plus compter sur son allié traditionnel, l'aristocratie foncière de la *Sierra*. Lorsqu'il s'empare du pouvoir en 1883, le progressisme incarne une coalition rassemblant l'élite de Guayaquil et les *terratenientes* andins. D'ailleurs, en 1888, Flores est élu avec le soutien des grands propriétaires de la *Sierra*, qui contrôlent trois quarts de l'électorat[653]. Or, Flores adopte une réforme, le remplacement de la dîme, contraire aux intérêts de ces derniers et favorable à ceux des *hacendados* cacaoyers de la Côte. Les *latifundistas* garciens

[650] *Diario Oficial*, n°93, 15 février 1893, p. 762.
[651] ORDÓÑEZ, José Ignacio, *XXV Carta pastoral que el Ilmo. y Rmo. Señor Arzobispo de Quito dirige a los fieles de du Arquidiócesis*, Quito, Imprenta católica, 1889, p. 1-2.
[652] ORTIZ CRESPO, Gonzalo, *La incorporación del Ecuador al mercado mundial*, *op. cit.*, p. 283.
[653] *Ibid.*, p. 197-198.

des Andes rejoignent alors l'opposition au progressisme. Les débats sur le remplacement de la dîme révèlent ainsi le fractionnement de l'aristocratie foncière andine en une aile modernisatrice soutenant le progressisme et une aile garciano-cléricale représentée par le conservatisme ultramontain. Les divergences entre les conservateurs et les progressistes deviennent manifestes. Les conservateurs s'inquiètent des initiatives progressistes jugées menaçantes pour l'Église, comme le remplacement de la dîme. Plus généralement, ils s'opposent à toutes les réformes du *statu quo* garcien proposées par les progressistes.

III) De timides tentatives de réforme

Les progressistes sont de fervents catholiques. D'ailleurs, les trois présidents, Caamaño, Flores et Cordero, entretiennent d'excellentes relations avec le pape, en particulier Flores, nous l'avons vu. Ils ne cherchent pas à rompre les relations entre l'Église et l'État, contrairement aux libéraux radicaux, mais à les réformer. Il ne s'agit pas de remettre en cause le monopole culturel et idéologique clérical-conservateur, mais de réduire le pouvoir temporel de l'Église, dans des tentatives de réforme surtout visibles sous la présidence de Flores. Bien que celles-ci restent timides, elles n'en déclenchent pas moins une opposition fëroce de la part des conservateurs et de l'Église. Aussi, lorsqu'il arrive au pouvoir en 1892, Cordero cherche-t-il à apaiser les rapports avec l'Église, dans le cadre d'une politique de conciliation et de rassemblement de toutes les forces autour du progressisme. En effet, il estime que, la bataille pour le remplacement de la dîme étant terminée, il serait plus prudent de maintenir des relations harmonieuses avec l'Église.

1) L'opposition cléricale à Antonio Flores (1888-1892)

Dès le début de la période progressiste, le clergé se montre méfiant envers le nouveau pouvoir. En 1885, dans une lettre pastorale, les évêques, réunis au sein du IVe Concile provincial, condamnent ce qu'ils conçoivent comme un libéralisme catholique, qu'ils croient déceler dans les réformes de Caamaño. Ils rejettent le libéralisme sous ses trois formes : le libéralisme radical, le libéralisme modéré et le libéralisme catholique[654]. Cette dernière variante, qualifiée de « virus ponzoñoso », est même jugée la plus dangereuse des trois dans le cas de l'Équateur[655]. Les évêques défnisissent le libéralisme catholique en ces termes : « Su fórmula sintética pudiera reducirse a la siguiente: "La Iglesia debe ceder a los tiempos y a las circunstancias" »[656]. D'après les évêques, les libéraux catholiques reconnaissent l'origine divine de la souveraineté nationale, la subordination de l'État à l'Église et l'autorité de cette dernière. Mais ils considèrent que l'Église doit prendre acte des changements politiques du siècle et accepter les « libertés modernes », la liberté de culte, d'opinion, de la presse, qu'elle peut d'ailleurs utiliser en sa faveur pour diffuser son message[657]. En revanche, aux yeux des évêques, le libéralisme catholique repose sur une contradiction : « Si el liberalismo ataca a la Iglesia, y esta condena y reprueba el liberalismo, salta a los ojos que liberalismo y catolicismo son dos términos diametralmente opuestos »[658]. L'expression « libéralisme catholique » leur apparaît comme un oxymore. Les libéraux catholiques, qui s'efforcent de concilier deux visions antinomiques du monde, en viennent à défendre des principes contradictoires et à devenir les esclaves de l'opinion[659]. Les évêques cherchent ainsi à réfuter un des principaux arguments des progressistes en faveur du remplacement de la dîme, à savoir qu'il s'agit d'une mesure réclamée par l'opinion publique. Pour les évêques, le soutien de l'opinion ne saurait justifier une réforme jugée dangereuse pour l'Église.

Cette lettre pastorale révèle la méfiance des autorités ecclésiastiques envers le progressisme qui, à leurs yeux, se serait écarté du modèle garcien. En août 1885, plusieurs membres du clergé prennent leurs distances avec le courant progressiste en participant à la création de la Société catholique-républicaine, dont la vocation est de rassembler les conservateurs ultramontains

654 « Carta pastoral que los obispos del Ecuador, reunidos en Concilio provincial, dirigen a sus diocesanos », *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, n°11, septembre 1885, p. 149 et 151.
655 *Ibid*., p. 163 et 170.
656 *Ibid*., p. 153.
657 *Ibid*., p. 164.
658 *Ibid*.
659 *Ibid*.

nostalgiques du garcianisme. L'évêque de Cuenca, Miguel León, est le premier signataire de l'acte d'installation de la nouvelle société, qui compte également parmi ses fondateurs les curés Félix Proaño et José Ochoa León[660].

Ce qui, sous Caamaño, n'était encore que de la méfiance de la part de l'Église devient, sous Flores, une opposition militante. Face à l'hostilité croissante de l'Église équatorienne, Léon XIII décide d'intervenir directement en apportant son soutien au nouveau président. Trois mois après l'arrivée de Flores au pouvoir, l'archevêque Ordóñez reconnaît qu'il a déjà reçu deux télégrammes du secrétaire d'État du pape, priant le clergé d'adopter une attitude plus neutre face au gouvernement[661]. Flores peut se prévaloir d'être très proche du pape. Pour asseoir sa légitimité face aux ultramontains équatoriens, il fait publier deux lettres du Secrétaire d'État du Saint-Siège, le cardinal Rampolla, et une lettre de León XIII, où ils invitent Flores à accepter la présidence de la République, car son arrivée au pouvoir permettrait de maintenir de bonnes relations entre l'État et l'Église en Équateur[662].

Malgré les recommandations du pape, l'Église équatorienne combat le progressisme par tous les moyens. L'archevêché de Quito n'hésite pas à prêter son imprimerie aux conservateurs pour la publication de leurs journaux, le *Semanario popular* entre 1888 et 1889, *El Dardo* en 1891, qui critiquent durement le gouvernement de Flores[663]. Le premier journal s'indigne notamment de la décision du président de solliciter auprès du Sénat une subvention de dix mille sucres pour la délégation équatorienne à l'Exposition universelle de Paris de 1889.

Le débat que suscite la participation de l'Équateur à l'Exposition de Paris peut paraître anecdotique, mais il révèle la conception que les conservateurs se font de la République dans les années 1880 en Équateur. Flores soumet un projet de décret au Sénat pour obtenir le financement nécessaire à la participation de l'Équateur parce qu'il pense pouvoir obtenir les voix nécessaires. D'ailleurs, le projet passe en deuxième lecture au Sénat par 13 voix contre 11[664]. Cependant, la situation se complique, avant de devenir conflictuelle. L'archevêque Ordóñez conseille Flores, en privé, de ne pas financer avec des fonds publics la délégation de l'Équateur. Comme Flores persiste dans son projet, l'archevêque fait part de son opinion sur la question à certains sénateurs et députés, qui changent alors d'avis[665]. Le 14 septembre 1888, le

[660] « Sociedad católica-republicana », *El Porvenir*, n°22, 11 septembre 1885, p. 129.
[661] ORDÓÑEZ, José Ignacio, *XX Carta pastoral*, *op. cit.*, p. 6-7.
[662] *La Santa Sede y el Presidente del Ecuador*, Quito, Imprenta del gobierno, 1889.
[663] Le journal progressiste *El Telegrama* déplore que l'archevêché prête son imprimerie aux rédacteurs d'*El Dardo* ; « Interior », *El Telegrama*, n°20, 24 juin 1889, p. 79-80.
[664] « Cámara del Senado. Acta del 13 de septiembre », *Diario Oficial. Alcance al n°49*, 1888, p. 3.
[665] ORDÓÑEZ, José Ignacio, *XX Carta pastoral*, *op. cit.*, p. 6.

Sénat rejette cette fois la demande du président par 17 voix contre 8[666]. Le lendemain, à la Chambre des députés, le libéral Francisco Fernández Madrid propose un projet semblable à celui de Flores, mais celui-ci est également rejeté[667].

Lors des débats qui se tiennent au Sénat, les libéraux Leonardo Espinel, Alejandro Cárdenas et Manuel Benigno Cueva retirent toute signification politique à l'Exposition universelle de 1889, en la présentant comme un simple évènement commercial et industriel. La participation du pays serait alors l'occasion de faire connaître ses produits et de s'ouvrir de nouveaux débouchés[668]. Ils estiment que l'Équateur ne saurait être la seule République à ne pas y participer, alors même que d'autres pays, tout aussi catholiques et républicains, comme la Colombie, y seront représentés[669].

Cependant, l'un des objectifs de l'Exposition universelle de 1889 est de fêter le centenaire de la Révolution française. Les conservateurs Julio Matovelle, Juan León Mera, Camilo Ponce et les frères Cornelio et Remigio Crespo Toral retiennent cet aspect avant tout[670]. Le député Remigio Crepso Toral voit même dans la construction de la Tour Eiffel une preuve que l'Exposition est principalement destinée à glorifier la Révolution : « Actualmente se construye en París un monumento que llevará el nombre de *torre de la revolución* y que será un recuerdo permanente del centenario de 1789 »[671]. Or, pour les conservateurs équatoriens, la Révolution française incarne le mal absolu. Comme le signale l'archevêque de Quito, elle serait l'origine de toutes les « erreurs du siècle ». 1789 représente, à ses yeux « la gran fecha en que principió la apostasía social »[672]. Dans le discours conservateur, la Révolution française est synonyme d'athéisme et, partant, de désordre, d'anarchie et de violence. Les législateurs terroristes, comme Mera et Remigio Crespo Toral, ne rejettent pas le régime républicain en tant que tel, mais ils considèrent la République née de la Révolution française comme incompatible avec leur vision catholique du monde[673]. Le système républicain qu'ils défendent est la République du Sacré Cœur, c'est-à-dire un régime fondé sur l'allégeance au Saint-Siège, le respect strict

[666] « Cámara del Senado. Acta del 14 de septiembre », *Diario Oficial. Alcance al n°49*, 1888, p. 8.
[667] APL, Actas del Congreso extraordinario de 1888, Cámara de diputados, 15 septembre, p. 68 et 94.
[668] « Cámara del Senado. Acta del 13 de septiembre », *Diario Oficial. Alcance al n°49*, 1888, p. 3 et 6-7.
[669] *Ibid*., p. 6-7.
[670] *Ibid*., p. 6-8 ; et APL, Actas del Congreso extraordinario de 1888, Cámara de diputados, 15 septembre, p. 73-74 et 84.
[671] *Ibid*., p. 81.
[672] ORDÓÑEZ, José Ignacio, *XX Carta pastoral, op. cit.*, p. 3
[673] APL, Actas del Congreso extraordinario de 1888, Cámara de diputados, 15 septembre, p. 80 ; « Cámara del Senado. Acta del 14 de septiembre », *Diario Oficial. Alcance al n°49*, 1888, p. 6.

des enseignements des Écritures et l'harmonie dans la complémentarité entre l'Église et l'État. Julio Matovelle demande aux sénateurs : « Que tiene que ver la República del Sagrado Corazón con la República de Marat, Danton y Robespierre? »[674]. Remigio Crespo Toral, pour sa part, estime que la non participation de l'Équateur apporterait même au pays une reconnaissance internationale plus grande que celle que lui permettrait d'acquérir un éventuelle participation : « Nuestra nación tiene títulos especiales para observar en este punto una conducta peculiar, por razón de hallarse consagrada al Sagrado Corazón de Jesús »[675].

De son côté, l'élite de Guayaquil n'accepte pas le refus du Parlement. Elle forme alors une commission chargée de lever des fonds privés, qui réunit les notables du port principal, tels que le chef libéral Lorenzo Peña, un des frères Seminario ou le puissant banquier Clímaco Gómez Valdez. En moins d'un mois, elle réunit les dix mille sucres que Flores avait sollicité auprès Sénat, permettant ainsi à l'Équateur de participer à l'Exposition de 1889. Les principaux donateurs sont les plus grands producteurs de cacao (Pedro Aspiazu, Amalio Puga, les frères Morla, la compagnie Seminario Hermanos, Leonardo Stagg et ses frères), des institutions financières, comme la Banque Internationale et la Banque de Crédit Hypothécaire, les plus grandes compagnies commerciales, comme Norberto Osa y Cía., Reyre Hermanos et Martín Reinberg y Cía, ainsi que des compagnies de transport, comme l'entreprise fondée par Kelly et la *Compañía de carros urbanos*. Même des membres de la famille de Gabriel García Moreno, son frère Pedro Pablo et ses neveux García Drouet, figurent sur la liste de donateurs[676].

2) Réduire le pouvoir temporel de l'Église

L'hostilité du clergé et des conservateurs à Antonio Flores ne s'explique pas seulement par des initiatives qu'ils jugent menaçantes pour l'Église, comme le remplacement de la dîme, ou une subvention pour la participation à l'Exposition universelle de 1889. Ils s'inquiètent également des efforts du progressisme pour réduire le pouvoir temporel de l'Église, et particulièrement du combat des progressistes en faveur de l'abstention du clergé lors des élections et de leurs

[674] *Ibid*., p. 7.
[675] APL, Actas del Congreso extraordinario de 1888, Cámara de diputados, 15 septembre, p. 81-82.
[676] *Diario Oficial*, n°22, 23 octobre 1888, p. 88.

tentatives pour réduire l'ingérence de l'Église dans le système judiciaire, notamment dans les cas de concubinage.

Durant la période progressiste, les prélats appellent à voter pour les candidats dont le programme est conforme aux enseignements de l'Église. Ainsi, lors de l'élection de l'Assemblée constituante de 1883-1884, l'archevêque de Quito envoie une circulaire aux curés où il affirme que la désignation de députés chargés de rédiger la nouvelle Constitution n'est pas une affaire purement politique, mais aussi morale, dans laquelle l'Église se doit d'intervenir. Aussi, les appelle-t-il non seulement à voter, mais aussi à se porter candidats[677].

Une première tentative pour limiter l'ingérence électorale du clergé voit le jour au sein de l'Assemblée constituante, le 17 décembre 1883. Avec le soutien du libéral Gabriel Ullauri et du progressiste Nicolás Arízaga, Luis Felipe Borja propose d'inclure dans le projet de Constitution l'article suivant : « Un mes antes de las elecciones, y durante las mismas, ninguna autoridad, sea política, civil, eclesiástica o militar podrá hacer de palabra o por escrito ni aun indicaciones que coarten directa o indirectamente la libertad del sufragio »[678]. Borja déplore les pressions que les prêtres exercent sur les fidèles à l'approche des élections ainsi que les lettres pastorales à caractère politique. Le conservateur Matovelle rétorque que l'Église ne fait qu'éclairer les électeurs pour les inviter à élire les meilleurs candidats pour le pays. Le vicaire capitulaire de l'archidiocèse de Quito, Arsenio Andrade, également élu à l'Assemblée constituante, estime que la Constitution doit respecter le droit des membres du clergé à exprimer leur opinion, comme n'importe quel citoyen, ainsi que leur devoir, qui est de contenir la progression de l'impiété. Ainsi, Matovelle considère indispensables les menaces de damnation éternelle contre les électeurs souhaitant voter pour des candidats considérés comme hérétiques par l'Église, car « haber dado su voto por un diputado ateo […] es un crimen tan digno del infierno como cualquier otro pecado mortal »[679]. Au terme de cet échange, la motion de Borja est finalement rejetée par 30 voix contre 26. Toutefois, ce résultat serré révèle que l'idée de restreindre la participation politique du clergé déborde le camp libéral. Plusieurs progressistes votent en faveur du projet, comme Ramón Borrero, Nicolás Arízaga, Ángel Polibio Chaves et

[677] « Circular a los venerables párrocos de la Arquidiócesis », *El Monitor eclesiástico*, n°4, 31 août 1883, p. 114-115.
[678] « Convención Nacional de 1883. Acta del 17 de diciembre », *El Nacional*, n°72, 8 février 1884, p. 3.
[679] « Convención Nacional de 1883. Acta del 17 de diciembre », *El Nacional*, n°74, 12 février 1884, p. 1.

le libéral modéré Francisco Andrade Marín qui, par la suite, participera à plusieurs gouvernements progressistes[680].

Après la tenue de l'Assemblée constituante, les prélats poursuivent leurs appels à voter pour des députés et des sénateurs capables, à leurs yeux, de protéger la religion[681], c'est-à-dire conservateurs, y compris en dehors de toute période électorale. Ainsi, le 27 avril 1895, l'évêque de Loja appelle à élire des législateurs catholiques, alors que les élections ont déjà eu lieu trois mois auparavant et que les élections suivantes ne sont prévues que pour les premières semaines de 1897[682].

Dans un premier temps, pendant la présidence de Caamaño, les progressistes ne voient pas dans ces appels des autorités ecclésiastiques une menace. Les divergences avec les conservateurs sont moins visibles car, entre 1884 et 1887, progressistes et conservateurs s'unissent pour lutter contre le libéralisme radical des *montoneras*. Mais, en 1888, l'arrivée de Flores au pouvoir change la donne. Flores, en effet, met en place une politique d'ouverture en faveur des libéraux[683] et s'emploie à conclure les négociations avec le Saint-Siège au sujet du remplacement de la dîme. Les conservateurs, alliés du clergé, s'opposent fermement et ouvertement aux réformes proposées.

Flores leur répond en faisant reproduire dans le journal officiel des extraits de l'encyclique *Cum multa* de Léon XIII, datée du 8 décembre 1882. Dans cette dernière, qui concerne la situation de l'Espagne, le pape retire son soutien au catholicisme le plus intransigeant, incarné par le carlisme, et appelle à l'unité les catholiques de la péninsule. Il condamne les membres des sociétés qui se clament catholiques mais rejettent le catholicisme de ceux qui militeraient dans d'autres organisations[684]. Pour Flores, cette encyclique est particulièrement adaptée au contexte équatorien de 1888 : une fissure au sein de la mouvance conservatrice apparaît, avec des catholiques nostalgiques de García Moreno d'un côté, opposés à tout changement, et des catholiques progressistes favorables à une réforme de l'héritage garcien.

---

[680] *Ibid*. Andrade Marín sera gouverneur de la province de l'Orient entre 1884 et 1885, ministre des Travaux publics de 1892 à 1893, puis ministre des Finances de 1893 à 1894.
[681] Par exemple, MASIÀ, José María, *Décima carta pastoral*, Loja, Imprenta del Seminario, 1886 ; et « Pastoral del Ilmo. Sr. Obispo de Loja, sobre las malas lecturas y el liberalismo », *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, n°29, février 1887, p. 160-161.
[682] « Carta Pastoral del Ilmo. Señor Obispo de Loja, con motivo del Mes de María », *Boletín eclesiástico*, n°16, 28 juin 1895, p. 249.
[683] Cf. chapitre 7, section III, 1.
[684] « Muy importante en el orden religioso y en el orden político. Preceptos que conviene tener presentes en las actuales circunstancias », *Diario Oficial*, n°152, 22 février 1889, p. 152.

Le clergé ne se laisse pas intimider et, aux élections présidentielles de 1892, soutient officiellement, y compris en chaire lors des sermons, la candidature du chef conservateur, Camilo Ponce[685]. Le sénateur progressiste Ángel Polibio Chaves dénonce auprès du gouverneur de la province de Bolívar l'intervention du clergé dans la campagne électorale. Selon Chaves, un prêtre local ferait du porte à porte à San Miguel pour obtenir des voix en faveur de Camilo Ponce. Le curé du village d'Asunción, pour sa part, appellerait à voter pour le candidat conservateur pendant la messe et interdirait aux fidèles la lecture du journal progressiste *El Bolivarense*[686]. Le gouverneur ordonne alors une enquête et l'interrogatoire de plusieurs témoins confirme que les curés des villages de Santiago, La Asunción, San Lorenzo et Villován, ont demandé à leurs paroissiens de voter pour Ponce[687]. Le journal progressiste *El Ecuatoriano* dénonce à son tour l'intervention du haut clergé en faveur du chef conservateur, notamment dans les Andes. S'adressant au président de la Société catholique-républicaine, la principale organisation conservatrice du pays, il affirme : « Las Curias, Sr. Dr. Campuzano, las Curias, Ud. lo sabe mejor que nosotros, las Curias, repetimos por tercera vez, cuyos poderosos resortes electorales no ignora, las Curias, decimos, meramente, son casi los únicos y grandes electores en el Interior »[688].

Cette ingérence du clergé dans les affaires électorales est parfaitement contraire aux instructions du pape, qui exige la neutralité de l'Église. Malgré l'appui pontifical, Flores échoue à restreindre la participation politique du clergé, qu'il n'ose pas interdire de but en blanc. Il faudra attendre la tenue de l'Assemblée constituante de 1896-1897, sous la Révolution libérale, pour que les membres du clergé ne soient plus autorisés à se porter candidats, ni à prendre publiquement parti pour un candidat ni à faire campagne depuis leur chaire.

Cet échec n'empêche pas les progressistes de multiplier les efforts pour réduire le pouvoir temporel de l'Église. Ces efforts se déplacent vers l'espace privé et familial, à travers la question du concubinage. L'Église combat le concubinage, dans lequel elle voit une menace contre la famille fondée sur le mariage religieux. Ce dernier représente la base même d'une société catholique. En 1863, García Moreno a déjà tenté de l'éradiquer, notamment dans la province de Manabí où elle est assez courante, en adoptant un décret sommant les couples *amancebados* de se séparer ou de convoler selon le rite catholique. Ce n'est qu'à ce moment-là que les parents d'Eloy Alfaro, par exemple, décident de se marier, après un quart de siècle de

[685] Cf. chapitre 8, section II, 4.
[686] *Periódico Oficial*, n°14, 19 mars 1892, p. 105-108.
[687] *Ibid.*, p. 110-112.
[688] « La presente administración III », *El Ecuatoriano*, n°67, 14 novembre 1891, p. 376.

vie commune et alors qu'Alfaro a déjà plus de vingt ans[689]. Pendant la seconde présidence de García Moreno, le Code pénal de 1871 va plus loin que le décret de 1863, en définissant le concubinage comme un délit d'attentat à la pudeur, sanctionné par une peine de prison de six mois à deux ans[690]. Les tentatives de García Moreno pour supprimer le concubinage sont très mal reçues à Manabí. En 1873, le chef politique de Portoviejo refuse même d'appliquer les peines prévues dans le Code pénal, qu'il juge anticonstitutionnel[691]. Après la disparition de García Moreno, l'Église combat avec la même énergie le concubinage. Ainsi, en 1888, l'évêque de Loja, José María Masià, l'assimile explicitement à d'autres pratiques considérées comme des péchés : « El adulterio, sí, el degradante concubinato, la detestable embriaguez, el hurto, las injusticias en los pleitos ¿no son plagas horribles de nuestro tiempo? »[692]. Les progressistes, pour leur part, n'entendent pas remettre en cause la pénalisation du concubinage. La nouvelle version du Code pénal, publiée en 1889, le condamne toujours comme un délit sanctionné par la même peine que dans la version de 1871[693].

Néanmoins, sous la présidence de Flores, de 1888 à 1892, ils cherchent à restreindre la liberté de sanction de l'Église dans les cas de concubinage, ce qui suscite des différends avec les autorités ecclésiastiques. Une anecdote rapportée par le rapport du ministre de la Justice au Congrès de 1892 est révélatrice de ces tensions croissantes[694]. En 1891, l'intendant de police de Riobamba informe l'évêque Arsenio Andrade que deux femmes vivent en concubinage avec leur partenaire respectif. L'intendant de police les a déjà condamnées à une peine correctionnelle de douze jours de prison, mais elle semble insuffisante à ses yeux. Comme la loi lui interdit de leur imposer une peine plus lourde, il demande à l'évêque de solliciter auprès du gouvernement l'autorisation d'envoyer ces deux femmes à l'asile d'aliénés de Quito. L'évêque accède à sa demande et écrit au ministre de la Justice, Elías Laso. Celui-ci lui répond que l'asile n'admet que ceux ayant été déclarés comme fous par une sentence judiciaire. Tel n'est pas le cas de deux femmes qui, précise-t-il, ont le droit à un procès équitable. L'évêque lui rétorque que le droit canonique et le Concordat l'autorisent à rendre la justice. S'ensuit alors un long débat épistolaire entre l'évêque et le ministre pour déterminer qui a la primauté dans la

[689] DEAS, Malcolm, *op. cit.*, p. 9.
[690] *Código penal de la República del Ecuador*, *op. cit.*, p. 46.
[691] DUEÑAS DE ANHALZER, Carmen, *op. cit.*, p. 90, 106 et 120.
[692] « Pastoral del Ilmo. Sr. Obispo de Loja al empezar el nuevo año de 1888 », *La República del Sagrado Corazón de Jesús*, n°42, mars 1888, p. 157.
[693] *Código penal y Código de enjuiciamientos en materia criminal de la República del Ecuador*, Nueva York, Imprenta de *Las Novedades*, 1889, p. 92.
[694] « Documentos. Negocios eclesiásticos », *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos e Instrucción pública al Congreso Constitucional de 1892*, *op. cit.*, p 15-19.

République du Cœur de Jésus : la Constitution ou le Concordat, le droit civil ou le droit canonique, le pouvoir civil ou le pouvoir ecclésiastique.

Quelques mois plus tard, en février 1892, le curé d'Amaguaña demande à l'intendant de police de Quito, Juan Orejuela, de faire enfermer à l'asile d'aliénés un homme accusé de concubinage. Orejuela refuse, car il considère qu'il ne peut retenir un homme sans sentence judiciaire, encore moins dans un endroit qui n'est pas prévu à cet effet. Quelques jours plus tard, l'archevêque intervient auprès de l'intendant de police pour appuyer la demande du curé. Orejuela refuse encore une fois, mais décide également de consulter le ministre Laso, lequel écrit à son tour à l'archevêque pour justifier la position du gouvernement en la matière, comme il l'avait déjà fait en 1891 auprès de l'évêque de Riobamba[695]. Pour le ministre Laso, il ne s'agit pas de remettre en cause la pénalisation du concubinage ni, plus généralement, le monopole culturel et idéologique de l'Église, lequel régit, en l'occurrence, la législation pénale. Le gouvernement se limite à soustraire l'administration de la justice à l'Église et, ce faisant à affirmer la primauté de l'État.

Néanmoins, cette position entre en contradiction avec le projet de la République du Cœur de Jésus, puisque « la lógica de funcionamiento de un régimen integrista católico implicaba la subordinación del Estado a la Iglesia y la transformación de la política en religión »[696]. Le gouvernement, en refusant de sanctionner les personnes accusées de concubinage par l'Église sans jugement préalable tend à inverser la subordination. L'évêque de Manabí déplore d'ailleurs ce qu'il considère être le manque de soutien des autorités civiles : « Anteriormente, cuando se exhibía un concubinato o adulterio, la Iglesia decretaba la separación inmediata de los culpables y sus órdenes eran apoyadas y ejecutadas »[697]. L'État se résiste à satisfaire les demandes de sanctions émanant de l'Église, ce qui est déjà nier la primauté de cette dernière. La question de la modalité de la sanction du concubinage fait apparaître, malgré une dimension anecdotique de prime abord, un problème de fond : le progressisme ne semble pas compatible avec l'idéal de la République du Sacré Cœur.

[695] OREJUELA, Juan, *"La Libertad cristiana" y el intendente de policía*, Quito, Imprenta *La Novedad* de J. M. Proaño, p. 4-7.
[696] HIDALGO NISTRI, Fernando, *op. cit.*, p. 257.
[697] SCHUMACHER, Pedro, *Décima sexta carta pastoral del Ilmo. y Rmo. Sr. Obispo de Portoviejo*, Portoviejo, Imprenta del Seminario de San José, 1893, p. 16.

3) La réconciliation sous Cordero (1892-1895)

Dès son arrivée au pouvoir, en 1892, Cordero cherche à apaiser les tensions avec l'Église, pour des raisons pragmatiques. Il estime que les autorités politiques ont remporté la principale bataille, le remplacement de la dîme. L'affrontement avec l'Église n'a donc plus de raison d'être. Plus largement, Cordero compte mettre en place une politique de conciliation qui cherche à s'attirer les faveurs de l'Église, des conservateurs et des libéraux, jusque-là opposants au progressisme[698].

Dans un premier temps, Cordero essaie d'améliorer les relations de l'exécutif avec le tumultueux évêque de Portoviejo, Pedro Schumacher. Dans une lettre à Reinaldo Flores, il affirme qu'il convient de « valerse de toda medida lícita y decente para evitar disgustos con el Obispo de Manabí »[699]. L'évêque Schumacher réclame le départ du gouverneur d'Esmeraldas, en conflit avec le curé local. Cordero cède à la demande de l'évêque, trois mois après le début de son mandat, en septembre 1892. Il ne cherche pas à apaiser l'évêque par sympathie pour lui, mais à utiliser, à son profit, l'instrument de contrôle social que représente l'Église dans deux provinces, Manabí et Esmeraldas fréquemment menacées par les *montoneras*. Éviter toutes dissensions avec les autorités ecclésiastiques doit lui permettre de contribuer à consolider un front commun contre l'agitation radicale : « Lo que más temo en esas comarcas de la costa es la falta de armonía con la autoridad eclesiástica »[700].

Dans un second temps, en janvier 1893, Cordero s'efforce de se gagner les appuis de l'ensemble des prélats en mettant à leur disposition les autorités provinciales et les forces de l'ordre. En effet, le ministre des Affaires ecclésiastiques de Cordero, Carlos Pérez Quiñónez, et le ministre de l'Intérieur, Honorato Vázquez, envoient chacun une circulaire aux gouverneurs, pour leur demander de collaborer avec les autorités ecclésiastiques quand ces dernières les solliciteraient pour faire respecter les décisions qu'elles auraient prises[701]. Le domaine d'application des circulaires n'est pas précisé et semble très large. Elles permettraient donc aux prélats, en théorie, de demander l'aide des autorités publiques pour empêcher la diffusion des journaux condamnés par l'Église, par exemple, ou faire enfermer les personnes accusées de concubinage sans qu'il n'y ait nécessairement eu au préalable d'intervention de la justice. Les circulaires sont très bien

[698] Cf. chapitre 8, section III, 1.
[699] Lettre de Luis Cordero à Reinaldo Flores, 28 septembre 1892, CORDERO, Luis et Academia Nacional de Historia (éd.), *op. cit.*, p. 210-211.
[700] *Ibid*, p. 210.
[701] *Diario Oficial*, n°92, 8 février 1893, p. 749-751.

accueillies par les évêques. Arsenio Andrade se félicite du zèle catholique du gouvernement de Cordero, dans lequel il voit une rupture positive avec l'attitude non collaborative de Flores, qu'il critique ici en creux : « hacía tiempo que la Iglesia gemía al verse imposibilitada, atada, por así decirlo, sin poder llevar a cabo sus providencias. […] Ha debido la autoridad eclesiástica hallarse abandonada de la civil, cuando ha solicitado su apoyo y protección »[702].

Au moment même où les circulaires sont envoyées, le vicaire général de l'archidiocèse de Quito interdit la lecture d'*El Tiempo*, journal radical fondé à Guayaquil en 1891 et dirigé par José de Lapierre. Il l'accuse d'attaquer systématiquement la religion. Pour contourner cette décision, le journal est publié sous un autre nom, *El Radical*, en vain, car cette fois-ci c'est l'archevêque de Quito en personne qui interdit la publication. Les autorités publiques interviennent pour faire exécuter cette interdiction ; en effet, le nouveau ministre des Affaires ecclésiastiques, Pedro Lizarzaburu, informe l'archevêque qu'il a demandé aux gouverneurs d'empêcher la circulation d'*El Radical*[703]. Cette attitude contraste avec celle d'Antonio Flores qui, en 1889, n'avait pas hésité à soutenir José Peralta lorsque l'évêque de Cuenca avait interdit ses journaux, *La Libertad*, *La Verdad* et *La Razón*. Flores avait même invité Peralta à s'installer à Quito pour y publier un nouveau journal dans de meilleures conditions qu'à Cuenca[704].

Les efforts de Cordero pour apaiser les relations avec l'Église lui permettent de s'attirer la bienveillance des prélats. Le nouvel archevêque de Quito, Pedro González Calisto, les évêques de Riobamba et de Loja, Arsenio Andrade et José María Masià, et le vicaire capitulaire d'Ibarra, Manuel Páez, se félicitent des sentiments catholiques du président et des relations harmonieuses entre l'Église et l'État[705]. González Calisto et Andrade se montrent particulièrement satisfaits par l'adoption des deux circulaires de janvier 1893 mettant à leur disposition les autorités provinciales. Le ministre des Affaires ecclésiastiques, Roberto Espinosa, insiste dans son rapport au Parlement sur les bonnes relations entre le pouvoir civil et le pouvoir ecclésiastique, en employant des expressions telles que « francas y cordiales relaciones », « estrecha concordia y armonía », « marcha armónica y serena », « mutuo y leal acuerdo »[706].

[702] *Ibid.*, p. 755.
[703] *Ibid.*, p. 753-755.
[704] Cf. chapitre 2, section I, 1.
[705] « Informe del Vicario Capitular de la Diócesis de Ibarra », « Informe del Arzobispo de la Arquidiócesis de Quito », « Informe del Obispo de la Diócesis de Riobamba », « Informe del obispo de la Diócesis de Loja », *Informe del Ministro de Instrucción pública al Congreso constitucional de 1894*, *op. cit.*, p. 271, 273-275, 278 et 280.
[706] *Informe del Ministro de Instrucción pública al Congreso constitucional de 1894*, *op. cit.*, p. 26.

Conclusion

Lorsque les progressistes s'imposent au niveau national, entre 1883 et 1884, les relations entre l'Église et l'État, tendues sous Veintemilla, semblent devoir s'apaiser. À l'issue de la Restauration, les conservateurs et les progressistes entendent consolider la République du Sacré Cœur, menacée après la disparition de García Moreno. Cependant, si les conservateurs exigent le retour au modèle garcien, les progressistes souhaitent le faire évoluer et l'aménager dès leur arrivée au pouvoir. En effet, sans remettre en cause le monopole culturel et idéologique de l'Église, les progressistes cherchent à réduire le pouvoir temporel de celle-ci. Ils font ainsi adopter la loi de remplacement de la dîme à l'Assemblée constituante en 1884. Pour leur part, les autorités ecclésiastiques voient avec inquiétude les efforts progressistes pour redéfinir les relations entre l'Église et l'État. En 1885, les évêques condamnent explicitement le libéralisme catholique qu'ils croient déceler chez Caamaño. La même année, ils obtiennent la suspension des négociations sur la dîme. Cependant, malgré sa méfiance envers le progressisme, L'Église soutient en général le gouvernement de Caamaño, car il reste, à ses yeux, le meilleur rempart contre le libéralisme radical incarné par les *montoneras* qui prolifèrent sur le Littoral entre 1884 et 1887 et qui constituent une menace bien plus sérieuse pour la République du Sacré Cœur.

Les relations entre l'État et l'Église se dégradent surtout à partir de la présidence d'Antonio Flores, de 1888 à 1892, alors que ce dernier cherche à abolir la dîme définitivement. La détermination du nouveau président, qui entend mener les négociations avec le Saint-Siège à bon terme, contrairement à Caamaño, pousse l'Église et les conservateurs dans l'opposition. Ce n'est que grâce à la médiation du pape que le clergé national finit par accepter le remplacement de la dîme par la nouvelle taxe foncière de trois pour mille et le nouvel impôt sur le cacao, en 1889. Cependant, l'Église ne s'avoue pas vaincue. Afin de mettre un terme à ce qu'ils considèrent comme un gouvernement libéral-catholique, de nombreux membres du clergé soutiennent la candidature du chef conservateur Camilo Ponce aux élections présidentielles de 1892. Les relations entre l'Église et le gouvernement sont donc tendues pendant tout le mandat de Flores.

Après son élection en 1892, Luis Cordero cherche à les apaiser, pour des raisons avant tout pragmatiques. Il ne désapprouve pas le remplacement de la dîme ni les efforts de son prédécesseur pour limiter la participation du clergé aux campagnes électorales. Mais il

considère prioritaire que les relations entre le pouvoir civil et le pouvoir ecclésiastique redeviennent harmonieuses afin de préserver la stabilité du pays.

Les positions progressistes mécontentent l'Église et les conservateurs, qui y voient une menace contre les fondements de la République du Sacré Cœur, mais aussi les libéraux. Certes, ces derniers soutiennent le remplacement de la dîme, mais ils jugent les réformes du progressisme insuffisantes. À cet égard, le progressisme incarne bien une alternative, à la fois à la République du Sacré Cœur telle que la concevait García Moreno, et à l'État laïque que les libéraux appellent de leurs vœux. L'expression de « voie médiane », souvent employée pour qualifier le progressisme, prend ici tout son sens.

L'évolution des relations entre l'Église et l'État entre 1883 à 1895 illustre aussi les propriétés réelles du projet progressiste. Moderniser l'économie est le mot d'ordre. Aussi, dans leur combat pour le remplacement de la dîme, les progressistes n'hésitent-ils pas à affronter le pouvoir ecclésiastique. En effet, ils considèrent la dîme comme contraire à la science qui, à leurs yeux, doit guider toutes les interventions de l'administration publique, fiscalité comprise. Sincèrement catholiques, ils sont aussi influencés par les idées positivistes et ils espèrent marier la religion et le progrès. C'est dans ce but qu'ils prônent le développement de la science, sans pour autant remettre en cause le monopole ecclésiastique dans l'instruction publique. En matière éducative, les progressistes cherchent à diffuser l'enseignement technique et scientifique. Ils fondent plusieurs établissements, les écoles des arts et métiers, l'Institut des sciences et l'École d'agriculture. Ils voient dans une éducation modernisée le moyen de former les techniciens indispensables au développement économique du pays, priorité absolue à leurs yeux.

Chapitre 5 : Le développement de l'éducation technique et scientifique

Le projet de modernisation économique du progressisme repose notamment sur la diffusion des sciences à travers l'éducation. Les progressistes souhaitent développer l'enseignement scientifique et technique en reprenant trois projets de García Moreno, les écoles des arts et métiers, l'École polytechnique et l'École d'Agriculture. Ces trois projets s'inscrivent dans le programme porté par les fractions modernisatrices *terratenientes* visant à rationaliser la production, aussi bien agricole qu'artisanale, par l'application de préceptes à caractère scientifique. Il s'agit, en somme, de mettre l'éducation et la science au service du progrès et de transformer les jeunes équatoriens en citoyens productifs et utiles à la patrie, selon la visée positiviste qui sous-tend le progressisme.

À partir de 1888, l'État crée trois écoles des arts et métiers, à Quito, Riobamba et Cuenca. La Société philanthropique du Guayas en fonde une quatrième à Guayaquil. Leur développement est rapide ; en 1894, le gouvernement envisage même de créer une école des arts et métiers dans chaque province. En revanche, le rétablissement de l'École polytechnique et de l'École d'agriculture s'avère plus difficile. Sous le progressisme, l'École polytechnique n'ouvre ses portes que pendant sept ans, de 1883 à 1890. L'École d'agriculture, quant à elle, fonctionne durant toute la période progressiste, mais compte peu d'élèves et ne dispose pas de stations agronomiques lui permettant d'offrir une formation pratique.

Avant d'analyser la nature du projet progressiste de diffusion des sciences et techniques à travers l'éducation et les obstacles qu'il a dû affronter, il convient de revenir sur la politique progressiste concernant l'école primaire. En effet, pour les progressistes, il est illusoire de développer l'enseignement scientifique dans le secondaire et dans le supérieur sans consolider au préalable l'instruction primaire.

I) La diffusion de l'instruction primaire

Gabriel García Moreno fait de l'instruction publique une de ses priorités. Il lui attribue une fonction morale et un rôle intégrateur. En effet, « le discours et l'action de García présentaient toujours ces deux facettes : un enseignement chrétien, un enseignement "démocratique" et modernisateur »[707]. Il multiplie les écoles, impose des amendes aux parents qui refusent de scolariser leurs enfants et met en place une centralisation progressive des politiques éducatives, entraînant « une première, quoique relative, uniformisation de méthodes pédagogiques au niveau national, notamment par le biais des règlements et des manuels »[708]. En vertu du Concordat de 1862, l'Église obtient le monopole de l'éducation. García Moreno invite des congrégations religieuses d'Europe pour assurer les tâches d'enseignement : les sœurs bethléémites, les sœurs de la Charité, du Sacré Cœur ou du Bon-Pasteur pour les écoles et les collèges de filles, les Frères des écoles chrétiennes pour les écoles primaires et les jésuites espagnols pour les collèges de garçons, les jésuites allemands pour l'École polytechnique.

L'arrivée des Frères des écoles chrétiennes signifie un renouvellement de l'enseignement primaire en Équateur. L'application des principes de La Salle marque une rupture dans l'histoire de l'école équatorienne : « Les élèves y sont autant que possible regroupés par niveau dans la même classe ; ils utilisent les mêmes livres et ils sont adroitement encadrés par un système sophistiqué de récompenses et de punitions. Surtout, les ordres religieux associent instruction et inculcation de normes comportementales, porteurs de civilité »[709]. Plus globalement, les communautés religieuses ont un droit de regard sur les manuels scolaires, quand elles ne les rédigent pas[710]. Elles occupent un rôle central dans les efforts de centralisation de García Moreno, qui impliquent « un changement majeur dans la gestion du monde scolaire. Dorénavant, l'instruction est soumise à des règlements stricts promulgués par des organismes stables mandatés à cet effet »[711], comme le Conseil général de l'Instruction publique, créé en 1869.

---

[707] DEMELAS, Marie-Danielle et SAINT-GEOURS, Yves, *op. cit.*, p. 185.
[708] SINARDET, Emmanuelle, *Construire l'homme nouveau en Équateur (1895-1925). Le projet libéral au prisme des manuels scolaires d'instruction morale et civique*, Nanterre, Presses universitaires de Paris Ouest, 2015, p. 93.
[709] *Ibid*.
[710] *Ibid*., p. 64.
[711] *Ibid*.

Les progressistes n'entendent pas remettre en cause la réforme garcienne de l'éducation, qu'ils définissent à leur tour comme une priorité. Le ministre d'Instruction publique d'Antonio Flores, Elías Laso, considère l'enseignement primaire comme « única tabla de salvación para la República »[712]. Les progressistes ne souhaitent pas étendre le suffrage en accordant le droit de vote aux analphabètes. Ils cherchent à élargir le corps électoral sur le long terme à travers l'éducation, qui permet aux futurs citoyens de lire la Constitution et la loi et de comprendre leurs droits et devoirs, afin de voter de façon éclairée. Laso insiste sur le rôle de l'école primaire dans la stabilité du régime républicain en expliquant que « la ignorancia del mulato de la costa y la abyección del indio de nuestras cordilleras perpetúa la explotación que de ellos hacen los ambiciosos para escalar el poder y presentarse como los únicos hombres capaces de labrar la felicidad pública »[713]. Éduquer le peuple revient donc à éradiquer l'esprit révolutionnaire et à pacifier les modes de participation politique. Comme sous García Moreno, l'école est considérée un facteur d'intégration dans le corps politique.

Pour donner une nouvelle impulsion à l'éducation, après la dictature de Veintemilla, l'Assemblée constituante établit l'instruction primaire obligatoire et gratuite dans la Constitution de 1884. Malgré cette proclamation, la plupart des enfants sont toujours exclus. Le ministère n'est pas en mesure de prendre en charge le coût du matériel et des manuels scolaires ; les parents non plus[714]. Quant aux amendes dont ces derniers doivent s'acquitter s'ils ne scolarisent pas leurs enfants, le sous-directeur des études de la province du Pichincha, Aurelio Espinosa, explique que les *tenientes políticos* à la tête des *parroquias* rurales n'en exigent pas le paiement :

> Y como no tienen sanción que les intimide para el caso de falta, jamás podrá el Institutor contar con la cooperación del Teniente, aunque la Ley de Instrucción pública lo esté ordenando en uno de sus artículos. Si la multa con que se debe gravar a los padres de familia no la impone *directamente* el Subdirector, y si éste no tiene la facultad de hacer responsable al Teniente por el valor de las multas que no cobre, una vez que las ha impuesto el Subdirector, las escuelas seguirán siendo lo que hasta hoy han sido, y la voluntad más inquebrantable tendrá que escollar ante esta dificultad invencible[715].

[712] *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos e Instrucción pública, op. cit.*, p. 27.
[713] *Ibid.*, p. 27.
[714] *Ibid.*, p. 8-9.
[715] « Informe del Subdirector de estudios de la provincia de Pichincha », *Informe del Ministro de Instrucción pública al Congreso constitucional de 1894*, *op. cit.*, p. 44.

Malgré les difficultés, le nombre d'écoles continue à augmenter ainsi que le nombre d'enfants scolarisés. En 1892, Laso annonce avoir créé 240 écoles primaires en deux ans[716]. Si García Moreno avait fait tripler le nombre d'élèves dans le primaire en dix ans, de près de dix mille à plus de trente mille, le chiffre augmente à 56 000 en 1888 et à 82 000 en 1894. Les gouvernants progressistes se vantent d'avoir créé des écoles dans les régions les plus reculées et auprès des plus démunis, Caamaño sur les îles Galapagos et en Amazonie, Flores dans le Panoptique de Quito.

Les progressistes ne cherchent pas à remettre en cause le monopole idéologique clérical-conservateur ni le rôle de premier plan des Écoles chrétiennes dans le système éducatif équatorien. C'est d'ailleurs Antonio Flores, en tant que ministre à Paris auprès de Napoléon III, qui signe le premier contrat avec le supérieur de la congrégation en 1862[717]. Pendant la présidence de Caamaño, le gouvernement et le Congrès décident de créer de nouvelles écoles chrétiennes, une à Esmeraldas en 1886[718], puis dans chaque chef-lieu de canton en 1887[719], quoique sans succès. Le Parlement revoit ses ambitions à la baisse l'année suivante et se contente d'en établir uniquement dans les capitales de province qui n'en compteraient pas encore[720]. À la fin de la période progressiste, les Frères des écoles chrétiennes sont présents dans les capitales de la *Sierra* et à Guayaquil.

Le nombre des Écoles chrétiennes augmente considérablement sous le progressisme. García Moreno en avait prévu trois en 1862, à Guayaquil, Quito et Cuenca. Avant la fin du mandat de Caamaño, de nouvelles écoles sont fondées à Latacunga, Ambato, Guano, Riobamba, Guaranda et Loja. Les neuf établissements rassemblent alors quatre mille élèves[721]. Sous Flores et Cordero, le nombre des écoles monte à seize et celui des élèves à sept mille. Les Écoles chrétiennes sont alors les plus grands établissements du pays. La plupart comptent plus de quatre cents élèves en 1894, celle de Quito près de mille sept cents[722].

Le poids des Frères des écoles chrétiennes dans le système éducatif équatorien ne tient pas, uniquement à l'ampleur des effectifs de leurs établissements, mais aussi à leur influence sur la

[716] *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos e Instrucción pública al Congreso constitucional de 1892*, *op. cit.*, p. 30.
[717] *El Nacional*, n°74, 13 mai 1862, p. 3.
[718] *El Nacional*, n°51, 16 août 1886, p. 1.
[719] *El Nacional*, n°260, 23 juillet 1887, p. 1.
[720] *El Nacional*, n°454, 6 août 1888, p. 1928.
[721] « Cuadro demostrativo del personal (profesores y alumnos) de las Escuelas Cristianas de la República », *Informe del ministro de lo Interior y Relaciones exteriores al Congreso constitucional de 1887*, Quito, Imprenta del gobierno, s. p.
[722] *Informe del Ministro de Instrucción pública al Congreso constitucional de 1894*, *op. cit.*, p. 9.

définition des programmes. Sous le progressisme, plusieurs manuels rédigés par leurs soins sont adoptés comme textes officiels par le Conseil général d'Instruction publique[723]. Il s'agit donc de poursuivre l'effort de rationalisation du système éducatif lancé par García Moreno et dont les Écoles chrétiennes sont le point d'appui, même si l'uniformisation des manuels est loin d'être complète.

Pour élargir l'accès à l'école primaire, les progressistes cherchent aussi à doter l'État d'institutions spécifiques. Ils créent le ministère d'Instruction publique, séparé pour la première fois de celui de l'Intérieur, en 1884 puis en 1888. L'Assemblée constituante autorise la création du ministère en 1884, mais le Congrès décide de le supprimer un an plus tard pour réduire les dépenses. Il le rétablit finalement en 1888, à la demande d'Antonio Flores[724]. Le président désigne l'instruction publique comme un des axes de son programme et considère que, pour la développer, il est nécessaire de recréer le ministère. Il nomme alors Elías Laso ministre de l'Instruction publique et de la Justice, en raison de sa double expérience en tant que juriste et recteur de l'Université centrale.

Cependant, pour les progressistes, la création du ministère n'est qu'un premier pas. Ils souhaitent également mettre en place des écoles normales afin de former les professeurs. Il s'agit d'un projet ancien : le président Vicente Rocafuerte avait déjà prévu la création de ces établissements dans son règlement de l'Instruction publique de 1838[725]. Trente ans plus tard, le ministre de l'Instruction publique de García Moreno demandait au Parlement de fonder une « école pédagogique » pour former les instituteurs, sous la houlette des Frères des écoles chrétiennes[726]. Toutefois, dans les deux cas, le projet ne voit jamais le jour.

En janvier 1893, le ministre Carlos Pérez Quiñónez présente également comme une nécessité absolue la création d'écoles normales à Quito, à Guayaquil et à Cuenca, « en donde, a más de perfeccionar a los maestros en las materias de enseñanza, se les den conocimientos completos de los métodos teóricos y prácticos de educar e instruir […] afin de que [los maestros] adquieran la educación e instrucción profesional necesaria »[727]. Quelques mois plus tard, le gouvernement

[723] Par exemple, *Nuevo curso elemental de Geografía universal, arreglado para la enseñanza de los niños en la República del Ecuador por los HH. de las Escuelas CC.*, Cuenca, Imprenta del clero, 1885.
[724] APL, Actas del Congreso extraordinario de 1888, Cámara de diputados, 28 août, p. 87-88 bis ; et *Diario Oficial*, n°7, 17 septembre 1888, p. 28.
[725] « Decreto reglamentario de estudios », *Gaceta del Ecuador*, n°263, 27 octobre 1838, p. 1.
[726] *Exposición del ministro del Interior y Relaciones exteriores dirigida al Congreso Constitucional de 1871*, Quito, Imprenta Nacional, 1871, p. 25.
[727] « Informe del ministro de Instrucción pública al Excmo. Sr. presidente de la República », *Informe del Ministro de Instrucción pública al Congreso constitucional de 1894*, *op. cit.*, p. 14.

crée une école normale dans le collège San Vicente du Guayas, où huit étudiants sont inscrits en 1894[728]. Il s'agit d'un premier essai qui ne survivra pas à la crise politique de 1895. Les libéraux reprendront le projet des écoles normales, quoique dans une optique idéologique différente. Il s'agira non seulement de former des instituteurs, mais d'en faire les vecteurs des principes de l'éducation laïque.

Nous ne nous attarderons pas davantage sur la politique éducative concernant le primaire, car il existe une autre priorité pour le progressisme : l'enseignement scientifique et technique. À l'instar de García Moreno, pour les progressistes, l'école primaire ne saurait suffire à créer les conditions d'un progrès à la fois intellectuel et matériel. Conformément à leur visée positiviste, ils entendent développer les sciences et les techniques. Pour ce faire, ils reprennent trois des grands projets de García Moreno, les écoles des arts et métiers, l'École polytechnique et l'École d'Agriculture.

II) Les écoles des arts et métiers

L'École des arts et métiers de Quito, créée en 1872, connue également sous le nom de Protectorat catholique, est un des nombreux projets éducatifs de la deuxième présidence de García Moreno. Le gouvernement en confie la direction à des Frères des écoles chrétiennes venus des États-Unis et fait construire un bâtiment pour abriter son siège dans le quartier de San Roque, près du Panoptique. Après la disparition de García Moreno, elle traverse une période de léthargie, même si elle ne ferme pas ses portes contrairement à la plupart des institutions créées par le président conservateur : l'École polytechnique, l'École d'Obstétrique, l'École des Beaux-arts ou le Conservatoire national de musique. L'état de l'École des arts et des métiers laisse alors à désirer : le bâtiment construit par García Moreno commence à se dégrader et les ateliers sont loin d'être rentables. Quoique pédagogues aguerris, les Frères de

[728] « Informe del Subdirector de estudios de la provincia del Guayas», *Informe del Ministro de Instrucción pública al Congreso constitucional de 1894*, *op. cit.*, p. 154.

écoles chrétiennes ne semblent pas les plus à même de diriger une école des arts et métiers, comme l'indique l'architecte Francisco Smith, chargé d'inspecter l'établissement en 1882 : « No se puede esperar de los Hermanos que sepan cómo hacer producir a un establecimiento como el de la Escuela de oficios, por un lado, porque son religiosos que no pueden saber manejar negocios, y por otro lado, porque no son artesanos profesionales para saber dirigir talleres »[729].

Une fois au pouvoir, les progressistes s'inscrivent dans le sillage de García Moreno en développant l'enseignement technique. Ils donnent un second souffle au Protectorat catholique et fondent également des écoles des arts et métiers en province, à Cuenca, à Riobamba et à Latacunga. Pour les progressistes, ces établissements répondent à un double objectif. D'un côté, ils visent à moderniser la production artisanale pour assurer une transition vers une première industrialisation. Simultanément, ils permettent d'affaiblir les corporations d'artisans, jusqu'alors chargées de la formation des apprentis, et de renforcer ainsi le contrôle des secteurs populaires par les élites.

1) La naissance des « Ateliers salésiens »

En 1883, à l'issue de la Restauration, les Frères, découragés, décident de fermer l'École, de quitter le Protectorat catholique et de s'établir à Ambato pour y fonder une école primaire. Caamaño ordonne alors la réouverture de l'École des arts et métiers[730], mais en vain, car il ne trouve pas de personnel adapté. En 1885, par l'intermédiaire du consul à Paris, Clemente Ballén, le président Caamaño propose à Giovanni Bosco d'envoyer des pères salésiens en Équateur pour prendre en charge l'établissement. Ce dernier préfère décliner l'invitation parce qu'il manque de personnel, mais il demande au gouvernement de patienter quelques années[731]. Pour sa part, Caamaño sollicite déjà en 1885 au Congrès l'autorisation formelle de confier l'École

[729] *Ibid.*, p. 3.
[730] *El Nacional*, n°62, 4 janvier 1884, p. 1.
[731] GAVILÁNES DEL CASTILLO, Luis María ; SOSA ROJAS, José , VEGA RHOR Isabel, « La obra salesiana de Riobamba (1891-1991). Encuadre educativo y sucesos significativos », in VÁZQUEZ, Lola ; REGALADO, Juan Fernando ; GARZÓN, Blas ; TORRES, Víctor Hugo et JUNCOSA, José E. (coord.), *La presencia salesiana en Ecuador. Perspectivas históricas y sociales*, Abya-Yala-Universidad Politécnica Salesiana, Quito, 2012, p. 312-313.

aux salésiens, autorisation qu'il obtient l'année suivante[732]. En attendant, l'École ouvre ses portes encore une fois, sous la houlette d'un directeur provisoire, le poète Numa Pompilio Llona[733].

En 1887, Caamaño insiste de nouveau auprès de Don Bosco. Il confie à l'archevêque de Quito, José Ignacio Ordóñez, en voyage *ad limina* à Rome, la mission de se rendre à Turin pour obtenir du recteur de la congrégation salésienne un contrat, qui sera signé le 14 février 1887[734]. Le gouvernement s'engage à céder gratuitement à la Société salésienne les locaux du Protectorat catholique, à lui remettre quatre mille sucres pour réorganiser l'École et à couvrir les frais de voyage des salésiens. Huit pères quittent l'Europe avant la fin de l'année 1887, dont le père Luis Calcagno, directeur de l'École, et Antonio Fusarini, futur directeur de l'École de Riobamba, créée en 1891. Ils arrivent à Guayaquil en janvier 1888, puis se rendent à Quito et s'installent dans le Protectorat catholique, également connu désormais comme les « Ateliers salésiens ».

En janvier 1887, Caamaño avait promis à Don Bosco un immeuble somptueux et équipé de toutes les machines nécessaires[735]. La déception des salésiens est grande lorsqu'ils découvrent un bâtiment en piteux état et dont la construction reste inachevée depuis des années. Sans se décourager, ils aménagent autant que faire se peut le Protectorat et, pendant le premier semestre de 1888, ils commencent à accueillir des jeunes internes. La même année, le père Calcagno demande au Parlement une dotation de 50 000 sucres pour finir les travaux et acheter les outils nécessaires aux ateliers[736]. Sa demande est approuvée sans réserve[737]. Le Congrès établit également le nombre de boursiers, 105 en tout, répartis de manière proportionnelle entre les provinces, en fonction de leur population. Les municipalités des capitales de province choisissent les boursiers en accord avec le gouverneur et l'autorité ecclésiastique[738].

En 1890, le bâtiment est pratiquement achevé et peut alors abriter jusqu'à cent dix internes. Il est même réaménagé pour en élargir la capacité d'accueil. Le nombre d'élèves augmente alors

[732] *El Nacional*, n°25, 14 juillet 1886, p. 1.
[733] *Informe del ministro de lo Interior y Relaciones exteriores al Congreso constitucional de 1888*, Quito, Imprenta del gobierno, p. 12.
[734] « Contrato entre el gobierno de la República del Ecuador y el sacerdote Juan Bosco », *Informe del ministro de lo Interior y Relaciones exteriores al Congreso constitucional de 1887*, *op. cit.*, s. p.
[735] GAVILÁNES DEL CASTILLO, Luis María ; SOSA ROJAS, José , VEGA RHOR Isabel, *art. cit.*, p. 316.
[736] *El Nacional*, n°438, 12 juillet 1888, p. 1865.
[737] *El Nacional*, n°444, 23 juillet 1888, p. 1888.
[738] *El Nacional*, n°461, 18 août 1888, p. 1956.

rapidement. Ils sont 61 à l'arrivée des salésiens, 107 en 1890, 178 en 1892 et 240 en 1894[739]. Selon le règlement adopté par le président en 1891, les Ateliers salésiens ouvrent leurs portes à tous les enfants de douze à seize ans sachant lire et écrire et maîtrisant les quatre opérations[740].

En 1892, l'École compte neuf ateliers : menuiserie, forge et mécanique, bourrellerie, sculpture, cordonnerie, confection, céramique, chapellerie et boulangerie. Les élèves doivent, en outre, suivre des cours de catéchisme, histoire, géographie, grammaire, calligraphie, géométrie et arithmétique[741]. Durant les deux années qui suivent, de nouveaux ateliers voient le jour : carrosserie, tannerie, typographie, reliure, faïence[742]. Cette expansion rapide emplit d'optimisme Cordero et son ministre d'Instruction publique, Roberto Espinosa[743]. Le président affirme même que l'École est un établissement « que bien puede llamarse de primer orden y ser justamente envidiado por varias de las naciones más adelantadas de Sudamérica »[744]. Pourtant bien que le nombre d'ateliers et celui des élèves accueillis soient encourageants, ils ne cachent pas une dette préoccupante. Cette dernière est due à l'achat de machines et de matériel coûteux, alors que la production de l'École reste insuffisante à la rembourser.

Jugés encourageants, les premiers résultats poussent les autorités à envisager la création de nouveaux établissements en province. Le Congrès approuve en août 1888 la fondation des écoles de Cuenca et de Riobamba[745] et, quelques jours après, celle de Latacunga[746]. Si l'État joue un rôle central dans la mise en place des écoles des arts et métiers, la participation des municipalités est décisive dans ces trois villes. D'une part, l'État cherche à éviter de porter seul le fardeau financier qu'impliquent la création et l'entretien de tels établissements. D'autre part, les élites locales font preuve d'un grand enthousiasme face à ces projets. Les conseils municipaux sont alors chargés de doter les écoles de locaux appropriés, et Flores autorise les

[739] « Informe del Director de la Escuela de Artes y Oficios », *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos e Instrucción pública al Congreso constitucional de 1890*, *op. cit.*, s. p. ; « Informe del R. P. Superior de los Talleres Salesianos de Quito », *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos e Instrucción pública, al Congreso constitucional de 1892*, *op. cit.*, p. 37 ; et *Diario Oficial*, n°272, 20 juin 1894, p. 2221.
[740] « Reglamento para la Escuela de Artes y Oficios », *Diario Oficial*, n°378, 5 décembre 1891, p. 3607-3610.
[741] « Cuadro de la Escuela de Artes y Oficios de los Talleres Salesianos del Sagrado Corazón », *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos e Instrucción pública al Congreso constitucional de 1892*, *op. cit.*, p. 39-41.
[742] « Informe sobre los Talleres Salesianos», *Informe del Ministro de Instrucción pública al Congreso constitucional de 1894*, *op. cit.*, p. 202.
[743] *Informe del ministro de Instrucción pública al Congreso Constitucional de 1894*, *op. cit.*, p. 12.
[744] « Mensaje del Presiente de la República del Ecuador al Congreso Constitucional de 1894 », *Diario Oficial*, n°272, 20 juin 1894, p. 2221.
[745] *El Nacional*, n°461, 18 août 1888, p. 1956.
[746] *El Nacional*, n°470, 31 août 1888, p. 1991.

trois villes à conclure un accord *ad referendum* avec les pères salésiens[747]. À la demande de l'archevêque Ordóñez, le gouvernement cède à la municipalité de Latacunga l'ancienne usine de poudre, un bâtiment vétuste que la ville décide aussitôt de démolir pour le remplacer par un nouveau, qui ne sera inauguré qu'en 1906. Les conseils municipaux votent aussi les sommes destinées à financer l'arrivée des salésiens. Ainsi, celui de Riobamba, présidé par Pedro Lizarzaburu, attribue une subvention de 416 sucres au père Calcagno pour qu'il se rende en Europe afin d'y recruter les pères salésiens qui seront chargés du fonctionnement de l'école locale[748]. L'État et les municipalités ne sont pas les seuls à s'impliquer ; les notables locaux, comme Pedro Lizarzaburu, et des personnalités religieuses, comme l'archevêque de Quito, mobilisent les moyens à leur disposition afin d'établir solidement une école des arts et métiers à Riobamba et à Latacunga respectivement.

Flores utilise ses entrées au Vatican pour obtenir de Michele Rua, successeur de Don Bosco à la tête de la congrégation salésienne, la fondation des écoles de Cuenca et Riobamba. Mais, par manque de personnel, Rua ne peut en créer que la deuxième[749]. Cinq salésiens arrivent à Riobamba à la fin de l'année en 1891 : les pères Bruzzone, Milano, Ghiglione, Gertosio et Conter[750]. L'École est inaugurée le 8 décembre et placée sous la direction du père Fusarini, venu de Quito. Après deux ans et demi, elle compte quatre ateliers — forge et mécanique, menuiserie, cordonnerie et confection —, et quelque 45 élèves, une trentaine financés par un fonds provenant de la douane de Guayaquil, quatre par la municipalité d'Alausí et 18 par les pères salésiens eux-mêmes[751]. Les bourses accordées par le conseil municipal d'Alausí témoignent de l'intérêt des notables locaux pour les écoles des arts et métiers.

Dans la ville de Cuenca, la fondation de l'École est plus tardive. Pour ne pas la différer davantage, et comme les salésiens manquent de personnel en Europe, l'école est confiée non pas à des salésiens venus de l'étranger, mais à ceux qui sont déjà installés dans le pays, au père Bruzzone de l'École de Riobamba et aux pères Spinelli et Valletto de celle de Quito[752]. Le gouvernement signe directement un contrat avec le père Calcagno, le 27 mars 1893, sans passer

[747] « Escuela de Artes y Oficios en Riobamba », *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos e Instrucción pública al Congreso constitucional de 1892*, *op. cit.*, p. 31.
[748] *Ibid*.
[749] GAVILÁNES DEL CASTILLO, Luis María ; SOSA ROJAS, José , VEGA RHOR Isabel, *art. cit.*, p. 317.
[750] *Ibid*.
[751] « Informe del Director de Talleres Salesianos de Santo Tomás de Aquino en Riobamba », *Informe del Ministro de Instrucción pública al Congreso constitucional de 1894*, *op. cit.*, p. 205.
[752] « Crónica » *El Republicano*, n°21, 4 mars 1893, p. 115.

par la tête de la congrégation en Europe[753]. Les ateliers s'installent dans la propriété appelée *la Máquina*, ancienne manufacture textile de Benigno Malo, transformée ensuite en usine à briques. À la fin de la première année, qui débute le 1er décembre 1893, l'École est encore dans un état embryonnaire : elle ne compte que 26 élèves et quatre ateliers — menuiserie, cordonnerie, confection, forge et fonte[754].

À Guayaquil, le gouvernement laisse le champ libre à l'initiative privée. Une des plus anciennes organisations de bienfaisance de la ville, la Société philanthropique du Guayas, créée en 1849, se donne pour objectif de fonder une école des arts et métiers. Le projet est définitivement adopté en juillet 1888[755]. La Société commence alors à faire construire, à ses frais, un bâtiment, inauguré en 1891, destiné à accueillir son propre siège ainsi que celui de l'École. Huit professeurs et trois assistants prennent en charge des formations en musique, télégraphie, typographie et ébénisterie. L'École connaît un développement rapide. Près d'une centaine d'élèves y sont inscrits pour l'année scolaire 1894-1895 : 35 en musique, 30 en télégraphie, 10 en typographie et 24 en ébénisterie[756].

À la fin de la période progressiste, quatre écoles des arts et métiers auront donc été inaugurées, celles de Quito, Guayaquil, Cuenca et Riobamba, alors que celle de Latacunga reste en construction. En 1894, le ministre d'Instruction publique demande au Congrès d'autoriser la fondation d'écoles supplémentaires dans chaque province du pays. Il affirme que ces établissements seront bien plus utiles et bénéfiques que les collèges d'instruction secondaire[757]. Il est admis, à l'époque, qu'ils permettraient la rédemption de la « classe ouvrière » ou « classe prolétaire », expressions récurrentes au demeurant chez le père Calcagno, le père Julio Matovelle, le gouverneur de la province du Pichincha ou le rédacteur du journal libéral *Diario de avisos*[758]. Évidemment, dans un pays où, à l'époque, l'industrie est quasiment inexistante, ces expressions ne désignent pas le prolétariat né de la révolution industrielle, mais les artisans, dont la formation professionnelle apparaît comme le prérequis à une première industrialisation.

---

[753] « Contrato con el P. Director de la Escuela de Artes y Oficios », *Informe del Ministro de Instrucción pública al Congreso constitucional de 1894*, *op. cit.*, p. 241-243.
[754] « Informe sobre los Talleres Salesianos de Cuenca », *Informe del Ministro de Instrucción pública al Congreso constitucional de 1894*, *op. cit.*, p. 206-207.
[755] « Escuela de Artes y Oficios », *Diario de avisos*, n°127, 9 juillet 1888, p. 2.
[756] *Documentos relativos a la Sociedad Filantrópica del Guayas correspondientes al año de 1894*, Guayaquil, Imprenta de la Escuela de Artes y Oficios de la Sociedad Filantrópica del Guayas, 1894, p 42 et 51-52.
[757] *Informe del ministro de Instrucción pública al Congreso Constitucional de 1894*, *op. cit.*, p. 12.
[758] *El Nacional*, n°438, 12 juillet 1888, p. 1865, et n°444, 23 juillet 1888, p. 1888 ; « Informe del Señor Gobernador de la provincia de Pichincha », *Informe del Ministro de Instrucción pública al Congreso constitucional de 1894*, *op. cit.*, p. 36 ; et « Escuela de Artes y Oficios », *Diario de avisos*, *art. cit.*, p. 2.

La mission des écoles des arts et métiers est donc de transformer des artisans peu formés en citoyens utiles à la patrie et au service du progrès, mais également en bons chrétiens. Il s'agit donc de concilier progrès moral et progrès matériel. Pour le père Calcagno, le Protectorat catholique permettra aux plus pauvres d'être « un día hábiles y honrados ciudadanos y buenos cristianos »[759].

2) La fonction des écoles des arts et métiers

Trinidad Pérez signale deux grandes raisons pour expliquer la création des écoles des arts et métiers entre 1872 et 1930 : stimuler l'industrialisation en remplaçant la formation empirique de l'artisan par un enseignement professionnel, d'une part, et contrôler les secteurs populaires, d'autre part[760]. La double motivation de ces établissements s'inscrit plus largement dans l'émergence, en Équateur, de ce que Foucault appelle la « modalité panoptique du pouvoir »[761]. Après la période garcienne, le progressisme constitue une étape importante dans la formation d'une « société disciplinaire »[762], notamment sous la présidence d'Antonio Flores. À l'issue de la période de répression violente des *montoneras* de la Côte sous Caamaño, le nouveau président entend concentrer ses efforts sur la mise en place de cette modalité du pouvoir, plus sophistiquée, avec un double objectif de développement économique et contrôle des secteurs populaires.

Comme l'indique Foucault, le panoptique « a un rôle d'amplification […] : il s'agit de rendre plus fortes les forces sociales — augmenter la production, développer l'économie, répandre l'instruction, élever le niveau de la morale publique ; faire croître et multiplier »[763]. Ce n'est pas un hasard si le panoptisme se renforce sous le régime progressiste, qui correspond à une étape essentielle de l'intégration de l'Équateur au marché capitaliste international. Des personnages aux orientations idéologiques antagoniques, comme l'archevêque Ordóñez et le rédacteur du *Diario de avisos*, voient dans les écoles des arts et métiers des leviers efficaces du

[759] « Informe del Director de la Escuela de Artes y Oficios », *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos e Instrucción pública al Congreso constitucional de 1890*, *op. cit.*, s. p.
[760] PÉREZ, Trinidad, *art. cit.*, p. 51.
[761] FOUCAULT, Michel, *op. cit.*, p. 223.
[762] *Ibid.*, p. 219.
[763] *Ibid.*, p. 209.

progrès. Selon Ordóñez, « resultarán grandes bienes para nuestro pueblo » du rétablissement du Protectorat catholique sous la houlette des salésiens, car ce dernier représente un « poderoso medio de progreso y civilización »[764]. Pour le *Diario de avisos*, le projet de la Société philanthropique du Guayas « nos augura […] un desarrollo notable para la industria nacional que, por última consecuencia, traerá el acrecentamiento de la riqueza pública y el bienestar general de la Nación »[765]. Si les écoles des arts et métiers suscitent l'intérêt des élites, c'est parce qu'à leurs yeux, les ateliers salésiens sont plus à même de moderniser la production que les ateliers contrôlés par les corporations d'artisans :

> Tout en demeurant une manière de faire respecter les règlements et les autorités, d'empêcher les vols ou la dissipation, [l'atelier salésien] tend à faire croître les aptitudes, les vitesses, les rendements, et donc les profits ; [il] moralise toujours les conduites mais de plus en plus [il] finalise les comportements, et fait entrer les corps dans une machinerie, les forces dans une économie[766].

Le journal *La República*, fondé par la Société républicaine libérale de Quito, ne renierait pas ces propos. Selon son rédacteur, l'école de la Société philanthropique à Guayaquil doit permettre de « redimir a la clase proletaria de la esclavitud, de la ignorancia y de la miseria, convirtiendo [a sus miembros] en ciudadanos útiles, honrados, laboriosos y acomodados »[767].

Le cas de la ville de Cuenca est à ce titre éclairant. À l'origine, le gouvernement entend acheter *la Máquina* pour y installer à la fois l'École des arts et métiers et la *casa de temperancia* municipale, même si seuls les ateliers salésiens sont finalement installés dans l'ancienne manufacture et bien que la *casa de temperancia* garde, jusqu'en 1905 son siège initial, inauguré en 1876. Le choix de faire partager un même bâtiment aux deux institutions serait, selon le gouverneur de l'Azuay, Antonio Borrero, « la base de un grandioso edificio moral, social y doméstico ». Il permettrait à l'École et à la *casa de temperancia* de combiner leurs efforts pour obtenir la « rédemption de la classe ouvrière ». Les élèves de l'École apprendraient « antes de corromperse, una industria o un arte para poder vivir »; les ivrognes « encontrarían allí poderosos elementos para su rehabilitación fisica y moral »[768].

---

[764] *El Nacional*, n°253, 13 juillet 1887, p. 1.
[765] « Escuela de Artes y Oficios », *Diario de avisos*, *art. cit.*, p. 2.
[766] FOUCAULT, Michel, *op. cit.*, p. 212.
[767] « Inserciones », *La República*, n°20, 25 août 1890, p. 2-3.
[768] « Informe del gobernador de la provincia del Azuay », *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos e Instrucción pública al Congreso constitucional de 1890*, *op. cit.*, s. p.

L'idée de combiner les deux établissements à Cuenca illustre le projet plus large consistant à discipliner la marginalité, notamment sous Antonio Flores. Comme en Europe, dans l'Équateur garcien puis progressiste, les institutions de bienfaisance continuent à jouer « ce rôle de "mise en discipline" de la population. […] Elles avaient des objectif religieux (la conversion et la moralisation), économiques (le secours et l'incitation au travail), ou politiques (il s'agissait de lutter contre le mécontentement ou l'agitation) »[769]. Après les présidences de García Moreno, la modalité panoptique du pouvoir, acquiert un second souffle sous le progressisme et devient polyvalente dans ses applications. Elle sert « à amender les prisonniers, mais aussi à soigner les malades, à instruire les écoliers, à garder les fous, à surveiller les ouvriers, à faire travailler les mendiants et les oisifs »[770]. Flores s'efforce de combattre des vices considérés comme inhérents aux secteurs populaires, en particulier l'alcoolisme et l'oisiveté. Il fait enfermer dans l'Hospice de Quito tous les mendiants de la capitale, définit la lutte contre l'ivrognerie comme l'une de ses priorités dès son discours d'investiture, promulgue un décret privant les alcooliques de leurs droits civils, et fait réimprimer et circuler dans tout le pays la brochure *El Demonio alcohol*, que García Moreno avait déjà publiée dans le journal officiel. Il envoie également trois circulaires aux gouverneurs leur demandant d'user de tous les moyens à leur disposition pour contenir l'ébriété et ordonne la construction de la *casa de temperancia* nationale à Quito[771]. Pour son ministre de l'Instruction publique et de la Bienfaisance, Elías Laso, les autorités doivent s'efforcer de contenir le vice de l'alcool, propre aux secteurs populaires : « El abuso de los licores alcohólicos es hoy la lepra de la clase obrera del viejo mundo y va por desgracia contagiando a la nuestra »[772]. Il s'agit de cette même « classe ouvrière » dont les écoles des arts et métiers doivent assurer la régénérescence.

En somme, les institutions de bienfaisance — hospices, lazarets, asiles d'aliénés, orphelinats, *casas de temperancia* —, confiées aux soins des congrégations religieuses ou laïques, comme la Société de Saint-Vincent-de-Paul, ont vocation à discipliner la marginalité et à assurer la rédemption morale des exclus par le biais du travail et de la religion. Elles complètent en cela

[769] FOUCAULT, Michel, *op. cit.*, p. 213-214. Si les fonctions des institutions de bienfaisance décrites par Foucault se renforcent sous García Moreno puis le progressisme, elles sont déjà présentes à l'époque coloniale, comme le montre, par exemple, BENITEZ ARREGUI, Sylvia, *Voces de mujeres de la plebe en el Hospicio de Quito, 1785-1816*, Quito, UASB-Ecuador-CEN, 2015, p. 33-53.
[770] FOUCAULT, Michel, *op. cit.*, p. 207.
[771] Voir à ce sujet MEDINA, Alexis, « Discipliner la marginalité : les mécanismes de contrôle de la rue en Équateur pendant la période progressiste (1883-1895) », communication présentée dans le séminaire *La rue* du Centre de Recherches Ibérique et Ibéro-américaines de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense, le 23 janvier 2015, publication prévue pour 2017.
[772] *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos e Instrucción pública al Congreso constitucional de 1890*, *op. cit.*, p. 39.

l'action de l'appareil répressif. D'ailleurs, en 1888, les salésiens créent une école pour les prisonniers dans le Panoptique. Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que le règlement de l'École des arts et métiers de Quito rappelle celui d'une maison de redressement, destinée à accueillir les jeunes vagabonds sans métier[773]. En témoignent les articles suivants :

> Art. 8: La principal obligación de los alumnos es observar las más estricta obediencia. […]
>
> Art. 9: El cumplimiento de los deberes religiosos y disciplinarios será estricto y las faltas castigadas con las penas correccionales que señala este Reglamento. […]
>
> Art. 26: Se prohíbe a los maestros de taller, a los empleados domésticos y alumnos conversaciones irreligiosas, inmorales o sobre política, sea entre ellos o con extraños[774].

Parallèlement au renforcement des dispositifs de contrôle reposant sur les organisations de bienfaisance, les écoles des arts et métiers ont pour fonction de combattre l'oisiveté systématiquement associée aux secteurs populaires. Pour le gouverneur de la province du Pichincha, Antonio Robalino, l'École de Quito permet à la jeunesse d'apprendre des métiers « que más tarde alejarán de nuestra sociedad los vicios propios del vulgo que no trabaja »[775]. D'ailleurs, son emploi du temps fait en sorte que les élèves ne puissent jamais être oisifs : il prévoit 54 heures de travail par semaine dans l'atelier, outre les heures de cours, soit un total dépassant les 60 heures hebdomadaires[776]. En réalité, les artisans suscitent une grande méfiance auprès des élites[777]. Selon Pérez, confier la formation professionnelle des arts et métiers aux salésiens permet justement d'exercer un contrôle externe, indépendant des corporations, sur la formation des artisans et, plus généralement, sur les secteurs populaires[778].

Les élites non seulement cherchent à contrôler les secteurs populaire ; elles s'en distinguent aussi de plus en plus nettement par la culture, en attribuant des valeurs sociales différenciées à l'artisanat et aux beaux-arts[779]. En effet, pour Pérez, les efforts des autorités, de la période garcienne à la Révolution libérale, pour établir à la fois des écoles des arts et métiers et des

---

[773] KINGMAN, Eduardo, *La ciudad y los otros. Quito 1860-1940. Higienismo, ornato y policía*, Quito, UASB-FONSAL-Universidad Rovira i Virgili, 2008, p. 247 ; PÉREZ, Trinidad, *art. cit.*, p. 52.
[774] « Reglamento para la Escuela de Artes y Oficios », *Diario Oficial*, *op. cit.*, p. 3607-3608.
[775] « Informe del Señor Gobernador de la provincia de Pichincha », *Informe del Ministro de Instrucción pública al Congreso constitucional de 1894*, *op. cit.*, p. 36.
[776] « Cuadro de la Escuela de Artes y Oficios de los Talleres Salesianos del Sagrado Corazón », *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos e Instrucción pública al Congreso constitucional de 1892*, *op. cit.*, p. 39-41.
[777] *Ibid.* ; et QUISHPE BOLAÑOS, J. Marcelo, « Los salesianos y el impulso de la educación técnica en Quito », in VÁZQUEZ, Lola ; REGALADO, Juan Fernando ; GARZÓN, Blas ; TORRES, Víctor Hugo et JUNCOSA, José E. (coord.), *op. cit.*, p 230.
[778] PÉREZ, Trinidad, *art. cit.*, p. 52.
[779] PÉREZ, Trinidad, *art. cit.*, p. 32.

académies des beaux-arts illustrent leur volonté de définir et de distinguer deux sphères importantes du projet modernisateur de l'État : l'art et l'industrie[780]. Certes, comme l'affirme un éditorial du *Diario de avisos*, « un buen artesano no es menos digno de estimación que el artista más distinguido »[781], mais pour les élites, ils occupent néanmoins des fonctions bien délimitées au sein de la société. Ce n'est pas un hasard si, en 1872, García Moreno crée simultanément le Protectorat catholique et la première École des Beaux-arts, deux projets que les progressistes reprennent à leur compte. Tout en mettant en place les Ateliers salésiens à Quito, Riobamba et Cuenca à partir de 1888, les progressistes tentent de rétablir, la même année, l'École des Beaux-arts, quoique sans succès[782]. Cependant, en 1891, Flores fonde une école de peinture dirigée par le peintre espagnol Tomás Povedano à Cuenca. Il s'agit donc bien de délimiter les deux champs. Les beaux-arts constitueraient une sphère d'activité spirituelle exigeant un haut degré de raffinement esthétique. Au contraire, l'artisanat et les arts mécaniques et industriels, plus prosaïques, auraient pour fonction une utilité immédiate, dissociée du plaisir esthétique et de la pure contemplation[783]. Pendant la période progressiste, cette distinction n'est pas encore tout à fait claire : l'École des arts et métiers de Quito compte un atelier de sculpture et celle de Guayaquil une formation en musique. Elle deviendra plus nette à partir 1904, sous la Révolution libérale, avec de la création pérenne d'une nouvelle Académie des Beaux-arts. Le processus de différenciation est toutefois en marche dès les années 1880.

III) L'éducation technique dans l'enseignement supérieur

Outre l'École des arts et métiers de Quito, l'École polytechnique occupe une place centrale dans le projet éducatif de García Moreno. Une de ses premières décisions, lorsqu'il revient au pouvoir en 1869, est la fermeture de l'Université centrale qu'il considère comme un « foyer de

[780] *Ibid.*, p. 48.
[781] « Escuela de Artes y Oficios », *Diario de avisos*, *art. cit.*, p. 2.
[782] *El Nacional*, n°471, 3 septembre 1888, p. 1995.
[783] PÉREZ, Trinidad, *art. cit.*, p. 32.

perversion des doctrines les plus saines »[784]. Le président cherche à éradiquer l'influence du libéralisme dans l'Université, dont le ministre de l'Instruction publique énumère les dangers : « se estudiaba la filosofía panteísta, las doctrina de Bentham, […] se sostenían en los certámenes públicos proposiciones falsas, hipótesis inadmisibles y errores condenados por la ciencia y por la Iglesia. […] Lentamente se iba emponzoñando el corazón y extraviando la inteligencia de la juventud »[785]. García Moreno estime également que l'Université est peu adaptée aux besoins du pays, car elle offre surtout des formations en droit et en philosophie. Le président veut, au contraire, développer l'enseignement technique et scientifique, à la fois pour créer les conditions de son projet de modernisation de l'État et parce que les étudiants des disciplines scientifiques sont alors réputés moins politisés que leurs camarades de droit, philosophie et lettres. Pour mettre en œuvre ce projet, García Moreno décide de créer une École Polytechnique qui doit remplacer l'Université de Quito[786]. Les cours de ce nouvel établissement sont confiés à des enseignants jésuites allemands, comme Teodoro Wolf et Juan Baustista Menten, venus en Équateur alors que la politique du *Kulturkampf* commence à s'intensifier en Allemagne. Ils sont rejoints par le jésuite italien Luis Sodiro, spécialiste de botanique.

De 1870 à 1876, l'École polytechnique signifie un saut qualitatif dans l'enseignement supérieur des sciences. C'est au sein de l'École, par exemple, que les théories darwinistes commencent à circuler pour la première fois dans le monde universitaire équatorien, à travers les cours de géologie et de paléontologie de Teodoro Wolf. Ce dernier s'efforce de concilier le darwinisme avec la doctrine chrétienne, suscitant l'émoi parmi les jésuites espagnols en charge des collèges nationaux[787]. C'est également au sein de l'École polytechnique qu'une première génération d'ingénieurs est formée par l'État : Antonio Sánchez, David Rivera, Alejandrino Velasco, Gualberto Pérez, Lino María Flor et Eudoro Anda[788]. Bien qu'ils ne parviennent pas à y conclure leur formation, en raison de la fermeture précoce de l'établissement, ils termineront ultérieurement leurs études à l'Université centrale ou à l'Institut des Sciences, créé sous le progressisme en 1883. Du reste, plusieurs anciens élèves de l'École deviennent par la suite professeurs dans ces deux établissements, comme Velasco, Flor et Anda, de même que le

[784] *El Nacional*, n°357, 17 février 1869, p. 2.
[785] *Exposición del ministro del Interior y Relaciones exteriores dirigida al Congreso constitucional del Ecuador en 1875*, Quito, Imprenta nacional, 1875, p. 59-60.
[786] *El Nacional*, n°384, 18 septembre 1869, p. 2.
[787] Voir à ce sujet CUVI, Nicolás; SEVILLA, Elisa; SEVILLA, Ana y PIÑAS, Francisco, « La circulación del darwinismo en el Ecuador (1870-1874) », *Procesos. Revista ecuatoriana de historia*, n°39, janvier-juin 2014, p. 115-142.
[788] PÉREZ, Juan Gualberto, *Recuerdo histórico de la Escuela Politécnica*, *op. cit.*, p. 8.

chimiste Manuel Herrera et les médecins Miguel Egas et son fils, Miguel Abelardo. Ils assurent ainsi la continuité dans la transmission des savoir apportés par les jésuites allemands.

Nous l'avons évoqué, l'existence de l'École polytechnique est de courte durée. À la fin de l'année universitaire 1875-1876, les cours sont suspendus. Une série de facteurs en explique la fermeture après la disparition de García Moreno : la période trouble qui s'en suit sur le plan politique et mène au bref gouvernement de Borrero puis au coup d'État de Veintemilla, l'incurie des nouvelles autorités vis-à-vis de l'établissement, l'inimitié entre les jésuites allemands et espagnols. À cela s'ajoute la décision de Teodoro Wolf et de Juan Bautista Menten de quitter l'École et l'ordre des jésuites, lassés des obstacles qu'ils rencontrent constamment dans leurs projets de recherche. Dans ce contexte peu favorable, la plupart des professeurs de l'École polytechnique, découragés, préfèrent rentrer en Europe.

Veintemilla tente de réorganiser le système éducatif après la guerre civile de 1876 qui l'a porté au pouvoir. Son ministre général, le chef libéral Pedro Carbo, décide de rétablir à la fois l'Université centrale et l'École polytechnique, à travers un décret de l'Instruction publique de février 1877, qui a pour fonction d'établir des règles provisoires jusqu'à l'adoption d'une nouvelle loi[789]. Dans les faits, seule l'Université, close depuis plus de huit ans, rouvre ses portes. La loi d'Instruction publique approuvée en 1878 se montre moins ambitieuse que le décret de l'année précédente : elle renonce à rétablir l'École polytechnique et se limite à créer des cours de génie dans la faculté de Sciences de l'Université en attendant des circonstances plus favorables à la réinstallation de l'École[790]. Il s'agit d'une solution d'attente, mais qui se prolonge jusqu'à la fin de la dictature de Veintemilla. La réouverture de l'École polytechnique demeure une déclaration d'intention.

Même si Veintemilla rétablit l'Université de Quito, il la considère comme un foyer de l'opposition conservatrice. Il essaie tout d'abord de l'asphyxier financièrement en réduisant les crédits normalement alloués à l'établissement[791]. Il modifie ensuite la loi de l'Instruction publique en 1880, afin de pouvoir nommer et destituer librement les fonctionnaires qui dépendent du ministère de l'Instruction publique, y compris les professeurs universitaires[792]. Quelques jours après cette réforme, le ministre envoie une communication à l'Université pour annoncer la décision du gouvernement de nommer recteur Ascensio Gándara, un médecin

[789] *El Ocho de Setiembre*, n°21, 24 février 1877, p. 2.
[790] *El Ocho de Setiembre*, n°74, 3 juillet 1878, p. 4.
[791] *Informe del Ministro de lo Interior y Relaciones exteriores del Gobierno provisional establecido en Quito a la Asamblea Nacional de 1883*, Quito, Imprenta de *Los Principios*, 1883, p. 21.
[792] *Anales de la Universidad de Quito*, n°1, mars 1883, p. 51.

proche de Veintemilla, et de retirer aux professeurs de l'Université les postes qu'ils avaient obtenus après avoir réussi les concours organisés dans le cadre de la loi de l'Instruction publique[793]. Cette décision entraîne une protestation signée par la plupart des professeurs, suivie d'une deuxième signée par de nombreux étudiants. Ceux qui, parmi ces derniers, ne se dédisent pas, alors qu'ils sont sommés de le faire, se voient exclus de l'établissement et, pour certains, emprisonnés dans le Panoptique par le gouvernement[794]. Quelques semaines plus tard, le journal officiel annonce la composition du nouveau personnel enseignant[795] ; néanmoins, privée de la plupart de ses anciens professeurs et de ses étudiants, l'Université est à l'arrêt.

Une fois au pouvoir, les progressistes jugent le développement de l'instruction scientifique dans l'enseignement supérieur indispensable à leur projet de modernisation économique. En effet, pour consolider le modèle agro-exportateur et étendre la frontière agricole, les progressistes cherchent à former, d'une part, des scientifiques se consacrant à l'étude du territoire de la République ; d'autre part, des ingénieurs, des architectes, des topographes et autres techniciens appelés à le mettre en valeur ; enfin, des agronomes et des agriculteurs capables de moderniser les pratiques de production agricole[796]. Conformément à ce projet de modernisation fondé sur la science, les progressistes rétablissent plusieurs établissements d'enseignement supérieur et de recherche fermés par García Moreno ou par Veintemilla. En 1883, les progressistes rouvrent l'Université centrale, fermée en 1869 puis en 1880. Ils reprennent également des projets qui n'ont pas survécu à la disparition de García Moreno, comme l'École polytechnique et l'École d'agriculture.

1) La renaissance de l'Université centrale, de l'École polytechnique et de l'École d'Agriculture

En 1883, la Restauration se donne pour objectif de rétablir l'ordre constitutionnel après la dictature de Veintemilla, nous l'avons vu. Elle s'emploie également à rouvrir l'Université de centrale, fermée pendant près de dix ans, de 1869 à 1877 puis de 1880 à 1883. L'une des

[793] *Ibid.*, p. 52.
[794] *Ibid.*, p. 52-55.
[795] *El Ocho de Setiembre*, n°184, 5 mars 1881, p. 4.
[796] Cf. chapitre 3, section I, 1.

premières décisions du pentavirat constitué à Quito en janvier 1883 est la réouverture de l'établissement et la restitution de leurs postes aux professeurs destitués[797]. Par ailleurs, les étudiants ayant signé la protestation de 1880 ou ayant combattu la dictature sont exemptés de droits d'examens pendant deux ans. Le gouvernement provisoire cherche ainsi à restaurer le prestige de l'Université, à « restablecerla a su antiguo auge y lustre [para que] recobre en un todo su merecida nombradía, volviendo a ser el estudio de las ciencias lo que fue en días más propicios a la ilustración de la juventud »[798]. Une grande cérémonie d'inauguration est organisée le 18 février 1883. Elle réunit le ministre de l'Instruction publique du pentavirat, José Modesto Espinosa, le nouveau recteur de l'Université, le conservateur Camilo Ponce, désigné par le gouvernement de Quito, ainsi que les professeurs et les étudiants qui s'étaient révoltés contre Veintemilla[799]. L'enthousiasme que suscite l'évènement pousse le ministre à considérer « como una fiesta cívica tan fausto acontecimiento »[800]. Au cours de la cérémonie surgit l'idée de créer une publication qui permette de diffuser, à la fois dans la population et à l'étranger, les travaux scientifiques menés au sein de l'établissement. Les *Anales de la Universidad de Quito* voient donc le jour et seront publiées mensuellement d'abord en 1883, puis à nouveau à partir de 1888.

Le gouvernement et l'Assemblée constituante de 1883-1884 formulent par ailleurs plusieurs projets ambitieux visant à rétablir le fonctionnement et le prestige de l'établissement : la réouverture de l'École pratique d'Anatomie, de la faculté de Sciences et de l'École d'Obstétrique[801]. L'Assemblée et le gouvernement décident également de doter l'Université d'un nouveau siège. Quelques années plus tard, le recteur se montre confiant dans l'avenir : « Saldrá de esta Universidad una juventud honrada, inteligente y laboriosa »[802]. Cependant, ces projets restent souvent en suspens à cause des permanentes difficultés financières de l'État pendant la période progressiste.

---

[797] Par exemple, Elías Laso, Ezequiel Muñoz, Manuel Herrera, Juan de Dios Campuzano, Julio Enríquez, José María Troya, Carlos Casares, Lino Cárdenas. Voir *El Nacional*, n°3, 10 février 1883, p. 1-2 ; n°4, 17 février 1883, p. 1 ; n°5, 21 février 1883, p. 1 ; n°6, 24 février 1883, p. 1 ; n°7, 3 mars 1883, p. 1.

[798] *Informe del Ministro de lo Interior y Relaciones exteriores del Gobierno provisional establecido en Quito a la Asamblea Nacional de 1883*, *op. cit.*, p. 22.

[799] *Ibid*.

[800] *Ibid*.

[801] « Informe del rector de la Universidad de Quito », *Informe del Ministro de lo Interior y Relaciones exteriores al Congreso constitucional de 1887*, *op. cit.*, s. p.

[802] « XI. Informe del rector de la Universidad Central del Ecuador », *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos e Instrucción pública al Congreso Constitucional de 1890*, *op. cit.*, s. p.

Malgré la restauration de l'Université et la volonté de réforme affichée par le pouvoir progressiste, les femmes demeurent exclues des formations supérieures et, *a fortiori*, des activités d'enseignement. Il faudra attendre la Révolution libérale pour qu'elles accèdent à l'université. La seule exception sous le progressisme est l'École d'Obstétrique, au sein de la faculté de Médecine, puisqu'il s'agit d'une formation considérée comme réservée aux femmes. En revanche, il n'est pas question que celles-ci étudient le droit, et encore moins les disciplines scientifiques, médecine, mathématiques, agronomie. En 1894, le Parlement ignore la pétition d'Aurelia Palmieri, issue de la communauté italienne de Guayaquil, qui réclame la reconnaissance de son baccalauréat et la validation de sa première année de médecine, alors qu'elle a réussi les examens obligatoires et est en droit de s'inscrire en deuxième année[803].

L'élan réformateur n'implique pas non plus la gratuité de l'éducation universitaire, bien qu'elle relève d'établissements publics. Les étudiants doivent s'acquitter de droits d'inscriptions, de droits d'examens et, à la fin de leur formation, de *derechos de grado*, qui d'après la loi de l'Instruction publique de 1892, s'élèvent à 10 sucres pour le *bachillerato*, 48 pour la licence et 96 pour le doctorat[804]. Il s'agit de sommes considérables, si l'on considère que, la même année, le salaire d'un instituteur, par exemple, est de 20 à 24 sucres mensuels dans les villes et de 12 sucres seulement dans les zones rurales.

En dépit de ses limites, l'enseignement supérieur se trouve au cœur du projet de développement de l'instruction technique et scientifique échafaudé par García Moreno puis repris par les progressistes. Ces derniers souhaitent inciter les jeunes à suivre des enseignements pratiques au lieu des formations traditionnelles, la médecine et le droit. En 1885, le directeur des études de la province du Pichincha déplore même une surabondance de médecins et d'avocats ne répondant pas aux besoins du pays[805]. En effet, la même année, sur les 310 étudiants que compte l'Université, tous niveaux confondus, 176 sont inscrits dans la faculté de Jurisprudence et 76 dans celle de Médecine, contre 29 pour celle des Sciences. Autrement dit, les facultés de Jurisprudence et de Médecine représentent 80% des effectifs ; celle de Jurisprudence, à elle seule, plus de la moitié[806]. Dans ce contexte, en 1894, le recteur expose l'urgence de développer l'enseignement technique dans le pays : « Por no desarrollarse estas ciencias (Ingeniatura y

[803] APL, Actas del Congreso ordinario de 1894, Cámara de diputados, 19 juin, p. 23. En 1895, une fois au pouvoir, Alfaro accèdera à la demande de Palmieri.
[804] *Diario Oficial*, n°52, 12 octobre 1892, p. 422.
[805] « I. Informe del subdirector de estudios de la provincia de Pichincha », *Informe del Ministro de Instrucción pública al Congreso de 1885*, *op. cit.*, s. p.
[806] « II. Informe del rector de la Universidad de Quito », *ibid.*, s. p.

demás ciencias Matemáticas) de un modo debido, los jóvenes se retraen de ellas y se dedican exclusivamente a los estudios de Jurisprudencia y Medicina, con grave perjuicio de la sociedad y también de los mismos individuos »[807].

Il ne s'agit pas seulement de créer de nouvelles formations techniques, mais aussi rendre certains enseignements déjà existants à l'Université plus concrets et pratiques, comme la médecine. Le gouvernement rétablit ainsi l'École d'Obstétrique et l'École d'Anatomie et commence la construction d'un amphithéâtre au sein de l'Hôpital de Quito destiné à accueillir leur cours.

Toutefois, les progressistes prennent leurs distances avec le projet légué par García Moreno, en ce sens qu'ils considèrent, à l'instar de Pedro Carbo, l'existence de l'Université de Quito parfaitement compatible avec le développement de l'enseignement technique. Ils rétablissent à la fois l'Université centrale, qui ouvre ses portes le 18 février 1883, et l'École Polytechnique, par un décret présidentiel de Caamaño le 22 décembre[808]. Rappelons que les deux institutions n'ont, jusqu'alors, jamais coexisté depuis la fondation de l'École en 1869. Ce même décret prévoit le rétablissement de la faculté des Sciences et la création d'une École d'Agriculture. Ces deux institutions forment, avec l'École Polytechnique, le nouvel Institut des Sciences. Il s'agit d'un établissement indépendant de l'Université, mais qui partage avec elle le même bâtiment situé dans le centre de Quito. Le rétablissement de l'École polytechnique permet à certains étudiants qui avaient commencé leurs études d'ingénieur sous García Moreno de les terminer. Ainsi, Lino María Flor, inscrit à l'École polytechnique en 1872, obtient enfin son diplôme d'ingénieur en 1887[809]. Cependant, en 1890, le Congrès, à l'initiative du gouvernement de Flores, décide de dissoudre cet Institut. Le Parlement crée, au sein de l'Université, deux facultés le remplaçant : celle de Mathématiques et celle de Sciences naturelles[810].

Outre la formation des ingénieurs, l'objectif central de l'Institut est de développer l'enseignement de l'agronomie. L'École d'Agriculture devient l'une des priorités de la politique universitaire des gouvernements progressistes. Il s'agit, encore une fois, d'un projet ancien. En 1838, le président Vicente Rocafuerte avait créé un Institut agraire dont il avait confié la direction à José Indelicato[811], un médecin italien partisan d'un socialisme utopique

[807] « Informe del rector de la Universidad central del Ecuador », *Informe del Ministro de Instrucción pública al Congreso constitucional de 1894*, *op. cit.*, p. 159.
[808] *El Nacional*, n°61, 1er janvier 1884, p. 2.
[809] PÉREZ, Juan Gualberto, *Recuerdo histórico de la Escuela Politécnica*, *op. cit.*, p. 6 et 8.
[810] *Diario Oficial*, n°264, 9 septembre 1888, p. 1984.
[811] « Opinión del gobierno sobre el Instituto agrario », *Gaceta del Ecuador*, n°267, 24 novembre 1838, p. 1.

saint-simonien et fouriériste. Indelicato prétendait réformer la médecine dans l'Amérique hispanique et l'avait parcourue durant de longues années. Il s'était d'abord rendu dans le Río de la Plata, au Chili et au Pérou, avant d'arriver en Équateur. Il s'installe finalement au Mexique, où il crée un des premiers journaux socialistes du pays, *El Socialista*, à Guadalajara en 1849, puis il collabore avec Benito Juárez, alors gouverneur d'Oaxaca, à la tête du journal officiel de l'État, *El Constituyente*, à partir de 1856[812]. Lors de son passage à la direction de l'Institut agraire équatorien, il considère la mission de ce dernier « presentar un modelo de cultivo científico a los hacendados diligentes »[813]. La volonté de renouveler l'agriculture grâce à la science s'explique par l'influence de Saint-Simon et son exaltation des cultivateurs, des industriels et des scientifiques, appelés selon ce dernier à diriger la nouvelle société industrielle qui s'affirme durant le premier tiers du XIXe siècle[814]. Il s'agit d'un projet tout à fait novateur, quoiqu'éphémère, pour la très jeune République de l'Équateur. Pourtant, à notre connaissance, il n'a pas fait l'objet de recherches approfondies. L'établissement ne survivra pas à l'alternance entre Rocafuerte et Juan José Flores en 1839.

Trente ans plus tard, García Moreno reprend le projet et essaie de créer une *hacienda-escuela* ou *hacienda-modelo* dans la paroisse de San José de Minas, à quelques kilomètres au nord de Quito. Le ministre de l'Instruction publique, Francisco Javier Salazar, signe un contrat avec le frère visiteur des écoles chrétiennes. La congrégation s'engage à diriger l'école et à en fonder de nouvelles, dès que les circonstances le permettront, à Guayaquil, Cuenca, Riobamba et dans d'autres villes[815]. L'établissement a pour objectifs la modernisation de l'agriculture à travers la formation technique des exploitants agricoles et le perfectionnement des races d'animaux et des variétés de plantes, nationales ou étrangères. Pourtant, l'École ne verra jamais le jour. García

[812] DE LA TORRE, Federico, « Liberalismo, modernidad y utopía socialista en los primeros años del profiriato: la Sociedad *Las Clases productoras* de Jalisco (1877-1888) », *in*, CLAPS ARENA, María Eugenia et PÉREZ HERRERO, Pedro (coord.), *Papeles de discusión IELAT*, n°3, *Fiscalidad, medio ambiente y cohesión social en el pensamiento liberal atlántico (siglo XIX). Análisis de casos*, décembre 2011, p. 216-217 ; et SÁNCHEZ SILVA, Carlos et RUIZ CERVANTES, Francisco José, « Los periódicos oaxaqueños en la primera mitad del siglo XIX: del formalismo legal a la "creación del nuevo ciudadano" oaxaqueño, 1825-1860 », *in* GARCÍA DE LOS ARCOS, María Fernanda (coord.), *La fuente hemerográfica en la diacronía: variedad de enfoques*, México, Universidad Autónoma Metropolitana, 2015, p. 40-41.
[813] INDELICATO, José, *Del Instituto agrario fundado por el gobierno del Ecuador a fines de 1838*, Quito, Imprenta de gobierno, 1838, p. 5.
[814] Quoique partisan du développement industriel, Saint-Simon accorde une grande importance aux agriculteurs. Il propose de créer un conseil de gouvernement composé par quinze représentants des différentes branches de production, mais il prévoit d'accorder sept sièges aux agriculteurs. Voir SAINT-SIMON, Henri, *Du système industriel*, Paris, chez Antoine-Augustin Renouard, 1821, p 76-79 et 86.
[815] *El Nacional*, n°382, 28 août 1869, p. 1.

Moreno juge prioritaire la fondation d'autres établissement éducatifs, tels que l'École polytechnique ou l'École des arts et métiers de Quito.

Les progressistes reprennent néanmoins le projet d'une école d'agronomie. Ils fondent un établissement qui ouvrira durant toute la période progressiste, de 1883 à 1895. La direction en est confiée au jésuite italien Luis Sodiro, ancien professeur de l'École polytechnique et spécialiste de botanique. Il s'efforce de la faire fonctionner en dépit d'obstacles financiers et de conditions difficiles. Sodiro crée deux parcours au sein de l'établissement. Le premier permet d'accéder au diplôme d'agronome ; il vise à former des experts spécialisés dans les fondements théoriques et scientifiques de l'agriculture. Le deuxième offre un enseignement pratique destiné aux agriculteurs, afin de former de bons colons et de bons administrateurs d'*haciendas*[816].

Nous l'avons évoqué, il est admis à la fin du XIXe siècle que l'agriculture équatorienne accuse un retard considérable qui ne peut être rattrapé que par l'application de principes scientifiques aux techniques de production agricole[817]. Cela exige un savoir poussé et solide en agronomie. Par ailleurs, l'agriculture apparaît toujours comme la principale source de richesses du pays. Contrairement aux politiques économiques qui se développent en Équateur et en Amérique latine à partir des années 1930, la priorité des progressistes n'est pas de transformer le pays, producteur de matières premières comme le cacao, en une économie industrialisée, capable de fabriquer des produits à haute valeur ajoutée. Les écoles des arts et métiers fondées par les progressistes doivent créer les conditions d'un processus d'industrialisation, mais ce dernier demeurera laborieux et discontinu, y compris au XXe siècle. Au contraire, le développement de l'agriculture est perçue comme la voie que la providence aurait tracée pour l'Équateur, comme le souligne le sous-directeur des études de la province du Pichincha, Aurelio Espinosa : « Contemplamos impasibles los progresos de otras naciones porque no avanzamos en el camino que la naturaleza nos trazó para prosperidad nuestra: la Agricultura »[818]. La modernisation de l'agriculture doit même prendre le pas sur tout projet d'industrialisation, afin d'assurer la prospérité du pays, selon le directeur des Travaux publics, Juan Bautista Menten :

> « No puede dudarse sobre la gran importancia que tiene el fomento de la agricultura en un país como el Ecuador, donde la vida interior, y aun la exportación para hacer frente a la

[816] *El Nacional*, n°130, 2 septembre 1884, p. 2.
[817] Cf. chapitre 3, section I.
[818] « Informe del subdirector de estudios de la provincia de Pichincha », *Informe del Ministro de Instrucción pública al Congreso constitucional de 1894*, *op. cit.*, p. 40.

importación, depende de los artículos y productos de la agricultura y bajo este respecto es mucho más importante que la industria y las artes »[819].

L'École d'Agriculture apparaît alors comme le meilleur outil du développement du potentiel agricole du pays. Elle doit contribuer à assurer sa prospérité sur le long terme et représente, à ce titre, « la más risueña y quizá la más importante y única esperanza para lo porvenir », selon Aurelio Espinosa[820].

La volonté d'attribuer à l'agriculture un rôle de premier plan dans la marche vers le progrès n'est pas étrangère au contexte économique de la période progressiste. Cette dernière correspond à l'essor du modèle agro-exportateur fondé sur le cacao. L'idée de rationaliser la production agricole éveille d'ailleurs l'intérêt des grands *terratenientes* de la Côte. De fait, l'École d'Agriculture, dont une antenne doit voir le jour sur le Littoral, est reçue avec enthousiasme à Guayaquil. Selon le journal *El Cometa,* elle peut compter sur le soutien « de los propietarios naturalmente interesados en obra que tan directa relación tiene con sus intereses particulares, y la prosperidad de la nación »[821].

2) Les difficultés financières

Les projets de réforme des progressistes se heurtent aux difficultés des finances publiques durant toute la période qui nous intéresse, en raison de la guerre contre Veintemilla qui laisse le pays exsangue, de la lutte contre les *montoneras* sous la présidence de Cammaño, de la faillite de la Banque Barings en 1890 ou de la crise internationale des cours de l'argent qui touche gravement l'Équateur à partir de 1894.

À l'issue de la Restauration, la situation financière de l'État et de l'Université de Quito est dramatique. L'Université ne dispose pas de ressources propres : les droits d'inscription, d'examen et de *grado* ne couvrent qu'une infime partie des dépenses, d'autant plus que les étudiants ayant combattu Veintemilla obtiennent des dispenses qui privent l'établissement de ressources précieuses. Le recteur le regrette en 1885 : « en los once meses corridos desde la

[819] *Diario Oficial,* n°9, 20 juillet 1892, p. 70.
[820] « Informe del subdirector de estudios de la provincia de Pichincha », *Informe del Ministro de Instrucción pública al Congreso constitucional de 1894*, *op. cit.*, p. 40.
[821] « Finca-modelo », *El Cometa,* reproduit dans *Diario de avisos,* n°89, 22 mai 1888, p. 519.

publicación de la ley [que exonera a los estudiantes], la Universidad no ha percibido más que $840 y ha perdido 10 800$ »[822].

Pour assurer le bon fonctionnement de l'Université après sa réouverture, l'Assemblée constituante lui accorde une subvention de 20 000 sucres dans le budget voté en 1884[823]. Mais cette somme s'avère insuffisante. En 1885 l'Université accumule plusieurs années de retard dans le paiement des salaires des professeurs : « A los profesores se les debe sueldos desde el año de 1878, pues aunque con el subsidio dado últimamente por el Supremo Gobierno se les ha pagado una parte, todavía se les debe otra muy considerable »[824]. De plus, l'Université est soumise au bon vouloir du Parlement, qui décide, chaque année, le montant de la subvention. Pour sa part, le gouvernement n'a pas toujours les moyens de lui verser les sommes votées. De ce fait, les recteurs successifs réclament à maintes reprises aux ministres d'Instruction publique — et ces derniers font de même auprès du Parlement — l'indépendance financière de l'Université. Les recteurs proposent, par exemple, le relèvement des droits acquittés par les étudiants et l'attribution à l'établissement d'un pourcentage fixe de la dîme[825]. Ces demandes insistantes n'aboutiront pas durant la période progressiste.

Dans ce contexte, le bon fonctionnement de l'Université dépend, en partie, de la générosité des professeurs. Grâce à leurs dons, le rectorat peut acheter une imprimerie et reprendre la publication des *Annales*, suspendue après quelques mois en 1883 en raison du coût que représentait leur impression à l'extérieur[826]. Par ailleurs, certains professeurs acceptent de travailler gratuitement, comme une partie des nouveaux enseignants que la faculté de Philosophie et de Littérature recrute pour la rentrée de 1887, ou le professeur de médecine Ezequiel Muñoz, qui donne des cours gratuitement à l'École d'Obstétrique[827].

Le budget insuffisant de l'Université l'empêche d'entretenir convenablement le bâtiment où elle est installée. Les toits, en particulier, sont en ruines et menacent de s'effondrer à tout

[822] « II. Informe del rector de la Universidad de Quito », *Informe del Ministro de Instrucción pública al Congreso de 1885*, *op. cit.*, s. p.
[823] *El Nacional*, n°105, 20 mai 1884., p. 2.
[824] « II. Informe del rector de la Universidad de Quito », *Informe del Ministro de Instrucción pública al Congreso de 1885*, *op. cit.*, s. p.
[825] Par exemple : *Ibid.* ; *Informe del Ministro de lo Interior y Relaciones exteriores al Congreso Constitucional de 1886*, Quito, Imprenta del gobierno, 1886, p. 19 ; « Informe del rector de la Universidad de Quito », *Informe del Ministro de lo Interior y Relaciones exteriores al Congreso constitucional de 1887*, *op. cit.*, s. p. ; *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos e Instrucción pública al Congreso constiutional de 1892*, *op. cit.*, p. 22.
[826] « Informe del rector de la Universidad de Quito », *Informe del Ministro de lo Interior y Relaciones exteriores al Congreso constitucional de 1887*, *op. cit.*, s. p.
[827] *Ibid.*

moment, notamment sur les cabinets de sciences, comme l'indiquent, année après année, les recteurs Elías Laso, Rafael Barahona, puis Carlos Tobar[828]. En 1885, le gouvernement promet de réparer les toitures pendant les vacances d'été. Le recteur est sceptique : le gouvernement « ofreció mandar reconstruir los tejados en la estación del verano pero dudo de que pueda cumplir la oferta por la penuria del Tesoro »[829]. Il ne se trompe pas, les réparations ne se feront qu'en 1894.

Toutefois, la principale difficulté matérielle reste le manque d'espace. L'Université et l'École Polytechnique n'avaient jusqu'à présent jamais coexisté ; or, depuis 1883 elles partagent le même bâtiment exigu[830]. Si ce dernier peut à peine abriter l'Université seule, la présence de l'Institut des Sciences rend la situation plus difficile encore : il arrive, par exemple, que des professeurs n'aient pas de salle parce qu'elles sont toutes occupées[831]. À partir de 1883, les autorités prévoient bien de doter l'Université d'un nouveau bâtiment, plus vaste, adapté à ses besoins, mais ce projet ne verra jamais le jour pendant la période progressiste, malgré les réclamations répétées des recteurs et des ministres[832]. Lucide, le recteur Elías Laso doute d'ailleurs de la capacité du gouvernement à doter l'Université d'un bâtiment. En construire un nouveau supposerait, selon lui, de mobiliser une somme d'au moins 100 000 sucres ; les travaux de construction prendraient en outre trois ou quatre ans. Il exclut également la possibilité d'acheter ou de louer un local : non seulement cela serait trop coûteux, mais il n'y a pas à Quito, selon lui, un bâtiment répondant aux besoins de l'établissement[833].

En 1888, Laso, devenu entretemps ministre de l'Instruction publique, presse le Congrès d'accorder à l'Université un nouveau siège. Le Parlement ordonne alors le règlement de la dette de l'État envers l'Université, qui consiste essentiellement dans les fonds que le gouvernement

[828] « II. Informe del rector de la Universidad de Quito », *Informe del Ministro de Instrucción pública al Congreso de 1885*, *op. cit.*, s. p ; « XI. Informe del rector de la Universidad Central del Ecuador », *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos e Instrucción pública al Congreso constitucional de 1890*, *op. cit.*, s. p ; et « XIV. Informe del rector de la Universidad Central », *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos e Instrucción pública al Congreso constitucional de 1892*, *op. cit*, p. 36-37.
[829] « II. Informe del rector de la Universidad de Quito », *Informe del Ministro de Instrucción pública al Congreso de 1885*, *op. cit.*, s. p.
[830] Il s'agit de l'actuel Centre Culturel Métropolitain.
[831] *Ibid.* ; et « XI. Informe del rector de la Universidad Central del Ecuador », *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos e Instrucción pública al Congreso constitucional de 1890*, *op. cit.*, s. p.
[832] Par exemple, « II. Informe del rector de la Universidad de Quito », *Informe del Ministro de Instrucción pública al Congreso de 1885*, *op. cit.*, s. p ; *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos e Instrucción pública al Congreso constitucional de 1890*, *op. cit.*, p. 22 ; *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos e Instrucción pública al Congreso constitucional de 1892*, *op. cit.*, p. 36.
[833] « II. Informe del rector de la Universidad de Quito », *Informe del Ministro de Instrucción pública al Congreso de 1885*, *op. cit.*, s. p.

de Veintemilla aurait dû verser à l'établissement. La dette s'élève alors à 26 330,67 sucres. Le Parlement décide d'ajouter un complément de 10 000 sucres, devant permettre l'achat ou la construction d'un nouveau bâtiment[834].

Cela ne résout pas les problèmes de l'Université. D'une part, il est prévu que ces fonds soient versés par des dividendes mensuels de 2 000 sucres à partir du 1er janvier 1889, car le gouvernement ne dispose pas d'une somme aussi importante[835]. D'autre part, les paiements ne commenceront que quatre ans plus tard, à partir de juillet 1892, sous la présidence de Luis Cordero. En janvier 1893, seules sept mensualités, soit 14 000 sucres, sur les quelque 36 000 dus, auront été versées[836]. Le gouvernement finit, en effet, par suspendre les paiements, par manque de moyens. La crise internationale de l'argent qui éclate en 1894 empêche la reprise des règlements. À la fin de la période progressiste, l'Université ne dispose donc que d'une infime partie de la somme promise. Selon le recteur, ces retards lui ont fait perdre plusieurs opportunités :

> El Tesoro Nacional ha entregado parte de los treinta y seis mil sucres que según Decreto Legislativo debe pagar a la Universidad. Desgraciadamente, por falta de un capital suficiente se ha malogrado la oportunidad de comprar dos o tres casas que se han vendido en estos últimos tiempos, y que talvez eran las únicas apropiadas para las necesidades de la Universidad[837].

La dégradation des finances publiques à partir de 1894 condamne même la réalisation de projets plus modestes. À la fin de l'année, l'Université souhaite acheter le fossile d'un mastodonte découvert aux alentours de la ville de Riobamba pour la somme de 3 000 sucres. L'établissement ne disposant pas de cette somme, le recteur demande l'aide du ministère de l'Instruction publique. Ce dernier accepte de participer aux frais à hauteur de 2 000 sucres, mais « el pago atentas las angustiosas circunstancias del Erario se hará por dividendos mensuales según lo estime por más conveniente el H. Sr. Ministro de Hacienda »[838]. L'Université centrale et le gouvernement, qui peinent à réunir 3 000 sucres nécessaires à l'achat d'un fossile, semblent d'autant moins capables de doter l'Université d'un bâtiment.

---

[834] *El Nacional*, n°466, 27 août 1888, p. 1975.
[835] *Ibid*.
[836] « Informe del ministro de Instrucción pública al Excmo. Sr. presidente de la República », *Informe del Ministro de Instrucción pública al Congreso constitucional de 1894*, *op. cit.*, p. 6.
[837] « Informe del rector de la Universidad central del Ecuador », *Informe del Ministro de Instrucción pública al Congreso constitucional de 1894*, *op. cit.*, p. 157.
[838] *Anales de la Universidad de Quito*, n°78, janvier 1895, p. 95.

IV) L'enseignement technique en question

C'est donc dans des conditions difficiles que l'Université centrale, l'École polytechnique et l'École d'Agriculture sont rétablies. Ces difficultés limitent la portée du projet réformateur de l'enseignement supérieur des progressistes, Elles expliquent notamment l'instabilité institutionnelle de l'enseignement scientifique supérieur et l'état encore embryonnaire de l'École d'Agriculture lorsque les libéraux prennent le pouvoir, en 1895.

1) L'instabilité institutionnelle

Pendant tout le dernier tiers du XIXe siècle, le manque d'étudiants constitue un des obstacles majeurs au développement du savoir scientifique. Ceux-ci montrent peu d'intérêt pour les matières pratiques et privilégient les formations traditionnelles, le droit ou la médecine, nous l'avons vu. Mais pendant la deuxième présidence de García Moreno, le manque d'étudiants s'explique, en partie, par la rivalité entre les jésuites allemands de l'École polytechnique et les jésuites espagnols chargés de diriger les collèges nationaux. Ces derniers sont inquiets de voir les jésuites allemands, absorbés par leurs recherches et les missions confiées par le gouvernement, consacrer peu de temps à la vie monacale. Ils dissuadent leurs élèves de rejoindre l'École polytechnique[839].

Le nombre réduit d'étudiants reste une constante dans les années qui suivent. En 1878, Menten, alors doyen de la faculté de Sciences, déplore le manque d'intérêt des étudiants pour les formations techniques : « cuando existía la Escuela politécnica, apenas había discípulos para los ramos prácticos […]. En la facultad de ciencias ha habido en todo el tiempo de su existencia, solo dos discípulos »[840]. Ainsi, l'École polytechnique compte 59 étudiants en 1873 puis seulement 34 en 1875[841] ; la faculté de sciences, deux seulement, en 1878. L'Institut des

[839] CUVI, Nicolás ; SEVILLA, Elisa ; SEVILLA, Ana et PIÑAS, Francisco, *art. cit.*, p 125-126.
[840] *El Ocho de Setiembre*, n°98, 27 novembre 1878, p. 1.
[841] « Cuadro de la Escuela Politécnica », *Exposición del ministro del Interior y Relaciones exteriores al Congreso constitucional del Ecuador en 1873*, *op. cit.*, s. p. ; et « Estado de la Escuela politécnica »,

Sciences souffre du même mal. Au début de la première année universitaire, en janvier 1884, il compte quinze inscrits. Certes, leur nombre augmente peu à peu, mais il ne dépasse pas la cinquantaine à la fin de la décennie[842].

À notre sens, le nombre modeste d'étudiants pendant le dernier tiers du XIXe siècle est en bonne partie le résultat de l'instabilité institutionnelle de l'enseignement supérieur scientifique, qui décourage les étudiants potentiels. Quatre institutions se succèdent en un quart de siècle, et leur durée de vie est courte à chaque fois : l'École polytechnique, de 1870 à 1876, la faculté de Sciences de l'Université centrale, de 1877 à 1880, l'Institut des Sciences, de 1883 à 1890, et les facultés de Mathématiques et de Sciences naturelles, de 1890 à 1895. Quant à l'École d'Agriculture, elle est d'abord placée sous la tutelle de l'Institut, puis sous celle de l'Université à partir de 1890, avant de devenir autonome en 1892. Les changements institutionnels provoquent des interruptions dans les enseignements. Les étudiants sont privés de formation à plusieurs reprises, entre la fermeture de l'École polytechnique et la création de la faculté de Sciences, puis entre la fermeture de l'Université centrale en 1880 et la fondation de l'Institut. D'ailleurs, le règlement de celui-ci n'est définitivement adopté qu'au bout de deux ans et demi et ne sera en vigueur que pendant quatre ans, de 1886 à 1890[843]. Quant aux facultés créées en 1890 pour remplacer l'Institut des Sciences, elles connaissent un essor difficile. Le Conseil général d'Instruction publique peine à les organiser ; il renonce finalement à en rédiger le règlement ; puis il confie leur mise en place au Congrès de 1892, chargé d'adopter une nouvelle loi de l'Instruction publique[844].

Le parcours de Lino María Flor illustre les effets pervers de cette instabilité. Il intègre l'École polytechnique en 1872 comme étudiant boursier, mais la fermeture de l'établissement l'oblige à interrompre ses études. Il n'obtient son diplôme d'ingénieur que quinze ans plus tard à l'Institut des Sciences[845]. Dans de telles conditions, on peut comprendre que les formations scientifiques soient peu attractives. La médecine et le droit semblent garantir un avenir plus certain. Malgré le consensus sur l'importance de l'enseignement supérieur scientifique, il n'y a

---

Exposición del ministro del Interior y Relaciones exteriores dirigida al Congreso constitucional del Ecuador en 1875, *op. cit.*, s. p.

[842] En 1884, l'établissement compte 15 étudiants, 49 en 1888, 52 en 1890 ; voir *El Nacional*, n°88, 22 mars 1884, p. 2 ; *Diario Oficial*, n°31, 20 novembre 1888, p. 126 ; et n°205, 10 février 1890, p. 1636.

[843] *El Nacional*, n°218, 30 avril 1886, p. 1 ; n°219, 7 mai 1886, p. 1-2 et n°220, 14 mai 1886, p. 1-2.

[844] « XI. Facultades de Ciencias de la Universidad Central », *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos e Instrucción pública al Congreso constitucional de 1892*, *op. cit.*, p. 31.

[845] « Bases de contrata para estudiar en la Escuela Politécnica », *Exposición del ministro del Interior y Relaciones exteriores al Congreso constitucional del Ecuador en 1873*, *op. cit.*, s. p. ; et PÉREZ, Juan Gualberto, *Recuerdo histórico de la Escuela Politécnica*, *op. cit.*, p. 6 et 8.

pas de continuité institutionnelle, ni même de vision d'ensemble sur le long terme. Chaque nouveau gouvernant, Veintemilla, Caamaño, Flores, revient sur ce qui a été fait en la matière.

Le faible nombre d'étudiants à l'Institut des Sciences pousse le gouvernement de Flores à s'interroger sur le bien-fondé de l'établissement. Le président a une priorité : la réforme économique fondée sur la rationalisation des finances publiques et la réduction des déficits. Cette priorité remet en question l'existence d'institutions non rentables, qui ne sont pas immédiatement « utiles » au progrès. Flores, tout en reconnaissant le besoin de consolider l'enseignement technique, ne considère pas pertinente l'autonomie de l'Institut des Sciences vis-à-vis de l'Université. En cela, il prend donc ses distances avec le projet et la vision de García Moreno, qui refusait de réunir au sein d'une même institution tous les domaines du savoir. García Moreno, rappelons-le, avait fermé l'Université en 1869 et créé de nombreuses institutions autonomes : les facultés de médecine et de droit, conservées, mais qui ne faisaient plus partie de l'Université, l'École polytechnique, l'Observatoire astronomique, l'École des Beaux-arts et le Conservatoire national de musique.

Dès le début de l'année 1890, une rumeur concernant l'Institut des Sciences commence à circuler : le gouvernement compterait présenter au Congrès un projet de réforme de la loi de l'Instruction publique pour dissoudre l'Institut au sein de l'Université. Le journal conservateur *El Fénix*, récemment fondé dans la capitale pour défendre l'héritage de García Moreno, se montre inquiet : « ¡Pobre Instituto de Ciencias y Escuela de Agricultura! Tu día sin sol se acerca, tu hora final no tardará en sonar, la Universidad va a masticarte, tragarte, digerirte, asimilarte, *refundirte* »[846]. Le rédacteur du journal rappelle que sa fondation est récente et que son règlement interne n'a été adopté qu'en 1886. Il considère donc qu'il est encore trop tôt pour évaluer les résultats de l'Institut et, *a fortiori*, penser à le dissoudre. Pour améliorer l'état de l'Institut, il suggère d'en modifier le règlement :

> *Organizado* está, pues, el Instituto: ¿por qué el empeño en *reorganizarlo*? […] ¿por qué *refundir* el Instituto en otro Cuerpo docente, y *suprimirlo* así, poniéndolo bajo una tutela que, a lo más, le dejará una subsistencia subalterna, si es que algo se le deja? […] Dejemos, pues, que crezca y medre la planta cuyas primeras raíces están encajadas en la tumba de García el Grande[847].

Finalement, *El Fénix* critique le manque d'audace d'Antonio Flores. Il raille sa « modestie », qui le pousse à privilégier les chemins d'*herradura* aux voies ferrées et à vouloir dissoudre

[846] « El Instituto », *El Fénix*, n°2, 31 janvier 1890, p. 14.
[847] *Ibid.*, p. 15.

l'Institut des Sciences plutôt que de le renforcer. Il loue, en revanche, l'ambition féconde de García Moreno[848].

Malgré les résistances, l'exécutif soumet au Congrès le projet faisant objet de ces rumeurs. Le Parlement finit par l'approuver. L'Institut des Sciences disparaît et deux facultés sont créées au sein de l'Université pour le remplacer : celle de Sciences mathématiques pures et appliquées, qui se substitue à l'École polytechnique, et celle de Sciences physiques et naturelles, qui absorbe l'École d'Agriculture[849]. La loi de l'Instruction publique adoptée en 1892, qui remplace celle votée sous Veintemilla, confirme cette nouvelle configuration[850].

La décision de dissoudre l'Institut des Sciences ne signifie pas pour autant que Flores néglige l'enseignement scientifique. Il cherche en réalité à le développer en le décentralisant. La réforme de 1890 puis celle de 1892 créent dans les Universités de Guayaquil et de l'Azuay les mêmes facultés des Sciences qu'à l'Université centrale. Après la promulgation de la loi de 1890, l'Université à Cuenca, signe avec l'ingénieur Cristóbal Thill un contrat qui lui confie un cours de génie dans la nouvelle faculté des Sciences[851]. Plus tard, en 1894, le Congrès vote la fondation d'une École d'ingénieurs au sein de l'Université de Guayaquil[852]. Toutefois, le projet n'aboutira pas car, à la fin de l'année, l'agitation provoquée par l'affaire de l'*Esmeralda* embrase le pays et conduit à la guerre civile de 1895.

Pour sa part, Cordero n'est pas satisfait de la dissolution de l'Institut des Sciences. Il appelle le Congrès à rétablir l'École polytechnique en 1894. Les Frères des écoles chrétiennes créent à l'époque, dans la capitale, un nouvel établissement, l'Institut La Salle, qui réunit une école primaire et un collège. Cordero considère que ce dernier ne doit pas être un établissement consacré aux humanités, comme il en existe déjà dans le pays. Il souhaite en faire un Institut polytechnique placé sous la direction des Frères, qui acceptent sa proposition[853]. Mais, en 1894, le Parlement est particulièrement hostile à l'exécutif : contre l'avis du gouvernement, il adopte la suspension du paiement de la dette, supprime le ministère des Travaux publics et destitue le ministre des Finances de Cordero, Francisco Andrade Marín[854]. Le Congrès, par principe

[848] *Ibid.*, p. 14.
[849] *Diario Oficial*, n°264, 9 septembre 1890, p. 1984.
[850] *Diario Oficial*, n°52, 12 octobre 1892, p. 423.
[851] « I. Curso de Ingeniería en Cuenca », *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos e Instrucción pública al Congreso constitucional de 1892*, *op. cit.*, p. 1.
[852] *Diario Oficial*, n°302, 20 septembre 1894, p. 2471.
[853] « Mensaje del Presiente de la República del Ecuador al Congreso Constitucional de 1894 », *Diario Oficial*, *op. cit.*, p. 2221.
[854] Cf. chapitre 8, section III, 2.

opposé aux initiatives gouvernementales, ignore le projet du président en faveur du rétablissement de l'École polytechnique.

2) La difficile mise en place de l'École d'Agriculture

Le développement de l'enseignement agronomique représente une priorité pour les gouvernements progressistes, nous l'avons vu. Pourtant, là encore, l'instabilité institutionnelle et le manque chronique de moyens freinent la mise en place de ce projet.

Le décret du 22 décembre 1883 qui rétablit l'École Polytechnique crée également une École d'Agriculture destinée à développer et diffuser un savoir agronomique. Pour assurer le caractère pratique de cette discipline, la mise en place de deux fermes, une sur la Côte, une dans les Andes, semble une nécessité absolue. Caamaño promet donc, à travers le même décret, la création de *fincas modelos* ou *fincas normales* sur deux terrains que le gouvernement attribuera à l'École d'Agriculture, l'un à Quito, l'autre sur le Littoral. Il prévoit également 10 000 sucres annuels pour lui permettre d'aménager et d'entretenir les *fincas* jusqu'à ce qu'elles deviennent rentables. Toutefois, ni les terrains ni les sommes promises ne seront accordés à l'École, en raison de la guerre civile qui ravage le pays entre 1882 et 1883, puis des coûts de la lutte contre les *montoneras* sous la présidence de Caamaño.

Le directeur de l'École d'Agriculture, Luigi Sodiro, et le doyen de la faculté des Sciences, Miguel Abelardo Egas, déplorent en 1892 les conséquences perverses de cette promesse non tenue : les étudiants sont incapables de suivre les formations pratiques obligatoires, car les *fincas normales* n'ont toujours pas vu le jour ; partant, ils ne peuvent pas obtenir leur diplôme. Cette situation dissuade, évidemment, bien des candidats d'intégrer l'École[855]. D'ailleurs, en 1894, les étudiants ayant validé toutes les formations théoriques demandent au Congrès de les exempter des matières pratiques, afin qu'ils puissent obtenir leur diplôme[856]. Sodiro

[855] « Informe del director de la Escuela de Agricultura » et « Informe del Decano de la Facultad de Ciencias », tous les deux dans *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos e Instrucción pública al Congreso constitucional de 1892, op. cit.*, p. 61 et p. 64.
[856] APL, Actas del Congreso ordinario de 1894, Cámara del Senado, 23 juin, p. 89.

s'impatiente : « O la próxima legislatura dicta las medidas adecuadas para proveer al establecimiento de lo necesario para su complemento y conservación, o lo suprime del todo »[857].

En 1892, en réponse au courroux du directeur de l'École, le Congrès autorise l'exécutif à emprunter 70 000 sucres, pour financer la création, non plus de deux, mais de quatre stations agronomiques, à Quito, Guayaquil, Riobamba et Cuenca, comme l'avait déjà prévu García Moreno en 1869[858]. Là encore, bien que le Parlement précise la manière de financer l'achat des terrains nécessaires[859], le président Cordero se révèle incapable de mobiliser les sommes prévues ; l'École d'Agriculture ne dispose toujours pas de *fincas normales* lorsque les libéraux arrivent au pouvoir en 1895. En 1894, non sans ironie, le recteur de l'Université centrale explique que ce n'est pas le nombre dérisoire d'étudiants inscrits à l'École d'agriculture qui surprend, mais le fait qu'elle en compte tout de même cinq, malgré l'absence de stations agronomiques[860].

Face aux atermoiements de l'État, l'élite économique de Guayaquil commence à s'impatienter. Elle décide de soutenir les initiatives privées destinées à mettre en place des instituts techniques, qu'il s'agisse d'une école des arts et métiers ou d'une école d'agriculture. Les frères Homero et Darío Morla jouent un rôle de premier plan dans la création de ces établissements. La famille Morla, fait partie des principales familles cacaoyères cherchant à rationaliser la production des grandes propriétés et à diversifier ses activités économiques. Ainsi, les frères Morla demandent au Congrès de 1890 l'autorisation de créer des élevages d'huîtres sur l'île Puná[861]. En outre, ils sont pionniers de l'industrie du sucre. Homero Morla possède la raffinerie *Matilde* près de Yaguachi et Darío la raffinerie *María* à Balao, dans la province du Guayas. D'ailleurs, Homero participe à l'Exposition universelle Chicago en 1893 en tant que producteur de sucre[862]. La famille Morla investit également dans le secteur financier. Nicolás Morla, père de Darío et d'Homero, était actionnaire de la Banque de l'Équateur et de la Banque Internationale. De son côté, Homero Morla est actionnaire de la Banque Territoriale, fondée en 1886[863]. Logiquement,

[857] « Informe del director de la Escuela de Agricultura », *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos e Instrucción pública al Congreso constitucional de 1892*, *op. cit.*, p. 61.
[858] *Diario Oficial*, n°9, 20 juillet 1892, p. 69-70, et n°19, 9 août 1892, p. 153.
[859] « Destínanse exclusivamente para la amortización de este capital y los intereses que causare: el producto anual del impuesto sobre anotaciones y registro en las cuatro provincias beneficiarias, y el 5% del producto, en las mismas, del impuesto sobre timbres fijos, móviles y habilitaciones », *Ibid*.
[860] « Informe del rector de la Universidad central del Ecuador », *Informe del Ministro de Instrucción pública al Congreso constitucional de 1894*, *op. cit.*, p. 179-180.
[861] APL, Actas del Congreso ordinario de 1890, Cámara del Senado, 9 juillet, p. 174.
[862] *Diario Oficial*, n°234, 16 janvier 1894, p. 1912.
[863] MIÑO GRIJALVA, Wilson, *op. cit.*, p. 17 et 23-24.

les frères Morla s'intéressent à l'éducation technique, qui leur apparaît comme le plus sûr moyen de moderniser et diversifier la production. Ils président les deux organisations de bienfaisance à l'origine des projets d'école des arts et métiers et d'institut agronomique. Homero Morla dirige la Société philanthropique du Guayas entre 1888 et 1890, et Darío la Société protectrice de l'Instruction publique, depuis sa fondation en 1890.

La Société philanthropique souhaite fonder une école des arts et métiers depuis 1886[864]. C'est sous la direction d'Homero Morla qu'elle adopte la version définitive du projet et commence à faire construire le bâtiment destiné à l'abriter. L'école voit finalement le jour, sous la houlette de Francisco García Avilés, neveu de García Moreno, qui prend les rênes de la Société, de 1890 jusqu'à son décès en 1926.

De même, un des premiers projets de la Société protectrice de l'Instruction publique est la fondation d'une école d'agriculture[865]. Cette initiative privée suscite l'enthousiasme de Luis Cordero et de son ministre de l'Instruction publique, Carlos Pérez Quiñónez, notamment en raison des sommes que Darío Morla souhaite obtenir des grands propriétaires de Guayaquil, entre 250 et 300 000 sucres[866]. Selon Luis Sodiro, ce « Grand Cacao » aurait dépensé 170 000 sucres pour acheter l'*hacienda* destinée à abriter l'École dans la zone de Yaguachi, où sa famille possède déjà plusieurs propriétés. La construction du bâtiment débute le 10 septembre 1894[867]. Les frères Morla ont à cœur le projet d'Institut agronomique, parce que la modernisation de la production agricole leur semble la réponse à une de leurs principales préoccupations, qu'ils partagent avec l'élite de la Côte : la pénurie de main d'œuvre. Sodiro l'explique :

> De los tres principales factores de los cuales depende el resultado final de esta clase de especulaciones [la producción agrícola], a saber la Tierra, el Capital y el Trabajo, en el Litoral ecuatoriano hay sobrante del primero, abunda también el segundo y solo escasea el tercero. La ciencia es igualmente necesaria para suplir la falta de éste, como para obtener de los tres juntos el mayor provecho posible[868].

Toutefois, l'établissement ne verra jamais le jour, en raison de l'agitation politique qui gagne le pays à la fin de l'année. Yaguachi est d'ailleurs une des premières localités où les *montoneras*

[864] *El Nacional*, n°51, 16 août 1886, p. 1.
[865] « Escuela de agricultura », *El Globo*, n°996, 14 novembre 1890, p. 2.
[866] « Mensaje del Presiente de la República del Ecuador al Congreso Constitucional de 1894 », *Diario Oficial*, *op. cit.*, p. 2221 ; et « Informe del ministro de Instrucción pública al Excmo. Sr. presidente de la República », *Informe del Ministro de Instrucción pública al Congreso constitucional de 1894*, *op. cit.*, p. 7-8.
[867] SODIRO, Luis, « Aplausos bien merecidos », *El Republicano*, n°155, 6 octobre 1894, p. 765-766.
[868] *Ibid.*, p. 766.

réapparaissent, en février 1895. Du reste, le projet trouve peu d'écho auprès des grands propriétaires de Guayaquil. Darío Morla investit donc personnellement dans sa réalisation en 1894.

L'engagement de l'État, en 1884 puis en 1892, de doter le Littoral d'une antenne de l'École d'Agriculture reçoit d'abord le soutien des *latifundistas* locaux. Mais l'enthousiasme disparaît lorsqu'ils sont invités à verser entre 250 et 300 000 sucres pour la création l'École. À vrai dire, une fois la ferveur initiale passée, il leur semble inutile d'investir dans le processus de modernisation de l'agriculture ; en effet, la production de cacao est très rentable avec peu d'investissements. Comme l'indique Deler, la production cacaoyère repose sur des conditions écologiques favorables, sur la grande disponibilité de *terrenos baldíos* dans le bassin du Guayas — avant l'apparition, pour la première fois, d'un véritable marché foncier dans les années 1890 —, et sur un système de production peu intensif et peu exigeant en main d'œuvre, quoique cette dernière soit tout de même insuffisante dans le Littoral. Quant à l'agriculture de la *Sierra*, il faudra attendre l'arrivée du chemin de fer, dans les années 1900, pour voir émerger des foyers de modernisation[869]. Le libéral Abelardo Moncayo est conscient du manque de disposition des *terratenientes* pour l'innovation. En 1899, dans son rapport de ministre de l'Intérieur et de l'Agriculture, il dénonce « la falta general de iniciativa en los propietarios y capitalistas para implantar reformas que estén de acuerdo con los consejos y adelantos de la ciencia »[870].

Conclusion

Les efforts des gouvernements progressistes pour développer l'enseignement technique témoignent d'un projet éducatif pensé et construit. Ils créent les écoles des arts et métiers et l'École d'Agriculture ; ils rétablissent, pour un temps, l'École polytechnique. Ils entendent mettre l'éducation au service du progrès qu'ils appellent de leurs vœux. Si l'École

[869] DELER, Jean Paul, *Ecuador. Del espacio al Estado nacional*, *op. cit.*, p. 281-282 et 301-303.
[870] *Informe del Ministro de lo Interior al Congreso ordinario de 1899*, *op. cit.*, p. 30.

polytechnique ne survit pas aux réformes progressistes et si l'École d'Agriculture est loin de répondre au projet initial, le régime progressiste aura néanmoins rétabli durablement l'Université centrale, fermée sous García Moreno et Veintemilla.

Il convient de souligner que la politique éducative progressiste ne diffère pas radicalement de celle de García Moreno, dont les progressistes reprennent les projets. Elle prépare également le projet libéral de diffusion des sciences par le biais de l'éducation. En ce sens, le progressisme est une période charnière, assurant une forme de continuité entre le garcianisme et la Révolution libérale. D'ailleurs, les plaintes réitérées des autorités progressistes sur la prolifération des médecins et des avocats au détriment des formations pratiques rappellent celles du ministre de l'Instruction publique de García Moreno, Francisco Javier León, en 1871, tout comme celles du ministre d'Eloy Alfaro, José Peralta, en 1900[871].

Une fois au pouvoir, en 1895, les libéraux se présenteront comme les modernisateurs de l'éducation en Équateur, décrivant leurs prédécesseurs progressistes comme immobiles et inefficaces en la matière. Pourtant, malgré sa volonté de réformer l'éducation, la Révolution libérale laissera en suspens les mêmes projets. En 1895, face au manque d'étudiants, Alfaro ferme provisoirement les facultés de Mathématiques et de Sciences de l'Université centrale. En 1897, la nouvelle loi de l'Instruction publique prévoit la création d'une faculté unique de Sciences mathématiques, physiques et naturelles. En revanche, elle renonce à rétablit l'École polytechnique et à fonder des facultés des Sciences à Guayaquil et à Cuenca[872]. En réalité, seule la faculté des Sciences de Quito verra le jour, en 1902, sous la direction de l'ingénieur Eudoro Anda. Pour sa part, l'École d'Agriculture ne survit pas à la guerre civile de 1895 et ferme définitivement, même si la loi de 1897 ordonne sa réouverture. Les libéraux ne parviendront à créer un nouvel Institut agronomique qu'en 1904, à Ambato, sous l'impulsion du ministre de l'Instruction publique de l'époque, Luis A. Martínez. Par ailleurs, le pouvoir libéral se révèlera incapable de doter l'Université centrale d'un nouveau bâtiment. Il faudra attendre la construction de la Cité universitaire, dans les années 1940, pour que le projet devienne une réalité.

Signalons même que c'est après la période libérale seulement, à partir du milieu des années 1920, qu'émergent de nouveaux projets d'enseignement technique, à l'initiative des salésiens

[871] *Exposición del ministro del Interior y Relaciones exteriores dirigida al Congreso Constitucional de 1871*, *op. cit.*, p. 28; et *Informe del Ministro de Instrucción pública al Congreso Ordinario de 1900*, Quito, Imprenta de la Universidad central, 1900, p. V.
[872] *Registro Oficial*, n°404-405, 6 juillet 1897, p. 3282-3284.

et de l'État. Entre 1926 et 1928, les salésiens mettent en place, à Cuenca l'*Aspirantado agrícola* ou la *Quinta María Auxiliadora*, une école d'agriculture destinée à former les missionnaires salésiens et les colons souhaitant se rendre en Amazonie. En 1931, le président Isidro Ayora crée l'École d'agronomie de l'Université centrale, peu avant sa démission. Quant à l'École polytechnique, c'est José María Velasco Ibarra qui la rétablit. En 1935, pendant son premier mandat, il crée l'éphémère Institut Polytechnique Supérieur, qui ne survit pas à sa chute. Il ne pourra établir définitivement l'École polytechnique qu'en 1946, pendant sa deuxième présidence.

Plus généralement, le développement difficile et sinueux de l'enseignement technique pendant les trois périodes, conservatrice, progressiste et libérale, illustre les aléas de l'implantation du capitalisme en Équateur. Comme l'indique Trinidad Pérez, les écoles des arts et métiers, ainsi que leurs héritiers plus contemporains, les instituts de formation technique, n'ont jamais pu sérieusement concurrencer le modèle de l'atelier artisanal dans son rôle éducatif, avant le XXe siècle. Cette transition laborieuse est la manifestation d'un passage lent et tardif de formes préindustrielles de travail à une véritable industrialisation, qui était pourtant, dès les années 1880, l'aspiration du progressisme[873].

Les résultats ne sont pas à la hauteur des ambitions des progressistes, qui voient pourtant l'instruction technique comme un instrument central de leur projet de modernisation économique. Ils cherchent en particulier à diffuser l'agronomie par le bais de l'École d'agriculture, afin de rationaliser les pratiques économiques. Cependant, ils sont conscients qu'introduire des principes scientifiques dans l'agriculture ne suffit pas. Ils considèrent également que, pour stimuler la production, un réseau efficace de voies de communication est nécessaire. Pendant la période progressiste, l'État multiplie les projets de chemins de fer afin de désenclaver les territoires et de consolider l'unité nationale, mais aussi de créer un marché domestique dynamique et prospère.

[873] PÉREZ, Trinidad, *art. cit.*, p. 50.

Chapitre 6 : Les projets de chemins de fer

L'absence de voies de communication entre les différentes provinces de l'Équateur contribue à la fragmentation du pays. En 1878, cinq ans avant la Restauration, qui porte les progressistes au pouvoir, Juan Bautista Menten établit un bilan du réseau existant. La route nationale construite par García Moreno n'assure la liaison qu'entre les provinces centrales : Pichincha, León, Tungurahua et Chimborazo, sur un trajet de 273 kilomètres, de Quito à Sibambe. La province du nord de la zone andine, Imbabura, et celles du sud, Azuay et Loja, sont isolées du reste de la *Sierra* et de la Côte[874]. Il n'existe aucune voie directe entre l'intérieur et les provinces côtières d'Esmeraldas et de Manabí, car la plaine qui s'étend entre le littoral et les contreforts des Andes a été à peine explorée et reste méconnue « como si fuera el desierto de África »[875]. Toute communication avec ces deux provinces doit donc se faire par Guayaquil. La ville de Machala et plusieurs agglomérations du bassin du Guayas accessibles par bateau à vapeur toute l'année (Daule, Yaguachi, Milagro, Babahoyo) constituent une première couronne autour du port principal. Les villes qui se trouvent en amont ne sont accessibles que pendant la saison des pluies (Baba, Vinces, Puebloviejo, Balzar)[876]. Le voyage de Guayaquil à Quito prend en général deux semaines mais, en hiver, les trois chemins possibles, qu'il s'agisse de la voie de Babahoyo à Guaranda, de celle du pont de Chimbo, terminus de la ligne ferroviaire, à Pallatanga ou de celle de Chimbo à Sibambe, sont impraticables.

Malgré un contexte économique favorable Veintemilla néglige les projets d'infrastructure. Les principaux travaux publics sont le théâtre Sucre à Quito et le nouveau quai du port de Guayaquil. En revanche, Veintemilla laisse la route nationale de García Moreno tomber en ruines[877], même s'il commence également à mettre en place la ligne télégraphique Quito-Guayaquil et fait construire cinq kilomètres de voie ferrée sur la ligne Yaguachi-Chimbo.

[874] Les provinces du Carchi et du Cañar ne seront créées qu'en 1880. En 1878, date de publication du rapport de Menten, elles font partie de celle d'Imbabura et de celle de l'Azuay respectivement.
[875] *El ocho de septiembre*, n°65, le 13 mars 1878, p. 1.
[876] DELER, Jean Paul, *Ecuador. Del espacio al Estado nacional*, *op. cit.*, p. 260-261.
[877] ORTIZ CRESPO, Gonzalo, *La incorporación del Ecuador al mercado mundial*, *op. cit.*, p. 266-267.

À partir de 1883, les progressistes entendent poursuivre les projets d'infrastructure de García Moreno. Ils font réparer la route nationale et reprennent la construction du chemin de fer de Yaguachi. Mais il cherchent aussi à aller plus loin, en multipliant les projets de voies ferrées, afin de mieux connecter la *Sierra* au Littoral et, plus largement, au reste du monde. Le progressisme souhaite mettre en place un vaste programme de travaux publics, un élément central de son projet de modernisation économique et de consolidation du modèle agro-exportateur. Or, ce programme d'infrastructures s'avère trop ambitieux. À la fin de la période progressiste, la plupart des chantiers ont été abandonnés. Il convient de revenir sur les projets de chemin de fer et les causes de leurs échecs, car ils contribuent à fragiliser le progressisme.

I) L'âge d'or des contrats ferroviaires

Comme dans le reste de l'Amérique latine, pendant le dernier tiers du XIXe siècle, les autorités équatoriennes s'emploient à construire un réseau efficace de voies de communication dans le but de consolider l'autorité de l'État[878]. À partir de 1883, une fois au pouvoir, les progressistes se lancent dans un vaste programme d'infrastructures. Ils réparent et cherchent à prolonger la route nationale, tentent de construire des chemins entre la *Sierra* et le Littoral et développent le réseau télégraphique sur l'ensemble du territoire national. Mais le meilleur instrument de modernisation, aux yeux des progressistes, est le rail. Ainsi, pendant la présidence de Caamaño, ils font adopter de nombreux projets de vois ferrées. Ces derniers comptent sur un large soutien, car il existe à l'époque un consensus sur l'urgence de doter le pays de lignes ferroviaires.

[878] MAIGUASHCA, Juan, « Dirigentes políticos y burócratas », *op. cit.*, p. 251.

1) Un ambitieux programme d'infrastructures

Deler invite à ne pas perdre de vue les « réseaux moins spectaculaires, mais qui furent de puissants auxiliaires de l'intégration : les réseaux de transmission instantanée, ou presque instantanée, de l'information, qu'elle soit économique, politique ou sociale »[879]. En effet, le télégraphe et le téléphone font leur apparition dans les années 1880 en Équateur. La mise en place du réseau télégraphique commence avec Veintemilla. En 1880, Guayaquil est connectée au monde et le président entreprend la construction de la ligne menant à la capitale. Après la Restauration, Caamaño finit les travaux de la ligne Guayaquil-Quito, qui est inaugurée en 1884. Pendant le reste de sa présidence, il développe le réseau sur le reste du territoire national. La plupart des capitales de province sont desservies avant la fin de son mandat. Le télégraphe est inauguré à Cuenca le 22 août 1885 et à Azogues 31 mars 1886, par exemple[880]. En juin 1887, plusieurs lignes supplémentaires sont mises en service, de Quito à Tulcán et jusqu'à la Colombie, de Guaranda à Riobamba, de Babahoyo à Yaguachi, de Guayaquil à Daule, Santa Lucía et Colimes en direction de la province de Manabí[881]. Quand Caamaño quitte la présidence, seules les provinces d'El Oro, Manabí et Esmeraldas restent à l'écart[882]. Flores et Cordero contribuent ensuite à étendre le réseau dans les provinces non desservies et la plupart des chefs-lieux de canton. En deux ans, Cordero ajoute seize nouvelles stations et près de quatre cents kilomètres supplémentaires au réseau existant. Il s'agit essentiellement de lignes reliant les capitales de province à des agglomérations mineures : Loja-Cariamanga et Loja-Catacocha, Cuenca-Gualaceo, Guaranda-San Miguel de Chimbo, Guayaquil-l'île Puná[883]. Il fait aussi construire le télégraphe jusqu'à la province d'Esmeraldas dans les derniers mois de 1894. Sous le progressisme, la première ligne téléphonique est mise en place, entre Yaguachi et Chimbo, en 1887, mais il faudra attendre 1920 pour que la ligne Guayaquil-Quito soit terminée[884].

Si le réseau télégraphique s'étend rapidement, il en va autrement pour les projets de chemin de fer, comme le signale Cordero en 1894 : « Sensible es que a la prolongación del alambre

[879] DELER, Jean Paul, *Ecuador. Del espacio al Estado nacional*, *op. cit.*, p. 273.
[880] *Informe del Ministro de lo Interior y Relaciones exteriores al Congreso constitucional de 1886*, Quito, Imprenta del gobierno, 1886, p. 28-29.
[881] *Informe del Ministro de lo Interior y Relaciones exteriores al Congreso constitucional de 1887*, Quito, Imprenta del gobierno, 1887, p. 12.
[882] *Informe del Ministro de lo Interior y Relaciones exteriores al Congreso constitucional de 1888*, Quito, Imprenta del gobierno, 1888, p. 30.
[883] « Mensaje de S. E. el Presidente de la República del Ecuador al Congreso Constitucional de 1894 », *Diario Oficial*, *op. cit.*, p. 2223
[884] DELER, Jean Paul, *Ecuador. Del espacio al Estado nacional*, *op. cit.*, p. 273.

telegráfico no corresponda todavía la de los rieles, facilitando viajes y transportes, como aquél facilita la transmisión de la palabra »[885]. Ce n'est pas faute d'avoir essayé, pourtant. Le progressisme est l'âge d'or des contrats pour la construction de chemins de fer. Pas moins de treize contrats sont approuvés entre 1883 et 1894, dont huit sous la présidence de Caamaño, contre seulement un sous le pentavirat, trois sous Flores, un sous Cordero. Jamais dans l'histoire du pays autant de contrats auront été approuvés en si peu de temps. La frénésie ferroviaire de cette période n'a pas, toutefois, attiré l'attention de l'historiographie.

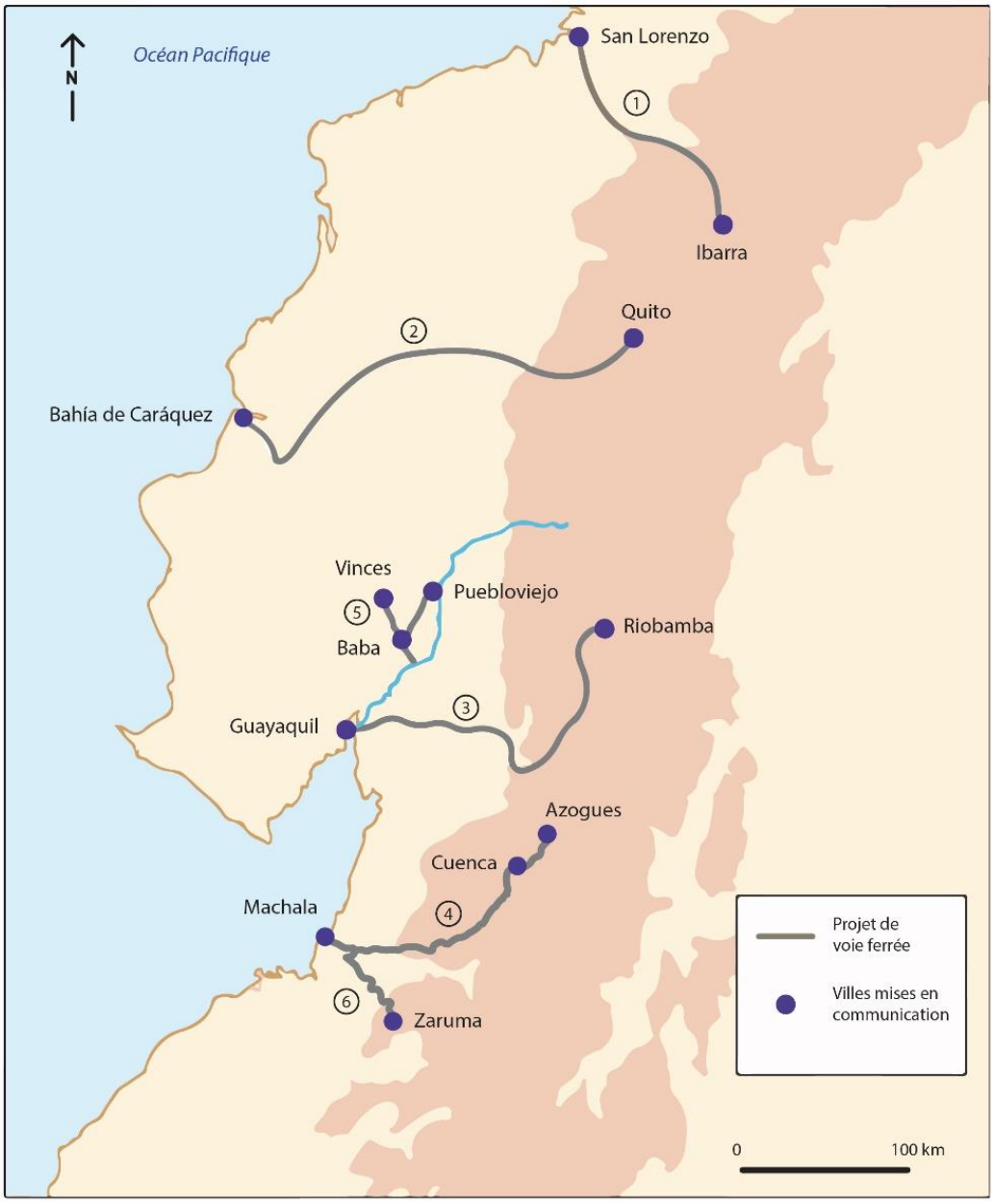
Les progressistes se placent en continuité avec García Moreno qui a obtenu, en 1862, l'autorisation de l'Assemblée constituante pour la construction de quatre voies ferrées reliant les Andes et la Côte : Quito-Babahoyo, Ibarra-El Pailón, Cuenca-Naranjal et Zaruma-Santa Rosa[886]. Il ne peut finalement faire construire que le chemin de fer de Yaguachi au début des années 1870. Plus tard, Veintemilla signe les premiers contrats avec des entrepreneurs étrangers pour la construction de deux lignes ferroviaires, entre Bahía de Caráquez et Quito[887] et de Durán à Quito[888], mais dans les deux cas c'est un échec. Les progressistes reprennent tous ces projets dès leur arrivée au pouvoir, et en conçoivent de nouveaux.

Dans un premier temps, l'Assemblée constituante vote la construction ou la réparation de plusieurs voies de communication[889]. Les progressistes s'efforcent de réparer la route nationale, à l'abandon sous Veintemilla. Cordero, par exemple, fera construire le pont sur la rivière Cutuchi à l'entrée de Latacunga, pour fluidifier la circulation entre les provinces du Pichincha et de León[890]. Les progressistes essaient également d'étendre la route nationale au reste de la *Sierra*, vers Riobamba et surtout vers le sud, dans les provinces du Cañar et de l'Azuay. Mais les autorités cherchent à aller au-delà des chemins, *carreteros* ou d'*herrradura*, et multiplient, sous Caamaño, les projets de chemin de fer (cf. tableau n°5). Deux types de projets voient le jour : les lignes cherchant à relier les Andes au Littoral, et celles destinées à l'exportation de produits primaires (cf. figure n°3).

---

[885] « Mensaje de S. E. el Presidente de la República del Ecuador al Congreso Constitucional de 1894 », *op. cit.*, p. 2223.
[886] Le décret de la Convention nationale est reproduit dans CRESPO ORDÓÑEZ, Roberto, *Historia del ferrocarril del Sur*, Quito, Imprenta Nacional, 1933, p.12.
[887] *El ocho de setiembre*, n°75, 6 juillet 1878, p. 3-4.
[888] *El ocho de setiembre*, n°174, 4 décembre 1880, p. 1-3.
[889] *El Nacional*, n°84, 11 mars 1884, p. 1 ; n°87, 21 mars 1884, p. 1 ; et n°91, 1er avril 1884, p. 1. Le chemin Ibarra-El Pailón est confié à John Henry Finlay et Francis Wiswell, qui obtiennent deux ans plus tard la concession ferroviaire pour ce trajet.
[890] « Mensaje de S. E. el Presidente de la República del Ecuador al Congreso Constitucional de 1894 », *op. cit.*, p. 2222.

Figure n°3 : Les projets de chemin de fer sous le progressisme



Projets de voies ferrées reliant la *Sierra* et le Littoral :

1. Chemin de fer du Pacifique
2. Chemin de fer central
3. Chemin de fer du sud
4. Chemin de fer d'El Oro

Projets de voies ferrées d'exportation :

5. Chemin de fer de Baba
6. Chemin de fer de Zaruma

Élaboré par Maël Medina, à partir de DELER, Jean Paul, *op. cit.*, p. 266.

Tableau n° 5. Les contrats ferroviaires approuvés sous le progressisme

	Nom	Trajet	Date	Concessionnaire	Résultat
1	Chemin de fer de Zaruma	Zaruma-Golfe de Jambelí	1883	Manuel Federico Muñoz et Gustavo Wilczynski	Contrat expiré
2	Chemin de fer d'El Oro	Machala-Azogues	1884	Juan Antonio Medina	Mort du concessionnaire
3	Chemin de fer du sud	Chimbo-Sibambe	1885	Marcus Jameston Kelly	Résilié en 1894 par le tribunal d'arbitrage
4	Chemin de fer du Pacifique ou du nord	Ibarra-El Pailón	1886	Juan G. Enrique Finlay et Francsico W. Wiswell	Contrat expiré
5	Chemin de fer d'El Oro	Machala-Azogues	1887	Juan Benigno Dávila	Mort du concessionnaire
6	Chemin de fer du sud	Yaguachi-Durán	1887	Kelly	Résilié en 1894 par le tribunal d'arbitrage
7	Chemin de fer du Pacifique	Ibarra-El Pailón	1887	Wiswell et Frederick Wesson	Non sanctionné par le président
8	Chemin de fer central	Bahía de Caráquez-Quito	1887	Ignacio Palau	Résilié en 1891 par le tribunal d'arbitrage
9	Chemin de fer de Baba	Baba-Vinces et Baba-Puebloviejo ou Ventanillas	1887	José Theakston	Contrat expiré
10	Chemin de fer d'El Oro	Machala-Azogues	1890	Alberto et Nicolás Muñoz Vernaza	Contrat expiré
11	Chemin de fer du sud	Chimbo-Sibambe-Riobamba	1890	Thadée d'Oksza	Suspendu par le Conseil d'État en 1891
12	Chemin de fer central	Bahía de Caráquez-Quito	1890	Palau et la Compagnie du chemin de fer central de l'Équateur (frères Forwood)	Contrat expiré
13	Chemin de fer du sud	Chimbo-Sibambe-Riobamba-Quito	1894	Th. Delort	Non sanctionné par le président

Depuis la période garcienne, le chemin de fer du sud est la ligne prioritaire. García Moreno souhaitait établir une communication rapide entre Yaguachi, accessible par voie fluviale depuis Guayaquil, et Sibambe, point d'arrivée de la route nationale. Lorsque les progressistes arrivent au pouvoir, la ligne s'étend sur une soixantaine de kilomètres, de Yaguachi au pont sur la rivière Chimbo. Chaque président progressiste fait adopter un contrat pour conclure le trajet restant, Chimbo-Sibambe, soit 80 kilomètres environ : Caamaño signe un contrat avec Marcus Jameston Kelly en 1885, Flores avec le comte Thadée d'Oksza en 1890 et Cordero avec Th.[891] Delort en 1894[892]. En 1887, Kelly obtient une modification du contrat original lui permettant de créer une société anonyme et un contrat complémentaire l'autorisant à prolonger la ligne dans l'autre sens, de Yaguachi à Durán, sur les rives du fleuve Guayas, en face de Guayaquil, sur un trajet de 22 kilomètres[893]. Plus tard, l'objectif de d'Oksza et de Delort est d'aller au-delà de Sibambe, jusqu'à Alausí et Riobamba. Delort compte ensuite construire une ligne jusqu'à Quito. Mais les trois contrats se soldent par un échec. Kelly ne réussit pas à tenir les délais et le gouvernement lance un arbitrage pour mettre fin au contrat en 1890. Le contrat d'Oksza est suspendu par le Conseil d'État en 1891 et le contrat Delort, après son approbation par le Congrès, n'entre pas en vigueur.

Le chemin de fer central, de Bahía de Caráquez à Quito, via Chone et Santo Domingo de los Colorados, est également un des principaux projets. Un premier contrat, approuvé en 1887, en confie la construction à l'entrepreneur colombien Ignacio Palau[894]. Comme les travaux n'avancent pas, le gouvernement de Flores entame un arbitrage contre le concessionnaire. Finalement, ce dernier s'associe avec la Compagnie du Chemin de fer Central de l'Équateur, établie à Londres par les frères Forwood, et ils obtiennent ensemble un nouveau contrat en 1890[895].

[891] Nous n'avons trouvé nulle part le prénom complet de Delort.
[892] *El Nacional. Alcance al número 180*, 18 août 1885, p. 1; et *Diario Oficial*, n°265, 12 septembre 1890, p. 1997-2000, pour les deux premiers. Selon Cárdenas Reyes, le projet Delort est rejeté par le Sénat le 13 août 1894 (CARDENAS REYES, María Cristina, *El progresismo azuayo*, *op. cit.*, p. 289). Nous n'en avons trouvé aucune trace sur le compte-rendu de cette date. En réalité, le projet est approuvé par le Sénat le 26 août et les deux Chambres se mettent d'accord sur la version définitive le 28, mais le décret n'est pas sanctionné par Cordero. Voir, à ce sujet, APL, Actas del Congreso extraordinario de 1894, Cámara del Senado, 26 août, p. 101 et 121, et 28 août, p. 128; et « Ferrocarril del sur », *El Republicano*, n°144, 22 août 1894, p. 715.
[893] *El Nacional*, n°264, 1er août 1887, p. 1078-1079 ; n°281, 26 août 1887, p. 1245.
[894] *El Nacional*, n°279, 24 août 1887, p. 1237-1238.
[895] *Diario Oficial*, n°265, 12 septembre 1890, p. 1991-1994.

Caamaño signe deux contrats pour la construction du chemin de fer du Pacifique ou du Pailón, entre Ibarra et San Lorenzo, d'abord avec Finlay et Wiswell en 1886[896], puis avec ce dernier et Frederick Wesson l'année suivante[897]. Comme Finlay décède peu de temps après la signature du premier contrat, et Wiswell obtient les droits de ses héritiers, ce dernier formule une nouvelle proposition en s'associant à Frederick Wesson. Toutefois, le nouveau contrat expire avant que les travaux commencent.

Finalement, pour assurer l'accès de Cuenca à la mer, les progressistes font approuver trois contrats pour la construction d'une voie ferrée de Machala ou Puerto Bolívar à Azogues, en passant par Cuenca. Un premier contrat est attribué au général hondurien Juan Antonio Medina en 1884, puis transféré à Juan Benigno Dávila, originaire de Cuenca, en 1887[898]. Mais les deux décèdent l'année qui suit la signature de leur contrat. La construction de cette ligne est ensuite confiée aux frères Nicolás et Alberto Muñoz Vernaza en 1890[899].

Deux projets mineurs destinés à transporter des produits d'exportation apparaissent à la même période : le chemin de fer de Baba et celui de Zaruma. Le premier correspond à une proposition de José Theakston, approuvée en 1887[900], pour la construction d'une voie ferrée cherchant à connecter le fleuve Babahoyo à la ville de Baba, puis cette dernière à Vinces, d'un côté, et à Puebloviejo ou Ventanillas, de l'autre. La ligne de Baba devrait faciliter les communications entre Guayaquil et les agglomérations situées en amont du bassin du Guayas, appartenant à la deuxième couronne du port principal, sur le front pionnier agricole, car elles ne sont accessibles en bateau à vapeur que pendant la saison des pluies. L'autre projet cherche à relier les mines d'or de Zaruma à Puerto Bolívar, le port de la ville de Machala. Le pentavirat approuve en 1883 un contrat avec Manuel Federico Muñoz et Gustavo Wilczynski pour la construction de la ligne, mais celle-ci ne verra le jour que sous la Révolution libérale.

Jean-Paul Deler et Kim Clark ont signalé la spécificité des projets de voies ferrées en Équateur[901]. Ils ne sont ni des chemins de fer de colonisation ni d'exportation, contrairement à la tendance générale en Amérique latine. Dans les pays voisins, le chemin de fer de La Oroya,

[896] *El Nacional*, n°62, 28 août 1886, p. 249-250.
[897] Le contrat est définitivement approuvé le 20 septembre, mais il ne sera pas sanctionné par Caamaño : « Cámara de Diputados. Acta del 8 de agosto », *El Nacional*, n°299, 20 septembre 1887, p. 1319.
[898] Nous n'avons pas trouvé le contrat de Medina, mais il a été transféré sans modification à Davila, dont la version est reproduite dans *Diario Oficial*, n°265, 12 septembre 1890, p. 1991-1994.
[899] *Diario Oficial*, n°265, 12 septembre 1890, p. 1995-1997.
[900] *El Nacional*, n°280, 25 août 1887, p. 1241.
[901] *Ibid*., p. 264; et CLARK, Kim, « El ferrocarril y las políticas de redención en Ecuador », *in El camino de hierro. Cien años de la llegada del ferrocarril a Quito*, Quito, FONSAL, 2008, p. 84.

par exemple, inauguré en 1871 au Pérou, ou celui du Pacifique, entre Buenaventura et Cali, conclu en 1915, sont destinés à rendre accessibles les gisements miniers et les plantations de café respectivement. Certes, en Équateur, le chemin de fer du sud permet le développement de la grande propriété vouée à l'agro-exportation autour de Yaguachi et de Milagro dans les années 1870. Quant au chemin de fer central, il a notamment pour but de desservir la zone cacaoyère de la vallée du fleuve Chone[902]. Mais ce n'est pas leur fonction principale. Aucune des lignes prévues n'est censée traverser le bassin du Guayas, la principale zone de production de cacao, sauf celle de Baba. Les projets du Pailón, de Bahía, de Sibambe et de Machala ont surtout pour vocation de désenclaver les principales villes andines, Ibarra, Quito, Ambato, Riobamba, Cuenca et Azogues. Leur objectif est donc d'assurer une connexion permanente entre la *Sierra* et la Côte. Quant au projet phare, le chemin de fer du sud, il cherche à consolider l'axe central Guayaquil-Quito, c'est-à-dire la zone la plus densément peuplée du pays, qui réunit quatre des cinq villes les plus grandes (Quito, Guayaquil, Ambato et Riobamba) et près de deux tiers de la population[903]. Il n'est pas surprenant, dans ce contexte, que les deux exceptions correspondent uniquement à des projets mineurs : le chemin de fer de Baba et celui de Zaruma.

Malgré cette fièvre *ferrocarrilera*, les désillusions se multiplient toutefois à partir de 1889, lorsque la construction des voies ferrées se révèle bien plus complexe que ne l'auguraient les progressistes sous Caamaño. L'Équateur accumule échec après échec. En 1891, tous les contrats signés jusqu'alors ont été annulés. La plupart expirent parce que les entrepreneurs ne commencent pas les travaux à temps. D'autres sont soumis à des tribunaux d'arbitrage. Il se peut aussi que le président ne sanctionne pas le décret d'approbation du contrat. Le concessionnaire n'accepte pas toujours les modifications apportées par le Parlement. Il compte alors sur les objections présidentielles comme un dernier recours pour faire valoir ses positions. Mais le président n'a toujours le temps de soumettre ses objections au Congrès avant la fin de la session parlementaire et refuse parfois de convoquer un Congrès extraordinaire uniquement pour traiter cette question, de sorte que le décret d'approbation n'est jamais sanctionné. C'est ce qui s'est vraisemblablement produit dans le cas du contrat Wiswell-Wesson, en 1887, et du contrat Delort, en 1894, qui, malgré leur adoption par le Parlement, n'ont jamais été publiés au journal officiel.

[902] ORTIZ CRESPO, Gonzalo, *La incorporación del Ecuador al mercado mundial*, *op. cit.*, p. 201 ; DELER, Jean Paul, *Ecuador. Del espacio al Estado nacional*, *op. cit.*, p. 264.
[903] *Ibid.*, p. 265.

2) Les motivations des projets ferroviaires

Comme le signale Kim Clark, le chemin de fer apparaît comme le meilleur instrument du projet modernisateur de la Révolution libérale. Or, pendant cette période, l'objectif de cette régénération n'est pas le Littoral, une région connectée par un réseau de fleuves navigables et intégrée au marché international, mais la zone andine, dont on considère à l'époque que, par son isolement, elle accuse un retard considérable vis-à-vis de la Côte[904]. D'après Kim Clark, le projet du chemin de fer du sud répond aux intérêts divergents, voire contradictoires, de différents groupes dominants, pour lesquels la réforme régionale dans la *Sierra* est l'enjeu principal. Pour les commerçants de Guayaquil, la voie ferrée représente la possibilité de vendre dans le plateau andin des produits importés. Les producteurs de cacao espèrent qu'elle leur donnera accès à la main d'œuvre indienne en accélérant les dynamiques migratoires de la *Sierra* centrale vers le bassin du Guayas, ce qui entrainera, par la même occasion, la baisse des salaires dans la Côte, bien plus élevés que dans les provinces de l'intérieur. Quant aux *terratenientes* andins, ils entrevoient l'émergence d'un marché national leur permettant de vendre les produits de leurs *haciendas* dans le Littoral[905]. Clark fait référence à la Révolution libérale, mais cette analyse nous semble tout aussi valable pour la période progressiste. En effet, le progressisme repose, précisément, sur une coalition entre les fractions *terratenientes* des Andes et une partie de l'oligarchie de Guayaquil. Ce n'est donc pas un hasard si, sous le progressisme, les projets et les contrats ferroviaires se multiplient, notamment sous le pentavirat et Caamaño : neuf contrats sur treize, sont adoptés en quatre ans, entre 1883 et 1887. C'est là que la coalition progressiste semble la plus solide, avant que la bourgeoisie agro-commerciale de Guayaquil et la fraction *terrateniente* garciano-cléricale ne commencent à s'en détacher, sous la présidence de Flores. Le Congrès de 1887 est particulièrement prolifique, car il approuve les contrats Theakston, Palau, Wesson-Wiswell, la réforme du contrat original de Kelly et le contrat complémentaire pour la ligne Durán-Yaguachi. Il accepte également de transférer à Juan Benigno Dávila les droits de Medina pour la construction de la voie ferrée de Machala à Azogues. Francisco Ortega, député libéral-catholique de la province d'El Oro, se félicite de cette profusion de projets : « aplaudo el entusiasmo que la actual Legislatura ha tenido para cruzar de ferrocarriles la Nación »[906].

[904] CLARK, Kim, « El ferrocarril y las políticas de redención en Ecuador », *art. cit.*, p. 89.
[905] *Ibid.*, p. 94-96.
[906] « Cámara de Diputados. Acta del 5 de agosto », *El Nacional*, n°295, 15 septembre 1887, p. 1304.

Dans tous les cas, la réforme régionale, c'est-à-dire la modernisation de la *Sierra* et son ouverture au monde, est une priorité, non seulement pour la Révolution libérale, à partir de 1895, mais aussi pour le progressisme, comme en témoigne le diagnostic de Menten en 1892 :

> El comercio tanto de exportación como de importación se halla floreciente solo en la Costa y produce sus efectos que están a la vista, riqueza y bienestar material. Reducido y muy reducido es para las provincias del Interior y con el aumento de las necesidades que se desarrollan se deja sentir el peso que enerva todo ensayo de adelanto. Qué insignificante toda exportación del interior; pues se reduce simplemente a lo que se necesita en la reducida población de la Costa que no puede compararse con la del interior, y además a algunos artículos que se necesitan en el extranjero por no poseerlos. Qué gravosa toda importación de afuera con la imposibilidad de transporte cuando a peso de oro se compra lo que se exige ya por las circunstancias, o el lujo lo reclama. Menciono solo la introducción de coches y pianos, que por razón de la introducción ya llegan al triple de su valor[907].

Si les *terratenientes* modernisateurs de la zone andine soutiennent les projets de chemins de fer, c'est parce que ceux-ci permettent à la production de la *Sierra* de trouver des débouchés. C'est ce que laisse entendre Cordero, propriétaire producteur de quinquina, lorsqu'en 1885 il félicite ses collègues au Sénat pour avoir approuvé le contrat Kelly. Il présente le chemin de fer du sud comme seul salut des provinces andines, « comarcas cuyos productos, maravillosamente multiplicados, merced a la industria estimulada por la retribución, bajarán a los mercados de la costa, o harán, sin estorbo alguno, un viaje más largo y provechoso »[908].

L'émergence d'un marché interne apparaît également comme une manière d'accroître la production des *haciendas* andines, afin de compenser la mise en place du nouvel impôt de trois pour mille. En effet, le projet de remplacement de la dîme devient une réalité sous Antonio Flores, en novembre 1889. Comme, dans les Andes, seule une petite partie des *haciendas* correspond à des terres cultivées, il est plus rentable pour les *terratenientes* de payer un dixième de la production plutôt que l'impôt de trois pour mille sur d'immenses propriétés qui produisent peu. Il n'est donc pas surprenant qu'ils soutiennent la mise en place de lignes ferroviaires en direction de la Côte. En 1890, des « commerçants impartiaux » de la *Sierra* publient un pasquin demandant au Congrès d'accepter le nouveau projet de contrat pour le chemin de fer central.

---

[907] « Informe de la Dirección general sobre las Obras públicas trabajadas en el bienio de 1890-1892 », *Informe del Ministro de lo Interior al Congreso ordinario de 1892. Segunda parte. Obras públicas*, Quito, Imprenta del gobierno, 1892, p. 3.
[908] « Cámara del Senado. Acta del 8 de agosto », *El Nacional*, n°191, le 16 octobre 1885, p. 4.

Selon eux, seule une voie directe vers la Côte pourrait faire sortir la zone andine de son état de prostration et permettre aux commerçants de payer leurs impôts sans rechigner :

> Désenos una vía férrea para la Costa y satisfaremos las contribuciones sin repugnancia. Gravarnos con nuevas gabelas y no facilitarnos los medios de pagarlas es un hecho que no corresponde a la confianza depositada por los pueblos en el actual Congreso. […] Ofrézcanse al pueblo medios expeditos para el desarrollo de todo ramo de industria, y los tributos no nos serán dolorosos[909].

Le chemin de fer ouvre pour les produits agricoles de la *Sierra* des débouchés, qui ne sont pas seulement ceux de la Côte, dont la population, quoiqu'en pleine croissance, ne représente qu'une fraction de celle de la région andine ; ce sont aussi les débouchés du marché international. Caamaño considère les voies ferrées comme un moyen efficace de combler le déficit de la balance commerciale de l'Équateur, constamment dans le rouge dans les années 1880[910], alors que la concurrence des colonies européennes sur le marché du cacao commence à se faire sentir :

> Hoy que nuestra exportación se ve seriamente amenazada por la absorbente agricultura extranjera, es indispensable dar facilidades a la traslación de los productos que tenemos, poniéndolos en aptitud de sostener una provechosa competencia. Entonces se explotarán terrenos inmensos y artículos nuevos; tendremos con qué pagar nuestras compras en el exterior[911].

Le rail est, en somme, synonyme de prospérité. Les projets de chemin de fer sont systématiquement associés au progrès et à des termes tels que « riqueza », « bienestar », « engrandecimiento », « civilización », « porvenir », « futuro »[912].

Pour le journal progressiste *El Independiente*, l'incapacité des projets ferroviaires à surmonter la barrière des Andes exclut la *Sierra* de la marche vers le progrès : « El gran problema de los

---

[909] Comerciantes imparciales, *Ferrocarril central*, Quito, Imprenta del clero, 1890, p. 1 et 3.
[910] AYALA MORA, Enrique, *Lucha política y origen de los partidos en Ecuador*, *op. cit.*, p. 206-207.
[911] « Cámara de Diputados. Acta del 11 de junio », *El Nacional*, n°169, 23 juin 1887, p. 2.
[912] Les exemples sont omniprésents dans les documents officiels et la presse. Nous nous contenterons de citer la dernière intervention de Luis Cordero au Sénat de 1885, « Cámara del Senado. Acta del 8 de agosto », *El Nacional*, n°191, le 16 octobre 1885, p. 4 ; l'éditorial du journal officiel, « El ferrocarril », *El Nacional*, n°199, 25 décembre 1885, p. 2 ; une lettre de M. J. Kelly au gouverneur de la province du Guayas, reproduite dans *Informe del Ministro de lo Interior y Relaciones exteriores al Congreso constitucional de 1886*, *op. cit.*, p. 28 ; le rapport du ministre des Travaux publics et celui du dépositaire judiciaire du chemin de fer de Sibambe, dans *Informe del Ministro de Obras y Crédito Públicos al Congreso Constitucional de 1894*, *op. cit.*, p. 5 et Annexe 7, p. 97 ; *Informe del Ministro de Instrucción pública, Negocios eclesiásticos, Justicia, Beneficencia y Caridad y Estadística al Congreso constitucional de 1894*, Quito, Imprenta del gobierno, 1894, p. 39.

ferrocarriles está, como tenemos dicho, en trasmontar las cordilleras, especialmente si son gigantescas como los Andes, que más que las murallas chinas sirven de barrera a la invasión del progreso »[913]. Or, les Andes sont une barrière non seulement au progrès, mais à l'unité nationale. Les chemins de fer ont donc vocation à « vaincre les Andes pour souder la nation »[914]. Les notables provinciaux, il est vrai, ont tendance à défendre le projet de voie ferré destiné à traverser leur territoire. Cependant, au-delà des motivations provinciales, ce sont les principes du bien commun et de l'intérêt général qui sont invoqués pour justifier les divers projets. Lorsque le discours progressiste énumère les conséquences bénéfiques des chemins de fer, il ne se contente pas d'annoncer la fin de l'enclavement des villes andines, considérées individuellement ; il insiste surtout sur les impacts nationaux. L'ingénieur Modesto López est d'emblée conscient du potentiel homogénéisateur des voies de communication. Ainsi, il écrit en 1878 que les chemins : « unidos entre sí los pueblos esparcidos en las diferentes partes del territorio, contribuyen a darles aquella unidad que da como resultado la igualdad en hábitos, necesidades y costumbres »[915]. Quatorze ans plus tard, il reprend ce même raisonnement :

> Con buenos caminos vecinales se unirán los pueblos esparcidos en las diferentes partes del territorio, se estrecharán los lazos sociales, participarán en común de su riqueza y bienestar, se establecerá mejor la Nación y se le dará aquella unidad que ha de ser resultado de la igualdad en hábitos, necesidades y costumbres, obra siempre del frecuente trato que las relaciones comerciales establecen. Por eso se ha dicho y con razón, que el comercio interior es el mayor movimiento de la riqueza pública de un país[916].

Ces propos résument bien les fonctions attribuées aux voies de communication depuis García Moreno : homogénéisation culturelle, émergence d'un marché intérieur et consolidation de l'unité nationale. Le progressisme assume une telle conception et se montre même bien plus ambitieux, car son intention n'est pas simplement de construire des chemins d'*herradura* entre les villages, mais des routes et des chemins de fer. Les progressistes voient dans les projets ferroviaires un moyen de stimuler à la fois l'échange des marchandises et celui des idées. Franchir la barrière physique des Andes signifie aussi, à leurs yeux, franchir les barrières mentales, afin de créer les conditions d'un sentiment partagé de fraternité, né d'un contact

[913] « Ferrocarril del sur », *El Independiente*, Quito, n°20, 22 février 1890, p. 2.
[914] DEMELAS, Marie-Danielle et SAINT-GEOURS, Yves, *op. cit.*, p. 179.
[915] *El ocho de septiembre*, n°65, le 13 mars 1878, p. 3.
[916] LÓPEZ, Modesto, *Los ferrocarriles*, Quito, Imprenta de Sanz, 1892, p. 9.

fécond entre les différentes localités[917]. Un article publié par *El Progreso* en 1887 montre bien que la consolidation de l'unité nationale est l'enjeu central du programme d'infrastructures :

> Comunicarse fácilmente unas poblaciones con otras; darse cuenta frecuente de su progreso recíproco; estimularse cada día para marchar paralelas en el trabajo; transmitirse ideas y sentimientos, con utilidad común; cambiar mercancías en tráfico incesante, con mutuo y creciente provecho; acercarse, dichas poblaciones, unas a otras; reconocerse, estimarse, ligarse con estrechos vínculos, hasta formar una sociedad sola, a pesar de la distancia que entre ellas se interpone[918].

Pour les progressistes, une des vertus de l'homogénéisation de la société équatorienne est le reflux des identités régionales qui perpétuent l'instabilité politique du pays et affaiblissent l'État. Ainsi, Caamaño considère que « solo el ferrocarril con su tráfico podrá borrar algún día al maldito regionalismo »[919]. De même, pour *El Progreso*, seul le développement des voies de communication peut compenser la supériorité, réelle ou supposée, d'une province par rapport à une autre. Selon le journal, les routes et les chemins de fer permettraient de réduire les déséquilibres territoriaux et de faire reculer le régionalisme : « Pueblo que vive solo vegeta precisamente en un deplorable atraso, con la agravante circunstancia de creerse, sin embargo, muy superior a los demás […]. De aquí provienen la mutua antipatía y menosprecio con que han solido mirarse las diversas provincias del Ecuador »[920]. Pour *El Progreso*, seul un ambitieux programme d'infrastructures assurera un progrès « uniforme et solidaire »[921].

Par ailleurs, aux yeux des élites, le train apportera également la paix. Conservateurs et progressistes s'emploient à dépolitiser les actions des *montoneras* qui prolifèrent sur le Littoral entre 1884 et 1887, en les présentant comme de simples associations de malfaiteurs poussés au crime par l'oisiveté. Le développement économique apporté par le train devrait mettre le peuple au travail. Pour Caamaño, le président progressiste qui a le plus combattu les *montoneras*, avec le chemin de fer du sud « daremos ocupación a los conspiradores vagos »[922]. L'intervention du député conservateur Víctor Gómez Jurado au Parlement pour soutenir le projet du Pailón illustre particulièrement la méfiance des élites vis-à-vis des secteurs populaires, par définition réticents

[917] « El ferrocarril », *El Nacional*, n°199, 25 décembre 1885, p. 2 ; et *El Ecuatoriano*, n°29, 7 juin 1887, p. 190.
[918] « Caminos », *El Progreso*, n°74, 8 juin 1887, p. 67.
[919] Archivo Histórico del Ministerio de Cultura y Patrimonio, JJC.01649, lettre 94, 27 février 1889, lettre de José María Plácido Caamaño à Antonio Flores.
[920] « Caminos », *El Progreso*, *art. cit.*, p. 67.
[921] *Ibid*.
[922] « Cámara de Diputados. Acta del 11 de junio », *El Nacional*, n°169, 23 juin 1887, p. 2.

au travail, selon lui. Seule l'arrivée du train permettrait de les « civiliser » et de les rendre utiles au progrès de la patrie : « Tendremos, a no dudarlo, otra gran ganancia en la parte moral de la sociedad: se dará estímulo poderoso al trabajo; se evitará el ocio en las masas populares. […] Es triste decirlo, la mayoría de nuestros revolucionarios se compone de gente sin ocupación, y los más de los criminales comunes deben su infamia y su desgracia a la falta de trabajo »[923]. Achever les voies ferrées permettrait de bannir définitivement l'esprit révolutionnaire et de mettre fin à la mobilisation de la paysannerie du Littoral. Pour Andrés Fernández Córdova, gouverneur de Manabí, une des provinces les plus touchées par les *montoneras*, « solo el hermoso día en que la locomotora, partiendo de nuestras costas, vaya a pasar, después de pocas horas, en la ilustre e ilustrada Capital de la República, dejará el Ecuador de ser insurgente »[924].

En somme, une grande diversité d'arguments et d'intérêts justifient la construction des voies ferrées. Celles-ci sont associées à l'idée de rédemption, car elles sont censées apporter le progrès dans tous les domaines. D'ailleurs, une fois au pouvoir, Alfaro popularisera l'expression « obra redentora » pour qualifier le chemin de fer de Guayaquil à Quito. Mais c'est dès la période progressiste que les projets de lignes ferroviaires se voient attribuer une fonction sotériologique. En 1891, le journal progressiste *El Censor* de Guayaquil défend le contrat d'Oksza lorsque le Conseil d'État, sous l'impulsion du dirigeant conservateur Camilo Ponce, décide de le suspendre. Il emploie à plusieurs reprises l'expression « obra de redención » pour désigner le chemin de fer du sud[925]. L'expression « obra redentora » apparaît, également lors des débats parlementaires, dans la bouche du sénateur progressiste Antonio Fernández Córdova et du sénateur libéral Constantino Fernández, pour qualifier le chemin de fer de Bahía et celui de Sibambe respectivement[926]. Palau, Caamaño et la presse de Guayaquil emploient plusieurs adjectifs pour qualifier la nature de cette rédemption : nationale, économique, politique, sociale, morale[927]. Les chemins de fer apparaissent comme la solution à tous les maux du pays ; ils représentent le meilleur espoir d'une régénération collective. L'éditorial du journal officiel, publié après la signature du contrat Kelly, résume bien la transformation totale promise par le

[923] « Cámara de Diputados. Acta del 6 de agosto », *El Nacional*, n°298, 19 septembre 1887, p. 1316.
[924] *Diario Oficial*, n°27, le 6 mars 1889, p. 210.
[925] « El fracaso », *El Censor*, n°469, 6 juillet 1891, p. 2 ; « Nota editorial », n°471, 8 juillet 1891, p. 2 ; « En el Consejo de Estado », n°487, 29 juillet 1891, p. 2 ; « La última palabra », n°528, 17 septembre 1891, p. 2.
[926] APL, Actas del Congreso ordinario de 1890, Cámara del Senado, 12 juillet, p. 188 ; et Actas del Congreso extraordinario de 1894, Cámara del Senado, 21 août, p. 8.
[927] « Nota editorial » et « En el Consejo de Estado », *El Censor*, *art. cit.* ; « Ferrocarril del sur », *El Globo*, n°1993, 1er mai 1894, p. 2 ; « Informe del Sr. Gobernador de la Provincia del Guayas », *Informe del Ministro de Obras y Crédito Públicos al Congreso Constitucional de 1894*, *op. cit.*, s. p. ; PALAU, Ignacio, *Ferrocarril central. Hagamos luz*, Bahía de Caráquez, s.e., 1890, p. 3.

rail : « El ferrocarril es para los pueblos por donde atraviesa vida, actividad, energía, fuerza, movimiento, producción, riqueza, bienestar, orden, paz y moralidad de las costumbres. En una palabra, el ferrocarril es, hasta cierto punto, la síntesis de la perfectibilidad humana »[928].

3) Le consensus autour des chemins de fer

Kim Clark signale l'émergence d'un cadre discursif commun pendant la Révolution libérale autour du projet de chemin de fer de Guayaquil à Quito[929]. Cependant, à notre sens, ces éléments de langage sont déjà présents, pendant la période progressiste, dans les discours sur les projets de voies ferrées. En témoigne le relevé que nous avons effectué dans les déclarations de plusieurs partisans des lignes ferroviaires, celles d'hommes politiques comme Emilio Chiriboga, progressiste, ou les frères José María et Luis Felipe Borja, libéraux, celles des autorités politiques, telles que Cordero et ses ministres de la Justice et des Travaux publics, celles des ingénieurs, comme Cristóbal Thill, celle de la presse, comme le journal progressiste *El Ecuatoriano* ou le libéral *El Globo*. Ces acteurs insistent tous sur l'unanimisme autour des projets ferroviaires. D'après eux, ce seraient tous les Équatoriens dans leur ensemble qui soutiendraient ce vaste programme d'infrastructures : « todos »[930], « todos los ecuatorianos »[931], « todos los habitantes del Ecuador »[932], « todos los órganos de la prensa nacional »[933]. Promouvoir la construction des voies ferrées reviendrait donc à apporter une réponse aux exigences de la nation, c'est-à-dire « el vivo anhelo que todos tenemos »[934] et « la aspiración general »[935]. Ce serait, en fin de compte, assurer l'intérêt national. C'est pourquoi

[928] « El ferrocarril », *El Nacional*, n°199, 25 décembre 1885, p. 2.
[929] CLARK, Kim, « El ferrocarril y las políticas de redención en Ecuador », *art. cit.*, p. 106.
[930] Pétition d'Emilio Chiriboga reproduite dans « Cámara del Senado. Acta del 7 de julio », *El Nacional*, n°444, 23 juillet 1888, p. 1888 ; *Informe del Ministro de Instrucción pública al Congreso constitucional de 1894*, *op. cit.*, p. 39 ;
[931] BORJA, José María, *El contrato d'Oksza y el doctor Camilo Ponce*, Guayaquil, Imprenta de *La Nación*, 1891, p. 9 ; *Informe del Ministro de Obras y Crédito Públicos al Congreso de 1894*, *op. cit.*, p. 4-5 ; et THILL, Cristóbal, *Informe del Sr. Ingeniero D. Cristóbal Thill sobre el rumbo que puede seguir el ferrocarril del Sur entre Chimbo y Sibambe*, Quito, Imprenta del gobierno, 1894, p. 11.
[932] Lettre de Luis Cordero reproduite dans « Anexo n°6 », *Informe del Ministro de Obras y Crédito Públicos al Congreso Constitucional de 1894*, *op. cit.*, p. 79.
[933] « Ferrocarriles », *El Ecuatoriano*, n°11, 14 juin 1890, p. 86.
[934] *Informe del Ministro de Instrucción pública al Congreso constitucional de 1894*, *op. cit.*, p. 39.
[935] *Informe del Ministro de Obras y Crédito Públicos al Congreso de 1894*, *op. cit.*, p. 4-5.

les partisans des chemins de fer rappellent le besoin de doter le pays de lignes ferroviaires : « necesidad urgente »[936], « absoluta necesidad »[937], « necesidad urgente y absoluta »[938]. Cette urgence apparaît comme « una verdad incuestionable »[939]. Luis Felipe Borja résume en ces termes le discours dominant sur les chemins de fer à l'époque : « La absoluta necesidad de vías férreas es ahora en el Ecuador un axioma: el Presidente de la República y el último ciudadano, el propietario y el menestral, el rico y el pobre, todos saben a ciencia cierta que solo las vías férreas pueden […] traernos la civilización »[940].

Pour certains, c'est la ligne Chimbo-Sibambe, qui doit voir le jour à tout prix, en raison de son caractère stratégique puisqu'elle vise à unir les deux principales villes du pays : « aun a costa de extraordinarios quebrantos », pour Caamaño[941], « aunque sea a costa de los más duros sacrificios », selon *El Globo*[942], « de cualquier manera que sea » pour le dépositaire judiciaire du chemin de fer du sud[943]. Pour Menten, directeur des travaux publics de 1889 à 1892, et pour Vicente Gonzáles Bazo, un des principaux défenseurs du projet de d'Oksza, les bénéfices seront toujours supérieurs au coût du chemin de fer du sud. D'après Gonzáles Bazo, « Si a alguno pudiera el contrato parecer algo gravoso, que nos anticipamos desde hoy a negar, compare bien lo que en cambio recibe el país y las probabilidades que el mismo proporciona para el mejoramiento general en todo sentido »[944]. Pour sa part, Menten, malgré sa déception après l'échec de tous les projets ferroviaires, appelle cependant à poursuivre la ligne de Sibambe : « Hágase por la Nación, hágase por la empresa; pero hágase. Lo único que digo que aún lo más caro resulta barato en vista de las ventajas que de allí resultarán »[945].

Le besoin de doter le pays de voies ferrées n'est pas remis en cause. Au contraire, chacun veut faire passer le train dans sa province d'origine. Avant 1890, jusqu'à ce que le débat sur les voies ferrées commence à polariser l'opinion publique, les élites provinciales réclament une ligne desservant leur territoire. Le Conseil municipal de Guaranda, par exemple, propose de faire

---

936 « Ferrocarriles », *El Ecuatoriano*, *art. cit.*, p. 86 ; « Ferrocarril del sur », *El Globo*, *art. cit.*, p. 2.
937 BORJA, Luis Felipe, *Ferrocarriles*, Quito, Imprenta del clero, 1894, p. 1.
938 BORJA, José María, *op. cit.*, p. 9.
939 « Cámara del Senado. Acta del 7 de julio », *El Nacional*, n°444, 23 juillet 1888, p. 1888.
940 BORJA, Luis Felipe, *Ferrocarriles*, *op. cit.*, p. 1.
941 « Informe del Sr. Gobernador de la Provincia del Guayas », *Informe del Ministro de Obras y Crédito Públicos al Congreso Constitucional de 1894*, *op. cit.*, s. p.
942 « Ferrocarril del sur », *El Globo*, *art. cit.*, p. 2.
943 « Anexo n°7 », *Informe del Ministro de Obras y Crédito Públicos al Congreso Constitucional de 1894*, *op. cit.*, p. 97.
944 GONZÁLES BAZO, Vicente, *El contrato d'Oksza*, s. l., Imprenta católica, 1889, p. 12.
945 « Informe de la Dirección general sobre las Obras públicas trabajadas en el bienio de 1890-1892 », *Informe del Ministro de lo Interior al Congreso ordinario de 1892. Segunda parte*, *op. cit.*, p. 8.

passer le chemin de fer du sud par la province de Bolívar, dont il prendrait le nom[946]. Les intentions du Conseil sont secondées par un des principaux notables de la province, Ángel Polibio Chaves, qui en tant que sénateur essaie encore en 1890 de faire passer la ligne par Guaranda, sans succès[947]. En 1885, Finlay et Wiswell présentent au Parlement leur projet de contrat pour le chemin de fer du nord, destiné à donner à la ville d'Ibarra, capitale de la province d'Imbabura, un accès à la mer. Les sénateurs de la province, l'évêque González Calisto, le chanoine Manuel Páez et le libéral Rafael Rodríguez Maldonado, défendent le projet et cherchent à convaincre leurs collègues de lui donner la même priorité qu'à la proposition de Kelly, mais en vain[948]. Le Sénat n'a pas le temps de traiter la proposition de Finlay et Wiswell avant la fin de la session parlementaire et elle ne sera approuvée que l'année suivante. En 1887, plusieurs propriétaires de Quito présentent une pétition demandant au Congrès d'accepter la proposition d'Ignacio Palau pour la construction du chemin de fer central, reliant directement la capitale à la mer[949].

L'approbation des projets de chemins de fer suscite l'enthousiasme des localités que le train doit traverser. Emilio Chiriboga, un des soutiens du progressisme à Riobamba, souligne en 1888 « el general aplauso y favorable acogida con que han sido aceptadas cuantas propuestas relativas a Ferrocarril se han presentado antes las Cámaras Legislativas »[950]. En effet, l'approbation des contrats donne lieu à des témoignages de reconnaissance envers le gouvernement et le Congrès, notamment des cérémonies solennelles et des célébrations spontanées. En 1887, les habitants d'Ibarra félicitent Caamaño et les membres Congrès, particulièrement les parlementaires d'Imbabura, pour avoir approuvé le deuxième contrat du chemin de fer du Pacifique : « Gratitud a la legislatura de 1887. Loor al Excmo. Señor doctor don José María Plácido Caamaño, presidente constitucional de la República. Alabanza y aliento a los nobles imbabureños que tan bien han sabido representar los intereses de su Patria en el Congreso »[951]. Après la signature du contrat pour le chemin de fer central, une cérémonie officielle rassemblant le chef politique du canton, Palau et la plupart des *vecinos* a lieu le 13 février 1888 à Bahía de Caráquez à l'occasion de l'inauguration des travaux de la voie ferrée[952].

[946] *El ferrocarril de Bolívar*, Riobamba, Imprenta del Seminario, 1886.
[947] APL, Actas del Congreso ordinario de 1890, Cámara del Senado, 30 juillet, p. 308.
[948] « Cámara del Senado. Acta del 14 de julio », *El Nacional*, n°179, 11 août 1885, p. 2.
[949] *Ferrocarril de Quito a Bahía*, Quito, Imprenta del clero, 1887, p. 1-2.
[950] « Cámara del Senado. Acta del 7 de julio », *El Nacional*, n°444, 23 juillet 1888, p. 1888.
[951] « Al Congreso de 1887 y a S. E. el presidente de la República », feuille volante reproduite dans *El Nacional*, n°288, 5 septembre 1887, p. 1276.
[952] *El Nacional*, n°386, le 12 mars 1888, p. 1666.

Lorsque le contrat d'Oksza est enfin signé devant notaire, le 4 novembre 1890, une manifestation spontanée se produit à Riobamba pour célébrer l'évènement, dont la *Revue municipale* de la ville rend compte :

> El placer se desborda por todos los ámbitos de la ciudad; se echan a volar vocingleras las campanas en las torres; la población se ostenta empavesada con el Nacional Estandarte; las bandas de música acuden a la plaza principal y prorrumpen en acordes de alborozo; todas las clases sociales acuden también con su contingente de alegría y al estruendo entusiasmador de salvas y camaretas se unen los vítores unánimes de la anhelante multitud. En medio de esta frenética algazara, y vivando a los miembros de la Diputación del Chimborazo, se dirige el pueblo, encabezado por las autoridades de la provincia y lo más notable de su juventud, a la casa de habitación del Sr. Dr. D. Pedro I. Lizarzaburu, presidente del Senado en el Congreso de 1890, y dándole las gracias por la notable parte que había tomado para realizar la felicidad que sonreía a la provincia, regresa nuevamente a la plaza principal[953].

Les habitants de la ville se rassemblent sur la place principale, accompagnés de Pedro Lizarzaburu, de son neveu Manuel Lizarzaburu, alors gouverneur du Chimborazo, et des membres de la Cour provinciale de justice, dont Pacífico Villagómez et José María Banderas, deux anciens députés ayant soutenu le projet. Les notables entrent ensuite dans l'hôtel de ville où ils improvisent des discours pour se féliciter de l'arrivée prochaine du train.

II) Des difficultés majeures

Pourtant, les espoirs que suscitent les projets de voies ferrées sont bientôt déçus par les difficultés de leur réalisation. La présidence d'Antonio Flores est une période de désillusions. En 1891, lorsque le Conseil d'État décide de suspendre le contrat d'Oksza, les douze contrats

[953] *Revista Municipal*, Riobamba, n°62, 22 novembre 1890, reproduit dans *Refutación documentada de los cargos hechos al gobierno en el folleto "El contrato d'Oksza ante el Consejo de Estado"*, Quito, Imprenta del gobierno, 1892, Annexe G, p. VI-VII.

approuvés depuis la Restauration ont été suspendus. La construction des lignes ferroviaires rencontre des obstacles qui finissent par susciter le scepticisme de l'opinion publique, scepticisme qui perdurera même jusqu'à la Révolution libérale.

1) Chemins de fer et dette

À partir des années 1880, en Équateur, comme l'indique Alberto Acosta, « la deuda externa y el ferrocarril eran tema prioritario. La primera, como un problema a ser resuelto y el segundo, como un mecanismo para lograrlo »[954]. Mais l'inverse était aussi valable, à notre sens. Conscients qu'ils ne disposent pas des capitaux nécessaires, les concessionnaires des projets les plus importants, Kelly et Palau, décident de recourir à des emprunts à l'étranger. Palau annonce qu'il a pu créer une compagnie pour le chemin de fer central, en juillet 1889 pendant un voyage en Europe [955]. Il s'agit d'une société fondée à Londres par les frères Forwood. Kelly, de son côté, demande en 1887 une modification du contrat original de 1885, pour être autorisé à constituer une société anonyme réunissant les fonds nécessaires à la conclusion du chemin de fer du sud[956]. L'année suivante, il fonde la Compagnie du Chemin de fer et des Travaux publics de Guayaquil. Toutefois, les efforts des concessionnaires pour réunir des capitaux à l'étranger se révèlent infructueux. La principale difficulté est la réputation d'insolvabilité de l'État équatorien[957], surtout depuis la suspension des paiements décidée par García Moreno en 1869. De manière générale, au XIXe siècle, l'Équateur n'aura assuré le service de la dette que pendant seize ans, de 1854, année de la signature de l'accord Espinel-Mocatta, à 1869, puis brièvement entre 1893 et 1894. Comme l'explique Acosta, « así se comprende que, durante mucho tiempo en el siglo pasado el país no fuera sujeto de crédito en la banca internacional. Sobre el país pesaba el problema no resuelto de la deuda de la Independencia »[958]. Kelly et Palau en sont pleinement conscients et utilisent cet argument pour justifier le retard dans les travaux[959].

[954] ACOSTA, Alberto, *La deuda eterna. Una historia de la deuda ecuatoriana*, Quito, Grupo de trabajo sobre deuda externa y desarrollo, 1990, p. 123.
[955] *Diario Oficial*, n°148, le 15 octobre 1889, p. 1246.
[956] *El Nacional*, n°264, 1er août 1887, p. 1078-1079.
[957] DELER, Jean Paul, *Ecuador. Del espacio al Estado nacional*, *op. cit.*, p. 268.
[958] ACOSTA, Alberto, *La deuda eterna*, *op. cit.*, p. 122.
[959] « Informe del señor don Marco J. Kelly, relativo al ferrocarril de Yaguachi », *Informe del Ministro de lo Interior y Relaciones exteriores al Congreso constitucional de 1888*, *op. cit.*, s. p ; PALAU, Ignacio,

En dépit des difficultés à attirer des capitaux étrangers, en février 1889, Kelly obtient un emprunt de neuf millions de francs auprès de la Banque d'Escompte de Paris pour financer la ligne Chimbo-Sibambe. Il propose comme garanties l'*estanco* du sel et le trajet déjà en service, Yaguachi-Chimbo, que le gouvernement lui a confiés conformément au contrat de 1885. Malgré le montant considérable de cet emprunt, les travaux n'avancent pas ; un an plus tard, Flores décide d'entamer un arbitrage. La presse s'interroge même sur des possibles abus, notamment la disparition des neuf millions que la compagnie de Kelly a empruntés en France. En 1890, le correspondant du journal *El Argos* à Guayaquil dénonce l'usage qui en a été fait :

> Una buena parte en *comisiones* abonadas a los que embaucaron a esos infelices [los suscriptores del empréstito]; otra en cubrir los créditos atrasados; otra en la construcción de un espléndido palacio en Durán para que lo habiten los *altos empleados* de la empresa; el resto en reparar los derrumbes de la primera legua comenzada a trabajar por Kelly; en enriquecer a los subcontratistas del otro extremo de la línea; en sueldos pingües a determinados personajes[960].

Le gouvernement de Flores refuse de reconnaître la responsabilité de l'État dans cet emprunt. En juillet 1889, le consul à Paris, Clemente Ballén, écrit aux directeurs de la Banque d'Escompte pour leur signaler que le gouvernement de l'Équateur est complètement étranger à l'opération effectuée par la compagnie de Kelly[961].

Dans le rapport au Conseil d'État préalable à l'arbitrage contre Kelly, Camilo Ponce se montre pessimiste. Comme Kelly n'est pas en mesure de respecter les délais prévus par le contrat, il considère que l'État doit reprendre le contrôle du sel et de la ligne existante, sans reconnaître l'emprunt obtenu par la compagnie. Toutefois, Ponce annonce les conséquences désastreuses d'une telle décision :

> El rudo golpe que nuestro espirante crédito público externo sufriera con la suspensión de pagos de las anualidades destinadas a servir y amortizar el empréstito de los 9 000 000 de francos de que es deudora la Compañía de ferrocarril y Obras públicas de Guayaquil. El retiro del ramo de sales y el secuestro de los cuatrocientos veintiséis mil sucres, precio de la sección de camino entre Durán y Yaguachi, dejando a la Compañía en imposibilidad de llenar sus compromisos, precipitará su presentación en quiebra, y muy difícil, si no imposible, será hacer comprender y persuadir especialmente a los despojados tenedores de

---

Exposición del contratista del ferrocarril central a las HH. Cámaras legislativas de 1890, Quito, Imprenta del clero, 1890, p. 11-12 ; et PALAU, Ignacio, *Ferrocarril central. Hagamos luz*, *op. cit.*, p. 3-4.

960 *El Argos*, n°2, 8 février 1890, p. 7.

961 *Diario Oficial*, n°2, 8 février 1890, p. 10.

> los bonos del empréstito la inculpabilidad de los poderes públicos del Ecuador en ese fracaso. Una compañía ecuatoriana, constructora de un ferrocarril en el Ecuador por empresa contratada con la legislatura y el gobierno ha quebrado un año después de haber percibido los productos del empréstito, sin dejar en los trabajos ejecutados con esos fondos un valor ni remotamente equivalente a ellos; tal será el escándalo que deshonrará el nombre ecuatoriano en las principales plazas comerciales de Europa, sin que ningún esfuerzo sea suficiente para poner completamente al país y a sus gobernantes al abrigo del descrédito[962].

Camilo Ponce est bien conscient que l'Équateur verra se fermer les portes du crédit à l'étranger. Antonio Flores entend donc procéder autrement. Il souhaite d'abord restructurer la dette, puis reprendre les travaux du chemin de fer du sud. Certes, il considère que le pays ne dispose pas des ressources nécessaires à la construction des lignes ferroviaires et qu'il doit nécessairement recourir à des emprunts étrangers ; mais il n'estime ceux-ci possibles que si le pays rétablit la confiance sur les places financières européennes. Il lui semble important de reprendre le paiement de la dette, après un accord préalable avec les porteurs d'obligations équatoriennes. Pour Flores, sans restructuration de la dette, point de chemin de fer possible.

Dans son discours d'investiture devant le Parlement, le 17 août 1888, Flores affirme que « la ruina de nuestro crédito externo » explique les difficultés rencontrées par Kelly pour réunir les capitaux nécessaires à la construction du chemin de fer du sud[963]. Flores obtient alors du Congrès l'autorisation d'inviter le Conseil de porteurs d'obligations à envoyer un représentant en Équateur afin de négocier la restructuration de la dette[964]. Flores expose sa stratégie à son ministre des Finances. Son intention est de faire reconnaître aux porteurs d'obligations un capital nominal équivalant à 30% du montant initial de la dette. Le chemin de fer apparaît alors comme un instrument clé de la restructuration : « A cambio de la rebaja del capital, se puede ofrecer el actual ferrocarril con una concesión […], o bien un tanto por ciento de su producto neto »[965]. Flores souhaite procéder à deux émissions de bons. La principale serait destinée à remplacer les anciens bons de la dette. Mais Flores a l'intention de garantir cette émission avec le produit du sel, qui se trouve à l'époque entre les mains de Kelly. Afin de ne pas priver le chemin de fer du sud des fonds nécessaires, il propose une deuxième émission pour financer un emprunt destiné exclusivement à certains projets de voies communication, la ligne ferroviaire de Sibambe, mais aussi le chemin de Chuquipogio à Babahoyo, le chemin du Pailón et le

[962] « Informe del Consejero de Estado Dr. D. Camilo Ponce », *Diario Oficial*, n°244, 25 juin 1890, p. 1817.
[963] *Diario Oficial*, n°1, 19 janvier 1889, p. 2.
[964] *Ibid.*, p. 1.
[965] *Ibid.*, p. 4.

prolongement de la route nationale vers Tulcán et Loja : « Sería, pues, la emisión adicional un empréstito ferrocarrilero »[966]. Convaincu de la nécessité de capitaux étrangers pour la construction du chemin de fer, Flores s'efforce donc, dès les premiers mois de son mandat, de lier indissolublement la question de la voie ferrée à celle de la dette.

En réponse à l'invitation de Flores, le Conseil de porteurs d'obligations confie à un syndicat bancaire, dirigé par le comte Thadée d'Oksza, la mission de servir d'intermédiaire entre le gouvernement équatorien et le Conseil pour arriver à un accord[967]. Le comte d'Oksza signe également avec la compagnie de Kelly un contrat lui transférant les obligations de celle-ci[968]. D'Oksza envoie ensuite à Quito ses représentants, le comte Sédières et le comte Swieykowsky, qui soumettent deux projets au gouvernement : l'un concernant la restructuration de la dette, l'autre le chemin de fer du sud[969]. Les deux comtes cherchent en permanence à lier les deux projets. Flores approuve leur démarche sur ce point, même s'il rejette certaines clauses dans les accords proposés, notamment la reconnaissance par l'Équateur de l'emprunt de neuf millions de francs effectué par la compagnie de Kelly. Flores énumère les vertus de la combinaison proposée par les comtes :

> En mi concepto, he aquí los resultados de la proyectada combinación financiera: 1° El inapreciable bien del restablecimientos de nuestro crédito exterior […]. 2° Consiguiente atracción de los capitales extranjeros, comenzando por la de los necesarios para la conclusión del ferrocarril de Sibambe, y probablemente del central[970].

Les comtes soumettent alors leurs projets au Congrès, mais ils sont rejetés à l'unanimité au Sénat le 31 mai. Flores décide alors de négocier un nouvel accord sur la dette avec le représentant du Conseil des porteurs d'obligations, George Chambers, qui est finalement approuvé en septembre 1890. De leur côté, les deux comtes soumettent au Parlement un nouveau projet de contrat au nom de d'Oksza pour la ligne Chimbo-Sibambe, également adopté. Les deux décrets, celui acceptant l'accord concernant la dette et celui cherchant à achever la ligne de Sibambe, sont finalement indépendants, malgré les efforts de Flores. Il faudra attendre la Révolution libérale pour voir fusionner, entre 1898 et 1903, la dette nécessaire à la construction du chemin de fer de Guayaquil à Quito, d'une part, et la dette de l'Indépendance,

---

[966] *Ibid*.
[967] *Diario Oficial*, n°166, 25 novembre 1889, p. 1389-1390.
[968] *Ibid*., p. 1391-1392.
[969] *Diario Oficial*, n°148, 15 octobre 1889, p. 1248.
[970] « Memorándum sobre el ferrocarril del Sur en conexión con el crédito público y la reorganización de la Hacienda Nacional », *Diario Oficial*, numéro extraordinaire, 1er février 1890, p. 9.

d'autre part, après plusieurs accords entre la *Guayaquil and Quito Railway Company*, fondée en 1897, et le Conseil des porteurs d'obligations[971].

Même si Flores ne parvient pas à faire accepter un accord global à la fois sur la question des voies ferrées et celle de la dette, la réhabilitation du crédit public apparaît toujours comme une condition *sine qua non* pour la conclusion des différents projets de lignes ferroviaires. Après le rejet des propositions des comtes le 31 mai, le journal progressiste *El Ecuatoriano* appelle à plusieurs reprises le Congrès à approuver un nouvel accord, car les contrats soumis aux débats parlementaires, concernant le chemin de fer du sud, celui de Bahía et la ligne Machala-Azogues, « nada significarán, por favorables que sean para la República, sin la rehabilitación del crédito externo, puesto que los capitales han de venir de fuera »[972]. L'idée de restructurer la dette et d'en reprendre le service afin d'attirer les capitaux nécessaires aux voies ferrées finit donc par s'imposer, comme en témoigne la décision du Parlement d'accepter la création d'un nouveau ministère, chargé à la fois des Travaux et du Crédit publics, en 1892. Ce lien sera brièvement remis en cause par la fusion, entre 1891 — quand le chef conservateur Camilo Ponce pousse le Conseil d'État à annuler le contrat d'Oksza — et 1894, lorsque le Congrès approuve une nouvelle suspension des paiements et la suppression du nouveau ministère[973]. Toutefois, la Révolution libérale parviendra à imbriquer de manière irréversible la question de la dette et celle des voies ferrées.

2) Les raisons de l'échec

Plusieurs raisons expliquent l'échec de l'ensemble des contrats approuvés en une décennie, entre 1883 et 1894. Une des difficultés majeures est la connaissance limitée qu'ont du pays les entrepreneurs étrangers. Les ministres de la Justice, Elías Lasso et Roberto Espinosa, chargés de veiller à un prompt dénouement des arbitrages entamés par Flores en raison du non-respect des conditions et des délais des contrats Kelly et Palau, évoquent des « corporaciones

[971] DELER, Jean Paul, *Ecuador. Del espacio al Estado nacional*, *op. cit.*, p. 269.
[972] « Los asuntos del día », *Alcance a El Ecuatoriano*, 30 juillet 1890, p 1. Voir aussi « Vías férreas », *El Ecuatoriano*, n°10, 9 juin 1890, p 73-74 ; et « Intereses preferentes », n°13, 1er juillet 1890, p 97.
[973] *Diario Oficial*, n°287, 4 de agosto de 1894, p. 2344.

inexpertas », des « propuestas extrañas », des « aventurados contratos »[974]. En 1894, après une décennie d'échecs, le libéral Constantino Fernández exprime au Sénat le sentiment général concernant les entrepreneurs chargés de la construction des chemins de fer : « Repetidas veces ha sido la República el juguete de aventureros y atrevidos especuladores. Nos han engañado como han querido »[975].

S'il est sans doute un peu hâtif de qualifier tous les concessionnaires de la période d'aventuriers, leurs entreprises, il est vrai, manquent de sérieux. Kelly, par exemple, justifie la lenteur des travaux par la rigueur de l'hiver et la pénurie de main d'œuvre, qu'il essaie de présenter comme des cas de force majeure[976]. L'ingénieur chargé par le gouvernement d'inspecter les travaux, Adolfo Gehin, Camilo Ponce, dans son rapport au Conseil d'État, ou Juan Benigno Vela, dans le journal radical *El Argos*, récusent les arguments de Kelly. Ils affirment qu'il s'agit de circonstances prévisibles qui ne peuvent être considérées comme des cas de force majeure et que le concessionnaire aurait dû prendre en compte avant de s'engager[977]. Malgré la méfiance générale envers les entrepreneurs, un des jugements les plus pondérés reste celui de Vicente Gonzáles Bazo, secrétaire des comtes :

> Muchas veces se han presentado individuos a proponer contratos con el objeto de, después de obtenerlos, procurar negociarlos o abandonarlos si no conseguían esto. Este procedimiento, aun cuando no puede titularse como una picardía, ni una farsa, pues el contratista podía tener la firme intención de cumplir y no hacerlo por no contar ni poder obtener los recursos necesarios, carecía de la seriedad que debe tener toda proposición y contrato que se celebre con un Estado[978].

Une preuve de la légèreté des concessionnaires est l'absence d'études sérieuses. Concernant le chemin de fer du sud, le directeur des Travaux publics Juan Bautista Menten, l'ingénieur Thill et le président Flores lui-même, reconnaissent en 1890 que les travaux ont commencé sans étude approfondie. Dans ces conditions, ni Kelly ni le gouvernement ne peuvent estimer le prix réel de la construction et les travaux ne peuvent pas avancer[979]. Deux ans plus tard, l'ingénieur

---

[974] *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos e Instrucción pública*, *op. cit.*, p. 9-10 ; *Informe del Ministro de Instrucción pública al Congreso constitucional de 1894*, *op. cit.*, p. 39.
[975] APL, Actas del Congreso extraordinario de 1894, Cámara del Senado, 21 août, p. 7.
[976] *Diario Oficial*, n°215, le 1 mars 1890, p. 1679-1682.
[977] Rapport d'Adolfo Gehin reproduit dans « Ferrocarril del sur », *Informe del Ministro de lo Interior y Relaciones exteriores al Congreso constitucional de 1890*, Quito, Imprenta del gobierno, 1890, s. p ; « Informe del Consejero de Estado Dr. D. Camilo Ponce », *Diario Oficial*, *op. cit.*, p. 1815 ; et « Revista », *El Argos*, n°3, 15 février 1890, p. 10.
[978] GONZÁLES BAZO, Vicente, *op. cit.*, p. 39.
[979] « Informe de la Dirección General de Obras públicas », reproduit dans « Ferrocarril del sur », *Informe del Ministro de lo Interior y Relaciones exteriores al Congreso constitucional de 1890*, *op. cit.*, s. p. ;

López signale que la partie la plus difficile du trajet de Chimbo à Sibambe n'a jamais fait l'objet d'études préalables : « Causa vergüenza decir, hacen 21 años que se comenzó la construcción del mentado ferrocarril del Sur y todavía no es bien conocida la parte de la zona donde se hará la explanación para tender los rieles »[980].

Par ailleurs, le programme de construction de voies ferrées est trop ambitieux pour un pays comme l'Équateur. Sous la présidence de Caamaño, en particulier, huit des treize contrats de la période progressiste sont approuvés. Ángel Polibio Chaves, dans son rapport en tant que gouverneur de la province de Bolívar, dénonce dès 1885 la dispersion des efforts[981], comme le fera plus tard le Directeur des Travaux publics Menten, en 1890, pour qui, même avec une somme dix fois supérieure aux fonds disponibles, il aurait été impossible de mener tous les projets à bien[982]. Le journal progressiste *El Independiente* déplore cet aveuglement : « Como nos creíamos nuestros candorosos ensueños, viajando ya en wagón, quisimos que el ferrocarril beneficiara el mayor número de provincias »[983].

La multiplication des projets est un obstacle d'autant plus considérable que les moyens font défaut. L'État équatorien affronte plusieurs obstacles économiques tout au long de la période progressiste. La guerre civile de la Restauration laisse le pays exsangue. La répression du soulèvement d'Alfaro, en novembre 1884, puis des *montoneras*, entre 1884 et 1887, consomme une partie significative du budget. Le ministre chargé des Travaux publics, José Modesto Espinosa, affirme plusieurs fois au Congrès que le gouvernement de Caamaño s'est vu dans l'obligation de détourner les fonds destinés aux projets d'infrastructure pour assurer le maintien de l'ordre, menacé par les guérillas libérales[984].

L'État ne dispose pas des sommes nécessaires à la construction des voies ferrées, mais les entrepreneurs étrangers non plus. En 1892, lorsque la compagnie fondée par le comte d'Oksza tente d'émettre des bons pour un emprunt de deux millions de livres destiné à la construction

Informes del Sr. Ingeniero D. Cristóbal Thill, *op. cit.*, p. 11-12 ; « Congreso ordinario de 1890. Mensaje del presidente de la República del Ecuador », *Diario Oficial*, *op. cit.*, p. 1912.

980 LÓPEZ, Modesto, *Los ferrocarriles*, *op. cit.*, p. 15.

981 « Informe del gobernador de la provincia de Bolívar », *Informe del Ministro de lo Interior y Relaciones exteriores al Congreso constitucional de 1885*, *op. cit.*, s. p.

982 « Informe sobre las Obras públicas », *Informe del Ministro de lo Interior y Relaciones exteriores al Congreso constitucional de 1890*, *op. cit.*, p. 5.

983 « Ferrocarril del sur », *El Independiente*, Quito, *art. cit.*, p. 2.

984 Voir, par exemple: *Informe del Ministro de lo Interior y Relaciones exteriores al Congreso constitucional de 1886*, *op. cit.*, p. 25 ; et *Informe del Ministro de lo Interior y Relaciones exteriores al Congreso constitucional de 1887*, *op. cit.*, p. 12.

de la ligne Chimbo-Sibambe, elle attire peu d'investisseurs dans les bourses européennes[985]. Comme le soulignent les représentants de la société dans leur correspondance avec le président Cordero, le marquis d'Auray et l'ingénieur Trottier, le contexte est peu favorable à l'opération. En 1890, la faillite de la Banque Barings, qui s'est surexposée à travers ses investissements dans la dette de l'Argentine et de l'Uruguay, provoque une crise de confiance dans l'Amérique latine, accentuée par les difficultés économiques éprouvées par le Brésil après l'éclatement de la bulle de l'*encilhamento*[986].

Plus généralement, au-delà du contexte latino-américain, les projets de voies ferrées attirent peu de capitaux, car leurs perspectives de rentabilité sont assez limitées. Pour Menten, il sera difficile de réunir les fonds nécessaires au projet de chemin de fer du Pailón : « Creo muy difícil el que se realice el proyecto en la formas indicada; pues difícil será que con capitales de particulares se llegue a realizarse la empresa, y más difícil el que capitales de afuera se reúnan para tal objeto, por faltar atractivo de la ganancia »[987]. En 1888, le représentant de Theakston demande au Parlement un délai supplémentaire de deux ans avant le début des travaux de la ligne de Baba, car il ne dispose pas des sommes nécessaires[988] ; mais sa pétition n'est pas acceptée.

Si les perspectives de rentabilité sont peu encourageantes, c'est surtout à cause de la faible densité démographique de l'Équateur. Antonio Flores et Camilo Ponce en sont déjà conscients à l'époque. Flores exprime son scepticisme face aux multiples projets de voies ferrées en soulevant le problème démographique :

> Según Poor, la autoridad más competente en materia de ferrocarriles, la experiencia de Nueva Inglaterra ha demostrado que para que se costeen los ferrocarriles se requiere una población, a lo menos, de 850 personas por milla, aunque entiendo que en los Estados Unidos no llega a 600. Ahora que hemos invertido cosa de tres millones de sucres en el ferrocarril del Sur, es tarde ya para preocuparnos de aquellas […] cuestiones[989].

Pour Flores, aucune voie ferrée ne saurait être rentable en Équateur, mais puisque l'État a déjà investi des sommes considérables dans la ligne Chimbo-Sibambe, il n'est plus possible

[985] « Anexo n°6 », *Informe del Ministro de Obras y Crédito Públicos al Congreso Constitucional de 1894*, *op. cit.*, p. 70.
[986] *Ibid.*, p. 34 et 69.
[987] « Informe de la Dirección general sobre las Obras públicas trabajadas en el bienio de 1890-1892 », *Informe del Ministro de lo Interior al Congreso ordinario de 1892. Segunda parte*, *op. cit.*, p. 23.
[988] « Cámara de Diputados. Acta del 7 de julio », *El Nacional*, n°443, 20 juillet 1888, p. 1885.
[989] « Congreso ordinario de 1890. Mensaje del presidente de la República del Ecuador », *Diario Oficial*, *op. cit.*, p. 1912.

d'abandonner le projet. Un an plus tard, le conservateur Camilo Ponce, un des principaux opposants aux projets de chemin de fer, reprendra les remarques de Flores pour réclamer la résiliation du contrat d'Oksza, dans son rapport au Conseil d'État. Selon Ponce, une voie ferrée est un moyen d'atteindre le progrès « poderosísimo cuando funciona en un país estrechamente poblado y en posesión de industrias capaces de alimentar una seria corriente de tráfico, [pero] improductivo por largo tiempo y de escasa eficacia en regiones casi desiertas »[990]. En d'autres termes, pour Ponce, une telle œuvre d'infrastructure n'est pas viable dans un pays comme l'Équateur.

Outre les faibles densités, la nature même de la plupart des projets ferroviaires en limite la rentabilité. Comme nous l'avons vu, leur fonction consiste avant tout à consolider l'unité nationale en permettant une communication rapide entre la *Sierra* et la Côte et en renforçant l'axe central Guayaquil-Quito, dans le cas de la ligne Chimbo-Sibambe. Il ne s'agit donc pas de favoriser directement la production de cacao. Les chemins de fer colombiens, au contraire, destinés à transporter des produits d'exportation, peuvent trouver des financements externes plus aisément[991].

Finalement, la négligence de l'État est un autre facteur qui explique l'échec des projets de voies ferrées. Les autorités se révèlent incapable de créer les conditions pour que les entrepreneurs puissent tenir leurs engagements, comme le montre l'exemple du projet de la voie Bahía-Quito. Selon le contrat de 1887, le gouvernement prend en charge les expropriations nécessaires à la construction de la ligne. Mais presque deux ans après la signature du contrat, aucune démarche n'a été entreprise dans ce sens. Avant de commencer les travaux, Palau doit indemniser les propriétaires concernés sur son propre pécule, en attendant d'être remboursé plus tard par le gouvernement[992]. Par ailleurs, la plupart du produit des douanes de Manabí ne lui est transféré que sous la forme de « pagarés a seis meses plazo »[993]. Le gouvernement n'a pas non plus vérifié la solvabilité des quatre garants désignés par Palau, conformément au contrat, et s'est contenté d'accepter le rapport favorable de la *Junta de Hacienda* de Portoviejo[994]. Ce n'est que trois ans plus tard que l'exécutif découvre que les garants ne sont pas solvables. En définitive, l'État montre peu d'intérêt pour les conditions d'application des contrats.

---

[990] PONCE, Camilo, *El contrato d'Oksza ante el Consejo de Estado*, Quito, Imprenta Católica, 1891, p. 15.
[991] DELER, Jean Paul, *Ecuador. Del espacio al Estado nacional*, *op. cit.*, p. 268.
[992] Palau se plaint de ces conditions dans un manifeste publié dans le *Diario Oficial*, n°27, le 6 mars 1889, p. 210-211.
[993] *Ibid.*; et PALAU, Ignacio, *Exposición del contratista del ferrocarril central*, *op. cit.*, p. 10.
[994] PALAU, Ignacio, *Ferrocarril central. Hagamos luz*, *op. cit.*, p. 3.

3) Les arbitrages

Les deux projets centraux, le chemin de fer du sud et celui de Bahía, font l'objet d'un arbitrage entre le gouvernement, d'une part, et Kelly et Palau, de l'autre. Concernant le chemin de fer central, les rapports défavorables commencent à s'accumuler à partir de mars 1889. Selon l'article 13 du contrat, Palau devait ouvrir un sentier entre Chone et Santo Domingo et réparer le chemin entre cette agglomération et Quito dans un délai d'un an. Il devait également maintenir les deux voies en état de service jusqu'à l'inauguration de la ligne ferroviaire. En mars, l'ingénieur Modesto López explique que le chemin Quito-Santo Domingo est en piètre état et risque d'être englouti par la végétation[995]. Deux semaines plus tard, l'ingénieur Santiago Basurco présente un nouveau rapport indiquant que seules les études du trajet Bahía-Chone ont été réalisées, soit une cinquantaine de kilomètres, et que l'avancée des travaux depuis la signature du contrat se limite à 1,8 kilomètre de remblais sans rails[996]. Menten formule les mêmes reproches que les ingénieurs dans deux rapports, le 8 octobre et le 30 novembre[997]. À la lecture de ces quatre documents, la conclusion de la ligne dans les temps, soit avant le 13 février 1898, semble illusoire, d'autant plus que le trajet de Bahía à Santo Domingo correspond à la partie la plus aisée, car il traverse un territoire relativement plat, alors que la deuxième partie de la ligne suppose de surmonter les Andes. Par ailleurs, pour payer les intérêts dus à Palau et financer les travaux, le gouvernement lui remet le produit des douanes de Manabí. Le concessionnaire dépose alors une garantie de cent mille sucres, conformément à l'article 11 ; mais alors que les sommes qu'il a perçues dépassent ce montant, il doit augmenter la garantie, ce qu'il ne fait pas. Le gouvernement se tourne donc vers ses garants, pour découvrir qu'ils ne sont pas solvables. Le 31 août, le gouvernement décide ainsi de suspendre les paiements en faveur de Palau[998]. À ces circonstances s'ajoute l'impatience des propriétaires de Santo Domingo, qui envoient deux pétitions au gouvernement en lui demandant d'exiger à Palau ou à ses garants la réparation du chemin en provenance de la capitale[999]. Après la première pétition, datée du 3 mars 1889, et les injonctions du ministre Francisco Javier Salazar, chargé des Travaux publics, Palau promet de réparer le chemin[1000]. Mais au bout de quelques mois, rien

[995] *Diario Oficial*, n°35, le 29 mars 1889, p. 281.
[996] *Diario Oficial*, n°42, le 20 avril 1889, p. 334-335.
[997] *Diario Oficial*, n°148, le 15 octobre 1889, p. 1244-1247 ; et n°207, le 12 février 1890, p. 1645.
[998] *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos al Congreso constitucional de 1892*, *op. cit.*, p. 60.
[999] *Diario Oficial*, n°207, le 12 février 1890, p. 1643.
[1000] *Diario Oficial*, n°148, le 15 octobre 1889, p. 1246.

n'a été entrepris et les *vecinos* de Santo Domingo insistent à nouveau auprès du gouvernement, le 16 novembre.

À l'issue de la deuxième pétition des propriétaires et des rapports de Menten du 8 octobre et du 30 novembre, le gouvernement décide de saisir le Conseil d'État pour demander l'autorisation d'entamer un arbitrage contre Palau. Le Conseil approuve cette demande à l'unanimité le 10 février 1890[1001]. Le procès commence en avril, mais il est suspendu au bout de quelques mois, car un nouveau contrat entre le gouvernement, Palau et Charles Clegg, représentant de la compagnie formée par les frères Forwood, est adopté le 2 septembre. Le contrat exige dès le premier article que la compagnie, dans un délai de six mois, dépose dans une banque équatorienne choisie par le gouvernement les sommes que Palau a reçues de la part des douanes de Manabí ; elles doivent constituer une partie de la garantie[1002]. Comme la compagnie ne respecte pas cette clause, le gouvernement considère que le nouveau contrat a expiré et décide de reprendre le procès début mars 1891.

Deux mois plus tard, le 9 mai 1891, le tribunal décide la résiliation du contrat Palau. Il considère que le concessionnaire n'a pas respecté les articles 11 et 13 du contrat, parce qu'il n'a pas augmenté la garantie lorsque celle-ci est devenue insuffisante et que ses garants n'ont pas pu le faire à sa place puisqu'ils sont insolvables[1003]. Les rapports de Menten, ceux de l'ingénieur López et les pétitions des propriétaires représentent autant de preuves invoquées par le tribunal pour prouver le non-respect de l'article 13, qui prévoit la réparation du chemin Quito-Santo Domingo[1004]. Le tribunal déclare la résiliation du contrat et condamne alors Palau à rendre à l'État la somme totale qu'il a perçue, soit près de cent dix mille sucres, avec un intérêt annuel de 12%, conformément à l'article 11, ainsi que les frais de justice engagés par l'État[1005]. Palau est visiblement rentré en Colombie, sans avoir restitué au préalable les sommes prévues dans l'arrêt, comme le déplore l'avocat de l'État, Luis Felipe Borja[1006].

Le procès contre Kelly est encore plus sinueux. Dès 1888, il est manifeste que le concessionnaire doit faire face à des obstacles majeurs. Dans son message final, avant de quitter la présidence, Caamaño s'efforce de justifier le retard dans les travaux en invoquant les éboulements provoqués par deux saisons des pluies particulièrement fortes, l'absence de

[1001] *Diario Oficial*, n°207, le 12 février 1890, p. 1645-1646.
[1002] *Diario Oficial*, n°265, le 12 septembre 1890, p. 1991.
[1003] « Sentencia del Tribunal Arbitral en el juicio sobre resolución del contrato para la construcción del Ferrocarril Central », *Diario Oficial*, numéro extraordinaire, 20 juin 1891, p. 1-2.
[1004] *Ibid*., p. 2-3.
[1005] *Ibid*., p. 3-4.
[1006] *Diario Oficial*, n°105, le 14 mars 1893, p. 880.

capitaux et la pénurie de main d'œuvre[1007]. Comme pour le chemin de fer central, les rapports défavorables se multiplient à partir de 1889. Le premier est celui de Santiago Basurco, le 22 juillet [1008]. Menten, commentant ce rapport, se montre pessimiste et demande au gouvernement de dépêcher un ingénieur sur place pour une étude plus détaillée des travaux qui auraient été réalisés[1009]. Après la publication du rapport de Basurco, au mois d'octobre, la presse, y compris progressiste, exprime des inquiétudes. *El Telegrama*, dirigé par le progressiste Ángel Polibio Chaves, critique la suspension des travaux alors que le délai approche et que Kelly a obtenu l'emprunt de neuf millions de francs auprès de la Banque d'Escompte[1010].

Mais le rapport déterminant est celui de l'ingénieur Adolfo Gehin, envoyé par le gouvernement pour inspecter la ligne Chimbo-Sibambe. L'ingénieur se montre très critique. Il soupçonne Kelly de ne pas avoir élaboré de plan définitif, notamment pour le trajet le plus difficile, Ucumari-Zhasmay. Au lieu de commencer à construire la ligne à partir du pont de Chimbo et d'avancer vers Sibambe, Kelly a décidé de commencer la construction à partir des deux extrêmes. La compagnie doit alors déplacer des vivres pour les travailleurs et du matériel en provenance de la Côte jusqu'à Sibambe, à 82 kilomètres du commencement de la ligne, en suivant un sentier en piètre état. Les travaux ne concernent que 10 kilomètres du côté de Chimbo et 27 du côté de Sibambe, 37 kilomètres en tout sur 82, soit 45% de la voie. Les rails n'ont été posés que sur les premiers 4,3 kilomètres à partir de Chimbo, soit 5% du trajet[1011]. Il semble peu probable que Kelly achève la ligne dans les délais, c'est-à-dire avant le 7 janvier 1890. Le jour même où l'ingénieur présente son rapport, le gouvernement décide de saisir le Conseil d'État.

Kelly se défend aussitôt, en invoquant les mêmes raisons que Caamaño pour justifier le retard[1012]. En effet, les maladies tropicales ont provoqué la mort de mille travailleurs environ dans le camp de Chimbo. Or, la main d'œuvre semble rare : les travaux publics en cours à Guayaquil, la mise en place du réseau d'eau potable, celle de l'éclairage public ou la construction de la nouvelle *gobernación* offrent de meilleures conditions de travail. Kelly fait

[1007] « Mensaje del Presidente de la República a las Cámaras Legislativas », *El Nacional*, n°423, 14 juin 1888, p. 1806.
[1008] *Diario Oficial*, n°144, 9 octobre 1889, p. 1213-1216.
[1009] *Ibid.*, p. 1216.
[1010] *El Telegrama*, n°81, le 31 octobre 1889, p. 325.
[1011] « Ferrocarril del sur », *Informe del Ministro de lo Interior y Relaciones exteriores al Congreso constitucional de 1890*, *op. cit.*, s. p.
[1012] *Diario Oficial*, n°215, le 1 mars 1890, p. 1679-1682.

venir des travailleurs jamaïquains, considérés comme particulièrement aptes au travail dans des zones tropicales, mais ils sont également décimés par les maladies. Il essaie alors de recourir à des immigrés chinois, mais l'idée suscite de nombreuses résistances. La Commission d'Agriculture et la Chambre de Commerce de Guayaquil n'y sont pas favorables. L'immigration chinoise alimente la crainte d'une invasion asiatique qui empêcherait l'arrivée des « bons immigrés »[1013], c'est-à-dire des européens et des chrétiens, jugés plus aptes à s'intégrer. Flores adopte alors un décret interdisant l'immigration chinoise[1014]. Quant au manque de capitaux, Kelly le justifie en indiquant que l'*estanco* du sel a produit moins que les deux cents mille sucres annuels prévus par le contrat. Il affirme également que la compagnie n'a toujours pas reçu les neuf millions de francs de l'emprunt auprès de la Banque d'Escompte[1015]. Finalement, il considère que la signature en juillet 1889 d'un contrat entre sa compagnie et le comte d'Oksza, qui souhaite reprendre le projet, donnera un nouvel élan à ce dernier[1016]. Mais Menten rédige deux nouveaux rapports appuyant les affirmations de l'ingénieur Gehin, qui finissent par convaincre le Conseil d'État[1017].

Le 29 mars 1890, celui-ci approuve le rapport de Camilo Ponce, qui appelle à lancer un arbitrage en se fondant sur les mêmes arguments que Gehin et Menten : l'absence d'études sérieuses, notamment pour le trajet le plus difficile, Ucumari-Zhasmay, le non-respect du délai prévu dans le contrat et le recours à des prétextes non valables pour justifier les retards[1018]. Pour Ponce, les justifications avancées par Kelly ne peuvent être considérées comme des cas de force majeure, car il s'agit de circonstances prévisibles. Si les travaux étaient suffisamment avancés et si la compagnie était en mesure de conclure la voie, le gouvernement pourrait se contenter d'un rappel à l'ordre et exiger au concessionnaire le respect de ses obligations, mais tel n'est pas le cas, estime-t-il. Il lui semble inutile d'accorder à Kelly un délai supplémentaire :

> Siendo evidente que al paso que han ido los trabajos, no bastaría para terminar la obra ni la duplicación del plazo estipulado, y lo que es más grave y perentorio, siendo notorio que se ha consumido no solo lo producido por el ramo de sales en los cuatro años y meses transcurridos, sino también el producto del empréstito de los 9 000 000 millones de francos, esto es, un valor igual o mayor al precio estipulado por la totalidad de la obra, sin que se haya ejecutado ni la décima parte de ella, […] parece evidente que [el gobierno] debe

[1013] FLORES, Antonio, *Derecho público. Inmigración china*, Quito, Imprenta del gobierno, 1889, p. 17.
[1014] *Ibid.*, p. 21.
[1015] *Diario Oficial*, n°215, 1 mars 1890, p. 1681.
[1016] *Ibid*.
[1017] *Ibid.*, p. 1682-1683.
[1018] « Informe del Consejero de Estado Dr. D. Camilo Ponce », *Diario Oficial*, *op. cit.*, p. 1814-1818.

> demandar ante el tribunal arbitral la rescisión del contrato y la indemnización de los daños y perjuicios causados a la nación por la no ejecución de la obra contratada[1019].

Ponce se montre très sévère envers les avancées du contrat Kelly : « compañía constructora en perfecta bancarrota; empresa de dudosa practicabilidad, valiosos caudales a punto de perderse; crédito público externo, caudal también de inestimable precio, igualmente comprometido, y por fin, muertas esperanzas »[1020]. Flores décide alors de lancer l'arbitrage.

Le procès est néanmoins suspendu au bout de quelques mois, lorsque le gouvernement signe un nouveau contrat avec le comte d'Oksza pour la construction du chemin de fer du sud. Selon l'article 36, la nouvelle entreprise formée par le comte, la Compagnie du chemin de fer national de l'Équateur, doit déposer dans une banque choisie par le gouvernement une garantie de deux millions de francs en liquide[1021]. Mais le 1er juillet 1891, le Conseil d'État approuve un autre rapport de Camilo Ponce réclamant la suspension du nouveau contrat car, selon Ponce, le comte n'a pas déposé la garantie dans la banque choisie par le gouvernement, ni dans le délai prévu, ni en espèces[1022]. Trois semaines plus tard, Flores ordonne donc la reprise de l'arbitrage avec Kelly[1023].

Pour sa part, la compagnie fondée par d'Oksza s'efforce de poursuivre le projet. Elle procède à deux émissions de bons en 1892, à Paris en février, et à Londres en juin, mais sans succès[1024]. Elle essaie également de renégocier le contrat auprès du Congrès en 1892 et choisit comme intermédiaire José María Borja. C'est un échec : le Parlement, lassé des contrats infructueux avec des entrepreneurs étrangers, adopte un décret confiant la construction de la ligne directement à l'État[1025]. Le président de la compagnie, le marquis d'Auray, essaie, depuis Paris, de négocier avec Cordero le renouvellement du contrat tout en se détachant de d'Oksza. Il envoie en Équateur l'ingénieur René Trottier, chargé d'obtenir l'accord du gouvernement. Toutefois, Cordero refuse de se prononcer ; il considère que seul le Parlement peut approuver un contrat ferroviaire. Trottier demande alors la convocation d'un Congrès extraordinaire, mais

[1019] *Ibid.*, p. 1816.
[1020] *Ibid.*, p. 1818.
[1021] *Diario Oficial*, n°265, 12 septembre 1890, p. 1999.
[1022] PONCE, Camilo, *El contrato d'Oksza ante el Consejo de Estado*, *op. cit.*, p. 30.
[1023] « Circular a los gobernadores de provincia », *Informe del Ministro de lo Interior al Congreso ordinario de 1892. Segunda parte*, *op. cit.*, s. p.
[1024] « Anexo n°6 », *Informe del Ministro de Obras y Crédito Públicos al Congreso Constitucional de 1894*, *op. cit.*, p. 70.
[1025] *Diario Oficial*, n°21, le 13 août 1892, p. 167.

le Conseil d'État refuse à l'unanimité[1026]. En 1894, le Parlement met fin aux derniers espoirs de la Compagnie en approuvant un contrat avec Delort. Cette dernière abandonne finalement le projet.

Pendant ce temps, le procès contre Kelly se poursuit. Luis Felipe Borja demande le séquestre du chemin de fer en 1891, mais il faudra attendre un an pour que la justice équatorienne accède à sa demande. Le 14 septembre 1892, le dépositaire judiciaire prend finalement le contrôle du trajet existant[1027]. Après un procès fastidieux que Kelly s'est efforcé de prolonger par toutes sortes de subterfuges procéduraux[1028], le tribunal dicte finalement la résiliation du contrat le 8 juin 1894[1029]. Le tribunal condamne Kelly à remettre la ligne existante à l'État, à lui rembourser les sommes perçues de l'*estanco* du sel avec intérêts et à lui remettre les bénéfices que le chemin de fer a dégagés pendant la période où il se trouvait entre les mains de la compagnie de Kelly.

Or, ce dernier fait tout pour différer l'application de l'arrêt. Il faudra attendre le triomphe de la Révolution libérale pour que le gouvernement d'Alfaro et Kelly parviennent à un accord mettant définitivement fin au différend, en juillet 1897. Selon cet accord, l'État prend le contrôle du chemin de fer et refuse de reconnaître l'emprunt des neuf millions de francs. Les deux parties renoncent également à toute réclamation, ce qui revient à dire que l'État n'exige plus le remboursement des sommes perçues par Kelly et sa compagnie, contrairement à ce que prévoyait l'arrêt du tribunal d'arbitrage[1030]. Si Alfaro s'empresse de régler l'affaire, c'est parce qu'il veut reprendre les travaux après avoir signé, en juin, un nouveau contrat avec Archer Harman, qui s'engage à prolonger la voie jusqu'à Quito.

[1026] « Anexo n°6 », *Informe del Ministro de Obras y Crédito Públicos al Congreso Constitucional de 1894*, *op. cit.*, p. 92-93.
[1027] *Diario Oficial*, n°49, 5 octobre 1892, p. 390.
[1028] « Informe del Sr. Dr. D. Luis Felipe Borja », *Informe del Ministro de Instrucción pública al Congreso constitucional de 1894*, *op. cit.*, p. 290.
[1029] *Diario Oficial*, numéro extraordinaire, 15 juillet 1894.
[1030] « Transacción. El Supremo Gobierno con la Compañía de Ferrocarril y Obras públicas de Guayaquil » et « Transacción. El Supremo Gobierno con el Señor Don Marco J. Kelly », *Informe del Ministerio de Obras públicas, Agricultura, etc. al Congreso ordinario de 1898*, Quito, Tipografía de la Escuela de Artes y Oficios, 1898, p. 146-168.

III) Un scepticisme croissant

L'échec de l'ensemble des contrats ferroviaires et les aléas des procès d'arbitrage déçoivent les espoirs que suscitait encore le rail au milieu des années 1880. Menten en est conscient, lorsqu'il affirme, dans son rapport final de 1892 :

> La cuestión de ferrocarriles se ha hecho de año en año más grave. Todo cuanto se ha ensayado en este asunto no ha tenido éxito, ya por lo equivocado o imposible de los contratos, ya por falta de los empresarios, ya al fin por la desconfianza completa que ha debido introducirse tanto en la opinión pública del extranjero como del país[1031].

1) Le scepticisme de Flores

À partir de 1889, lorsqu'il devient manifeste que les travaux avancent peu ou n'ont même pas commencé, les espoirs font place au scepticisme, jusque dans les plus hautes sphères de l'État. À ce titre, l'élection d'Antonio Flores marque un tournant dans la politique ferroviaire du progressisme. Après la frénésie de la présidence de Caamaño, le nouveau président se montre réticent envers la construction des voies ferrées : « Nunca he creído en la pronta conclusión de la carretera, ni menos de los ferrocarriles »[1032]. Dressant le bilan des projets de chemin de fer en cours (Durán-Sibambe, Bahía-Quito, Pailón-Ibarra, Machala-Azogues et Baba), Flores indique :

> En algunos de esos contratos nada se ha hecho, y, en todo caso, ninguno se ha cumplido, incluso el de Durán a Yaguachi, que aunque en operación, no está terminado como se debe, y, además, adolece de grandes defectos. Entre tanto, el Erario ha gastado más de tres millones de sucres, para que la Capital quede como antes incomunicada con la Costa[1033].

[1031] « Informe de la Dirección general sobre las Obras públicas trabajadas en el bienio de 1890-1892 », *Informe del Ministro de lo Interior al Congreso ordinario de 1892. Segunda parte*, *op. cit.*, p. 7.
[1032] « Congreso ordinario de 1890. Mensaje del presidente de la República del Ecuador », *Diario Oficial*, *op. cit.*, p. 1912.
[1033] *Ibid*.

Sous sa présidence, Flores s'efforce de rationaliser les travaux publics, en évitant de multiplier les projets. Son directeur des Travaux publics, Menten, appelle à un plus grand pragmatisme : « De mi parte diré que para el adelanto necesitamos comunicaciones tan perfectas cuanto sean posibles, y si son ferrocarriles tanto mejor; pero hágase lo hacedero y con la seguridad posible para no llegar a tristes reclamos por daños y perjuicios »[1034].

Flores propose au Congrès de 1890 de reprendre les travaux des chemins de fer de Bahía et de Sibambe, malgré l'échec des contrats Kelly et Palau, que le gouvernement soumet à un arbitrage la même année. Le président ne croit pas à conclusion rapide des deux projets, mais il s'efforce de les relancer pour ne pas perdre les sommes que l'État a déjà investies. C'est ce que Francisco Javier Salazar, ministre des Travaux publics, expose au Sénat : « el Gobierno sería de opinión que debería empezarse por un solo ferrocarril; pero comenzados los trabajos de dos, el Gobierno no cree que debe desperdiciarse la oportunidad de continuar los caminos principiados »[1035]. Après d'intenses débats, le Parlement finit par accepter deux nouveaux contrats : l'un avec la Compagnie du Chemin de fer de l'Équateur, créée à Paris par le comte d'Oksza, pour le trajet Chimbo-Sibambe-Riobamba ; l'autre avec la Compagnie du Chemin de fer Central de l'Équateur, fondée par les frères Forwood à Londres, pour la ligne de Bahía à Quito[1036].

Cependant, les conditions diffèrent de celles des contrats Kelly et Palau. Dans ces derniers, l'État subventionnait les travaux dès le début. Le contrat de 1885 mettait le produit du sel entre les mains de Kelly pendant douze ans, alors que la durée des travaux ne devait pas en dépasser quatre. Deux ans plus tard, le gouvernement s'engageait également à lui remettre une subvention directe de cinquante mille sucres par mois pour la construction du prolongement à Durán. Selon le contrat de 1887, Palau, pour sa part, recevait toutes les deux semaines le produit des douanes de la province de Manabí. Désormais, à partir de 1890, les conditions se durcissent. Les entrepreneurs s'engagent à construire les voies ferrées sur leurs fonds propres. Le gouvernement se limite à leur payer un intérêt annuel, de 6% pour le chemin de fer central et de 7% pour celui du sud, une fois les travaux terminés uniquement. Dès 1889, après avoir analysé la proposition de d'Oksza et avant de la présenter au Parlement, Flores insiste auprès de son ministre des Finances sur le fait que la nouvelle compagnie « debe construir con sus propios fondos el ferrocarril, sin que el Gobierno haga otra cosa que garantizar 6% de interés,

[1034] « Informe sobre las Obras públicas », *Informe del Ministro de lo Interior y Relaciones exteriores al Congreso constitucional de 1890, op. cit.*, p. 4.
[1035] *Diario Oficial*, n°253, le 4 août 1890, p. 1884.
[1036] *Diario Oficial*, n°265, le 12 septembre 1890, p. 1991-1994 et 1997-2000.

DESPUES QUE ESTE CONCLUIDA LA OBRA »[1037]. Par ailleurs, d'après les deux nouveaux contrats, la garantie exigée aux concessionnaires est bien plus élevée. Dans le deuxième contrat pour le chemin de fer central, la garantie passe de cent mille sucres à trente mille livres sterling, soit le double, compte tenu du taux de change de l'époque. Si la garantie exigée à Kelly était de deux cent mille sucres, elle s'élève, selon le contrat d'Oksza, à deux millions de francs ; le gouvernement en restituera la moitié à la compagnie quand le train arrivera à Sibambe, et l'autre moitié lorsque la ligne arrivera à Riobamba. Autrement dit, avec ces nouvelles conditions, pour ne pas perdre la garantie déposée et être rémunéré pour ses investissements, le concessionnaire a intérêt à tenir les délais et à respecter les clauses du contrat. Cette nouvelle démarche prétend éviter les erreurs des contrats signés sous Caamaño. Pourtant, les deux contrats se soldent par un échec. Les deux nouvelles compagnies ne déposent pas la garantie dans les délais prévus.

Ces difficultés incitent les progressistes, à partir de 1890, à privilégier les chemins d'*herradura*, des œuvres bien moins spectaculaires mais considérées tout aussi utiles et plus facilement réalisables que le chemin de fer. Dès 1885, Ángel Polibio Chávez, gouverneur de la province de Bolívar, affirme que la construction des voies ferrées ne doit pas se faire au détriment des chemins, notamment celui d'El Arenal qui relie Guaranda à Ambato et permet la communication entre la *Sierra* et le Littoral :

> Sería obra de locos dejar perder lo que tenemos por buscar lo que soñamos. Háganse, en buena hora, ferrocarriles y caminos al mar, pero mientras estos sean posibles, lo lógico es conservar el camino de herradura que sirve de eslabón entre la Costa y la Sierra, y que se halla en tal estado de deterioro, que después de otro invierno no quedarán sino despeñaderos intransitables[1038].

L'échec de contrats signés sous Caamaño et les arbitrages concernant le chemin de fer central et celui du sud invitent Flores à la plus grande prudence ; il considère que l'obsession pour les lignes ferroviaires a poussé l'État à négliger les voies existantes :

> Esto ha arraigado en mí la convicción muy antigua de que debemos pensar ante todo y de preferencia en reparar los caminos de herradura existentes, sobre todo el principal entre el Chimborazo y la Costa, como los que unen diversas capitales de provincia desde Loja a Tulcán. […] Con menos fiebre de ferrocarriles hubiéramos tenido tiempo ha por lo menos

[1037] *Diario Oficial*, número extraordinaire, le 1 février 1890, p. 8. Majuscules dans le texte original.
[1038] « Informe del gobernador de la provincia de Bolívar », *Informe del Ministro de lo Interior y Relaciones exteriores al Congreso constitucional de 1885*, *op. cit.*, s. p.

> caminos de herradura, no sólo para el litoral, sino también de un extremo a otro de la República[1039].

Un journal progressiste déplore les effets de cet aveuglement : « ¿Qúe hemos conseguido? Ni siquiera un mal camino para que no se desbarranquen las mulas, un trozo de costosa y casi destruida carretera, y un millón de desengaños enterrados a manera de durmientes en todas las vías por donde debe llegar el progreso »[1040].

Peu confiant quant à la construction des chemins de fer et conscient de l'opposition croissante qu'ils suscitent, Flores concentre ses efforts sur la construction d'une nouvelle route entre la *Sierra* et la Côte, le chemin du Ganquis ou de Chuquipogio, qui prendra le nom du président : *vía Flores*. À l'époque, le principal chemin entre les Andes et le Littoral compte deux parties. La première, relie Babahoyo à San Miguel et Guaranda, dans la province de Bolívar, en passant par Balzapamba. Le deuxième trajet part de Guaranda en direction de Mocha et d'Ambato et traverse le désert d'El Arenal, dans le *páramo* du mont Chimborazo, qu'il contourne par le nord. Le gel en hiver et le caractère sablonneux du sol le reste de l'année rendent ce sentier impraticable. Or, l'ingénieur Modesto López découvre un nouvel accès qui contourne le Chimborazo par le sud, sans avoir à monter jusqu'au *páramo*. Il se situe le long de la vallée de la rivière Chuquipogio et rejoint la route nationale quelques kilomètres au nord de Riobamba. Ce tracé suscite l'espoir d'une communication plus rapide entre les Andes et le Littoral, en attendant la conclusion des lignes ferroviaires. En 1884, l'Assemblée constituante s'empresse donc de voter 16 000 sucres pour le trajet Babahoyo-Chuquipogio[1041]. En 1887, Caamaño ordonne la construction sans tarder du nouveau chemin[1042] et le Congrès vote à nouveau la même somme, destinée uniquement aux travaux de Guaranda à Chuquipogio[1043]. La reconnaissance envers l'ingénieur est telle, que le député libéral Francisco Fernández Madrid propose que la nouvelle route soit nommée *vía López*, même si la motion est finalement rejetée par la Chambre des députés[1044].

Lorsqu'il accède à la présidence, Flores fait de ce nouveau chemin la priorité. L'ingénieur Gualberto Pérez justifie le choix du président en ces termes: « convencido de la imposibilidad en que se encontraba el país para acometer la obra de un ferrocarril que uniera la Costa al

[1039] « Congreso ordinario de 1890. Mensaje del presidente de la República del Ecuador », *Diario Oficial, op. cit.*, p. 1912.
[1040] « Ferrocarril del sur », *El Independiente*, Quito, *art. cit.*, p. 2.
[1041] *El Nacional*, n°91, 1er avril 1884, p. 1.
[1042] *El Nacional*, n°297, 17 septembre 1887, p. 1309.
[1043] *El Nacional*, n°282, 27 août 1887, p. 1249.
[1044] « Cámara de Diputados. Acta del 26 de julio », *El Nacional*, n°463, 21 août 1888, p. 1966.

Interior, resolvió hacerlo por medio de un buen camino, ya fuese carretero o de herradura, y contando con los recursos de la Nación de que pudiera disponer, sin comprometer el porvenir »[1045]. Les travaux reprennent sur l'ensemble du trajet Babahoyo-Chuquipogio à partir du mois d'août 1890. S'ils avancent rapidement, c'est aussi parce que la construction de cette voie est beaucoup moins chère que celle du chemin de fer du sud. Dix-huit mois plus tard, les résultats sont encourageants : le trajet de 135 kilomètres compte 76 kilomètres travaillés, 50 de route non revêtue et 17 de route pavée. Sur cette période la somme dépensée s'élève à 225 750 sucres, soit en moyenne 3 000 sucres par kilomètre, « que es muy barato, tomando en cuenta lo alto del jornal en la parte de abajo y las obras costosas que se han ejecutado »[1046]. Selon Pérez, le prix du kilomètre ne devrait pas dépasser les 2 000 sucres sur le trajet restant. À titre de comparaison, le contrat Kelly prévoyait quelque 20 000 sucres par kilomètre. La rapidité avec laquelle avancent les travaux emplit l'ingénieur d'optimisme : « Terminada la carretera: de Babahoyo a Ambato solo se emplearán dos días cómodos de viaje aún para familias »[1047]. Lorsqu'il quitte la présidence en juin 1892, Flores annonce que le chemin sera achevé pendant l'été, « entonces habrá, al fin por la primera vez, un camino fácil y expedito para la costa y se podrá hacer cómodamente todo o casi todo el viaje de Quito a Babahoyo en coche »[1048].

Si la *vía Flores* est sa priorité, le président fait également réparer le chemin d'El Arenal. Il essaie aussi, en vain, de terminer les trois chemins qui partent en direction de la *Sierra* depuis le pont sur la rivière Chimbo, terminus de la ligne ferroviaire : la *vía Kelly* vers la province de Bolívar, le chemin de Sibambe et le chemin de Pallatanga. Flores confie à Pérez les études pour ce dernier[1049]. Dans le contrat pour le chemin de fer du sud de 1890, la compagnie de d'Oksza s'engageait à réparer la *vía Kelly*, mais le contrat est suspendu en 1891[1050]. Avant de quitter son poste de directeur des Travaux publics, Menten admet que le gouvernement n'a pas eu le temps de terminer le chemin de Sibambe ; il appelle le nouveau gouvernement à poursuivre ses efforts, afin d'assurer la connexion entre Chimbo et la route nationale, en attendant l'arrivée du train (cf. figure n°4). Par ailleurs, après l'échec des contrats de 1886 et de 1887 pour le chemin de fer du Pailón, Flores fait approuver un contrat pour la construction d'un chemin d'Ibarra au

[1045] « Informe general sobre la "Vía Flores" », *Informe del Ministro de lo Interior al Congreso ordinario de 1892. Segunda parte. Obras públicas*, Quito, Imprenta del gobierno, 1892, s. p.
[1046] *Ibid*.
[1047] *Ibid*.
[1048] « Mensaje del Presidente de la República al Congreso ordinario de 1892 », *Periódico Oficial*, n°26, 25 juin 1892, p. 207.
[1049] « Informe sobre el camino de Pallatanga », *Informe del Ministro de lo Interior al Congreso ordinario de 1892. Segunda parte*, *op. cit.*, s. p.
[1050] *Diario Oficial*, n°265, le 12 septembre 1890, p. 2000.

Littoral. Dans ce contrat, la construction d'une voie ferrée n'est qu'une éventualité envisagée à l'article 12[1051].

Les travaux avancent plus rapidement pour d'autres chemins, notamment dans le sud du pays, de Loja à Saraguro, de Loja à Machala, de Cuenca à Machala, de Cuenca à Naranjal et d'Azogues à Tambo. Le gouvernement améliore également les chemins vicinaux qui relient les villages des Andes. En quittant la présidence, Flores se félicite de son bilan en matière de voies de communication :

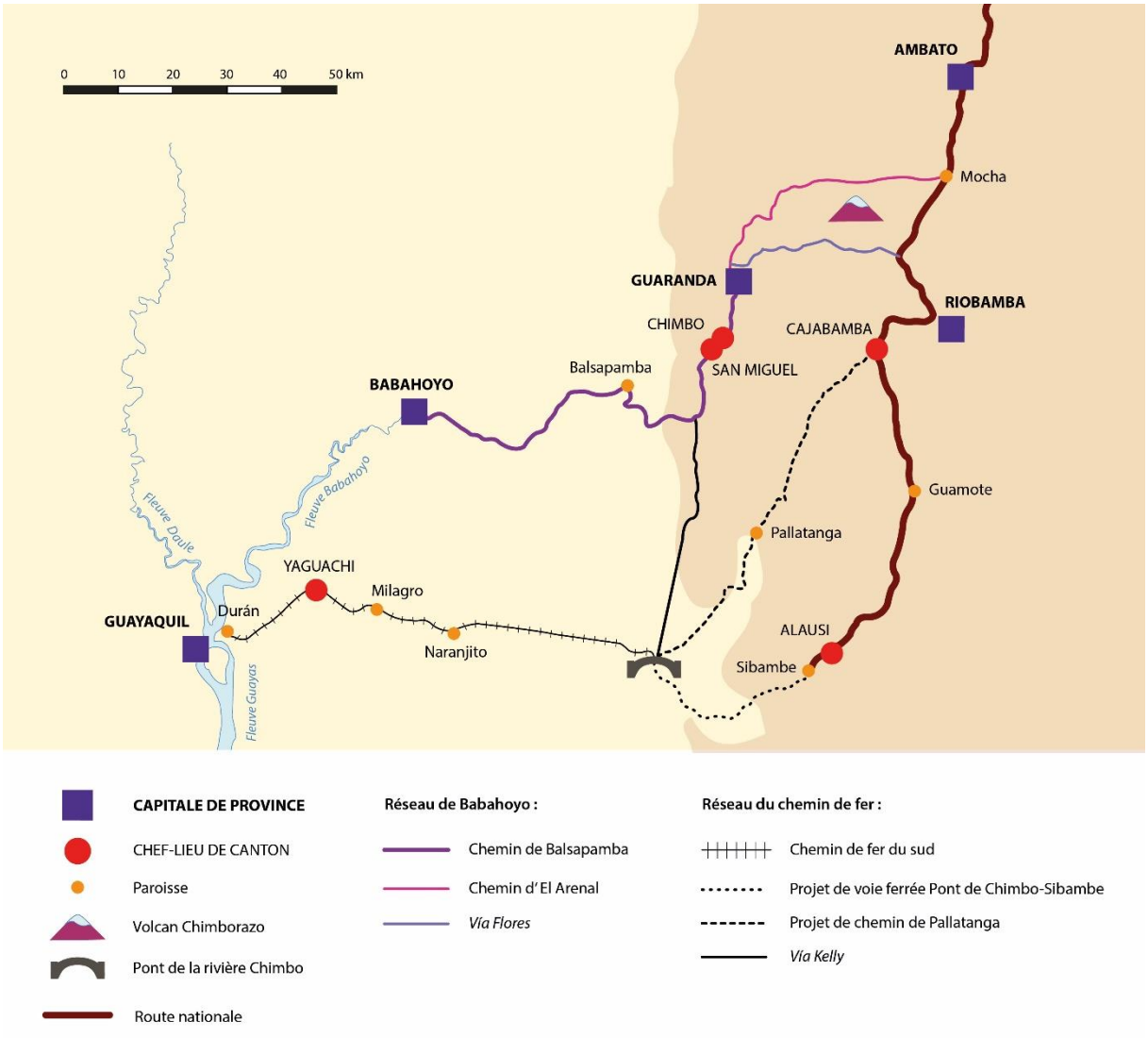
> Este conjunto de caminos, en gran parte terminados, y que se emprendió con escasos medios, después de las supresión del diezmo y a tiempo que se acometían azarosas reformas como la amortización de la moneda feble en toda la República, manifiesta que el Gobierno ha procedido a la ejecución de su Programa con plan deliberado y fuerza de voluntad[1052].

Concernant les contrats de la construction des chemins de fer — tous suspendus —, Flores conserve son scepticisme initial : « Este triste resultado hará ver si hubo alguna razón para que os dijera en el último Mensaje "nunca he creído en la pronta conclusión de los ferrocarriles" »[1053]. Et Menten d'ajouter: « Hoy día se acabaron ya las ilusiones »[1054].

Sous Cordero, cette méfiance se généralise. Le Congrès de 1894 rejette tous les projets de chemins de fer qui lui sont soumis : la proposition de Belisario Calisto et celle d'Agustín Yeroví pour le chemin de fer du sud, celle d'Alfredo Haggard pour une voie ferrée de San Lorenzo à Riobamba en passant par Ibarra, Quito et Ambato, et celle de Salvador Ordóñez pour la ligne Machala-Azogues, qui devait se prolonger ensuite en Amazonie. Seul le projet de Delort est approuvé, non sans d'intenses débats.

[1051] *Ibid*., p. 1995.
[1052] « Mensaje del Presidente de la República al Congreso ordinario de 1892 », *Periódico Oficial*, n°26, *op. cit.*, p. 207.
[1053] *Ibid*.
[1054] « Informe de la Dirección general sobre las Obras públicas trabajadas en el bienio de 1890-1892 », *Informe del Ministro de lo Interior al Congreso ordinario de 1892. Segunda parte*, *op. cit.*, p. 12.

Figure n°4. Les voies de communication entre la Côte et la *Sierra* pendant la période progressiste



Élaboré par Maël Medina

2) Vers une compagnie nationale ?

L'échec des concessions ferroviaires, confiées à des entrepreneurs étrangers dans leur grande majorité, pousse le Parlement à préférer les compagnies équatoriennes. Dès 1888, le Congrès autorise la création d'une société anonyme formée par des capitaux nationaux, destinée à construire des chemins de fer. C'est une réponse à la pétition présentée par Emilio Chiriboga au Sénat, au nom de plusieurs notables issus des familles les plus influentes de Riobamba, particulièrement intéressés par l'arrivée du train dans leur ville : les Chiriboga, les Lizarzaburu et les Larrea[1055]. L'intention de la société qu'ils créent est d'achever le chemin de fer de Chimbo a Sibambe si Kelly échoue, puis de le prolonger jusqu'à Quito. La commission du Sénat chargée d'analyser la pétition, et dont fait partie un frère du pétitionnaire, Benjamín Chiriboga, émet un avis favorable. Elle insiste dans son rapport sur les vertus des entreprises nationales :

> El establecimiento de esta clase de sociedades, provocando competencia, contribuiría eficazmente a mejorar las condiciones en que se hayan de construir los ferrocarriles nacionales. […] En vez de pensar en caudales que, de hecho, no acuden sino a los países en donde una situación económica y comercial a todas luces ventajosa, les ofrece pingües ganancias, debemos echar mano de nuestros pequeños recursos aunándolos para tan grande y benemérito objeto[1056].

L'objectif de la société est donc double : assurer le principe de la libre concurrence, qui devrait réduire les coûts de construction, et réunir les capitaux nécessaires, introuvables sur les marchés étrangers. La pétition ne suscite pas de discussion dans les Chambres[1057], ce qui montre que l'idée de confier les projets de voies ferrées à des compagnies nationales gagne du terrain.

La société proposée par Emilio Chiriboga ne verra jamais le jour, car, l'année suivante, le comte d'Oksza présente sa proposition pour le chemin de fer du sud, projet soutenu par Chiriboga lui-même et Pedro Lizarzaburu au Congrès. Le chef libéral de la capitale, Luis Felipe Borja, reprend alors le projet de Chiriboga. Il propose la création d'une Compagnie Nationale pour la construction de chemins de fer, qui réunirait un capital de quarante millions de sucres. Le financement viendrait de l'effort collectif de toute la population, des municipalités et de l'État,

[1055] *El Nacional*, n°450, 31 juillet 1888, p. 1911. Emilio Chiriboga présente la pétition au nom de ses frères Virgilio et Benigno, ses cousins Pacífico et Juan Chiriboga, les frères Pedro I. et Miguel Lizarzaburu, Ángel Modesto Borja, Carlos et Joaquín Larrea.
[1056] « Cámara del Senado. Acta del 7 de julio », *El Nacional*, n°444, 23 juillet 1888, p. 1888.
[1057] « Cámara del Senado. Acta del 11 de julio », *El Nacional*, n°446, 25 juillet 1888, p. 1895 ; et « Cámara de Diputados. Acta del 19 de julio », n°456, 9 août 1888, p. 1937.

à travers la souscription de quatre cents mille actions de cent sucres chacune. Le paiement de chaque action se ferait par mensualités d'un sucre pendant cent mois. Il serait ainsi aisé de réunir les fonds nécessaires à la construction des voies ferrées :

> Cien mil personas se hallarían, pues, en posibilidad de contribuir para la magna empresa, y cada una se suscribiera, como término medio, a cuatro acciones: el jornalero tomaría una, el artesano dos, el comerciante y el hacendado, de cinco a ciento, las Municipalidades, a proporción de sus rentas, los Morlas, Seminarios, Aspiazus, de quinientas a mil, el Fisco diera los doscientos mil sucres anuales destinados por la ley a la construcción de ferrocarriles[1058].

Pourtant, sa proposition trouve peu d'écho et, à notre connaissance, il n'a présenté aucune pétition en ce sens à la législature de 1890. Borja réussit néanmoins à créer une *Junta Promotora* du chemin de fer du Pailón, avec le soutien de plusieurs notables d'Imbabura. Le 1er septembre 1894, la Junte désigne son directoire ; il est composé de représentants des trois partis, comme le conservateur Fernando Pólit, le progressiste Manuel Jijón Larrea et les libéraux Manuel Larrea, Joaquín et Rafael Gómez de la Torre, c'est-à-dire essentiellement des représentants de la fraction modernisatrice de l'élite *latifundista* de la province[1059].

Après la suspension du contrat d'Oksza et la sentence de l'arbitrage concernant le contrat Palau en 1891, le Congrès décide, l'année suivante, d'éviter les accords hasardeux avec des entrepreneurs étrangers. Le 6 août 1892, il adopte un décret qui confie directement la construction du chemin de fer du sud à l'État[1060]. Cordero présente, malgré tout, le projet de contrat avec Delort au Congrès de 1894. Il confie aussi à l'ingénieur Cristóbal Thill une nouvelle étude pour le chemin de fer du sud. Celui-ci conclut son rapport en montrant les vertus d'une prise en charge des travaux par l'État, quel que soit leur coût. Pour Thill, l'État devra impérativement financer le chemin de fer : s'il a recours à une compagnie privée, notamment étrangère, l'État devra payer des intérêts sur des capitaux qui s'avèreront plus importants que ceux réellement investis, à des entrepreneurs sans scrupule, de surcroît, qui n'emploieront que les ressources que l'État lui-même leur fournira[1061]. Par ailleurs, dans son rapport au Congrès, le ministre de la Justice, Roberto Espinosa, affirme qu'une entreprise nationale sera plus efficace[1062]. Pour sa part, la presse libérale défend également l'idée d'une compagnie

[1058] « Ferrocarriles », *El Ecuatoriano*, *art. cit.*, p. 86.
[1059] *El Ferrocarril del Pailón*, Quito, Imprenta del clero, 1894, p. 1.
[1060] *Diario Oficial*, n°21, le 13 août 1892, p. 167.
[1061] THILL, Cristóbal ,*Informes del Sr. Ingeniero D. Cristóbal Thill*, *op. cit.*, p. 12.
[1062] *Informe del Ministro de Instrucción pública al Congreso constitucional de 1894*, *op. cit.*, p. 39.

équatorienne : « Creemos, sí, que en igualdad de circunstancias deben ser preferidos los empresarios nacionales, porque cualquier beneficio que ellos reporten, como es de razón y justicia suponerlo, quedará en el país y no se irá a otra parte a aumentar la riqueza de otra nación, con perjuicio del Ecuador »[1063].

Il existe, à l'époque, un consensus autour de l'idée que seuls des acteurs nationaux, soit l'État, soit une compagnie nationale, pourront achever le chemin de fer du sud. Dans ce climat, lorsque le Sénat prend connaissance des différentes propositions de voies ferrées, le libéral Constantino Fernández se montre méfiant. Il préfère que le Parlement confirme la loi de 1892 qui confie la construction de la ligne de Sibambe à l'État, plutôt qu'à des initiatives privées, notamment étrangères[1064]. Le Sénat finira par approuver le projet de Delort, mais Manuel Larrea, président de la commission chargée de l'analyser, n'en explique pas moins à ses collègues que la proposition d'Agustín Yeroví aurait été préférable, car il s'agit d'une initiative nationale ; la commission a finalement privilégié le projet de Delort parce que celui-ci promet de réunir des capitaux bien plus importants[1065]. Force est de le constater, l'approbation du projet Delort n'empêche pas l'expression de réticences. Tous ces exemples illustrent à quel point l'échec des différents projets de chemin de fer nourrit, en 1894, une grande méfiance envers les capitaux étrangers.

Le Congrès se montre ouvert aux initiatives nationales. Il n'accepte qu'après d'intenses discussions la proposition de d'Oksza et celle de la compagnie des frères Forwood en 1890, ainsi que celle de Delort en 1894. En revanche, la Parlement adopte sans opposition la proposition des frères Muñoz Vernaza, originaires de la ville de Cuenca, pour la ligne Machala-Azogues en 1890. La même année, le Parlement entend promouvoir des moyens de transports alternatifs aux voies ferrées. Il confie au directeur de l'Observatoire astronomique, Guillermo Wickmann, une concession exclusive pour établir un service de transport entre Quito et le pont de Chimbo, en attendant l'arrivée du train à Sibambe[1066]. En 1894, lorsque la société anonyme créée par des notables d'Imbabura pour la construction de la ligne ferroviaire Ibarra-El Pailón

[1063] « Ferrocarril del sur », *El Globo*, n°1993, le 1er mai 1894, p. 2.
[1064] APL, Actas del Congreso extraordinario de 1894, Cámara del Senado, 21 août, p. 10.
[1065] *Ibid*., 25 août, p. 60-61.
[1066] « Concédese a Guillermo Wickmann privilegio exclusivo para establecer entre Quito, Riobamba, Guaranda y puente de Chimbo un servicio de transporte, para personas y cargas, por medio de vehículos movidos por vapor, aire caliente, petróleo, benzina o cualquiera otra fuerza mecánica. Este privilegio se extiende solo a los mencionados vehículos y queda libre el tráfico y transporte para todos los coches, carretas, ómnibus, diligencias, etc., movidos por fuerza de animales, así como para los ferrocarriles y tranvías sobre rieles que se establecieren en este trayecto, lo propio que para toda clase de acémilas », *Diario Oficial*, n°296, 30 août 1894, p. 2414.

demande l'autorisation de la construire à ses frais, la proposition est approuvée à l'unanimité au Sénat[1067].

Conclusion

Alors même que les grands travaux d'infrastructure représentent un axe essentiel du projet modernisateur du progressisme, le bilan en matière de chemins de fer s'avère décevant à la fin de la période progressiste. La Compagnie des Travaux publics et du chemin de fer de Guayaquil met en place la *vía Kelly*, entre le pont de Chimbo et la province de Bolívar. Kelly réussit à construire la voie Durán-Yaguachi, d'une vingtaine de kilomètres. Elle est inaugurée en novembre 1888, peu après la fin du délai prévu par le contrat. Cependant, elle est fermée quelques mois plus tard, pour être réparée après les inondations qui l'ont endommagée au cours de l'hiver. Le service n'est rétabli qu'à la fin de l'année 1889. À l'autre bout de la ligne, la situation est plus préoccupante encore. Kelly n'a travaillé que 45% du trajet, et ce à partir des deux extrêmes de la voie ; il n'a posé les rails que sur 5% environ, à partir de Chimbo[1068]. D'Oksza et Delort ne pourront pas reprendre les travaux. Le contrat avec le premier est suspendu par le Conseil d'État moins d'un an après son adoption. Dans le deuxième cas, le décret approuvant le contrat n'est pas sanctionné par Cordero. Concernant le chemin de fer central, les études ne sont réalisées que pour le trajet Bahía-Chone et seuls deux kilomètres de remblais auront finalement été construits[1069]. La route de Quito à Santo Domingo, que Palau devait réparer et entretenir en attendant l'arrivée du train, menace d'être engloutie par la forêt[1070]. Pour ce qui est de la ligne Machala-Azogues, douze kilomètres de remblais sont construits par Medina et Dávila, soit environ la moitié du trajet de Machala à Pasaje[1071] ; et les

[1067] APL, Actas del Congreso extraordinario de 1894, Cámara del Senado, 15 août, p. 35.
[1068] « Ferrocarril del sur », *Informe del Ministro de lo Interior y Relaciones exteriores al Congreso constitucional de 1890*, *op. cit.*, s. p.
[1069] *Diario Oficial*, n°42, le 20 avril 1889, p. 334-335.
[1070] *Diario Oficial*, n°35, le 29 mars 1889, p. 280-281.
[1071] *Diario Oficial*, n°70, le 6 juin 1889, p. 579-580.

frères Muñoz Vernaza seront incapables de la poursuivre. Après la signature du contrat pour la route du Pailón de 1884, Finlay et Wiswell parviennent assez rapidement à en construire la moitié, de la ville d'Ibarra au pont sur la rivière Lita, mais ne parviennent pas à établir une voie ferrée[1072]. Enfin, les travaux n'auront lieu ni pour la voie ferrée de Baba ni pour celle de Zaruma.

Les ambitions progressistes sont donc systématiquement déçues. Elles se sont avérées irréalistes au vue des difficultés économiques que l'État doit affronter durant les décennies 1880 et 1890, en raison du manque de financements extérieurs, mais surtout à cause de l'opposition croissante que suscitent les chemins de fer. L'échec des projets ferroviaires contribue à fragiliser le progressisme. Il brise le consensus autour des voies ferrées manifeste pendant la présidence de Caamaño. À partir du mandat de Flores, la question des chemins de fer devient un élément controversé des débats politiques. Les contrats ferroviaires, adoptés sans opposition sous Caamaño, provoquent d'intenses polémiques sous Flores. Pour finir, ils deviennent un des principaux angles d'attaque de l'opposition conservatrice contre le progressisme.

Il convient de revenir sur la nature complexe et changeante des oppositions au progressisme. Sous le mandat de Caamaño, la principale menace pour le gouvernement sont les guérillas libérales du Littoral. Sous Flores, en revanche, l'Église et les conservateurs rejoignent l'opposition pour bloquer les projets de réforme du nouveau président, tels que la restructuration de la dette et les projets de chemins de fer financés par des capitaux étrangers. Les conservateurs, de plus en plus inquiets, cherchent à reprendre le pouvoir lors des élections présidentielles de 1892. Ils sont alors prêts à s'allier à une fraction du libéralisme pour mettre fin aux expériences économiques progressistes. Cette alliance surprenante *a priori*, car contre-nature, entre conservateurs et libéraux contribue à déstabiliser le progressisme. Elle révèle que les progressistes ont fini par s'aliéner le soutien des deux autres courants, le conservatisme et le libéralisme. Ils sont complètement isolés, lorsque l'affaire de l'*Esmeralda* provoque, en 1895, une crise politique d'une ampleur inédite dans l'histoire du pays.

[1072] LÓPEZ, Modesto, « Informe del reconocimiento hecho en la línea del camino del Pailón », *Informe del Ministro de lo Interior y Relaciones exteriores al Congreso constitucional de 1885*, *op. cit.*, s. p.

Troisième partie :

Les oppositions au progressisme

Chapitre 7 : De l'opposition libérale à l'opposition conservatrice (1884-1891)

Les conservateurs et les progressistes se méfient d'Eloy Alfaro dès le début de la campagne contre Veintemilla[1073]. Ils n'oublient pas qu'en 1876, il soutient le soulèvement de Nicolas Infante contre Borrero à Guayaquil pour réclamer l'abrogation de la Constitution de 1869, puis le coup d'État de Veintemilla. Ils voient également d'un mauvais œil plusieurs mesures prises par Alfaro à Esmeraldas et à Manabí, comme la suppression immédiate de la dîme sur tous les produits, sauf le tabac et le cacao, et son discours ouvertement radical. Alfaro, de son côté, est déçu par le pentavirat et l'Assemblée constituante de 1883-1884 ; il considère qu'ils ont confisqué la victoire au parti libéral, acteur clé de la chute de Veintemilla. Il craint, en outre, le rétablissement d'un ordre politique de type garcien[1074]. En octobre 1883, Alfaro quitte ses fonctions de Chef Suprême d'Esmeraldas et de Manabí et part pour Panama. Une fois à l'étranger, il commence à conspirer contre Caamaño. Croyant que la situation est mûre pour la grande transformation qu'il espérait lors de l'élection de Borrero en 1875 puis lors de l'avènement de Veintemilla en 1876, il lance un soulèvement général contre le gouvernement progressiste, le 15 novembre 1884. C'est un échec cuisant. Alfaro doit fuir l'Équateur et se réfugie d'abord en Amérique centrale, entre 1885 et 1886, au Pérou de 1886 à 1890, puis à nouveau en Amérique centrale, de 1890 à 1895.

Quoiqu'en exil, il est loin de rester inactif. Il cherche à maintenir en vie le mouvement révolutionnaire sur la Côte, sous la forme des *montoneras*, des guérillas radicales formées par les paysans métis du Littoral, les *montuvios*, qui constitueront la base sociale de la Révolution libérale en 1895. Les *montoneras* ne parviennent pas à renverser l'ordre établi sous le mandat de Caamaño. Ce dernier les combat de manière énergique. Il renforce également les dispositifs juridiques de répression et parvient, au bout de plus de trois ans de quasi-guerre civile dans le Littoral, à disperser, du moins provisoirement, les *montoneras*. À partir de 1888, une fois l'ordre rétabli, le nouveau président, Antonio Flores, peut mettre en place le cœur du programme

[1073] Cf. chapitre 1, section III, 2.
[1074] ALFARO, Eloy, *La campaña de 1884*, *in Narraciones históricas*, *op. cit.*, p. 194-203.

progressiste : remplacement de la dîme, construction de chemins de fer financés par des capitaux étrangers, restructuration de la dette extérieure afin d'en reprendre le service. Ces réformes suscitent de très fortes résistances parmi les conservateurs ultramontains, qui se montrent hostiles à toute expérimentation économique susceptible de perturber l'ordre social fondé sur l'*hacienda*. Ce n'est donc qu'à partir de 1888 que la division au sein des élites *terratenientes* devient manifeste : à une fraction modernisatrice, ouverte au changement, s'oppose la fraction garciano-cléricale crispée sur la défense du *statu quo*. Il convient de revenir sur les étapes et les conditions du déplacement du centre de gravité de l'opposition au progressisme du libéralisme sous Caamaño vers le conservatisme sous Flores.

I) Les rébellions *montoneras*

Le phénomène des *montoneras* ne se cantonne pas à la période progressiste. Les guérillas radicales pullulent sur le Littoral de 1864 aux années 1910. Elles apparaissent, pour la première fois, à Manabí, sous le premier mandat de García Moreno. Cette province devient alors le cœur de la révolution dans les décennies qui suivent. Au début, les libéraux radicaux soutiennent surtout le général José María Urbina, originaire de la *Sierra* et installé à Guayaquil depuis son plus jeune âge, mais rapidement la direction des soulèvements armés est assumée par des acteurs locaux[1075], comme Eloy Alfaro et ses frères. L'âge d'or des *montoneras* correspond aux années 1880, lorsqu'elles menacent la dictature de Veintemilla puis le mandat de Caamaño. Leur activité deviendra moins intense lorsqu'Alfaro prendra le pouvoir en 1895. Cependant, elles réapparaitront une dernière fois à Esmeraldas et à Manabí sous la direction de Carlos Concha, au milieu des années 1910, après l'assassinat d'Alfaro.

Il s'agit donc d'un phénomène qu'il convient d'analyser dans la durée, mais que l'historiographie équatorienne n'a pas encore suffisamment étudié. Dans le cadre de cette section, nous nous limiterons à en signaler les principaux aspects pour la période qui nous

[1075] DUEÑAS DE ANHALZER, Carmen, *op. cit.*, p. 120.

intéresse. Nous présenterons une histoire événementielle des opérations des *montoneras*, de 1884 à 1887, avant de nous interroger sur leur composition et leurs motivations.

1) L'expédition d'Alfaro de 1884

Depuis le milieu de l'année 1884, Alfaro prépare un coup d'État pour renverser le gouvernement de Caamaño. Il considère le régime progressiste comme incapable de faire face à la crise économique qui suit la guerre civile de 1882-1883 et qu'il attribue à la mauvaise gestion de la douane de Guayaquil. Il remet également en cause la légitimité du pouvoir en place. L'Assemblée constituante de 1883-1884 est élue dans un climat de confrontation ouverte : le club libéral de Quito est attaqué par les conservateurs le premier jour des élections, le 2 septembre 1883. Caamaño est élu non pas au suffrage direct, mais par une Assemblée non représentative aux yeux d'Alfaro. Plus généralement, ce dernier estime le nouveau régime incapable de mettre en place les réformes qu'il juge nécessaires, comme la suppression de la dîme, et craint le retour à un régime garcien. Luis Vargas Torres, d'ailleurs, tient un discours semblable pour justifier la révolution[1076].

Alfaro compte prendre le pouvoir à travers un soulèvement général prévu le 15 novembre dans plusieurs provinces. Il espère obtenir le soutien du Littoral, grâce au prestige dont il jouit depuis la campagne de 1883 contre Veintemilla. Il souhaite se rendre avant le 20 à Manabí, à bord de l'*Alajuela*, bateau à vapeur qu'il achète à Panama, puis arriver à Guayaquil dans les premiers jours de décembre[1077]. Une fois la Côte sous son contrôle, il envisage ensuite d'envahir la zone andine.

Le soulèvement se produit dans les provinces d'Esmeraldas, Manabí, Los Ríos, León et Carchi. Il commence à Montecristi, lieu de naissance d'Alfaro, dans la province de Manabí, le 15 novembre. Son frère, le colonel Medardo Alfaro, est proclamé chef civil et militaire de la province. Le lendemain, il prend la capitale, Portoviejo, avec le colonel Juan Centeno. Le 17, le colonel Manuel Antonio Franco, ministre de la Guerre d'Alfaro en 1883, est proclamé chef

[1076] ALFARO, Eloy, *La campaña de 1884*, *in Narraciones históricas*, *op. cit.*, p. 194-203 ; et VARGAS TORRES, Luis, *La Revolución del 15 de noviembre de 1884*, Lima, Imprenta Bolognesi, 1885, p. 12-14 et 25.
[1077] ALFARO, Eloy, *La campaña de 1884*, *in Narraciones históricas*, *op. cit.*, p. 204.

civil et militaire de la province d'Esmeraldas[1078]. Le 23, les libéraux Nicolás Infante, Francisco Borja Lavayen, Emilio Estrada et Marcos Alfaro se réunissent dans l'*hacienda* Victoria, également appelée Chapulo, propriété d'Eduardo Hidalgo et de son épouse María Gamarra, près de Palenque. Infante est proclamé colonel et chef civil et militaire de la province de Los Ríos. Avec ses partisans, connus sous le nom de *chapulos*, il prend Vinces le jour même, Balzar le 29 et Puebloviejo dans les premiers jours de décembre. Le colonel Mariano Barona doit également prendre part au soulèvement dans la province de Los Ríos, mais il se désiste et est arrêté le 25 novembre[1079]. Le gouvernement envoie le général Secundino Darquea pour réprimer la révolution des *chapulos*. Après plusieurs escarmouches, les forces de Darquea battent les *montoneros* d'Infante à Piscano, *hacienda* de Pedro Aspiazu, le 14 décembre[1080]. Infante, Marcos Alfaro et Emilio Estrada finissent par être capturés le 31 décembre. Infante est jugé en conseil de guerre, condamné à mort et exécuté le 1er janvier 1885 à Palenque[1081].

À Ipiales, plusieurs libéraux se regroupent pour avancer vers la capitale, sous la direction de Rafael et Nicanor Arellano, Francisco Hipólito Moncayo, Facundo Acosta et Roberto Andrade. Cependant, Alfaro ne parvient pas à leur envoyer des armes. Les forces gouvernementales attaquent leur campement au bord de la rivière Carchi, sur la frontière avec la Colombie, et ils sont rapidement dispersés[1082].

Les libéraux du centre, dirigés par Fidel Gacría, ancien ministre d'Alfaro, Ricardo Flores, neveu de l'écrivain libéral Juan Montalvo, et le sergent Leopoldo González, tentent de prendre la *gobernación* de la province du Tungurahua, mais sans succès. Ils préfèrent alors s'emparer de la ville de Latacunga, moins bien gardée, le 1er décembre. Toutefois, ils sont vaincus au bout de quelques heures et González est fait prisonnier[1083]. Le frère du gouverneur de la province de León, Manuel Maldonado, meurt pendant l'affrontement. Pour apaiser la colère du gouverneur, Alejandro Maldonado, et celle des habitants de Latacunga, qui exigent que González soit fusillé, ce dernier est jugé en conseil de guerre et exécuté. En effet, le gouvernement reçoit ce

[1078] *Ibid*., p. 205-207.
[1079] *El Nacional*, n°145, 16 décembre 1884, p. 1 ; n°146, 23 décembre 1884, p. 2 ; et n°147, 30 décembre 1884, p. 4.
[1080] *Ibid*.
[1081] *El Nacional*, n°149, 13 janvier 1885, p. 4.
[1082] ALFARO, Eloy, *La campaña de 1884*, *in Narraciones históricas*, *op. cit.*, p. 217 et 261 ; *El Nacional*, n°143, 2 décembre 1884, p. 2 ; et n°145, 16 décembre 1884, p. 4.
[1083] ALFARO, Eloy, *La campaña de 1884*, *in Narraciones históricas*, *op. cit.*, p. 261 ; *El Nacional*, n°143, 2 décembre 1884, p. 2.

télégramme de Latacunga : « Pueblo indignado pide a gritos fusilen a Leopoldo González. Gobernador loco con muerte de hermano »[1084].

Le soulèvement se circonscrit donc rapidement aux provinces d'Esmeraldas et de Manabí. Caamaño, qui se trouve alors à Guayaquil, prend connaissance des plans d'Alfaro avant même leur exécution. Le 15 novembre, il envoie le bateau *Santa Lucía*, qui se trouve à Guayaquil, vers les provinces de Manabí et Esmeraldas. Entre 120 et 150 hommes débarquent à Manta le 17. Medardo Alfaro et Centeno divisent leurs forces pour les combattre, mais ils ne peuvent pas éviter l'avancée des troupes gouvernementales qui reprennent Portoviejo. Le retard d'Eloy Alfaro convainc une partie des forces révolutionnaires qu'il n'arrivera pas. Les désertions se multiplient. Medardo Alfaro et Centeno évacuent Montecristi et se réfugient dans les montagnes[1085].

Le *Santa Lucía* suit son cours vers le nord pour attaquer l'*Alajuela*. Alfaro quitte Panama à bord de ce dernier le 16 novembre, avec plusieurs jours de retard, en raison de plusieurs contretemps. Le *Santa Lucía* et l'*Alajuela* s'affrontent pendant deux heures près de Tumaco, mais le *Santa Lucía* décide de suspendre le combat et de se retirer[1086]. Alfaro n'arrive à Esmeraldas que le 23 novembre. Il fait réparer l'*Alajuela*, laisse Franco et Vargas Torres à la tête de la province et part en direction de Manabí le lendemain, avec une soixantaine d'hommes, dont le commandant Carlos Otoya. Le 26, il arrive à Bahía de Caráquez, où il est bien reçu. Il ordonne à Medardo et Centeno de rassembler leurs forces à Charapotó. Seul Centeno se présente. Il combat les forces constitutionnelles, qui finissent par se retirer à Portoviejo, et Charapotó est détruit par un incendie pendant l'affrontement. Chaque camp accuse l'autre d'avoir mis le feu au village. Le soir, Alfaro se rend à Charapotó, où il est rejoint par son frère. Les forces de trois chefs combinées ne dépassent cependant pas les 260 hommes. Le 1er décembre, ils essaient de prendre Portoviejo, mais sont repoussés par les forces gouvernementales. Ils se retirent alors à Bahía[1087].

Le colonel Reinaldo Flores établit un blocus autour de la ville avec une petite flotte dont font partie notamment le *Santa Lucía* et le *Huacho*. Dans la nuit du 5 au 6 décembre, Alfaro profite

[1084] *El Nacional*, n°144, 9 décembre 1884, p. 3.
[1085] ALFARO, Eloy, *La campaña de 1884*, *in Narraciones históricas*, *op. cit.*, p. 207-209 ; FLORES, Reinaldo, *La campaña de la Costa dirigida por Reinaldo Flores*, Guayaquil, Imprenta de Calvo y Ca., 1885, p. 10 ; *El Nacional*, n°144, 9 décembre 1884, p. 3 ; et n°145, 16 décembre 1884, p. 3.
[1086] ALFARO, Eloy, *La campaña de 1884*, *in Narraciones históricas*, *op. cit.*, p. 211-215 ; et VARGAS TORRES, Luis, *Diario de la campaña de Alfaro*, in PÉREZ CONCHA, Jorge, *Vargas Torres*, Quito, Ministerio de Educación, 2010, p. 254.
[1087] ALFARO, Eloy, *La campaña de 1884*, *in Narraciones históricas*, *op. cit.*, p. 219-221 et 223-229 ; et *El Nacional*, n°144, 9 décembre 1884, p. 3.

d'un retrait provisoire des deux bateaux pour quitter Bahía à bord de l'*Alajuela* et prendre l'offensive. L'*Alajuela* attaque le *Huacho* et le *Santa Lucía*, mais après un long combat, il est gravement endommagé. Alfaro décide de le brûler et de le faire échouer sur la plage, près de Jaramijó, avant de s'échapper avec les survivants[1088].

En attendant, les colonels Medardo Alfaro, Centeno et Zenón Sabando se rassemblent à Bahía. Sachant qu'Eloy Alfaro a été vaincu, ils décident d'évacuer la ville, que Flores occupe le 10 décembre[1089]. De son côté, Eloy Alfaro se dirige vers le nord, accompagné d'une poignée d'hommes, dont le capitaine Leonidas Plaza, un de ses principaux lieutenants[1090]. Luis Vargas Torres évacue la ville d'Esmeraldas et cherche à rejoindre Alfaro. Vargas Torres, Medardo et Eloy Alfaro se retrouvent sur le fleuve Esmeraldas. Ils parviennent à rejoindre la mer et à s'échapper en bateau depuis Rioverde en Colombie[1091].

Le gouvernement réagit très rapidement. Le 17 novembre, Alfaro et tous ceux qui se trouvent à bord de l'*Alhajuela* sont déclarés pirates par le vice-président[1092]. Le même jour, le Conseil d'État accorde toutes les mesures d'exception à l'exécutif, qui les conservera jusqu'en 1888[1093]. Le 27 décembre, Eloy Alfaro et tous les officiers qui le soutiennent sont dégradés[1094]. Les causes de l'échec de la tentative de coup d'État sont nombreuses : le gouvernement connaît les plans d'Alfaro à l'avance ; celui-ci arrive en Équateur avec plusieurs jours de retard ; la révolution suscite moins d'enthousiasme qu'en 1883, notamment dans deux provinces, Esmeraldas et Manabí, particulièrement touchées par la guerre entre 1882 et 1883 ; les divisions et les rivalités entre les officiers d'Alfaro fragilisent ses projets avant son arrivée ; plusieurs d'entre eux manquent d'expérience[1095]. L'expédition d'Alfaro est un échec, mais les *montoneras* se multiplient et poursuivent leur combat tout au long de la présidence de Caamaño. Ainsi, en juillet 1885, le ministre de la Guerre, le général Sarasti affirme : « Las partidas armadas de Manabí han desparecido, es verdad, pero no el peligro de que vuelvan a invadir.

[1088] ALFARO, Eloy, *La campaña de 1884*, *in Narraciones históricas*, *op. cit.*, p. 230-246.
[1089] *Ibid.*, p. 250-251 ; et FLORES, Reinaldo, *La campaña de la Costa dirigida por Reinaldo Flores*, *op. cit.*, p. 80.
[1090] ALFARO, Eloy, *La campaña de 1884*, *in Narraciones históricas*, *op. cit.*, p. 251.
[1091] *Ibid.*, p. 264-266 ; VARGAS TORRES, Luis, *La Revolución del 15 de noviembre de 1884*, *op. cit.*, p. 37-38 ; *El Nacional*, n°147, 30 décembre 1884, p. 4 ; et n°149, 13 janvier 1885, p. 4.
[1092] *El Nacional*, n°142, 25 novembre 1884, p. 4.
[1093] *El Nacional*, n°143, 2 décembre 1884, p. 2.
[1094] *El Nacional*, n°148, 6 janvier 1885, p. 2.
[1095] ALFARO, Eloy, *La campaña de 1884*, *in Narraciones históricas*, *op. cit.*, p. 207 et 222-223 ; VARGAS TORRES, Luis, *Diario de la campaña de Alfaro*, in PÉREZ CONCHA, Jorge, *op. cit.*, p. 258 et 264.

Esa gente no se ha declarado aún en absoluta derrota y su plan indudable es el de conservar latente la revolución »[1096].

2) La prolifération des *montoneras* (1885-1887)

Pendant le reste de la présidence de Caamaño, l'affrontement prend la forme d'escarmouches avec les forces de l'ordre. Mais à trois reprises, les *montoneras* semblent mener une attaque concertée et simultanée dans plusieurs provinces, de février à mai 1886, d'octobre à décembre 1886 et d'avril à juin 1887. En 1886, Lima accueille de nombreux libéraux équatoriens exilés et devient un centre de conspiration contre le gouvernement de Caamaño. Alfaro y arrive le 6 mars. Il cherche à organiser une nouvelle expédition et reçoit le soutien de plusieurs grandes figures libérales, telles que Lorenzo Peña, César Borja, Vargas Torres, Felicísimo López, Francisco Hipólito Moncayo, Jacinto Nevares et Roberto Andrade. Le gouvernement envoie d'ailleurs le général Francisco Javier Salazar à Lima comme ministre plénipotentiaire afin de surveiller les libéraux exilés[1097].

L'évènement qui marque le début d'une nouvelle campagne *montonera* dans plusieurs provinces est la tentative d'assassinat de Caamaño, le 6 février 1886. Le président quitte la capitale pour visiter les provinces de la Côte. Il prend le train jusqu'au terminus, la gare de Yaguachi, où il arrive le 6 février. Vers 23 heures, alors qu'il attend le bateau *Olmedo* pour se rendre à Guayaquil, un groupe de *montoneros*, dont fait partie Pedro Jacinto Montero, attaque la gare, tue l'aide-de-camp du président et tente d'assassiner ce dernier. Caamaño parvient à s'enfuir, se jette dans la rivière Yaguachi et se cache sous un pont en attendant que les *montoneros* s'éloignent. Pendant ce temps, le bateau *Bolívar*, où se trouvent le gouverneur de la province du Guayas, Modesto Jaramillo, et le colonel Reinaldo Flores, arrive près de la gare. Les *montoneros* l'attaquent puis se retirent. Profitant du désordre, Caamaño quitte sa cachette et gagne l'autre rive à la nage. Il est reçu à bord du bateau *Quito* de la ligne de transport Guayaquil-Yaguachi. Il est ensuite transféré sur le bateau *Olmedo*, qui l'emmène à Guayaquil, où il arrive sain et sauf, le 7 à 16h30. À Guayaquil, pendant la nuit du 7 au 8 février, plusieurs

[1096] « Cámara de Diputados. Acta del 4 de julio », *El Nacional*, n°174, 17 juillet 1885, p. 4.
[1097] PÉREZ CONCHA, Jorge, *op. cit.*, 2010, p. 129 ; et ANDRADE, Roberto, *Autobiografía de un perseguido*, tome II, Quito, Abya-Yala, 1995, p. 401

affrontements ont lieu entre la Police et les partisans d'Alfaro, près de la maison où se trouve le président et devant le commissariat central de la Police et la prison, mais les *montoneros* sont rapidement dispersés. L'intendant de police, le colonel César Guedes, perd la vie au cours du combat[1098]. La tentative d'assassinat de Caamaño provoque un émoi sans précédent parmi les autorités et les fonctionnaires. De nombreux conseils municipaux condamnent l'incident, comme ceux de Quito, Ibarra, Otavalo, Cotacachi, Riobamba, Cañar, Girón, Machachi, Jipijapa[1099]. La police proteste également contre l'attentat, comme à Guayaquil et à Loja[1100]. L'Armée n'est pas en reste, par exemple le bataillon n°9 d'Imbabura[1101]. À Cuenca, toutes les corporations condamnent l'incident, aux côtés du conseil municipal, des employés de la justice, du chapitre diocésain, des professeurs et des étudiants du séminaire[1102].

Les attaques des *montoneras*, sporadiques depuis l'expédition de 1884, reprennent de plus bel. La guérilla dirigée par Zenón Sabando attaque Jipijapa le 21 janvier, Rocafuerte le 14 février puis Montecristi le 17, dans l'objectif de prendre Portoviejo. Cependant, les *montoneros*, entre 130 et 150 hommes dirigés, par Sabando et Crispín Cerezo, sont défaits aux alentours de Montecristi le 18[1103]. Un autre groupe de *montoneros* cherche à prendre Daule également. Le 9 mars, ils affrontent les forces gouvernementales, dirigées par le colonel Modesto Burbano et le lieutenant-colonel Pedro José Montero, aux alentours de l'*hacienda* La Aurora, mais ils sont dispersés[1104]. Pour sa part, début avril, Francisco Roca attaque Manglaralto pour obtenir des armes. Il marche ensuite vers Santa Elena pour rejoindre une *montonera* plus grande, mais il est vaincu le 10 avril puis capturé à Ayampe[1105]. Le gouvernement rappelle le général Salazar, alors ministre plénipotentiaire à Lima, pour lui confier la mission de réprimer les *montoneras* dans la province de Los Ríos. Les troupes gouvernementales affrontent une guérilla libérale de 120 hommes dans l'*hacienda* Soledad, de Nicolás Infante, et les poursuivent jusqu'à Quevedo,

[1098] « Actualidad », *El Anotador*, n°10, 9 février1886, p. 2 ; et « Los últimos sucesos », *El Progreso*, n°49, 17 février 1886, p. 1-2.
[1099] *El Nacional*, n°207, 19 février1886, p. 1 , n°211, 12 mars 1886, p. 1 et 3 ; n°213, 26 mars 1886, p. 3 ; n°214, 2 avril 1886, p. 4 ; n°215, 9 avril 1886, p. 4 ; et n°217, 23 avril 1886, p. 4.
[1100] *El Nacional*, n°211, 12 mars 1886, p. 4 ; et n°214, 2 avril 1886, p. 3-4.
[1101] *El Nacional*, n°214, 2 avril 1886, p. 4.
[1102] *El Nacional*, n°211, 12 mars 1886, p. 3-4.
[1103] « Crónica », *El Anotador*, n°17, 5 mars 1886, p. 2 ; « Crónica », n°24, 30 mars 1886, p. 2 ; *El Nacional*, n°212, 19 mars 1886, p. 3 ; et *Informe que el ministro de Guerra y Marina dirige al Congreso del Ecuador en 1886*, Quito, Imprenta del gobierno, 1886, p. 5
[1104] *El Nacional*, n°214, 2 avril 1886, p. 2.
[1105] « Actualidad », *El Anotador*, n°29, 13 avril 1886, p. 2 ; et *El Nacional*, n°220, 14 mai 1886, p. 3-4.

où elles les écrasent le 7 avril. Selon Reinaldo Flores, près de 50 *montoneros* auraient été tués[1106].

Après la tentative infructueuse de Sabando et Cerezo pour prendre Portoviejo, les *montoneros* se retirent au nord de la vallée du Daule, près de Balzar, où les survivants du combat de Quevedo les rejoignent. Après avoir regroupé leurs forces, ils se dirigent vers Chone où ils sont de nouveau vaincus, le 1er mai. Pedro Jacinto Montero est fait prisonnier, et entre trente et cinquante rebelles auraient perdu la vie, selon les autorités[1107]. C'est un grand revers pour les *montoneros*, qui se retirent dans les montagnes pour quelques mois. Près de Daule, un de leurs chefs, Domingo Franco se rend même aux autorités le 8 mai[1108].

Le pouvoir considère que d'autres provinces sont également menacées. Selon Reinaldo Flores, Alfaro comptait se rendre en Équateur en envahissant la province El Oro[1109]. Flores part alors à Puerto Bolívar avec 60 hommes dirigés par le colonel Francisco Guillermo Ortega, pour protéger la province, notamment Zaruma[1110]. La province d'Esmeraldas semble également vulnérable. Le gouverneur accuse un travailleur journalier de vouloir soudoyer un capitaine et un lieutenant de la Garde nationale pour renverser les autorités et ouvrir les portes de la province à Alfaro[1111]. Les libéraux réfugiés à Ipiales, dirigés par les frères Rafael et Nicanor Arellano traversent la frontière. Le gouverneur de la province du Carchi fuit dans celle d'Imbabura. Les libéraux atteignent la rivière Chota, à la limite des deux provinces, le 16 mai, mais décident de se retirer, craignant la contre-attaque des troupes, bien plus nombreuses, du général Vicente Fierro, gouverneur d'Imbabura. Les frères Arellano dissolvent alors leurs forces avant de se réfugier en Colombie[1112]. Caamaño reste à Guayaquil pendant toute la période, de février à mai 1886. Il ne revient à Quito que pour le début de la session parlementaire, qui commence le 10 juin, lorsque la situation semble maîtrisée.

Une nouvelle vague *montonera* se produit, cependant, d'octobre à décembre 1886. À l'époque, Alfaro a l'intention d'organiser une nouvelle expédition en Équateur. Pour ce faire, il compte acheter le bateau *Vilcanota* au Pérou. Lorenzo Peña s'engage à se porter garant de la transaction.

[1106] *Ibid*., p. 3 ; et *El Nacional*, n°221, 21 mai 1886, p. 3.
[1107] *Ibid*., p. 3-4 ; « Revista de la prensa », *El Anotador*, n°33, 27 avril 1886, p. 1.
[1108] *El Nacional*, n°221, 21 mai 1886, p. 4.
[1109] « Documentos oficiales », *El Anotador*, n°41, 18 mai 1886, p. 2.
[1110] « Gacetilla », *La Idea*, Machala, n°26, 4 mai 1886, p. 2.
[1111] « Sumario de averiguación seguida contra Julio C. Estupiñán, reo político », *El Anotador*, n°45, 26 mai 1886, p. 2-3.
[1112] *El Nacional*, n°221, 21 mai 1886, p. 3 ; n°222, 28 mai 1886, p. 4 ; n°3, 7 juin 1886, p. 11-12 ; et *Informe que el ministro de Guerra y Marina dirige al Congreso del Ecuador en 1886*, *op. cit.*, p. 10-11.

Cependant, il change d'avis et décide de retirer sa garantie ; Alfaro ne peut pas acheter le *Vilcanota* et les relations entre les deux hommes sont rompues[1113]. Toutefois, la perspective d'un retour d'Alfaro pousse ses partisans à redoubler leurs efforts. Vers la mi-octobre, près de 150 *montoneros*, sous la direction de Carlos Otoya, prennent Esmeraldas, qu'ils occupent pendant deux semaines. Ils jettent en prison le gouverneur, le chef politique de la ville et une vingtaine de fonctionnaires publics. Reinaldo Flores quitte Guayaquil avec des renforts et reprend Esmeraldas le 2 novembre. De même, un mois plus tard, près de 160 *montoneros* cherchent à occuper Esmeraldas à nouveau, mais ils sont vaincus par le commandant de la province, José María Almeida, le 7 décembre[1114]. De son côté, Crispín Cerezo attaque Santa Elena, mais Flores, de retour d'Esmeraldas, débarque le 4 novembre et les *montoneros* fuient vers Manabí[1115].

Les forces d'Alfaro se regroupent également au nord du Pérou. Caamaño est conscient que des chefs radicaux préparent, dans la région de Tumbes, une expédition vers le sud de l'Équateur[1116]. Le 27 août, *El Progreso* prévient que le colonel Filomeno Pesantes a rassemblé entre 40 et 60 hommes de l'autre côté de la frontière[1117]. Les progressistes voient leurs craintes confirmées lorsque le colonel Federico Irigoyen tente d'envahir la province de Loja depuis le Pérou. Cependant, il est vaincu et fait prisonnier à Celica, le 11 octobre, par le commandant général du district de l'Azuay, le colonel Antonio Vega[1118]. Une deuxième tentative d'invasion, avec une force plus nombreuse, se produit fin novembre. Le colonel Luis Vargas Torres traverse la frontière péruvienne et occupe la ville de Loja le 2 décembre avec une centaine d'hommes. Il profite de ce que les troupes gouvernementales sont regroupées à Celica depuis la tentative d'invasion d'Irigoyen. Quelques membres de la Garde nationale résistent, mais finissent par se retirer à Saraguro. Le colonel Antonio Vega regroupe les forces de Celica, rejointes par cent

[1113] *El Nacional*, n°137, 14 décembre 1886, p. 556 ; et lettre de Medardo Alfaro à Manuel Nevares et Carlos Otoya, 16 décembre 1886, reproduite dans *La Revolución. Documentos que manifiestan la inicua revolución acaudillada por Eloy Alfaro y sostenida por Francisco Ruiz Sandoval, los Cerezos y demás montoneros, desde 1884 a 1887*, Guayaquil, Imprenta nacional, 1887, p. 35

[1114] *El Nacional*, n°119, 10 novembre 1886, p. 480 ; n°126, 22 novembre 1886, p. 507 ; n°131, 3 décembre 1886, p. 527-529 ; et n°152, 12 janvier 1887, p. 624-625.

[1115] *El Nacional*, n°126, 22 novembre 1886, p. 508.

[1116] « Mensaje de S. E. el Presidente de la República a las Cámaras Legislativas », *El Nacional*, n°5, 25 juin 1886, p. 51.

[1117] « Crónica », *El Progreso*, n°65, 27 août 1886, p. 4.

[1118] *El Nacional*, n°106, 25 octobre 1886, p. 428.

vétérans provenant de Guayaquil pour attaquer la *montonera* de Vargas Torres. Après cinq heures de combat à Loja, ce dernier se rend avec près de 70 hommes[1119].

La prise d'Esmeraldas par Reinaldo Flores et le triomphe d'Antonio Vega sur Irigoyen puis sur Vargas Torres mettent un terme à cette troisième campagne *montonera*. Le dernier effort conjoint pour combattre le gouvernement de Caamaño se produit entre avril et juin 1887. Les libéraux radicaux des provinces du centre se rassemblent sous les ordres de Fidel García et du commandant Emiliano Erazo, dans une *hacienda* de la province de Chimborazo. Ils attaquent les forces gouvernementales à Pelileo et à Patate le 7 avril. Le lendemain, ils prennent Ambato. Le gouverneur, Adriano Cobo, et quelques officiers se retranchent dans la caserne de la ville. Fidel García se fait proclamer chef civil et militaire des provinces du centre. Le gouvernement envoie aussitôt une force de 125 hommes qui arrive le 9 et défait les libéraux. Erazo, Ricardo Flores Montalvo et d'autres dirigeants du soulèvement sont faits prisonniers[1120]. Selon *El Ecuatoriano*, García espérait que les révolutionnaires prendraient les provinces du nord (Carchi et Imbabura) : les troupes gouvernementales de la capitale seraient alors occupées et incapables de contenir la révolution d'Ambato ; les troupes de l'Azuay, pour leur part, arriveraient forcément trop tard. Toutefois, aucun mouvement révolutionnaire ne se produit dans le nord et la tentative de Fidel García est condamnée à l'échec[1121].

Sur le Littoral, une grande guérilla formée de près de 300 hommes se constitue sous la direction de Francisco Ruiz Sandoval, un aventurier mexicain qu'Alfaro envoie en Équateur pour organiser le combat contre Caamaño. Il rejoint les chefs *montoneros* Crispín Cerezo et Manuel de Jesús Luna à quelques kilomètres de Daule. Ils se dirigent vers le canton de Santa Elena, où ils sont défaits lors de la bataille de Colonche, le 21 avril 1887. Les *montoneros* se retirent alors vers le nord, avant d'être écrasés à la bataille de Quinindé, le 18 mai. Crispín Cerezo meurt au combat[1122]. Pour barrer la route aux survivants désireux de rejoindre la mer, Reinaldo Flores fait débarquer ses troupes dans la province d'Esmeraldas et, le 1er juin, ce qui reste de la guérilla de Ruiz Sandoval est défait à Muisne. Ce dernier parvient à fuir, néanmoins, et se rend à Paita puis à Lima[1123]. Quant au chef *montonero* Juan Miguel Triviño, il est vaincu à Colimes le 9

[1119] *El Nacional*, n°137, 14 décembre 1886, p. 555 ; n°142, 24 décembre 1886, p. 582-584 ; et n°143, 27 décembre 1886, p. 588.
[1120] *El Nacional*, n°205, 25 janvier 1887, p. 834-835 ; n°210, 2 mai 1887, p. 854.
[1121] « Revolución de Ambato », *El Ecuatoriano*, n°15, 15 avril 1887, p. 102.
[1122] « El aventurero Ruiz Sandoval », *El Nacional*, n°216, 14 mai 1887, p. 879 ; *El Nacional*, n°209, 30 avril 1887, p. 852 ; n°225, 30 mai 1887, p. 914 ; et n°229, 6 juin 1887, p. 935 ; et *Informe que el ministro de Guerra y Marina dirige al Congreso del Ecuador en 1887*, Quito, Imprenta del gobierno, 1887, p. 6.
[1123] *El Nacional*, n°229, 6 juin 1887, p. 935 ; n°236, 20 juin 1887, p. 963 ; et « Francisco Ruiz Sandoval », *art. cit.*, p. 1412.

juin. Contraint de se réfugier à Balzar, il se contentera de lancer quelques escarmouches durant les deux années suivantes[1124]. Manuel de Jesús Luna est capturé dans la paroisse d'Olmedo, à Manabí, le 7 décembre 1887. Il est jugé en conseil de Guerre, condamné à mort et exécuté[1125].

Après le désastre de Quinindé, la fuite de Ruiz Sandoval, la disparition de Cerezo et de Luna puis le retrait de Triviño, les *montoneras* se limitent à des opérations de basse intensité et leur activité décroît largement. Elles réapparaissent en mars 1889, sous la présidence d'Antonio Flores, dans le bassin du Guayas et dans la province de Manabí, avec des attaques simultanées dans plusieurs villages : Pimocha, dans la province de Los Ríos ; Salitre, Colimes et Yaguachi dans celle du Guayas ; Machalilla et Montecristi à Manabí. Mais il s'agit de groupes réduits, qui ne dépassent pas 30 hommes chacun. Ils sont rapidement dispersés par les forces de l'ordre[1126]. Ce n'est qu'à partir de février 1895, après le début de l'affaire de l'*Esmeralda*, que les *montoneras* redeviendront actives[1127].

Certes, les campagnes des *montoneras* se soldent par des échecs, parfois cuisants, comme à Quevedo en 1886, où à Colonche et à Quinindé en 1887. Cependant, elles contribuent à préparer et entraîner les forces qui permettront à Alfaro de prendre le pouvoir en 1895 : « Con los años de lucha se fue formando un ejército cuasi-profesional, que luego habría de ser el pilar del Estado Liberal »[1128].

3) Composition des *montoneras*

Selon Chiriboga, Quintero et Silva, trois catégories de la population rurale de la Côte forment la base sociale des *montoneras* : les *sembradores* des plantations de cacao, les *jornaleros*, souvent soumis au *concertaje*, et les petits propriétaires ruinés[1129]. Afin de comprendre les motivations de chacune de ces catégories, il est nécessaire d'abord de rappeler la nature des

[1124] *El Nacional*, n°237, 21 juin 1887, p. 968 ; et n°315, 22 octobre 1887, p. 1384.
[1125] *El Nacional*, n°344, 16 décembre 1887, p. 1498 ; « Crónica », *El Progreso*, n°97, 26 mai 1888, p. 233.
[1126] *Diario Oficial*, n°36, 1er abril 1889, p. 285-286.
[1127] Cf. chapitre 9, sections I, 4 et 5 et II, 2.
[1128] AYALA MORA, Enrique, *Lucha política y origen de los partidos en Ecuador*, *op. cit.*, p. 330.
[1129] CHIRIBOGA, Manuel, *Jornaleros, grandes propietarios y exportación cacaotera, 1790-1925*, Quito, UASB-CEN, 2013, p. 131-132 ; et QUINTERO, Rafael et SILVA, Erika, *op. cit.*, p. 196.

relations de travail de la Côte. Pour Ortiz Crespo, « ciertamente que la idea de que en la Costa solo existían relaciones capitalistas en esa época sería errónea. […] Se usaban formas de carácter híbrido a fin de obtener plustrabajo »[1130]. Sur le Littoral, bien que les relations de type salarial modernes soient bien plus courantes que dans les Andes, elles sont loin de constituer la norme.

Pour étayer son argumentation, Ortiz Crespo décrit le système de la *sembraduría*. Il s'agit d'un contrat par lequel un petit exploitant, le *sembrador*, achète à crédit une parcelle destinée à la culture du cacao à un grand propriétaire qui, en général, lui accorde également un crédit pour commencer à mettre la parcelle en valeur. Le paysan est obligé de vendre sa production au *terrateniente* créditeur exclusivement, à un prix inférieur à celui du marché, jusqu'à solder la dette initiale et celles contractées ultérieurement, notamment auprès du magasin du grand propriétaire, la *tienda de rayas*[1131].

Chiriboga décrit un système semblable, la *redención de cultivos*. Le *terrateniente* concède à une famille de paysans une parcelle de terres vierges à la limite de l'*hacienda*, et la famille s'engage à la défricher pour y semer un nombre de plantes de cacao déterminé à l'avance. Lorsque les arbres sont prêts, au bout de six ou sept ans, le propriétaire « redimía las huertas y pagaba un monto establecido »[1132]. Pendant la durée du contrat, le paysan ne reçoit pas de salaire. Sa subsistance repose sur les cultures complémentaires qu'il est autorisé à développer sur la parcelle qui lui est attribuée. Le chef de famille peut recevoir, si besoin est, des *adelantos*, *avances* ou *auxilios* de la part du propriétaire, qui seront à déduire de la somme que ce dernier lui remettra au moment de la « rédemption ». Si les dettes s'avèrent supérieures à la valeur des plants de cacao, le paysan est contraint de rester sur l'*hacienda* pour y commencer un nouveau cycle de culture[1133]. Les systèmes de *sembraduría* et de *redención de cultvios* présentent un double avantage : ils permettent de fixer la main d'œuvre et d'étendre la frontière agricole par un investissement limité et fort peu risqué.

Les *jornaleros* sont les ouvriers agricoles permanents de l'*hacienda*, chargés de l'entretien des arbres de cacao et des récoltes. Ils sont souvent soumis au système du *concertaje*. Le propriétaire embauche un paysan comme ouvrier agricole dans la plantation de cacao en échange d'un salaire journalier et d'une parcelle que ce dernier peut cultiver sur son temps libre.

[1130] ORTIZ CRESPO, Gonzalo, *La incorporación del Ecuador al mercado mundial*, *op. cit.*, p. 147.
[1131] *Ibid*.
[1132] CHIRIBOGA, Manuel, *op. cit.*, p. 205.
[1133] *Ibid.*, p. 205-210.

Le propriétaire lui accorde des avances sur salaire que le travailleur ne dépense que dans le magasin de l'*hacienda*, qui jouit d'un monopole commercial absolu, de sorte qu'en fin d'année le *jornalero* reste toujours débiteur du *terrateniente*. Par ailleurs, la dette se transmet de génération en génération. Enfin, le travailleur ne peut pas quitter l'*hacienda* sans au préalable régler sa dette, ce qui lui est évidemment impossible. S'il prend la fuite, il encourt la prison. En effet, la prison pour dettes, abolie en 1918 seulement, est le fondement juridique du *concertaje*. Ce système, largement utilisé dans les Andes pour fixer la main d'œuvre indienne de l'*hacienda*, est également fréquent sur le Littoral[1134].

Une particularité de la Côte est que les salaires des *jornaleros* y sont nettement supérieurs à ceux de la *Sierra* ; il s'agit d'attirer les travailleurs des Andes, car la main d'œuvre fait cruellement défaut sur les plantations de cacao. Ils restent tout de même modestes, entre 0,40 et 0,60 sucres par jour. De plus, le coût de la vie est bien plus important sur le Littoral, puisque la consommation, y compris parmi les secteurs populaires, y repose de plus en plus sur des importations coûteuses. Or les salaires, quoique supérieurs à ceux de la *Sierra*, stagnent jusqu'en 1895 par rapport à leur niveau de 1840. Les paysans de la Côte ne peuvent pas se tourner vers l'agriculture vivrière car les parcelles destinées aux cultures de subsistance ont tendance à disparaître au profit de la culture cacaoyère[1135].

Face à des conditions de vie qui se détériorent, le libéralisme radical apparaît pour les paysans comme un moyen de lutter contre le système du *concertaje*, la prison pour dettes, les restrictions à la liberté de circulation et d'embauche[1136]. Pour Chiriboga, même si les *sembradores* sont présents dans les *montoneras*, celles-ci sont avant tout « la expresión particular de la lucha de los jornaleros »[1137]. En effet, ceux-ci ont moins d'attaches familiales que les *sembradores*. Ils sont, en général, plus jeunes, célibataires ou récemment mariés, mais sans enfants[1138], et rejoignent donc plus facilement les guérillas libérales.

Outre les ouvriers agricoles, les *montoneras* comptent également des petits propriétaires spoliés au profit des grands *hacendados*. Les années 1880 marquent l'accélération du rythme de concentration des terres, par des mécanismes plus sophistiqués que par le passé[1139]. Les crédits

[1134] AYALA MORA, Enrique, *Lucha política y origen de los partidos en Ecuador*, *op. cit.*, p. 330 ; CHIRIBOGA, Manuel, *op. cit.*, p. 130 ; ORTIZ CRESPO, Gonzalo, *La incorporación del Ecuador al mercado mundial*, *op. cit.*, p. 147 ; et QUINTERO, Rafael et SILVA, Erika, *op. cit.*, p. 196 et 198.
[1135] CHIRIBOGA, Manuel, *op. cit.*, p. 131 et 133.
[1136] *Ibid.*, p. 133.
[1137] *Ibid.*, p. 131.
[1138] *Ibid.*, p. 223.
[1139] *Ibid.*, p. 151.

hypothécaires accordés par les grands propriétaires à des taux usuriers aux petits exploitants sont le principal moyen de forcer ces derniers à quitter leur terre[1140]. Dans la zone du cacao d'*arriba*, dans le bassin du Guayas, les familles Aspiazu, Carbo et Icaza, par exemple, accordent aux petits propriétaires des prêts à des taux d'intérêts supérieurs à ceux des banques de Guayaquil. L'adjudication de terres saisies est un autre mécanisme d'accaparement de terres. Il s'agit de parcelles déjà occupées par des petits paysans sans titre de propriété dûment enregistré[1141]. Au cours du XIXe siècle, les petits producteurs de cacao disparaissent progressivement ou se cantonnent aux zones les moins fertiles et les moins accessibles. Or ils doivent, en outre, faire face à la concurrence des grands propriétaires[1142]. Avec les *sembradores* et les *jornaleros*, les petits propriétaires ruinés constituent donc la base sociale des *montoneras*, « detrás de las cuales había una presión por la tierra »[1143].

Celles-ci sont dirigées par des personnages d'origine populaire, comme les frères Cerezo, mais également par des soldats proscrits, des intellectuels, des commerçants, et même des moyens et grands propriétaires[1144]. Plusieurs soldats proscrits ou déserteurs se trouvent à la tête des guérillas libérales, notamment des officiers tels que les colonels Medardo Alfaro, Manuel Antonio Franco, Luis Vargas Torres ou Juan Centeno. Les exemples de *terratenientes* dirigeant des *montoneras* sont également nombreux : les frères Concha dans la province d'Esmeraldas, propriétaires notamment de l'*hacienda* La Victoria ; Enrique Valdez Concha, fils de Rafael Valdez, propriétaire de la zone de Milagro et fondateur de la première raffinerie de sucre du pays ; Pedro Jacinto Montero, fils du lieutenant-colonel Pedro José Montero, propriétaire de l'*hacienda* Bulubulu dans le canton Yaguachi ; Nicolás Infante, propriétaire de l'*hacienda* La Soledad à Palenque ; ou Eduardo Hidalgo, propriétaire de La Victoria, à Palenque également. Ce dernier décide même avec son épouse, María Gamarra, de supprimer la dette de 77 travailleurs soumis au *concertaje*, qui s'élève à au moins 300 sucres par personne, à condition qu'ils participent au combat contre le gouvernement de Caamaño[1145].

Des notables proches des banquiers de Guayaquil se trouvent également à la tête de *montoneras*, comme Francisco Roca Marcos, petit-fils de l'ancien président Vicente Ramón Roca (1845-

[1140] *Ibid.*, p. 152.
[1141] *Ibid.*, p. 154.
[1142] *Ibid.*, p. 151-152.
[1143] QUINTERO, Rafael et SILVA, Erika, *op. cit.*, p. 234.
[1144] *Ibid.*, p. 196 ; AYALA MORA, Enrique, *Lucha política y origen de los partidos en Ecuador*, *op. cit.*, p. 330 ; et CHIRIBOGA, Manuel, *op. cit.*, p. 131.
[1145] *Ibid.*, p. 132.

1849)[1146]. Sa famille donne son appui aux *montoneras* dès les années 1880, et soutiendra la proclamation d'Alfaro comme Chef Suprême en 1895[1147]. Son cousin, Ignacio Casimiro Roca, premier président de la Chambre de Commerce de Guayaquil, directeur de la Banque de Crédit Hypothécaire puis de la Banque Internationale, et un des fondateurs de la Banque Commerciale et Agricole en 1894, sera également un fervent partisan d'Alfaro en 1895. Camilo Destruge participe aussi aux *montoneras* au milieu des années 1880[1148]. Son père, Alcides Destruge, est également directeur de la Banque de Crédit Hypothécaire, médecin, journaliste et plusieurs fois président de la Société philanthropique du Guayas dans les années 1870 et 1880.

Dans ces conditions, les bailleurs de fonds des *montoneras*, sont parfois leurs propres chefs. Ils sont souvent, comme Alfaro, Vargas Torres et Zenón Sabando, des commerçants moyens[1149], mais aussi des commerçants de grande envergure et des banquiers de Guayaquil. Ces derniers, soucieux de respecter l'ordre établi, militent pour un libéralisme modéré plutôt que radical, mais ils voient dans les *montoneras* l'occasion de bons investissements[1150] : d'une part, ils se protègent des attaques de ces dernières, d'autre part, en cas de victoire des guérillas libérales, ils peuvent se prévaloir de les avoir soutenues. L'analyse de Malcolm Deas, qui revient sur les modalités du soutien de l'élite de Guayaquil à Alfaro en 1895, nous semble pertinente dès les années 1880 : « Los oligarcas alfaristas […] estaban con el movimiento de 1895, sea por entusiasmo individual en contradicción de sus intereses de clase, o por especulación individual, o por reconocimiento de que el triunfo de Alfaro era inevitable y de que era necesario negociar con el triunfador »[1151].

Selon Chiriboga, les *montoneras* sont essentiellement formées de petits propriétaires, de *sembradores* et surtout de *jornaleros* soumis au *concertaje* ; mais cette analyse ne satisfait pas Deas, qui observe que le rayon d'activité des guérillas libérales dépasse largement les zones de production cacaoyère et s'étend à d'autres provinces, comme celle d'Esmeraldas : « El comportamiento del esmeraldeño, del individualista que no va a pelear sin su *remington*, no es

[1146] *El Nacional*, n°220, 14 mai 1886, p. 3-4.
[1147] Son frère, le colonel Octavio Roca, et leur cousin, Pedro José Boloña Roca, professeur de médecine de l'Université de Guayaquil, signent le *pronunciamiento* du 5 juin 1895 ; « Acta de pronunciamiento », *Registro Oficial*, n°1, 1er juillet 1895, p. 2.
[1148] *El Nacional*, n°220, 14 mai 1886, p. 4.
[1149] Zenón Sabando, par exemple, est un commerçant prospère de Manabí qui possède des magasins à Portoviejo et à Santa Ana ; ALFARO, Eloy, *La campaña de 1884*, *in Narraciones históricas*, *op. cit.*, p. 253-254.
[1150] AYALA MORA, Enrique, *Lucha política y origen de los partidos en Ecuador*, *op. cit.*, p. 330.
[1151] DEAS, Malcolm, *op. cit.*, p. 45.

comportamiento de "cuasi-esclavo" »[1152]. Il s'interroge sur la complexité des *montoneras* et leurs contradictions apparentes, sans apporter de réponse : « ¿Para qué están dirigiendo unos *hacendados* un movimiento de *conciertos fugados* y *pequeños propietarios*? ¿Por qué se levantaban esos *pequeños propietarios*? ¿Por qué entran *comerciantes* en esos trastornos? ¿Los *conchistas* se quejaban de los jornales? »[1153] Les travaux de Dueñas de Anhalzer semblent répondre en partie aux interrogations de Deas. Ils montrent l'ampleur de la base sociale des *montoneras* qui pullulent dans la province de Manabí pendant près d'un demi-siècle, de 1864 aux années 1910. Les guérillas libérales recrutent leurs membres parmi les secteurs populaires, les artisans, les petits et moyens commerçants et propriétaires de Montecristi et de Jipijapa, mais aussi, à partir des années 1880, parmi les importateurs et exportateurs de la province, comme ceux de Bahía, qui soutiennent Alfaro en 1883 et en 1884, et parmi les *hacendados* de Chone et de Rocafuerte[1154]. Dueñas de Anhalzer interprète le phénomène des *montoneras* dans la province de Manabí comme une forme de résistance radicale, dépassant les clivages sociaux, contre les efforts de centralisation entrepris par García Moreno puis les progressistes[1155]. Ces hommes aux origines sociales si hétérogènes rejoignent les *montoneras*, poussés par le sentiment que l'autonomie de la province, voire son existence même, sont menacées[1156]. La province de Manabí, où la présence de l'État et de l'Église est faible tout au long du XIXe siècle, est caractérisée par une identité régionale très forte. À l'époque coloniale, la province se trouve sur la frontière agricole et de colonisation, ce qui permet aux réseaux commerçants locaux de conserver une certaine autonomie vis-à-vis des autorités coloniales et des grands commerçants de Guayaquil. Les *montoneros* invoquent d'ailleurs la notion de souveraineté pour justifier la résistance contre les efforts centralisateurs et appeler à la révolution. Le libéralisme radical auquel ils adhèrent représente, en ce sens, la réponse idéologique au despotisme éclairé de García Moreno et à la consolidation de l'État oligarchique *terratenitente*[1157].

L'analyse de la situation de Manabí semble pouvoir s'appliquer à la province d'Esmeraldas, où le désir d'autonomie est d'autant plus grand qu'il s'agit d'une des provinces les plus enclavées et isolées. Elle expliquerait pourquoi une partie importante des troupes d'Alfaro est originaire de cette province[1158] et pourquoi les *montoneras* d'Esmeraldas recrutent à la fois parmi les

[1152] *Ibid*.
[1153] *Ibid*.
[1154] DUEÑAS DE ANHALZER, Carmen, *op. cit.*, p. 108-109 et 120-121.
[1155] *Ibid*., p. 123.
[1156] *Ibid*., p. 104-106 et 123.
[1157] *Ibid*., p. 121 et 123-124.
[1158] DEAS, Malcolm, *op. cit.*, p. 48.

secteurs populaires et les *terratenientes*, comme les frères Concha. Elle aide également à comprendre l'importance stratégique qu'Alfaro accorde à cette province, qui sert de point de départ à la plupart de ses campagnes. Il s'empare de la province en 1880 et en 1882, ses partisans font de même en 1883, 1884, 1886 et 1895.

Malgré l'avancée des travaux historiographiques, province par province, le sujet des *montoneras* est loin d'être épuisé et mérite des études plus approfondies. Mais il est désormais acquis que les guérillas libérales bénéficient, sur la Côte, d'un réel soutien populaire[1159]. Ainsi, Reinaldo Flores affirme au sujet des *montoneros* : « Tienen partidarios en los pueblos, y ellos les dan avisos oportunos, con el tiempo suficiente para elegir el sitio y emboscarse »[1160].

La répression contre les *montoneras* est confiée à l'Armée, que García Moreno et Veintemilla se sont efforcés de professionnaliser et de transformer en un corps spécialisé. Veintemilla la dote de l'armement le plus moderne de l'époque, notamment de fusils Remington. Bien que les progressistes réduisent de moitié les effectifs pléthoriques de l'Armée du dictateur (autour de 6 000 soldats), et même si elle ne compte que près de 2600 hommes en avril 1885, l'Armée est toujours aussi bien formée et équipée. Se sachant en infériorité, les forces d'Alfaro évitent de l'affronter directement et privilégient la tactique de guérillas[1161].

Simultanément, le gouvernement cherche à dépolitiser le phénomène des *montoneras* et en présente les membres comme de simples bandits ou des *vagos*. De son côté, le rédacteur du journal officiel invite le gouvernement à orienter ses efforts vers le développement de l'agriculture pour mettre la population de la Côte au travail : il déplore que la main d'œuvre du Littoral échappe au contrôle des *terratenientes*[1162]. Dès l'apparition des *montoneras* en 1884, dans un article publié dans le journal *El Combate* de Juan Benigno Vela, le médecin et journaliste libéral Felicísimo López cherche à réfuter le discours officiel sur les *montoneras* : il renverse l'accusation en qualifiant les autorités progressistes de bandits et de pirates[1163]. Le

[1159] DUEÑAS DE ANHALZER, Carmen, *op. cit.*, p. 109 ; et AYALA MORA, Enrique, *Lucha política y origen de los partidos en Ecuador*, *op. cit.*, p. 248 et 330.
[1160] « Crónica », *El Anotador*, n°37, 7 mai 1886, p. 1.
[1161] AYALA MORA, Enrique, *Lucha política y origen de los partidos en Ecuador*, *op. cit.*, p. 248 ; « Número de fuerza del Ejército en los tres Distritos, en las épocas que se expresan », *Informe que el ministro de Guerra y Marina dirige al Congreso del Ecuador en 1885*, Quito, Imprenta del gobierno, 1885, s. p.
[1162] *El Nacional*, n°129, 27 novembre 1886, p. 520.
[1163] LÓPEZ, Felicísimo, « La Revolución de 1884 ante la historia y el Congreso de 1885 », *El Combate*, n°65, 30 mai 1885, p. 168.

combat contre les *montoneras* ne se limite pas aux espaces discursifs, il repose également sur la répression et le renforcement des instruments juridiques de coercition.

II) La répression des *montoneras* sous Caamaño

En 1883, l'essor du radicalisme sur la Côte, sous l'impulsion d'Eloy Alfaro, ainsi que l'élection de Pedro Carbo, principale figure du libéralisme et ancien ministre de Veintemilla (1876-1877), comme Chef suprême du Guayas, inquiètent les conservateurs et les progressistes. Il leur semble que, dans ce contexte, « era necesaria una vez más una figura a lo García Moreno, y Caamaño parecía ser el más adecuado »[1164]. Si le gouvernement combat avec autant d'énergie les *montoneras* sur le Littoral à partir de 1884, c'est parce que ces dernières rassemblent les exclus du modèle agro-exportateur en plein essor, notamment les travailleurs des plantations de cacao et les petits propriétaires ruinés, dont la politisation et la mobilisation armée représentent une menace pour les élites *terratenientes*. Aussi Caamaño n'hésite-t-il pas à utiliser des méthodes garciennes pour réprimer les *montoneras* du Littoral : « este periodo presidencial fue uno de los más agitados y represivos de la historia. El fusilamiento, la cárcel, la persecución, los azotes, fueron los métodos más socorridos para sofocar los reiterados intentos subversivos de los montoneros esmeraldeños y manabitas »[1165].

1) L'exécution de Luis Vargas Torres

Plusieurs chefs *montoneros* sont fusillés sous le mandat de Caamaño, comme Leopoldo González, Nicolás Infante, Manuel de Jesús Luna ou Luis Vargas Torres. L'exécution d'Infante,

[1164] AYALA MORA, Enrique, *Lucha política y origen de los partidos en Ecuador*, *op. cit.*, p. 190.
[1165] *Ibid.*, p. 190.

particulièrement, suscite une grande indignation à Guayaquil. L'imprimerie du journal radical *El Telégrafo* publie une protestation signée par des centaines de *vecino*s condamnant son exécution[1166]. Quelques mois plus tard, Rafael Pérez Pareja, ancien membre du pentavirat et vice-président provisoire de la République de 1883 à 1884, publie une feuille volante pour critiquer les exécutions de González et d'Infante, qu'il juge contraires à la Constitution[1167]. En effet, cette dernière interdit la peine de mort pour les « délits politiques », expression qui désigne la rébellion contre les autorités pour des raisons politiques. Quelques jours plus tard, David Maximiliano Rivera, proche du chef libéral Luis Felipe Borja, présente à la Chambre des députés un projet de censure contre le ministre de la Guerre, le général Sarasti, et le vice-président, le général Agustín Guerrero, qu'il accuse d'avoir ordonné l'exécution de Leopoldo González et d'Infante[1168]. Les députés libéraux votent alors la condamnation de Sarasti et Guerrero, comme César Borja, Lorenzo Peña, Agustín Yeroví, Miguel et Fidel Egas, le général Julio Castro et le président de la Chambre, Juan Bautista Vázquez ; ils sont appuyés par les progressistes de l'Azuay, José Miguel Ortega et Manuel Coronel. Toutefois, ils ne rassemblent pas suffisamment de voix et la censure est rejetée[1169].

Cette initiative légale pour limiter l'action répressive du gouvernement n'empêche en rien ce dernier de recourir aux conseils de guerre pour juger et condamner à mort les chefs *montoneros*. Federico Irigoyen est jugé à Cuenca, le 12 novembre 1886, par un conseil de guerre qui ne le condamne pas à mort mais à seize ans de réclusion, car les juges s'en tiennent à la Constitution, qui interdit la peine de mort pour délits politiques. Le colonel Alberto Muñoz Vernaza, alors commandant général du district de l'Azuay, n'est pas satisfait de cette décision et renvoie le procès à la Cour Suprême Martiale, formée par des juges de la Cour Suprême de la République et des juges militaires. Le procureur général, le conservateur Pablo Herrera, exige la peine de mort pour Irigoyen et deux de ses compagnons. Le 18 février 1887, la Cour Suprême condamne Irigoyen à mort, mais celui-ci est gracié par le président et emprisonné dans le Panoptique[1170].

Le procès le plus polémique est celui de Vargas Torres. Après l'échec de sa campagne à Loja, où il est fait prisonnier, il est envoyé à Cuenca pour être jugé en conseil de guerre avec trois de ses compagnons, Filomeno Pesantes, Jacinto Nevares et Pedro José Cavero. À leur arrivée, le

[1166] ALFARO, Eloy, *La campaña de 1884*, *in Narraciones históricas*, *op. cit.*, p. 265.
[1167] PÉREZ PAREJA, Rafael, *Brevísimas observaciones a la memoria del Sr. Ministro de Guerra*, Quito, Imprenta de Manuel V. Flor, 1885.
[1168] « Sesión ordinaria del 3 de agosto », *Diario de debates*, *op. cit.*, p. 319.
[1169] « Sesión ordinaria del 4 de agosto », *Diario de debates*, *op. cit.*, p. 339-340.
[1170] *El Nacional*, n°183, 12 mars 1887, p. 746-748.

gouverneur de l'Azuay décrète un ordre de détention contre des notables libéraux de la ville, José Peralta, Gabriel Ullauri et Rafael Torres, propriétaire de la seule imprimerie libérale de Cuenca, avec l'objectif, selon Peralta, de les empêcher d'assurer la défense des prisonniers. Leur défense incombe à deux avocats libéraux modérés, Emilio Arévalo et Moisés Arteaga, que le gouverneur de l'Azuay juge acceptables[1171]. Plus tard, ils seront épaulés par le colonel Francisco Guillermo Ortega, qui est pourtant opposé aux *montoneras* et a même surveillé la frontière avec le Pérou depuis Zaruma. Le commandant général du district militaire de l'Azuay, le colonel Antonio Vega, ne souhaite pas que le procès se déroule sous son autorité et cède provisoirement sa place à son cousin, le colonel Alberto Muñoz Vernaza. La défense dénonce plusieurs vices de procédure et entorses à la loi qui empêchent la tenue d'un procès équitable. Elle critique deux aspects en particulier : la composition du tribunal et le caractère anticonstitutionnel de la peine réclamée par l'accusation, à savoir la peine de mort.

S'agissant du premier point, le tribunal militaire qui doit être désigné par le colonel Muñoz Vernaza, le défenseur Moisés Arteaga accuse le gouvernement d'envoyer expressément depuis la capitale trois juges avec l'instruction de condamner Vargas Torres à la peine capitale, alors même que les officiers éligibles pour intégrer le conseil de guerre ne font pas défaut à Cuenca. Cette manœuvre donne le sentiment que l'issue du procès est jouée d'avance[1172]. Vargas Torres lui-même et Juan Benigno Vela porteront la même accusation quelques semaines plus tard[1173]. Par ailleurs, la loi permet aux prisonniers de récuser la désignation des membres du tribunal, s'ils les considèrent incapables de juger équitablement. Ils rejettent alors la désignation de trois membres du conseil de guerre. Or Muñoz Vernaza non seulement ignore leur demande et conserve la composition initiale du tribunal, mais il récuse un des défenseurs des prisonniers, Antonio Farfán[1174].

Le procès a lieu le 4 janvier 1887. Vargas Torres, Pesantes, Nevares et Cavero, reconnus comme les chefs de l'insurrection, sont condamnés à mort, de même qu'un de leurs soldats, Manuel Piñeres, désigné par tirage au sort. La sentence est anticonstitutionnelle aux yeux des libéraux, puisque depuis 1884, rappelons-le, la Constitution interdit explicitement la peine de mort pour

[1171] PERALTA, José, *Mis memorias políticas*, Quito, Casa de la Cultura ecuatoriana, 2012, p. 39-40.
[1172] ARTEAGA Moisés, *Un consejo de guerra*, Cuenca, imprimé par Andrés Cordero, 1887, p 2.
[1173] VARGAS TORRES, Luis, *Ante mi tumba*, reproduit dans CALLE, Manuel J., *Historia de un crimen*, Quito, Tipografía de la Escuela de Artes y Oficios, 1897, p. 34-35 ; et « Al Señor Presidente de la República », *El Combate*, n°91, 2 avril 1887, p. 367.
[1174] ARTEAGA Moisés, *op. cit.*, p. 2-3 ; et « Fragmento del acta del Consejo de Guerra celebrado el 4 de enero de 1887, que condenó a la pena de muerte al coronel Luis Vargas Torres », *in* PÉREZ CONCHA, Jorge, *op. cit.*, p. 268-270.

des délits politiques[1175]. Vargas Torres refuse de demander la grâce présidentielle, contrairement à ses compagnons, mais Arteaga et Arévalo la sollicitent auprès de Caamaño pour tous les condamnés à mort[1176]. Le colonel Ortega appelle le président à faire preuve de clémence[1177]. Le Conseil d'État se réunit le 31 janvier pour donner son avis sur la demande de grâce des prisonniers. Pour leur part, le vice-président de la République et président du Conseil, Pedro José Cevallos, le ministre de la Guerre, José María Sarasti, le colonel Timoleón Flores et le sénateur Antonio Gómez de la Torre défendent la commutation de la peine de mort pour Vargas Torres. Le ministre des Finances, Vicente Lucio Salazar, le procureur général, Pablo Herrera, le général Julio Sáenz et deux autres conseillers soutiennent la sentence du conseil de guerre[1178]. Après un long débat, le Conseil donne un avis favorable pour Pesantes et Piñeres seulement. Caamaño décide finalement de gracier tous les prisonniers, à l'exception de Vargas Torres, le 2 mars[1179].

Les libéraux de Cuenca, les progressistes Luis Cordero et José Rafael Arízaga et les compagnons de Vargas Torres finissent par persuader ce dernier de solliciter la grâce présidentielle, le 11 mars[1180]. José Peralta, toujours dans la clandestinité, le libéral Aparicio Ortega et quelques amis de Vargas Torres doutent de la clémence de Caamaño. Ils décident de faire évader le prisonnier dans la nuit du 12 mars, mais Vargas Torres refuse de quitter sa cellule, craignant que les autres prisonniers de Loja ne paient sa fuite de leur vie[1181]. La demande de grâce de Vargas Torres est transmise à Caamaño le 18 mars. Le président ne la prend pas en compte et ordonne l'exécution du chef *montonero*[1182]. Vargas Torres est fusillé le matin du 20 mars devant l'hôtel de ville de Cuenca, après avoir refusé de se confesser, malgré les suppliques de l'évêque Miguel León[1183].

Le journal officiel et la presse progressiste s'efforcent de justifier l'exécution de Vargas Torres ; ils y voient un châtiment juste, rappelant, en outre, que le président s'est déjà montré clément

---

[1175] ARTEAGA Moisés, *op. cit.*, p. 3.
[1176] « Acta de la sesión del Consejo de Estado, correspondiente al 31 de enero de 1887 », *in* PÉREZ CONCHA, Jorge, *op. cit.*, p. 288-289.
[1177] ORTEGA, Francisco Guillermo, *Exmo. Sor. Presidente de la República*, Cuenca, Impreso por Andrés Cordero, 1887.
[1178] « Acta de la sesión del Consejo de Estado, correspondiente al 31 de enero de 1887 », *in* PÉREZ CONCHA, Jorge, *op. cit.*, p. 280-288.
[1179] *El Nacional*, n°199, 13 avril 1887, p. 810-811.
[1180] CÁRDENAS REYES, María Cristina, *El progresismo azuayo, op. cit.*, p. 239-240 ; et VARGAS TORRES, Luis, *Ante mi tumba*, reproduit dans CALLE, Manuel J., *Historia de un crimen, op. cit.*, p. 33-40.
[1181] PERALTA, José, *Mis memorias políticas, op. cit.*, p. 41.
[1182] PÉREZ CONCHA, Jorge, *op. cit.*, p. 184-185.
[1183] *Ibid.*, p. 193 ; et « Página mutilada de un libro inédito », *El Foro*, n°24, 12 avril 1889, p. 175-176.

par le passé, parfois à l'excès, avec les « révolutionnaires »[1184]. À son tour, dans son message au Parlement, Caamaño justifie l'exécution : « se resistió a implorar clemencia con oportunidad. […] Muy sensible ha sido esta medida; pero ella, derivada de circunstancias excepcionales y revestida de la más estricta legalidad, llegó a hacerse ineludible, ante las exigencias de la vindicta pública »[1185].

Vargas Torres devient aussitôt un héros du libéralisme. À Ambato, Juan Benigno Vela accuse Caamaño d'avoir commis un crime en refusant de le gracier[1186]. Les libéraux réfugiés au Pérou, dont Roberto Andrade, membre de la conspiration qui a fait assassiner García Moreno, et le colonel Luis Fernando Ortega, ancien partisan de Veintemilla, présentent le chef *montonero* comme un martyr dans les écrits qu'ils lui consacrent après sa disparition[1187]. Il en va de même dans la *Revue maçonnique du Pérou*, qui publie un article en son honneur. En exil au Pérou, Vargas Torres était devenu membre de la loge *Ordre et Liberté n°2* de Lima[1188]. Sous la Révolution libérale, le journaliste Manuel J. Calle contribuera à forger le mythe du héros sacrificiel libéral en consacrant un ouvrage entier à l'épisode de sa condamnation puis de son exécution[1189].

2) Les mesures d'exception accordées à l'exécutif

La répression conduite par le gouvernement ne se limite pas aux chefs *montoneros*, mais est dirigée contre l'ensemble du camp libéral. Dès le début de l'expédition d'Alfaro, en 1884, le Conseil d'État accorde à l'exécutif les mesures d'exception (*facultades extraordinarias*) prévues dans l'article 94 de la Constitution de 1884 en cas d'invasion étrangère ou de perturbation de l'ordre intérieur :

[1184] « Crónica », *El Progreso*, n°72, 26 mars 1887, p. 56 ; *El Ecuatoriano*, n°9, 22 mars 1887, p. 63 ; n°11, 29 mars 1887, p. 74 ; « La ejecución de Luis Vargas Torres », *El Nacional*, n°204, 23 avril 1887, p. 830-831 ; n°208, 29 avril 1887, p. 846-848 ; et n°213, 7 mai 1887, p. 866-867.
[1185] « Mensaje de Su Excelencia el Sr. Presidente de la República a las Cámaras Legislativas », *El Nacional*, n°233, 16 juin 1887, p. 951.
[1186] « Al Señor Presidente de la República », *El Combate*, n°91, 2 avril 1887, p. 366-367.
[1187] ANDRADE, Roberto, *Otro mártir*, Ica, s. e., 1887 ; et ORTEGA, Luis Fernando, *Un nuevo mártir de la libertad ecuatoriana*, Piura, Imprenta de *El Correo del Norte*, 1887.
[1188] « Luis Vargas Torres », *La Revista masónica del Perú*, n°65, 31 mars 1887, p. 49-51.
[1189] CALLE, Manuel J., *Historia de un crimen*, *op. cit.*

1. Aumentar el Ejército y la Marina, llamar al servicio las guardias nacionales y establecer autoridades militares donde las estime necesarias;

2. Disponer la recaudación anticipada de las contribuciones de un año y no más, con el descuento al tipo de interés que cobre el Gobierno;

3. Negociar empréstitos, de acuerdo con el Consejo de Estado;

4. Variar la Capital de la República cuando se halle amenazada o lo exija grave necesidad, y hasta que cese esta o la amenaza;

5. Confinar, en caso de guerra internacional, a los indicados de favorecerla y también, previo acuerdo del Consejo de Estado, a los indicados de tener parte en conjuración o conmoción interior. […] Si el indicado pidiere pasaporte para salir de la República, se le concederá, dejándole a su arbitrio elegir la vía. […]

6. Arrestar a los indicados de favorecer una invasión exterior o conmoción interior, o de tomar parte en ella; pero los pondrá dentro de tres días cuando más, a disposición del juez competente, con las diligencias practicadas y demás documentos que hubieren motivado el arresto; o el confinamiento dentro de los mismos tres días;

7. Admitir, si hubiere guerra exterior, al servicio de la República tropas auxiliares […];

8. Habilitar puertos temporalmente;

9. Disponer de los caudales públicos, aunque estén destinados a otros objetos, excepto los pertenecientes a la Instrucción pública, hospitales, lazaretos y demás casas de caridad[1190].

Caamaño non seulement conserve l'exercice des mesures d'exception pendant le reste de sa présidence, mais il les délègue aux gouverneurs des provinces. Le recours à ces mesures est très critiqué par les libéraux : elles autorisent des abus dans la gestion des finances publiques et, surtout, la persécution systématique de toute personne soupçonnée de soutenir Alfaro.

Plusieurs dirigeants libéraux sont ainsi « confinés » sous la présidence de Caamaño, en vertu de l'article 94, alinéa 5 de la Constitution. Le terme désigne le bannissement d'une personne jugée subversive par les autorités ; il s'agit d'un exil interne, dans une autre province que celle où réside le « confiné ». Par souci de clarté, nous appellerons « bannissement » ou « déportation » le *confinamiento* et « exil » le départ pour l'étranger car, lorsqu'ils le peuvent

[1190] Constitution de 1884, article 94 ; en ligne, http://www.cancilleria.gob.ec/constituciones-del-ecuador-desde-1830-hasta-2008, site consulté le 30 avril 2016.

financièrement, les libéraux bannis préfèrent s'exiler pour éviter leur déportation, souvent à Gualaquiza, en Amazonie [1191].

Lorsque la révolution du 15 novembre 1884 éclate, de nombreux dirigeants libéraux sont ainsi bannis ou poussés à l'exil. Le gouvernement concentre ses attaques sur un groupe de libéraux radicaux de Guayaquil formé par Lorenzo Peña, Agustín Yeroví, César Borja Lavayen et son cousin Ángel Modesto Borja. Peña et Yeroví sont des députés élus à l'Assemblée constituante de 1878, où ils font partie de l'opposition libérale dirigée par Pedro Carbo contre Veintemilla[1192]. César Borja et Yeroví sont les éditeurs du journal *El Ecuador*, qui paraît à Guayaquil en 1883 pour soutenir le gouvernement de Carbo et attaquer le pentavirat et l'Assemblée constituante [1193]. Ángel Modesto Borja est le secrétaire d'Alfaro pendant la campagne de 1883 contre Veintemilla. Quant à César Borja, c'est le frère de Francisco Borja Lavayen, un des chefs *chapulos*. Peña, Yeroví et Ángel Modesto Borja doivent s'exiler une première fois, même s'ils reviennent en Équateur au bout de quelques mois. En 1885, César Borja, Peña et Yeroví sont en mesure d'assister au Congrès en tant que députés du Guayas, où ils tentent, sans succès, de retirer au gouvernement les mesures d'exception dont il jouit et de censurer le vice-président et le ministre de la guerre pour l'exécution d'Infante et de González. Cependant, en octobre 1885, à l'issue de la session parlementaire, le gouverneur de la province du Guayas décide de bannir à Gualaquiza les trois députés, ainsi qu'Ángel Modesto Borja et un autre notable libéral, Ricardo Cucalón. Il les accuse de conspirer pour faire de Peña le Chef Suprême de la République, d'Ángel Modesto Borja son ministre général et de César Borja le gouverneur du Guayas. Le banquier Francisco Coronel Mateus intervient, remettant au gouverneur une caution pour obtenir la libération de Yeroví. Les autres prisonniers préfèrent l'exil au bannissement en Amazonie. Peña et César Borja se rendent à Lima, où ils rencontreront Alfaro en 1886[1194].

Luis Felipe Carbo, neveu de Pedro Carbo et ministre de l'Intérieur de Veintemilla de 1882 à 1883, est une autre victime de la répression contre les libéraux, pour avoir, selon Juan Benigno Vela, moqué les autorités progressistes dans son journal satirique *Fray Perico*[1195]. Alejandro Cárdenas, juriste libéral, député de l'Assemblée constituante de 1883-1884, est également

[1191] « Cámara del Senado. Acta del 7 de agosto », *El Nacional*, n°87, 28 septembre 1886, p. 351.
[1192] *El ocho de setiembre*, n°68, 17 avril 1878, p. 1.
[1193] *El Ecuador*, n°9, 22 septembre 1883, p. 4.
[1194] « Correspondencias », *El Progreso*, n°37, 31 octobre 1885, p. 2 ; et *El Combate*, n°85, 24 octobre 1885, p. 342 ; et n°87, 7 novembre 1885, p. 350-352.
[1195] *El Combate*, n°88, 14 novembre 1885, p. 356.

poussé à l'exil par le gouvernement, qui l'accuse de soutenir la révolution du 15 novembre. En août 1885, il débarque à Guayaquil pour assister au Congrès en tant que sénateur suppléant de la province du Guayas, mais le gouvernement ne l'y autorise pas, si bien qu'il n'arrive dans la capitale que deux jours avant la clôture de la session parlementaire[1196]. Plus tard, lors de la grande vague *montonera*, de février à mai 1886, le gouverneur du Guayas décidera également de le bannir[1197]. Quelques mois plus tard, le principal dirigeant libéral de Loja, Manuel Benigno Cueva, est déporté à Saraguro, après l'expédition de Vargas Torres [1198]. Les deux principales figures libérales de Cuenca, José Peralta et Gabriel Ullauri, n'échappent pas à la répression. Ils sont tous les deux bannis en décembre 1884 ; le premier à Loja, le deuxième à Tulcán. Leur ami Rafael Torres est déporté à Yunguilla, au sud-ouest de la province de l'Azuay[1199]. En décembre 1887, alors que le danger des *montoneras* a pourtant pratiquement disparu et se limite au Littoral, Peralta et Ullauri sont à nouveau bannis[1200].

Force est de constater que les proscriptions visent des personnages importants. Il s'agit de parlementaires (Lorenzo Peña, César Borja, Agustín Yeroví, Alejandro Cárdenas), de juges (Ángel Modesto Borja, juge de la Cour supérieure de Guayaquil, ou Homero de la Cadena, juge d'un des tribunaux de Guaranda), d'officiers de l'Armée (le colonel Gabriel Ullauri), de banquiers (Agustín Yeroví, fondateur de la Banque Anglo-américaine avec Kelly en septembre 1885). Si d'autres libéraux ne sont pas bannis, ils sont néanmoins arrêtés dans le cadre de l'article 94, alinéa 6, comme Pedro José Boloña, professeur de médecine de l'Université de Guayaquil, après la tentative d'assassinat de Caamaño, et Belisario Albán Mestanza, après la révolte d'Ambato du 8 avril 1887[1201]. Pedro Boloña est un personnage suspect aux yeux du gouverneur du Guayas en raison de ses attaches familiales ; il est, en effet, le cousin de Francisco Roca, un dirigeant *montonero*.

Les bannissements sont très souvent abusifs. La simple délation suffit à motiver une proscription. Ainsi, pour Daniel Franco, apparenté au chef *montonero* Manuel Antonio Franco, son bannissement reposerait sur des « falsas declaraciones de enemigos gratuitos »[1202]. Le gouverneur du Guayas décide également de faire déporter à Gualaquiza Agustín Yeroví qu'il

[1196] *El Combate*, n°65, 30 mai 1885, p. 170 ; n°75, 8 août 1885, p. 302.
[1197] « La protesta del doctor don A. Cárdenas », *El Anotador*, n°42, 21 mai 1886, p. 1.
[1198] CUEVA, Manuel Benigno, *Despedida*, Loja, Imprenta del pueblo, 1887.
[1199] PERALTA, José, *Mis memorias políticas*, *op. cit.*, p. 38.
[1200] « Crónica », *El Progreso*, n°82, 30 novembre 1886, p. 127 ; et « Cámara del Senado. Acta del 19 de junio », *El Nacional*, n°428, 25 juin 1888, p. 1824.
[1201] « Crónica », *El Nacional*, n°12, 16 février 1886, p. 2 ; « Crónica », *El Ecuatoriano*, n°15, 15 avril 1887, p. 101.
[1202] « Remitidos », *El Anotador*, n°17, 5 mars 1886, p. 2.

accuse de participer à la conspiration supposée de Peña, César et Ángel Modesto Borja, « al decir del vulgo »[1203]. Le juge Homero de la Cadena, banni en 1887, considère également que sa déportation est le résultat de la délation[1204].

Les bannissements donnent souvent l'impression d'une persécution politique, car les gouverneurs n'hésitent pas à les décréter dans des périodes de calme relatif. Ainsi, José Peralta, déporté à Loja, attaque-t-il le gouverneur de l'Azuay de manière virulente, l'accusant d'agir arbitrairement et de le bannir sans fondement : « Me precio de enemigo de las revueltas y odio la guerra civil por sistema. […] Podría Ud. decirme qué conmoción política interior ni qué guerra exterior he podido pensar siquiera en favorecer cuando fui capturado, estando la República en completo estado de paz? »[1205].

Les libéraux accusent également les gouverneurs de décréter des bannissements sans autorisation préalable du gouvernement, contrairement à ce qu'exige l'article 96 de la Constitution : « El Poder Ejecutivo no podrá delegar [las facultades extraordinarias] sino a los Gobernadores de provincia, y de acuerdo con el Consejo de Estado. Los Gobernadores, en este caso, no podrán confinar sin orden especial del Poder Ejecutivo »[1206]. Homero de la Cadena et Gabriel Ullauri, par exemple, considèrent que leur bannissement est contraire à la Constitution, car l'ordre n'aurait pas reçu la signature du Chef de l'État[1207]. Pour éviter toute critique, en 1887, le Parlement décide de voter une loi explicitant le sens de l'article 96 de la Constitution : les gouverneurs n'auront pas besoin d'une autorisation à chaque fois tant que l'exécutif leur aura délégué au préalable la faculté de bannir les personnes jugées dangereuses[1208].

Les mesures à l'encontre des libéraux poussent de nombreux sympathisants à prendre leurs distances avec le mouvement radical et ses représentants. Par exemple, Daniel Franco, qui se déclare néanmoins comme libéral, rejette les *montoneras*[1209]. Pour sa part, Manuel Benigno Cueva affirme ne pas avoir soutenu l'expédition de Vargas Torres[1210]. Alejandro Cárdenas nie

---

[1203] « Correspondencias », *El Progreso*, n°37, 31 octobre 1885, p. 2.
[1204] « Cámara de Diputado. Acta del 28 de junio », *El Nacional*, n°18, 5 juillet 1886, p. 71.
[1205] PERALTA, José, *Carta primera al Sr. gobernador de la provincia del Azuay*, Loja, Imprenta de la juventud, 1888.
[1206] Constitution de 1884, article 96 ; en ligne, http://www.cancilleria.gob.ec/constituciones-del-ecuador-desde-1830-hasta-2008, site consulté le 30 avril 2016.
[1207] « Cámara de Diputado. Acta del 28 de junio », *El Nacional*, n°18, 5 juillet 1886, p. 71 ; et « Crónica », *El Progreso*, n°82, 30 novembre 1887, p. 127.
[1208] *El Nacional*, n°271, 12 août 1887, p. 1205.
[1209] « Cámara de Diputados. Acta del 28 de junio », *El Nacional*, n°18, 5 juillet 1886, p. 71.
[1210] CUEVA, Manuel Benigno, *Despedida*, *op. cit.*

toute participation à la nouvelle expédition qu'Alfaro prépare à Lima en 1886[1211]. Quelques années plus tard, sous le mandat de Flores, Cárdenas, devenu sénateur entretemps, assimilera Alfaro à Caamaño en ne lui reconnaissant pas de légitimité. Il affirmera alors que le mouvement *montonero* se résume à « un solo hombre hoy sin prestigio, y que si alguno pudo tenerlo, fue en la funesta administración pasada, cuyos desafueros exasperaban los ánimos »[1212]. Enfin, le curé Manuel Ontaneda, un des rares membres du clergé partisans d'Alfaro, alors qu'il est emprisonné dans le Panoptique, promet de ne plus jamais se mêler de politique et condamne la révolution[1213].

La répression s'en prend également à la presse radicale. Une des principales cibles est Juan Benigno Vela, journaliste qui publie à Ambato *El Combate* depuis 1883. Le journal attaque de manière virulente le gouvernement. Pas moins de quatre ordres de détentions sont prononcés à son encontre pendant la présidence de Caamaño. Le gouverneur de la province du Tungurahua cherche à le faire déporter une première fois, le 15 novembre 1884, dans la province de l'Azuay. Vela préfère s'exiler au Pérou. Cependant, une fois à Guayaquil, il est arrêté et envoyé au Panoptique de Quito, où il arrive le 21 décembre, et où il reste détenu pendant près de six mois. En 1885, le gouvernement ordonne sa déportation à San Miguel de Chimbo. Vela se réfugie alors dans la vallée de Cunchibamba. L'ordre de bannissement est finalement levé et il peut reprendre la publication d'*El Combate*. Cependant, quelques mois plus tard, il est envoyé pour la deuxième fois au Panoptique de Quito, avant d'être libéré grâce à une intervention de Luis Felipe Borja. Même s'il est levé au bout de quelques jours, le gouverneur signe un nouvel ordre de détention à son encontre le 6 avril 1887[1214].

En réalité, Caamaño cherche à faire condamner Vela par la justice. En 1885, l'avocat du président à Ambato, Nicolás Martínez, porte plainte contre le journaliste pour calomnie, se basant particulièrement sur le numéro 66 d'*El Combate*. Ce numéro publie une lettre ouverte à Caamaño dans laquelle Vela l'accuse d'avoir soutenu Veintemilla, d'imiter García Moreno et d'autoriser les abus des membres de son cabinet. Caamaño cesse de poursuivre Vela en justice

[1211] « La protesta del doctor don A. Cárdenas », *El Anotador*, n°42, 21 mai 1886, p. 1.
[1212] APL, Actas del Congreso ordinario de 1890, Cámara del Senado, 5 juillet, p. 135.
[1213] « Protesta », *El Nacional*, n°146, 31 décembre 1886, p. 600.
[1214] VELA, Juan Benigno, *Señor general don Agustín Guerrero*, *op. cit.* ; *Ecos de "El Combate" al Sor. Presidente de la República*, Ambato, Imprenta de *El Combate*, 1885 ; *El Combate y la calumnia*, Ambato, Imprenta de *El Combate*, 1887 ; *El Combate*, n°65, 30 mai 1885, p. 170 ; n°90, 16 janvier 1886 ; °91, 2 avril 1887, p. 362 ; et « Crónica », *El Anotador*, n°3, 15 janvier 1886, p. 2.

lorsqu'il estime celui-ci hors d'état de nuire, à savoir lorsqu'il est de nouveau banni, fin 1885[1215].

Les presse progressiste et conservatrice se déchaînent contre *El Combate*, qualifié de « hoja subversiva, órgano el más genuino de la horda turbulenta y criminal desatada en el Ecuador contra todo principio de orden y toda institución cristiana »[1216]. Le journal *El Progreso* considère même que Vela fait partie des « ciegos que amartillan el fusil, en vez de escribir la papeleta, y fingen, sin embargo, prepararse con buena intención al pacífico debate »[1217]. En raison de l'acharnement des autorités, la publication d'*El Combate*, jusque-là régulière, devient sporadique. Vela ne parvient à publier qu'un seul numéro par an en 1886, 1887 et 1888.

Une autre victime de la répression est le journal *El Telégrafo*, fondé en 1884 à Guayaquil par Juan Murillo Miró. Il s'agit, au début, d'un journal libéral modéré, dont le rédacteur est Francisco Campos, ami d'Antonio Flores, qui deviendra sous son mandat chef politique du canton de Guayaquil puis ministre des Finances (1889-1890). Après le départ de Campos, le journal se radicalise, attaque le gouvernement de Caamaño et critique durement l'exécution de Nicolás Infante. Le gouverneur du Guayas le soupçonne alors de conspiration et, en 1885, en fait arrêter le propriétaire, Murillo Miró, qui s'exile au Chili. Cesáreo Carrera, le nouveau directeur du journal, est pour sa part arrêté, le 1er juillet 1886, après la publication d'un article qui moque l'évêque de Guayaquil[1218]. Le lendemain, la direction d'*El Telégrafo* annonce la fermeture du journal, en raison de la pression constamment exercée par le gouvernement[1219]. Murillo Miró ne le rouvrira qu'après l'arrivée d'Alfaro au pouvoir, en 1896. En réalité, les autorités s'inquiètent de la grande popularité d'*El Telegráfo* à Guayaquil, popularité que le journal conservateur *El Anotador* se doit de reconnaître[1220]. Ce dernier est pourtant très hostile à *El Telégrafo*, qu'il accuse d'être le journal de la révolution, « órgano de la demagogia », « eco de la anarquía », « vocero de la impiedad », et de défendre « las doctrinas perniciosas del socialismo y de la internacional, todos los principios disolventes de la revolución francesa,

[1215] « Señor presidente de la República », *El Combate*, n°66, 6 juin 1885, p. 171-172 ; et « Crónica », *El Progreso*, n°48, 4 février 1886, p. 2.
[1216] « La mayor de las derrotas », *El Progreso*, n°73, 18 mai 1887, p. 57.
[1217] *Ibid*., p. 58. L'adjectif *ciego* est à prendre au sens propre comme au sens figuré, car Vela est aveugle depuis 1877.
[1218] « Revista de la prensa », *El Anotador*, n°56, 2 juillet 1886, p. 3.
[1219] « El Telégrafo », *El Anotador*, n°57, 6 juillet 1886, p. 1.
[1220] *Ibid*.

todos los elementos de la impiedad »[1221]. La répression s'exerce surtout à Guayaquil, où les journaux libéraux sont plus nombreux, comme le dénonce Alejandro Cárdenas au Sénat :

> « Los periódicos de Guayaquil: ¿qué oposición han hecho al Gobierno? Meras críticas jocosas y burlonas, a lo más, irrespetuosas; y por eso sus autores han sido perseguidos, arrestados y con el especioso nombre de confinamientos reducidos a salir del país. Algo peor se ha hecho, Señores: a los muchacho que repartían estos periodiquillos por las calles de Guayaquil, la policía los ha tomado y castigado bárbaramente con veinticinco azotes a cada uno »[1222].

L'évêque de Cuenca, Miguel León, loin de récuser les accusations de Cárdenas, se félicite, au contraire, des sanctions imposées par les autorités à une presse qu'il juge irréligieuse.

Pour tenter d'atténuer la répression anti-libérale, plusieurs législateurs proposent de retirer à l'exécutif les mesures d'exception dont il jouit, à trois reprises, en 1885, 1888 et 1890, mais sans succès. En 1885, c'est le député libéral Fidel Egas qui propose de lever toutes les mesures d'exception. Les députés progressistes de l'Azuay, Manuel Coronel et José Miguel Ortega, proposent alors une solution de compromis : retirer une partie seulement des mesures d'exception. Bien que leur motion soit approuvée[1223], les mesures les plus controversées sont maintenues, notamment la possibilité d'arrêter et de déporter toute personne susceptible de troubler l'ordre public (article 94, alinéas 5 et 6 de la Constitution) [1224], malgré l'opposition du sénateur libéral Leonardo Espinel[1225] et des députés de la province du Guayas, Lorenzo Peña, César Borja et Agustín Yeroví, fort virulents à l'encontre du gouvernement. Pour Peña, les mesures d'exception « han servido para conducir a centenares de ecuatorianos a playas extranjeras » ; Borja critique « estas facultades que siembran por todas partes el terror y que han causado tantos males » ; selon Yeroví, « hoy mismo, con las facultades extraordinarias se han talado los campos y se ha llevado el duelo al hogar de los ecuatorianos »[1226].

Lors du Congrès extraordinaire de 1888, le sénateur Manuel Benigno Cueva, propose cette fois, avec le soutien d'Alejandro Cárdenas et de Leonardo Espinel, une motion demandant à l'exécutif la remise d'un rapport sur l'état de la sécurité dans le pays ; ce rapport permettra de juger si le gouvernement peut légitimement conserver les mesures d'exception ou si le Congrès

---

[1221] *Ibid*.
[1222] « Cámara del Senado. Acta del 3 de julio », *El Nacional*, n°24, 13 juillet 1886, p. 94.
[1223] *El Nacional*, n°176, 28 juillet 1885, p. 1.
[1224] « Cámara de Diputados. Acta del 4 de julio », *El Nacional*, n°174, 17 juillet 1885, p. 4.
[1225] « Cámara del Senado. Acta del 10 de julio », *El Nacional*, n°177, 31 juillet 1885, p. 2.
[1226] « Cámara de Diputados. Acta del 14 de julio », *El Nacional*, n°179, 11 août 1885, p. 3.

est autorisé à les lui retirer. Le Sénat rejette la proposition de Cueva[1227]. En 1890, ce sont les sénateurs Pedro Carbo, Alejandro Cárdenas et Lorenzo Peña qui proposent de retirer au gouvernement les mesures d'exception, considérant que, depuis l'élection d'Antonio Flores, la République vit en paix, mais leur motion est rejetée[1228].

Pour soutenir ces trois initiatives, les parlementaires libéraux ont recours aux mêmes arguments : les mesures d'exception ne sont plus nécessaires, car le gouvernement a réussi à rétablir l'ordre ; elles sont, au contraire, sources d'abus ; elles ne renforcent pas l'autorité du gouvernement mais contribuent plutôt à dégrader sa popularité. Malgré les échecs répétés, les législateurs libéraux vont plus loin en présentant deux projets d'amnistie, en 1886 et en 1888. Le premier projet, proposé par Leonardo Espinel, est rejeté par le Sénat[1229]. En 1888, alors que la paix semble rétablie, ce sont les libéraux Fidel Egas et Francisco Fernández Madrid, mais aussi les progressistes Pacífico Villagómez et Miguel Castillo ainsi que le colonel Francisco Guillermo Ortega, qui proposent l'amnistie, mais le projet est rejeté par la Chambre des députés cette fois[1230]. Les libéraux ne parviennent donc ni à restreindre les mesures d'exception ni à faire libérer les prisonniers politiques.

La pression que le pouvoir exerce sur les libéraux semble pourtant se relâcher à partir de 1888. Onze jours avant la fin du mandat de Caamaño, son ministre de l'Intérieur annonce que le gouvernement suspend tous les ordres de bannissement[1231]. Une fois au pouvoir, Antonio Flores décide, à son tour, d'accéder à une partie des demandes des libéraux : il adopte un décret d'amnistie générale et renonce à certaines mesures d'exception. Le Conseil d'État concèdera à nouveau cinq fois les mesures d'exception à l'exécutif pendant le reste de la période progressiste, mais pour des périodes plus resserrées : en 1889, lorsque les *montoneras* réapparaissent à Manabí et dans le bassin du Guayas[1232] ; en 1890, quand un groupe de bandits attaque Montecristi et tue le chef politique du canton ; en 1892, après des élections présidentielles dont le résultat est remis en question par les opposants au progressisme[1233] ; en mars 1893 pour les provinces d'Esmeraldas et du Chimborazo, dans la première pour faire face

[1227] « Cámara del Senado. Acta del 30 de agosto », *Diario Oficial. Alcance al n°32*, 24 novembre 1888, p. 2-3.
[1228] APL, Actas del Congreso ordinario de 1890, Cámara del Senado, 5 juillet, p. 134 ; et 8 juillet, p. 173.
[1229] « Cámara del Senado. Acta del 9 de julio », *El Nacional*, n°29, 19 juillet 1886, p. 114 ; et « Cámara del Senado. Acta del 10 de julio », n°32, 23 juillet 1886, p. 130.
[1230] « Cámara de Diputados. Acta del 3 de julio », *El Nacional*, n°439, 12 juillet 1888, p. 1869 ; et « Cámara de Diputados. Acta del 20 de julio », n°459, 14 août 1888, p. 1930.
[1231] « Cámara del Senado. Acta del 19 de junio », *El Nacional*, n°428, 25 juin 1888, p. 1824.
[1232] *Diario Oficial*, n°36, 1er abril 1889, p. 286.
[1233] *Periódico Oficial*, n°6, 13 février 1892, p. 44. Cf. chapitre 8, section II, 5.

à une éventuelle réapparition des *montoneras*, dans la seconde pour réprimer un soulèvement indien contre la mise en place de l'impôt de trois pour mille[1234] ; enfin, en décembre 1893, lors de la crise frontalière avec le Pérou[1235].

3) Le renforcement des dispositifs juridiques répressifs

Caamaño met en place plusieurs réformes cherchant à renforcer les forces de l'ordre et les dispositions légales en matière de répression des troubles intérieurs, notamment lors de la réunion du Parlement en 1886 et en 1887. En 1886, à la demande du président, le Congrès met en place une police rurale dans les provinces du Guayas, de Manabí et de Los Ríos, les plus touchées par les *montoneras*, qui est maintenue jusqu'en 1894. Il s'agit d'une force civile, mais placée sous les ordres du commandement général du district militaire du Guayas. Pour attirer les recrues, les salaires sont supérieurs de 20% à ceux des militaires. L'État central et les municipalités des provinces concernées se partagent les frais d'entretien de cette police rurale[1236].

Caamaño cherche non seulement à combattre les *montoneras* en créant cette nouvelle institution, mais aussi à faire condamner leurs chefs par la justice le plus rapidement possible et aux peines les plus lourdes, y compris la peine de mort. En 1886, il propose ainsi au Congrès un projet permettant de faire juger les rebelles par un conseil de guerre, une procédure bien plus rapide qu'un procès normal. Il s'agit d'une pratique courante, déjà utilisée pour sanctionner plusieurs chefs de la révolution du 15 novembre 1884, mais très critiquée dans le camp libéral, notamment par Felicísimo López et Juan Beingno Vela[1237]. Afin de donner une légitimité juridique à cette pratique, le Congrès adopte le projet de Caamaño. Les *montoneros* peuvent désormais être présentés à une juridiction militaire, ce qui les expose à la peine de mort, prévue dans le Code militaire :

[1234] *Diario Oficial*, n°104, 13 mars 1893, p. 871. Cf. chapitre 4, section II, 1 et 3.
[1235] *Diario oficial*, n°225, 14 décembre 1893, p. 1837. Cf. chapitre 8, section III, 1.
[1236] « Mensaje de S. E. el Presidente de la República a las Cámaras Legislativas », *El Nacional*, n°5, 25 juin 1886, p. 52 ; et *El Nacional*, n°63, 30 août 1886, p. 253.
[1237] « Al Señor Presidente de la República », *El Combate*, n°91, 2 avril 1887, p. 366-367 ; et LÓPEZ, Felicísimo, « La Revolución de 1884 ante la historia y el Congreso de 1885 », *El Combate*, n°66, 6 juin 1885, p. 173.

> Estarán sujetos a la jurisdicción militar, para ser juzgados como militares en servicio activo, todos los individuos que en lo sucesivo, armados y organizados militarmente, se propusieren destruir o alterar por la fuerza la Constitución de la República o deponer el Gobierno constituido; ya atacando a cualquiera porción de la fuerza armada de la Nación; ya ocupando, aunque sea sin combate, cualquiera parte del territorio del Estado[1238].

Cette loi propose une interprétation de l'article 122 de la Constitution : « El mando y la jurisdicción militar solo se ejercen sobre las personas puramente militares en servicio activo »[1239]. Elle définit ce qu'est un militaire en service actif de manière suffisamment large pour y inclure les chefs *montoneros*. Les députés libéraux José María Batallas et Fidel Egas combattent ce projet de loi qui permettrait, selon eux, de soumettre à une juridiction militaire des hommes qui ne sont pas membres de l'Armée, et de les condamner à mort alors même que la Constitution interdit cette peine pour les délits politiques[1240]. En revanche, le père Julio Matovelle soutient le projet, considérant la fermeté comme la meilleure manière d'éradiquer les *montoneras* : « Hemos de detestar, hemos de odiar, hemos de anatemizar a la revolución, con toda la fuerza de nuestras almas; y si no estamos perdidos »[1241]. Malgré les objections des libéraux et de quelques conservateurs et progressistes, notamment Emilio Chiriboga et José Miguel Ortega, le projet est finalement adopté par les deux Chambres. Les neufs députés et les trois sénateurs ecclésiastiques, l'évêque de Cuenca, Miguel León, l'évêque d'Ibarra, Rafael González Calisto et le chanoine Manuel Páez, votent en faveur du projet[1242]. Quelques mois plus tard à peine, en vertu de la nouvelle loi, les chefs des expéditions de Celica, Federico Irigoyen, et de Loja, Luis Vargas Torres, certains de leurs compagnons et les chefs de la révolte d'Ambato de 1887 sont jugés par des conseils de guerre. Alejandro Cárdenas, qui a activement combattu cette réforme au Sénat, assurera la défense des accusés jugés en conseil de guerre, notamment, des prisonniers d'Ambato et de Federico Irigoyen[1243].

La même année, le Congrès approuve une autre loi qui interprète l'article 28 de la Constitution de manière plus restrictive. Selon cet article, « todos pueden expresas libremente sus

---

[1238] *El Nacional*, n°25, 14 juillet 1886, p. 98.
[1239] Constitution de 1884, article 122 ; en ligne, http://www.cancilleria.gob.ec/constituciones-del-ecuador-desde-1830-hasta-2008, site consulté le 30 avril 2016.
[1240] « Cámara de Diputados. Acta del 9 de julio », *El Nacional*, n°31, 22 juillet 1886, p. 122.
[1241] *Ibid.*, p. 124.
[1242] *Ibid.*, p. 126 ; et « Cámara del Senado. Acta del 3 de julio », *El Nacional*, n°24, 13 juillet 1886, p. 96
[1243] « Crónica », *El Ecuatoriano*, n°18, 26 avril 1887, p. 125 ; Unos patriotas, *Aplauso y censura*, Ambato, Imprenta de Salvador R. Porta, 1887 ; et CÁRDENAS, Alejandro, « Alegato en el juicio penal seguido contra el coronel Federico Irigoyen y otros por traición », *Juristas y sociólogos*, Quito, Biblioteca ecuatoriana mínima, 1960, p. 200-217.

pensamientos de palabra o por la prensa, respetando la Religión, la decencia, la moral y la honra, y sujetándose, en estos casos, a la responsabilidad penal »[1244]. La réforme cherche à lui donner un sens plus autoritaire en permettant de punir les journalistes qui inciteraient à la rébellion, feraient l'apologie de la révolution ou soutiendraient une éventuelle expédition d'Alfaro :

> Las publicaciones que inciten o provoquen a la rebelión contra el Gobierno constituido, o que estimulen la continuación de un trastorno o rebelión que hubiese estallado en cualquier punto de la República, o de una invasión que se prepare en el exterior, están comprendidas en las restricciones y responsabilidades establecidas en el art. 28 de la Constitución[1245].

Néanmoins, les parlementaires les plus conservateurs jugent insuffisantes ces deux lois interprétatives et cherchent à modifier la Constitution pour leur donner une plus grande légitimité. Les sénateurs Fernando García Drouet et Rafael Pólit proposent de nombreuses réformes constitutionnelles en 1886[1246]. Le premier est un neveu de García Moreno, le deuxième, président du Sénat puis ministre chargé de tous les portefeuilles pendant la période de transition entre la disparition de García Moreno et l'arrivée au pouvoir d'Antonio Borrero. Leurs propositions sont adoptées en deux temps, d'abord lors de la législature de 1886 puis celle de 1887. Les réformes les plus polémiques sont la modification des articles 14 et 28 de la Constitution et le rétablissement de la peine d'expatriation, à laquelle les gouverneurs peuvent recourir dans le cadre des mesures d'exception. L'article 14 interdit toujours la peine de mort pour les délits politiques, mais signale cependant : « No son delitos políticos, aunque se amparen con un fin político, la traición a la patria, el parricidio, el asesinato, el incendio, el saqueo, la piratería ni los de los militares en servicio activo »[1247]. La nouvelle version de l'article 28 permet de sanctionner tous ceux qui, oralement ou par écrit, inciteraient à la rébellion ou perturberaient l'ordre constitutionnel[1248]. En réalité, la réforme des articles 14 et 28 de la Constitution, définitivement approuvée en 1887, vient sanctionner *a posteriori* deux lois votées dans l'urgence par le Congrès en 1886 et dont la constitutionalité est douteuse.

Les réformes sont soutenues par les parlementaires ecclésiastiques, qui souhaitent des châtiments exemplaires pour les *montoneros*. Ainsi, Manuel Páez affirme : « Yo creo que los revolucionarios son los criminales de la peor especie y merecen la pena de muerte: si se castiga

[1244] Constitution de 1884, article 28 ; en ligne, http://www.cancilleria.gob.ec/constituciones-del-ecuador-desde-1830-hasta-2008, site consulté le 30 avril 2016.
[1245] *El Nacional*, n°25, 14 juillet 1886, p. 97.
[1246] « Cámara del Senado. Acta del 23 de julio », *El Nacional*, n°51, 16 août 1886, p. 205-206.
[1247] *El Nacional*, n°263, 28 juillet 1887, p. 1073.
[1248] *Ibid*.

con ella a los asesinos, ¿por qué no se la impondrá a los parricidas de la Patria? »[1249]. Julio Matovelle tient un discours semblable : « sobre el asesinato y el parricidio de un simple individuo, están el asesinato y el parricidio de la Patria »[1250]. Les neufs députés ecclésiastiques votent en faveur de la réforme en 1886[1251], de même que les quatre sénateurs ecclésiastiques en 1887, Miguel León, Antonio Tomás Iturralde, Manuel Páez et León Piedra[1252]. En 1886 et 1887, les parlementaires ecclésiastiques se montrent favorables aux lois interprétatives des articles 28 et 122 de la Constitution et aux réformes proposées par García Drouet et Pólit, parce que l'Église souhaite à tout prix contenir les pulsions révolutionnaires qui se multiplient depuis la mort de García Moreno et qu'elle perçoit comme une menace existentielle. En effet, pour l'Église, le triomphe du radicalisme signifierait la suppression de la dîme, qui n'a pas encore été abolie à l'époque, la sécularisation des institutions publiques, la nationalisation des biens du clergé et l'expulsion des congrégations religieuses, c'est-à-dire, la mort de la République du Sacré Cœur. L'Église soutient donc sans réserve la répression des *montoneras* conduite par le gouvernement.

Les parlementaires militaires, en revanche, sont divisés. Le vice-président du Sénat, le général Agustín Guerrero, et le colonel Timoléon Flores soutiennent la réforme en 1886, alors que l'année suivante, le colonel Francisco Guillermo Ortega la rejette avec virulence. Il fustige les prélats favorables à la peine de mort, qu'il juge incompatible avec le christianisme. Il qualifie les partisans de la réforme de « homeópatas políticos [que] quieren restañar la sangre con la sangre », « partidarios del patíbulo », « los que quieren el cadalso político »[1253].

Il n'est pas surprenant que les libéraux combattent la réforme, dans laquelle ils voient seulement un outil pour détruire des adversaires politiques, à l'instar d'Antonio Portilla : « Según lo que acabo de escuchar, no hay otra cosa que hacer sino ir decapitando a todos de un extremo a otro de la República »[1254]. Pour Alejandro Cárdenas, « lo que se intenta decretar es más bien un degüello político »[1255]. Il est plus étonnant d'observer que la réforme est loin de faire l'unanimité dans les deux autres courants. Les conservateurs Rafael María Arízaga et Víctor

[1249] « Cámara del Senado. Acta del 6 de agosto », *El Nacional*, n°84, 24 septembre 1886, p. 340.
[1250] « Cámara de Diputados. Acta del 14 de agosto », *El Nacional*, n°97, 11 octobre 1886, p. 392.
[1251] « Cámara de Diputados. Acta del 16 de agosto », *El Nacional*, n°98, 12 octobre 1886, p. 395.
[1252] « Cámara del Senado. Acta del 24 de junio », *El Nacional*, n°249, 7 juillet 1887, p. 1019.
[1253] « Cámara de Diputados. Acta del 9 de julio », *El Nacional*, n°268, 6 août 1887, p. 1094-1095.
[1254] « Cámara del Senado. Acta del 6 de agosto », *El Nacional*, n°84, 24 septembre 1886, p. 340.
[1255] « Cámara del Senado. Acta del 6 de agosto », *El Nacional*, n°85, 25 septembre 1886, p. 341.

Gómez Jurado en 1887, et quelques progressistes, comme Emilio Chiriboga et José Miguel Ortega en 1886, ou Pacífico Villagómez et Manuel Coronel en 1887, y sont opposés[1256].

III) L'opposition des conservateurs à Antonio Flores

La lutte contre le radicalisme mobilise l'énergie des différents courants conservateurs, mais lorsque la menace *montonera* s'éloigne, les divisions au sein de la mouvance conservatrice réapparaissent. Si Caamaño a généralement pu compter sur le soutien du conservatisme, l'arrivée de Flores au pouvoir donne le signal de départ d'une opposition féroce de ce courant au progressisme. D'emblée, la bienveillance du nouveau président envers les libéraux inquiète profondément les conservateurs. Il en va de même avec ses projets économiques, qui deviennent des marqueurs politiques. Pendant les deux premières années du mandat de Flores, l'opposition au régime progressiste ne vient donc plus des *montoneras* vaincues, ni du libéralisme, d'abord séduit par le programme du nouveau président, mais des conservateurs ultramontains.

1) L'ouverture envers les libéraux et l'inquiétude conservatrice

L'arrivée d'Antonio Flores à la présidence de la République marque un tournant dans la relation entre les progressistes et les libéraux. Dans son discours d'investiture, Flores annonce en particulier deux mesures que les libéraux avaient essayé de faire adopter au Parlement, quelques semaines auparavant, mais sans succès : le remplacement de la dîme et un décret d'amnistie[1257]. Les premières mesures annoncées par le nouveau chef de l'État sont porteuses d'espoir pour les

[1256] « Cámara de Diputados. Acta del 16 de agosto », *El Nacional*, n°98, 12 octobre 1886, p. 395 ; et « Cámara de Diputados. Acta del 9 de julio », n°272, 13 août 1887, p. 1212.
[1257] *El Nacional*, n°467, 28 août 1888, p. 1982.

libéraux, qui soutiennent le programme de Flores pendant les premiers mois de sa présidence. Ils se reconnaissent, en effet, dans les principes politiques défendus par Flores. D'ailleurs, pour José Peralta, Flores est un libéral considérant que le libéralisme n'est pas encore mûr pour gouverner et privilégiant le compromis : « Acaso halagó al principio la idea de gobernar con los liberales, puesto que él mismo lo era, y por convicción; pero palpó que el liberalismo ecuatoriano no había salido aún de la cuna »[1258].

Dès les premiers jours de son mandat, Flores doit faire face à l'opposition des conservateurs. Le Parlement rejette plusieurs de ses initiatives : la suppression des droits d'exportation le 28 août, le rétablissement du ministère d'Instruction publique le 29, sa demande d'autorisation pour quitter le pays le 30[1259]. Flores interprète ce dernier refus comme une marque de défiance. Finalement, lassé de cette obstruction systématique, le 31, il présente sa démission, que les deux Chambres, réunies dans l'urgence le jour même, rejettent à l'unanimité. Cinq députés prennent la parole pour alerter leurs pairs des conséquences catastrophiques, notamment le retour de la guerre civile, que provoquerait le retrait de Flores. En réalité, le président parvient à rassembler au-delà de son camp, y compris parmi les libéraux. Le programme politique qu'il annonce le jour de son investiture (remplacement de la dîme, participation de l'Équateur à l'Exposition universelle de 1789, décret d'amnistie) lui permet de s'attirer les faveurs à la fois des parlementaires libéraux, tels que Leopoldo Pino, et des progressistes, comme Eloy Proaño y Vega, ancien partisan de García Moreno. Lorsque Flores présente sa démission, ces deux députés emploient des termes semblables pour qualifier le programme de Flores : « excelente programa » pour Pino, « hermoso programa » pour Proaño y Vega[1260]. La démission de Flores est rejetée par les législateurs ecclésiastiques (Miguel León, Julio Matovelle, Antonio Iturralde, Manuel Páez, Cornelio Crespo Toral, Isidoro Barriga, Luis Felipe Sarrade), les conservateurs (comme Juan León Mera, Víctor Gómez Jurado, Manuel María Salazar, Aparicio Ribadeneira, Carlos Mateus, Rafael María Arízaga, Fernando Pólit, Santiago Carrasco, Antonio Aguilar, Gabriel Veintimilla), les progressistes (notamment Agustín Guerrero, Eloy Proaño y Vega, Miguel Nájera, Pacífico Villagómez, Benjamín Chiriboga) et les libéraux (dont Alejandro Cárdenas, Francisco Fernández Madrid, Antonio Gómez de la Torre, Pedro Morales, Ramón

[1258] PERALTA, José, *Mis memorias políticas, op. cit.*, p. 44.
[1259] APL, Actas del Congreso extraordinario de 1888, Cámara de diputados, 28 août, p. 99 bis ; et 30 août, p. 109 bis ; et « Cámara del Senado. Acta del 29 de agosto », *Diario Oficial, Alcance al n°32*, 24 novembre 1888, p. 4.
[1260] « Ecos de la prensa », *Diario Oficial*, n°7, 17 septembre 1888, p. 30.

Viteri, Leonardo Espinel, Leopoldo Pino, Manuel Benigno Cueva, Leandro Serrano et Aurelio Noboa)[1261].

C'est une grande victoire politique pour Flores. En démissionnant, il cherche à prouver qu'il ne convoite pas le pouvoir à tout prix. Ce n'est pas le premier geste montrant le détachement apparent avec lequel il considère le pouvoir. Après son élection, il décline la présidence, qu'il n'accepte que grâce aux suppliques de ses proches et du Saint-Siège, et dans son discours d'investiture, il qualifie le pouvoir de « calvaire »[1262]. Ce sont autant de signes permettant au président de se présenter comme le défenseur du bien général plutôt que de ses intérêts personnels. Par ailleurs, il interprète le rejet unanime de sa démission par le Congrès comme un soutien à son programme. En effet, avant le vote, Proaño y Vega n'a pas manqué de rappeler aux parlementaires la nature de l'engagement qu'ils sont sur le point de prendre : « Desde ahora le asistirá el convencimiento de que todos están listos a apoyarle […]. Lo que sí deben hacer los HH. Diputados es recordar más tarde esta renuncia y, por decirlo así, el solemne compromiso que ellos al negarla contraen con el actual Gobierno para apoyarlo y defenderlo »[1263].

Après le rejet de sa démission, Flores prend trois initiatives présentées par les législateurs libéraux : le remplacement de la dîme, une amnistie en faveur des prisonniers politiques et des exilés et le retrait des mesures d'exception à l'exécutif. Le nouveau président soumet au Congrès un nouveau projet de remplacement de la dîme le 12 septembre[1264]. Comme il est rejeté, il décide de négocier directement avec le Saint-Siège, indépendamment de l'avis du Congrès[1265]. Flores souhaite également libérer les prisonniers politiques enfermés dans le Panoptique de Quito. Avant son arrivée en Équateur, le vice-président, Pedro José Cevallos, qui s'était opposé à l'exécution de Vargas Torres devant le Conseil d'État, avait profité de son bref passage au pouvoir, du 30 juin au 17 août 1888, pour faire libérer quelques prisonniers politiques les 7 et 11 août, comme Filomeno Pesantes, Manuel Piñeres et Rafael Palacios, compagnons de Vargas Torres, Ricardo Flores, un des chefs de la révolte d'Ambato de 1887, et le chef *montonero* Rafael Naranjo[1266]. Flores, au pouvoir, va plus loin. Il se rend dans la

[1261] *Ibid*.
[1262] *El Nacional*, n°467, 28 août 1888, p. 1982.
[1263] *Ibid*.
[1264] « Cámara del Senado. Acta del 13 de septiembre », *Diario Oficial. Alcance al* n°49, 1888, p. 3.
[1265] Cf. chapitre 4, section II, 1.
[1266] « Nómina de los presos políticos que fueron indultados por el Exmo. Sr. Vicepresidente Dr. Pedro José Cevallos y por el Exmo. Sr. Dr. Antonio Flores, Presidente de la República », *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos e Instrucción pública al Congreso constitucional de 1890*, *op. cit.*, s. p.

Panoptique le 10 septembre pour annoncer en personne à 52 prisonniers politiques leur libération imminente et pour distribuer quelques dizaines de sucres à ceux dont les moyens ne leur permettent pas de regagner leur province[1267]. Nous avons pu identifier sur la liste des 52 noms Federico Irigoyen, quatorze membres de l'expédition de Vargas Torres — dont Nevares et Cavero —, quatre des cinq prisonniers d'Ambato jugés en conseil de guerre en 1887 — dont Emiliano Erazo —, et sept chefs *montoneros*, parmi lesquels Carlos Otoya et Juan Centeno[1268]. Flores transmet ensuite au Sénat la pétition des anciens prisonniers réclamant la restitution de leurs droits de citoyenneté. La Chambre, ravie de la magnanimité du président, accède à leur demande[1269].

Flores ne se contente pas de libérer les prisonniers politiques ; il adopte également un décret d'amnistie en faveur de tous les Équatoriens exilés ou présents sur le territoire national mais fugitifs en raison de leur participation aux mouvements révolutionnaires[1270]. En vertu de ce décret, plusieurs libéraux reviennent en Équateur, comme César Borja ou Felicísimo López ; après quatre ans de combat, Zenón Sabando sort de la clandestinité[1271]. Finalement, considérant que la République vit en paix, en novembre 1888, le gouvernement renonce à une partie des mesures d'exception dont il était investi depuis fin 1884[1272]. Conscient de la force de l'opposition conservatrice au Parlement, Flores prend ces mesures en faisant usage des facultés du pouvoir exécutif, sans demander l'avis du Congrès.

Comme nous l'avons vu, Flores cherche également à faire respecter la liberté de la presse. Il protège le journaliste radical José Peralta contre les attaques de l'évêque Miguel León et l'invite à fonder un journal à Quito qu'il publiera dans de meilleures conditions qu'à Cuenca[1273]. L'appui de Flores à la presse libérale inquiète particulièrement les conservateurs : « Una de las acusaciones en que mayor hincapié hacían los terroristas, en la campaña contra Flores, era la protección que dispensaba a los escritores liberales »[1274].

[1267] *Diario Oficial*, n°9, 19 septembre 1888, p. 37.
[1268] « Nómina de los presos políticos que fueron indultados por el Exmo. Sr. Vicepresidente Dr. Pedro José Cevallos y por el Exmo. Sr. Dr. Antonio Flores, Presidente de la República », *Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos e Instrucción pública al Congreso constitucional de 1890*, *op. cit.*, s. p.
[1269] *Diario Oficial*, n°10, 20 septembre 1888, p. 39 ; et « Cámara del Senado. Acta del 18 de septiembre », *Diario oficial. Alcance al n°49*, 1888, p. 8.
[1270] *Diario Oficial*, n°10, 20 septembre 1888, p. 39.
[1271] *Diario Oficial*, n°30, 16 novembre 1888, p. 121.
[1272] « Espontánea devolución de las Facultades Extraordinarias », *Diario Oficial*, n°26, p. 107.
[1273] Cf. chapitre 2.
[1274] PERALTA, José, *Mis memorias políticas*, *op. cit.*, p. 57.

Le nouveau climat de tolérance politique instauré par Flores permet au libéralisme, malmené sous Caamaño, de gagner en influence. Le premier test pour ce courant sont les élections législatives de mars 1889 pour former le Congrès de 1890. Les libéraux y obtiennent de bons résultats. Ils remportent les sièges de quatre des cinq provinces de la Côte (Guayas, Manabí, Los Ríos, El Oro), mais aussi de plusieurs provinces andines (León, Tungurahua, Loja) et en obtiennent un sur deux à Imbabura et Cañar. Plusieurs libéraux bannis par Caamaño sont élus, tels César Borja, député du Guayas, Lorenzo Peña, sénateur de Los Ríos, ou Alejandro Cárdenas, sénateur de Tungurahua. Le grande figure du libéralisme depuis les années 1860, Pedro Carbo, est élu sénateur du Guayas. Si la Cour supérieure provinciale n'avait pas annulé les élections législatives de Loja, les libéraux auraient obtenu la majorité à la Chambre des députés. Ces résultats alarment évidemment le conservateur Juan León Mera. Dans sa correspondance avec Antonio Flores, il voit dans la percée électorale du libéralisme l'antichambre d'une révolution comparable à celle de 1876[1275].

Les premiers pas politiques de Flores lui valent le soutien unanime des libéraux, y compris des intellectuels radicaux de la *Sierra*, comme Juan Benigno Vela et José Peralta. Il peut compter également sur la neutralité bienveillante des *montoneras*, qui restent inactives pendant la majeure partie de son mandat. En revanche, les conservateurs deviennent de plus en plus hostiles au régime progressiste.

2) L'opposition aux projets de chemins de fer

Nous l'avons évoqué, l'opposition conservatrice pendant le mandat de Flores se préoccupe essentiellement de deux questions : les relations entre l'État et l'Église et les projets économiques du président. Ainsi, les conservateurs s'inquiètent de la démarche de Flores qui sollicite auprès du Sénat une subvention de dix mille sucres pour financer la délégation équatorienne à l'Exposition universelle de Paris, puis propose un nouveau projet de décret sur le remplacement de la dîme[1276]. Ils combattent âprement les tentatives de réforme économique du président, qu'ils parviennent même à faire rejeter à l'unanimité au Parlement en 1890[1277].

[1275] CÁRDENAS REYES, María Cristina, *El progresismo azuayo*, *op. cit.*, p. 256.
[1276] Cf. chapitre 4, section II, 3 et III, 1.
[1277] Cf. chapitre 3, section III.

La presse devient leur moyen privilégié de combattre Flores. Les journaux *Semanario popular* (1889), *El Fénix* (1890), *El pensamiento nacional* et *La voz del patriotismo* (1891), par exemple, attaquent celui-ci de manière virulente et s'en prennent, plus largement, au courant progressiste. En somme, comme le signale Ayala Mora, sous le mandat de Flores, les débats sur les chemins de fer, le remplacement de la dîme et la dette extérieure deviennent les marqueurs des identités politiques[1278]. L'opposition conservatrice aux voies ferrées l'illustre particulièrement.

Deler rappelle que la navigation fluviale à vapeur, qui se développe dans le bassin du Guayas à partir du milieu du XIXe siècle, n'a pas donné lieu à un débat de portée nationale, car elle ne requiert pas d'infrastructures coûteuses ; elle suppose seulement des investissements locaux, qui plus est à la portée d'une bourgeoisie agro-mercantile prospère. Ce n'est pas le cas des projets de chemins de fer[1279], qui mettent à jour les divergences au sein des groupes dominants autour de cette question, comme l'observe Ayala Mora :

> Mientras la burguesía comercial, junto con el sector modernizante del latifundismo serrano, impulsaba la construcción de vías férreas, el gamonalismo más tradicional frenaba las iniciativas, en nombre de la "economía" y la "prudencia". Detrás de la prédica de los eclesiásticos más fanáticos que consideraban al ferrocarril "máquina infernal", y de los complejos debates sobre costos, se ocultaba el temor de la oligarquía serrana al endeudamiento externo[1280].

Si les conservateurs redoutent par-dessus tout l'endettement, c'est qu'ils l'interprètent comme une forme de pénétration du capitalisme et comme un moyen d'accélérer l'intégration de l'Équateur au marché international. Ils voient dans ces transformations une menace de déstabilisation de l'*hacienda* et, à terme, de l'ordre social construit autour de la grande propriété traditionnelle : « El sector mayoritario terrateniente, aferrado a las más arcaicas formas de producción, veía irse paulatinamente de sus manos el control de la sociedad »[1281].

Ainsi, lorsqu'en 1887 Kelly demande l'autorisation de former une société anonyme capable de s'endetter à l'étranger pour financer la construction du chemin de fer du sud, les législateurs ecclésiastiques, notamment l'évêque Miguel León et el chanoine León Piedra, expriment leurs réticences. Ils craignent que la responsabilité de Kelly ne se disperse dans une multitude

[1278] AYALA MORA, Enrique, *Lucha política y origen de los partidos en Ecuador*, *op. cit.*, p. 228 et 294.
[1279] DELER, Jean Paul, *Ecuador. Del espacio al Estado nacional*, *op. cit.*, p. 261.
[1280] AYALA MORA, Enrique, *Lucha política y origen de los partidos en Ecuador*, *op. cit.*, p. 228.
[1281] *Ibid.*, p. 227.

d'actionnaires, étrangers de surcroît[1282]. Toutefois, sous Caamaño, l'opposition aux chemins de fer était presqu'inexistante. Tous les contrats ont alors été approuvés sans résistance, parfois même sans débat[1283]. Tel n'est plus le cas sous le mandat de Flores. Le contrat d'Oksza est accepté par le Parlement au prix d'immenses efforts et après d'intenses discussions. C'est ce nouveau projet qui cristallise le combat des conservateurs contre les projets ferroviaires à partir de 1890.

Sous la présidence de Flores, le principal opposant à la construction des voies ferrées, et du chemin de fer du sud en particulier, est Camilo Ponce, le principal chef conservateur à l'époque, sénateur (1887, 1888 et 1890) et membre du Conseil d'État à partir de 1889[1284]. Ponce prend soin de déclarer qu'il ne s'oppose pas aux chemins de fer en général, mais uniquement aux contrats ruineux[1285]. Il appelle, d'ailleurs, le chemin de fer du sud « la obra más vivamente anhelada por el patriotismo ecuatoriano »[1286]. Cependant, en 1890 et en 1891, il fait tout pour annuler le contrat Kelly puis le contrat d'Oksza. Son rapport permet de convaincre le Conseil d'État de demander à l'exécutif de lancer l'arbitrage contre Kelly en 1890[1287]. La position de Ponce ne crée pas de polémique, car ses craintes sont partagées par toutes les tendances politiques. En revanche, lorsqu'il présente un nouveau rapport au Conseil d'État contre le contrat d'Oksza en 1891, le débat s'enflamme.

Le comte d'Oksza est un personnage qui suscite la méfiance en raison, en premier lieu, de ses liens avec des membres de la famille de Flores et de Caamaño[1288]. Il est également soupçonné d'avoir escroqué le sénateur Carlos Fernández Madrid en lui remettant de fausses lettres de change d'une valeur de 32 000 francs[1289]. Par ailleurs, la réputation du comte est ternie par des opérations financières douteuses, comme en 1888, lorsqu'il accorde un prêt à la République dominicaine dans des conditions défavorables à cette dernière. L'opinion publique est donc peu disposée à son égard.

[1282] « Cámara de Senado. Acta del 21 de junio », *El Nacional*, n°244, 1er juillet 1887, p. 999 ; et « Cámara de Senado. Acta del 23 de junio », n°247, 5 juillet 1887, p. 1012.
[1283] Cf. chapitre 6, section I.
[1284] *Diario Oficial*, n°173, 9 décembre 1889, p. 1444.
[1285] « Cámara del Senado. Acta del 28 de julio », *El Nacional*, n°286, 1er septembre 1887, p. 1268 ; et PONCE, Camilo, *El contrato d'Oksza ante el Consejo de Estado*, *op. cit.*, p. 132.
[1286] *Ibid*.
[1287] « Informe del Consejero de Estado Dr. D. Camilo Ponce », *Diario Oficial*, *op. cit.*, p. 1814-1818. Cf. également chapitre 6, section II, 3.
[1288] Cf. chapitre 8, section I, 1 et 2.
[1289] *Ferrocarril del Sur*, Quito, Imprenta católica, 1891.

Le 22 juin 1891, dans un long discours, Camilo Ponce attaque le contrat d'Oksza et appelle le Conseil d'État à le suspendre. Il critique notamment le prix excessif du kilomètre fixé par le contrat[1290]. Mais il avance surtout trois raisons pour en demander la résiliation : selon Ponce, la compagnie de d'Oksza n'a pas déposé la garantie de deux millions de francs dans les délais prévus par le contrat, le paiement a été effectué en bons et non pas en espèces, et non pas auprès de la banque désignée d'un commun accord, la Banque d'Escompte, mais auprès de la Banque Westendorp[1291]. Ponce fonde son argumentation sur des télégrammes ambigus et mal transcrits du consul équatorien à Paris, Clemente Ballén, qui laissent planer le doute.

Ponce parvient à convaincre le Conseil d'État qui, le 1er juillet, vote la suspension du contrat par onze voix contre deux seulement, celles des ministres des Finances et de la Guerre. Les conservateurs, le vice-président Pablo Herrera, Camilo Ponce, Cornelio Crespo Toral, le procureur général, Julio Enríquez, les libéraux Joaquín Gómez de la Torre et Alejandro Cárdenas et même les ministres de l'Intérieur, Pedro José Cevallos, et de la Justice, Elías Laso, votent en faveur de la suspension du contrat[1292]. Le gouvernement cherche pourtant à le sauvegarder. Il prie le Conseil de revenir sur sa décision le 3 puis le 6, mais le Conseil reste ferme[1293].

Face à l'insistance du Conseil, le gouvernement finit par reconnaître que les modalités du dépôt de la garantie n'ont pas été conformes au contrat. Il ordonne alors à l'avocat de l'État, Luis Felipe Borja, de reprendre l'arbitrage contre Kelly, suspendu depuis l'adoption du contrat d'Oksza[1294]. Il demande également à Clemente Ballén de rendre à d'Oksza les certificats du dépôt de la garantie qui lui avaient été remis. Le comte proteste, mais annonce que, malgré ce contretemps, il compte lancer en Europe une émission de bons destinés à financer le projet.

De son côté, le gouvernement refuse de résilier le contrat de manière unilatérale, car seul est autorisé à le faire le tribunal d'arbitrage, comme le rappelle le journal progressiste *El Ecuatoriano*[1295]. Le Conseil d'État demande alors au président de faire en sorte que Ballén rappelle à d'Oksza que le contrat a été résilié et lui interdise de procéder à l'émission de bons[1296]. Flores refuse de céder aux exigences du Conseil et d'écrire à Ballén, ce qui lui vaut un différend avec son ministre de l'Intérieur et des Travaux publics, Pedro José Cevallos. Ce

[1290] PONCE, Camilo, *El contrato d'Oksza ante el Consejo de Estado*, Quito, 1891, p. 12.
[1291] *Ibid*., p. 43-44 et 52.
[1292] *Ibid*., p. 30.
[1293] *Ibid*., p. 45.
[1294] *Ibid*., p. 58.
[1295] « El Ecuador y el Dr. A. Flores », *El Ecuatoriano*, n°73, le 26 décembre 1891, p 407.
[1296] PONCE, Camilo, *El contrato d'Oksza ante el Consejo de Estado*, *op. cit.*, p. 47-48.

dernier, défavorable au contrat, vote en faveur du rapport de Ponce le 1er juillet. Au mois d'août, il exhorte Flores de céder face au Conseil d'État, en vain. Il démissionne le 8 août, invoquant des raisons de santé[1297], mais Camilo Ponce et son neveu, Clemente, sont convaincus que cette démission tient à son désaccord avec le président sur l'affaire d'Oksza[1298].

Bien que le gouvernement refuse de déclarer la résiliation du contrat, ce dernier est, dans les faits, suspendu, malgré les tentatives de la compagnie du comte pour relancer le projet[1299]. Néanmoins, la décision du Conseil d'État enflamme le débat public, alors dominé par la campagne présidentielle qui commence en janvier 1891.

L'exécutif réagit rapidement. Il fait publier dans le journal officiel le compte-rendu de la séance du 22 juin du Conseil d'État, pendant laquelle Ponce a prononcé son discours contre le contrat d'Oksza. Cependant, dans le même numéro, il insère un rapport du directeur des Travaux publics, Juan Bautista Menten, qui réfute Ponce en argumentant non seulement que le prix réel du kilomètre s'avère inférieur à celui estimé par le chef conservateur, mais aussi qu'il est comparable à celui des voies ferrées construites dans d'autres pays[1300]. Trois mois plus tard, le gouvernement publie également dans le journal officiel une communication de Clemente Ballén qui explicite le sens des télégrammes envoyés au ministre des Affaires étrangères afin de dissiper les doutes et de montrer que les arguments de Ponce sont infondés. Le consul rédige également un opuscule qui commente le contrat, article par article, pour conclure que toutes les clauses servent l'intérêt de l'État[1301].

À la fin de l'année, Ponce réplique en publiant un ouvrage intitulé *El contrato d'Oksza ante el Consejo de Estado*, un argumentaire qui s'appuie sur les comptes rendus des séances du Conseil d'État[1302]. Il y règle ses comptes avec les deux hauts fonctionnaires qui ont osé le contredire, Menten et Ballén. Il leur consacre d'ailleurs respectivement un chapitre entier[1303]. Les attaques les plus virulentes s'adressent au directeur des Travaux publics, dont il remet en question les capacités et l'autorité, évoquant sa « falsa reputación de ingeniero consumado »[1304]. Ponce oppose ironiquement ses propres lacunes en matière de chemins de fer aux supposées

[1297] *Diario Oficial*, n°358, 28 août 1891, p. 3448.
[1298] PONCE, Camilo, *El contrato d'Oksza ante el Consejo de Estado*, *op. cit.*, p. 61 ; et PONCE, Clemente, *Otra pregunta*, Quito, Imprenta ecuatoriana, 1893.
[1299] Cf. chapitre 6, section II, 3.
[1300] *Diario Oficial*, n°349, le 17 juillet 1891, p. 3375-3377.
[1301] BALLÉN, Clemente, *Ferrocarril del Sur*, Paris, Imprimerie Chaix, 1891.
[1302] PONCE, Camilo, *El contrato d'Oksza ante el Consejo de Estado*, *op. cit.*
[1303] *Ibid.*, p. 106-116 et 116-132, respectivement.
[1304] *Ibid.*, p. 115.

compétences de Menten, qu'il ridiculise : « ¡El Sabio ha hablado ! », « ¡el Maestro lo ha dicho! ». À « tan acreditada autoridad » s'oposeraient « todos los profanos no iniciados en los secretos de la alta ciencia », parmi lesquels Camilo Ponce[1305]. Finalement, celui-ci désigne Menten comme le principal responsable de la situation, pour ne pas avoir suffisamment éclairé le Congrès en 1890, lors de l'adoption du contrat d'Oksza : « sobre él, más que sobre nadie, recaerá la responsabilidad de haber precipitado al país en el abismo sin fondo donde está punto de sepultarse »[1306].

L'hostilité de Ponce au contrat d'Oksza, son intervention auprès du Conseil d'État puis la publication de son ouvrage s'inscrivent dans une stratégie électorale. En janvier 1891, les conservateurs ont désigné Ponce candidat aux élections présidentielles de janvier 1892. La campagne électorale s'annonce donc très longue. La question du chemin de fer du sud devient un des thèmes centraux du débat électoral[1307], et la publication de son ouvrage sur le contrat d'Oksza permet à Ponce de délégitimer ses adversaires, notamment les anciens candidats des deux autres courants, le progressiste Francisco Javier Salazar, décédé le 21 septembre, et Clemente Ballén, qui refuse la candidature libérale le 24 juin. Salazar était le ministre des Travaux publics qui a fait adopter le contrat au Parlement en 1890 et Clemente Ballén le consul équatorien à Paris, que Ponce accuse de ne pas avoir su faire respecter au comte les clauses du contrat. En attaquant simultanément le progressisme et le libéralisme de front, Ponce se présente comme l'homme providentiel, le seul en mesure de sauver la patrie des prédateurs et des spéculateurs étrangers. Il explique, en effet, qu'il agit dans l'objectif de « salvar a la República de la ruina y vilipendio[1308] », « salvar a la Patria del abismo »[1309], « [salvar] al país del abismo a que se le conduce »[1310].

Le gouvernement s'emploie à réfuter les attaques de Ponce. En décembre 1891, dans un message adressé aux Équatoriens à propos des élections de janvier, Flores défend l'action bénéfique du gouvernement dans la restructuration de la dette et dans l'approbation du contrat d'Oksza. Son message est d'abord publié dans le journal officiel[1311], puis dans une feuille

[1305] *Ibid*., p. 116.
[1306] *Ibid*.
[1307] Cf. chapitre 8, section II.
[1308] PONCE, Camilo, *El contrato d'Oksza ante el Consejo de Estado*, Quito, Imprenta Católica, 1891, p. 1.
[1309] *Ibid*., p. 2.
[1310] *Ibid*., p. 19.
[1311] *Diario Oficial*, n°381, le 29 décembre 1891, p. 3631-3633.

volante[1312] et dans le rapport du ministère de l'Intérieur au Parlement, en 1892[1313]. Pour sa part, en janvier 1892, le nouveau ministre de l'Intérieur, le général Agustín Guerrero, qui a succédé à Cevallos, envoie une longue circulaire aux gouverneurs, accompagnée de nombreuses annexes, pour justifier les décisions du gouvernement concernant le chemin de fer du sud. Elle est publiée à trois reprises en 1892, d'abord dans un opuscule publié par le gouvernement en janvier[1314], puis dans un numéro extraordinaire du journal officiel en juin[1315] et dans le rapport du ministre de l'Intérieur au Congrès, en 1892[1316]. La presse progressiste, à l'instar d'*El Ecuatoriano*, reproduit à son tour le message de Flores et la circulaire de Guerrero[1317]. Enfin, le directeur des travaux publics, Menten, se défend également dans une lettre au président de la République, publiée en annexe à la circulaire de Guerrero, signalant notamment qu'il a bénéficié de la totale confiance de García Moreno dont Camilo Ponce, justement, se réclame l'héritier politique[1318]. L'objectif de cette riposte concertée n'est pas de sauver le contrat d'Oksza ; le gouvernement sait l'opinion profondément hostile au contrat. Il agit surtout pour laver l'honneur du président, de ses ministres, du directeur des Travaux publics et du consul à Paris, et ne pas ternir celui du courant progressiste dans un contexte électoral.

Les parlementaires progressistes passent également à l'offensive. Au Conseil d'État, Ponce a suggéré que certains parlementaires auraient été soudoyés pour voter en faveur du contrat d'Oksza, dénonçant les « gastos ocasionados por la aprobación de los contratos en que, se dice, figuran partidas empleadas en prostituir la imprenta y comprar cooperaciones y votos »[1319]. Un sénateur et deux députés progressistes de la province de Chimborazo réfutent avec véhémence les accusations de Ponce :

> El cargo de cohecho o venta de votos […] es de esos cargos que no se puede dejar pasar en silencio. Si U. lo sabe con referencia a otros, es forzoso que U. nos diga quiénes son los que *lo dicen*. Y en esto va también particularmente la honra de U., que es incapaz, como

[1312] *El presidente de la República del Ecuador a los ecuatorianos*, Quito, Imprenta del gobierno, 1891.
[1313] « El presidente de la República del Ecuador a los ecuatorianos », *Informe del Ministro de lo Interior y Relaciones exteriores al Congreso ordinario de 1892*, Quito, Imprenta del gobierno, 1892, p. 36.
[1314] *Refutación del folleto "El contrato d'Oksza ante el Consejo de Estado"*, Quito, Imprenta del gobierno, 1892.
[1315] *Diario Oficial*, numéro extraordinaire, 6 juin 1892. L'exécutif souhaitait faire paraître la circulaire le 28 février mais, pour plusieurs raisons, il a dû en différer la publication jusqu'en juin (surcharge de travail de l'imprimerie nationale, originaux égarés).
[1316] « Circular a los gobernadores de provincia », *Informe del Ministro de lo Interior al Congreso ordinario de 1892. Segunda parte. Obras públicas*, *op. cit.*, s. p.
[1317] *El Ecuatoriano*, n°74, 2 janvier 1892, p. 413-414 ; et n°78, 30 janvier 1892, p. 434.
[1318] « Anexo V », *Refutación documentada de los cargos hechos al gobierno en el folleto "El contrato d'Oksza ante el Consejo de Estado"*, *op. cit.*, p. XXVII-XXX.
[1319] PONCE, Camilo, *El contrato d'Oksza ante el Consejo de Estado*, *op. cit.*, p. 29.

> caballero y católico práctico, de buscar en un *se dice* la evasiva de dar pruebas de lo que afirma o refiere[1320].

L'exécutif ainsi que la Société nationale, principale organisation progressiste du pays, condamnent à leur tour les accusations de Ponce qu'ils considèrent comme une atteinte calomnieuse à l'honneur du Parlement[1321].

Pendant plus de six mois, à partir de juin 1891, le contrat d'Oksza nourrit un vif débat dans la presse, d'autant plus intense que les élections présidentielles approchent. La position des journaux varie selon qu'ils apportent leur soutien à Camilo Ponce ou bien au candidat progressiste[1322].

Conclusion

Sous le mandat de Caamaño, le libéralisme radical incarné par les *montoneras* représente le principal ennemi du progressisme. Les guérillas libérales sont le pendant, d'une part, du processus de concentration des terres sur la Côte lié à l'essor du modèle agro-exportateur fondé sur le cacao et, d'autre part, des efforts de centralisation menaçant l'autonomie des deux provinces du Littoral qui s'étaient tenues jusque-là en marge de l'espace national, Manabí et Esmeraldas. Cette agitation *montonera* des années 1880 a deux conséquences. Sur le plan économique, elle pousse les *terratenientes* de la Côte à faire évoluer les relations de travail dans leurs propriétés cacaoyères, à augmenter les salaires, à supprimer les dettes du *concertaje*, en somme, à accélérer le passage du système de l'*hacienda* à celui de la plantation moderne[1323]. À partir de 1895, les relations de travail précapitalistes, comme le *concertaje*, reculent sur le

[1320] CHIRIBOGA, Emilio; LIZARZABURU, Pedro Ignacio; et VILLAGÓMEZ, Pacífico, *Carta colectiva al Sr. Dr. D. Camilo Ponce*, Quito, Imprenta Municipal, 1891.
[1321] « Cuestión del día », *El Progresista*, n°9, p. 1 ; et *Refutación documentada de los cargos hechos al gobierno en el folleto "El contrato d'Oksza ante el Consejo de Estado"*, *op. cit.*, p. 7.
[1322] Pour des exemples de journaux partisans de Camilo Ponce et de Francisco Javier Salazar puis Luis Cordero, voir chapitre 8, section II, 4.
[1323] CHIRIBOGA, Manuel, *op. cit.*, p. 131-132.

Littoral, alors que les relations salariales se généralisent peu à peu dans les plantations de cacao, les raffineries de sucre, les rares industries présentes dans la région à l'époque et les compagnies de services publics[1324]. Sur le plan politique, les *montoneras* créent la base qui assurera le triomphe de la Révolution libérale en 1895[1325].

La force des guérillas libérales sur la Côte pousse le gouvernement de Caamaño à recourir aux mesures d'exception et à adopter de nombreuses réformes censées rendre la lutte contre les radicaux plus efficace. Cependant, le combat contre les *montoneras* s'étend à l'ensemble du courant libéral et ne s'atténue qu'en 1888, lorsque Flores arrive au pouvoir. Néanmoins, nous ne saurions qualifier l'avènement de Flores de rupture radicale, bien que les conditions changent profondément pour les libéraux. Caamaño et Flores restent très proches. Le premier fait tout pour faire élire Flores, son beau-frère, en 1888. Ils partagent des positions politiques semblables. En tant que gouverneur du Guayas, de 1888 à 1895, Caamaño reste un personnage clé du régime progressiste. Certes, Flores se montre plus conciliant avec les libéraux que son prédécesseur, mais c'est aussi parce qu'il peut se le permettre : le calme semble revenu après le mandat de Caamaño, qui parvient à écraser les *montoneras*. Si ces dernières avaient maintenu leurs opérations avec le même degré d'intensité, il n'est pas certain que Flores aurait fait preuve de la même ouverture envers les libéraux.

Il n'en reste pas moins que son arrivée au pouvoir permet de desserrer l'étau autour du courant libéral. Ce dernier profite de la relative bienveillance du nouveau président pour s'organiser et diffuser ses idées dans la presse[1326]. José Peralta montre à quel point la succession présidentielle de 1888 marque un tournant pour les libéraux : « Hasta el advenimiento de Flores al poder, teníase por crimen y herejía llamarse liberal, y el ecuatoriano que lo era, guardábase de manifestarlo aun en el seno de sus más íntimos amigo »[1327].

En revanche, cette attitude de Flores, ainsi que ses projets de réforme économique, inquiètent les conservateurs. Le fractionnement du conservatisme est déjà visible avant même la période progressiste. Les conservateurs ne soutiennent pas unanimement le coup d'État de 1869. Après l'assassinat de García Moreno, ils se présentent divisés aux élections de 1875[1328]. Les terroristes soutiennent la candidature du général Julio Sáenz ; les plus modérés, celle d'Antonio Borrero, opposant résolu à García Moreno ; et ceux qui cherchent à incarner une voie médiane, la

[1324] *Ibid.*, p. 133.
[1325] *Ibid.*, p. 131-132. Cf. également chapitre 9, section II, 2.
[1326] Cf. chapitre 2.
[1327] PERALTA, José, *Mis memorias políticas*, *op. cit.*, p. 53.
[1328] AYALA MORA, Enrique, *Lucha política y origen de los partidos en Ecuador*, *op. cit.*, p. 297.

première candidature d'Antonio Flores. Toutes les divergences passent au second plan pendant près d'une décennie (de 1876 à 1887-1888), lorsque la lutte contre Veintemilla puis contre les *montoneras* devient la priorité de toutes les fractions du conservatisme, mais elles réapparaissent une fois les guérillas libérales dispersées.

Par ailleurs, Flores juge les conditions réunies pour mettre en place les réformes les plus polémiques du projet progressiste, notamment sur le plan économique ; elles vont à l'encontre des intérêts de l'Église et des conservateurs. Ces derniers se lancent alors dans une opposition croissante qui atteint son paroxysme pendant la longue campagne présidentielle de 1891-1892, dominée notamment par le contrat d'Oksza. La détermination de Ponce pour le faire annuler et ses attaques contre le gouvernement de Flores répondent à deux logiques : les intérêts électoraux du candidat conservateur, mais aussi l'hostilité de la fraction garciano-cléricale de l'élite *terratenientes* andine, qui craint les chemins de fer, l'endettement extérieur et tout ce qui peut accélérer l'implantation du capitalisme en Équateur. La polémique autour du chemin de fer du sud révèle que l'opposition au progressisme provient, sous le mandat de Flores, non plus tellement du libéralisme radical, mais du conservatisme.

À partir de 1888, les divergences croissantes entre les conservateurs ultramontains et les progressistes empêchent toute réconciliation. Le fractionnement de la mouvance conservatrice semble alors irréversible. Les conservateurs sont prêts à tout pour combattre le progressisme. Lors des élections présidentielles de 1892, ils n'hésitent pas à combiner leurs efforts avec une fraction du courant libéral pour combattre le courant modéré, dans une alliance contre-nature à première vue, connue sous le nom de « fusion ».

Chapitre 8 : La fusion (1891-1894)

Sous le mandat de Flores, les divergences entre progressistes et conservateurs deviennent de plus en plus visibles. Les efforts du président pour financer avec les deniers publics la participation de l'Équateur à l'Exposition universelle de Paris, obtenir le remplacement de la dîme, réformer le système fiscal et reprendre le service de la dette, suscitent de fortes résistances chez les conservateurs. En revanche, le président peut compter sur le soutien des libéraux et la neutralité des *alfaristes*[1329]. Néanmoins, entre 1890 et 1891, plusieurs décisions de Flores poussent une fraction du libéralisme à entrer dans l'opposition au régime progressiste : l'insistance du gouvernement à conserver les mesures d'exception dont il est investi depuis mars 1890, alors même que la paix intérieure n'est pas immédiatement menacée, le soutien de Flores aux projets des comtes français (d'Oksza, Swieykowsky et Sédières), sa volonté de mettre en place une Banque nationale, et la demande d'extradition de Roberto Andrade réfugié au Pérou, membre de la conspiration qui a fait assassiner García Moreno en 1875.

Privé du soutien de la plupart des conservateurs et des libéraux, le progressisme doit alors combattre sur deux fronts à la fois à partir de 1890 et surtout 1891. Ses adversaires décident de faire cause commune contre lui lors des élections présidentielles de 1892. Cette alliance opportuniste, que nous pourrions qualifier de contre-nature, entre les conservateurs et une fraction du libéralisme est connue sous le nom de « fusion » ou « amalgame ». La fusion présente alors la candidature de Camilo Ponce contre celle de Francisco Javier Salazar, candidat des progressistes. Lorsque ce dernier décède de manière inattendue, il est remplacé par Cordero, qui remporte les élections présidentielles les plus serrées du XIXe siècle, après une longue campagne électorale qui dure toute l'année 1891. Il convient de revenir sur les conditions dans lesquelles émerge la fusion, afin de cerner le rapport de forces entre cette dernière et le progressisme en 1891 et 1892. Elles permettent également de comprendre les raisons et les étapes qui mènent à l'épuisement du modèle progressiste, manifeste lors de la réunion du Congrès en 1894.

[1329] Cf. chapitre 4, sections II, 3 et III, 1 ; et chapitre 7, section III.

I) Les critiques contre l'*Argolla*

L'*Argolla* est un terme employé par les opposants au progressisme pour désigner le système politique mis en place par Caamaño, reposant sur le népotisme du clan Caamaño-Flores-Stagg. Les critiques contre l'*Argolla* sont un des points de convergence des adversaires du progressisme et une des thématiques récurrentes des partisans de la fusion. Plusieurs liens de parenté unissent les familles Caamaño, Flores et Stagg. La sœur de Caamaño a épousé le frère d'Antonio Flores, Reinaldo. Les deux présidents progressistes sont donc *concuñados*. Les neveux de Flores, Leonardo, Carlos et Enrique Stagg Flores, de riches commerçants installés à Guayaquil et dans plusieurs pays d'Europe, occupent des postes importants dans l'administration publique ou dans la compagnie de Kelly durant toute la période progressiste. En outre, Leonardo Stagg épouse une sœur de Caamaño, puis une de ses cousines[1330].

En 1886, Caamaño demande au Parlement de nommer Reinaldo Flores général ; il le désigne ensuite commandant du district militaire de Guayaquil, c'est-à-dire chef des Armées sur la Côte, en 1887[1331]. Lorsqu'Antonio Flores arrive au pouvoir, il maintient son frère dans ses fonctions et nomme Caamaño gouverneur du Guayas. Ce dernier devient également délégué de l'Équateur au premier Congrès panaméricain, réuni à Washington entre 1889 et 1890, mais sans pour autant démissionner de son poste de gouverneur[1332]. Caamaño nomme son frère, Rafael, intendant de la police de Guayaquil. Pour sa part, le neveu d'Antonio Flores, Carlos Stagg, occupe le poste de consul de l'Équateur à Bordeaux jusqu'en 1890. De même, Flores désigne Jacinto Ignacio Caamaño, oncle de l'ancien président et beau-père de Leonardo Stagg, à la Commission d'Agriculture[1333]. Une fois élu, Cordero non seulement conserve Reinaldo Flores, José María et Rafael Caamaño dans leurs fonctions, mais il nomme Vicente Gonzáles Bazo, fils d'un ami personnel de Flores et époux d'une nièce de ce dernier, consul à Liverpool[1334].

Le système politique mis en place par les progressistes fonctionne autour d'un cercle fermé, constitué par le clan Caamaño-Flores-Stagg, auquel sont associés quelques notables de province, tels Ángel Polibio Chaves dans la province de Bolívar, Vicente Fierro dans celle

[1330] Cf. l'arbre généalogique de la famille Caamaño-Flores-Stagg, annexe n°13.
[1331] *El Nacional*, n°301, 24 septembre 1887, p. 1326.
[1332] *Diario Oficial*, n°141, le 30 septembre 1889, p. 1188.
[1333] *Diario Oficial*, n°6, le 25 janvier 1889, p. 44.
[1334] *Diario Oficial*, n°10, 21 juillet 1892, p. 77.

d'Imbabura ou Antonio Férnandez Córdoba à Manabí, ainsi que certaines familles de l'aristocratie *terrateniente* andine, comme les Salazar, les Chiriboga et surtout les Lizarzaburu à Riobamba[1335]. Le soutien de cette dernière s'avère précieux, car il explique les succès électoraux presque systématiques du progressisme dans la province du Chimborazo. Plus généralement, l'*Argolla* consiste non seulement dans la nomination de proches au sein de l'administration publique ; elle désigne aussi un système politique destiné à favoriser les intérêts des frères Stagg et de Carlos Caamaño, frère du président, grâce à des contrats favorables avec l'État et aux projets de chemin de fer.

1) Népotisme et conflits d'intérêts

Pendant la première présidence progressiste, Leonardo Stagg devient un des bailleurs de l'État dans des conditions très avantageuses. En avril 1885, il signe un premier prêt de 48 000 sucres qu'il remet au gouvernement en billets de la Banque de Quito, mais il obtient leur remboursement en métallique, à partir des fonds de la douane de Guayaquil[1336]. Tout au long de l'année 1885, la Banque de Quito connaît de graves difficultés et finit par disparaître, non sans créer un climat de panique financière dans la capitale. Stagg cherche alors à se protéger tout en tirant profit de la situation. Il bénéficie, d'abord, du généreux taux d'intérêt de 9%, prévu dans le contrat ; puis, en se faisant rembourser en métallique, il profite de la dépréciation des billets de la Banque de Quito, qui s'accentue lorsque le gouvernement oblige cette dernière, lors de sa liquidation, à les échanger avec une décote de 25%[1337]. La même année, Stagg accorde deux nouveaux prêts, de 15 000 et de 24 000 sucres en juillet et en août, dont le remboursement est également prévu sur les fonds de la douane de Guayaquil[1338].

D'autres transactions financières sont encore effectuées dans des termes très avantageux pour les membres du clan Caamaño-Flores-Stagg. En août 1885, le gouverneur du Guayas, au nom de l'exécutif, souscrit un emprunt auprès de Leonardo Stagg et Carlos Caamaño, pour un montant de presque 160 000 sucres[1339]. Les deux financiers ne remettent pas cette somme en

[1335] Pour un récapitulatif des personnages de l'*Argolla*, cf. annexe n°12.
[1336] *El Nacional*, n°162, 24 avril 1885, p. 2.
[1337] « Publicaciones revolucionarias », *El Nacional*, n°15, 30 juin 1886, p. 60 ;
[1338] *El Nacional*, n°189, 2 octobre 1885, p. 1.
[1339] *El Nacional*, n°188, 25 septembre 1885, p. 2.

un seul paiement, mais de manière échelonnée, à travers quatre billets à ordre. Le gouvernement s'engage à leur confier le produit de la dîme du cacao à partir du 1er janvier 1886, jusqu'au remboursement du prêt. Quelques mois plus tard, en décembre 1885, Stagg et Caamaño accordent à l'État un nouveau prêt de 145 000 sucres, dans les mêmes conditions que le précédent[1340]. Enfin, en mars 1886, Stagg s'associe à Kelly et à Martín Reinberg, un des plus riches commerçants de Guayaquil, pour prêter 250 000 sucres au Trésor. L'État leur remet une prime de 10% sur la somme totale et reconnaît un intérêt de 10% sur le montant restant. Il s'agit d'une sorte de double intérêt. Les revenus de la douane servent à rembourser le prêt[1341].

D'après le conservateur Clemente Ponce, l'indignation que provoquent ces transactions est telle que Leonardo Stagg cesse d'accorder des prêts au gouvernement en tant que particulier et cherche à fournir l'État en capitaux indirects, à travers la Corporation commerciale qu'il fonde avec ses frères[1342]. Cette compagnie, dirigée par Enrique Stagg, prête au gouvernement 700 000 sucres en septembre 1887. Elle remet cette somme de manière échelonnée, par le biais de cinq billets à ordre. En échange, le gouvernement accorde d'emblée à la compagnie une prime de 7% du montant total de l'emprunt, puis s'engage à lui verser un intérêt de 12% sur la somme restante. Il est également prévu que le gouvernement lui remette 76% du revenu des douanes de Guayaquil, d'août à décembre, ce qui revient à priver l'État de sa principale source de revenu pendant cinq mois[1343].

Ces contrats montrent bien que les prêts accordés à l'administration publique représentent une source importante de revenus pour les frères Stagg et Carlos Caamaño. Ils obtiennent des conditions particulièrement avantageuses, qui les protègent des risques et optimisent leurs bénéfices : ils se font rembourser en métallique ; leurs emprunts sont couverts par la dîme du cacao ou par les revenus de la douane de Guayaquil ; plusieurs contrats prévoient en outre le paiement d'une prime de 7 à 10% aux créditeurs, et un intérêt de 9 à 12%. Sous Caamaño, de telles conditions sont possibles parce que ces commerçants entretiennent des relations personnelles avec les plus hautes autorités.

Pour conforter leur position de bailleurs de l'État, Carlos Caamaño et les frères Stagg font en sorte que l'un d'entre eux, Carlos Stagg, soit nommé d'abord *visitador fiscal* en 1885, puis

[1340] *El Nacional*, n°202, 15 janvier 1886, p. 1.
[1341] *El Nacional*, n°202, 6 septembre 1886, p. 278.
[1342] PONCE, Celemente, *La Argolla*, reproduit dans *« La Argolla » y « El nuevo reto » del Dr. Antonio Flores*, Quito, Imprenta católica, 1892, p. VI
[1343] *El Nacional*, n°297, 17 septembre 1887, p. 1310-1311.

superintendant de la douane de Guayaquil en 1886[1344]. Il est chargé de surveiller son fonctionnement et d'en augmenter la rentabilité, non seulement en vue de l'intérêt général, mais aussi pour s'assurer que les prêts de sa famille soient remboursés.

Les intérêts des Stagg et de Carlos Caamaño ne se limitent pas aux transactions avec l'État. Ils sont également présents dans les projets de voies ferrées. Pour les mettre en œuvre, ils agissent parfois sans scrupules, comme l'illustre le cas de Carlos Caamaño. En 1886, l'entrepreneur français Théophile Landreau, installé à Lima, signe un contrat par lequel Carlos Caamaño s'engage à obtenir du Congrès équatorien l'adoption de son projet de chemin de fer Ibarra-El Pailón contre une rémunération de 150 000 sucres[1345]. Quelques temps plus tard, Carlos Caamaño demande un acompte de 8 000 soles pour soudoyer les législateurs équatoriens : « Sabe Ud. muy bien que para obtener un privilegio de esta clase en los congresos, hay forzosamente que pasar la mano a algunos, dar algunos convites, etc., etc., etc. »[1346] Indigné par les insinuations de Caamaño, Landreau lui répond sèchement. Le frère du président lui renvoie alors sa lettre, à laquelle il ajoute une note : « No recibo, ni contesto, cartas desatentas e insolentes »[1347]. Les relations entre les deux hommes sont rompues. Par la suite, Landreau apprend que le Congrès équatorien discute une autre proposition pour la même voie ferrée, celle de Finlay et Wiswell. Il s'empresse de soumettre la sienne, mais le consul français à Quito lui annonce qu'il est déjà trop tard, car le Parlement a déjà accepté l'autre projet[1348]. Furieux, Landreau décide de publier tous les documents relatifs à son contrat avec Carlos Caamaño dans deux journaux de Lima, *El Nacional* et *El Comercio*[1349].

Eloy Alfaro a vent de l'affaire dès ses débuts et en rend compte de manière très détaillée dans son ouvrage *Deuda gordiana*, paru pour la première fois au Panama entre 1891 et 1892, parce qu'en 1886, il se trouve à Lima, où il a accès aux deux journaux en question. La tentative frustrée de Carlos Caamaño de soudoyer les parlementaires illustre, aux yeux d'Alfaro, la corruption de l'*Argolla* : « Peculados como el favorecido transitoriamente por el digno hermano

[1344] *El Nacional*, n°118, 9 novembre 1886, p. 474.
[1345] « Contrato entre los Sres. Carlos L. Caamaño y Juan Teófilo Landreau » et Lettre de Carlos L. Caamaño à Théophile Landreau, 16 mai 1886, reproduits dans ALFARO, Eloy, *Deuda gordiana*, Quito, Imprenta nacional, 1896, p. 76 et 78.
[1346] *Ibid*., p. 78.
[1347] Lettre de Jean Théophile Landreau à Carlos L. Caamaño, 29 mai 1886, *Ibid*., p. 78-80.
[1348] Lettre d'Henry Pierret à Jean Théophile Landreau, 21 août 1886, *Ibid*., p. .81.
[1349] *Ibid*., p. 9.

del titulado Presidente Caamaño son los que los floreanos califican de negocios lícitos. Sirva de norma este antecedente para deducir la proporción que tomarán los ilícitos »[1350].

Par ailleurs, les proches de Caamaño et de Flores sont les actionnaires de la Compagnie du Chemin de fer et des Travaux publics de Guayaquil, créée par Kelly, de sa fondation en 1888 à sa liquidation en 1897, lorsqu'elle transfère définitivement la voie ferrée Durán-Chimbo au gouvernement d'Alfaro. Leonardo Stagg en est le principal actionnaire, avant Kelly lui-même (125 actions, soit 25% du total, contre 50 actions, soit 10%). Pour sa part, Carlos Caamaño détient 36 actions, 6% du total, ce qui en fait le quatrième actionnaire. Vicente Gonzales Bazo, Martín Reinberg et son frère Isaac sont également actionnaires[1351]. Carlos Stagg est le chef de l'entreprise pendant les premiers mois de son existence, jusqu'à sa démission, le 15 octobre 1888[1352], tandis que son frère, Enrique, en est le représentant à Paris. C'est lui qui signe le contrat par lequel la compagnie de Kelly cède ses privilèges et ses obligations à celle du comte d'Oksza[1353].

Le correspondant d'*El Argos* et Ignacio Palau, chargé de la construction du chemin de fer central, soulignent tous deux la différence de traitement entre ce dernier et Kelly[1354]. Le premier s'étonne que le gouvernement soit bien plus sévère avec Kelly qu'avec Palau, alors qu'aucun des deux n'a tenu ses engagements et qu'ils ont tous deux dépensé plusieurs dizaines de milliers de sucres sans faire avancer les travaux : « Por qué tantos miramientos con Kelly, y tanto rigor con Palau? Por qué? La cosa es muy clara; porque sólo el que tiene padrino se bautiza […]; porque Kelly tiene por socios a los parientes del Presidente de la República »[1355].

Les proches de Flores ont des intérêts non seulement dans la compagnie de Kelly, mais aussi dans celle de d'Oksza. Les frères Stagg reçoivent les comtes français à Guayaquil en 1889. Vicente Gonzales Bazo devient leur interprète et leur secrétaire. Il publie alors un opuscule pour défendre les projets des comtes à la fin de l'année[1356]. Un des principaux journaux progressistes, *El Independiente*, dirigé par Ángel Polibio Chaves, lui ouvre ses pages. Gonzales Bazo y publie

---

[1350] *Ibid*., p. 82.
[1351] « Transacción. El Supremo Gobierno con la Compañía de Ferrocarril y Obras públicas de Guayaquil », *Informe del Ministerio de Obras públicas, Agricultura, etc. al Congreso ordinario de 1898*, Quito, Tipografía de la Escuela de Artes y Oficios, 1898, p. 149-150.
[1352] *El Globo*, n°395, le 20 octobre 1888, p. 2.
[1353] GONZÁLES BAZO, Vicente, *op. cit.*, p. 76-78.
[1354] PALAU, Ignacio, *Ferrocarril central. Hagamos luz*, Bahía de Caráquez, s.e., 1890, p. 4 ; et « Correspondencia de Quito », *El Argos*, n°9, 29 mars 1890, p. 34.
[1355] *Ibid*.
[1356] GONZÁLES BAZO, Vicente, *El contrato d'Oksza*, s. l., Imprenta católica, 1889.

trois articles pour soutenir les propositions des comtes[1357]. Enrique Stagg, représentant de la compagnie de Kelly à Paris, devient ensuite actionnaire dans celle de d'Oksza. Il propose alors à cette dernière de servir d'intermédiaire avec le gouvernement et avec le Congrès de 1892 pour obtenir, grâce à ses relations familiales, une réforme du contrat de 1890, suspendu par le Conseil d'État. Selon l'ingénieur René Trottier, représentant envoyé par la compagnie en Équateur en 1893, « desde París, decía él, daría impulso al negocio y manejaría todos los hilos (estos son los propios términos que él usaba). Él prometía que, por sus esfuerzos personales, unidos a los de sus parientes y amigos, las negociaciones, entabladas entre la Compañía y el Gobierno ecuatoriano, se arreglarían fácilmente »[1358]. Sa médiation se révèle inutile, car le Congrès décide non pas de réformer le contrat d'Oksza, mais de confier la construction du chemin de fer du sud à l'État.

L'implication des parents de Flores explique en partie les résistances suscitées par les projets des comtes, qui apparaissent comme une prolongation du népotisme du mandat de Caamaño. Le correspondant d'*El Argos* à Quito l'affirme : « Sería cosa muy reprensible que el Sr. Flores apadrine estos negocios, sabiendo que en ellos tienen interés directo sus parientes y amigos íntimos »[1359].

2) Brève généalogie du terme *Argolla*

Le terme *Argolla* apparaît pour la première fois dans la presse en 1890, lorsque l'opinion publique s'émeut des propositions des comtes français concernant la dette et le chemin fer du sud. Néanmoins, les critiques contre le népotisme du régime progressiste sont bien antérieures. La nomination de Carlos Stagg au poste d'inspecteur de la douane de Guayaquil, en 1885, suscite des réserves, y compris parmi ceux qui soutiennent le président Caamaño. Ainsi, le journal *El Progreso* de Cuenca signale le conflit d'intérêt que suppose cette nomination[1360].

[1357] Le premier est publié dans *El Independiente*, Quito, n°3, 21 décembre 1889, p. 2 ; le deuxième dans le n°6, 8 janvier 1890, p. 2-3 et n°7, 14 janvier 1890, p. 2-3 ; le troisième dans les n°9, 18 janvier 1890, p. 2-3 ; n°10, 21 janvier 1890, p. 2-3 ; n°11, 23 janvier 1890, p. 3 ; n°12, 28 janvier 1890, p. 2-3 ; et n°14, 1er février 1890, p. 2-3.
[1358] « Anexo n°6 », *Informe del Ministro de Obras y Crédito Públicos al Congreso Constitucional de 1894*, Quito, Imprentas del clero, Talleres Salesianos y EE. CC., 1894, p. 71.
[1359] « Correspondencia de Quito », *El Argos*, n°8, 22 mars 1890, p. 32.
[1360] « Correspondencias », *El Progreso*, n°43, 19 décembre 1885, p. 3.

Plus tard, le ministre des Finances augmente le salaire de Carlos Stagg, ce qui provoque un vif débat à la Chambre des députés[1361].

Lorsque Flores accède au pouvoir en 1888, l'influence de Caamaño est toujours visible. Une feuille volante reproduite dans le journal de Juan Benigno Vela déplore :

> La tenaz intervención del Presidente cesante en la nueva administración. Se asegura que D. Plácido ha sido nombrado Edecán del Sr. Flores, mientras permanezca en Quito; lo cual parece falso; se afirma que desempeña la Secretaría privada del Presidente; que solicita un ministerio, que tiene hipo por la Gobernación de Guayaquil[1362].

Caamaño est effectivement nommé gouverneur du Guayas et Reinaldo Flores conserve son poste de commandant du district militaire de Guayaquil, deux décisions que le *Diario de avisos* critique en raison des liens de parenté des deux fonctionnaires avec le président[1363].

Pendant la campagne des élections vice-présidentielles de février 1890, une partie des libéraux de Guayaquil remet en question la candidature libérale de Manuel Larrea, avançant ses liens de parenté avec la famille de Caamaño. Ils considèrent Larrea comme le candidat de « la dinastía dominante » ou « imperante »[1364], même si le terme *Argolla* n'apparaît pas encore.

Ce dernier commence à circuler dans la presse à partir du mois d'avril 1890, bien qu'il doive déjà exister de façon informelle dans le bouche-à-oreille[1365]. Il désigne alors les parents du président faisant partie de la compagnie de Kelly et soutenant les propositions des comtes ; la figure d'Antonio Flores n'est pas encore directement remise en cause[1366].

Après la réunion du Congrès, le terme se généralise et une partie de la presse commence à lui associer Flores et Caamaño. En septembre 1890, un journal satirique intitulé *La Argolla* paraît à Guayaquil. Contrairement à *El Argos*, qui se référait à ce terme pour la première fois en avril, *La Argolla* s'attaque directement au président. Il publie une caricature présentant quatre personnages clés de ce système, sans les nommer, sous la forme de rois, parodiant le jeu de cartes espagnoles (cf. figure n°5)[1367]. Le *rey de oros* représente Antonio Flores, déterminé à moderniser l'administration fiscale et à restructurer la dette à tout prix. La priorité que le

[1361] « Cámara de diputados. Acta del 23 de julio », *El Nacional*, n°287, 3 septembre 1887, p. 1271-1272.
[1362] « Inserción », *La Idea*, n°1, 15 septembre 1888, p. 2.
[1363] « Los dos tópicos », *Diario de avisos*, n°176, 10 septembre 1888, p. 2.
[1364] Liberales del Guayas, *El Candidato de la Santa Alianza*, Guayaquil, Imprenta de *El Censor*, 1890.
[1365] « Tras el dengue, la *Argolla* », *El Argos*, n°11, 12 avril 1890, p. 41 ; et « Correspondencia de Tulcán », n°12, 19 avril 1890, p. 46.
[1366] « Tras el dengue, la Argolla », *El Argos*, *art. cit.*, p. 41 ; et « El Senado de 1890 », n°12, 20 juin 1890, p. 45-46.
[1367] « La Argolla. Figuras de la baraja ecuatoriana », *La Argolla*, n°1, 29 septembre 1890, p. 3.

président donne à la réforme économique pousse ses opposants à railler ses connaissances en matière de finances. Les journaux *El Fénix*, conservateur, et *El Centinela*, libéral, considèrent l'insistance de Flores dans ses discours davantage comme une incantation, que comme une preuve de son expertise ; ils emploient le champ lexical de la finance de manière ironique[1368]. *El Fénix*, par exemple, tourne en dérision un débat public dominé par les questions financières :

> La *finanza* como que se ha encarnado en nosotros, y es parte de nuestro ser; nuestro necesario complemento, hasta tal punto que los periodistas […] tienen por circunstancia *sine qua non* para ser Vicepresidente de la República el estar contaminado de ella, ser *financista*, como se llama a los que se la llevan metida hasta los tuétanos. Luego se ha de pretender que el no llevar la *finanza* entre cuero y carne sea impedimento dirimente del matrimonio y causa de privación de sepultura eclesiástica[1369].

Figure n°5. La Argolla. Figuras de la baraja ecuatoriana

La Argolla, n°1, 29 septembre 1890, p. 3

Les débats sur les chemins de fer et la dette, lors Congrès de 1890, « avivaron el ingenio y la perspicacia del pueblo de Quito; versiones celebérrimas contra los Condes; cantos populares graciosamente concebidos; anécdotas picarescas, todo hubo y barato en esta feria de

[1368] « Congreso extraordinario », *El Fénix*, n°4, 14 février 1890, p. 27 ; « Las Finanzas » n°12, 18 avril 1890, p. 92-94 ; et « Contradicciones », *El Centinela*, n°21, 3 juillet 1890. p. 87-88.
[1369] « Congreso extraordinario », *El Fénix*, *art. cit.*, p. 27. Souligné dans le texte original.

reputaciones »[1370]. Emilio María Terán se souvient de l'exemple suivant: « A la Capital eterna / Tras uno viene otro Conde; / Que, si es por deuda externa, / Como Flores nadie *es conde* »[1371]. L'humour n'est pas l'apanage des habitants de la capitale, car à Guayaquil la presse satirique raille tout autant la soi-disant expertise du président : « Este es el rey financiero / Que ofrece el oro a montones, / Y que por darnos dinero / Nos dejará sin calzones »[1372].

Le deuxième personnage de la caricature, le *rey de copas*, représente Francisco Campos, ministre des Finances de Flores. Il démissionne le 4 mars 1890, après avoir occupé son poste à peine quatre mois[1373]. Cette décision inopinée et son départ immédiat pour Guayaquil, sa ville d'origine, alimentent les rumeurs. On croit à Quito qu'il n'a pas pu supporter la pression qu'impliquait la préparation des projets économiques que le gouvernement souhaitait soumettre au Congrès, notamment les propositions des comtes français :

> Es público y notorio que el Dr. Campos, desesperado de la situación económica y no entendiendo palabra de finanzas, ha emprendido de la noche a la mañana una como fuga vergonzosa del gabinete, dejándole a Don Antonio abandonado a sus cuitas […]. La verdad nadie puede explicarse esta tan intempestiva separación del Sr. Campos; si su viaje a Guayaquil, en tan riguroso invierno, obedece a algún plan económico, no podré decirlo; mas en todo caso, el pueblo cree que es una fuga[1374].

L'opinion publique voit, effectivement, une fuite dans sa démission. *La Argolla* commente à son propos : « Este rey se quiso alzar / Con la limosna y el santo / Mas lo hicieron escapar / Dejando el cetro y el manto »[1375].

Le *rey de espadas* représente Reinaldo Flores, frère du président, beau-frère de Caamaño et chef de l'Armée sur le Littoral. Le journal fait référence à sa participation au combat naval des 5 et 6 décembre 1884, où il défait Eloy Alfaro : « Este rey salvó el pellejo / Del fuego en Jaramijó »[1376]. Le dernier personnage, le *rey de bastos*, renvoie à Caamaño qui, pendant sa présidence, n'hésite pas à recourir à des méthodes garciennes pour réprimer les *montoneras* et réprimer les libéraux : « Este otro es el rey de mazo, / El señor de horca y cuchilla »[1377]. Si le

---

[1370] TERÁN, Emilio María, *Informe al Jefe Supremo, General Eloy Alfaro, sobre la deuda anglo-ecuatoriana, extendido por Emilio M. Terán, comisionado para el objeto*, Quito, Imprenta del gobierno, 1896, p. 693. Souligné dans le texte original.
[1371] *Ibid*. Souligné dans le texte original.
[1372] « La Argolla. Figuras de la baraja ecuatoriana », *La Argolla*, *art. cit.*, p. 3.
[1373] *Diario Oficial*, n°227, 24 mars 1890, p. 1736-1737.
[1374] « Correspondencia », *El Argos*, n°7, 15 mars 1890, p. 27.
[1375] « La Argolla. Figuras de la baraja ecuatoriana », *La Argolla*, *art. cit.*, p. 3.
[1376] *Ibid*.
[1377] *Ibid*.

journal inclut Caamaño et Reinaldo Flores parmi les « rois », c'est parce qu'ils constituent les deux piliers du pouvoir progressiste à Guayaquil et, plus généralement, sur la Côte.

Le terme *Argolla* se diffuse bien plus largement pendant la longue campagne présidentielle de 1891 et 1892, dominée par la polémique autour du chemin de fer du sud. Lorsque le Conseil d'État se saisit du dossier, le conseiller libéral Joaquín Gómez de la Torre voit dans l'annulation du contrat d'Oksza le meilleur moyen de combattre les membres de l'*Argolla*, « que, cual aves de rapiña, revolotean en derredor de nuestra pobre Patria, como si fuese un cadáver »[1378]. Durant la même séance, le candidat présidentiel conservateur, Camilo Ponce, souligne la pertinence des accusations de son collègue : « sóbranle razones al Sr. Gómez de la Torre para marcar con sello de reprobación y pintar con negros colores a la Argolla que nos estrangula »[1379]. Libéraux et conservateurs sont donc d'accord pour qualifier d'*Argolla* le système politique mis en place par les progressistes, qui devient un des principaux points de convergence de la « fusion » à venir.

Pour un des journaux satiriques de Guayaquil, *La ley del embudo*, Cordero est le candidat officiel de l'*Argolla*. Il publie un poème le présentant comme un homme docile, grâce à un jeu de mots autour de *cordero*, à la fois nom du candidat et « agneau » en espagnol. La voix poétique est celle de Caamaño, qui demande à son candidat de maintenir à leur poste son frère Rafael, son beau-frère Reinaldo Flores et lui-même. Cordero accède à chaque demande, en répondant *Mee !* :

Por supuesto, necesito
Seguir de Gobernador…
Así podremos mejor
Entendernos, y yo haré
Que en la intendencia prosiga
Rafael, porque ya es ducho;
Eso no me cuesta mucho
Me conviene ¿sabe?...

–*Mee*!

Ya Reinaldo ha convenido
También, porque no es tunante,
En seguir de Comandante,
Y con él le ayudaré
A subyugar esta plaza
Poniéndole hasta mordaza
Al pueblo ¿qué importa?

–*Mee*![1380]

Après l'élection de Cordero, les trois fonctionnaires conserveront leur poste jusqu'en 1895, confirmant les craintes de l'auteur du poème. D'ailleurs, lorsqu'il s'agit de nommer le nouveau gouverneur de la province d'Esmeraldas, Cordero considère que « *no es regular que sean dos*

[1378] PONCE, Camilo, *El contrato d'Oksza ante el Consejo de Estado*, *op. cit.*, p. 28.
[1379] *Ibid*.
[1380] « Programa embudista », *La ley del embudo*, n°2, 19 décembre 1891, p. 2.

cuñados los que desempeñen las magistraturas civil y militar de esa provincia »[1381], mais cela ne semble pas lui poser problème dans le cas de la province du Guayas.

Pendant le mandat du nouveau président, un des principaux détracteurs du progressisme est Clemente Ponce, neveu du chef de file conservateur. En juillet 1892, il publie, anonymement, un pamphlet intitulé *La Argolla*[1382], où il met en lumière les liens unissant les familles Flores, Caamaño et Stagg, ainsi que les conflits d'intérêts qui leur ont permis de s'enrichir au cours des deux derniers mandats présidentiels. Le texte consiste en une série de propositions formant un argumentaire qui aboutit à la conclusion suivante :

> LXVI. Si los señores Stagg, que estuvieron en quiebra al empezar la Administración del Sr. Dr. José María P. Caamaño, están riquísimos al terminar la del Sr. Flores, tío de ellos, sin que la Nación haya reportado quizá otro provecho de tantos contratos;
>
> LXVII. Sabéis ya QUIÉN ES Y DÓNDE ESTÁ LA ARGOLLA?[1383]

Dans son pamphlet, Ponce rappelle les prêts accordés à l'État par Carlos Caamaño et les Stagg, ainsi que leurs intérêts dans la compagnie de Kelly. Il dénonce surtout les efforts de Flores pour faire approuver les projets des comtes, derrière lesquels, à ses yeux, se trouvent ses parents et leurs obligés : « Aparece en definitiva que el Conde d'Oksza y los otros condes sus compañeros no fueron sino intermediarios sin peseta de otros señores mejores que ellos, entre los que figuran, en primera línea, los señores Stagg sobrinos del Sr. Dr. D. Antonio Flores »[1384].

Dix jours plus tard, Flores répond dans l'opuscule *Nuevo reto a mis calumniadores*, où il critique l'anonymat de l'auteur[1385]. Il se défend des accusations de *La Argolla* en signalant qu'il n'est pas responsable des affaires dans lesquelles interviennent ses neveux[1386]. Flores nie toute intervention dans les prêts accordés à l'État et dans les contrats de chemin de fer :

> Quien estuvo lejos del Ecuador en el periodo del Sr. Caamaño, ¿será responsable de empréstitos de aquella Administración, aprobados además por el Consejo de Estado y los Congresos respectivos, o del traspaso del contrato Kelly, o de actos de Corporaciones o

[1381] Lettre de Luis Cordero à Reinaldo Flores, 28 septembre 1892, CORDERO, Luis et Academia Nacional de Historia (éd.), *op. cit.*, p. 211. Souligné dans la lettre.
[1382] PONCE, Clemente, *La Argolla*, reproduit dans « La Argolla » y « El nuevo reto » del Dr. Antonio Flores, Quito, Imprenta católica, 1892, p. I-XV. Cf. annexe n°14.
[1383] Ibid., p. XIV-XV. Majuscules dans le texte original.
[1384] PONCE, Celemente, *La Argolla*, reproduit dans « La Argolla » y « El nuevo reto », *op. cit.*, p. XIV.
[1385] FLORES, Antonio, *Nuevo reto a mis calumniadores*, Quito, Imprenta de J. M. Proaño T., 1892, p. 4-5.
[1386] *Ibid.*, p. 10.

> Compañías extranjeras o de los contratos celebrados por ellas con el Congreso Nacional?[1387]

Ponce réplique à son tour dans *« La Argolla » y « El nuevo reto » del Dr. Antonio Flores*[1388]. Il signe cette fois son opuscule et s'attribue la paternité de *La Argolla*[1389]. Il rappelle de nouveau les liens de parenté entre les Stagg et les deux anciens présidents, puis développe longuement les arguments de son premier pamphlet.

En s'attaquant explicitement à l'*Argolla* formée par Caamaño et Flores, Clemente Ponce devient un des principaux opposants au progressisme[1390]. Il ne s'agit pas, toutefois, de son seul adversaire. Quelques mois avant la parution du premier pamphlet de Ponce, Eloy Alfaro tient un discours tout aussi virulent :

> Hasta hoy, la impunidad ha sido la piedra angular que ha sostenido en pie la famosa escuela de vicios y depravación que dejó establecida el General Flores. Sus vástagos aprovechan el tiempo y hacen su agosto sin ruborizarse ni detenerse ante el día de la fiscalización inexorable que se aproxima. Con tal de quedar millonarios y poder escapar, lo demás poco les importa[1391].

Alfaro n'a pas soutenu la candidature conservatrice en 1892, mais ses propos, qui rejoignent ceux de Clemente Ponce concernant les travers de l'*Argolla*, illustrent à quel point le progressisme s'attire également les foudres des libéraux, qu'ils soient modérés ou radicaux.

Quelle que soit leur orientation politique, les adversaires du progressisme voient en Caamaño l'acteur central de l'*Argolla*. Lorsqu'il quitte la présidence en 1888, il apparaît toujours comme le personnage clé du progressisme :

> Se asegura que D. Plácido […] hace, deshace, compone, desbarata, ajusta, combina y echa a perder todo cuanto el Sr. Flores haría muy bien si no tuviera por delante ese Mentor descabalado, este Cesante que no cesa, este ex-magistrado que gobierna. […] El Exmo. Flores le deja y el otro ahí está muy orondo, haciendo cuanto quiere[1392].

Pour Clemente Ponce, il est l'initiateur de l'*Argolla* : « D. José María inicia, en grande escala por cierto, los negocios de la Nación *con la familia*; se da por sucesor a D. Antonio, durante

---

[1387] Ibid., p. 11.
[1388] PONCE, Clemente, *« La Argolla » y « El nuevo reto » del Dr. Antonio Flores*, op. cit., p. 2 et 94.
[1389] *Ibid*., p. 2.
[1390] Cf. section III, 2 et chapitre 9, section I, 4.
[1391] ALFARO, Eloy, *Deuda gordiana*, Quito, Imprenta nacional, 1896, p. 83-84.
[1392] « Inserción », *La Idea*, n°1, 15 septembre 1888, p. 3-4.

cuyo Gobierno los negocios iniciados por el otro *progresan* y se perfeccionan »[1393]. En tant que gouverneur de Guayaquil, il dispose d'une grande influence et, d'après ses opposants, il parvient à imposer ses candidats et à manipuler les résultats des élections. Une partie des libéraux de Guayaquil le désigne d'ailleurs comme le « grand électeur »[1394].

Lorsque l'affaire de l'*Esmeralda* éclate à Guayaquil, conservateurs et libéraux estiment que les progressistes n'obéissent qu'à des intérêts strictement personnels et qu'ils incarnent un système politique fondé sur l'opportunisme, le népotisme et la corruption[1395]. Ils les qualifient souvent de « transfuges », dans la mesure où le progressisme serait, à leurs yeux, incapable de défendre des principes qui lui seraient propres ; il attire des hommes sans convictions politiques claires, que seul réunit l'appât du gain[1396]. Le *Diario de avisos* critique « los tránsfugas de todos los partidos que por vivir del tesoro público, se llaman progresistas »[1397]. Pour une partie des libéraux de Guayaquil, le progressisme représente « esas agrupaciones políticas que pretenden tener escuela propia y cuya obra consiste en saber oscilar entre dos ideas opuestas, en elegir siempre el término medio para llamarse conciliadoras, y en inclinar luego la balanza del lado de la fuerza o de la conveniencia »[1398]. Une feuille volante publiée à Quito par des opposants au progressisme tient un discours semblable : « este partido decimos, no tiene principios fijos y por ende no descansa en ninguna base sólida. Meros intereses particulares y el personalismo en el último grado son sus principios. Su fin es enriquecerse y por lo demás ¡qué le importa la patria! ¡qué le importa la honra nacional! »[1399].

Les progressistes, de leur côté, rejettent le terme *Argolla*. Dans sa circulaire aux gouverneurs pour réfuter les attaques de Camilo Ponce contre le contrat d'Oksza, le ministre de l'Intérieur, Agustín Guerrero, considère l'*Argolla* comme une pure invention : « Se avergonzaría el Gobierno de ocuparse en las vulgaridades de la titulada *Argolla*. Al que ha empleado oficialmente ese lenguaje incumbe expresar en qué consiste ella, de quiénes se compone y cómo la ha protegido el que ni siquiera tiene conocimiento de su existencia »[1400]. En revanche, le

[1393] PONCE, Clemente, *« La Argolla » y « El nuevo reto » del Dr. Antonio Flores*, op. cit., p. 76.
[1394] « Nuestra bandera», *El Partido Liberal*, Guayaquil, n°1, 22 mai 1895, p. 2.
[1395] « Treno », *El Pueblo*, Babahoyo, reproduit dans *Diario de avisos*, n°2046, 8 mars 1895, p. 2.
[1396] Silvio, « Ambato », *Diario de avisos*, n°2055, 20 mars 1895, p. 2 ; La juventud quiteña, *Viva el progresismo!*, Quito, Imprenta de *El Siglo*, 1895, p. 2 ; et « Nuestra bandera», *El Partido Liberal*, Guayaquil, n°1, 22 mai 1895, p. 2.
[1397] Silvio, « Ambato », *Diario de avisos*, n°2055, 20 mars 1895, p. 2.
[1398] « Nuestra bandera», *El Partido Liberal*, Guayaquil, n°1, 22 mai 1895, p. 2.
[1399] La juventud quiteña, *Viva el progresismo!*, Quito, Imprenta de *El Siglo*, 1895, p. 2.
[1400] « Circular a los gobernadores de provincia », *Informe del Ministro de lo Interior al Congreso ordinario de 1892. Segunda parte. Obras públicas*, Quito, Imprenta del gobierno, 1892, s. p.

journal progressiste *El Ecuatoriano* reprend à son compte le terme de manière ironique, pour réhabiliter l'image de Kelly, considéré par les opposants au progressisme comme un des *argollistas*[1401].

Parmi les accusations formulées à l'encontre de l'*Argolla*, certaines ne sont pas avérées ou ne peuvent pas être prouvées car, comme le reconnaît Alfaro, « cuando el régimen del latrocinio tiene por égida el Poder Ejecutivo, no es fácil conseguir oportunamente documentos con qué comprobar los peculados »[1402]. Il n'en reste pas moins que l'*Argolla* existe et fonctionne comme un système politique fondé sur le népotisme, caractérisé par les conflits d'intérêts et des actes à la limite de la légalité, et recourant, le cas échéant, à la corruption ; à notre sens, il ne saurait être tenu pour un simple prétexte permettant d'attaquer les progressistes, comme le suggère pourtant Cárdenas Reyes[1403]. Ce n'est pas la première fois que le népotisme se développe dans les plus hautes sphères de l'État, mais, sous le progressisme, il est érigé en système. Il devient l'objet de critiques virulentes, venant à la fois des conservateurs et des libéraux, occupant la campagne présidentielle de 1891 et 1892.

II) Les élections présidentielles de 1892

Les élections présidentielles de 1892 sont prévues les 10, 11, 12 et 13 janvier. Pour Ayala Mora, il s'agit des élections les plus agitées et les plus conflictuelles du XIXe siècle[1404]. En effet, en 1888, Flores est élu sans opposition, car les courants conservateur et libéral n'avaient pas présenté de candidat ; en revanche, lors des élections de 1892, deux personnalités ayant des chances de l'emporter s'affrontent. La campagne électorale révèle la division des élites *terratenientes* en deux tendances : la fraction *latifundista* traditionnelle de la *Sierra*, qui soutient

[1401] « Seguimos defendiendo a la *Argolla* », *El Ecuatoriano*, n°69, 28 novembre 1891, p. 383-384.
[1402] ALFARO, Eloy, *Deuda gordiana*, *op. cit.*, p. 73.
[1403] CÁRDENAS REYES, María Cristina, *El progresismo azuayo*, *op. cit.*, p. 258.
[1404] AYALA MORA, Enrique, *Lucha política y origen de los partidos en Ecuador*, *op. cit.*, p. 194.

Camilo Ponce, d'une part, et une alliance de propriétaires modernisateurs dominée par les producteurs de cacao du Littoral, qui lance la candidature de Francisco Javier Salazar, d'autre part[1405].

1) Les candidatures en lice

À partir de 1890, les progressistes considèrent le général Francisco Javier Salazar, alors ministre de l'Intérieur, comme le meilleur candidat aux élections présidentielles de 1892. Général le plus ancien de l'Armée, il jouit d'un grand prestige auprès des soldats. Ancien ministre de García Moreno, il a progressivement tempéré ses inclinations ultramontaines, ce qui lui permet l'adhésion des conservateurs, des progressistes et des libéraux modérés. Ses partisans proclament sa candidature le 1er juillet 1890 dans la province du Cañar. Les progressistes de Guayaquil, Manabí, Guaranda, Azogues et Ibarra les imitent dans les semaines qui suivent[1406]. Les dirigeants progressistes, gouverneurs, parlementaires, anciens ministres, se gardent bien de signer immédiatement ces premiers actes de candidature pour donner l'impression d'une décision d'origine populaire et éviter les accusations d'une « candidature officielle », soutenue par l'exécutif. Les conservateurs, de leur côté, souhaitent présenter la candidature de Camilo Ponce, principal opposant de Flores au Sénat et au Conseil d'État.

Le 18 janvier 1891, malgré des divergences croissantes entre progressistes et conservateurs, le directoire du Parti national, qui rassemble les deux courants, décide de désigner un candidat de compromis, en la personne de José Modesto Espinosa, ministre de l'Intérieur sous Caamaño, par quatre voix, celles de Pedro José Cevallos, Roberto Espinosa, Vicente Lucio Salazar et Carlos Mateus. Camilo Ponce et Pedro Lizarzaburu ne reçoivent qu'une seule voix chacun, celle de Julio Enríquez, président de la Société catholique-républicaine, et celle de Benjamín Chiriboga, respectivement. La candidature conservatrice et la progressiste sont donc

[1405] QUINTERO, Rafael et SILVA, Erika, *op. cit.*, p. 205.
[1406] « Nuestro candidato para la presidencia de la República », *El Progresista*, n°1, 15 avril 1891, p. 3 ; Republicanos del Guayas, *Candidatura*, Guayaquil, Imprenta de *La Nación*, 1890 ; « Inserciones », *El Independiente*, Quito, n°40, 23 août 1890, p. 2-3.

rejetées[1407]. Or, José Modesto Espinosa refuse, le 31 janvier, de se porter candidat[1408]. À en croire *El Ecuatoriano*, Espinosa comptait d'emblée décliner la candidature[1409]. Il s'agirait donc, pour les deux camps d'un choix tactique, devant montrer qu'ils ont tout fait pour nommer un candidat de consensus, mais qu'en raison du refus de ce dernier, ils sont désormais libres de désigner leur propre candidat. Cette hypothèse semble d'autant plus pertinente que les deux courants avaient choisi leur représentant respectif, Ponce et Salazar, plusieurs mois auparavant.

Anticipant le dénouement de la réunion du Parti national, la Société catholique-républicaine, en effet, a pris les devants et désigné officiellement Camilo Ponce candidat, deux jours auparavant[1410]. La candidature de Ponce est ensuite validée par les conservateurs des provinces. Le 17 janvier, la Société catholique du Carchi lui apporte son soutien ; les conservateurs proclament sa candidature à Latacunga le 25, à Loja le 7 mars, à Cuenca le 31, à Azogues le 16 avril, à Portoviejo le 12 octobre[1411]. Ponce reçoit également les soutiens de Manuel Vega, de l'ancien gouverneur Francisco Moscoso, de l'ex-député Rafael María Arízaga et du chanoine León Piedra à Cuenca ; ainsi que le soutien du curé Luis Gómez de la Torre, proche de l'évêque Schumacher, à Portoviejo. Le 14 février, *El Ecuatoriano* critique la décision des conservateurs en accusant la Société catholique-républicaine de déroger aux statuts du Parti national, mais il confond, en réalité, le Directoire de cette dernière et celui du Parti national[1412]. Le même jour, Julio Enríquez rappelle que le Parti national et la Société catholique-républicaine, dont il est le président, sont deux organisations indépendantes et que les décisions de l'une n'engagent en rien l'autre[1413].

De leur côté, les progressistes cherchent à promouvoir la candidature de Salazar, indépendamment de la décision du Parti national. Plusieurs villes proclament ce dernier candidat : Machala le 17 janvier 1891, Cuenca le 26, Azogues le 27, Loja le 2 février, Santa

---

[1407] *Partido Nacional. Sesión de la Junta Directiva del Partido Nacional, del 18 del presente mes*, Quito, Imprenta de *La Nación*, 1891.
[1408] ESPINOSA, José Modesto, *Declaración*, Quito, Imprenta de la Universidad, 1891.
[1409] « Elecciones II », *El Ecuatoriano*, n°28, 14 février 1891, p. 200.
[1410] Sociedad Católica Republicana, *Adhesión*, Quito, s. e., 1891.
[1411] Sociedad Católica del Carchi, *Nuestro candidato*, Quito, Imprenta católica, 1891 ; « Adhesión a la candidatura del Sr Dr. D. Camilo Ponce para presidente de la República en el próximo periodo constitucional », *La voz del patriotismo*, n°1, 21 février 1891, p. 3 ; « Adhesión a la candidatura del Sr. Dr. D. Camilo Ponce », n°4, 4 avril 1891, p 3 ; « El voto del Azuay », n°5, 18 avril 1891, p 3 ; « Adhesión popular a la candidatura del Sr. Dr. D. Camilo Ponce para presidente de la República », n°7, 16 mai 1891, p 2 ; « Segunda adhesión de Portoviejo », n°18, 7 novembre 1891, p 4.
[1412] « Elecciones II », *El Ecuatoriano*, n°28, 14 février 1891, p. 199-200. Ayala Mora commet la même confusion dans AYALA MORA, Enrique, *Lucha política y origen de los partidos en Ecuador*, *op. cit.*, p. 295.
[1413] ENRÍQUEZ, Julio B., *Renuncia*, Quito, Imprenta católica, 1891.

Rosa le 7 mars, Pujilí le 10, Babahoyo le 20 avril[1414]. Il faut attendre le mois de mars pour que les notables progressistes se prononcent, comme Benigno Astudillo, José Joaquín Malo et Luis Cordero à Cuenca, le 8 mars ; le général Agustín Guerrero, Ramón Borrero, Antonio Robalino, Antonio Fernández Córdova et Roberto Sierra à Quito, le 10 ; le général Vicente Fierro à Tulcán, le 20 ; Pacífico Chiriboga et Javier Dávalos León, ancien gouverneur de la province du Chimborazo, à Riobamba, en août ; Adriano Cobo, ancien gouverneur de la province du Tungurahua, à Ambato, en septembre[1415].

Cependant, le camp progressiste perd son candidat lorsque Salazar décède soudainement à Guayaquil, pendant les premières heures du 21 septembre 1891. Le même jour, une partie des libéraux du port principal propose alors la candidature de Luis Cordero. Le lendemain, les deux organisations progressistes de la capitale, la Société nationale et la Société patriotique, décident de prier Cordero d'être leur candidat. Ce dernier accepte deux jours plus tard[1416]. Il reçoit aussitôt le soutien de plusieurs notables progressistes : Adriano Cobo et Ricardo Martínez à Ambato ; Ángel Polibio Chaves à Guaranda ; le journaliste Ezequiel Calle et le colonel Francisco Guillermo Ortega à Guayaquil ; José Joaquín Malo à Cuenca[1417]. En novembre, les progressistes de la capitale appellent à voter pour Cordero : Vicente Lucio Salazar, Antonio Robalino, Ramón Borrero, Antonio Fernández Córdova, Benjamín Chiriboga, Francisco Ignacio Salazar, Emilio María Terán, Juan Orejuela[1418]. En décembre, ce sont les progressistes de Riobamba et de Loja qui se prononcent en faveur de Cordero[1419].

[1414] *Alcance al n°27 de El Ecuatoriano*, 4 février 1891, p. 1 ; « Interior » et « Nos adherimos », *El Ecuatoriano*, n°28, 14 février 1891, p. 200 et 202 ; « Adhesión », n°29, 21 février 1891, p. 208 ; « Nuestra genuina expresión », n°38, 25 avril 1891, p. 248 ; « Adhesión », n°34, 4 avril 1891, p. 233 ; « Candidatura nacional », n°49, 11 juillet 1891, p. 301-302.

[1415] « Para presidente de la República en el periodo constitucional próximo, el señor general doctor don Francisco Javier Salazar », *El Ecuatoriano*, n°34, 27 mars 1891, p. 230 ; « Adhesión », n°32, 14 mars 1891, p. 217 ; « Candidatura del Sr. Gral, Salazar », n°37, 18 avril 1891, p. 243 ; « Adhesión a la candidatura del Señor General Dr. D. Francisco Javier Salazar en el próximo periodo constitucional », n°58, 12 septembre 1891, p. 341 ; « Provincia de Tungurahua. Segunda manifestación. Cantón Ambato », n°59, 19 septembre 1891, p. 345.

[1416] *El Sr. Dr. Don Luis Cordero*, Quito, Imprenta de los sucesores de Bermero, 1891.

[1417] « Manifestación de la provincia de Tungurahua » et « Boletín electoral n°1 », *El Ecuatoriano*, n°61, 3 octobre 1891, p. 352-353 ; « Adhesión » et « Nuestro voto », n°62, 10 octobre 1891, p. 357.

[1418] « Candidato para la presidencia de la República el Sr. Dr. D. Luis Cordero. Primera manifestación de Pichincha », *El Ecuatoriano*, n°68, 21 novembre 1891, p. 381.

[1419] Javier Dávalos León, Pacífico Chiriboga, Agustín Rodríguez, Manuel Stacey et Delfín Treviño à Riobamba ; Ramón et Filoteo Samaniego, Sebastián Valdivieso, Miguel Castillo et Darío Palacios à Loja ; « Adhesión a la candidatura del esclarecido Sr. Dr. D. Luis Cordero para el próximo periodo presidencial », *El Ecuatoriano*, n°73, 26 décembre 1891, p. 412 ; et « Adhesión », n°75, 9 janvier 1892, p. 420

Sa candidature présente l'avantage de rallier une fraction importante du libéralisme. En tant qu'exportateur de quinquina, Cordero entretient des rapports étroits avec les commerçants de Guayaquil. Il permet donc d'articuler l'alliance entre l'élite du port principal et la fraction modernisatrice des élites *terratenientes* andines, notamment les propriétaires du sud. Toutefois, il peine à convaincre l'ensemble du camp libéral, alors divisé et fragilisé.

2) Le fractionnement du parti libéral

Lorsque le Directoire du Parti national se réunit le 18 janvier, Julio Enríquez défend la candidature de Camilo Ponce en signalant qu'elle pourrait compter sur le soutien de plusieurs libéraux, dont celui de Luis Felipe Borja qui, à maintes reprises, lui avait fait part de sa sympathie pour Ponce[1420]. Ces propos surprennent de nombreux libéraux, si bien que Borja se sent obligé de s'expliquer quelques jours plus tard[1421]. Il avance plusieurs arguments en faveur de la candidature de Camilo Ponce, énumérant les nombreuses vertus d'un candidat conservateur qui apparaît, en outre, comme le meilleur moyen d'éviter un nouveau triomphe de l'*Argolla*. À ses yeux, le seul inconvénient d'un éventuel mandat de Ponce serait le regain d'influence du clergé. Il appelle donc à surmonter les réticences libérales pour sauver le pays de la ruine : « Cuando la nave está en inminentísimo peligro de naufragar, la tripulación y pasajeros no tratan sino de salvarla, y no vacilan en arrojar al mar los más valiosos objetos »[1422].

En s'efforçant de justifier une alliance qui leur paraît contre-nature, Borja ne fait que s'attirer les foudres de certains libéraux. Le 13 février, le journaliste Ezequiel Calle, qui se définit à l'époque comme libéral, avant de rejoindre le progressisme, critique le soutien de Borja à Ponce : « Acaba de abdicar sus principios […]; porque según él, cuando la nave está en peligro, hay que echar al agua todos los objetos valiosos para salvarla. […] Quédese Ud. con D. Camilo, que nosotros sabremos el partido que debamos tomar cuando arrecie la tempestad y llegue el día de la tormenta »[1423]. Les propos de Borja indignent également une partie des libéraux de Guayaquil, qui ne cachent pas leur stupeur. Ils l'accusent d'agir par haine de Caamaño et de

[1420] *Partido Nacional. Sesión de la Junta Directiva del Partido Nacional, del 18 del presente mes*, *op. cit.*, 1891.
[1421] BORJA, Luis Felipe, *Una explicación*, Quito, Imprenta de Juan Pablo Sanz, 1891.
[1422] *Ibid*.
[1423] CALLE, Ezequiel, *El capitán araña*, Cuenca, Imprenta de Ramón Pesántez S., 1891.

trahir les principes du libéralisme en s'alliant à ses ennemis immédiats : « Si el triunfo de la candidatura Ponce es el triunfo del clero intolerante ¿por qué la apoyaremos nosotros los liberales de corazón que trabajamos por reducir esa influencia poderosas del clero al límite religioso y moral? »[1424]

La polémique que suscite le soutien de Borja à la candidature conservatrice le pousse à publier de nouvelles explications, le 11 mars. Borja estime que les profondes divisions au sein du parti libéral, manifestes lors des élections vice-présidentielles de 1890 et des législatives de janvier 1891, empêchent celui-ci de présenter un candidat ayant de réelles chances de l'emporter. Il considère, par ailleurs, qu'il n'a pas de leçon idéologique à recevoir, invoquant la mémoire de son père, Juan Borja, emprisonné par García Moreno et décédé en 1864, victime des mauvais traitements subis en captivité, érigé depuis en martyr du libéralisme[1425]. Il revient sur ses premières justifications en stipulant qu'il ne renonce pas à ses principes en appuyant un candidat conservateur plutôt qu'un candidat progressiste. À ses yeux, il y a urgence : « odio los contratos ruinosos a la Nación, odio los destierros, odio los panópticos atestados de presos políticos, odio los tribunales militares para juzgar a los paisanos, odio la falta de todas las garantías, odio el infame asesinato de Vargas Torres »[1426].

En désaccord avec Borja et de crainte de voir la fusion se consolider, les libéraux d'Ambato décident de réagir. Le 11 février, deux semaines après les premières explications de Borja, Constantino Fernández suggère une candidature capable, selon lui, de rassembler les libéraux et de remporter les élections : celle de Clemente Ballén[1427] En effet, Ballén est un banquier de Guayaquil qui connaît bien l'élite du port principal. En tant que consul à Paris, il a organisé la participation de l'Équateur à l'Exposition universelle de 1889, s'attirant les grâces libérales. Il peut également bénéficier du soutien d'une partie du progressisme, car il mène aussi les négociations avec le Conseil des porteurs d'obligations pour mettre en œuvre l'accord de 1890 sur la dette. Le 14 février, par 12 voix contre 3, le Directoire national décide de le nommer officiellement candidat[1428].

La candidature de Ballén est bien reçue dans le camp libéral, malgré les réticences que provoquent ses relations avec Antonio Flores. Le Directoire condamne à ce titre la rumeur selon

[1424] Liberales genuinos, *Protesta necesaria*, Guayaquil, Imprenta de *Los Andes*, 1891.
[1425] BORJA, Luis Felipe, *Última explicación*, Quito, Imprenta de Sanz, 1891.
[1426] *Ibid*.
[1427] FERNÁNDEZ, Constantino, *Mi voto*, Ambato, Imprenta del Tungurahua, 1891.
[1428] *El señor don Clemente Ballén candidato para la presidencia de la República en el próximo periodo constitucional*, s. l., Imprenta de *La Nación*, 1891, p. 1.

laquelle Ballén aurait été nommé sur intervention du président[1429]. La candidature de Ballén rassemble derrière elle plusieurs groupes : les partisans de la fusion, comme Borja et Rafael Rodríguez Maldonado, des libéraux ayant soutenu Veintemilla jusqu'à sa chute, comme Ascencio Gándara, Jenaro Larrea, Lorenzo Espinosa de los Monteros et José Félix Valdivieso, des libéraux de la capitale, du nord et du centre de la *Sierra*, comme Reinaldo Pino (León), Francisco Montalvo et Julio Fernández (Tungurahua) ; des figures importantes du Littoral, enfin, comme Miguel Valverde et Ramón Viteri[1430]. La candidature de Ballén est même accueillie avec enthousiasme par les libéraux de Guayaquil[1431], tandis que les libéraux d'autres provinces se prononcent successivement en faveur de Ballén, comme ceux de Tulcán le 31 mars[1432]. Deux journaux sont créés pour soutenir sa candidature : *El Partido liberal*, à Quito, et *La Tribuna*, de José Peralta, à Cuenca[1433]. En juin, ses plus fervents partisans fondent un club électoral destiné à promouvoir sa candidature à Guayaquil, dirigé par Agustín Yeroví, Tomás Carlos Wright, Octavio Roca, Martín Avilés, Enrique Baquerizo Moreno et Benjamín Rosales[1434].

Cependant, Ballén refuse plusieurs fois de se porter candidat, le 26 février, le 5 mars et le 19 juin[1435]. Les libéraux considèrent ce dernier refus comme définitif. Avant même le 19 juin, les partisans de la fusion doutent que Ballén accepte d'entrer en lice. Lorsque celui-ci réaffirme son refus pour la troisième fois, une des deux grandes organisations libérales de Guayaquil, la Société patriotique libérale du Guayas, décide de soutenir Camilo Ponce. L'acte d'adhésion est signé par les membres du directoire, dont Rafael Pólit, Lorenzo Peña, Darío Morla, Luis Felipe Carbo, Obdulio Drouet et Francisco García Avilés, ainsi que par d'autres libéraux comme Homero Morla, Lizardo García, Vicente Paz, sénateur de la province d'El Oro en 1890, et par le journaliste Luciano Coral[1436]. Le 29 juillet, le Cercle libéral de Machala, à l'initiative de son

[1429] « ¡Firmes! », *El Partido liberal*, Quito, n°2, 18 mars 1891, p. 1.
[1430] *El señor don Clemente Ballén candidato para la presidencia de la República*, *op. cit.*, p. 1-2 et 4.
[1431] La candidature de Ballén est soutenue, entre autres, par Pedro Aspiazu et son fils Lautaro, par Tomás Carlos Wright, José María Sáenz et José Joaquín Olmedo, par plusieurs membres de la famille Icaza, par Benjamín Rosales, Agustín Yeroví, Lorenzo Peña, José Luis Tamayo, par les frères Juan, Carlos et Francisco Illingworth, par José de Lapierre et Enrique Baquerizo Moreno ; « Inserciones », *El Partido liberal*, Quito, n°2, 18 mars 1891, p. 4.
[1432] « Inserciones », *El Partido liberal*, Quito, n°4, 21 avril 1891, p. 3.
[1433] CÁRDENAS REYES, María Cristina, *El progresismo azuayo*, *op. cit.*, p. 270. Nous n'avons pas pu nous procurer le journal *La Tribuna*.
[1434] « Centro Electoral », *El Tiempo*, n°23, 16 juin 1891, p. 2.
[1435] « ¡Firmes! » et « Inserciones » *El Partido liberal*, Quito, n°2, 18 avril 1891, p. 1 et 4 ; et *El Tiempo*, n°27, 20 juin 1891, p. 2.
[1436] *Nuestro voto*, Guayaquil, Imprenta comercial, 1891.

vice-président, l'ancien député José Miguel Valdivieso, décide à son tour de soutenir Ponce[1437]. D'autres notables libéraux de la Côte, enfin, rejoignent la fusion, comme l'ancien député Francisco Fernández Madrid, le 16 à Guayaquil, et l'ancien sénateur Leonardo Espinel, le 12 octobre à Portoviejo[1438].

Les partisans de la fusion sont parfaitement conscients des risques que représenterait pour les libéraux la présidence de Ponce[1439]. Malgré leurs craintes, ils avancent plusieurs arguments pour justifier l'alliance avec les conservateurs. En premier lieu, elle n'est pas nouvelle et répond à un cas de force majeure. Libéraux et conservateurs ont déjà uni leurs forces, pour combattre la dictature de Veintemilla, entre 1882 et 1883, et pour bloquer les contrats proposés au Congrès, en 1890[1440]. De nouveau, l'alliance vise à combiner les forces pour sauver le pays, privilégiant des intérêts nationaux plutôt que ceux du parti[1441], dans le but d'écarter la principale menace, à savoir un nouveau triomphe de l'*Argolla*. Pour les libéraux, Caamaño instrumentaliserait la présidence de Salazar comme un marchepied pour préparer sa réélection en 1896[1442]. Salazar, qui a été désigné par Caamaño, représente en effet une candidature officielle, soutenue par les autorités[1443]. Par ailleurs, les compétences de Camilo Ponce en matière de finances rassurent les libéraux : Ponce semble peu enclin à se lancer dans des projets aventureux, contrairement à Flores[1444]. Rappelons que la presse de Guayaquil s'inquiète du projet de Banque nationale proposé par Flores en 1890 et craint qu'il ne redevienne d'actualité avec une éventuelle présidence de Salazar[1445]. L'élection de Ponce garantirait, au contraire, l'abandon définitif du projet. Un autre argument en faveur du soutien à Ponce réside dans les divisions du libéralisme, qui empêchent toute candidature libérale crédible, mais qui feraient le jeu du progressisme en permettant à son candidat de l'emporter[1446]. Finalement, selon Peralta,

[1437] « A granel », *La Razón*, n°2, 3 août 1891, p 3.
[1438] « Segunda adhesión de Guayaquil a la candidatura del Sr. Dr. D. Camilo Ponce », *La voz del patriotismo*, n°14, 9 septembre 1891, p. 3 ; et « Segunda adhesión de Portoviejo », n°18, 7 novembre 1891, p 4.
[1439] BORJA, Luis Felipe, *Una explicación*, Quito, Imprenta de Juan Pablo Sanz, 1891 ; « Figuras oscuras », *El Tiempo*, n°32, 26 juin 1891, p. 2
[1440] BORJA, Luis Felipe, *Una explicación*, *op. cit.* ; et « El dilema », *El Tiempo*, n°29, 23 juin 1891, p. 2.
[1441] *Nuestro voto*, Guayaquil, Imprenta comercial, 1891 ; « El dilema », *El Tiempo*, n°29, 23 juin 1891, p. 2.
[1442] BORJA, Luis Felipe, *Una explicación*, *op. cit.* ; et *Última explicación*, *op. cit.*
[1443] BORJA, Luis Felipe, *Una explicación*, *op. cit.* ; « El dilema », *El Tiempo*, n°29, 23 juin 1891, p. 2.
[1444] Par exemple, *Nuestro voto*, Guayaquil, Imprenta comercial, 1891 ; « El dilema », *El Tiempo*, n°29, 23 juin 1891, p. 2 ; et « Apreciaciones », *Diario de avisos*, n°996, 9 juillet 1891, p. 2.
[1445] « El dilema », *El Tiempo*, n°29, 23 juin 1891, p. 2 ; « Apreciaciones », *Diario de avisos*, n°996, 9 juillet 1891, p. 2.
[1446] BORJA, Luis Felipe, *Una explicación*, *op. cit.* ; *Última explicación*, *op. cit.* ; « El dilema », *El Tiempo*, n°29, 23 juin 1891, p. 2 ; et « Figuras oscuras », n°32, 26 juin 1891, p. 2.

le soutien à Ponce s'inscrit dans une stratégie plus subtile, cherchant à diviser la mouvance conservatrice, en approfondissant les divergences entre les conservateurs et les progressistes, pour renforcer, sur le moyen terme, la position du parti libéral[1447].

Le décès soudain de Salazar ne modifie en rien la position des partisans de la fusion. Ils considèrent la nouvelle candidature, celle de son remplaçant, Luis Cordero, comme une manœuvre de Caamaño et, partant, comme une nouvelle candidature officielle[1448]. La Société patriotique libérale du Guayas, par conséquent, confirme à l'unanimité son soutien à Ponce[1449].

Toutefois, la mort de Salazar et la candidature de Cordero changent la donne pour ceux qui rejettent la fusion. Ces derniers désapprouvent les antécédents garcianistes de Salazar ; Cordero est, à leurs yeux, une figure bien plus acceptable. Aussi, le 21 septembre, quelques heures après le décès de Salazar, une fraction du libéralisme proclame-t-elle la candidature de Cordero à Guayaquil. Il s'agit, en partie, des partisans les plus enthousiastes de Clemente Ballén, farouches opposants de la fusion[1450]. En octobre, les libéraux de la province de León apportent à leur tour leur soutien au nouveau candidat progressiste, par rejet de la fusion, considérée comme une « combinaison monstrueuse »[1451]. L'acte d'adhésion à la candidature de Cordero rassemble les notables libéraux de la province, membres de la Société républicaine de Latacunga, dont Belisario Quevedo, son cousin Vicente, les frères Alejandro, Pedro Pablo et Luis Felipe Maldonado[1452]. Ces derniers sont disposés à collaborer avec le progressisme depuis plusieurs années : Alejandro Maldonado est gouverneur de León sous Caamaño. D'autres libéraux se prononcent enfin pour Cordero à titre individuel, comme Juan Baustista Vázquez à Cuenca, Gonzalo S. Córdova à Paute et Manuel Sanlucas à Jipijapa[1453].

Une troisième fraction du libéralisme se dégage, qui rejette à la fois la candidature de Ponce et celle des progressistes. Après le refus définitif de Ballén, l'autre grande organisation libérale de Guayaquil, la Société libérale démocratique, formée par les proches de Pedro Carbo, décide

---

[1447] PERALTA, José, *Mis memorias políticas*, *op. cit.*, p. 77.
[1448] Circulaire de Federico Galdós, secrétaire de la Société, 26 septembre 1891, reproduite dans une feuille volante, s. t., Guayaquil, Imprenta comercial, 1891.
[1449] *Ibid*.
[1450] Agustín Yeroví, Tomás Carlos Wright, Martín Avilés, Benjamín Rosales et Enrique Baquerizo Moreno ; « A la nación », *El Ecuatoriano*, n°62, 10 octobre 1891, p. 358.
[1451] « Terciamos en la lid », *El Ecuatoriano*, n°64, 24 octobre 1891, p. 366.
[1452] *Ibid*. ; et « Acta de instalación de la Sociedad republicana », *El Independiente*, Latacunga, n°1, 1er février 1889, p. 1-2.
[1453] « Adhesión a la candidatura del esclarecido Sr. Dr. D. Luis Cordero para el próximo periodo constitucional », *El Ecuatoriano*, n°73, 26 décembre 1891, p. 412 ; « Nuestra bandera », n°64, 24 octobre 1891, p. 366 ; et « Manifestación », n°69, 28 novembre 1891, p. 387-388.

de proclamer la candidature de ce dernier, le 22 juin[1454]. Carbo refuse de se présenter, en raison de son âge et de son état de santé fragile. Plusieurs de ses partisans, à l'instar de Juan Benigno Vela, considèrent de toute façon qu'il est déjà trop tard pour proposer une nouvelle candidature libérale. À ses yeux, la seule issue est l'abstention, car il rejette à la fois la candidature conservatrice et celle des progressistes :

> Ni Salazar ni Ponce para los liberales: el primero me horroriza, el segundo me horripila; aquel es el despotismo militar, éste la Inquisición; con el uno vendría la mayor prepotencia de la "Argolla", […] con el otro la más espantosa dominación del partido ultramontano. […] Salazar traerá nuevamente a Caamaño; a Ponce lo sucederá un Obispo. […] Ni Salazar ni Ponce, insisto en ello; ni el patíbulo ni la hoguera[1455].

Pour Vela, la mort de Salazar n'y change rien. Dans une lettre à José Peralta, il affirme : « Ni Ponce porque es terrorista; ni Cordero, por ser apoyado por gentes como Sarasti y Caamaño »[1456]. Il disqualifie les arguments des fusionnistes, qui entendent privilégier le salut de la patrie avant les intérêts du parti : « Primero los principios que la Patria »[1457].

Après le refus de Carbo de se porter candidat, la Société libérale démocratique décide de prôner l'abstention. Dans son journal, elle condamne les candidatures de Salazar et de Ponce, mettant les libéraux partisans de la fusion en garde contre « las traidoras armas de la *teocracia* que, al fin, se volverán contra los mismos que en hora infausta las emplean »[1458]. Selon le journal *El voto libre*, partisan de Ponce, la Société libérale démocratique menacerait même d'expulser les membres qui soutiendraient la candidature conservatrice[1459]. Pour sa part, le journal *La voz de Guayaquil*, créé pour donner une voix aux partisans de l'abstention, voit dans l'alliance avec les conservateurs le signe de la décadence du parti libéral[1460]. Les libéraux de Píllaro décident également de s'abstenir : « aprovechen los pocos Poncistas y Salazaristas de nuestra absoluta prescindencia en la futura lucha eleccionaria, para que se disputen la *teta* entre *buenos* conservadores »[1461].

[1454] Lettre de Juan Benigno Vela à Tácito Cucalón, 2 juillet 1891, reproduite dans : Liberales de Ambato, *Vencerá la calumnia?*, Ambato, Imprenta del Tungurahua, 1891, p. 2.
[1455] *Ibid*.
[1456] Lettre de Juan Benigno Vela à José Peralta, 25 septembre 1891, reproduite dans : Unos azuayos, *Candidatura imposible*, Cuenca, Imprenta del Pueblo, 1891, p. 3.
[1457] *Ibid*.
[1458] « Nuestra bandera », *La bandera liberal*, n°12, 15 août 1891, p. 1.
[1459] « La Sociedad "liberal democrática" », *El voto libre*, n°13, 24 août 1891, p. 4.
[1460] « El Diario nuevo », *La voz de Guayaquil*, n°36, 19 novembre 1891, p. 1.
[1461] Liberales, *Cero y van dos*, Ambato, Imprenta del Tungurahua, 1891.

De son côté, la principale figure libérale de Cuenca José Peralta, s'emploie à délégitimer la candidature de Cordero, tout en refusant de rejoindre la fusion. Il fonde le journal *El Observador*, qui circule à partir du 8 novembre, pour combattre les progressistes. Il accuse Cordero d'être terroriste parce qu'il a été commissaire de police de Cuenca entre 1859 et 1860, nommé par le triumvirat dirigé alors par García Moreno, à Quito[1462]. Parallèlement, Peralta cherche à faire condamner Cordero et trois autres conseillers municipaux de Cuenca pour avoir, selon lui, participé au dépouillement du vote des élections municipales de novembre 1891 sans avoir au préalable prêté serment conformément à la loi ; sans succès[1463]. Il s'en prend également à la famille du candidat. Après avoir reçu des menaces de la part des frères de Cordero, il accuse le beau-frère de ce dernier, Miguel Dávila, de tenter de l'assassiner[1464].

Pendant la campagne présidentielle, le libéralisme est donc divisé en trois courants : ceux qui soutiennent Ponce, ceux qui soutiennent Cordero et les partisans de l'abstention. Juan Benigno Vela, qui déplore ce fractionnement, considère le Directoire national et, plus largement, les fusionnistes comme responsables de la déliquescence du parti libéral[1465].

3) Les arguments récurrents de la campagne présidentielle

Au XIXe siècle, il n'y a pas en Équateur de campagne électorale officielle. Pourtant, les élections présidentielles de 1892 représentent le premier moment où une opinion publique, au sens moderne du terme, s'exprime et prend activement part au débat. Le journal *El Ecuatoriano* voit d'ailleurs dans l'émergence de cette opinion publique la manifestation de « lo que se ha apellidado *campaña electoral* »[1466].

Plusieurs arguments reviennent, au-delà des appartenances partisanes. Les premiers à s'imposer sont des accusations d'inconsistance idéologique. Les progressistes tournent en dérision

[1462] « También fue terrorista », *El Observador*, n°4, 23 décembre 1891, p. 2.
[1463] « Crónica ofrecida por el experto director del enredo jurídico contra los cuatro concejales número 1 », *El Ecuatoriano*, n°72, 19 décembre 1891, p. 404.
[1464] PERALTA, José, *Los hermanos Corderos*, Cuenca, Imprenta del Pueblo, 1891 ; et *Volvemos a la barbarie*, Quito, Imprenta católica, 1891.
[1465] Lettre de Juan Benigno Vela à Tácito Cucalón, 2 juillet 1891, reproduite dans : Liberales de Ambato, *Vencerá la calumnia?*, *op. cit.*
[1466] « Diez de enero », *El Ecuatoriano*, n°75, 9 janvier 1892, p. 417. Concernant l'émergence de cette opinion publique, cf. chapitre 2.

l'alliance contre-nature entre conservateurs et libéraux, qu'ils qualifient notamment de « fusio-poncista » et « roji-negra »[1467]. Ils appellent également la fusion « monstruosa unión » et « *pandemonium* »[1468]. À leurs yeux, les partisans de Ponce défendent toutes les couleurs : « *negro, rojo, tornasol* o *gris* »[1469]. Pour sa part, *El Ecuatoriano* critique les prétentions ridicules de « los que intentan subir al trono de los Césares vestidos de sotana y gorro frigio »[1470]. Le journal satirique *La Amalgama* publie, quant à lui, une caricature présentant Camilo Ponce en train de préparer une soupe à partir de personnages-ingrédients représentant des tendances politiques diverses, voire antagoniques : un conservateur, un terroriste, un unitaire, un démagogue, un nihiliste et un anarchiste (cf. figure n°6). L'auteur du dessin cherche à montrer l'incohérence idéologique de la fusion et la fragilité inhérente à l'alliance, où le terroriste s'apprête à poignarder dans le dos les autres personnages[1471].

La presse progressiste n'hésite pas à reproduire les textes des libéraux hostiles à la fusion[1472]. *El Censor* résume les arguments que Vela formule, dans sa lettre à Tácito Cucalón, en faveur de l'abstention. Le journal le traite avec une déférence feinte, empreinte d'ironie, le comparant à Moïse, : « El Oráculo de Ambato, en medio de rayos y centellas, ha hecho oír a *su pueblo*, desde la cumbre del Tungurahua, su tonante voz, indicándole el camino que debe seguir […]. Y esa voz tiene que ser escuchada por lo mismo que parte de tan excelsa autoridad »[1473].

Les journaux progressistes considèrent que les libéraux creusent leur propre tombe en soutenant le candidat « que más tarde les hará llorar sangre »[1474]. Les intérêts personnels de certains dirigeants libéraux expliqueraient, à leurs yeux, la fusion. Ainsi, *El Progresista* accuse les frères Morla de soutenir la candidature de Ponce en échange du poste de gouverneur du Guayas pour l'un d'eux, et Darío Morla de profiter de l'alliance avec Ponce pour ensuite le remplacer à la présidence de la République en 1896[1475].

[1467] « Ferrocarril del Sur », *El Ecuatoriano*, n°51, 25 juillet 1891, p. 309 ; et « El Sr. Dr. D. Luis Cordero », n°63, 17 octobre 1891, p. 359
[1468] « Acta notable de la Sociedad Republicana del Azuay », *El Ecuatoriano*, n°53, 8 août 1891, p. 319 , et« Correspondencia especial para El Ecuatoriano », n°50, 18 juillet 1891, p. 305.
[1469] « Abnegación », *El Ecuatoriano*, n°62, 10 octobre 1891, p. 355.
[1470] « Ferrocarril del Sur », *El Ecuatoriano*, n°51, 25 juillet 1891, p. 309.
[1471] *La Amalgama*, n°1, 1er décembre 1891, p. 1.
[1472] Par exemple, YEROVÍ, Agustín L., « Señor redactor del *Diario de avisos* », *El Globo*, 16 juin 1891, reproduit dans *El Ecuatoriano*, n°47, 27 juin 1891, p. 292.
[1473] « La Síbila de Cumas », *El Censor*, n°484, 28 juillet 1891, p. 2.
[1474] « Correspondencia del norte », *El Ecuatoriano*, n°51, 25 juillet 1891, p. 311.
[1475] « Gacetilla », *El Progresista*, n°9, 15 août 1891, p. 4.

Figure n°6. La Amalgama

La Amalgama, n°1, 1er décembre 1891, p. 1

L'alliance avec les libéraux incommode également des conservateurs. Le 2 juillet, certains d'entre eux demandent à Ponce des explications : « En la presente situación, creada por vos mismo, no os queda más que este dilema: o conservador puro; o radical neto. ¡Elegid! »[1476]. Par ailleurs, selon Cárdenas Reyes, Juan León Mera désapprouverait l'alliance des conservateurs avec les libéraux et préfèrerait ne soutenir aucun candidat[1477].

Les partisans de Ponce justifient la fusion en indiquant qu'ils ne s'allient qu'avec des « libéraux non extrémistes » ou des « libéraux honnêtes »[1478]. Ils affirment également que l'accusation d'inconsistance idéologique vaut avant tout pour le progressisme, qu'ils qualifient

[1476] Genuinos conservadores, *Carta patriótica al Sr. Dr. D. Camilo Ponce*, Guayaquil, Imprenta de *Los Andes*, 1891.
[1477] CÁRDENAS REYES, María Cristina, *El progresismo azuayo*, *op. cit.*, p. 277.
[1478] « Capítulo de una carta de Guayaquil », *La voz del patriotismo*, n°6, 3 mai 1891, p 3 ; « La verdad » et « Nuestro voto », *La Opinión*, n°1, 10 août 1891, p. 2-3.

d'« amalgame de principes », et d'« hermaphroditisme politique »[1479]. Le progressisme représente, à leurs yeux, un « no-ente político llamado a representar la absurda *simultaneidad de todas las opiniones* e intereses »[1480]. Ils dénoncent l'indéfinition idéologique de Salazar, qu'ils accusent d'avoir évolué vers le libéralisme[1481]. Plus tard, ils feront de même contre Cordero[1482]. Le fait que certains progressistes présentent Salazar — et Cordero ensuite — comme le représentant du courant libéral modéré ajoute à la confusion[1483].

Cordero se sent obligé de s'expliquer. Il publie, aux côtés de plusieurs progressistes de Cuenca, un manifeste pour défendre Salazar, qu'ils refusent de définir ni comme conservateur ni comme libéral « dans la mauvaise acception du mot »[1484]. Les auteurs du manifeste tiennent à rappeler leur piété et leur respect de l'Église, dans le souci de délégitimer le qualificatif de « libéral-catholique » que leur accolent les conservateurs. Ils définissent le courant progressiste comme un « parti modéré », dont ils énoncent les principes recteurs en ces termes :

> En religión, somos sinceramente católicos, y nos sometemos, sin restricción alguna, a cuanto enseña y manda la santa Iglesia católica […]. En política, somos ingenuamente republicanos, y podemos decir que nuestro Evangelio es la Constitución de la Patria […]. En algún caso en que fuere posible un verdadero conflicto entre la sana política y la religión, optaríamos por el triunfo de esta[1485].

Salazar décide également de s'exprimer personnellement à travers une *Manifestation*, publiée dans une feuille volante et reprise par la presse progressiste, qu'Espinosa et Aljovín de Losada analysent de manière détaillée[1486]. Le général y affirme ne jamais avoir commis les erreurs du libéralisme condamnées par Pie IX dans l'encyclique *Quanta cura* et le *Syllabus*. Il y défend une conception du progrès et de la civilisation fondée sur la religion et la soumission à l'Église. Cependant, en se réclamant des écrits de Léon XIII, il cherche simultanément à se distinguer de l'intransigeance des terroristes, qu'il accuse de refuser la qualité de catholique à tous ceux qui ne partageraient pas leur conception du monde[1487].

[1479] « Los progresistas », *La Opinión*, n°6, 14 septembre 1891, p. 1.
[1480] *La voz del patriotismo*, n°2, 7 mars 1891, p. 1.
[1481] « Definición », *La voz del patriotismo*, n°3, 21 mars 1891, p. 1-2.
[1482] « Ayer y hoy », *La Opinión*, n°9, 5 octobre 1892, p. 2.
[1483] « Interior », *El Ecuatoriano*, n°28, 14 février 1891, p. 200.
[1484] « Nuestros principios », reproduit dans *El Ecuatoriano*, n°42, 23 mai 1891, p. 267.
[1485] *Ibid.*, p. 267-268.
[1486] ESPINOSA FERNÁNDEZ DE CÓRDOBA, Carlos et ALJOVÍN DE LOSADA, Cristóbal, *art. cit.*, p. 192-194.
[1487] SALAZAR, Francisco Javier, « Manifestación », reproduit dans *El Ecuatoriano*, n°41, 16 mai 1891, p. 262-263.

Dans les débats qui animent la campagne présidentielle, un deuxième type d'arguments porte sur l'autoritarisme des candidats. Chaque camp accusant l'autre de vouloir prendre le pouvoir par la force et de menacer ainsi les institutions républicaines, fondées sur l'expression citoyenne par le biais du suffrage[1488]. Selon les progressistes, la candidature de Ponce est incompatible avec « les libertés modernes », c'est-à-dire la liberté d'expression, de la presse, d'opinion et la souveraineté populaire[1489]. Pour les partisans de Ponce, au contraire, la candidature de Salazar représente le retour du militarisme[1490]. Les conservateurs soupçonnent Salazar de destituer les fonctionnaires publics ne le soutenant pas, dans les provinces du Guayas, de Bolívar et du Carchi[1491]. Le journal *El voto libre* publie même une liste de fonctionnaires destitués pour avoir refusé d'appuyer Salazar[1492]. Une telle accusation ne saurait surprendre lorsque l'on garde à l'esprit que Flores et Caamaño « utilizaron todo el peso del aparato estatal para favorecer al candidato oficialista »[1493]. Les accusations d'autoritarisme contre Cordero sont moins fréquentes. Ses opposants cherchent plutôt à le présenter comme une créature de Caamaño, dépourvue d'autonomie et de volonté. Le journal satirique *El Cordero* publie une caricature présentant le gouverneur du Guayas en berger portant sur ses épaules un agneau, Cordero ; il est ceint d'une auréole accompagnée de la légende « Voici l'agneau de Pepe qui enlève les péchés de l'*Argolla* » (cf. figure n°7)[1494]. La candidature de Cordero apparaît alors comme l'instrument permettant à l'*Argolla* de se perpétuer au pouvoir.

Le troisième élément qui alimente la discorde pendant la campagne présidentielle est l'annulation du contrat d'Oksza par le Conseil d'État, en juillet 1891. Pour Ponce, la décision du Conseil puis la parution de son ouvrage, *El contrato d'Oksza frente al Consejo de Estado*, à la fin de l'année, sont l'occasion d'attaquer les autorités qui ont défendu le contrat, notamment le ministre chargé des Travaux publics à l'époque, Francisco Javier Salazar. La presse conservatrice se félicite de l'opposition de Camilo Ponce au projet de chemin de fer approuvé en 1890 ; elle la considère comme un gage de son intégrité : « El país aplaude el patriotismo

[1488] « Diez de enero », *El Ecuatoriano*, n°75, 9 janvier 1892, p. 417 ; « Revolución », *La voz del patriotismo*, n°14, 9 septembre 1891, p 1.
[1489] « Prospecto », *El Independiente*, Guayaquil, n°1, 31 octobre 1891, p. 2.
[1490] « La situación », *La voz del patriotismo*, n°9, 20 juin 1891, p 2.
[1491] « Felicitación », *La voz del patriotismo*, n°1, 21 février 1891, p. 4 ; « Boletín popular n°1 », n°7, 16 mai 1891, p 3 ; « Correspondencia », *La voz del patriotismo*, n°14, 9 septembre 1891, p 2 ; et « El gobierno y las elecciones », *El pensamiento nacional*, n°4, 1er septembre 1891, p. 1.
[1492] « Cuadro de honor de los señores jefes y oficiales y empleados civiles que se han negado a suscribir la candidatura del señor general don Francisco J. Salazar y que han sido destituidos de sus respectivos destinos », *El voto libre*, n°3, 17 août 1891, p. 4.
[1493] AYALA MORA, Enrique, *Lucha política y origen de los partidos en Ecuador*, *op. cit.*, p. 195.
[1494] « Nuestro señor de Tenguel », *El Cordero*, n°3, 28 novembre 1891, p. 3.

del Ilustre Consejero de Estado […]. Suba el Sr. Ponce a la presidencia de la República, y los negocios del Estado tomarán un curso muy distinto del que hoy llevan »[1495]. Pour les fusionnistes, il est le seul à pouvoir mettre un terme aux contrats ruineux de l'*Argolla*.

Figure n°7. Nuestro señor de Tenguel

El Cordero, n°3, 28 novembre 1891, p. 3

Au contraire, la presse progressiste considère les efforts de Ponce pour obtenir la résiliation du contrat comme une manœuvre électorale[1496]. Flores tient les accusations de Ponce contre le gouvernement pour un moyen « de adquirir sufragios, aunque sea con el sacrificio consciente

[1495] *La cuestión del día*, Quito, Imprenta católica, 1891, p. 3.
[1496] « Los últimos disparos », *Los Andes*, 19 décembre 1891, reproduit dans *Refutación del folleto "El contrato d'Oksza ante el Consejo de Estado"*, *op. cit.*, p. 24 ; « El fracaso », *El Censor*, n°469, 6 juillet 1891, p. 2 ; « En el Consejo de Estado », n°487, 29 juillet 1891, p. 2 ; et « Cuestión del día », *El Progresista*, n°9, p. 2.

de la moral y la justicia, y con mengua del decoro propio […]. Alguna diferencia va, Conciudadanos, entre los que hemos renunciado a la primera Magistratura, y los que la codician sin reparar en medios »[1497].

Pendant la campagne présidentielle, les détracteurs de Ponce s'emploient à le présenter comme l'ennemi des chemins de fer et, plus généralement, du progrès. C'est surtout une phrase du dernier message de García Moreno au Parlement, reprise par Ponce dans son ouvrage sur le contrat d'Oksza, qui alimente les railleries de ses adversaires : « Creo por tanto preferible que el ferrocarril y las demás obras que demanda el bienestar de la República se hagan a proporción que la protección Divina y la más severa economía nos suministren los medios de llevarlas a cabo »[1498]. Ponce cherche là à s'inscrire dans le sillage de García Moreno qui, à la fin de sa présidence, prend le parti de ne pas recourir aux capitaux étrangers pour les chemins de fer. La presse satirique ne l'épargne pas. Le journal *El Ají* affirme : « Sabemos que D. Camilo proyecta, si sale elegido, nombrar Director de Obras Públicas a la Divina providencia, que, según él, es la única que puede hacer ferrocarriles »[1499]. *La Amalgama* parodie la profession de foi du candidat conservateur :

> En finanzas impediré que el Ferrocarril avance a perturbar la tranquilidad de inocentes labriegos que viven contentos, cosechando los frutos que produce la tierra, en medio de una ignorancia absoluta. El Ferrocarril trastorna las ideas, corrompe las costumbres y hace a los pueblos infelices y desgraciados[1500].

El Gavilán publie sur deux pages une caricature représentant un cauchemar de Camilo Ponce (cf. figure n°8) : un train, guidé par la République, descend des cieux sur la vallée interandine et fait fuir des membres du clergé ; troublé par cette vision, Camilo Ponce se réveille épouvanté[1501]. La caricature souligne la connivence de Ponce avec le clergé, à la fois par le titre — il est appelé *padre Ponce* —, et dans le dessin même : outre la présence du clergé, la tête de son lit est décorée d'un chapelet et d'une image du Christ. Il s'agit d'accuser Ponce de craindre le recul de l'influence de l'Église et de représenter un frein au progrès, ce que confirme le commentaire accompagnant la caricature : « Los elementos que llevarían al Ecuador al apogeo

[1497] *Diario Oficial*, n°381, 29 décembre 1891, p. 3632.
[1498] *El Nacional*, n°449, 14 août 1875, p. 2 ; et PONCE, Camilo, *El contrato d'Oksza ante el Consejo de Estado*, *op. cit.*, p. 17.
[1499] « Picaduras », *El Ají*, n°1, le 11 novembre 1891, p. 3.
[1500] « Salus populi. A mis electores », *La Amalgama*, n°1, 1er décembre 1891, p. 2.
[1501] « La pesadilla del padre Ponce », *El Gavilán*, n°1, 7 novembre 1891, p. 2-3.

de su dignidad y progreso, son los que le han ocasionado al Padre Ponce la *pesadilla* que se ve en nuestro grabado »[1502].

Figure n°8. La pesadilla del padre Ponce

El Gavilán, n°1, 7 novembre 1891, p. 2-3

[1502] *Ibid*., p. 4.

4) La mobilisation de l'opinion publique

Le niveau de mobilisation de l'opinion publique à travers les organisations partisanes et la presse pendant la campagne électorale de 1891 et 1892 atteint des niveaux inédits dans l'histoire de l'Équateur. De nombreuses organisations politiques éphémères, destinées exclusivement à promouvoir une candidature, voient le jour. Ponce peut compter sur le soutien des organisations déjà existantes, qu'elles soient conservatrices, comme la Société catholique-républicaine et ses différentes branches provinciales ; qu'elles rassemblent, à l'origine, conservateurs et progressistes, comme la Junte du Parti national d'Imbabura[1503] ; ou qu'elles soient libérales, comme le Directoire national, la Société patriotique libérale du Guayas et le Cercle libéral de Machala.

Cependant, de nouvelles organisations, des sociétés politiques et des clubs électoraux, essaiment dans l'ensemble du pays. Les progressistes décident de se doter d'une nouvelle organisation pour remplacer l'Union républicaine, créée en 1889 sous le mandat de Flores. En mars 1891, ils fondent la Société nationale, présidée par Agustín Guerrero puis par Antonio Robalino[1504]. Une deuxième organisation est créée le 1er mai, la Société patriotique, exclusivement formée d'artisans[1505]. Cordero peut compter sur le soutien de quatre sociétés dans la province de l'Azuay : la Société Patriotique, présidée par José Joaquín Malo, par la suite gouverneur de la province, de 1892 à 1893, la Société Cordero, formée par des artisans, le Club de la jeunesse et la Société républicaine[1506]. Cette dernière, présidée par le libéral modéré Moisés Arteaga, un des deux avocats de Luis Vargas Torres, revendique plus de mille membres actifs[1507]. Elle décide de soutenir Salazar avant de se prononcer pour Cordero[1508]. À Guayaquil, ce dernier peut compter sur l'appui du Club Républicain progressiste, qui soutient d'abord Salazar, et du Club indépendant, fondé le 4 novembre[1509].

[1503] « Sueltos », *La voz del patriotismo*, n°3, 21 mars 1891, p. 3.
[1504] « Gacetilla », *El Progresista*, n°1, 15 avril 1891, p. 2 ; et « Sociedad nacional de Quito », *El Ecuatoriano*, n°58, 12 septembre 1891, p. 341.
[1505] *El Ecuatoriano*, n°40, 9 mai 1891, p. 260 ; et « Sociedad Patriótica », n°41, 16 mai 1891, p. 263-264.
[1506] « Nuestro voto », *El Ecuatoriano*, n°62, 10 octobre 1891, p. 357 ; « Capítulos de cartas de Cuenca », n°68, 21 novembre 1891, p. 380 ; « Acta de instalación de la Sociedad Cordero », n°70, 5 décembre 1891, p. 394.
[1507] « Telegramas », *El Ecuatoriano*, n°51, 25 juillet 1891, p. 312.
[1508] « Correspondencia especial para *El Ecuatoriano* », *El Ecuatoriano*, n°53, 8 août 1891, p. 318-319.
[1509] « A la Nación », *El Ecuatoriano*, n°65, 31 octobre 1891, p. 370 ; et « La reunión de anoche », *El Ecuatoriano*, n°68, 21 novembre 1891, p. 380.

Plusieurs organisations se faisant appeler « poncistes » voient également le jour, comme à San Miguel et à Azogues[1510]. Le Cercle catholique-républicain de l'Azuay et la Société populaire de León sont également créées pour soutenir la candidature conservatrice[1511]. La force de la candidature de Ponce vient surtout du clergé, comme le révèlent les actes de candidature. Plusieurs ecclésiastiques se trouvent souvent parmi les premiers signataires des proclamations en faveur de Ponce : le chanoine León Piedra et neuf prêtres à Cuenca ; le doyen de l'évêché, Arsenio Castillo, ainsi que neuf prêtres à Loja[1512]. Le correspondant d'*El Ecuatoriano* indique que la Curie de Cuenca soutient ouvertement Camilo Ponce, notamment Benigno Palacios, administrateur apostolique du diocèse, et Manuel Cuesta, son responsable financier et professeur du séminaire, de même que le chanoine León Piedra, recteur du collège national[1513].

Les deux camps cherchent à mobiliser une clientèle électorale en particulier, les artisans, à travers des organisations spécifiques. Comme nous l'avons vu, les élites équatoriennes cherchent à contrôler cette couche de la société, surtout en affaiblissant les corporations d'artisans par le biais des écoles d'arts et métiers[1514]. Depuis la Constitution de 1861, le suffrage censitaire est aboli. Quoiqu'il soit toujours nécessaire de savoir lire et écrire pour être citoyen, cette réforme permet à une partie des couches moyennes émergentes, notamment les artisans, d'accéder au corps politique. Il est donc aisé de comprendre que lors d'élections aussi serrées comme celles de 1892, chaque camp cherche à mobiliser les artisans. Lorsque le Directoire national désigne Ballén candidat, il inclut dans l'acte de proclamation les signatures de nombreux artisans de la capitale, regroupées en *gremios*[1515]. Deux organisations progressistes sont exclusivement composées par des artisans : la Société patriotique de la capitale, dirigée, non pas par un artisan, mais par Juan Orejuela, un avocat progressiste, intendant de police de Quito ; et la Société Cordero de Cuenca, qui compte un ou deux délégués par *gremio*[1516].

[1510] « Inserciones », *La Opinión*, n°21, 9 janvier 1892, p. 3 ; « Acta de instalación del Círculo popular poncista », *La voz del patriotismo*, n°20, 28 novembre 1891, p. 3-4.
[1511] « Candidato para la presidencia de la República, en el próximo periodo constitucional, el benemérito Sr. Dr. D. Camilo Ponce », *La voz del patriotismo*, n°4, 4 avril 1891, p 3 ; et « Inserciones », *La Opinión*, n°21, 9 janvier 1892, p. 3.
[1512] « El voto del Azuay », *La voz del patriotismo*, n°5, 18 avril 1891, p 3 ; et « Adhesión a la candidatura del Sr. Dr. D. Camilo Ponce », n°4, 4 avril 1891, p 3.
[1513] « Interior », *El Ecuatoriano*, Quito, n°28, 14 février 1891, p. 200 ; « Correspondencia del sur », n°49, 11 juillet 1891, p. 301 ; et « Correspondencia especial para *El Ecuatoriano* », n°53, 8 août 1891, p. 318.
[1514] Cf. chapitre 5, section I, 2.
[1515] *El señor don Clemente Ballén candidato para la presidencia de la República*, *op. cit.*, p. 1-2 et 4.
[1516] « Acta de instalación de la Sociedad Cordero », *El Ecuatoriano*, n°70, 5 décembre 1891, p. 394.

Outre les organisations politiques, la presse joue un rôle central dans la campagne présidentielle de 1891 et 1892. Le plus souvent, les journaux existants prennent parti pour l'un des candidats. Ceux de Guayaquil, en particulier, sont divisés entre les partisans de Ponce et ceux de Salazar et de Cordero. Dans l'ensemble du pays, de nombreux journaux, souvent éphémères, sont fondés en 1891 pour orienter l'issue des débats électoraux. Dans chaque grande ville, au moins deux journaux s'affrontent (cf. tableau n°6). Par ailleurs, la presse satirique connaît un essor sans précédent. Les journaux humoristiques illustrés se multiplient à Guayaquil pour tourner en dérision la candidature de Cordero[1517] ou celle de Ponce[1518]. Plusieurs journaux satiriques voient également le jour à Quito pour soutenir le candidat progressiste (*El Ají* et *D. Camilote de Calumniote*) ou pour le combattre (*El Club* et *La Escoba*), mais ils contiennent rarement des illustrations.

Les manifestes des clubs électoraux ou de simples particuliers, la presse sérieuse et satirique, les feuilles volantes qui inondent le pays, contribuent à créer un climat d'exaltation rarement vu[1519].

[1517] *El Cordero* et *La ley del embudo*.
[1518] *La Amalgama*, *La Bruja* (non illustré) et *El Gavilán* (fondé en 1889).
[1519] Voir, dans le cas de Cuenca, CÁRDENAS REYES, María Cristina, *El progresismo azuayo*, *op. cit.*, p. 272-275.

Tableau n° 6. La presse dans les élections présidentielles de 1892

Journaux soutenant:	Ballén	Ponce	Salazar	Cordero	Abstention
Quito	***El partido liberal***	***La voz del patriotismo***	***El Ariete*** *El Ecuatoriano* *El Independiente* ***El Progresista*** (journal de la Société nationale et de la Société patriotique) *El Telegrama*	***D. Camilote de Calumniote*** ***El Ají*** *El Ecuatoriano* *El Telegrama*	
Guayaquil		*Diario de avisos* *El Tiempo* ***El voto libre***	*El Censor* *La Nación*	*El Censor* *El Globo* ***El Independiente*** *La Nación* *Los Andes*	*La bandera liberal* (journal de la Société libérale démocratique) ***La voz de Guayaquil***
Cuenca	***La Tribuna*** (fondé par José Peralta)	***El pensamiento nacional*** (journal du parti conservateur de l'Azuay)	***El Republicano*** (fondé par Luis Cordero)	***El patriota del sur*** (journal du parti progressiste catholique)	***El Observador*** (fondé par José Peralta)
Riobamba		***La Opinión***		***El Sufragio***	
Guaranda		***El Deber***	*El Bolivarense*	*El Bolivarense*	
Machala		*La Prensa*	***La Razón***	***La Razón***	

En gras, les journaux créés à l'occasion des élections présidentielles de 1892

5) Les résultats

Le premier test auquel les deux camps se soumettent sont les élections municipales des 9 et 10 novembre 1891, une échéance cruciale, car ce sont les conseils municipaux des capitales de province qui procèdent au dépouillement du vote. Les élections municipales donnent lieu à des affrontements entre *corderistas* et *poncistas* dans plusieurs villes du pays, comme à Tulcán, à Guano et surtout à Guayaquil, dans la paroisse d'Ayacucho, où la polarisation est

particulièrement forte. Dans le port principal, plusieurs électeurs se présentent armés aux bureaux de vote. Les provocations entre les deux camps aboutissent à des affrontements qui provoquent quelques morts violentes. Plusieurs journaux de Guayaquil, *La Nación*, *El Globo*, le *Diario de avisos*, *Los Andes*, *El Tiempo*, *La Palabra*, *El Censor*, *La voz de Guayaquil*, demandent des explications aux autorités, qui n'ont pas su éviter les incidents. Ils rejettent unanimement l'usage des armes et condamnent les extrémistes des deux partis[1520]. La Société patriotique libérale accuse les autorités d'avoir arrêté des électeurs dès le premier jour des élections, sur les ordres de l'intendant de police, Rafael Caamaño. Elle accuse également le Club progressiste d'attaquer les partisans de Ponce[1521]. Les libéraux qui soutiennent Cordero et le Club républicain progressiste répondent en désignant les « poncistes » comme responsables des violences[1522].

Il nous a été impossible de trouver le résultat détaillé des élections présidentielles de 1892. Il n'est reproduit ni dans le journal officiel ni dans les comptes rendus parlementaires des sessions consacrées au dépouillement du vote. Nous n'avons eu accès qu'à des résultats partiels. Au niveau national, Cordero l'emporte sur Camilo Ponce par 36 557 voix contre 26 321, selon Ayala Mora[1523]. La légation française annonce un résultat légèrement différent : 34 009 voix pour Cordero et 27 250 pour Ponce. Alfaro, Carbo et Ballén ensemble n'en obtiennent que 80 environ[1524]. Dans tous les cas, Cordero remporte seulement entre 55 et 58% des suffrages, une victoire serrée, si on la compare aux triomphes éclatants de Flores aux élections de 1888, de Borrero en 1875, de Javier Espinosa en 1868 et de Jerónimo Carrión en 1865, les quatre élections du XIXe s'étant déroulé dans de semblables conditions. Camilo Ponce devance Cordero dans les provinces de la *Sierra* où l'élite *terrateniente* traditionnelle dispose d'un contrôle absolu sur l'électorat, comme Imbabura, Pichincha, Chimborazo et Loja[1525]. Cordero l'emporte, quoique que d'une courte tête, dans le reste de la région andine, y compris dans les provinces de l'Azuay et du Cañar[1526]. La victoire de Cordero dans ces deux provinces s'explique par le fait qu'elles constituent une région économique dont les intérêts s'articulent

[1520] « Protesta », *La Opinión*, n°16, 23 novembre 1891, p. 2.
[1521] « Protesta », *La voz del patriotismo*, n°23, 19 décembre 1891, p 3-4.
[1522] « Contra-protesta », *El Ecuatoriano*, n°72, 19 décembre 1891, p. 405 ; et *Diario Oficial*, n°380, 19 décembre 1891, p. 3628-3629.
[1523] AYALA MORA, Enrique, *Lucha política y origen de los partidos en Ecuador*, *op. cit.*, p. 196.
[1524] Communication de François Ambrogi au ministre des Affaires étrangères français, 25 juin 1892, MAE, CCC, Quito, vol. 8, p. 276.
[1525] AYALA MORA, Enrique, *Lucha política y origen de los partidos en Ecuador*, *op. cit.*, p. 196 ; et QUINTERO, Rafael et SILVA, Erika, *op. cit.*, p. 205.
[1526] Dans la province du Cañar, il n'obtient qu'autour de 3900 voix environ, contre 3400 pour Ponce ; « Capítulos de cartas », *El Ecuatoriano*, n°77, 23 janvier 1892, p. 428.

davantage au Littoral qu'au nord et au centre de la *Sierra*[1527]. Sur la Côte, le triomphe de Cordero est sans appel, ce qui lui permet de l'emporter au niveau national[1528]. Il apparaît alors que la coalition *terrateniente* progressiste ne réunit désormais que les producteurs de cacao du Littoral et les propriétaires du sud, puisque les *hacendados* du nord s'en sont détachés.

L'enjeu de ces élections entraîne une très forte mobilisation. La participation électorale passe de 2,8% de la population totale en 1888 à 5,7% en 1892[1529], alors que les conditions d'accès à la citoyenneté restent inchangées depuis 1861. Les urnes attirent autant d'électeurs parce qu'il s'agit des élections les plus disputées du XIXe siècle. En effet, les débats produisent une très forte polarisation au sein de l'opinion publique. Le résultat est, d'ailleurs, mal accepté par les perdants. Après le triomphe de la candidature progressiste, la situation reste tendue, à tel point que le Conseil d'État accorde les mesures d'exception au gouvernement, le 3 février 1892[1530]. *El Ecuatoriano* déplore :

> Los tristes anuncios que formulan, como oráculos, los que auguran que sobrevendrá la revolución por el triunfo de la candidatura del Dr. Cordero […]. De esto deducimos lógicamente que la fusión piensa trastornar la tranquilidad pública; o en otros términos, que los ultra-conservadores desconocerán el principio de autoridad y *retozarán democráticamente* con sus correligionarios políticos los *radicales* o *alfaristas* de ayer[1531].

Conservateurs et libéraux remettront précisément en question la légitimité du président élu et tenteront de le renverser pendant les premiers mois de 1895. Enfin, les élections de 1892 révèlent un dernier aspect des rapports de force entre groupes dominants : la bourgeoisie agro-commerciale de Guayaquil est incapable de représenter une alternative politique au niveau national[1532]. *El Tiempo* reconnaît l'incapacité du libéralisme à remporter les élections présidentielles : « por mucho que fuera unánime el propósito de los liberales […], nunca podríamos obtener el triunfo en las urnas »[1533]. Les libéraux de Guayaquil garderont cette remarque à l'esprit en 1895, lorsqu'ils opteront pour le coup d'État.

[1527] QUINTERO, Rafael et SILVA, Erika, *op. cit.*, p. 205.
[1528] AYALA MORA, Enrique, *Lucha política y origen de los partidos en Ecuador*, *op. cit.*, p. 196 ; et QUINTERO, Rafael et SILVA, Erika, *op. cit.*, p. 206.
[1529] QUINTERO, Rafael et SILVA, Erika, *op. cit.*, p. 206.
[1530] *Periódico Oficial*, n°6, 13 février 1892, p. 44.
[1531] « Elecciones para Presidente de la República », *El Ecuatoriano*, n°76, 16 janvier 1892, p. 421.
[1532] QUINTERO, Rafael et SILVA, Erika, *op. cit.*, p. 205.
[1533] « El dilema », *El Tiempo*, n°29, 23 juin 1891, p. 2.

III) La fusion sous Cordero

Au début de sa présidence, Luis Cordero s'efforce de contenir l'hostilité de la fusion contre le progressisme. Avec succès, dans un premier temps, il tente d'intégrer dans son gouvernement des conservateurs et des libéraux et d'apaiser les relations entre l'Église et l'État après le mandat de Flores. Grâce à cette politique de conciliation efficace, et au risque d'une guerre avec le Pérou fin 1893 qui suspend un temps les polémiques, l'opposition au progressisme devient discrète. Mais la période de concorde nationale n'est qu'une parenthèse qui se referme une fois réglée la crise avec le Pérou en mars 1894. En effet, le Congrès, réuni en juin, se caractérise par le retour des tensions entre le courant progressiste et ses adversaires conservateurs et libéraux, qui souvent agissent de concert.

1) La politique du consensus (1892-1894)

Après son élection, Cordero cherche à se concilier les faveurs des trois partis. Il n'hésite pas à nommer des conservateurs, comme Honorato Vázquez et Pablo Herrera à l'Intérieur (1892-1893 et 1893-1895, respectivement) ou Vicente Lucio Salazar à l'Intérieur (1893) et aux Finances (1893) ; des libéraux, comme Francisco Andrade Marín et Jenaro Larrea aux Travaux publics (1892-1893 et 1893-1894), Andrade Marín puis Alejandro Cárdenas aux Finances (1893-1894 et 1894-1895). Les libéraux occupent d'autres postes importants. Alejandro Maldonado redevient gouverneur de la province de León. En 1894, Cordero nomme Manuel Benigno Cueva sous-directeur des études de la province de Loja et Julio Castro et Lorenzo Peña ministres à Lima et à Sucre, respectivement. La composition du gouvernement au début des travaux parlementaires en 1894 illustre l'équilibre sur lequel repose la présidence de Cordero : son cabinet compte le conservateur Pablo Herrera à l'Intérieur, deux progressistes, le général Sarasti à la Guerre et Roberto Espinosa à l'Instruction publique, et deux libéraux, Francisco

Andrade Marín aux Finances et Jenaro Larrea aux Travaux publics[1534]. Par ailleurs, Cordero, nous l'avons vu, s'empresse d'apaiser les rapports avec l'Église catholique[1535].

Mais c'est la gestation du risque de conflit avec le Pérou, dans les derniers mois de 1893, qui illustre le mieux la politique de conciliation de Cordero, lequel profite d'une situation de crise pour obtenir le soutien de ses adversaires. En octobre 1893, le Congrès péruvien décide de modifier, dans un sens plus favorable au Pérou, le traité Herrera-García, signé en 1890 pour régler la question des frontières en Amazonie et ratifié la même année par le Parlement équatorien. La décision du Congrès péruvien suscite un grand mécontentement à Quito, où une première manifestation se produit le 29 octobre[1536]. Le même jour puis le 1er novembre, un groupe d'hommes tente d'attaquer le consulat du Pérou[1537]. Lorsque ces nouvelles arrivent à Lima, la réaction contre l'Équateur ne se fait pas attendre. Le 22 novembre, la légation équatoirenne à Lima est attaquée : « La noticia de este suceso baladí […] viajó inmediatamente a Lima, y fue a traducirse en un bárbaro apedreamiento al escudo de la Legación ecuatoriana, en insultos soeces a la patria del Ministro [Julio] Salazar, en un furioso ataque a la casa de nuestro Cónsul D. Julio Nash »[1538]. Quelques jours plus tard, le domicile du consul équatorien à Tumbes est également attaqué[1539].

Le jour même des agressions contre la légation équatorienne, et craignant que la décision du Congrès péruvien n'empoisonne les relations avec l'Équateur, Lima condamne fermement les incidents et nomme un envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Quito, Emilio Bonifaz[1540]. Ce dernier connaît bien l'Équateur ; il a négocié avec José Modesto Espinosa, ministre des Affaires étrangères équatorien, un accord signé en 1887 prévoyant de soumettre le différend frontalier à l'arbitrage du roi d'Espagne.

Cependant, les attaques contre les diplomates équatoriens et les symboles nationaux provoquent une vague d'indignation en Équateur. Le gouvernement n'écarte pas le recours aux armes pour faire valoir ses droits en Amazonie et laver l'affront qui lui a été fait à Lima. Le 5 décembre, le Conseil d'État confère à l'exécutif les mesures d'exception pour l'ensemble de la

[1534] « Mensaje de S. E. el Presidente de la República del Ecuador al Congreso Constitucional de 1894 », *Diario Oficial*, *op. cit.*, p. 2226.
[1535] Cf. chapitre 4, section III, 3.
[1536] « Comparación de injurias », *El Republicano*, n°93, 20 décembre 1893, p. 480.
[1537] *Ibid*.
[1538] *Ibid*.
[1539] « Algo más sobre comparación de injurias », *El Republicano*, n°97, 6 janvier 1894, p. 498.
[1540] *Diario Oficial*, numéro extraordinaire, 20 décembre 1893, p. 1.

République[1541]. Le lendemain, Cordero déclare l'Armée en état de campagne, tandis que les gouverneurs commencent à mobiliser les Gardes nationales dans toutes les provinces[1542]. Le président équatorien décide également de rappeler son agent diplomatique à Lima, Julio Salazar[1543].

La modification du traité Herrera-García et les agressions contre la légation équatorienne à Lima provoquent une longue série de proclamations et de manifestations nationalistes. Les conseils municipaux, comme celui d'Ambato, de Jipijapa, de Baba, d'Ibarra et de Pelileo protestent contre les incidents de Lima[1544]. Même les communes rurales, les *parroquias*, rejoignent ce mouvement, comme Cotocollao[1545]. Les proclamations des particuliers se multiplient également, à Cariamanga, à Guano, à Esmeraldas[1546]. Les professeurs et les élèves du collège national San Luis de Cuenca manifestent aussi leur indignation[1547]. *El Republicano* décrit l'ampleur de la réaction : « Si quisiéramos transcribir las manifestaciones impresas y manuscritas que en estos días hemos visto, de casi todos los pueblos de la República, no alcanzarían las columnas de cuatro números dobles de esta hoja »[1548].

Plusieurs manifestations ont lieu dans le pays. Elles débouchent sur des tentatives d'attaques contre les consulats ou vice-consulats péruviens à Quito, à Guayaquil et à Santa Rosa[1549]. Ces agressions contribuent à dégrader les relations entre les deux pays et à exacerber les tensions. Une des manifestations les plus importantes se tient le 29 novembre à Guayaquil, où les notables convoquent un comice populaire dans le but de créer une Junte patriotique destinée à défendre les intérêts nationaux face à la menace péruvienne. Les Juntes patriotiques essaiment dans les capitales de provinces ainsi que dans de nombreuses municipalités, comme Chimbo, Jipijapa, Mocha, Píllaro, Santa Rosa et Pasaje[1550].

[1541] *Diario Oficial*, n°225, 14 décembre 1893, p. 1837.
[1542] *Ibid*.
[1543] « Disposiciones gubernativas », *El Republicano*, n°90, 9 décembre 1893, p. 463.
[1544] « Protesta », *El Republicano*, n°91, 13 décembre 1893, p. 471 ; « Crónica general », n°94, 23 décembre 1893, p. 484 ; « Documentos patrióticos », n°94, 23 décembre 1893, p. 486 ; et « Documentos patrióticos », n°97, 6 janvier 1894, p. 501.
[1545] « Documentos patrióticos », *El Republicano*, n°93, 20 décembre 1893, p. 482.
[1546] *Protesta*, Loja, Imprenta del Colegio San Bernardo, 1894 ; et « Documentos patrióticos », *El Republicano*, n°94, 6 janvier 1894, p. 501-502.
[1547] « Documentos patrióticos », *El Republicano*, n°94, 23 décembre 1893, p. 486.
[1548] « Entusiasmo Nacional », *El Republicano*, n°90, 9 décembre 1893, p. 463.
[1549] « Algo más sobre comparación de injurias », *El Republicano*, n°97, 6 janvier 1894, p. 498 ; Unos ecuatorianos, *Convocatoria*, Quito, s. e., 1893.
[1550] « Notas y hojas sueltas », *El Republicano*, n°92, 16 décembre 1893, p. 477-478 ; « Crónica general » et « Documentos patrióticos », n°94, 23 décembre 1893, p. 484 et 486 ; « Documentos patrióticos », n°99, 13 janvier 1894, p. 512.

Face à l'imminence d'une guerre, l'élan nationaliste surmonte, du moins pour quelque temps, les querelles entre partis, comme en témoigne la composition des Juntes patriotiques. Deux organisations sont créées dans le port principal : la Junte de Guayaquil, fondée lors du comice populaire du 29 novembre, et la Junte du Guayas, désignée, quelques semaines plus tard, par le Conseil municipal pour rassembler des fonds destinés au réarmement du pays. Si la Junte de Guayaquil est dominée par les libéraux[1551], la Junte du Guayas compte également des progressistes[1552]. Dans la province de León, la Junte est essentiellement formée par les membres de la Société républicaine libérale de Latacunga[1553]. La Junte du Chimborazo réunit surtout des progressistes[1554]. Dans le reste du pays, la composition des Juntes patriotiques s'avère plus équilibrée. À Quito, la Junte rassemble des libéraux, notamment Julio Castro et plusieurs membres du Directoire national, ainsi que des conservateurs tels que Julio Enríquez, José Modesto Espinosa, Carlos Tobar, le général terroriste Julio Sáenz, Clemente Ponce et Aparicio Ribadeneira[1555]. La Junte de Cuenca est dirigée par les progressistes Manuel Coronel et Benjamín Cordero et par le libéral Gabriel Ullauri[1556]. À Ambato, bien que les libéraux restent majoritaires, les autres courants sont représentés[1557]. Le président de la Junte de Loja est conservateur et son vice-président, libéral. À Ibarra, c'est l'inverse[1558]. La Junte d'Esmeraldas réunit des libéraux et des progressistes[1559]. La *Junta Cooperadora de la Defensa Nacional*, nommée par Cordero pour réunir des fonds dans les provinces d'Imbabura et du Pichincha, respecte une stricte parité entre conservateurs et libéraux[1560].

L'idée d'un emprunt populaire destiné à armer le pays gagne du terrain. Le 2 décembre, la Junte de Guayaquil propose au gouvernement d'en prendre en charge l'organisation[1561]. Santa Rosa

---

[1551] Elle est formée notamment par Pedro Carbo, Lorenzo Peña, César Borja, Rafael Pólit, José María Urbina, José de Lapierre, Felicísimo López, Aparicio Ortega, Homero Morla et Luciano Coral ; « Fervor patriótico », *El Republicano*, n°88, 2 décembre 1893, p. 453.
[1552] *Diario Oficial*, n°242, 10 février 1894, p. 1973.
[1553] « Junta patriótica de León », *El Republicano*, n°91, 13 décembre 1893, p. 470-71 ; et « Acta de instalación de la Sociedad republicana », *El Independiente*, Latacunga, n°1, 1er février 1889, p. 1-2.
[1554] « La Junta patriótica del Chimborazo », *El Republicano*, n°92, 16 décembre 1893, p. 477 ; et « Adhesión a la candidatura del esclarecido Sr. Dr. D. Luis Cordero », *El Ecuatoriano*, n°73, 26 décembre 1891, p. 412.
[1555] « Patriotismo y cordura », *El Republicano*, n°89, 6 décembre 1893, p. 457.
[1556] « Crónica general », *El Republicano*, n°98, 10 janvier 1894, p. 504.
[1557] « La Junta patriótica de Tungurahua a sus conciudadanos », *El Republicano*, n°91, 13 décembre 1893, p. 471.
[1558] *Acta de instalación de la Junta patriótica de Loja*, Loja, Tipografía Republicana, 1893 ; « Notas y hojas sueltas », *El Republicano*, n°92, 16 décembre 1893, p. 476.
[1559] « Documentos patrióticos », *El Republicano*, n°98, 10 janvier 1894, p. 508.
[1560] *Diario Oficial*, n°242, 10 février 1894, p. 1974-1976. Concernant la composition des Juntes patriotiques, cf. annexe n°15.
[1561] « Documentos oficiales », *El Republicano*, n°90, 9 décembre 1893, p. 464.

est l'une des premières municipalités à agir, car elle se trouve en première ligne en cas de guerre avec le Pérou. La Junte patriotique locale réunit près de 400 sucres le jour même de sa constitution, le 5 décembre [1562]. Le Conseil municipal de Guayaquil, de son côté, décide de lancer un emprunt patriotique le 4 janvier. Il donne l'exemple en prêtant au gouvernement 50 000 sucres[1563]. Le Conseil désigne ensuite une commission chargée de réunir les fonds, la Junte du Guayas[1564]. Les autres conseils municipaux décident aussi de contribuer en fonction de leurs moyens : celui de Quito mobilise 12 000 sucres et celui d'Otavalo 1000, par exemple[1565]. La commission chargée de réunir les fonds dans les provinces d'Imbabura et Pichincha, la *Junta Cooperadora de la Defensa Nacional*, obtient plus de 83 000 sucres[1566].

L'Église participe aussi à l'effort de défense nationale. Le chapitre métropolitain prête au gouvernement 6 000 sucres[1567]. Les fonctionnaires publics contribuent également à hauteur de leurs moyens comme, à Quito, le président de la République, son secrétaire, les employés des ministères, du courrier et du télégraphe, le gouverneur de la province du Pichincha, les membres du Commandement général de Quito, les juges de la Cour Suprême, de la Cour Supérieure provinciale et de la Cour des Comptes, ainsi que plusieurs agents de police[1568]. Le journal progressiste *El Republicano* se félicite de la générosité des Équatoriens: « Las Corporaciones de toda especie, desde las más elevadas, como el caballeroso Ayuntamiento de Guayaquil, hasta las más modestas, como el Concejo de algún humilde cantón rural, pusieron a disposición del Gobierno buena parte del fondo que manejan »[1569].

Dans ce contexte de ferveur nationaliste, les déclarations annonçant la suspension des hostilités politiques se multiplient. La menace d'un conflit armé pousse les juntes patriotiques[1570] et les conseils municipaux[1571] à apporter explicitement leur soutien au gouvernement. La Junte de

[1562] *El Republicano*, n°92, 16 décembre 1893, p. 477.
[1563] « Crónica general », *El Republicano*, n°98, 10 janvier 1894, p. 504.
[1564] « Crónica general », *El Republicano*, n°99, 13 janvier 1894, p. 509.
[1565] « Patriotismo municipal », *El Republicano*, n°109, 17 février 1894, p. 564 ; et « Empréstito voluntario », n°114, 7 mars 1894, p. 587.
[1566] *Diario Oficial*, n°270, 9 juin 1894, p. 2198.
[1567] « Empréstito voluntario », *El Republicano*, n°114, 7 mars 1894, p. 587.
[1568] « Crónica general », *El Republicano*, n°126, 21 avril 1894, p. 648.
[1569] « Legítima complacencia », *El Republicano*, n°106, 7 février 1894, p. 541.
[1570] « Fervor patriótico », *El Republicano*, n°88, 2 décembre 1893, p. 453 ; « Patriotismo y cordura », n°89, 6 décembre 1893, p. 457 ; « Crónica general », n°91, 13 décembre 1893, p. 469 ; « Crónica general », n°98, 10 janvier 1894, p. 504 ; « Notas y hojas sueltas », n°92, 16 décembre 1893, p. 476 ; et n°92, 16 décembre 1893, p. 477.
[1571] « Protesta », *El Republicano*, n°91, 13 décembre 1893, p. 471 ; « Crónica general », n°94, 23 décembre 1893, p. 484 ; « Documentos patrióticos », n°94, 23 décembre 1893, p. 486 ; « Documentos patrióticos », *El Republicano*, n°94, 6 janvier 1894, p. 501.

Guayaquil considère que « ante el extranjero no hay más que un espíritu y un solo interés: el espíritu y el interés de la honra nacional »[1572]. Celle du Pichincha insiste sur la « perfecta armonía de ideas entre los individuos del Directorio, aunque pertenecientes a los diversos partidos políticos de la República »[1573].

Cordero n'hésite pas à solliciter le soutien de ses adversaires pour régler la crise diplomatique. Le 27 décembre 1893, il nomme Pedro Carbo envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire au Pérou, bien que celui-ci refuse en raison de son état de santé. Cordero confie alors la légation de Lima au général Julio Castro[1574]. Le 4 janvier, il nomme Camilo Ponce ministre plénipotentiaire, avec la mission de négocier un nouvel accord sur les frontières avec Emilio Bonifaz, à Quito. Il désigne Clemente Ponce secrétaire de son oncle[1575]. Quand le vice-président Pablo Herrera démissionne cinq mois avant la fin de son mandat, Cordero le nomme, le 25 janvier, ministre de l'Intérieur et des Affaires étrangères[1576]. Il lui confie la diplomatie équatorienne en raison de son expertise sur les questions frontalières, car c'est lui qui a négocié avec le Pérou le traité Herrera-García. Cordero envoie également en Bolivie Lorenzo Peña, nommé ministre plénipotentiaire[1577]. Dans ce contexte, le journal progressiste *El Republicano* annonce la fin, du moins provisoire, des luttes partisanes : « Desaparecieron todas las disensiones; se unificaron los intereses. […] Podemos los hijos del Ecuador exclamar *¡Ya no hay partidos!* Tan uniforme es hoy la opinión pública en todas las comarcas del territorio nacional! El pueblo se arremolina en torno al Gobierno con un fervor sin precedente »[1578]. Le journal insiste sur l'unité affichée du peuple équatorien : « Se eliminó toda discrepancia de opiniones, y el partido llegó a ser uno solo, con el hermoso nombre de *Sociedad Ecuatoriana*. Millón y medio de republicanos se pusieron en torno al Gobierno, sin más que un deseo, la ventura de la Nación »[1579].

Le Saint-Siège et la Colombie proposent leurs bons offices pour éviter un conflit armé[1580]. Grâce à leur médiation, la perspective de la guerre s'éloigne progressivement. Les tensions retombent le 2 mars 1894, lorsque l'envoyé du Pérou est reçu par le président. Emilio Bonifaz attribue l'agitation nationaliste de part et d'autre de la frontière à plusieurs malentendus,

[1572] « Fervor patriótico », *El Republicano*, n°88, 2 décembre 1893, p. 453.
[1573] « Patriotismo y cordura », *El Republicano*, n°89, 6 décembre 1893, p. 457.
[1574] *Diario Oficial*, n°238, 29 janvier 1894, p. 1946 ; et n°240, 5 février 1894, p. 1957-1958.
[1575] *Diario Oficial*, n°232, 10 janvier 1894, p. 1893 ; et n°235, 20 janvier 1894, p. 1918.
[1576] *Diario Oficial*, n°239, 30 janvier 1894, p. 1949.
[1577] *Diario Oficial*, n°244, 16 février 1894, p. 1991-1992.
[1578] « No hay partidos », *El Republicano*, n°97, 6 janvier 1894, p. 497.
[1579] « Legítima complacencia », *El Republicano*, n°106, 7 février 1894, p. 541.
[1580] *Diario oficial*, n°230, 30 décembre 1893, p. 1880-81.

« comentarios apasionados […], invenciones sugeridas por la exaltación, apreciaciones falsas, desconfianzas injustas »[1581]. Il loue les efforts des deux pays pour trouver une issue pacifique au différend. Il annonce également que le gouvernement péruvien déplore les agressions commises contre les diplomates équatoriens et qu'il compte sur le pouvoir judiciaire pour punir les coupables[1582]. À Lima, Julio Castro tient un discours semblable auprès du président Remigio Morales Bermúdez[1583]. Cordero est satisfait des explications du ministre péruvien et rappelle qu'au plus fort des tensions, il s'est employé à protéger la légation péruvienne à Quito, à interdire les manifestations hostiles au Pérou ou à les désapprouver explicitement lorsqu'il n'a pas pu les éviter[1584]. Le jour même, la Junte patriotique du Pichincha considère que les incidents avec le Pérou sont clos[1585].

Néanmoins, les négociations entre les deux pays sont interrompues au bout de quelques mois. Au Pérou, la mort du président Morales Bermúdez ouvre une période de guerre civile jusqu'au triomphe de Nicolás de Piérola en 1895. En Équateur, à partir de la tenue du Congrès en juin 1894, Camilo Ponce et son neveu Clemente consacrent leurs énergies à combattre le pouvoir progressiste. En décembre, l'affaire de l'*Esmeralda* éclate à Guayaquil, poussant le président à la démission, et débouche sur la guerre civile de 1895. L'évolution drastique du contexte politique, de part et d'autre, empêche les progressistes de régler le différend frontalier avec le Pérou, qui restera en suspens pendant plus d'un siècle, jusqu'à la signature du traité de paix de 1998.

2) Le retour des tensions (1894)

L'esprit de concorde nationale aura duré trois mois à peine, de novembre 1893 à mars 1894. Une fois apaisées les tensions avec le Pérou, les rivalités entre les trois courants, progressiste, conservateur et libéral, reprennent de plus belle. En effet, la présidence de Cordero révèle l'épuisement de la tentative de voie moyenne, manifeste en 1894 lors de la réunion du Congrès,

[1581] « Recepción diplomática », *El Republicano*, n°113, 3 mars 1894, p. 581.
[1582] *Ibid*.
[1583] « Boletín de *El Republicano* n°10 », *El Republicano*, n°119, 28 mars 1894, p. 611.
[1584] « Recepción diplomática », *El Republicano*, n°113, 3 mars 1894, p. 582.
[1585] « El Directorio de la junta patriótica de Pichincha a la Nación », *El Republicano*, n°113, 3 mars 1894, p. 582.

devenu « una especie de termómetro del incendio político, atizado por una oposición no siempre razonable »[1586]. Il convient de comprendre comment quatre initiatives parlementaires en particulier marquent le retour des tensions. La première initiative, l'expulsion du radical Felicísimo López du Sénat pour cause d'excommunication, fait craindre le retour à un régime garciano-clérical. Les trois autres, la suspension du service de la dette, la suppression du ministère des Travaux publics et la condamnation du ministre des Finances, Francisco Andrade Marín, illustrent la renaissance de la fusion. C'est surtout dans la Chambre des députés que cette alliance est visible. En effet, Segundo Álvarez Arteta, curé d'Ambato, conservateur orthodoxe, n'hésite pas à agir de concert avec les députés libéraux, notamment Luis Cabeza de Vaca, pour affaiblir le gouvernement.

Après la reprise des travaux parlementaires, la commission chargée d'habiliter les sénateurs élus, formée par le père Julio Matovelle, le progressiste Miguel Castillo et le libéral Adolfo Páez, présente un rapport réclamant l'exclusion de la Chambre de Felicísimo López, élu de la province d'Esmeraldas, pour avoir été excommunié par l'évêque de Portoviejo, Pedro Schumacher, en 1890[1587]. Seuls Matovelle et Castillo signent le rapport, auquel Páez s'oppose fermement. Matovelle justifie l'expulsion en signalant qu'un excommunié ne peut pas exercer de fonction publique, les fidèles entrant en contact avec un excommunié commettant en effet un péché mortel. Ces dispositions liées à l'excommunication sont valables, non seulement en vertu du droit canonique, mais également d'un point de vue civil et politique : le pays étant officiellement catholique, tout citoyen est tenu de respecter les lois de l'Église. Matovelle invoque aussi la Constitution et le Concordat pour légitimer la supériorité du droit canonique sur le droit civil[1588]. Le sénateur Páez rétorque : « absurdamente contradictorio es que a la Iglesia a quien le debemos protección, como a subordinada, la convirtamos en la potencia absoluta ante la cual hemos de sacrificar el poder temporal y todas las garantías naturales y sociales »[1589]. Il rappelle que, selon la constitution en vigueur, contrairement à la celle de 1869, il n'est pas nécessaire d'être catholique pour être citoyen équatorien[1590].

Après débat long et houleux, Felicísmo López est exclu du Sénat par quatorze voix contre six[1591], dont la moitié sont celles des sénateurs ecclésiastiques : Miguel León, Julio Matovelle,

[1586] CÁRDENAS REYES, María Cristina, *El progresismo azuayo*, *op. cit.*, p. 289.
[1587] Cf. chapitre 2, section I, 3.
[1588] APL, Actas del Congreso ordinario de 1894, Cámara del Senado, 20 juin, p. 35.
[1589] *Ibid.*, p. 40.
[1590] *Ibid.*, p. 41.
[1591] *Ibid.*, p. 72.

Juan Bernardo León, Gregorio Cordero, Arsenio Castillo et José María Santistevan. Federico González Suárez, représentant de l'aile modérée de l'Église, quoique présent en début de séance, n'intervient pas dans les débats et quitte la Chambre au moment du vote[1592]. Les sénateurs libéraux, Adolfo Páez, Constantino Fernández, Francisco Montalvo, Manuel Larrea, David Rodas et Alejandro Gómez de la Torre, s'opposent en vain à l'exclusion de López[1593].

L'évêque de Portoviejo se réjouit de la decisión du Sénat, qui permet, à ses yeux, de préserver l'identité catholique des institutions : « el Senado de esta República, fiel y firme en su conciencia católica, juzgó deber excluir de su seno a un sujeto que había jurado trabajar con la secta masónica para derribar el edificio católico en el Ecuador »[1594]. Il remet également en question la légitimité politique des deux sénateurs d'Esmerladas, Adolfo Páez et Felicísimo López, selon lui, indignes de représenter un peuple catholique : « Triste y profundamente vergonzoso para toda la provincia era ya en sí mismo el solo hecho de verse representada por un enemigo declarado de nuestra santa Religión, y por otro sujeto más, conocido por sus blasfemias contra el Santísimo Sacramento y la Madre de Dios »[1595]. Le débat autour de l'habilitation de López illustre la volonté de l'Église d'exclure ses adversaires de l'espace public, mais aussi sa conception d'une citoyenneté fondée sur le catholicisme romain[1596].

L'expulsion de López suscite, évidemment, l'indignation unanime des libéraux. Après le vote, Páez et Fernández condamnent la décision du Sénat, qu'ils qualifient d'acte arbitraire, contraire à la Constitution[1597]. Les libéraux de l'Azuay et ceux de Quito s'émeuvent également de l'incident[1598]. La presse de Guayaquil, majoritairement libérale, se montre tout aussi critique, comme en témoigne une compilation d'articles des journaux du port principal publiée à Quito[1599]. L'ampleur de cette réaction s'explique aussi par le fait que López est, à l'époque, le rédacteur en chef du *Diario de avisos*. Son exclusion est vue comme une attaque contre la liberté d'expression, la Constitution et la souveraineté populaire.

[1592] *Ibid*., p. 33 ; et *El Senado de 1894. Reprobación unánime de la prensa nacional*. Quito, Imprenta de *El Siglo*, 1894, p. 4.
[1593] *Ibid*.
[1594] « Vigésima Carta pastoral del Ilmo. Rmo. Señor Obispo de Portoviejo », *Boletín eclesiástico*, n°12, 16 janvier 1895, p. 23.
[1595] *Ibid*., p. 23.
[1596] CÁRDENAS REYES, María Cristina, *El progresismo azuayo*, *op. cit.*, p. 2291-292.
[1597] APL, Actas del Congreso ordinario de 1894, Cámara del Senado, 20 juin, p. 72-73.
[1598] *Protesta*, Quito, Imprenta de *El Siglo*, 1894, signée notamment par les membres du Directoire national (Luis Felipe Borja, Miguel Valverde, Rafael Rodríguez Maldonado, Lino Cárdenas, Manuel J. Calle, Julio Andrade, Modesto Peñaherrera et Belisario Albán Mestanza) ; et Los liberales del Azuay, *Pro patria*, Imprenta del Pueblo, Cuenca, 1894.
[1599] *El Senado de 1894*, *op. cit.*

Pour les journaux de Guayaquil, un évêque, étranger qui plus est, ne saurait suspendre, à travers un acte d'excommunication, les droits politiques d'un citoyen équatorien sans violer la Constitution.[1600]. *El Tiempo*, le *Diario de avisos*, *El Iris*, *El Imparcial*, *Los Andes* et les libéraux de Quito et de l'Azuay, considèrent que la Constitution a été trahie[1601]. À leurs yeux, la décision du Sénat signifie même la mise à mort des valeurs de la République[1602] : ils invoquent le despotisme et la dictature[1603] ; ils dénoncent le fanatisme et l'intransigeance du clergé et des conservateurs[1604], qualifiant l'ordre établi de théocratie[1605]. *La Nación* déplore « los extravíos del clericalismo sin freno »[1606], *El Globo* la « tiranía monacal »[1607], et *El Iris* « [el] absolutismo monacal más bárbaro y salvaje que jamás se haya entronizado en el Ecuador »[1608]. L'incident inspire des diatribes anticléricales fustigeant l'intervention du clergé dans les affaires publiques et l'alliance entre l'Église et l'État[1609].

C'est aussi le gouvernement progressiste qui est mis en cause. Les libéraux de l'Azuay considèrent l'exécutif complice de l'exclusion de López : « Atentado tan monstruoso, tan inaudito, se ha cometido a presencia del primer Magistrado de la República. […] Sí, sí — digámoslo de una vez —: esta iniquidad de lesa Patria se ha consumado teniendo por cómplice al Poder Ejecutivo de la Nación! »[1610] *El Tiempo* et *El Iris* désignent également Cordero comme le principal responsable[1611]. En effet, l'apaisement des relations avec l'Église sous Cordero et le silence de l'exécutif sur l'incident rendent le président complice aux yeux des libéraux. Son secrétaire, Francisco Ignacio Salazar Gangotena, dirige le journal semi-officiel *El Republicano*, une des principales publications progressistes du pays. Or celui-ci ne fait aucune mention du débat. De plus, deux sénateurs proches du gouvernement soutiennent explicitement l'exclusion de López, le prêtre Gregorio Cordero, frère du président, et Francisco Ignacio Salazar, père de son secrétaire. Plus généralement, les sénateurs progressistes ont voté

[1600] *Ibid*., p. 12 et 29.
[1601] *Protesta*, *op*. *cit*. ; Los liberales del Azuay, *op*. *cit*. ; *El Senado de 1894*, *op*. *cit*., p. 10-12, 22-24, 27, 29-30 et 38.
[1602] *El Globo*, *Los Andes* et *El Tiempo* dans *Ibid*., p. 16-18, 24 et 37 ; *Protesta*, *op*. *cit*. ; et Los liberales del Azuay, *op*. *cit*.
[1603] *Ibid*. ; et *El Tiempo* et le *Diario de avisos* dans *El Senado de 1894*, *op*. *cit*., p. 10, 29et 35.
[1604] *El Tiempo*, *El Globo*, *Los Andes* et *El Iris*, *ibid*., p. 12, 17-18, 24, 27 et 35.
[1605] *Diario de avisos*, *El Globo*, *El Tiempo* dans *Ibid*., p. 15, 17, 29 et 36.
[1606] *Ibid*., p. 20.
[1607] *Ibid*., p. 17.
[1608] *Ibid*., p. 28.
[1609] *El Tiempo* et *El Iris* dans *Ibid*., p. 10 et 25-26.
[1610] Los liberales del Azuay, *op*. *cit*.
[1611] *El Senado de 1894*, *op*. *cit*., p. 25 et 35.

l'expulsion : outre Cordero et Salazar, Elías Laso, Benjamín Chiriboga et Miguel Castillo[1612]. *El Tiempo* accuse alors le progressisme de tous les vices :

> El *progresismo* imperante es la causa eficiente de los escándalos que está dando la Cámara del Senado, porque la mayoría de esa Cámara es hechura de los progresistas. El *progresismo* que hace Presidentes, con la misma facilidad hace Congresos, y las inconstitucionalidades y ridiculeces de esos Congreso son la acción refleja del predominio progresista. El *progresismo* es el responsable de todas las calamidades públicas habidas y por haber[1613].

L'incident non seulement suscite l'ire de la presse libérale, mais provoque aussi une manifestation fin juin à Guayaquil, aux cris de « ¡Abajo el Concordato! ¡Mueran los frailes! ¡Muera el fanatismo! ¡Abajo la Cámara de Senadores! y entusiastas vivas al doctor López »[1614].

Des expressions extrêmes, voire provocatrices, se multiplient dans le discours libéral. *El Globo* considère que, tôt ou tard, l'évêque Schumacher paiera pour ses actions[1615]. Les libéraux de la capitale annoncent qu'ils sont disposés à mourir pour défendre les institutions républicaines[1616.] Pour *El Iris*, « toca al Pueblo Ecuatoriano saber si se habrá de resignar con la mansedumbre de un *cordero* a soportar esta nueva y ominosa coyunda. […] Los pueblos como los individuos, si tienen su triste y oscuro Calvario tienen también su gloriosa Resurrección! La hora sonará! »[1617]. *El Globo* ajoute : « No quede piedra sobre piedra, antes que permitir que la Constitución sea un mito y la Ley juguete para los tiranos de sotana »[1618]. Il n'y a pas encore d'appels à la lutte armée contre le régime en place, mais le ton menaçant traduit une profonde défiance envers les institutions de l'État *terrateniente*. Malgré la nomination du libéral Alejandro Cárdenas, membre du Directoire national, comme ministre des Finances, la rupture entre le progressisme et la majeure partie du courant libéral semble consommée.

L'incident montre, plus généralement, à quel point l'élite de Guayaquil est désormais consciente de son identité et de sa puissance. Les journaux du port principal insistent sur l'exceptionnalité politique de la ville face à une *Sierra* considérée comme arriérée. *El Tiempo*, *El Globo* et *El Iris* estiment que Guayaquil doit donner l'exemple en condamnant unanimement

[1612] *Ibid.*, p. 4.
[1613] *Ibid.*, p. 33.
[1614] *Ibid.*, p. 32.
[1615] *Ibid.*, p. 17.
[1616] *Protesta, op. cit.*
[1617] *El Senado de 1894, op. cit.*, p. 26-27.
[1618] *Ibid.*, p. 18.

l'exclusion de López[1619]. Le *Diario de avisos* va bien plus loin en accusant d'archaïsme les idées dominantes dans la *Sierra*, lesquelles entravent le progrès de la Côte : « las ideas estacionarias de la Edad Media que predominan en la Sierra son un anacronismo. […] La Sierra, que es el vientre, tiene la pretensión de ser cabeza, sin reparar que en sus ideales y puntos de mira, la Costa la ha dejado muy atrás »[1620]. La réaction de la presse de Guayaquil annonce la reconfiguration régionale bipolaire Côte-*Sierra* qui se substituera, à partir de 1895, à l'équilibre traditionnel autour des trois principales villes, Guayaquil, Quito et Cuenca[1621].

Les libéraux ne se contentent pas de critiquer le gouvernement dans la presse, mais le combattent également au Parlement, où ils n'hésitent pas à s'allier aux conservateurs, comme en témoignent trois initiatives parlementaires : la suspension du service de la dette, la suppression du ministère des Travaux public et la condamnation du ministre des Finances, Francisco Andrade Marín.

En 1894, dans les mois qui précèdent la tenue du Congrès, les critiques contre la restructuration de la dette approuvée pendant le mandat de Flores s'intensifient, notamment à Guayaquil, où l'augmentation de dix points des droits d'importation, votée en 1890 pour financer le service de la dette, mécontente les commerçants[1622]. En juin 1894, quelques jours après le début de la session parlementaire, plusieurs députés, dont le conservateur Álvarez Arteta et le libéral Cabeza de Vaca, présentent un projet suspendant les accords de 1854 et 1890 sur la dette externe. Il est adopté sans difficultés le 30 juin, aucun député ne prenant la parole pour défendre l'accord de 1890[1623]. Plusieurs arguments sont avancés pour en justifier la suspension. Les députés considèrent que, malgré la conversion de la dette, les taux d'intérêts demeurent excessifs, d'autant plus qu'ils sont calculés en livres sterlings et que le sucre s'est largement déprécié à cause de la crise internationale de l'argent. Pour faire face à ses obligations à l'étranger, le gouvernement, faute de moyens, doit s'endetter davantage encore auprès des banques équatoriennes. Par ailleurs, l'augmentation des droits d'importation s'est révélée insuffisante. Le gouvernement doit alors utiliser ses propres fonds pour tenir ses engagements à l'étranger, au détriment des besoins nationaux[1624].

[1619] *Ibid.*, p. 12, 18 et 27.
[1620] *Ibid.*, p. 13-14.
[1621] Cf. chapitre 9, section III, 2.
[1622] CÁRDENAS REYES, María Cristina, *El progresismo azuayo*, *op. cit.*, p. 287-288.
[1623] APL, Actas del Congreso ordinario de 1894, Cámara de Diputados, 19 juin, p. 40-41 , et 30 juin, p. 117-158.
[1624] *Ibid.*, p. 119, 122-124, 128, 133 et 143.

Au Sénat, les progressistes Gregorio Cordero, Francisco Ignacio Salazar et Elías Laso s'opposent au projet. Malgré leurs objections, le décret suspendant l'accord Flores-Chambers est approuvé[1625]. Nous l'avons vu, les conservateurs craignent l'endettement extérieur car ils y voient un instrument de pénétration d'un capitalisme jugé comme une menace contre le monde de l'*hacienda* traditionnelle. Pour sa part, l'élite libérale de Guayaquil rejette l'augmentation des droits d'importation. Par ailleurs, le secteur bancaire du port principal est le premier créditeur de l'État. L'oligarchie agro-commerciale côtière craint donc que l'accord de 1890 ne fasse passer la dette intérieure au second plan, face aux obligations de l'État envers le Conseil des porteurs d'obligations[1626]. Ainsi, conservateurs et libéraux s'unissent-ils pour isoler le progressisme et suspendre l'accord Flores-Chambers de 1890.

Non content d'imposer à l'exécutif la suspension du service de la dette, le Parlement décide également de dissoudre le ministère des Travaux et du Crédit publics, crée deux ans auparavant[1627]. La décision du Congrès illustre l'hostilité à la fois des libéraux et des conservateurs à financer les voies de communication par des emprunts internationaux. Nous l'avons évoqué, les conservateurs craignent l'endettement étranger qu'ils voient comme une menace de déstabilisation de l'ordre économique et social en vigueur. Quant aux libéraux, ils ne s'y opposent pas sur le principe, mais préfèrent financer les infrastructures par des capitaux nationaux, surtout après l'échec des projets de chemin de fer[1628].

Pour sa part, l'exécutif s'oppose à la suppression du ministère des Travaux publics. Le 8 août, Cordero met son veto en invoquant plusieurs arguments[1629]. Il souligne l'utilité du ministère, qui mobilise des fonds importants : l'exécutif a investi presque neuf cent mille sucres dans les travaux publics en deux ans. Le gouvernement a également besoin du ministère pour la construction du chemin de fer du sud, conformément à la loi votée en 1892, car le Parlement n'a jusqu'alors retenu aucune proposition d'entrepreneurs privés. Cordero estime qu'une institution centrale est de toute façon nécessaire pour organiser les travaux publics. Par ailleurs, il souhaite maintenir un ministère dédié au Crédit public, surtout après l'approbation par le Parlement de la nouvelle suspension du service de la dette, qui oblige le gouvernement à trouver un nouvel accord avec les porteurs d'obligations. À ses yeux, enfin, les économies justifiant le

[1625] APL, Actas del Congreso ordinario de 1894, Cámara del Senado, 12 juillet, p. 218-221; et 17 juillet, p. 288-297.
[1626] Cf. chapitre 3, section III, 1.
[1627] APL, Actas del Congreso ordinario de 1894, Cámara del Senado, 16 juillet, p. 267-269.
[1628] Cf. chapitre 3, section II, 2 ; et chapitre 7, section III, 2.
[1629] *Diario Oficial*, n°298, 7 septembre 1894, p. 2434.

projet de suppression seraient insignifiantes. La somme prévue en 1892 pour le fonctionnement du ministère des Travaux et du Crédits publics est de neuf mille sucres par an à peine[1630]. Cordero non seulement s'oppose à la suppression du ministère, mais demande même la création d'un nouveau, consacré aux Affaires étrangères, alors que la question frontalière avec le Pérou n'est pas encore réglée et que l'échec du traité Herrera-García implique la négociation d'un nouvel accord.

Or la Chambre des députés refuse à l'unanimité de traiter les objections de l'exécutif, car elle considère que le président les a présentées hors délai[1631]. Le ministre de l'Intérieur, Pablo Herrera, prie le Congrès extraordinaire, réuni à partir du 11 août, d'analyser le veto présidentiel, mais la Chambre des députés campe sur ses positions. Le décret supprimant le ministère des Travaux et du Crédit publics est alors publié dans le journal officiel le 7 septembre[1632]. Le rejet à l'unanimité du veto présidentiel révèle la force croissante de l'opposition conservatrice et libérale, qui parvient à mettre le gouvernement de Cordero en difficulté. Elle montre également l'isolement du progressisme, débordé sur sa droite et sur sa gauche.

L'attaque la plus grave contre le gouvernement de Cordero est la condamnation par le Parlement de Francisco Andrade Marín, ministre des Finances depuis 1893. La Chambre des députés formule trois chefs d'accusation à son encontre. Il lui est reproché de ne pas avoir présenté le bilan comptable de l'année 1893 à la Cour des Comptes dans les délais prévus par la loi. De plus, il n'aurait pas envoyé à la Chambre des députés les comptes des sommes mobilisées pour la défense nationale dans le cadre des mesures d'exception, malgré les multiples requêtes de cette dernière. Enfin, il est accusé d'avoir consacré le produit du sel, destiné à la construction du chemin de fer du sud, à des dépenses courantes. Le projet de censure contre Andrade Marín est signé par des députés libéraux, tels Julio Fernández et Cabeza de Vaca, et des conservateurs dont Alberto Muñoz Vernaza et Álvarez Arteta[1633]. Trois jours plus tard, après un long débat au sein des deux Chambres réunies en Congrès, l'accusation est approuvée avec une majorité d'une voix[1634]. Andrade Marín est donc condamné. Selon l'article 53 de la Constitution, un ministre censuré par le Parlement est destitué et ne peut accepter aucun portefeuille jusqu'à la réunion de la législature suivante, soit en 1896 dans le cas d'Andrade Marín.

[1630] *Diario Oficial*, numéro extraordinaire, 22 septembre 1892, p 6.
[1631] APL, Actas del Congreso ordinario de 1894, Cámara de Diputados, 8 août, p. 82-83.
[1632] *Diario Oficial*, n°298, 7 septembre 1894, p. 2433-2435.
[1633] APL, Actas del Congreso ordinario de 1894, Congreso pleno, 3 juillet, p. 40-41.
[1634] APL, Actas del Congreso ordinario de 1894, Congreso pleno, 6 juillet, p. 90.

Pour les opposants les plus radicaux au progressisme, cette condamnation est insuffisante. Le juriste Clemente Ponce, présente une nouvelle accusation visant non seulement à condamner une deuxième fois Andrade Marín, mais aussi les deux anciens ministres des Finances de Cordero, Gabriel Jesús Núñez et Vicente Lucio Salazar[1635]. Il leur est de nouveau reproché d'avoir détourné de sa destination une partie du produit du sel. Comme la Chambre des députés n'approuve pas le projet de censure proposé par Ponce, le conservateur Álvarez Arteta décide de le reprendre à son compte, avec le soutien du libéral Cabeza de Vaca[1636]. C'est surtout Salazar qui fait l'objet des attaques les plus virulentes. À la fin d'un débat houleux, le projet visant à censurer une deuxième fois Andrade Marín et à condamner Núñez et Salazar est rejeté.

Cependant Salazar n'est blanchi qu'avec une majorité de deux voix[1637]. Salazar est un conservateur suscitant la méfiance du camp libéral. Presque tous les députés libéraux votent en faveur de sa condamnation[1638]. L'hostilité envers Salazar est également vive parmi les conservateurs. Elle s'explique par ses liens avec le progressisme. Salazar est le candidat du courant conservateur aux élections vice-présidentielles de janvier 1894, qu'il remporte face au candidat progressiste, Pedro Lizarzaburu, et au libéral, Julio Castro. Le Congrès le proclame vice-président le 16 juin[1639]. Cependant, il a collaboré activement avec les gouvernements progressistes, notamment celui de Caamaño, honni par les libéraux, et celui de Cordero, combattu par la fusion, en tant que ministre des Finances, de 1883 à 1888, puis en 1893, et de l'Intérieur, en 1893 également. Lors des élections de 1892, il préfère soutenir Cordero plutôt que Ponce, ce qui lui vaut la défiance des conservateurs. En outre, dans son discours d'investiture à la vice-présidence, il demande au Parlement de mettre en place l'étalon-or, mesure exigée par les commerçants et les banquiers de Guayaquil, mais combattue par les *terratenientes* andins[1640] ; cette ouverture face au courant libéral modéré suscite la méfiance des conservateurs les plus orthodoxes. Certains d'entre eux le combattent même lorsqu'il accède au pouvoir après la démission de Luis Cordero le 16 avril 1895, du moins les premiers jours[1641]. Le pragmatisme de Salazar aurait pu lui valoir le soutien à la fois des conservateurs et des libéraux. Or, ceux-ci y voient, au contraire, une marque d'indéfinition politique. Plus généralement, en s'employant à faire condamner les collaborateurs du progressisme, la fusion

[1635] APL, Actas del Congreso ordinario de 1894, Cámara de Diputados, 11 juillet, p. 230-233.
[1636] APL, Actas del Congreso ordinario de 1894, Cámara de Diputados, 26 juillet, p. 30-35.
[1637] APL, Actas del Congreso extraordinario de 1894, Cámara de Diputados, 12 août, p. 32, 77 et 79.
[1638] *Ibid*., p. 79.
[1639] APL, Actas del Congreso ordinario de 1894, Congreso pleno, 16 juin, p. 15.
[1640] « Crónica general », *El Republicano*, n°133, 27 juin 1894, p. 672.
[1641] Cf. chapitre 9, sections I, 4 et III, 1.

cherche à envoyer un signal aux conservateurs et aux libéraux qui seraient tentés de rejoindre le gouvernement de Cordero. Elle cherche ainsi à isoler et à affaiblir le progressisme.

En somme, pendant la session parlementaire de 1894, le gouvernement de Cordero ne fait qu'accumuler les revers. Il doit faire face à une obstruction parlementaire systématique de la part de la fusion. Cette dernière resserre son étau sur le progressisme, qui s'en trouve paralysé. Le Congrès de 1894 illustre l'épuisement de la voie médiane incarné par le progressisme, désormais complètement isolé et privé de soutiens au Parlement.

Conclusion

La fusion, cette alliance de prime abord contre-nature entre conservateurs et libéraux, créée pour vaincre les progressistes aux élections présidentielles de 1892, révèle l'état de décomposition de la coalition qui avait jusque-là permis au progressisme de conquérir le pouvoir puis de s'y maintenir. En effet, cette coalition qui rassemblait conservateurs ultramontains, conservateurs modérés et libéraux-catholiques, et que Juan León Mera avait appelée de ses vœux en 1883, semble désormais moribonde. Les conservateurs garciens, partisans de Ponce, s'opposent vivement aux progressistes qui soutiennent Francisco Javier Salazar puis Luis Cordero. Or ni les conservateurs ni les progressistes sont capables de remporter les élections sans le soutien d'une fraction du libéralisme. À notre sens, l'alliance entre certains libéraux modérés et Cordero n'est pas surprenante, dans la mesure où ce dernier représente le courant libéral-catholique ayant autrefois combattu García Moreno. En revanche, la coalition entre libéraux et conservateurs a de quoi étonner. En réalité, les conservateurs sont conscients que, depuis la disparition de García Moreno, il leur est impossible de regagner seuls le pouvoir. Ils sont donc disposés à des concessions envers d'autres courants, y compris le libéralisme. En 1883, ils s'étaient alliés aux progressistes pour renverser Veintemilla. Lorsqu'ils commencent à voir dans le progressisme une menace, ils forment une alliance avec une partie des libéraux, pour les élections de 1892.

La fusion avec les libéraux a trois conséquences. Tout d'abord, elle met les progressistes en grande difficulté, notamment en 1894, lors de la réunion du Parlement, qui vote l'abrogation de plusieurs réformes progressistes. Cordero semble incapable d'empêcher l'obstruction systématique du Congrès. Le progressisme cesse alors d'incarner une alternative viable face au conservatisme et au libéralisme. Par ailleurs, la fusion entérine la rupture désormais irréversible entre les conservateurs et les progressistes. Les libéraux profiteront de ces divisions pour s'emparer du pouvoir en 1895. Enfin, l'alliance de deux courants aux intérêts antagoniques, le conservatisme et le libéralisme, révèle l'isolement croissant du progressisme, dépassé à la fois sur sa droite et sur sa gauche. Il ne compte donc pas d'alliés lorsque l'affaire de l'*Esmeralda* éclate en décembre 1894. La crise politique qui s'ensuit, donne l'occasion aussi bien aux conservateurs qu'aux libéraux de renverser le gouvernement de Cordero.

Dans ce contexte, la transaction négociée que représentait le progressisme entre le monde de l'*hacienda* traditionnelle et la jeune oligarchie côtière ne satisfait plus l'élite de Guayaquil, qui aspire à jouer un rôle politique de premier plan au niveau national. Elle craint, en effet, que la paralysie du progressisme ne débouche, au contraire, sur le retour à un régime garcien. À ses yeux, le triomphe des conservateurs aux élections vice-présidentielles de 1894 puis l'expulsion de Felicísimo López du Sénat en sont les premiers signes. Il devient pour elle urgent de parvenir au pouvoir et de réformer les institutions dans un sens plus favorable à ses intérêts économiques. Ainsi, avant même la crise de 1895, la presse libérale de Guayaquil remet-elle déjà en cause la légitimité des institutions en place, qu'elle considère comme un obstacle à la prospérité du Littoral. En 1894, après l'expulsion de López, *El Iris* critique la composition du Sénat, « fruto de una elección corrompida y bastardeada »[1642]. La même année, le *Diario de avisos* propose deux solutions politiques pour préserver les intérêts du port principal : établir un système fédéral formé par les trois anciens départements, ceux de Quito, de Cuenca et de Guayaquil, ou transférer le siège du Congrès sur la Côte, une région bien plus ouverte au changement que la *Sierra*, selon le journal[1643]. Lorsque l'affaire de l'*Esmeralda* déstabilise le gouvernement de Cordero, en 1895, l'élite de Guayaquil n'a donc plus l'intention de défendre un État *terrateniente* jugé archaïque et incapable de la représenter.

[1642] *El Senado de 1894, op. cit.*, p. 27.
[1643] *Ibid.*, p. 14.

Chapitre 9 : L'effondrement de l'État oligarchique *terrateniente* (1894-1895)

C'est en réalité un évènement mineur qui entraîne l'effondrement de l'État oligarchique *terrateniente* : l'affaire de l'*Esmeralda*, connue également comme « la vente du drapeau »[1644]. Pendant la guerre avec la Chine, le Japon souhaite se doter d'un navire de combat. Son intermédiaire, la Maison Flint, située à New York, lui suggère d'acheter le croiseur chilien *Esmeralda*. Or, comme le Chili ne peut pas le vendre, car il a déclaré sa neutralité dans le conflit, Flint conseille la vente simulée du croiseur à un pays tiers, de préférence allié, qui le remettra ensuite au Japon : l'Équateur, qu'une hostilité commune envers le Pérou rapproche du Chili. Flint contacte le consul équatorien à New York, Modesto Solórzano, pour lui soumettre les détails de la proposition. L'Équateur prêterait son drapeau à l'*Esmeralda*, qui partirait de Valparaiso, passerait par le port de Chatam sur les îles Galápagos, et serait remis aux Japonais à Honolulu. En échange de ce service, le Chili promet son assistance à l'Équateur en cas de conflit avec le Pérou.

Le 16 octobre 1894, Solórzano envoie la proposition à Caamaño, qui la transmet au président, en lui conseillant d'accepter la transaction. Il rappelle l'importance de consolider l'alliance avec le Chili, qui a déjà fourni à l'Équateur des armes lorsque la guerre avec le Pérou semblait imminente entre 1893 et 1894. Les autorités chiliennes exigent d'ailleurs que cette dette soit remboursée[1645]. Le président, après avoir consulté son cabinet, rejette la proposition chilienne par peur d'éventuels incidents diplomatiques. Le gouvernement se limite à ordonner au consul équatorien à Valparaiso, Luis Noguera, de proposer au Chili l'achat de l'*Esmeralda*, après un

[1644] Nous nous attarderons avant tout sur les conséquences de l'affaire plutôt que sur cette dernière en tant que telle, dont plusieurs analyses détaillées sont disponibles dans, par exemple, ALBORNOZ PERALTA, Oswaldo, *Ecuador: luces y sombras del liberalismo*, Quito, El duende, 1989, p. 31-36 ; MUÑOZ VICUÑA, Elías, *La guerra civil ecuatoriana de 1895. Una epopeya de la revolución burguesa antifeudal. El triunfo del partido radical de Eloy Alfaro*, Guayaquil, Litografía e Imprenta de la Universidad de Guayaquil, 1987, p. 37-95 ; et ORTIZ CRESPO, Gonzalo, *La incorporación del Ecuador al mercado mundial*, *op. cit.*, p. 285-289.

[1645] CORDERO, Luis, *A mis conciudadanos*, Cuenca, Imprenta de José Mª Monteinos e hijos, 1896, p. 9 et 13.

voyage d'essai de Chatam à Honolulu, pendant lequel le croiseur battrait pavillon équatorien, afin que le gouvernement puisse prendre une décision en connaissance de cause. La vente à un pays tiers n'est pas envisagée et le voyage d'essai n'engage en rien l'Équateur, qui se réserve le droit de ne pas conclure le marché[1646].

Cependant, c'est la proposition initiale du Chili que les consuls mettent en œuvre. Solórzano signe le contrat entre le Japon et l'Équateur le 23 novembre à New York et Noguera celui entre le Chili et l'Équateur le 30 à Valparaiso[1647]. Le Japon paie directement le Chili en déposant deux cents mille livres à la Banque Rostchild à Londres. L'*Esmeralda* quitte Valparaiso en battant pavillon équatorien, se rend à Chatam puis à Honolulu où il est remis aux autorités japonaises. La Maison Flint, dont les Stagg sont des associés, a vraisemblablement l'intention de payer une commission à Caamaño pour ses bons offices[1648]. Ce dernier communiquait d'ailleurs directement avec la compagnie, à l'insu de Cordero[1649].

À partir du 4 décembre, la presse de Guayaquil révèle les circonstances peu claires dans lesquelles le drapeau équatorien a été utilisé et exige des explications au gouvernement, avant même que le bâtiment ne soit remis aux autorités japonaises. L'affaire prend très rapidement des proportions inouïes. Elle est vue comme l'ultime machination de l'*Argolla* qui, dans son inépuisable appât du gain, en serait venue jusqu'à marchander l'honneur national. Plusieurs manifestations se produisent dans les jours qui suivent, notamment à Guayaquil et à Quito. Le 17 décembre, Cordero nie avoir autorisé la signature des contrats, l'usage du drapeau équatorien à Valparaiso et le transfert de l'*Esmeralda* aux Japonais et rappelle que le Conseil d'État n'a trouvé aucune irrégularité dans la démarche du gouvernement[1650]. Il affirme que l'Équateur n'a effectué aucun paiement et que les membres du gouvernement n'ont jamais cherché à tirer de profit pécuniaire dans l'affaire[1651]. Pour calmer les esprits, le président destitue le consul à Valparaiso et suspend celui de New York, le 22[1652] ; il se sépare ensuite de Caamaño, le 11 janvier 1895. Ce dernier s'enfuit immédiatement en Europe, laissant le gouvernement assumer les conséquences politiques de l'affaire. Reinaldo Flores, chef des Armées sur la Côte, se

[1646] « Informes de S. E. el Presidente de la República », *El Republicano*, n°185, 16 février 1895, p. 904.
[1647] CÁRDENAS REYES, María Cristina, *El progresismo azuayo*, *op. cit.*, p. 294.
[1648] AYALA MORA, Enrique, *Historia de la Revolución liberal*, *op. cit.*, p. 83.
[1649] CORDERO, Luis, *A mis conciudadanos*, *op. cit*, p. 32.
[1650] « A los ecuatorianos », *El Republicano*, n°176, 22 décembre 1894, p. 853; et « Informes de S. E. el Presidente de la República », *El Republicano, art. cit.*, p. 904.
[1651] « A los ecuatorianos », *El Republicano*, *art. cit.*, p. 853. Les ministres donnent les mêmes explications que Cordero le 28 décembre dans *Exposición del Ministerio*, Quito, Imprenta del gobierno, 1894.
[1652] *Diario Oficial*, n°337, 18 janvier 1895, p. 2769.

désolidarise de l'ancien gouverneur : « No tengo comunión de ningún género con mi cuñado »[1653].

Malgré le renvoi des deux consuls et de Caamaño et en dépit des explications du président, l'opinion publique est loin de se sentir satisfaite ; l'agitation ne faiblit pas. En janvier 1895, la vente du drapeau est devenue un scandale d'une ampleur inédite qui déstabilise fortement le gouvernement, considéré comme le responsable de la transaction ou, au mieux, comme un complice passif qui l'a tolérée. Dans plusieurs provinces, les employés publics démissionnent en signe de protestation, les conseils municipaux condamnent le gouvernement, de nombreux pamphlets circulent pour l'inculper. L'opinion publique demande la démission du président. Conservateurs et libéraux voient là l'occasion de prendre le pouvoir et lancent plusieurs soulèvements armés pour acculer Cordero à la démission. Le président, complètement affaibli, démissionne le 16 avril. Le pouvoir passe alors aux mains du vice-président conservateur, Vicente Lucio Salazar. Mais les *montoneras* de la Côte, qui réapparaissent depuis le mois de février, intensifient leur combat et finissent par prendre le contrôle de tout le Littoral, créant les conditions pour que Guayaquil proclame Eloy Alfaro Chef Suprême de la République, le 5 juin 1895. Ayala Mora explique la gravité de cette crise dont la vente du drapeau n'a été que le prétexte :

> El asunto, bajo otras circunstancias, no hubiera pasado de un escándalo de menor cuantía, pero en una situación de deterioro del Estado Oligárquico Terrateniente, el enajenar un símbolo nacional fue justamente el detonante de una crisis que habría de redefinir la constitución nacional del Ecuador[1654].

Quintero et Silva présentent la crise de 1895 comme un phénomène multiforme qui s'exprime sous quatre modalités : une crise politique, liée à la question de la succession de Cordero ; une crise de l'État qui s'effondre totalement au cours du premier semestre de 1895 ; une crise nationale générale, qui provoque la dissolution du lien social ; et une crise révolutionnaire, qui correspond à l'exploitation consciente de la crise nationale[1655]. Pour les deux auteurs, en raison de sa configuration régionale, l'État *terrateniente* s'effondre de manière inégale dans chacune des régions. La dissolution est bien plus visible sur le Littoral, où la mobilisation populaire à travers les *montoneras* est porteuse d'un projet *antilatifundista* radical qui remet en cause

[1653] Lettre de Reinaldo Flores à Luis Cordero, 12 janvier 1895, CORDERO, Luis et Academia Nacional de Historia (éd.), *op. cit.*, p. 253.
[1654] AYALA Mora, Enrique, *Historia de la Revolución liberal*, *op. cit*, p. 84.
[1655] QUINTERO, Rafael et SILVA, Erika, *op. cit.*, p. 243-244.

l'ordre établi[1656]. Dans la zone andine, au contraire, la mobilisation de la paysannerie indienne est bien plus modeste et tardive, et se circonscrit essentiellement à la province du Chimborazo, en août 1895. L'affaire de l'*Esmeralda* débouche donc sur une crise nationale générale, mais qui « ne se transforme en crise révolutionnaire que dans une seule région, la Côte ou le Littoral »[1657].

Ayala Mora distingue trois étapes dans la crise de 1895. Le premier moment, après les révélations sur l'affaire de l'*Esmeralda*, correspond à l'agitation, principalement urbaine, des libéraux et des conservateurs qui réclament la démission de Cordero et finissent par se soulever contre le gouvernement (du 4 décembre 1894 au 16 avril 1895). L'agitation se déplace ensuite dans les zones rurales et, sous l'impulsion des *montoneras*, le conflit se radicalise, mettant en échec toutes les tentatives de transaction qui se poursuivent depuis le début de l'affaire (du 16 avril au 5 juin). Finalement, le *pronunciamiento* de Guayaquil accroît la bipolarisation politique et ouvre une période de guerre civile dans laquelle s'affrontent deux gouvernements, celui du port principal et celui de Quito[1658].

La victoire d'Alfaro lors de la bataille de Gatazo, le 14 août 1895, marque le triomphe de la bourgeoisie agro-commerciale de Guayaquil, qui accède au pouvoir politique, ouvrant la voie de l'État libéral. Deux nuances sont à apporter, cependant. En premier lieu, l'effondrement de l'État *terrateniente* n'implique pas la disparition totale de l'institution étatique. Sa dissolution n'est que provisoire et il se reconstitue rapidement car l'élite de Guayaquil a acquis une véritable capacité étatique[1659]. Par ailleurs, le passage de l'État oligarchique *terrateniente* à l'État libéral n'implique pas la dissolution de la composante *latifundista*. Au contraire, une fois au pouvoir, la bourgeoisie agro-mercantile de la Côte, concentrée à Guayaquil essentiellement, se révèle incapable de se constituer en groupe d'influence nationale, et se verra donc obligée de négocier constamment avec les grands propriétaires de la *Sierra*.

[1656] *Ibid.*, p. 244.
[1657] *Ibid*.
[1658] AYALA Mora, Enrique, *Historia de la Revolución liberal*, *op. cit.*, p. 90.
[1659] QUINTERO, Rafael et SILVA, Erika, *op. cit.*, p. 235.

I) La chute du progressisme et de l'État *latifundista*

Les proportions qu'atteint la crise résultent de l'interaction complexe de plusieurs facteurs, comme la mobilisation accrue des secteurs populaires, un épuisement de l'État *terrateniente* et l'essor d'une couche de la société détenant une capacité étatique alternative : l'élite agro-commerciale de Guayaquil[1660]. À l'épuisement du compromis progressiste, dont il a été question au chapitre précédent, vient s'ajouter une pression accrue sur la terre dans la région du Littoral. Les années 1890 correspondent à l'émergence, pour la première fois, d'un marché foncier dans le bassin du Guayas[1661]. Jusqu'alors, l'extension des grandes propriétés se fondait sur le défrichement et l'adjudication de terres saisies, mais très rarement sur l'achat. Désormais l'accaparement des terres est plus rapide que l'extension de la frontière agricole, qui ne peut plus alors compenser les dépossessions dont sont victimes, au profit des grands producteurs de cacao, les petits propriétaires[1662]. Ces derniers représentent la base sociale des *montoneras* qui se réorganisent et pullulent sur le Littoral en 1895.

En outre, la Révolution libérale équatorienne s'inscrit dans un contexte latino-américain plus large de mobilisation populaire et d'essor du libéralisme dans les années 1890. Plusieurs exemples viennent à l'esprit : la crise politique de 1891 au Chili, la guerre civile de 1894-1895 au Pérou, qui porte Nicolás de Piérola au pouvoir, l'insurrection libérale de 1895 en Colombie et la nouvelle guerre d'indépendance lancée la même année par les libéraux cubains, sous l'impulsion de José Martí[1663]. Plusieurs auteurs suggèrent, par ailleurs, l'existence d'un accord signé entre les libéraux du Nicaragua, du Costa Rica, du Honduras, de la Colombie, de l'Équateur et du Venezuela, le Pacte d'Amapala, pour favoriser l'essor du libéralisme dans la région[1664]. C'est donc une conjonction de facteurs qui produit l'effondrement de l'État *terrateniente*, dont nous analyserons les différentes modalités.

[1660] QUINTERO, Rafael et SILVA, Erika, *op. cit.*, p. 235.
[1661] DELER, Jean Paul, *Ecuador. Del espacio al Estado nacional*, *op. cit.*, p. 282.
[1662] *Ibid.*, p. 279-280.
[1663] AYALA Mora, Enrique, *Historia de la Revolución liberal*, *op. cit.*, p. 83 ; et QUINTERO, Rafael et SILVA, Erika, *op. cit.*, p. 236.
[1664] *Ibid.* ; AYALA Mora, Enrique, *Historia de la Revolución liberal*, *op. cit.*, p. 81 ; et MUÑOZ VICUÑA, Elías, *op.* cit., p. 33. Les membres du clergé de la province de Manabí, réfugiés à Pasto, indiquent, fin 1895 : « Público y notorio es que la tempestad impía y revolucionaria que ha descargado sobre la Iglesia y la República del Ecuador fue fraguada y decretada en el conciliábulo o congreso masónico que los jefes del masonismo celebraron en Costa Rica durante el año próximo pasado, con el fin declarado de

1) L'agitation urbaine

L'affaire de l'*Esmeralda* débouche sur une agitation politique qui gagne rapidement l'ensemble du pays. Moins de trois mois après le début de l'affaire, Constantino Fernández, dirigeant libéral d'Ambato, se félicite de l'ampleur de la réaction provoquée par la vente du drapeau : « Allí están las protestas enérgicas de las corporaciones Municipales, de la prensa, de los funcionarios judiciales, de los profesores, de los estudiantes, de los comerciantes, de los agricultores, de los artesanos, y aun de los militares »[1665].

Dès le 9 décembre 1894, une assemblée populaire convoquée par des notables libéraux se réunit à Guayaquil. Elle nomme une Commission chargée d'obtenir des explications du gouvernement et de mener les investigations concernant l'affaire[1666]. Dans la capitale, une manifestation est convoquée sur la place de l'Indépendance, le 13 décembre, pour demander des comptes au président[1667]. L'intendant de police, Eloy Proaño y Vega finit par dissoudre la manifestation et en arrête les principaux dirigeants[1668]. Le 18, les notables libéraux et conservateurs de la capitale rédigent un manifeste qui désigne le gouvernement comme responsable de la « vente du drapeau », car « cometió el atentado ignominioso, en cualquiera de las formas denunciadas, o, por lo menos, lo toleró pudiendo haberlo impedido »[1669]. La fusion semble donc prête à resserrer son étau sur le progressisme. À peine deux semaines après l'éclatement de l'affaire, l'état d'agitation est tel que le gouvernement déclare l'Armée en campagne, bien que de manière préventive, car aucun soulèvement armé n'a encore eu lieu[1670].

Néanmoins, les manifestations se poursuivent. Un nouveau comice populaire est organisé à Guayaquil le 19 janvier 1895. Comme la Commission désignée le 9 décembre n'est pas

---

establecer el imperio de su abominable sociedad en los pueblo de la América latina », *Exposición de los sacerdotes de Manabí*, Pasto, Imprenta de la Diócesis, 1895, p. 2.

[1665] FERNÁNDEZ, Constantino, *¿En qué quedamos?*, Ambato, Imprenta de Salvador R. Porras, 1895, p. 1.

[1666] Pedro Carbo, Rafael Pólit, José Luis Tamayo, Luis Felipe Carbo, Aurelio Noboa, le général Cornelio Vernaza, Felicísimo López et Francisco Fernández Madrid ; *Por la bandera*, Guayaquil, Imprenta de *El Tiempo*, 1894.

[1667] La juventud quiteña, *Quosque tandem?*, Quito, Imprenta de *El Siglo*, 1894.

[1668] « Cuestión "Esmeralda" », *El Republicano*, n°174, 15 décembre 1894, p. 845-846.

[1669] Les conservateurs signataires du manifeste sont, entre autres, Camilo Ponce, ses neveux Aparicio Ribadeneira, Clemente et Luis Ponce, Julio Sáenz, Carlos Pérez Quiñónez, Carlos Fernández Madrid, Carlos Demarquet, Gabriel Ignacio Veintimilla ; parmi les libéraux se trouvent Luis Felipe Borja, Rafael Rodríguez Maldonado, Víctor Gangotena, Pedro Morales, Miguel Valderde, Ricardo et José Félix Valdivieso, Luis Cabeza de Vaca, Modesto Peñaherrera ; *Protesta*, Quito, Imprenta de *La Novedad*, 1894.

[1670] *Diario Oficial*, n°333, 28 décembre 1894, p. 2736.

satisfaite des explications données par le président, l'assemblée exige la démission de Cordero, mais rejette également l'autorité du vice-président Salazar, et du dernier président du Sénat, Carlos Mateus[1671]. Elle souhaite que le pouvoir soit transféré au dernier président de la Chambre des députés, le libéral modéré Carlos Casares, et que ce soit lui qui organise les élections devant désigner le président chargé de conclure le mandat de Cordero. L'objectif est d'éviter que la démission du président n'ouvre les portes du pouvoir aux conservateurs.

Les municipalités condamnent massivement l'affaire de l'*Esmeralda* : le Conseil municipal de Quito le 20 décembre 1894[1672], celui d'Ambato le 1er janvier 1895[1673], celui de Cuenca le 11[1674], celui de Loja le 24[1675]. Certains conseils se gardent de critiquer le président Cordero et se limitent à montrer leur mécontentement face à l'affaire, comme celui de Loja, dirigé par des partisans du progressisme. La plupart des municipalités pointent, toutefois, la responsabilité directe ou indirecte du gouvernement. La contestation va bien au-delà des conseils municipaux. Des institutions telles que le corps des sapeurs-pompiers de Guayaquil[1676] et des groupements politiques, comme la Société libérale de Quito[1677], condamnent le gouvernement également.

Les conseils municipaux annoncent le boycott des cérémonies officielles, prévues le 3 février, célébrant le centenaire de la naissance de Sucre. À Cuenca, le Conseil charge un de ses membres, le libéral Gabriel Ullauri, de prononcer un discours lors de la cérémonie prévue dans la ville, mais celui-ci déclare refuser de s'associer à toute célébration officielle[1678]. Le 21 janvier, le Conseil de Quito refuse de participer aux commémorations « por estar la República de duelo en virtud del criminal atentado cometido contra la bandera de la Patria; tanto más, cuanto que han de representar a la Nación, en los festejos, los sindicados de haberla traicionado »[1679]. Le même jour, dans l'après-midi, une nouvelle manifestation remplit la place de l'Indépendance à Quito. La foule est bien plus nombreuse que celle du 13 décembre. Lorsque le président quitte le palais présidentiel et traverse la place pour regagner son domicile, il est

[1671] *El pueblo de Guayaquil reunido en comicio público*, Quito, Imprenta de *El Tiempo*, 1895.
[1672] Conseil municipal de Quito, *Acuerdo*, Quito, Imprenta de los sucesores de Bermeo, 1895.
[1673] Conseil municipal d'Ambato, *Protesta*, Ambato, Imprenta del Tungurahua de Teodomiro Merino, 1895.
[1674] Conseil municipal de Cuenca, *Protesta*, Cuenca, Imprenta del Pueblo, 1895.
[1675] Conseil municipal de Loja, *Protesta*, Loja, Imprenta del Colegio nacional, 1895.
[1676] Bomberos, *Al cuerpo de bomberos*, Guayaquil, Imprenta de *El Tiempo*, 1895. La date indiquée sur la feuille est le 5 janvier 1894, mais il s'agit d'une coquille, car l'affaire de l'*Esmeralda*, dont il est question dans le texte, n'éclate que le 4 décembre 1894.
[1677] El Directorio de Sociedad liberal de Quito, s. t., Quito, Unión Tipo-litográfica, 1895. Les membres du directoire sont Luis Felipe Borja, Miguel Valverde, Rafael Rodríguez Maldonado, Francisco Montalvo, Manuel Bueno, Luis Cabeza de Vaca et Modesto Peñaherrera.
[1678] ULLAURI, Gabriel Arsenio, s. t., Cuenca, Imprenta del Pueblo, 1895.
[1679] Conseil municipal de Quito, s. t., Quito, Imprenta Municipal, 1895.

attaqué par les manifestants qui s'écrient *¡Viva Ponce!* et ne doit son salut qu'à ses fils, qui l'accompagnent et repoussent les manifestants pour lui frayer un passage[1680]. Cordero fait alors arrêter les neveux de Camilo Ponce, Aparicio Ribadeneira, président du Conseil municipal de Quito, et Clemente Ponce, professeur de l'Université centrale, accusés de vouloir renverser le gouvernement. Le même jour, la Cour Suprême, présidée par le conservateur José Modesto Espinosa, sans critiquer ouvertement l'exécutif, cherche à s'en désolidariser en lui conseillant de suspendre toutes les cérémonies officielles en l'honneur de Sucre, jusqu'à ce que l'ordre soit rétabli[1681]. Cordero cède à cette demande le 28 janvier, non seulement en raison du boycott des municipalités et des fonctionnaires, mais également par crainte des débordements[1682]. Le Conseil municipal de Quito décide, de son côté, de mettre en berne le drapeau de l'Hôtel de ville et d'orner la statue de Sucre d'une couronne funèbre en signe de deuil[1683].

Sentant que la situation lui échappe, Cordero organise une réunion avec les représentants des trois partis, sous les auspices de l'archevêque González Calisto, le 27 janvier. Le jour venu, la place de l'Indépendance se remplit de deux groupes de manifestants : les opposants à Cordero, rassemblés devant le palais de l'archevêché et réclamant la démission de ce dernier, et les partisans du président, massés devant la cathédrale[1684]. Mais la réunion est un échec car seuls quelques conservateurs se rendent au lieu du rendez-vous[1685].

Sur la Côte, pour faire face aux manifestations, après les assemblées du 9 décembre et du 19 janvier à Guayaquil, une des premières décisions du nouveau gouverneur du Guayas, Gabriel Luque, consiste à interdire tout rassemblement de plus de cinq personnes[1686]. Or, les manifestations, les protestations des municipalités et celles des corporations ne sont pas les seuls symptômes de la perte de légitimité du pouvoir.

[1680] « Protesta », *El Industrial*, n°116, 26 janvier 1895, p. 1.
[1681] *Acuerdo de la Excma. Corte Suprema de Justicia*, Quito, Imprenta Municipal, 1895.
[1682] « Sección oficial », *El Republicano*, n°183, 1er février 1895, p. 889.
[1683] « A la sociedad de Quito », *El Republicano*, n°185, 16 février 1895, p. 900.
[1684] « Crónica general », *El Republicano*, n°183, 1er février 1895, p. 892.
[1685] *Ibid.*, et CORDERO, Luis, *Rectificaciones*, Quito, Imprenta del Gobierno, 1895, p. 1.
[1686] *El Republicano*, n°184, 6 février 1895, p. 893.

2) La démission des employés publics

À partir de décembre 1894, de nombreux employés publics démissionnent en signe de protestation contre le gouvernement. Ces démissions placent ce dernier dans une situation délicate. Il lui est difficile de pourvoir aux postes laissés vacants, soit par manque de personnel lorsqu'il s'agit d'emplois techniques, comme télégraphiste, soit, dans la plupart des cas, parce que rares sont les candidats prêts à s'associer à un gouvernement qui a perdu toute légitimité aux yeux de l'opinion publique. Plusieurs hauts fonctionnaires démissionnent, comme le libéral Martín Icaza, gouverneur de Los Ríos, en janvier 1895, ou, le 20 décembre 1894, le conservateur Aurelio Espinosa, sous-directeur d'études de Pichincha, qui affirme : « ya la Nación entera hace recaer [la responsabilidad] sobre todo individuo que directa o indirectamente pertenece al Gobierno »[1687].

Les démissions ne concernent pas seulement les postes les plus prestigieux. L'un des exemples les plus frappants est celui de la province d'Esmeraldas, où les fonctionnaires démissionnent en bloc le 25 janvier 1895 : le gouverneur, son secrétaire, plusieurs employés du tribunal de justice, l'administrateur et les gardiens de la douane, l'administrateur des Postes, le capitaine du port, le gardien du phare, le télégraphiste et plusieurs agents de police[1688]. Les employés, qui se déclarent toujours prêts à défendre l'ordre constitutionnel si besoin est, entendent par là se désolidariser du gouvernement. Leur décision met la province dans un état d'acéphalie et d'incommunication avec la capitale, d'autant plus grave qu'il s'agit d'une des provinces les plus isolées, même si le gouverneur, Ricardo Cornejo, par peur de voir progresser la révolution, continuera malgré tout à exercer ses fonctions jusqu'au mois d'avril[1689]. Cette démission en bloc contribue, en tout cas, à fragiliser davantage l'autorité de l'État et à créer les conditions pour que les frères Concha, partisans d'Alfaro, prennent le contrôle de la province à la fin du mois d'avril.

La situation est tout aussi délicate dans les provinces qui font partie intégrante de l'axe central Guayaquil-Quito. La démission des gouverneurs successifs du Guayas traduit la grande instabilité politique de la province. De janvier à juin 1895, d'après ce que nous avons pu reconstituer, six gouverneurs se sont succédé : Caamaño, José María Sáenz, Francisco Campos

[1687] « Actas del Consejo General de Instrucción pública », *Anales de la Universidad de Quito*, n°79, février 1895, p. 191-192.
[1688] *Renuncia colectiva de la mayoría de los empleados públicos de la provincia de Esmeraldas*, s. l., Imprenta del Comercio, 1895.
[1689] *Diario Oficial*, n°373, 7 juin 1895, p. 3055-3056.

et Gabriel Luque, nommés par Cordero, puis Fernando García Drouet et Rafael Pólit, désignés par Vicente Lucio Salazar[1690]. À chaque démission, la province se trouve dans une situation d'acéphalie pendant plusieurs jours, le temps que le gouvernement de Quito trouve un candidat prêt à accepter le poste et que ses instructions parviennent au port principal, alors même que les communications entre les provinces deviennent de plus en plus difficiles. La seule autorité inamovible pendant cette période est Reinaldo Flores, commandant du district militaire de Guayaquil, qui parvient à maintenir, au prix d'immenses efforts, l'ordre constitutionnel dans la majeure partie de la province, bien qu'il perde progressivement le contrôle de sa juridiction, surtout à partir de la fin du mois d'avril, et qu'il finisse par démissionner le 4 juin. L'autorité militaire, plutôt que l'autorité politique-administrative, apparaît donc comme le garant de la stabilité ; mais pour quelques mois seulement. Le lendemain de la démission de Caamaño, Reinaldo Flores affirme dans une lettre à Cordero : « no puedo ocultarle la situación, amigo y señor, estoy solo, absolutamente solo, en este teatro de desencadenadas bacanales »[1691].

3) Le rôle de la presse

La publication d'une feuille volante signée par les notables progressistes et conservateurs de Cuenca, dont Antonio Borrero, Manuel Vega, Francisco Moscoso et Alberto Muñoz Vernaza, rend particulièrement compte de la situation fragile de Cordero. Si les signataires ne lui demandent pas de démissionner, ils annoncent qu'ils ne font plus confiance au gouvernement[1692]. Cordero perd ainsi des soutiens jusque dans sa région d'origine. D'ailleurs, les appels à la démission ne se font pas attendre et se multiplient tout au long du mois de janvier 1895, dans de nombreux pamphlets, tantôt anonymes[1693], tantôt signés par des notables ou de simples particuliers. Une pétition qui circule à Riobamba compte même parmi les premiers

[1690] *Diario Oficial*, n°340, 28 janvier 1895, p. 2793; n°345, 19 février 1895, p. 2835; n°357, 5 avril 1895, p. 2927 ; et n°369, 22 mai 1895, p. 3025.
[1691] Lettre de Reinaldo Flores à Luis Cordero, 12 janvier 1895, CORDERO, Luis et Academia Nacional de Historia (éd.), *op. cit.*, p. 255.
[1692] *Protesta*, Cuenca, Imprenta republicana, 1895.
[1693] Par exemple, La juventud quiteña, *Viva el progresismo!*, Quito, Imprenta de *El Siglo*, 1895.

signataires quatre colonels, un lieutenant-colonel et deux sergents[1694]. C'est le signe qu'une partie de l'Armée ne soutient plus le gouvernement.

Plus généralement, la presse de Guayaquil joue un rôle central dans la chute de Cordero, en réclamant à cors et à cris sa démission, surtout après le comice populaire du 19 janvier. Un journal satirique, *El Cáustico*, est créé dans ce but. Il publie une caricature intitulée « El Tigre de Surampalte acosado por la opinión pública »[1695], qui représente Cordero sous la forme d'un tigre portant une écharpe présidentielle où on peut lire « Mi poder sin constitución » (cf. figure n°9). Le tigre s'appuie avec nonchalance contre le Palais présidentiel et semble faire peu de cas du groupe d'hommes portant le bonnet phrygien et jouant des instruments de musique pour attirer son attention. Les musiciens incarnent *El Cáustico*, le *Diario de avisos*, *El grito del pueblo*, *El Tiempo*, *El Iris*, *El Globo* et *La Nación*. Cette caricature souligne l'unanimité de la presse de Guayaquil en faveur de la démission de Cordero.

Le *Diario de avisos* est l'un des journaux les plus insistants. Le 11 février, il explique la seule voie à suivre, à ses yeux, pour éviter une guerre civile : la démission de Cordero puis la réunion d'un Congrès extraordinaire chargé de punir les coupables[1696]. Son correspondant à Ambato, probablement Juan Benigno Vela, est particulièrement virulent dans sa condamnation contre Cordero : « El pueblo lo repudia, el pueblo se vuelve contra él, el pueblo le maldice; su caída es inevitable, podrá sostenerse por algún tiempo; sus armas le darán algunos triunfos, caerán algunas víctimas, […] pero el *dies irae* se acerca, esos triunfos serán efímeros »[1697].

[1694] *Al Excmo. Sr. Dr. D. Luis Cordero, presidente de la República*, Quito, Imprenta *La Novedad*, 14 février 1895.
[1695] « El Tigre de Surampalte acosado por la opinión pública », *El Cáustico*, n°4, 7 février 1895, p. 2. Surampalte est le lieu de naissance de Cordero. C'est un village de la province du Cañar, à quelques kilomètres de Cuenca. Depuis la campagne des élections présidentielles de 1892, les opposants à Cordero l'appellent le tigre de Surampalte.
[1696] « Por la paz honrada », *Diario de avisos*, n°2026, 11 février 1895, p. 2.
[1697] Silvio, « Correspondencia de Ambato », *Diario de avisos*, n°2046, 8 mars 1895, p. 2.

Figure n°9. El Tigre de Suramplate acosado por la opinión pública

El Cáustico, n°4, 7 février 1895, p. 2.

La réponse du gouvernement est la persécution de la presse, qui atteint des niveaux inédits depuis la présidence de Caamaño. Plusieurs journalistes libéraux sont arrêtés à partir du mois de février, comme Manuel J. Calle[1698], puis Aurelio Noboa, José de Lapierre et Luciano Coral, qui finissent par s'exiler[1699]. Les autorités considèrent que leurs écrits subversifs encouragent la réapparition des *montoneras* à Daule et à Yaguachi. Les intentions politiques derrière ces détentions sont claires pour le gouverneur Gabriel Luque : il s'agit de faire taire les voix les plus dangereuses de l'opposition. Noboa fait partie de la Commission qui a condamné Cordero le 19 janvier. De Lapierre est le rédacteur d'*El Tiempo*, le premier journal à révéler l'affaire de l'*Esmeralda*, et Coral écrit pour le *Diario de avisos*. *El Caústico* publie alors un poème satirique anonyme qui critique durement l'*Argolla*. Dans les derniers vers, l'auteur indique qu'il craint

[1698] *Ibid*.
[1699] « Nuevas arbitrariedades », *Diario de avisos*, n°2049, 12 mars 1895, p. 2.

de se faire arrêter pour ses propos acerbes : « Pero ya cállome, / Pues según dícenme / Para el Panóptico / Muy pronto iré / Las piernas tiémblanme, / Y pongo acápite… / Pero en el próximo / Continuaré »[1700]. Les journalistes demandant la démission de Cordero sont donc tout à fait conscients des risques auxquels ils s'exposent. Ils sont d'ailleurs nombreux à être arrêtés, comme l'administrateur d'*El Cáustico*, Jacinto Estrada, détenu le 10 mars[1701]. Le gouvernement de Salazar poursuit la politique répressive. Il fait arrêter, par exemple, le dirigeant libéral Modesto Peñaherrera, directeur du journal *El correo nacional*, le 2 juin à Quito[1702].

4) Les soulèvements armés

La vente du drapeau est l'occasion de plusieurs soulèvements armés dans la première moitié de l'année 1895. Les *montoneras* réapparaissent à partir du mois de février mais, jusqu'au mois d'avril, elles sont assez facilement dispersées et ne constituent pas une menace immédiate. Les premiers combats ont lieu à partir du 12 février dans la province du Guayas, à Yaguachi. Trois chefs *montoneros*, Pedro Montero, vétéran des années 1880, Pedro Concha et Enrique Valdez Concha, s'emparent brièvement de Yaguachi. Une autre *montonera* tente d'occuper Daule, le 18, mais elle est violemment repoussée et l'un de ses chefs, Gabriel Urbina Jado, meurt au combat[1703].

Toutefois, l'agitation gagne rapidement l'Armée, qui doit faire face à plusieurs mutineries et rébellions encouragées à la fois par les conservateurs et les libéraux. Le premier soulèvement armé d'ampleur dans la *Sierra* commence dans la nuit du 20 au 21 mars, à Ibarra. Les soldats de la colonne *Victoria* se mutinent, même si, après quelques escarmouches, ils s'enfuient vers Tulcán, où ils sont vaincus le 26 par les forces fidèles au gouvernement. Cette insurrection est orchestrée par des dirigeants conservateurs comme Víctor Gómez Jurado, Luis Ponce et Antonio Grijalva, qui sont faits prisonniers[1704]. Ce dernier est libéré grâce à l'amnistie que Salazar prononce à son arrivée au pouvoir. Il participe cependant à un nouveau soulèvement,

[1700] Sinapismo, « Cantaridas », *El Cáustico*, n°5, 10 février 1895, p. 4.
[1701] « A fondo », *El Cáustico*, n°9, 11 mars 1895, p. 1.
[1702] « Un crimen más » et « Crónica », *El correo nacional*, n°14, 5 juin 1895, p. 2-3.
[1703] « Crónica », *El Industrial*, n°120, 23 février 1895, p. 3; et « A Gabriel A. Urbina », *Diario de avisos*, n°2054, 18 mars 1895, p. 2.
[1704] *Diario Oficial*, n°367, 14 mai 1895, p. 3014.

dans les provinces du Nord, à la fin du mois d'avril, dirigé par le conservateur Camilo Landázuri, qui parvient à rassembler près de trois cents hommes. Ils sont battus encore une fois à Tulcán le 6 mai[1705]. Si ce sont surtout les conservateurs qui incitent à l'insubordination, ils sont soutenus par des libéraux, dont certains participent aux rébellions, comme Pacífico Gallegos ou Nicanor Arellano. Les autorités minimisent la portée de l'insurrection, accusant les rebelles d'agir sous l'effet de l'alcool. Toutefois, le gouvernement juge la situation suffisamment grave pour détacher sur place le ministre de la Guerre, le général Sarasti, afin de veiller aux efforts de pacification de l'Armée.

Dans les provinces du centre, l'agitation est dirigée par des officiers libéraux. Le 31 mars, Julio Andrade et Emilio María Terán réunissent à Quito un groupe d'une quarantaine d'hommes, avec lesquels ils marchent vers les sud. Pour se fournir en armes et en chevaux, ils attaquent Latacunga, Pujilí et Ambato, où ils rencontrent très peu de résistance. Andrade, Terán et Francisco Hipólito Moncayo constituent alors une force aux effectifs croissants, qui prend le nom de Division du centre ou *Vengadores de la Patria*. Ils finissent par prendre le contrôle de l'ensemble de la province du Tungurahua et de la ville de Guaranda.

La révolte la plus grave se produit à Quito, dans la nuit du 10 au 11 avril. Le bataillon *Flores* se mutine dans sa caserne et se dirige vers le palais présidentiel. Sarasti réagit très rapidement, en rassemblant le personnel d'artillerie, le corps de police et un bataillon de la Garde nationale. Cordero se rend en personne sur la place de l'Indépendance pour diriger les opérations aux côtés de son ministre de la Guerre. Après plusieurs heures de combats, qui font une cinquantaine de morts, Sarasti s'empare de la caserne du bataillon *Flores*[1706].

À la fin du mois d'avril, Camilo Ponce reconnaît ouvertement que la stratégie du parti conservateur consistait à obtenir la démission de Cordero par la force[1707]. Ses neveux, Aparicio Ribadeneira, Clemente et Luis Ponce, jouent un rôle de premier plan dans les soulèvements conservateurs. En réalité, cette stratégie se révèle désastreuse. Elle leur permet sans aucun doute d'atteindre leurs objectifs immédiats : la démission de Cordero et l'arrivée de Salazar au pouvoir. Mais, sur le moyen terme, le résultat est catastrophique. Les rébellions et les mutineries que les conservateurs attisent entre janvier et avril contribuent à miner l'unité de l'Armée, qu'ils auront du mal à reconstituer une fois Salazar au pouvoir, alors même que l'agitation *montonera* prend de l'ascendant sur la Côte. Après le soulèvement de la colonne *Victoria* à Ibarra, dans

[1705] *Diario Oficial*, n°372, 4 juin 1895, p. 3052.
[1706] *Diario Oficial*, n°362, 29 avril 1895, p. 2970-2974.
[1707] PONCE, Camilo, *Exposición*, Quito, Imprenta Municipal, 1895, p. 1.

une proclamation prophétique, le général Vicente Fierro, gouverneur de la province d'Imbabura, avertit ses concitoyens de ce danger, d'autant plus qu'il sait Alfaro sur le point de revenir en Équateur :

> Ahora más que nunca, conciudadanos, ahora en que el enemigo jurado de nuestras instituciones y principios conservadores se acerca a nuestras playas, debemos estar unidos, debemos rodear al Gobierno legítimo, apoyarlo, sostenerlo y colaborar con él en la defensa común. Nuestras divisiones, y con más razón la rebelión de las tropas, abrirán las puertas al enemigo; y los que ahora cierran los ojos a la luz de esta verdad, experimentarán, aunque tarde, las horrorosas consecuencias de su caprichosa ceguedad[1708].

Après la démission de Cordero, le combat des *montoneras* se radicalise et, sous la pression de la mobilisation paysanne du Littoral, des bataillons entiers passent dans le camp révolutionnaire, comme à Babahoyo, le 30 mai, à Yaguachi le 1er juin et à Guayaquil le 5. À Babahoyo, le bataillon n°3 de l'Armée, le n°61 de la Garde nationale et trente-cinq membres du personnel d'artillerie s'allient aux *montoneras* et reconnaissent l'autorité d'Alfaro. Selon Reinaldo Flores, ils rassemblent plus de quatre cents hommes bien équipés, disposant, entre autres, de deux canons, de deux mitrailleuses et de deux cents fusils[1709]. Le surlendemain, ce sont près de cent trente soldats qui rejoignent le mouvement révolutionnaire à Yaguachi[1710].

L'effondrement de l'Armée est un facteur fondamental du délitement de l'État *terrateniente*, car elle entraîne dans sa chute tous les appareils étatiques[1711]. Reinaldo Flores en est parfaitement conscient lorsqu'il affirme que le succès de la Révolution à Guayaquil, le 5 juin, s'explique par la fragilisation de l'Armée[1712]. Après la démission de Caamaño, il demande à Cordero, en vain, de militariser la police de Guayaquil et de la placer directement sous ses ordres, car « si el armamento y abundante parque del cuerpo de policía no está en manos que merezcan toda mi confianza, el día menos pensado lamentaremos desgracias sangrientas difíciles de reponer »[1713]. Le soulèvement d'une partie de la police, le 3 juin à Guayaquil, confirme les craintes de Flores et précipite le *pronunciamiento* du 5 juin.

[1708] « Boletín oficial n°1 », *El Republicano*, n°187, 23 février 1895, p. 913.
[1709] *Registro Oficial*, n°2, 10 juillet 1895, p. 13 ; et FLORES, Reinaldo, *Parte oficial elevado por el Señor General D. Reinaldo Flores al Supremo Gobierno de Quito, con motivo de los sucesos realizados últimamente en la provincia del Guayas*, Piura, Imprenta de *La Revista del Norte*, 1895, p. 1.
[1710] *Ibid*.
[1711] QUINTERO, Rafael et SILVA, Erika, *op. cit.*, p. 244.
[1712] FLORES, Reinaldo, *Parte oficial*, *op. cit.*, p. 1.
[1713] Lettre de Reinaldo Flores à Luis Cordero, 12 janvier 1895, CORDERO, Luis et Academia Nacional de Historia (éd.), *op. cit.*, p. 255.

5) L'interruption des communications

Interrompre les communications officielles est l'objectif central des différents groupes armés rebelles. Lors du soulèvement de la colonne *Victoria* à Ibarra, une partie des mutins se dirige à San Antonio pour s'emparer du bureau du courrier. À Yaguachi, la *montonera* de Montero, de Valdez et de Concha détruit les appareils du télégraphe et occupe la gare ferroviaire[1714]. Plusieurs télégraphistes ont déjà démissionné, d'autre passent dans les rangs des rebelles. Dans la province d'Esmeraldas, moins de trois semaines après la démission collective des employés publics qui l'a privée de télégraphistes, le gouverneur demande au président d'envoyer les télégrammes qui lui sont destinés à Manta ou à Bahía de Caráquez, pour qu'ils les lui parviennent par bateau, car il n'existe désormais plus de communication directe avec la capitale[1715]. Le premier télégramme annonçant aux gouverneurs la volonté de Cordero de démissionner, daté du 2 avril[1716], ne parviendra pas à plusieurs provinces, car le télégraphe est interrompu dans celles de Tungurahua et de Bolívar, contrôlées par les *Vengadores de la Patria*, qui ne déposeront les armes que le 26 avril. Les opérations de la Division du centre empêchent également le courrier en provenance du sud d'arriver à Quito pendant plus de trois semaines[1717].

Durant le premier semestre de l'année 1895, alors que les communications sont coupées entre nombre de provinces, toutes sortes de rumeurs se répandent : Reinaldo Flores préparerait un coup d'État à Guayaquil, en janvier, contre Cordero puis, en mai, contre Salazar[1718] ; en février, on croit à Quito qu'Alfaro est déjà en route pour l'Équateur[1719] ; le gouvernement annonce que le chef *montonero* Plutarco Bowen est mort en combattant les forces constitutionnelles à Babahoyo, le 18 mai, alors qu'il est seulement blessé[1720]. C'est surtout en juin que circulent les rumeurs les plus inquiétantes : on murmure à Guayaquil que Sarasti aurait renversé Salazar et qu'il se serait rallié aux libéraux[1721] ; à Quito, on pense qu'Alfaro a l'intention de transférer de manière permanente la capitale de la République à Guayaquil[1722] ; au même moment, les

[1714] « Boletín oficial n°1 », *El Republicano, art. cit.*, p. 913.
[1715] « Interesantes documentos », *El Republicano*, n°189, 26 mars 1895, p. 920.
[1716] Reproduit dans CORDERO, Luis, *Rectificaciones, op. cit.*, p. 3.
[1717] « Crónica », *El Industrial*, n°128, 20 avril 1895, p. 4.
[1718] *Boletín Oficial n°27*, Quito, Imprenta del Gobierno, 1895; et « Crónica », *El Industrial*, n°132, 18 mai 1895, p. 3.
[1719] « Boletín oficial n°1 », *El Republicano, op. cit.*, p. 913.
[1720] *Boletín Oficial n°28*, Quito, Imprenta del Gobierno, 1895. Le gouvernement rectifie l'information le lendemain.
[1721] FLORES, Reinaldo, *Parte oficial, op. cit.*, p. 1.
[1722] *Contraprotesta*, Quito, Imprenta del clero, 1895 ;

libéraux accusent les autorités de Quito d'avoir l'intention de réclamer l'intervention armée de la Colombie[1723].

Dans son rapport au gouvernement concernant les évènements du 5 juin à Guayaquil, Reinaldo Flores insiste constamment sur l'interruption des communications comme un facteur clé du triomphe révolutionnaire[1724]. Fin mai, les *montoneras* contrôlent, en effet, les communications télégraphiques, terrestres et fluviales, car tout le bassin du Guayas est entre leurs mains. Ils contrôlent également les liaisons ferroviaires, puisqu'ils occupent les gares de Yaguachi, Milagro et Naranjito. Guayaquil est complètement coupée du monde extérieur.

Cordero songe à démissionner dès le mois de décembre, mais il attend le moment propice pour se retirer. Il essaie entretemps de négocier avec les partis politiques, nous l'avons vu[1725]. La réunion du 27 janvier avec les représentants des trois courants, conservateur, progressiste et libéral, est un échec. Le président décide alors de se concerter, le 2 avril, avec seulement trois dirigeants politiques : Manuel Larrea, libéral modéré, Luis Felipe Borja, libéral, et Camilo Ponce, conservateur. La version des faits diverge entre Ponce et Cordero. Pour le premier, Larrea et Borja souhaiteraient la mise en place d'un gouvernement d'union nationale rassemblant les trois partis, afin d'éviter que les conservateurs ne prennent le pouvoir ; ce seraient Cordero et Ponce qui les auraient convaincus de reconnaitre l'autorité du vice-président Salazar[1726]. Pour Cordero, au contraire, les trois délégués se seraient opposés au vice-président. Il serait parvenu à convaincre Larrea et Borja d'appuyer Salazar, mais pas Camilo Ponce, qui se serait obstiné à rejeter le vice-président[1727]. Dans tous les cas, les quatre hommes finissent par se mettre d'accord et les trois délégués envoient aux gouverneurs un télégramme annonçant que la démission du président ne saurait tarder. Parallèlement aux négociations avec les partis politiques, le gouvernement essaie de convoquer un Congrès extraordinaire chargé de juger les responsables du scandale de l'*Emseralda*, mais le Conseil d'État en rejette l'idée le 5 mars[1728]. Isolé et affaibli, Luis Cordero démissionne finalement le 16 avril, dans le but d'éviter une guerre civile, en retirant aux révolutionnaires la seule raison qu'ils avaient de se soulever[1729].

[1723] *Protesta*, Latacunga, Imprenta del colegio Vicente León, 1895.
[1724] FLORES, Reinaldo, *Parte oficial*, *op. cit.*, p. 1-2.
[1725] CORDERO, Luis, *Rectificaciones*, *op. cit.*, p. 1.
[1726] PONCE, Camilo, *Exposición*, *op. cit.*, p. 2.
[1727] CORDERO, Luis, *Rectificaciones*, *op. cit.*, p. 3.
[1728] *Consulta del Poder ejecutivo y voto del Consejo de Estado sobre convocatoria de una Legislatura extraordinaria*, Quito, Imprenta del Gobierno, 1895.
[1729] *Diario Oficial*, n°361, 24 avril 1895, p. 2959-2960.

Les atermoiements de Cordero contribuent cependant au pourrissement de la situation. À mesure que les pamphlets, les protestations des différentes corporations, les démissions, les désertions, les soulèvements armés se multiplient, le président n'est plus considéré comme le dépositaire de la souveraineté nationale. Plusieurs villes estiment que, le gouvernement ayant rompu la Constitution et trahi la patrie, elles sont désormais libres de leur choix. Dans les *pronunciamientos* en faveur d'Alfaro, des arguments jusnaturalistes et le principe de rétrocession de la souveraineté sont parfois invoqués. Ainsi les auteurs de la proclamation de Guaranda en faveur d'Alfaro expliquent, le 4 juillet, que les habitants de la province de Bolívar : « [tras] haber quedado completamente libres; en virtud de la soberanía que reasumimos, acordamos desconocer, como en efecto desconocemos, el simulacro de Gobierno de Quito, y depositar el Poder Supremo de la República en el egregio patriota y caudillo del partido liberal »[1730]. Ce n'est donc pas simplement le président qui est rejeté, mais la légitimité même de l'ordre qu'il représente : il entraîne dans sa chute celle de l'appareil administratif[1731]. Certaines autorités sont bien conscientes de cet effondrement général. Après la proclamation d'Alfaro à Guayaquil, Reinaldo Flores déplore « el desmoronamiento de los Poderes Constituidos »[1732].

Dans ce contexte, le soutien inconditionnel apporté au président par la principale organisation progressiste du pays, la Société patriotique du Pichincha, se révèle peu efficace. La Société défend le gouvernement lorsque l'affaire éclate, au moment même où conservateurs et libéraux exigent des explications à Cordero[1733]. Elle condamne également la première manifestation qui se produit à Quito, le 13 décembre 1894[1734] ainsi que la protestation du Conseil municipal de Quito, le 20 décembre[1735]. Elle prie même le président de ne pas démissionner[1736], car les progressistes comprennent que l'objectif de leurs rivaux est de mettre fin à leur projet de voie moyenne. Rappelons que certaines feuilles volantes publiées durant cette période s'écrient « Basta de progressismo! »[1737]. De son côté, Camilo Ponce présente les rébellions des provinces

[1730] *Registro Oficial*, n°21, 10 septembre 1895, p. 167.
[1731] QUINTERO, Rafael et SILVA, Erika, *op. cit.*, p. 244.
[1732] FLORES, Reinaldo, *Parte oficial*, *op. cit.*, p. 1.
[1733] La "Sociedad patriótica de Pichincha" y demás ecuatorianos que suscriben, s. t., Quito, Imprenta del Gobierno, 1894. Ce document est signé par les membres de la société, son président, Benjamin Chiriboga, son vice-président, Roberto Sierra, Agustín Guerrero, José Justiniano Estupiñán, les colonels Modesto Burbano et José María Quiroz. Parmi les signataires se trouvent également le général Manuel Yépez et Francisco Ignacio Salazar.
[1734] « Protesta », *El Republicano*, n°174, 15 décembre 1894, p. 848.
[1735] *El Republicano*, n°178, 5 janvier 1895, p. 865.
[1736] « Manifestación », *El Republicano*, n°183, 1er février 1895, p. 891-892.
[1737] La juventud quiteña, *Viva el progresismo!*, Quito, Imprenta de *El Siglo*, 1895, p. 1.

du nord et du centre comme une action concertée entre Luis Felipe Borja et lui-même, pour acculer le président à la démission[1738]. Bien que tous les soulèvements armés ne soient pas directement le fait de ces deux personnalités, la fusion atteint son objectif : se défaire du progressisme.

II) De la transaction à la Révolution

Le Conseil d'État accepte immédiatement la démission de Cordero. Le vice-président, Vicente Lucio Salazar, se retrouve désormais à la tête de l'exécutif[1739]. Il promet aussitôt d'organiser des élections présidentielles et de céder sa place au nouvel élu dans les soixante jours[1740]. Les élections sont prévues les 28, 29, 30 et 31 mai[1741]. Salazar convoque également un Congrès extraordinaire de dix jours, du 20 au 30 juin, chargé de dépouiller les bulletins et de proclamer le vainqueur, qui gouvernera jusqu'à la fin du mandat de Cordero, prévue le 30 juin 1896[1742]. Or, ces élections sont un échec. Après la démission de Cordero, les *montoneras* intensifient leurs opérations, prennent le contrôle de l'ensemble du Littoral et encerclent Guayaquil, qui proclame Alfaro Chef Suprême, le 5 juin.

[1738] PONCE, Camilo, *Exposición*, *op. cit.*, p. 2.
[1739] Il nomme Gabriel Jesús Núñez puis Pedro Lizarzaburu ministre des Finances et Rafael Barba Jijón ministre d'Instruction publique. Il maintient Sarasti à la Guerre.
[1740] *Diario Oficial*, n°361, 24 avril 1895, p. 2961.
[1741] *Diario Oficial*, n°362, 29 avril 1895, p. 2967.
[1742] *Diario Oficial*, n°367, 14 mai 1895, p. 3008.

1) La transaction libérale

Quintero et Silva distinguent trois grands acteurs lors de la crise de 1895, de la démission de Cordero à la proclamation d'Alfaro : la fraction garciano-cléricale des élites *terrateniente* andines, incarnée par le gouvernement de Salazar et la hiérarchie de l'Église catholique ; une alliance entre des petits et moyens propriétaires de la *Sierra* et l'oligarchie agro-commerciale de Guayaquil, ensuite, prompte à un compromis avec la première fraction ; et, finalement, les *montoneras*, porteuses d'un projet en rupture avec l'ordre *latifundista*, que les élites de Guayaquil finissent par rejoindre, sous la pression de la mobilisation populaire, le 5 juin[1743].

Sur la Côte, les *montoneras* réapparaissent dès le mois de février. Dans la *Sierra*, néanmoins, la logique insurrectionnelle semble être d'abord le fait des conservateurs. Ce sont eux qui tentent de se soulever à Quito, le 21 janvier et le 10 avril, et à Ibarra, le 21 mars, même s'ils sont soutenus par des libéraux. Les *¡Viva Ponce!* sont bien plus nombreux que les *¡Viva Alfaro!*[1744].

Tout au long de la crise, les libéraux se montrent conciliants. Le 13 janvier, plusieurs libéraux forment à Guayaquil une Société nationale libérale dans le but de défendre l'ordre constitutionnel et de maintenir une paix menacées par des « séditieux »[1745]. En janvier, pour les libéraux, ce terme désigne avant tout les conservateurs. Le lendemain, à Quito, le président du Directoire national, Luis Felipe Borja, nomme une commission qui rencontre Cordero. Elle est composée par Miguel Valverde, Joaquín Gómez de la Torre, Belisario Albán Mestanza et Ricardo Valdivieso. Ils offrent à Cordero le soutien du parti libéral, notamment en cas de révolte conservatrice, en échange d'une plus grande ouverture aux principes libéraux et de la destitution de Reinaldo Flores, dernier représentant de l'*Argolla* encore au pouvoir[1746]. Pourtant, les membres du Directoire ont déjà condamné le gouvernement, qu'ils jugent responsable de la vente du drapeau, de concert avec les dirigeants conservateurs en décembre, puis au sein de la Société libérale de Quito quatre jours avant la réunion. Cordero remercie les libéraux de leur soutien, mais n'accède pas à leurs demandes. Leur stratégie consiste visiblement à affaiblir le

[1743] QUINTERO, Rafael et SILVA, Erika, *op. cit.*, p. 240.
[1744] On entend les *¡Viva Ponce!* le 21 janvier et le 10 avril à Quito, par exemple ; « Protesta », *El Industrial*, n°116, 26 janvier 1895, p. 1 ; et « Crónica », *El Industrial*, n 127, 13 avril 1895, p. 4.
[1745] « ¡Basta conspiradores! » et « Boletín de *El Republicano* n°17 », *El Republicano*, n°181, 19 janvier 1895, p. 878-879. La Société nationale est dirigée par Benjamín Rosales, César Borja, Horacio Morla, Lizardo García, Lautaro Aspiazu, Pedro Pablo Gómez et José Gómez Carbo.
[1746] « Crónica general », *El Republicano*, n°181, 19 janvier 1895, p. 880-881 ; et « El Directorio liberal », *El Republicano*, n°188, 2 mars 1895, p. 916-917.

président pour le pousser à la démission puis pour hériter du gouvernement, en se présentant comme les garants d'un ordre constitutionnel, que les progressistes auraient trahi et que les conservateurs menaceraient de rompre. La principale crainte du Directoire, à ce moment, est que les conservateurs prennent le pouvoir. Les libéraux de Guayaquil partagent cette inquiétude ; ils demandent, le 19, le transfert du pouvoir non pas à Salazar ou à Mateus, mais à Carlos Casares. À vrai dire, les libéraux modérés croient leur moment venu. La chute du progressisme laisse un vide politique que le *Diario de Quito* appelle à combler par la création d'un nouveau parti incarnant une voie médiane, formé de libéraux modérés[1747].

Après la démission de Cordero, la politique libérale de transaction se poursuit. Luis Felipe Borja dépêche Joaquín Gómez de la Torre et Miguel Valverde dans les provinces du centre pour servir d'intermédiaires entre les *Vengadores de la patria* et Salazar. Ils persuadent Julio Andrade de regagner Quito pour y présenter ses revendications au gouvernement. Les deux parties parviennent à un accord le 26 avril : la Division du centre suspend ses opérations et permet la tenue des élections annoncées par Salazar, en échange de son incorporation dans l'Armée. Après la chute de Cordero, les *Vengadores de la patria* considèrent leur mission accomplie[1748]. Ils déposent les armes, malgré l'opposition d'une partie de leurs membres et de deux grandes figures libérales d'Ambato, Juan Benigno Vela et Constantino Fernández. Le *Diario de Quito* annonce alors que la guerre est finie[1749]. Toutefois, le conflit se radicalisera dans les semaines suivantes.

Le lendemain de la démission de Cordero, une partie du Directoire national annonce la candidature présidentielle de Darío Morla[1750]. Ce « Grand Cacao » incarne un compromis acceptable aux yeux des conservateurs et des libéraux, ainsi que pour les différentes fractions *latifundistas* et une partie de l'oligarchie agro-mercantile de Guayaquil. Miguel Valverde et Joaquín Gómez de la Torre, hommes de confiance de Luis Felipe Borja, se révèlent alors les acteurs déterminants de la stratégie libérale de transaction : ils sont membres de la commission qui rencontre Cordero, le 14 janvier ; font partie des libéraux qui proclament la candidature de Morla le 17 avril ; ils servent, enfin, d'intermédiaires entre le gouvernement de Salazar et la Division du centre, à la fin du mois.

[1747] « Concretemos », *Diario de Quito*, n°16, 6 avril 1895, p. 62.
[1748] Los "Vengadores de la Patria", *A la Nación*, Ambato, Imprenta de Salvador R. Porras, 1895.
[1749] « Lo del día », *Diario de Quito*, n°28, 24 avril 1895, p. 110.
[1750] « Candidatura », reproduit dans « Crónica », *Diario de Quito*, n°25, 20 avril 1895, p. 3. La candidature de Morla est soutenue par Luis Felipe Borja, Rafael et Joaquín Gómez de la Torre, Ricardo Valdivieso, Miguel Valverde, Víctor Gangotena, Fidel Egas, Belisario Quevedo et Modesto Peñaherrera.

À l'annonce des élections, les conservateurs, divisés et découragés, ne parviennent pas à tomber d'accord sur un nom. Le journal catholique *El Industrial* regrette ces divisions[1751]. Le Directoire national du parti conservateur décide de soutenir la candidature de Morla le jour même de sa proclamation par les libéraux[1752]. L'acte d'adhésion est signé par les dix-huit membres du Directoire, dont Camilo Ponce, le général Julio Sáenz et des conseillers municipaux de Quito, comme Aparicio Ribadeneira, Carlos Fernández Madrid et Camilo Daste. Face à l'incapacité des conservateurs à présenter leur candidat, Morla apparaît comme le seul moyen de contenir Alfaro : « Ahora es tarde para pensar en ningún otro nombre. No podemos optar sino entre Morla o Alfaro; y por este último señor se trabaja en la Costa. El que no está con Morla está con Alfaro »[1753]. Après avoir vaincu le progressisme en forçant Cordero à démissionner, les conservateurs considèrent qu'il est temps de liquider le libéralisme radical à travers un compromis avec les libéraux modérés, lesquels se montrent tout aussi inquiets de la croissante mobilisation populaire sur le Littoral :

> Hagamos sentir por nuestro procedimiento que si hemos tenido la fortuna de aniquilar al Progresismo, tendremos fuerzas para derrotar al radicalismo. Los votos por el ínclito Sr. Morla en estas elecciones, y nuestra firmeza en la lucha contra el partido alfarista hagan ver al mundo que amamos deveras a la Patria[1754].

L'élection de Morla, sans être la solution idéale, apparaît comme la seule issue pour débloquer la crise politique. Plusieurs conservateurs s'écrient : « Elijamos a Morla; salvémonos! »[1755]. Cette candidature incarne un retour à la formule de la fusion, à travers une nouvelle alliance entre Camilo Ponce, Luis Felipe Borja et une fraction libérale de Guayaquil, comme lors des élections présidentielles de 1892.

Pourtant, c'est avec stupeur que nombre de conservateurs apprennent le soutien de leurs dirigeants à la candidature libérale. Ils manifestent qu'ils ne se sentent plus représentés par le Directoire[1756]. *El Industrial* déplore une alliance contre-nature, qui ne saurait constituer une alternative, dans la mesure où Morla et Alfaro représentent un même mal, le libéralisme : « Se trabaja por la candidatura mencionada inquietando las conciencias con la especiosa disyuntiva :

[1751] « Crónica », *El Industrial*, n°131, 11 mai 1895, p. 4.
[1752] *Nuestro candidato*, Quito, Imprenta Municipal, 1895.
[1753] Patriotas, *¡A las urnas!*, Quito, Imprenta Municipal, 1895.
[1754] Verdaderos patriotas, *Responsabilidad*, Quito, Imprenta de Manuel V. Flor, 1895.
[1755] Conservadores, *Salvémonos!*, Quito, Imprenta Municipal, 1895.
[1756] Unos electores, *Nuestro candidato Señor Don Darío Morla*, Quito, Imprenta de Manuel V. Flor, 1895.

ALFARO o MORLA ; es decir, un liberal exagerado o un liberal moderado, y no es difícil que varios incautos se enreden en la que se dice trama fusionista »[1757].

Dans ce qui reste du camp progressiste, Ezequiel Calle critique également la nouvelle fusion. Il considère que Darío Morla n'est pas un homme providentiel et voit dans son élection une future source de déceptions : « La elección del Sr. Morla no será la piscina de Jesucristo, en que se curen los grandes males de la Patria, sino el Mar Muerto, en que se sepulten las ilusiones y esperanzas de ésta »[1758]. Cependant, contrairement aux élections de 1892, le progressisme, qui a disparu du paysage politique, est incapable de présenter un candidat capable de contrecarrer la fusion. Certains progressistes, comme Agustín Guerrero, Benjamín Chiriboga et Roberto Espinosa, préfèrent alors soutenir l'autre candidat libéral, José María Sáenz,[1759].

La candidature de Morla crée également des réticences dans une fraction significative du libéralisme, aussi bien à Quito qu'à Guayaquil. Le 1er mai, une partie du Directoire national fait sécession et désigne, de son côté, José María Sáenz candidat, avec le soutien de Belisario Albán Mestanza[1760]. Deux semaines plus tard, un groupe de libéraux de Guayaquil fait de même : il crée un comité électoral et manifeste son soutien à Sáenz dans un éphémère journal intitulé *El Partido liberal*[1761]. Ce titre indique qu'ils se considèrent désormais comme les représentants légitimes du libéralisme. Ils refusent, en effet, la formule de la fusion : « El partido liberal: rechaza de sí todo aquello que no sea convencimiento y lealtad, en doctrina y en acción; todo aquello que sea sospechoso o mal definido; todo aquello que tienda a alianzas híbridas o humillantes »[1762]. Ils ne voient dans la candidature de Morla qu'une machination des conservateurs, qui souhaitent l'utiliser comme marchepied vers le pouvoir. Si leur principal chef de file, Camilo Ponce décide de ne pas se présenter, c'est qu'il ne souhaite pas diriger le pays pendant une année seulement. Il espère que les conservateurs, grâce à leur influence à

[1757] « Crónica », *El Industrial*, n°133, 25 mai 1895, p. 3-4.
[1758] CALLE, Ezequiel, *Candidaturas*, Quito, Unión Lito-tipográfica, 1895.
[1759] *Candidatura*, Quito, Imprenta *La Novedad*, 1895.
[1760] « A la nación », *El Partido Liberal*, n°1, 22 mai 1895, p. 2. Le Directoire national de Quito proclame la candidature de José María Sáenz avec l'appui de Belisario Albán Mestanza, Carlos Freile Zaldumbide, Pedro Morales, Manuel et César Montalvo, Fidel Sosa.
[1761] Parmi les libéraux de Guayaquil qui soutiennent Sáenz, on compte les frères Lautaro, Aurelio et Efrén Aspiazu, César Borja, Enrique Baquerizo Moreno, Juan Bautista Destruge, Amalio Puga, Federico Rivera, membres du comité électoral ; ainsi que les frères Juan et Francisco Illingworth, José Joaquín Olmedo, les cousins Isidro et Jorge Icaza et leur neveu Luis Alfredo ; « Candidatura liberal », *El Partido Liberal*, n°1, 22 mai 1895, p. 2-3.
[1762] *Ibid*.

venir dans le gouvernement de Morla, pourront remporter les élections présidentielles de 1896 et s'établir durablement au pouvoir[1763].

Malgré leurs accusations d'inconsistance idéologique contre la candidature de Morla, les partisans de Sáenz ne peuvent pas pour autant être considérés comme des libéraux révolutionnaires. La candidature de Sáenz représente également une forme de transaction. Rappelons que Sáenz a accepté d'être nommé gouverneur du Guayas par Cordero après la démission de Caamaño, quoique pour quelques jours seulement. Par ailleurs, le comité électoral de Guayaquil rassemble des membres de la Société nationale libérale créée pour soutenir Cordero en janvier, comme Lautaro Aspiazu, et César Borja[1764]. Pour sa part, Belisario Albán Mestanza fait partie de la commission du Directoire national qui s'entretient avec le président de la République le 14 janvier. Julio Andrade, quant à lui, décide de négocier avec Salazar, fin avril. Plus généralement, Sáenz compte dans ses soutiens des libéraux modérés de la *Sierra*, comme Carlos Freile Zaldumbide, Manuel Larrea et Carlos Casares[1765], ainsi que des membres des familles cacaoyères les plus puissantes de Guayaquil, tels les frères Aspiazu, les Icaza, les Puga et les Illingworth. Il est soutenu, en outre, par plusieurs progressistes, car Sáenz promet de mettre fin à l'« anarchie », terme employé par les conservateurs et les progressistes pour désigner le libéralisme radical[1766].

Toutefois, deux jours avant les élections, José María Sáenz renonce à sa candidature et appelle ses partisans à s'abstenir, afin de ne pas diviser les libéraux[1767]. En réalité, sa candidature rassemble moins de soutiens que celle de Morla. Surtout, elle est trop tardive ; elle n'est proclamée que le 1er mai à Quito et le 16 à Guayaquil. Sáenz l'accepte le 18[1768], dix jours seulement avant les élections, si bien que la presse de Guayaquil ne commence à s'en faire écho qu'à partir du 22[1769].

Dès lors, les élections présidentielles des 28, 29, 30 et 31 mai 1895, ultime manœuvre des *terratenientes* andins pour conserver le pouvoir et de l'oligarchie agro-mercantile de la Côte pour éviter la radicalisation du conflit, s'avèrent un échec, comme l'indique Ayala Mora :

1763 « Crónica », *El Partido Liberal*, n°1, 22 mai 1895, p. 4.
1764 « Boletín de *El Republicano* n°17 », *El Republicano*, *art. cit.*, p. 879.
1765 *Candidatura*, Quito, *op. cit.*, 1895.
1766 « Candidatura liberal », *El Partido Liberal*, *art. cit.*, p. 2.
1767 SAÉNZ, José María, *A mis electores, ante la Nación*, Guayaquil, Imprenta de *La Nación*, 1895.
1768 « Candidatura liberal », *El Partido Liberal*, *art. cit.*, p. 3.
1769 *El Partido Liberal*, n°1, 22 mai 1895 ; et « Nuestro deber », *El Globo*, 22 mai 1895, p. 2. Le numéro était illisible sur l'exemplaire que nous avons consulté, mais nous pensons qu'il s'agit probablement du numéro 2296.

> En otras circunstancias, el arreglo electoral hubiera puesto fin a la crisis, puesto que se había logrado una vez más un arreglo entre *señores de la tierra* y *caballeros del comercio*. Pero con lo que no contaban los notables es que un gran proceso de movilización estaba en marcha y no podía detenerse por acuerdos de trastienda[1770].

Les élections ne se déroulent que dans certaines provinces seulement, car l'ensemble du Littoral est déjà sous le contrôle des *montoneras*, à l'exception d'une partie de Manabí et du Guayas. Là où elles ont lieu, elles suscitent peu d'intérêt. Certains libéraux doutent de l'efficacité des élections pour résoudre la crise et s'accrochent à l'idée d'un gouvernement d'union nationale rassemblant tous les partis. C'est la position du journal *El correo nacional*, qui qualifie les élections de « farce »[1771]. L'abstention est massive. Selon une estimation pour la première des quatre journées électorales à Quito, quelque deux cents personnes seulement se sont déplacées pour voter. Alfaro, qui pourtant n'a jamais été proclamé candidat, réussit d'ailleurs à obtenir 36% des suffrages (78 voix contre 139 pour Darío Morla)[1772]. À Guayaquil, la situation est bien plus grave encore. Les révolutionnaires détruisent les bureaux de vote et jettent les urnes dans le fleuve[1773]. Le Congrès extraordinaire chargé du dépouillement du vote, convoqué pour le 20 juin, ne se réunira jamais. L'échec manifeste de ces élections révèle l'ampleur de la crise de représentation de l'État *terrateniente*[1774].

Toutes les combinaisons — le soutien de la Société libérale nationale et du Directoire de Quito à Cordero en janvier, la dissolution de la Division du centre, les candidatures de Morla et de Sáenz, alors que les opérations des *montoneras* s'intensifient sur le Littoral —, indiquent la présence de deux tendances au sein du mouvement révolutionnaire libéral. D'un côté, un projet *antilatifundista*, qui s'articule autour des *montoneras*, des commerçants, des petits propriétaires et des artisans ; de l'autre, un projet de transaction avec les *terratenientes* andins, porté par la bourgeoisie agro-mercantile de Guayaquil, qui craint la mobilisation populaire et se méfie d'Alfaro[1775]. Finalement, cette dualité intrinsèque au mouvement révolutionnaire est surmontée lorsque l'élite du port principal est contrainte de rejoindre le projet de rupture, sous la pression des *montoneras* qui se déversent sur la Côte et assiègent Guayaquil.

[1770] AYALA Mora, Enrique, *Historia de la Revolución liberal*, *op. cit.*, p. 88.
[1771] « Elecciones », *El correo nacional*, n°10, 30 mai 1895, p. 2.
[1772] *Boletín eleccionario. Día 28*, Quito, Imprenta del clero, 1895.
[1773] MUÑOZ VICUÑA, Elías, *op. cit.*, p. 191-192.
[1774] *Ibid*.
[1775] *Ibid*., p. 235 et 239 ; et AYALA Mora, Enrique, *Historia de la Revolución liberal*, *op. cit.*, p. 93.

2) Le retour d'Eloy Alfaro et la radicalisation du conflit

Le 5 février, Alfaro se manifeste depuis Managua. Il se félicite des protestations contre le gouvernement concernant l'affaire de l'*Esmeralda*, mais il les considère insuffisantes et appelle à un soulèvement général. À ses yeux, seul le recours à la force peut désormais défaire le pays de l'*Argolla* : « Solamente a balazos dejarán vuestros opresores el poder que tienen únicamente por la violencia »[1776]. Il annonce son départ pour l'Équateur, mais il n'a pas l'intention de partir sur-le-champ. Attendant des conditions propices à son retour, il envoie ses agents sur le Littoral pour réactiver les *montoneras*, notamment Plutarco Bowen et d'autres « agitateurs professionnels »[1777]. Quelques jours après le manifeste d'Alfaro, les *montoneras* réapparaissent à Daule, Yaguachi et Milagro, bien qu'elles soient rapidement dispersées. Les autorités de Quito comprennent parfaitement que l'irruption des *montoneras* représente le premier acte du retour d'Alfaro[1778].

Le nom d'Alfaro commence d'ailleurs à circuler à nouveau dans l'opinion publique de la Côte, à commencer par la presse libérale de Guayaquil. Le journal satirique *El Cáustico* réclame sa présence dès le 20 janvier, avant même le manifeste d'Alfaro, dans une caricature intitulée « ¡Mirad! » (cf. figure n°10)[1779]. Deux hommes apparaissent ; le premier représente l'Armée, l'autre, coiffé d'un bonnet phrygien, le Peuple. Ils regardent dans la même direction et pointent du doigt la figure d'Alfaro, qui occupe la place du soleil. Au fond, sur le fleuve Guayas ou dans l'Océan Pacifique, l'*Esmeralda* porte deux pavillons où l'on peut lire « £ 80 000 », soit le montant de la commission perçue par Caamaño, selon la presse de Guayaquil. L'image présente Alfaro comme un homme providentiel jouissant d'une grande popularité au sein de l'Armée et, plus largement, de la population équatorienne.

C'est surtout à partir du mois d'avril, après la démission de Cordero, que la mobilisation des *montoneras* s'intensifie. Elle prend une ampleur inédite, preuve que les guérillas libérales ne sauraient se contenter d'un simple changement de gouvernement. Plusieurs chefs-lieux et villages de la Côte proclament Eloy Alfaro Chef Suprême de la République, à partir de la mi-

[1776] « Primera proclama dada por el Caudillo y actual Jefe Supremo desde Manuagua », *Registro Oficial*, n°2, 10 juillet 1895, p. 9.
[1777] AYALA Mora, Enrique, *Historia de la Revolución liberal*, *op. cit.*, p. 84-85.
[1778] « Lo que significan las montoneras no habrá quien deje de comprenderlo. Suele decirse por los montubios que la aparición de un enjambre particular de moscas anuncia la proximidad del tigre. Los montoneros son las moscas de Alfaro » ; « Boletín oficial n°1 », *El Republicano*, *art. cit.*, p. 913.
[1779] « ¡Mirad! », *El Cáustico*, n°5, 20 janvier 1895, p. 3-4.

avril et tout au long du mois de mai, bien avant Guayaquil. La première province à tomber entre les mains révolutionnaires est celle d'Esmeraldas. Carlos et Julio Concha, membres d'une famille *terrateniente* locale, prennent le contrôle de la capitale provinciale le 23 avril. Leur *pronunciamiento* ne fait aucune mention d'Alfaro, mais les frères Concha sont ses principaux soutiens à Esmeraldas[1780].

Figure n°10. ¡Mirad!

El Cáustico, n°5, 20 janvier 1895, p. 3-4

Sur le reste du Littoral, l'action révolutionnaire des *montoneras* suit une progression qui va des campagnes vers la ville, jusqu'à l'adhésion du port principal à Alfaro, le 5 juin. La trajectoire de la *montonera* dirigée par Juan Miguel Triviño est, à ce titre, éclairante (cf. figure n°11).

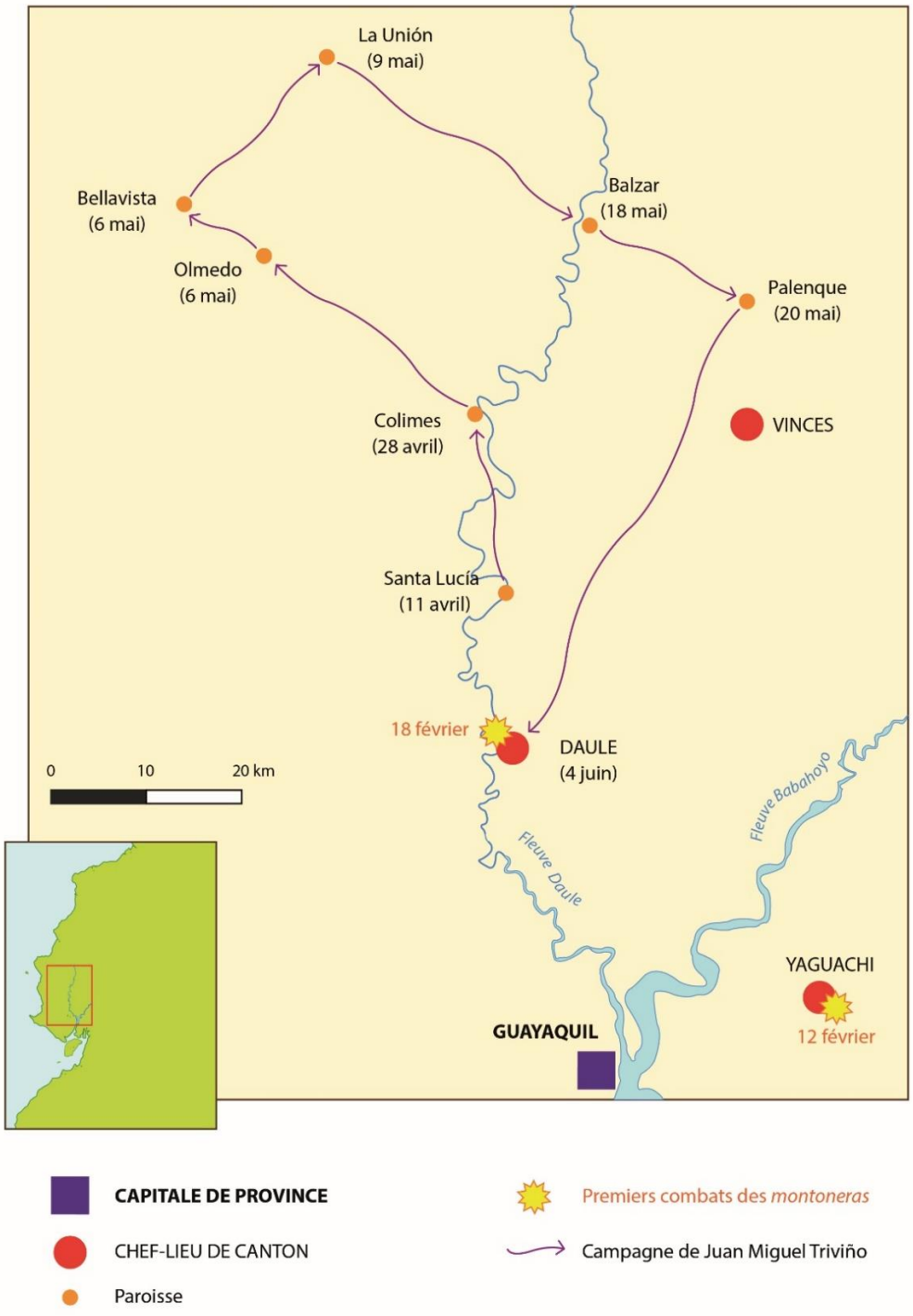
[1780] *Registro Oficial*, n°5, 18 juillet 1895, p. 39-40.

Triviño, vétéran des combats des années 1880, prend le contrôle des zones rurales situées aux limites des provinces de Manabí, Guayas et Los Ríos. Il effectue une boucle autour de la vallée du fleuve Daule avant de descendre vers le sud, en direction de Guayaquil. Il commence sa campagne dans la paroisse de Santa Lucía, dans le Guayas, le 11 avril, où Alfaro est proclamé Chef Suprême. Parmi les différents *pronunciamientos* que nous avons trouvés, c'est le premier à le nommer explicitement[1781]. Cordero démissionne le 16, mais la campagne de Triviño ne fait que commencer. Il avance vers les paroisses de Colimes le 28 (Guayas), Olmedo et Bellavista le 6 mai, La Unión le 9 (Manabí), Balzar le 18 (Guayas), Palenque le 20 (Los Ríos)[1782]. Il s'empare de son premier chef-lieu de canton, Daule, le 4 juin[1783], puis marche sur Guayaquil, qui le lendemain se prononce en faveur d'Alfaro. À chaque étape, Triviño fait adopter un *pronunciamiento* rejetant l'autorité du gouvernement de Quito et la Constitution de 1884, proclamant Alfaro Chef Suprême et convoquant une Assemblée constituante.

Dans le nord de la province de Manabí, c'est le chef *montonero* José Antonio García qui dirige les opérations. García est proclamé gouverneur de Manabí et Alfaro Chef Suprême, à Chone le 5 mai[1784]. Il s'agit du premier chef-lieu de canton à reconnaître explicitement l'autorité d'Alfaro, d'après les sources que nous avons consultées, bien que Muñoz Vicuña affirme que Vinces l'a fait dès le 17 février[1785]. Dans la province de Los Ríos, la principale figure *montonera* est le très jeune général Plutarco Bowen, diligenté par Alfaro. Le 6 mai, il prend Vinces[1786] ; le 18, il attaque la capitale provinciale, Babahoyo, qui ne tombera que le 30. Il se lance ensuite à la conquête de Guaranda, capitale de la province de Bolívar, quoique sans succès. Dans la province d'El Oro, c'est un colonel issu d'une grande famille cacaoyère, Manuel Serrano, qui dirige le mouvement. Il organise un petit contingent, la Division du sud, qui prend les principales agglomérations, entre le 30 avril et le 9 mai : El Guabo, Pasaje, Santa Rosa et, finalement, la capitale, Machala, où Eloy Alfaro est proclamé Chef Suprême le 10 mai[1787].

[1781] *Registro Oficial*, n°2, 10 juillet 1895, p. 11.
[1782] *Ibid.*, p. 11-13; n°5, 18 juillet 1895, p. 40 ; n°6, 22 juillet 1895, p. 46-47; et n 27, 26 septembre 1895, p 216.
[1783] *Registro Oficial*, n°2, 10 juillet 1895, p. 13-14.
[1784] *Registro Oficial*, n°14, 20 août 1895, p. 111-112.
[1785] MUÑOZ VICUÑA, Elías, *op. cit.*, p. 103.
[1786] *Registro Oficial*, n°26, 23 septembre 1895, p. 207-208.
[1787] MUÑOZ VICUÑA, Elías, *op. cit.*, p. 161-178.

Figure n° 11. La campagne de Juan Miguel Triviño dans la vallée du Daule (avril-juin 1895)



Élaboré par Maël Medina

Dans ce contexte, l'agitation politique gagne Guayaquil dès la fin du mois, comme en témoigne l'échec des élections anticipées. Au début du mois de juin, la situation s'aggrave, la ville étant complètement isolée et les communications interrompues. Bowen, Triviño, Montero, Valdez, Pedro Concha, campent aux portes de la ville. La chute des chefs-lieux des cantons les plus proches, Yaguachi le 1er juin et Daule le 4, précipite les évènements à Guayaquil.

Le 3 juin, en effet, Reinaldo Flores doit faire face à une insurrection populaire, soutenue par le corps de police, qu'il parvient à contenir au prix d'immenses efforts et malgré plus de vingt morts[1788]. Toutefois, le général a perdu le contrôle de la situation ; il ne peut faire face à un nouveau soulèvement. Le gouverneur de la province, Rafael Pólit, le persuade de présenter ensemble leur démission le lendemain, non pas au gouvernement, avec qui les communications sont coupées, mais à une Junte de notables. Le 5 juin, cette Junte convoque une assemblée populaire qui rejette la Constitution de 1884 et le gouvernement de Salazar, nomme Eloy Alfaro Chef Suprême de la République et Général en chef des Armées et exige la convocation d'une Convention Nationale[1789]. Ignacio Robles est désigné Chef civil et militaire de la province du Guayas jusqu'à l'arrivée d'Alfaro. L'acte de proclamation recueille plus de quinze mille signatures, soit la majorité de la population masculine adulte de Guayaquil[1790].

Les élites du port principal ont tenté de résister jusqu'au bout à la nomination d'Alfaro. Le 4 juin, d'autres noms sont encore évoqués par la Junte de notables, comme celui de Camilo Ponce ou de Darío Morla. Mais elle finit par céder sous la pression des paysans en armes massés aux portes de la ville et celle des secteurs populaires urbains, notamment des artisans, qui attaquent les casernes le 4 juin. Si l'élite portuaire opte finalement pour Alfaro, c'est aussi — et justement — en raison de ses qualités militaires et de sa capacité à mobiliser les secteurs populaires[1791], qui le rendent indispensable dans l'affrontement avec les conservateurs retranchés dans les Andes.

[1788] FLORES, Reinaldo, *Parte oficial, op. cit.*, p. 1.

[1789] « Acta de pronunciamiento », *Registro Oficial*, n°1, 1er juillet 1895, p. 2. Cf. annexe n°16.

[1790] Parmi les premiers signataires se trouvent Ignacio Robles, José Toribio Noboa, ancien ministre des finances de Flores (1888-1889) et administrateur de la douane de Guayaquil, Pedro J. Boloña, professeur de médecine de la Junte universitaire, Leandro Serrano, ancien sénateur et un des principaux producteurs de cacao de la province d'El Oro, Luis Felipe Carbo, José María Urbina Jado, José Eleodoro Avilés, Francisco et Eduardo Icaza, Lautaro Aspiazu, Juan Miguel Triviño, Emilio Estrada, César Borja, Lizardo García, Serafín Wither ; *Ibid*.

[1791] Le rédacteur d'*El Cáustico* ne se trompait pas en affirmant qu'Alfaro était une figure « simpática para el Pueblo y para el Ejército », « Por segunda y última vez », *El Cáustico*, n°5, 10 février 1895, p. 1.

La proclamation d'Alfaro à Guayaquil fait tomber les derniers bastions de résistance sur le Littoral, comme Puebloviejo (Los Ríos)[1792] ou Jipijapa (Manabí)[1793]. En attendant l'arrivée d'Alfaro et afin d'asseoir l'autorité libérale sur la Côte, Robles envoie à Portoviejo une commission formée notamment par Felicísimo López et le curé Manuel Ontaneda, chargée de négocier avec les autorités encore présentes, à savoir les chefs du bataillon n°4 et l'évêque Schumacher. Ce dernier refuse toute discussion, en particulier avec López, qu'il a excommunié, et Ontaneda qu'il considère comme un traître[1794]. Au même moment, le frère d'Eloy Alfaro, Medardo, se trouve aux portes de la ville avec ses *montoneras*. Considérant la situation intenable, mais refusant de se rendre, Schumacher et le bataillon n°4 décident de fuir vers le nord-est, en direction de Quito, non sans combattre d'abord les libéraux à Calceta, le 22 juin, dans un affrontement qui fait plusieurs morts. Ils entament alors un long voyage d'un mois à travers les forêts du Littoral, jusqu'à leur entrée triomphale à Quito, le 20 juillet. Pendant ce temps, le 18 juin, Montecristi se prononce en faveur d'Alfaro et, le 21, le port de Manta[1795], où les *montoneros* prennent le contrôle de la canonnière *Cotopaxi*. Le 28, Medardo Alfaro est proclamé gouverneur de Manabí à Portoviejo[1796]. À cette date, les combats ont pratiquement cessé sur la Côte ; les affrontements se déplacent vers la *Sierra*.

Dans les Andes, où la base sociale du libéralisme est plus étroite, les *pronunciamientos* en faveur d'Alfaro sont presque toujours postérieurs au 5 juin et, somme toute, assez rares avant la bataille de Gatazo, le 14 août. Quand ces velléités révolutionnaires ne sont pas purement symboliques, comme le *pronunciamiento* de Latacunga le 18 juin[1797], où les autorités de Quito gardent le contrôle, elles sont facilement réprimées. Les libéraux sont vaincus en quelques jours dans les villes andines où ils ont proclamé l'autorité Alfaro, comme Azogues le 14 juin[1798], Loja le 16[1799] et Guaranda le 4 juillet[1800]. Le colonel Antonio Vega reprend rapidement Azogues puis

[1792] *Registro Oficial*, n°2, 10 juillet 1895, p. 14.
[1793] *Registro Oficial*, n°17, 30 août 1895, p. 136.
[1794] Schumacher n'avait pas de mots assez durs pour qualifier López et Ontaneda : « El tétrico masonismo, representado por un excomulgado, y la profanación del santuario, simbolizada por un sacerdote indigno aun de llevar las sagradas insignias del sacerdocio: Felicísimo López, el excomulgado, y Manuel Ontaneda, el sacerdote apóstata; estos son los enviados del radicalismo que vienen a proponernos una alternativa. […] Escoged entre Felicísimo López con su desgraciado apóstata, y nuestros sacerdotes. Escoged entre Dios y Satanás; pues de esto se trata! » ; « Carta Pastoral del Ilmo. Sr. Obispo de Portoviejo, contra el "Radicalismo" », *Boletín eclesiástico*, n°17, 20 juillet 1895, p. 290.
[1795] *Registro Oficial*, n°9, 31 juillet 1895, p. 71-72.
[1796] *Registro Oficial*, n°2, 10 juillet 1895, p. 16.
[1797] *Ibid*., p. 15-16.
[1798] *Registro Oficial*, n°28, 28 septembre1895, p. 224.
[1799] Loja adhère à la proclamation de Guayaquil, Manuel Cueva est nommé Chef civil et militaire de la province et il entre en contact avec le premier cabinet d'Alfaro, *Ibid*., p. 14-15.
[1800] *Registro Oficial*, n°21, 10 septembre 1895, p. 167.

fait demi-tour vers Loja, qui tombe le 29 juillet. Sarasti reprend Guaranda trois semaines après son *pronunciamiento*. Dans la province du Carchi, le libéral Rafael Arellano parvient à constituer une force de quelque trois cents hommes, qui se dirige vers Quito en suivant la cordillère orientale, mais il est battu puis fait prisonnier à quelques kilomètres au nord-est de la capitale, le 17 juillet[1801]. Dès lors, l'issue du conflit dépend de l'affrontement entre l'armée d'Alfaro et celle du général Sarasti, dans les Andes centrales. En réalité, la crise politique ne se transforme que sur la Côte en crise révolutionnaire. Dans les Andes, la mobilisation d'une paysannerie indienne est faible, tardive et partielle[1802]. Les libéraux peinent à représenter une alternative politique viable dans la *Sierra*.

Eloy Alfaro arrive enfin à Guayaquil le 18 juin, où il est triomphalement reçu. Il déclare aussitôt en vigueur la Constitution de 1878, en attendant la tenue d'une Assemblée constituante[1803]. Il forme un premier cabinet, composé surtout de modérés, d'anciens ministres de Veintemilla, comme Luis Felipe Carbo et Cornelio Vernaza, ou des libéraux liés au commerce et à la finance, comme Lizardo García et José Luis Tamayo[1804]. Dès les premiers jours, Alfaro tient à préparer l'opinion publique à la possibilité d'une guerre contre le gouvernement de Quito, quoiqu'en signalant que tout affrontement sera exclusivement le fruit de l'intransigeance des conservateurs[1805].

La proclamation d'Alfaro provoque une bipolarisation politique extrême. Aucune transaction ne semble désormais possible. Avant le 5 juin, les libéraux de Guayaquil considèrent déjà que le progressisme est mort. L'ennemi commun disparu, la fusion n'a plus de raison d'être et la lutte politique se circonscrit alors aux deux partis restants : « Hállanse frente a frente, en la arena política, dos partidos antagonistas, que ya no pueden, no deben marchar unidos; y que hoy se desligan y separan […]. Estos partidos son el Liberal y Conservador »[1806]. À Quito, le journal conservateur *El pueblo* reprend cette affirmation presque mot pour mot : « Ahora tenemos frente a frente al partido radical y al partido católico »[1807]. Conservateurs et libéraux

[1801] *Diario Oficial*, n°379, 31 juillet 1895, p. 3085.
[1802] QUINTERO, Rafael et SILVA, Erika, *op. cit.*, p. 244.
[1803] *Registro Oficial*, n°1, 1er juillet 1895, p. 3.
[1804] Il nomme Luis Felipe Carbo ministre de l'Intérieur, Lizardo García ministre des Finances et Cornelio Vernaza ministre de la Guerre. José Luis Tamayo est nommé sous-secrétaire des Affaires étrangères, José De Lapierre sous-secrétaire de l'Intérieur, Aurelio Noboa sous-secrétaire d'Instruction publique, Serafín Wither sous-secrétaire des Finances, Miguel Ángel Carbo sous-secrétaire de Crédit et des Travaux publics et Wilfrido Venegas sous-secrétaire de la Guerre ; *Ibid.*, p. 3-4.
[1805] *Ibid.*, p. 6.
[1806] « Candidatura liberal », *El Partido Liberal*, *art. cit.*, p. 2.
[1807] « Frente a frente », *El Pueblo*, Quito, n°3, 11 juin 1895, p. 1.

s'accordent sur un même constat : le progressisme a disparu du paysage politique. Pour *El pueblo*, « El progresismo no existe como entidad política apreciable. […] Puede considerársele como un partido muerto »[1808]. Le journal considère la voie médiane progressiste comme responsable de la crise politique, car elle a divisé la mouvance conservatrice :

> Se halla completamente caído el sistema iniciado por Caamaño, quien destruyó el partido conservador fraccionándolo, y de cuyos principios de severa honradez se apartó. […] Muchos de sus miembros irán a aumentar las filas de los radicales, de cuyo advenimiento han sido los preparadores por medio de la libertad ilimitada de la prensa y el desorden económico; otros, más avisados y de mejor conciencia, volverán al seno del antiguo partido católico, de cuyas tradiciones renegaron[1809].

À vrai dire, la plupart des dirigeants progressistes rejoindront le camp conservateur, comme Sarasti, Pedro Lizarzaburu, José Justiniano Estupiñán, Ezequiel Calle ou Pacífico Chiriboga.

Malgré une bipolarisation politique exacerbée, Alfaro nomme d'emblée une Commission chargée de négocier un accord avec le gouvernement de la capitale. Elle est composée de plusieurs notables libéraux et présidée par Rafael Pólit, un transfuge conservateur qui connaît les autorités de Quito[1810]. La Commission arrive jusqu'à Latacunga en quelques jours où elle est accueillie dans la *gobernación*. L'exécutif de Quito refuse de la recevoir dans la capitale, car il craint que son arrivée ne provoque des débordements et s'estime incapable d'assurer sa sécurité ; les négociations devraient donc avoir lieu à Latacunga. La Commission, de son côté, s'obstine à vouloir négocier à Quito. Les délégués libéraux décident alors de rentrer à Guayaquil. Alfaro envoie une autre Commission à Cuenca, afin de négocier avec le gouverneur de la province de l'Azuay, Benigno Astudillo, et le commandant en chef du district militaire de Cuenca, le colonel Antonio Vega[1811]. Le gouverneur reçoit la Commission à son domicile, mais refuse de lui accorder une audience officielle, car le gouvernement de Quito ne lui a pas donné d'instructions pour négocier avec les représentants d'Alfaro[1812].

Les négociations n'auront donc pas lieu. Nous pouvons légitimement questionner la sincérité, de part et d'autre, de l'intention de négocier. Compte tenu de la violence politique des derniers

[1808] *Ibid*.
[1809] *Ibid*.
[1810] Rafael Pólit a été nommé gouverneur du Guayas par Salazar en mai et son frère, Fernando Pólit, est procureur général et président du Conseil d'État. La commission est aussi formée notamment de Francisco Fernández Madrid et Lautaro Aspiazu ; *Registro Oficial*, n°3, 12 juillet 1895, p. 17.
[1811] Cette deuxième commission est formée de José Elizalde, Homero Morla, Eduardo Hidalgo et José María Carbo.
[1812] *Ibid*., p. 23-24.

mois, aussi bien verbale qu'armée, il semble peu probable qu'un camp ou l'autre soit prêt à transiger. Alors que les deux Commissions nommées par Alfaro poursuivent leurs démarches, ce dernier commence déjà à organiser une campagne militaire. Pour chacun des deux gouvernements, ce simulacre de négociations a vraisemblablement pour but de montrer que tous les moyens diplomatiques et pacifiques auront été épuisés, ce qui permet de dénoncer l'intransigeance de l'adversaire et de légitimer le recours aux armes. Alfaro accuse ainsi Sarasti et le gouvernement de Salazar de l'échec des négociations :

> Si las gestiones pacíficas de que fueron encargadas las diferentes comisiones parlamentarias que acredité ante su Gobierno abortaron por completo; y, finalmente, si la guerra entre hermanos ha estallado, nadie dirá que es culpa mía, y sí de quienes, como usted, no han querido inspirarse en los sentimientos de un puro y levantado patriotismo[1813].

III) L'avènement de l'État libéral

1) La croisade contre le libéralisme

Lorsque Vicente Lucio Salazar assume le pouvoir, les conservateurs défendent désormais le gouvernement. Après s'être entretenu avec Cordero, qui lui confirme sa volonté de démissionner, Camilo Ponce donne aux conservateurs qui le suivent l'ordre de suspendre les hostilités[1814]. Salazar s'efforce, de son côté, de surmonter les divisions qui ont précipité la chute de Cordero et de rassembler autour de lui tous les catholiques, conservateurs ou progressistes, afin de combattre le libéralisme : « El peligro de la Patria ha disipado todos los motivos de división que os impedían formar una sola fuerza al frente del enemigo común. […] Tiéndase

[1813] Cette lettre d'Eloy Alfaro à Sarasti, datée du 4 août 1895, est reproduite dans *Registro Oficial*, n°19, 5 septembre 1895, p. 146-147.
[1814] PONCE, Camilo, *Exposición*, *op. cit.*, p. 2.

sobre las pasadas desavenencias un velo de generoso y eterno olvido »[1815]. Les conservateurs qui se sont soulevés contre Cordero, et même contre Salazar pendant ses premiers jours au pouvoir, se rallient désormais au gouvernement de Quito pour barrer la route aux libéraux, à l'instar d'Antonio Grijalva, qui a participé à deux soulèvements conservateurs dans les provinces du Carchi et d'Imbabura. C'est lui qui défait la colonne de Rafael Arellano, en provenance de Tulcán, le 17 juillet, sur la cordillère orientale[1816]. Mais les divisions sont profondes et il est trop tard pour une réconciliation. Le vicaire capitulaire d'Ibarra, Manuel Páez déplore les rivalités au sein de la mouvance conservatrice avant la démission de Cordero ; elles ont permis aux « hombres que se precian de impíos, con los nombres de liberales, radicales o masones »[1817] de gagner du terrain. Manuel Páez emploient ce termes le 27 mai, alors que les élections présidentielles, devant commencer le lendemain, s'acheminent vers un échec et que les *montoneras* ont pris le contrôle de presque toute la Côte.

L'exécutif de Quito est faible. Salazar, malade, délègue parfois le pouvoir à Carlos Mateus[1818], président du Sénat, et à Aparicio Ribadeneira, nommé ministre de l'Intérieur le 28 juin[1819]. Le gouvernement reste maître du nord et du centre de la *Sierra*, mais il est complètement coupé des forces gouvernementales de Cuenca. Par ailleurs, dans sa zone d'influence, son contrôle n'est pas total, puisqu'il ne peut éviter plusieurs rassemblements de troupes libérales dans la province du Carchi. Rafael Arellano est vaincu le 17 juillet, mais il a tout de même traversé avec ses hommes les provinces du Carchi, d'Imbabura et du Pichincha sans résistance jusqu'à une trentaine de kilomètres de Quito. Dans le centre, la ville d'Ambato échappe complètement au gouvernement de Salazar. En juillet, les libéraux, dirigés par Constantino Fernández et Juan Benigno Vela, ont pris le contrôle de la ville, et reconstituent rapidement une force militaire après la dissolution des *Vengadores de la patria*[1820]. L'armée de Sarasti ne cherche pas à la reprendre et ne fait qu'y passer en direction de Riobamba, pour consacrer ses énergies à l'affrontement avec Alfaro. Le gouvernement n'hésite pas, en revanche, à faire arrêter les

[1815] « Proclama de S. E. el Sr. Vicepresidente de la República », *Diario Oficial*, n°376, 3 juillet 1895, p. 3072.
[1816] *Diario Oficial*, n°380, 6 août 1895, p. 3090.
[1817] « Exhortación que hace el Vicario Capitular de Ibarra a sus diocesanos, sobre la necesidad de oponerse al radicalismo », *Boletín eclesiástico*, n°16, 28 juin 1895, p. 252.
[1818] Le 9 juin, par exemple, *Diario Oficial*, n°374, 18 juin 1895, p. 3063.
[1819] *Diario Oficial*, n°376, 3 juillet 1895, p. 3071.
[1820] « Crónica general », *El Pueblo*, Quito, n°10, 6 juillet 1895, p. 3; et « Crónica », *El Industrial*, n°139, 6 juillet 1895, p. 4.

dirigeants libéraux de la capitale, comme Modesto Peñaherrera, le 2 juin, ou Miguel Valverde, trois semaines plus tard[1821].

L'essor du libéralisme est vécu comme l'avènement de l'Apocalypse par les autorités ecclésiastiques et conservatrices. Dès le 20 décembre 1894, alors que l'agitation ne fait que commencer, Schumacher prévient les fidèles que les libéraux ont l'intention d'« acelerar la época anunciada por Jesucristo y sus profetas, en la cual el Anticristo subirá al altar para hacerse adorar »[1822]. Le discours conservateur présente le conflit en termes manichéens. Les membres des forces constitutionnelles sont appelés les soldats de la religion ou du Christ[1823] ou les défenseurs de la sainte Église[1824]. Pour l'évêque de Portoviejo, les libéraux, au contraire, représentent les missionnaires de l'Antéchrist[1825], « los agentes de la secta tenebrosa »[1826], « los espíritus infernales »[1827]. L'évêque de Loja, Masià, ne dit pas autre chose, le 13 avril : « los perturbadores del orden público son imitadores del demonio, primer revolucionario y caudillo de todos los revoltosos »[1828]. La révolution est associée au péché et à Satan. L'affrontement entre le gouvernement de Quito et celui de Guayaquil apparaît alors comme le combat ultime entre le bien et le mal, « la guerra entre la Iglesia de Dios y el reino de Satanás »[1829], « la encarnizada lucha que libran los hijos de la luz y los de las tinieblas »[1830]. Il n'y a pas de compromis possible. Lorsque Medardo Alfaro se trouve aux portes de Portoviejo, Schumacher somme les habitants de Manabí de choisir leur camp : « Escoged entre Dios y Satanás; pues de eso se trata! »[1831].

[1821] « Crónica general », *El Pueblo*, Quito, n°7, 26 juin 1895, p. 4; et « Crónica », *El Industrial*, n°138, 29 juin 1895, p. 4.
[1822] « Vigésima Carta pastoral del Ilmo. Rmo. Señor Obispo de Portoviejo », *Boletín eclesiástico*, *op. cit.*, p. 18.
[1823] « Proclama de S. E. el Sr. Vicepresidente de la República a los señores Jefes, Oficiales y Soldados de la 3ª división », *Diario Oficial*, n°378, 24 juillet 1895, p. 3081; et ENRÍQUEZ, Vicente, « Los dos partidos », *El grito de la Sierra*, n°3, 12 juillet 1895, p. 2.
[1824] « Carta Pastoral del Ilmo. Sr. Obispo de Portoviejo, contra el "Radicalismo" », *Boletín eclesiástico*, *op. cit.*, p. 291.
[1825] « Vigésima Carta pastoral del Ilmo. Rmo. Señor Obispo de Portoviejo », *Boletín eclesiástico*, *op. cit.*, p. 19 et 24.
[1826] *Ibid.*, p. 20.
[1827] « Carta Pastoral del Ilmo. Sr. Obispo de Portoviejo, contra el "Radicalismo" », *Boletín eclesiástico*, *op. cit.*, p. 290.
[1828] « Carta Pastoral del Ilmo. Señor Obispo de Loja, con motivo de la solemnidad de la Pascua de Resurrección », *Boletín eclesiástico*, n°16, 28 juin 1895, p. 245.
[1829] « Vigésima Carta pastoral del Ilmo. Rmo. Señor Obispo de Portoviejo », *Boletín eclesiástico*, *op. cit.*, p. 17.
[1830] ENRÍQUEZ Vicente, « Los dos partidos », *El grito de la Sierra*, *art. cit.*, p. 2.
[1831] « Carta Pastoral del Ilmo. Sr. Obispo de Portoviejo, contra el "Radicalismo" », *Boletín eclesiástico*, *op. cit.*, p. 290.

Pour les conservateurs, la République du Cœur de Jésus est en danger et, avec elle, l'unité nationale[1832]. Ils appellent toujours les soldats à défendre à la fois la Religion et la Patrie[1833], c'est-à-dire la double identité d'Équatorien et de catholique. Le libéralisme est défini comme une menace d'apostasie sociale ; il suppose la déchéance morale de la République catholique reniant sa dévotion au Sacré Cœur[1834]. Pour Hidalgo Nistri, cette rhétorique apocalyptique s'inscrit dans le millénarisme dominant l'éthos conservateur, au tournant du siècle. Son analyse permet de comprendre le discours conservateur entre juin et août 1895 :

> La clausura de ese ciclo de la historia se produciría una vez ocurrido el enfrentamiento entre los ejércitos de Cristo y los del anticristo. De esta magna lid solo podía salir un único y solitario vencedor. Dos bandos irreconciliables daban la última y definitiva batalla, los *hijos de la luz* contra los *hijos de las tinieblas*. No había términos medios. […] El evento sería una conflagración total después de la cual ya nada sería igual[1835].

La presse catholique de la capitale annonce, dans de longues énumérations, les maux qui frapperont le pays si les libéraux prennent le pouvoir et ceux qui auraient déjà commencé à s'abattre sur la République du Sacré Cœur. *El pueblo* décrit en ces termes les conséquences du libéralisme: « Hijos corrompidos, vírgenes violadas, esposas prostituidas, madres desoladas, propiedad perdida, templos profanados, sacerdotes proscritos, Dios desterrado, cielos perdidos, infierno ganado; he aquí el principio, medio y fin del Liberalismo »[1836]. Le journal officiel, reprenant une feuille volante publiée à Riobamba, établit une liste semblable : « Ayer desafueros, exacciones, robos, profanaciones sacrílegas de los templos, asaltos a la propiedad, vejaciones y mil crímenes a mano armada: hoy la virginidad acechada, lo sagrado del lecho conyugal casi prostituido »[1837]. Ces d'énumérations, omniprésentes dans la presse conservatrice à partir du 5 juin, montrent l'avènement du libéralisme comme un signe de la fin des temps. L'armée libérale apparaît comme une horde de barbares prêts à détruire tout sur leur passage[1838]. D'ailleurs, *El grito de la Sierra* compare la progression des troupes libérales à l'invasion de Huns: « ¡A defender, sobre todo, de los asaltos de Atila y de sus hordas a la Patria y a la Religión! »[1839].

[1832] ENRÍQUEZ, Vicente, « Los dos partidos », *El grito de la Sierra, art. .cit.*, p. 2.
[1833] « La Sierra », *El grito de la Sierra*, n°1, 5 juillet 1895, p. 2; « Crónica », *El Industrial*, n°134, 1er juin 1895, p. 4 et n°135, 8 juin 1895, p. 4.
[1834] « Proclama de S. E. el Sr. Vicepresidente de la República », *Diario Oficial*, *op. cit.*, p. 3071.
[1835] HIDALGO NISTRI, Fernando, *op. cit.*, p. 230-231.
[1836] « Quitaos la máscara », *El Pueblo*, Quito, n°3, 11 juin 1895, p. 2.
[1837] « Hazaña radical », *Diario Oficial*, n°379, 10 août 1895, p. 3092.
[1838] « Crónica », *El Industrial*, n°134, 1er juin 1895, p. 4.
[1839] « La Sierra », *El grito de la Sierra*, *op. cit.*, p. 2.

L'avancée libérale crée la panique dans le clergé. Plusieurs incidents le persuadent que les libéraux souhaitent son anéantissement. Lors des combats à Calceta, un moine capucin est tué et un autre, blessé par les *montoneros*[1840]. Les sœurs bénédictines, horrifiées par cet affrontement, décident de rentrer aux États-Unis, leur pays d'origine. Pour les conservateurs, c'est la preuve que les libéraux entendent exterminer le clergé et détruire la religion. Schumacher est même convaincu que les libéraux veulent l'assassiner, comme l'avait été l'archevêque Barba y Checa en 1877[1841]. Selon un correspondant d'*El Industrial*, une partie du clergé abandonne la province de Bolívar, après la bataille de Chimbo, le 6 août, par peur des représailles libérales, au fur et à mesure que les troupes conservatrices se replient vers Riobamba pour rejoindre Sarasti[1842].

La hiérarchie de l'Église catholique accompagne les efforts conservateurs pour contenir les libéraux. Le vicaire capitulaire d'Ibarra, l'évêque de Portoviejo et l'archevêque de Quito font lire dans les églises plusieurs lettres pastorales destinées à combattre le radicalisme[1843]. En février, lorsque surgissent à nouveau des *montoneras* sur la Côte, Manuel Páez dénonce « algunos hombres protervos, que pretenden cambiar nuestra Constitución y leyes, haciendo que se entronice un gobierno impío que burlándose de lo más santo, siga la senda del *radicalismo* o *liberalismo* »[1844]. Quand les nouvelles de la proclamation d'Alfaro parviennent à Quito, González Calisto affirme, le 14 juin : « El enemigo es el liberalismo y radicalismo en toda su más repugnante desnudez y asquerosa deformidad. […] Monstruo es del infierno, espantoso, indescriptible el liberalismo y radicalismo: es la gran ramera de Babilonia que vio San Juan en el Apocalipsis »[1845]. Non content de condamner le libéralisme, l'archevêque appelle clairement à prendre les armes : « vuelen los hijos del pueblo a engrosar las filas de nuestro ejército »[1846]. Le plus radical dans son combat contre le libéralisme reste l'évêque

[1840] « Importante documento », *El Industrial*, n°143, 3 août 1895, p. 3 ; et FRIEDRICH, Luis, « El viaje de Occidente », *El Pueblo*, Quito, n°16, 27 juillet 1895, p. 1.
[1841] « Vigésima Carta pastoral del Ilmo. Rmo. Señor Obispo de Portoviejo », *Boletín eclesiástico*, *op. cit.*, p. 25-26.
[1842] *Diario Oficial*, n°383, 22 août 1895, p. 3106.
[1843] « Exhortación que hace el Vicario Capitular de Ibarra a sus diocesanos, sobre la necesidad de oponerse al radicalismo », *Boletín eclesiástico*, *op. cit.*, p. 251-258 ; « Carta Pastoral del Ilmo. Sr. Arzobispo de Quito, contra el "Radicalismo" », *Boletín eclesiástico*, n°17, 20 juillet 1895, p. 281-289 ; « Carta Pastoral del Ilmo. Sr. Obispo de Portoviejo, contra el "Radicalismo" », *Boletín eclesiástico*, *op. cit.*, p. 290-291.
[1844] « Exhortación del Vicario Capitular de Ibarra, sobre la confesión sacramental », *Boletín eclesiástico*, n°14, 30 mars 1895, p. 149.
[1845] « Carta Pastoral del Ilmo. Sr. Arzobispo de Quito, contra el "Radicalismo" », *Boletín eclesiástico*, n°17, 20 juillet 1895, p. 283.
[1846] *Ibid.*, p. 288.

Schumacher, qui menace les fidèles de Manabí de la damnation éternelle : « Si con la cooperación de los hijos de Manabí se lograra exterminar la religión católica en estas regiones, se cumpliría tal vez para siempre la palabra del Señor: *Yo me voy y vosotros moriréis en vuestro pecado* »[1847]. Il se réfugie alors à Quito, où il est reçu en triomphe le 20 juillet[1848]. Une semaine plus tard, il se rend à Riobamba pour haranguer les troupes de Sarasti.

Le clergé ne se limite pas à condamner le libéralisme et à appeler à prendre les armes ; il est disposé à mobiliser ses importantes ressources économiques. Salazar demande au clergé de participer à l'effort de guerre en accordant à l'exécutif un emprunt de douze mille sucres[1849]. Le 27 de juillet, l'archevêque González Calisto accepte sans hésitation et remet au vice-président la liste des curés de l'archevêché devant être sollicités. Il assure le gouvernement de son soutien : « Por mi parte, apoyaré eficazmente la acción de US. H., dirigiéndome cuantas veces sea necesario a los Venerables Párrocos para que cumplan con su obligación »[1850]. Mais les ordres religieux ne disposent pas de liquidités et se voient forcés d'hypothéquer leurs biens immobiliers afin de soutenir le gouvernement[1851]. Or, pour ce faire, ils ont besoin, selon le droit canonique, d'une autorisation pontificale. Comme le temps presse, l'archevêque envoie une circulaire aux supérieurs des ordres réguliers, datée du 20 août, leur donnant son autorisation, sans l'accord préalable du Pape, car « en este conflicto, […] las leyes canónicas deben ceder ante la necesidad suprema de salvar, con la Religión amenazada por el radicalismo también, la Patria y los intereses temporales de las mismas Órdenes religiosas »[1852]. Il les rassure en expliquant que, le temps venu, il défendra auprès du Pape cette rupture de l'ordre canonique et qu'il obtiendra, *a posteriori*, son approbation. Il est déjà trop tard : les forces conservatrices ont été battues à la bataille de Gatazo, le 14, se replient vers le nord et s'apprêtent même à quitter la capitale.

[1847] « Carta Pastoral del Ilmo. Sr. Obispo de Portoviejo, contra el "Radicalismo" », *Boletín eclesiástico*, *op. cit.*, p. 291.
[1848] « Triunfal recepción », *El Pueblo*, Quito, n°15, 24 juin 1895, p. 1 ; et « La entrada de los leales », *El grito de la Sierra*, n°7, 11 août 1895, p. 2-3.
[1849] *Diario Oficial*, n°379, 31 juillet 1895, p. 3083.
[1850] *Ibid.*, p. 3084.
[1851] « Circular a los Superiores Regulares sobre préstamos para el Gobierno », *Boletín eclesiástico*, n°18, 30 août 1895, p. 333.
[1852] *Ibid.*, p. 333-334.

2) La reconfiguration régionale

L'État *terrateniente* se caractérise par un polycentrisme reposant sur les trois anciens départements, Quito, Guayaquil et Cuenca. Cette configuration ne semble pas encore tout à fait dépassée en 1895, comme l'atteste la décision d'Alfaro d'envoyer deux commissions, l'une à Quito, l'autre dans l'Azuay, pour négocier avec les représentants gouvernementaux[1853]. La réaction des autorités de Cuenca à l'arrivée de la Commission est révélatrice de la permanence de cette triple division régionale. Elles refusent de reconnaitre l'autorité d'Alfaro ; pour le gouverneur de la province de l'Azuay, à l'issue des négociations entre le gouvernement de Salazar et la Commission envoyée à Quito :

> Cuenca quedaría o no en libertad de tomar el partido que más le conviniera; y, aún, en el caso dado, según el modo de pensar del señor Intendente de Policía, doctor Arteaga, "de proclamarse en Estado independiente, como el Portugal de España, en la península Ibérica", antes que adherirse al Gobierno del Guayas[1854].

D'ailleurs, dans les semaines qui suivent, les forces du colonel Vega s'empressent d'assurer un accès à la mer pour Cuenca en cas de sécession[1855], plutôt que de porter assistance aux forces du Général Sarasti dans le centre ; elles reprennent le contrôle de Loja, le 29 juillet, puis marchent sur Machala, quoique sans succès.

Toutefois, si la division tripartite reste latente, l'un des principaux bouleversements de la crise de 1895 réside, à notre sens, dans le passage d'une structure régionale organisée autour de Quito, Guayaquil et Cuenca, dans laquelle les alliances entre les deux dernières villes sont fréquentes, à une configuration binaire avec, d'un côté, le Littoral et, de l'autre, une *Sierra* élargie rassemblant à la fois Quito et Cuenca[1856]. En effet, en 1895, ce n'est plus simplement le port principal qui se trouve à la tête de la transformation politique, comme lors des soulèvements de 1845 ou de 1876, par exemple, mais bien toutes les provinces de la Côte, qui émergent alors comme un espace socio-politique. Bien que cet élargissement de la région devienne visible en 1895, il est le résultat de plus d'une décennie de luttes *montoneras*[1857]. Dans

[1853] AYALA Mora, Enrique, *Historia de la Revolución liberal*, *op. cit.*, p. 101.
[1854] *Registro Oficial*, n°3, 12 juillet 1895, p. 23.
[1855] QUINTERO, Rafael et SILVA, Erika, *op. cit.*, p. 246.
[1856] *Ibid.*, p. 247.
[1857] QUINTERO, Rafael et SILVA, Erika, *op. cit.*, p. 235.

le cadre d'une reconfiguration régionale duale inédite, la progression des forces libérales dans la *Sierra* est perçue par les conservateurs andins comme une agression externe.

Bien avant la proclamation d'Alfaro, Reinaldo Flores prévient Cordero : « La guerra que hoy se hace es guerra separatista, *tiene por único móvil independizar el litoral del interior* »[1858]. Un mois après le *pronunciamiento* de Guayaquil, un journal conservateur au titre emblématique, *El Grito de la Sierra*, est créé dans la capitale. Il entend montrer la volonté de la région andine de faire entendre sa voix face aux prétentions hégémoniques de la Côte. Les titres des deux premiers éditoriaux donnent le ton : « La Sierra » et « Quito destronada »[1859]. Les deux articles accusent les libéraux, et plus largement les habitants du Littoral, de vouloir renverser l'ordre établi, fondé sur la prépondérance morale et politique, jugée naturelle et légitime, de la *Sierra*. Le journal ne cache pas son mépris pour les provinces de la Côte, qu'il associe à tous les vices, tandis qu'il démontre la supériorité morale des provinces andines et, en particulier, de Quito, exemples de piété et remparts contre l'anarchie. Depuis l'Indépendance :

> Así como los [pueblos] del Litoral se prestaban a maravilla, por su carácter ardiente y bullicioso a las labores de la industria y del comercio, así los de la Sierra, ingénitamente dotados de serenidad, cordura y moderación, eran los más a propósito para en cierto modo dictar por el buen ejemplo a las demás Provincias, sus hermanas, la línea de conducta que, en lo religioso, moral y político, debían seguir[1860].

Peu après, l'un des collaborateurs du journal présente même la guerre civile à venir comme un conflit entre le bien et le mal, qui se traduit, territorialement, dans un affrontement entre les vertus de la *Sierra* et les vices de la Côte :

> No importa que las débiles provincias de la costa hayan caído humilladas a los pies de sus propios verdugos, […] nada de esto importa cuando a la debilidad de esas provincias podemos oponer la fortaleza de las del Interior, y a la bajeza y cobardía de las del Litoral, la dignidad y el valor de los interioranos[1861].

Le journal *El pueblo* ne dit pas autre chose, lorsqu'il affirme que les habitants de la Côte sont facilement corruptibles : « Los hijos de la costa han abrazado ¡infelices! la causa del mal »[1862]. Quant au journal *El Industrial*, il considère les habitants de Guayaquil, comme des fous, voire

[1858] Lettre de Reinaldo Flores à Luis Cordero, 23 janvier 1895, CORDERO, Luis et Academia Nacional de Historia (éd.), *op. cit.*, p. 258. Souligné dans le texte original.
[1859] « La Sierra » et « Quito destronada », *El grito de la Sierra*, n°1, 5 juillet 1895, p. 1-3.
[1860] « La Sierra », *El grito de la Sierra*, *art. cit.*, p. 1.
[1861] ENRÍQUEZ Vicente, « Los dos patidos », *El grito de la Sierra*, n°3, 12 juillet 1895, p. 2.
[1862] Nubius, « La situación », *El Pueblo*, Quito, n°21, 14 août 1895, p. 2.

comme des sauvages : « ¿Cuándo será cuerdo Guayaquil? ¿Cuándo reconocerá la grandeza de la Sierra? […] Ese pueblo se halla en plena edad media; y nos toca a los serranos ir y meterle por los ojos la luz de la civilización contemporánea »[1863].

Les journaux conservateurs ne déplorent pas seulement l'insolence des habitants du Littoral et leur faiblesse morale, mais leur soif de domination, car ils ne chercheraient qu'à asservir les provinces andines. *El grito de la Sierra* prévient, sur un ton apocalyptique : « Se vienen sobre los hijos de la Sierra para vejarnos y esclavizarnos, menospreciando nuestras instituciones políticas y religiosas »[1864]. Sarasti abonde dans ce sens lorsqu'il critique, dans une lettre à Alfaro, « los que, desconociendo el voto general de las provincias del Interior, se lanzan a ultrajarlas en su decoro »[1865]. Finalement, une feuille volante circule à Quito pour dénoncer l'intention de la Côte de mettre la *Sierra* sous tutelle : « No permitiremos jamás en que se imponga una tiránica preponderancia de la costa sobre el Interior, y este es el fin principal de la Revolución. No es esta lucha de partidos, es lucha de los costeños contra la sierra »[1866]. *El Industrial* compare même l'avancée des troupes libérales à une tentative de colonisation, comme celle de l'Afrique par l'Europe[1867], et à l'invasion arabe de l'Espagne[1868]. La lutte entre les libéraux et les conservateurs, retranchés dans les Andes, apparaît comme la révolte de Pélage contre les Maures.

Alfaro prévoit la réunion dans le port principal d'une Assemblée constituante. Ce projet inquiète les conservateurs à Quito. À leurs yeux, les libéraux auraient l'intention de transférer la capitale à Guayaquil de manière permanente. Une feuille volante, *El pueblo* et *El grito de la Sierra* se font écho de cette rumeur[1869]. Ce dernier dénonce cette usurpation :

> Nunca habíamos visto ni oído el atropello de que ahora la Costa, mal aconsejada por el Radicalismo y la novelería, quiere hacer víctimas a los valientes Pueblos de la Sierra, y en especial a la heroica Quito, desposeyéndola del título, talvez mejor, de su orgullo político, con hacer que la capital de la República se traslade, contra el querer de los fundadores de ella, y a pesar de todas las conveniencias políticas, a una ciudad preferentemente industriosa y comercial, a Guayaquil! […] Jamás puede consentir la Sierra en que los

[1863] Verax, « La reforma de Alfaro », *El Industrial*, n°141, 20 juillet 1895, p. 1.
[1864] « Quito destronada », *El grito de la Sierra*, *op. cit.*, p. 2.
[1865] Lettre de José Marís Sarasti à Eloy Alfaro, 7 août 1895, reproduite dans *Registro Oficial*, n°20, 7 septembre 1895, p. 154.
[1866] El Pueblo, *Al Supremo Gobierno*, Quito, Imprenta del clero, 1895.
[1867] Verax, « La reforma de Alfaro », *El Industrial*, *art. cit.*, p. 1.
[1868] « Crónica», *El Industrial*, n°140, 13 juillet 1895, p. 4.
[1869] *Contraprotesta*, *op. cit.* ; « Atención », *El Pueblo*, Quito, n°6, 22 juin 1895, p. 2 ; et *El grito de la Sierra*, n°1, 5 juillet 1895, p. 1-3.

> habitantes de la Costa sean quienes, prevalidos de su descabellada audacia, deban humillarla, declarándola con el pregón de los hechos, indigna de dar asiento en su seno a la Capital de la República[1870].

El Grito de la Sierra invite les forces du gouvernement de Quito à défendre l'hégémonie de la zone andine : « ¡Adelante, pues, bravos hijos de la Sierra! […] ¡A defender las tradicionales preeminencias de vuestras ciudades! »[1871] Transparaît ainsi un esprit revanchard chez les rédacteurs du journal : les enfants de la *Sierra*, menacés dans leur identité même, sont appelés à punir l'insolence des habitants du Littoral et à remettre à leur place Guayaquil et toute la Côte, qui doivent rester subordonnées à la zone andine : « Iremos al combate, lucharemos, triunfaremos, y la Perla del Pacífico, Guayaquil, quedará siempre incrustada en la corona de la Sierra »[1872], et non pas de l'Équateur. En somme, le discours hostile à la Côte, reposant sur une essentialisation des traits de ses habitants, traduit le refus des *terratenientes* du nord et du centre de la *Sierra* de reconnaître le déplacement vers le Littoral du centre de gravité économique et, désormais, politique du pays.

3) Le triomphe libéral

Enrique Ayala Mora signale deux facteurs expliquant la supériorité militaire du camp libéral : les sources de financement bien plus importantes du gouvernement de Guayaquil et l'unité affichée par l'armée libérale face à des forces conservatrice divisées et découragées[1873]. Dès son arrivée au pouvoir, avant même la proclamation d'Alfaro, Salazar essaie de mobiliser toutes les ressources à sa disposition, par exemple, la taxe de 10% des droits d'importation, l'impôt sur le tabac, le produit du sel[1874]. Or les droits d'importation proviennent essentiellement de Guayaquil, qui échappe au contrôle de Quito. Comme les fonds disponibles sont insuffisants, Salazar impose une contribution extraordinaire de huit pour mille sur la valeur de toute propriété de plus de 8 000 sucres, sous la forme d'un emprunt forcé[1875], puis il établit un délai de cinq

[1870] « La Sierra », *El grito de la Sierra*, *art. cit.*, p. 1-2.
[1871] *Ibid.*, p. 2.
[1872] « Quito destronada », *El grito de la Sierra*, *art. cit.*, p. 3.
[1873] AYALA Mora, Enrique, *Historia de la Revolución liberal*, *op. cit.*, p. 98.
[1874] *Diario Oficial*, n°371, 30 mai 1895, p. 3012.
[1875] *Diario Oficial*, n°374, 18 juin 1895, p. 3066.

jours pour son paiement[1876]. Malgré ses efforts, il ne parvient pas à réunir plus de quarante mille sucres, selon Ayala Mora[1877].

Alfaro dispose, en revanche, de maintes ressources. Le gouvernement libéral peut compter sur les deux principales mannes financières dont dispose l'État à l'époque : la douane et les banques de Guayaquil. Ces dernières, comme la Banque Commerciale et Agricole, fondée en 1894, refusent de porter assistance au gouvernement de Salazar. La Banque Commerciale et Agricole a fait frapper plus de deux cents mille sucres à l'étranger ; lorsque les pièces arrivent à Guayaquil, elle ignore le gouvernement de Quito pour demander au gouvernement libéral l'autorisation de les faire circuler dans le territoire que celui-ci contrôle[1878]. Alfaro, maître du pôle financier du pays et soutenu par le secteur bancaire, n'a aucune difficulté à obtenir un emprunt de deux cent mille sucres[1879]. Du reste, la douane de Guayaquil passe directement dans les mains des libéraux, sous la direction de son administrateur, José Toribio Noboa, un des signataires du *pronunciamiento* du 5 juin.

La supériorité militaire libérale ne tient pas seulement aux questions financières : l'armée conservatrice est faible et divisée. Le découragement et les désertions deviennent monnaie courante et se multiplient après la bataille de Gatazo, le 14 août. Quant au général Sarasti, il suscite la méfiance des conservateurs, en raison de ses inclinations progressistes. Début août, à la veille des batailles de Chimbo et Gatazo, Salazar essaie d'attirer les déserteurs en permettant le pardon général à tous ceux qui auraient abandonné l'Armée depuis le 1er janvier, à condition qu'ils reprennent les armes pour défendre le gouvernement dans les six jours[1880] ; sans grand résultat. Les forces libérales forment, au contraire, un armée compacte, motivée et solide, notamment parce qu'elle réunit des soldats aux origines sociales hétérogènes. En effet, à son arrivée à Guayaquil, Alfaro s'empresse d'incorporer les *montoneras* à l'armée du Littoral. Leurs principaux dirigeants sont nommés généraux, comme Triviño ou Bowen qui, avant même l'arrivée d'Alfaro, est triomphalement accueilli à Guayaquil le 6 juin[1881]. Du reste, la cause libérale suscite non seulement l'enthousiasme des jeunes du Littoral, mais aussi de l'Intérieur, qui rejoignent les rangs révolutionnaires par centaines[1882].

[1876] *Diario Oficial*, n°377, 15 juillet 1895, p. 3076.
[1877] AYALA Mora, Enrique, *Historia de la Revolución liberal*, *op. cit.*, p. 98.
[1878] *Registro Oficial*, n°15, 24 août 1895, p. 120.
[1879] AYALA Mora, Enrique, *Historia de la Revolución liberal*, *op. cit.*, p. 98.
[1880] *Diario Oficial*, n°380, 6 août 1895, p. 3089.
[1881] *Registro Oficial*, n°5, 18 juillet 1895, p. 37 ; et MUÑOZ VICUÑA, Elías, *op. cit.*, p. 236.
[1882] AYALA Mora, Enrique, *Historia de la Revolución liberal*, *op. cit.*, p. 89.

Le 24 juillet, trois semaines après le retour des commissions dépêchées à Quito et à Cuenca, Alfaro quitte Guayaquil avec son armée qu'il a mis un mois à organiser, en direction des provinces de l'Intérieur. Les deux principaux affrontements ont lieu à Chimbo le 6 août et, surtout, à Gatazo, la bataille décisive, le 14. L'issue des combats est incertaine pendant les premières heures, mais les deux batailles se soldent par la victoire des forces libérales du général Vernaza à Chimbo et d'Alfaro à Gatazo. Le 14, les libéraux d'Ambato prennent à leur tour les armes pour combattre le Bataillon n°4 qui se dirige vers le sud pour soutenir Sarasti. Ils réussissent à retarder la progression du Bataillon, mais subissent de lourdes pertes : un de leurs chefs, Constantino Fernández meurt au combat. Avant son départ de Guayaquil, Alfaro a envoyé son frère aîné, José Luis, à Machala, pour prendre la tête de la Division du sud et marcher sur Cuenca. La Division défait l'armée d'Antonio Vega le 23 août à Girón et les troupes libérales entrent à Cuenca deux jours plus tard, avant de reprendre le contrôle de Loja.

Après la bataille de Gatazo, les troupes conservatrices abandonnent successivement toutes les villes qu'ils contrôlaient, de Riobamba à Quito, dans leur fuite vers le nord. À son retour dans la capitale, le 20 août, Sarasti, malade et découragé, démissionne de son double poste de Ministre et de Directeur de la Guerre[1883]. Vicente Lucio Salazar se réfugie alors à l'ambassade du Venezuela. Accompagné de l'évêque Schumacher, Aparicio Ribadeneira, qui se considère comme le dernier représentant du gouvernement constitutionnel, essaie de réorganiser les forces armées dans le nord du pays, mais il est défait à Caranqui, le 20 septembre. Il trouve refuge à Tulcán puis, face à la progression des troupes libérales, en Colombie, à Ipiales et à Pasto. La débandade des forces terroristes laisse les villes du centre et du nord de la *Sierra* sans autorité gouvernementale. Elles reconnaissent aussitôt Alfaro : Riobamba et Píllaro le 18 août, Ambato le 20, Quito le 26[1884]. Quelques jours après, le 4 septembre, Alfaro entre dans la capitale. Le triomphe libéral semble alors complet.

[1883] *Exposición, explicación y protesta sobre los hechos y acontecimientos militares del 14 y 15 de agosto en la provincia del Chimborazo*, Quito, Unión Lito-tipográfica, 1895, p. 11.
[1884] *Registro Oficial*, n°15, 24 août 1895, p. 115-116 ; n°16, 28 août 1895, p. 123 ; n°17, 30 août 1895, p. 135-136 ; et n°25, 21 septembre 1895, p. 200

Conclusion

Lorsque l'affaire de l'*Esmeralda* éclate en décembre 1894, le progressisme est déjà isolé et considérablement affaibli par les attaques de la fusion rassemblant conservateurs et libéraux. Pendant la crise politique de 1895, ces deux courants redoublent leurs efforts pour mettre fin à l'expérience progressiste. En quatre mois, l'opposition pousse Cordero à la démission. Or, pour les secteurs populaires qui se soulèvent en 1895 au sein des *montoneras*, ce n'est pas seulement la légitimité du gouvernement qui est remise en cause, mais celle de l'ordre établi. Le progressisme entraîne donc dans sa chute l'État *terrateniente* traditionnel, dépassé par la mobilisation des secteurs populaires du Littoral.

Pour sa part, l'oligarchie de Guayaquil cherche d'abord à négocier avec les autorités nationales une solution à la crise politique. En janvier 1895, tout en demandant la démission de Cordero, elle offre son soutien au gouvernement pour empêcher les conservateurs de prendre le pouvoir. Cependant, l'élite guayaquilénienne se radicalise progressivement dans les mois suivants, du fait de la déferlante *montonera*. En effet, après quelques escarmouches en février, les guérillas libérales profitent de la perte de légitimité des autorités nationales pour gagner du terrain à partir du mois d'avril, puis prendre le contrôle de l'ensemble du Littoral. Isolée, entourée par les *montoneras* et sous la pression des secteurs populaires urbains de Guayaquil qui attaquent les casernes les 3 et 4 juin, l'élite du port principal décide de reconnaître l'autorité d'Eloy Alfaro le 5 juin 1895. La proclamation d'Alfaro à Guayaquil exacerbe la polarisation politique. Deux gouvernements se retrouvent désormais face à face : celui d'Alfaro et celui de Vicente Lucio Salazar, soutenu par les conservateurs et la plupart des progressistes. Après une brève guerre civile, Alfaro défait l'armée de Salazar et prend le contrôle du pays. Son triomphe permet à l'élite de Guayaquil de l'emporter sur les oligarchies *terratenientes* andines et ouvre la voie à la constitution de l'État libéral. Le libéralisme parvient alors à dominer la vie politique pendant une trentaine d'année, jusqu'en 1925.

Une victoire aussi rapide et aussi complète des libéraux aurait été impensable en 1883, lorsqu'ils se sont imposés à l'échelon local, dans les institutions du Littoral, mais se sont révélés incapables d'étendre leur influence au niveau national. En réalité, les progressistes ont fait le jeu de forces dont le contrôle leur a échappé et qui se sont retournées contre eux. À partir du mandat de Flores, profitant du climat de tolérance, le courant libéral a gagné en influence, en

diffusant ses idées par le biais de la presse notamment. Il réussit à susciter la sympathie de l'opinion publique, sur le Littoral en particulier. De son côté, l'oligarchie de Guayaquil a pu consolider sa domination économique et aspire désormais à jouer un rôle politique au niveau national. Simultanément, la prospérité cacaoyère du Littoral, que les progressistes ont contribué à consolider par leurs réformes, a poussé les exclus du modèle agro-exportateur, fondé sur la concentration des terres, à rejoindre les *montoneras*. Or, après plusieurs années de combat, les guérillas libérales sont devenues une armée semi-professionnelle qui, à partir de 1895, représentera le principal pilier de l'État libéral[1885]. L'alliance entre les secteurs populaires appuyés par les *montoneras* et l'élite de Guayaquil, offre des perspectives bien plus favorables qu'en 1883. En 1895, elle permet aux libéraux de prendre le pouvoir.

[1885] AYALA MORA, Enrique, *Lucha política y origen de los partidos en Ecuador*, *op. cit.*, p. 330.

Conclusion générale

Après le triomphe des libéraux en 1895, le progressisme, isolé et affaibli, disparaît en tant que courant. Ses principaux dirigeants choisissent l'exil, comme Caamaño et Flores, se retirent de la vie politique, comme Antonio Borrero, ou rejoignent les deux autres courants, le conservatisme le plus souvent et le libéralisme le cas échéant[1886]. Dans un premier temps, les progressistes sont nombreux à combattre la Révolution libérale aux côtés des conservateurs. Pendant le premier mandat d'Eloy Alfaro, de 1895 à 1901, José María Sarasti et Pedro Lizarzaburu, par exemple, dirigent des guérillas conservatrices dans le centre du pays dans le but de renverser le nouveau gouvernement. Mais dans un second temps, après l'élection de Leonidas Plaza, président de 1901 à 1905, qui consolide le libéralisme au pouvoir, les progressistes considèrent que la Révolution libérale n'est pas un simple accident de l'Histoire. Ils finissent par accepter la légitimité de l'État libéral et certains d'entre eux acceptent même de collaborer avec les nouvelles autorités, en occupant des postes à responsabilité. Ainsi, pendant son deuxième mandat, Alfaro nomme le progressiste Pacífico Villagómez, ministre des Affaires étrangères, en 1906, et Luis Cordero ministre au Chili, allié précieux de l'Équateur lors d'une nouvelle crise avec le Pérou, en 1910.

C'est sans doute en raison de cette disparition du courant progressiste, à partir de 1895, que l'historiographie équatorienne a minoré, pour ne pas dire nié, les spécificités qui le distinguent du conservatisme et du libéralisme et que nous nous sommes efforcé de définir dans ce volume. Concernant les relations entre l'État et l'Église, le progressisme se distingue du conservatisme avant même la disparition de García Moreno, car il s'efforce de réduire le pouvoir temporel du clergé, même s'il ne remet pas en cause le monopole culturel clérical-conservateur. Le progressisme se distingue du libéralisme justement parce que, pour lui, dépasser le *statu quo* garcien ne signifie pas pour autant la séparation de l'Église et de l'État, comme le proclamera la Constitution libérale de 1906.

[1886] CÁRDENAS REYES, María Cristina, « El progresismo ecuatoriano en el siglo XIX. La reforma del presidente Antonio Flores (1888-1892) », *art. cit.*, p. 12.

Le progressisme se caractérise aussi par une visée modernisatrice qu'il entend bien mettre en pratique, ce que montre la priorité qu'il a accordée à la construction de voies ferrées. Le progressisme se montre bien plus enthousiaste que tous les autres courants en la matière, approuvant treize contrats en une dizaine d'années. Cette fièvre ferroviaire est une particularité que l'historiographie équatorienne a négligée, tendant même à associer l'essor du chemin de fer en Équateur à la figure d'Eloy Alfaro. Or, une fois au pouvoir, à partir de 1895, au lieu de multiplier les initiatives comme l'ont fait les progressistes, Eloy Alfaro se concentre sur un projet phare, le chemin de fer de Guayaquil à Quito. En réalité, pendant la Révolution libérale, seules quelques voies ferrées mineures sont construites, comme les lignes Bahía-Chone, Montecristi-Portoviejo-Santa Ana et Puerto Bolívar-Machala-Zaruma. Par ailleurs, les modalités de la construction des voies ferrées montrent une autre priorité des progressistes : leur volonté d'accélérer l'intégration de l'Équateur au marché international. Les progressistes ont ainsi confié leurs nombreux projets à des entrepreneurs étrangers, alors que, sous García Moreno, c'est l'État qui a construit le chemin de fer de Yaguachi, avec des capitaux nationaux uniquement qui plus est.

Concernant l'éducation technique et scientifique, les progressistes cherchent à développer les projets ébauchés par García Moreno, ce qui leur a valu d'être souvent présentés par l'historiographie existante comme une simple variante du conservatisme. García Moreno avait créé une école des arts et métiers à Quito et avait tenté de mettre en place une École d'agriculture, deux établissements qu'il comptait placer sous la tutelle des Frères des écoles chrétiennes. Pour leur part, les progressistes se montrent plus ambitieux ; ils souhaitent créer plusieurs écoles des arts et métiers, non seulement à Quito, mais aussi à Riobamba, à Cuenca et à Latacunga, et préfèrent, avec pragmatisme, les confier aux salésiens, un ordre religieux plus à même, à leurs yeux, de diriger des établissements de cette nature. D'ailleurs, loin de faire table rase, la Révolution libérale conservera les écoles des arts et métiers, qui deviendront des établissements laïques. En outre, si García Moreno en son temps avait rapidement abandonné le projet d'une École d'agriculture pour se concentrer sur la fondation d'autres institutions éducatives, elle devient un projet central de la politique éducative du progressisme, envisagée comme un instrument de la modernisation économique. Les progressistes cherchent même à en créer plusieurs, à Quito, à Guayaquil, à Cuenca et à Riobamba. Pendant la Révolution libérale, il faudra attendre 1904 pour la fondation d'une nouvelle école d'agriculture, dans la ville d'Ambato.

En somme, les projets progressistes sont souvent trop ambitieux et les autorités n'ont pas les moyens de les mettre en œuvre. Toutefois, si la plupart n'aboutissent pas, les réformes progressistes ont contribué à consolider le modèle de l'État-nation, unitaire et centralisé. La crise de 1895, aussi profonde soit-elle, ne conduit pas à une fragmentation du territoire national, contrairement à ce qui s'était passé entre 1858 et 1860, ou encore en 1883 par exemple. Il nous semble important de souligner qu'en 1895, les autorités de Cuenca, finalement, décident de ne pas créer de gouvernement autonome. Pour sa part, l'exécutif conservateur de Quito renonce à demander le soutien militaire de la Colombie pour contenir la progression des troupes libérales. L'existence de l'Équateur en tant qu'État indépendant et souverain semble alors un fait acquis. Maiguashca et Ayala Mora considèrent ainsi le progressisme comme une étape essentielle dans la consolidation de l'unité nationale[1887]. Pour Ayala Mora, « en el Ecuador del *progresismo* se había logrado un nivel de integración territorial que no permitía la disolución del país, aun en medio de la crisis, aunque la regionalización se mantenía »[1888]. À notre sens, le progressisme incarne même un modèle de construction nationale aussi bien défini que celui du garcianisme et celui de la Révolution libérale.

À cet égard, l'historiographie a tendance à inclure les progressistes dans les élites conservatrices qui ont dominé le pays jusqu'en 1895[1889]. Or le progressisme ne saurait être tenu pour une simple reformulation modérée du garcianisme. Comme nous avons tenté de le montrer, les progressistes s'emploient à consolider les institutions républicaines, menacées, à leurs yeux, par García Moreno puis par Veintemilla. En effet, García Moreno déplorait ce qu'il appelait « l'insuffisance des lois »[1890]. Il considérait que la loi ne pouvait suffire à gouverner un pays aussi divisé que l'Équateur, même s'il parvenait à se doter de l'appareil juridique le plus adapté. Pour García Moreno, le gouvernement pouvait — et devait même, le cas échéant — légitimement s'écarter de la loi pour maintenir l'ordre. Pour les progressistes, au contraire, le respect de la loi est au fondement du régime républicain. Ils s'avèrent profondément attachés aux libertés publiques, à la séparation des pouvoirs et au suffrage comme base de la légitimité politique. C'est pour cette raison également que le progressisme doit être envisagé et même

[1887] MAIGUASHCA, Juan, « El proceso de integración nacional en el Ecuador: el rol del poder central, 1830-1895 », art. cit., p. 371 ; et AYALA Mora, Enrique, *Historia de la Revolución liberal*, *op. cit.*, p. 102.
[1888] *Ibid*.
[1889] CÁRDENAS REYES, María Cristina, « El progresismo ecuatoriano en el siglo XIX. La reforma del presidente Antonio Flores (1888-1892) », *art. cit.*, p. 12.
[1890] DEMELAS, Marie-Danielle et SAINT-GEOURS, Yves, *op. cit.*, p. 169.

défini comme une étape déterminante dans la constitution d'une opinion publique moderne et dans la consolidation d'un régime institutionnel républicain[1891].

Si notre premier axe de travail a été de cerner les spécificités du modèle progressiste et de montrer son articulation avec le conservatisme et le libéralisme dans un paysage politique en recomposition, le second axe a consisté à observer les éléments de continuité entre le garcianisme (1860-1875), le progressisme (1883-1895) et la Révolution libérale, à partir de 1895. Pendant le dernier tiers du XIXe siècle, la conception de l'Église comme une entité autonome fait consensus. Pour García Moreno, l'Église représente une société parfaite, à même d'inspirer les réformes de l'État, qui doit maintenir avec elle des relations harmonieuses dans l'intérêt de la nation. Les progressistes ne remettent pas cette conception en cause, mais l'autorité de l'État doit aussi être renforcée indépendamment de celle de l'Église. Aussi réduisent-ils le pouvoir temporel de l'Église, pour éviter des conflits de juridiction entre les autorités civiles et ecclésiastiques. Ces réformes doivent être soulignées, car elles représentent une étape cruciale vers de nouvelles relations entre l'État et l'Église, avant même la Révolution libérale, qui proclamera la séparation de l'Église et de l'État en 1906. Pour les libéraux, il s'agit de deux sphères autonomes, mais aux intérêts nécessairement contradictoires. Sans les considérer antagoniques, les progressistes ont déjà, en leur temps, instauré les conditions à leur reconnaissance comme deux entités autonomes. En ce sens, le progressisme n'est pas une étape secondaire entre le modèle d'État théocratique garcien et l'État laïque libéral.

De leur côté, les libéraux, en 1895, se présentent comme des réformateurs qui jetteraient les bases d'un pays moderne, après plusieurs décennies d'immobilisme. Ils rejettent la période progressiste dans un « avant » la Révolution libérale, qu'ils associent à un territoire morcelé et enclavé où régneraient les égoïsmes des élites régionales, au détriment du Bien commun. Or les progressistes ont pour priorité, déjà, l'intégration territoriale. Ils cherchent à désenclaver les régions les plus isolées. García Moreno avait fait construire la ligne de Yaguachi pendant sa deuxième présidence. Les progressistes l'ont prolongé jusqu'à Durán, en face de Guayaquil, d'un côté, et quelques kilomètres au-delà du pont de Chimbo, de l'autre. C'est le projet ferroviaire dans lequel ils investissent le plus entre 1883 et 1895. Cette ligne devient le projet phare d'Alfaro, qui parvient non seulement à conclure le trajet Chimbo-Sibambe, mais à le prolonger jusqu'à Quito. Force est de le constater, le progressisme ne correspond pas à une

[1891] CÁRDENAS REYES, María Cristina, « El progresismo ecuatoriano en el siglo XIX. La reforma del presidente Antonio Flores (1888-1892) », *art. cit.*, p. 11-12.

simple parenthèse entre le garcinaisme et la Révolution libérale. S'il prolonge certains axes de la politique de García Moreno, il prépare aussi bien des réformes libérales.

La politique éducative en est une autre illustration. Durant les périodes conservatrice, progressiste et libérale, les autorités cherchent à développer l'instruction publique. À l'instar de García Moreno, les progressistes et les libéraux considèrent que l'accès au corps politique passe par l'éducation. Les trois courants s'efforcent d'offrir une éducation à même de transformer la jeunesse en des citoyens utiles à la patrie. Ils montrent un regain d'intérêt pour l'éducation technique et scientifique, destinée à former des techniciens capables de mettre en valeur le territoire national. Le projet de modernisation des trois modèles, fondé sur l'instruction technique et scientifique, révèle l'influence du positivisme, que les travaux historiographiques existants ont déjà illustrée pour la période garcienne[1892] et la Révolution libérale[1893], mais que nous avons tenté de montrer concernant le progressisme.

À notre sens, le progressisme n'est pas un point de jonction statique — permettez-nous cette expression — mais il articule une véritable transition. Si continuité il y a entre les trois modèles politiques, c'est aussi parce que le garcianisme puis le progressisme contribuent à créer bien en amont les conditions du triomphe du libéralisme. Certes, la Révolution libérale correspond à la phase de consolidation de l'État-nation, véritablement centralisé, au territoire désenclavé et à l'autorité incontestée. Mais celui-ci est en réalité l'aboutissement d'un long processus de construction nationale, dont le garcianisme puis — et nous insistons sur ce point — le progressisme jettent les bases. Sur le plan politique, les réformes progressistes permettent au libéralisme de se consolider. Sous le mandat de Flores, nous l'avons vu, le respect de la liberté de la presse permet l'accélération de la diffusion des idées libérales, à travers les nombreux journaux fondés à partir de 1888. La presse libérale joue un rôle de premier plan lors de la crise de 1895. Après avoir profité de la tolérance de Flores envers le libéralisme, elle se retourne contre les progressistes, attaque le gouvernement de Cordero, soutient Alfaro et appuie sa prise de pouvoir en 1895. Sous le progressisme, le libéralisme bénéficie de conditions lui permettant de devenir un courant solidement implanté dans l'opinion publique, notamment sur la Côte. José Peralta, idéologue du libéralisme équatorien, considèrera d'ailleurs, en 1930, que Flores

[1892] DEMELAS, Marie-Danielle et SAINT-GEOURS, Yves, *op. cit.*, p. 145-147.
[1893] GUERRA BRAVO, Samuel, « Estudio introductorio », *in* PALADINES ESCUDERO, Carlos et GUERRA BRAVO, Samuel, *Pensamiento positivista ecuatoriano, op. cit.*, p. 82-83.

« favoreció el desarrollo y robustecimiento del liberalismo que, al andar de pocos años, había de dar en tierra con la teocracia ecuatoriana »[1894].

Le progressisme a également contribué à diviser définitivement la mouvance conservatrice. Les divergences croissantes entre progressistes et conservateurs ultramontains ont favorisé, sur le moyen terme, les libéraux, qui ont su tirer profit de la situation en 1895. José Peralta considère notamment les élections présidentielles de 1892 comme une étape fondamentale du fractionnement conservateur : « la fracción ultramontana quedó definitivamente separada de la fracción progresista: la hidra, dividida en dos pedazos que recíprocamente se devoraban, dejó de ser poderosa y temible »[1895].

Enfin sur le plan économique, en accélérant la consolidation du modèle agro-exportateur, les progressistes créent les conditions d'une exclusion massive de l'accès à la propriété pour les petits paysans du Littoral. Les tensions sociales qui en résultent s'expriment dans ces *montoneras* qui combattent le gouvernement dans les années 1880, puis finissent par le renverser en 1895. En outre, les réformes adoptées par le progressisme ont consolidé la domination économique de l'élite libérale de Guayaquil et se sont avérées défavorables, sur le moyen et long terme, aux forces sociales qui constituaient un des piliers de la coalition progressiste: les *terratenientes* andins, obligés à faire de plus en plus de concessions à une oligarchie agro-commerciale côtière à l'influence croissante. En définitive, les efforts progressistes pour désenclaver les territoires isolés auront produit les mêmes effets que ceux de García Moreno quelque deux décennies plus tôt : « En mettant toujours l'accent sur la structuration de l'État, García [Moreno] ruinait en partie l'influence des *hacendados* campés sur leur région et contrôlant le "marché de l'emploi" local. Construire des routes ou des chemins de fer, c'est désenclaver, vaincre les forces favorables à un isolement propice à leur domination »[1896]. Cette remarque peut s'appliquer aux progressistes, qui en faisant construire la *vía Flores*, par exemple, ont donné à la zone andine une voie d'accès plus rapide au Littoral.

Si les progressistes créent les conditions pour le triomphe du libéralisme, c'est parce qu'ils sont plus proches des positions modernisatrices libérales que l'historiographie existante a pu le penser. Seule Cárdenas Reyes affirme, avec pertinence de notre point de vue : « la Revolución liberal de 1895 aparece en buena medida deudora de los progresistas. Por lo que antes que ruptura histórica, 1895 traduce un momento de evolución en el proceso de construcción de la

[1894] PERALTA, José, *Mis memorias políticas, op. cit.*, p. 45.
[1895] *Ibid.*, p. 80.
[1896] DEMELAS, Marie-Danielle et SAINT-GEOURS, Yves, *op. cit.*, p. 170-171 et 181.

República »[1897]. D'ailleurs, en 1895, malgré l'affrontement militaire entre le libéralisme et le progressisme, les similitudes entre les deux courants sont manifestes, comme l'illustre le programme publié à Guayaquil, après la bataille de Gatazo, par le Conseil des ministres nommé par Alfaro :

> Proficua labor de reorganización en el régimen interno del país; fomento al comercio y las industrias; desarrollo de las artes, protección a las ciencias, especial atención a la mejora y aumento de la instrucción pública; arreglo y fiscalización en las finanzas, […] acendrado respeto a las garantías constitucionales, inmigración, apoyo de la religión nacional […], impulso abierto para la agricultura, multiplicación para las vías de comunicación con el Interior de la República, ferrocarriles […], tal es el *desideratum* que, a no dudarlo, envuelve el programa liberal de reconstrucción política y administrativa que no tardará en implantar el Gobierno del Jefe Supremo de la República[1898].

Les progressistes n'auraient pas renié un tel programme. Entre 1883 et 1895, ils se sont même déjà employés à mettre en œuvre les principes qui y sont énoncés. Ces similitudes ne doivent pas surprendre. Entre 1888 et 1889, les Sociétés républicaines libérales se présentent comme les véritables défenseurs du programme politique d'Antonio Flores. Ensuite, lors de la campagne présidentielle de 1891 et 1892, Luis Cordero parvient à séduire une fraction importante du libéralisme. Finalement, après son élection, Cordero nomme de nombreux libéraux à des postes importants.

En définitive, seules deux différences sont visibles entre le programme libéral de 1895 et les principes défendus par le progressisme. En premier lieu, le programme libéral de 1895 se distingue par son projet de « rédemption de la race indienne »[1899]. Pendant la campagne militaire contre le gouvernement de Vicente Lucio Salazar, en juillet et août 1895, Alfaro découvre avec consternation les conditions de vie des indiens du centre de la *Sierra*. À sa demande, le Conseil des ministres décide d'exempter les indiens de certains impôts, comme la contribution territoriale, et d'interdire le travail subsidiaire qui permettait de mobiliser la main d'œuvre indienne pour les travaux publics[1900]. Selon la nouvelle Constitution adoptée en 1897, les autorités sont tenues de protéger la « race indienne ». Malgré le discours libéral favorable aux indiens, les libéraux n'adopteront que des réformes mineures, qui ne changeront pas

[1897] CÁRDENAS REYES, María Cristina, « El progresismo ecuatoriano en el siglo XIX. La reforma del presidente Antonio Flores (1888-1892) », *art. cit.*, p. 12.
[1898] « El fin de una jornada y el principio de otra ». *Registro Oficial*, n°18, 3 septembre 1895, p. 138.
[1899] *Ibid*.
[1900] *Registro Oficial*, n°14, 20 août 1895, p. 106.

substantiellement leurs conditions de vie. Cependant, elles auront deux effets importants. D'une part, la Révolution libérale fera entrer la « question indienne » dans le débat public. Par ailleurs, les indiens s'approprieront les droits constitutionnels qui leur seront reconnus pour demander la protection de l'État qui, à la fin des années 1910, deviendra, pour la première fois, un médiateur dans les conflits entre les communautés indiennes et les patrons des *haciendas*[1901].

Le programme libéral de 1895 se distingue également des positions progressistes en ce qui concerne les relations entre l'État et l'Église. Bien qu'il estime que l'État doive toujours protéger la religion catholique, il réclame également « consideración para las ajenas creencias »[1902]. Sans la nommer, il fait référence à la liberté de cultes, qui sera reconnue dans la Constitution de 1897. Il s'agit d'un principe que les progressistes n'ont jamais défendu, car ils sont profondément attachés à l'unité religieuse du pays.

Toutefois, même s'agissant des relations entre l'État et l'Église, il nous semble prudent de nuancer la supposée opposition entre libéraux et progressistes. En effet, le programme libéral de 1895 reste lui-même très prudent en la matière : il n'y est pas encore question de l'expulsion des congrégations religieuses, de la sécularisation des institutions publiques, de la nationalisation des biens du clergé ni de la séparation de l'Église et de l'État. L'instauration de l'État laïque ne se produit pas en 1895 ; il est au contraire le résultat d'un processus long et sinueux qui s'étend sur plusieurs années et qui n'aboutira qu'en 1906. D'ailleurs, Eloy Alfaro se montre très prudent pendant son premier mandat, de 1895 à 1901. Il craint qu'une politique trop audacieuse contre l'Église n'attise l'opposition et ne déstabilise le gouvernement, encore fragile. En réalité, la plupart des mesures cherchant à séculariser les institutions publiques sont adoptées à partir de la première présidence de Leonidas Plaza seulement, de 1901 à 1905[1903]. Or ce processus ne débute pas en 1895 avec Eloy Alfaro, mais, déjà, sous le progressisme. Les progressistes ont ouvert la voie en supprimant la dîme en 1889. En remportant cette victoire, ils ont montré que l'alliance garciano-cléricale formée par l'Église et les *terratenientes* andins attachés au monde de l'*hacienda* traditionnelle pouvait être vaincue.

Finalement, bien que la Révolution libérale soit souvent considérée, aujourd'hui encore, comme une transformation radicale, elle est tributaire des efforts de modernisation et de consolidation de l'État-nation entrepris par le progressisme. Cette recherche s'est efforcée de cerner le projet

[1901] CLARK, Kim, « El ferrocarril y las políticas de redención en Ecuador », *art. cit.*, p. 100 et 102.
[1902] *Ibid*.
[1903] SINARDET, Emmanuelle, « José Peralta et l'école laïque : la "révolution" en question (1895-1925) », *in* GOMEZ, Thomas (éd.), *La laïcité dans le monde ibérique, ibéro-américain et méditerranéen : idéologie, institutions et pratiques*, Nanterre, Publidix, 2006, p. 306-309

progressiste en étudiant son expression dans un paysage politique en mutation, mutation à laquelle, nous espérons l'avoir montré, il a simultanément et activement contribué. Étudier les spécificités du progressisme et en montrer l'originalité, c'est aussi appréhender l'évolution des rapports de force entre les courants politiques en présence durant la seconde moitié du XIXe siècle en Équateur. Certes, les différences entre conservatisme, progressisme et libéralisme sont indéniables ; mais il existe de réelles lignes de continuité jusqu'à la Révolution libérale qui font de ce que l'on a tendance à appeler, trop rapidement, la « période progressiste » une étape déterminante de la construction de l'État-nation en Équateur.

Bibliographie

Sources primaires :

Sources manuscrites :

Archives du Palais Législatif (APL), comptes rendus des Congrès de 1888, 1890, 1892 et 1894 ;

Archives du Ministère de la Culture et du Patrimoine, fonds Jacinto Jijón y Caamaño (AMCP, JJC).

Archives du Ministère des Affaires Étrangères français (MAE), CCC, Quito, vol. 8.

Journaux officiels :

Diario Oficial, 1888-1895 ;

El Nacional, 1862, 1869, 1871, 1875 et 1883-1888 ;

El Ocho de setiembre, 1877-1878, 1880-1882 ;

Gaceta del Ecuador, 1838 ;

Periódico Oficial, 1892 ;

Registro Oficial, 1895-1897.

Autres publications périodiques :

Anales de la Universidad de Quito, Quito, 1883, 1888 et 1895;

Boletín eclesiástico, Quito, 1895;

Diario de avisos, Guayaquil, 1888-1891 et 1895;

Diario de Quito, Quito, 1895 ;

El Ají, Quito, 1891 ;

El Anotador, Guayaquil, 1886 ;

El Argos, Ambato, 1890 ;

El Cáustico, Guayaquil, 1895 ;

El Censor, Guayaquil, 1891 ;

El Centinela, Quito, 1890 ;

El Combate, Ambato, 1883-1888 ;

El Cordero, Guayaquil, 1891 ;

El Correo nacional, Quito, 1895 ;

El Eco del pueblo, Guayaquil, 1883 ;

El Ecuador, Guayaquil, 1883 ;

El Ecuatoriano, Quito, 1887 et 1890-1892 ;

El Fénix, Quito, 1890 ;

El Foro, Quito, 1889 ;

El Gavilán, Guayaquil, 1891 ;

El Globo, Guayaquil, 1888-1890 et 1894-1895 ;

El Grito de la Sierra, Quito, 1895 ;

El Industrial, Quito, 1895 ;

El Independiente, Cuenca, 1883 ;

El Independiente, Guayaquil, 1891 ;

El Independiente, Latacunga, 1889 ;

El Independiente, Quito, 1889-1890 ;

El Monitor eclesiástico, Quito, 1883 ;

El Observador, Cuenca, 1891 ;

El Partido liberal, Quito, 1891 ;

El Partido liberal, Guayaquil, 1895 ;

El pensamiento nacional, Cuenca, 1891 ;

El Progresista, Quito, 1891 ;

El Progreso, Cuenca, 1884-1888 ;

El Proscrito, Paita, 1898 ;

El Pueblo, Guayaquil, 1889 ;

El Pueblo, Quito, 1895 ;

El Republicano, Cuenca, 1891 ;

El Republicano, Quito, 1893-1895 ;

El Telegrama, Quito, 1889 ;

El Tiempo, Guayaquil, 1891 ;

El voto libre, Guayaquil, 1891 ;

La Amalgama, Guayaquil, 1891 ;

La Argolla, Guayaquil, 1890 ;

La Bandera liberal, Guayaquil, 1890-1891 ;

La Bandera nacional, Guayaquil, 1883 ;

La Idea, Machala, 1886 ;

La Idea, Ambato, 1888 ;

La ley del embudo, Guayaquil, 1891 ;

La Opinión, Riobamba, 1891 ;

La Razón, Machala, 1891 ;

La República, Quito, 1890 ;

La República del Sagrado Corazón de Jesús, Quito, 1884-1887 et 1890 ;

La Restauración, Quito, 1883 ;

La Revista masónica del Perú, Lima, 1887 ;

La voz de Guayaquil, Guayaquil, 1891 ;

La voz del patriotismo, Quito, 1891 ;

Semanario popular, Quito, 1888-1889.

Rapports ministériels :

Ministère des Finances :

Informe del subsecretario de Hacienda a la Convención nacional de 1878, Quito, Fundición de tipos Rivadeneira, 1878 ;

Memoria del Ministro de Hacienda del Ecuador al Congreso constitucional de 1880, Quito, Fundición de tipos Rivadeneira, 1880 ;

Ministerio de Hacienda. Informe al Congreso constitucional de 1885, Quito, Imprenta del gobierno, 1885 ;

Informe del Ministro de Hacienda al Congreso constitucional de 1886, Quito, Imprenta del gobierno, 1886 ;

Informe del Ministro de Hacienda al Congreso constitucional de 1887, Quito, Imprenta del gobierno, 1887 ;

Informe del Ministro de Hacienda al Congreso constitucional de 1888, Quito, Imprenta del gobierno, 1888 ;

Informe del Ministro de Hacienda al Congreso constitucional de 1890, Quito, Imprenta del gobierno, 1890 ;

Informe del Ministro de Hacienda al Congreso constitucional de 1892, Quito, Imprenta del gobierno, 1892 ;

Informe del ministro de Hacienda de la República del Ecuador al Congreso constitucional de 1894, Quito, Imprenta del gobierno, 1894.

Ministère de la Guerre :

Informe que el ministro de Guerra y Marina dirige al Congreso del Ecuador en 1885, Quito, Imprenta del gobierno, 1885 ;

Informe que el ministro de Guerra y Marina dirige al Congreso del Ecuador en 1886, Quito, Imprenta del gobierno, 1886 ;

Informe que el ministro de Guerra y Marina dirige al Congreso del Ecuador en 1887, Quito, Imprenta del gobierno, 1887.

Ministère d'Instruction publique :

Informe del Ministro de Instrucción pública al Congreso de 1885, Quito, Fundición de tipos de Manuel Rivadeneira, 1885 ;

Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos e Instrucción pública, Justicia, Beneficencia y Caridad y Estadística al Congreso constitucional de 1890, Quito, Imprenta de la Universidad, 1890 ;

Informe del Ministro de Negocios eclesiásticos, Instrucción pública, Justicia, Beneficencia y Caridad y Estadística, al Congreso Constitucional de 1892, Quito, Imprenta del Gobierno, 1892 ;

Informe del Ministro de Instrucción pública, Negocios eclesiásticos, Justicia, Beneficencia y Caridad y Estadística al Congreso constitucional de 1894, Quito, Imprenta del gobierno, 1894 ;

Informe concerniente a las secciones de Instrucción pública, Justicia y Beneficencia que presenta el ministro de Gobierno a la Convención Nacional de 1896-1897, Quito, Imprenta Nacional, 1897 ;

Informe del Ministro de Instrucción pública al Congreso Ordinario de 1900, Quito, Imprenta de la Universidad central, 1900.

Ministère de l'Intérieur :

Exposición del ministro del Interior y Relaciones exteriores dirigida al Congreso Constitucional de 1871, Quito, Imprenta nacional, 1871 ;

Exposición del ministro del Interior y Relaciones exteriores, Don Francisco Javier León, dirigida al Congreso constitucional del Ecuador en 1873, Quito, Imprenta nacional, 1873 ;

Exposición del ministro del Interior y Relaciones exteriores dirigida al Congreso constitucional del Ecuador en 1875, Quito, Imprenta nacional, 1875 ;

Informe del Ministro de lo Interior y Relaciones exteriores del Gobierno provisional establecido en Quito a la Asamblea Nacional de 1883, Quito, Imprenta de *Los Principios*, 1883 ;

Informe del Ministro de lo Interior y Relaciones exteriores al Congreso constitucional de 1885, Quito, Imprenta del gobierno, 1885 ;

Informe del Ministro de lo Interior y Relaciones exteriores al Congreso constitucional de 1886, Quito, Imprenta del gobierno, 1886 ;

Informe del Ministro de lo Interior y Relaciones exteriores al Congreso constitucional de 1887, Quito, Imprenta del gobierno, 1887 ;

Informe del Ministro de lo Interior y Relaciones exteriores al Congreso constitucional de 1888, Quito, Imprenta del gobierno, 1888;

Informe del Ministro de lo Interior y Relaciones exteriores al Congreso constitucional de 1890, Quito, Imprenta del gobierno, 1890 ;

Informe del Ministro de lo Interior al Congreso ordinario de 1892, Quito, Imprenta del gobierno, 1892 ;

Informe del Ministro de lo Interior al Congreso ordinario de 1892. Segunda parte. Obras públicas, Quito, Imprenta del gobierno, 1892 ;

Informe del Ministro de lo Interior y Policía, Beneficencia, etc., al Congreso ordinario de 1899, Quito, Imprenta Nacional, 1899.

Ministère de Travaux et de Crédit publics

Informe del Ministro de Obras y Crédito Públicos al Congreso Constitucional de 1894, Quito, Imprentas del clero, Talleres Salesianos y EE. CC., 1894 ;

Informe del Ministerio de Obras públicas, Agricultura, etc. al Congreso ordinario de 1898, Quito, Tipografía de la Escuela de Artes y Oficios, 1898.

Feuilles volantes (par année) :

1882 :

Al público, Esmeraldas, s. e., 1882 ;

El Gobierno provisional a sus compatriotas, Tulcán, Imprenta de Médicis, 1882 ;

FERNÁNDEZ SALVADOR, Leopoldo, s. t., Quito, Imprenta Nacional, 1882.

1884 :

VELA, Juan Benigno, *Señor general don Agustín Guerrero*, Quito, Imprenta de Juan P. Sanz, 1884.

1885 :

PÉREZ PAREJA, Rafael, *Brevísimas observaciones a la memoria del Sr. Ministro de Guerra*, Quito, Imprenta de Manuel V. Flor, 1885 ;

VELA, Juan Benigno, *Ecos de "El Combate" al Sor. Presidente de la República*, Ambato, Imprenta de *El Combate*, 1885.

1886 :

LÓPEZ, Modesto, *Honorables Legisladores*, Riobamba, Imprenta del seminario, 1886 ;

MASIÀ, José María, *Décima carta pastoral*, Loja, Imprenta del seminario, 1886.

1887 :

ARTEAGA Moisés, *Un consejo de guerra*, Cuenca, Impreso por Andrés Cordero, 1887 ;

CUEVA, Manuel Benigno, *Despedida*, Loja, Imprenta del pueblo, 1887 ;

ORTEGA, Francisco Guillermo, *Exmo. Sor. Presidente de la República*, Cuenca, Impreso por Andrés Cordero, 1887 ;

ORTEGA, Luis Fernando, *Un nuevo mártir de la libertad ecuatoriana*, Piura, Imprenta de *El Correo del Norte*, 1887 ;

VELA, Juan Benigno, *El Combate y la calumnia*, Ambato, Imprenta de *El Combate*, 1887.

1888 :

PERALTA, José, *Carta primera al Sr. gobernador de la provincia del Azuay*, Loja, Imprenta de la juventud, 1888.

1889:

CUEVA, Manuel Benigno, *Punto de honra*, Loja, Imprenta de la juventud, 1889 ;

La Unión republicana, Quito, Fundición de tipos Rivadeneira, 1889 ;

Unión republicana, Quito, Imprenta del gobierno, 1889.

1890 :

Comerciantes imparciales, *Ferrocarril central*, Quito, Imprenta del clero, 1890 ;

Liberales del Guayas, *El Candidato de la Santa Alianza*, Guayaquil, Imprenta de *El Censor*, 1890 ;

Republicanos del Guayas, *Candidatura*, Guayaquil, Imprenta de *La Nación*, 1890.

1891 :

BORJA, Luis Felipe, *Una explicación*, Quito, Imprenta de Juan Pablo Sanz, 1891 ;

BORJA, Luis Felipe, *Última explicación*, Quito, Imprenta de Sanz, 1891 ;

CALLE, Ezequiel, *El capitán araña*, Cuenca, Imprenta de Ramón Pesántez S., 1891 ;

CHIRIBOGA, Emilio; LIZARZABURU, Pedro Ignacio; et VILLAGÓMEZ, Pacífico, *Carta colectiva al Sr. Dr. D. Camilo Ponce*, Quito, Imprenta Municipal, 1891 ;

El presidente de la República del Ecuador a los ecuatorianos, Quito, Imprenta del gobierno, 1891 ;

El señor don Clemente Ballén candidato para la presidencia de la República en el próximo periodo constitucional, s. l., Imprenta de *La Nación*, 1891 ;

ENRÍQUEZ, Julio B., *Renuncia*, Quito, Imprenta católica, 1891 ;

ESPINOSA, José Modesto, *Declaración*, Quito, Imprenta de la Universidad, 1891 ;

FERNÁNDEZ, Constantino, *Mi voto*, Ambato, Imprenta del Tungurahua, 1891 ;

Ferrocarril del Sur, Quito, Imprenta católica, 1891 ;

GALDÓS, Federico, s. t., Guayaquil, Imprenta comercial, 1891 ;

Genuinos conservadores, *Carta patriótica al Sr. Dr. D. Camilo Ponce*, Guayaquil, Imprenta de *Los Andes*, 1891 ;

La cuestión del día, Quito, Imprenta católica, 1891 ;

Liberales, *Cero y van dos*, Ambato, Imprenta del Tungurahua, 1891 ;

Liberales genuinos, *Protesta necesaria*, Guayaquil, Imprenta de *Los Andes*, 1891 ;

Liberales de Ambato, *Vencerá la calumnia?*, Ambato, Imprenta del Tungurahua, 1891 ;

Nuestro voto, Guayaquil, Imprenta comercial, 1891 ;

Partido Nacional. Sesión de la Junta Directiva del Partido Nacional, del 18 del presente mes, Quito, Imprenta de *La Nación*, 1891 ;

PERALTA, José, *Los hermanos Corderos*, Cuenca, Imprenta del Pueblo, 1891 ;

PERALTA, José, *Volvemos a la barbarie*, Quito, Imprenta católica, 1891 ;

Sociedad Católica del Carchi, *Nuestro candidato*, Quito, Imprenta católica, 1891 ;

Sociedad Católica Republicana, *Adhesión*, Quito, s. e., 1891 ;

Unos azuayos, *Candidatura imposible*, Cuenca, Imprenta del Pueblo, 1891.

1892 :

Juramento constitucional del Presidente de la República, ante el Congreso Nacional reunido en sesión solemne, Quito, Imprenta del gobierno, 1892.

1893 :

Acta de instalación de la Junta patriótica de Loja, Loja, Tipografía Republicana, 1893 ;

PONCE, Clemente, *Otra pregunta*, Quito, Imprenta ecuatoriana, 1893.

1894 :

Accionistas, *Rasgos nobles y patrióticos*, Quito, s. e., 1894 ;

BORJA, Luis Felipe, *Ferrocarriles*, Quito, Imprenta del clero, 1894 ;

El Ferrocarril del Pailón, Quito, Imprenta del clero, 1894 ;

Exposición del Ministerio, Quito, Imprenta del gobierno, 1894 ;

La juventud quiteña, *Quosque tandem?*, Quito, Imprenta de *El Siglo*, 1894 ;

La "Sociedad patriótica de Pichincha" y demás ecuatorianos que suscriben, s. t., Quito, Imprenta del Gobierno, 1894 ;

Los liberales del Azuay, *Pro patria*, Imprenta del Pueblo, Cuenca, 1894 ;

Observadores, *Patrón de oro*, Quito, Imprenta del clero, 1894 ;

Por la bandera, Guayaquil, Imprenta de *El Tiempo*, 1894 ;

Protesta, Loja, Imprenta del Colegio San Bernardo, 1894 ;

Protesta, Quito, Imprenta de *El Siglo*, 1894 ;

Protesta, Quito, Imprenta de *La Novedad*, 1894.

1895

Acuerdo de la Excma. Corte Suprema de Justicia, Quito, Imprenta Municipal, 1895 ;

Al Excmo. Sr. Dr. D. Luis Cordero, presidente de la República, Quito, Imprenta *La Novedad*, 1895 ;

Boletín eleccionario. Día 28, Quito, Imprenta del clero, 1895 ;

Boletín Oficial n°27, Quito, Imprenta del Gobierno, 1895 ;

Boletín Oficial n°28, Quito, Imprenta del Gobierno, 1895 ;

Bomberos, *Al cuerpo de bomberos*, Guayaquil, Imprenta de *El Tiempo*, 1895 ;

CALLE, Ezequiel, *Candidaturas*, Quito, Unión Lito-tipográfica, 1895 ;

Candidatura, Quito, Imprenta *La Novedad*, 1895 ;

Conseil municipal d'Ambato, *Protesta*, Ambato, Imprenta del Tungurahua de Teodomiro Merino, 1895 ;

Conseil municipal de Cuenca, *Protesta*, Cuenca, Imprenta del Pueblo, 1895 ;

Conseil municipal de Loja, *Protesta*, Loja, Imprenta del Colegio nacional, 1895 ;

Conseil municipal de Quito, *Acuerdo*, Quito, Imprenta de los sucesores de Bermeo, 1895 ;

Conseil municipal de Quito, s. t., Quito, Imprenta Municipal, 1895 ;

Conservadores, *Salvémonos!*, Quito, Imprenta Municipal, 1895 ;

Consulta del Poder ejecutivo y voto del Consejo de Estado sobre convocatoria de una Legislatura extraordinaria, Quito, Imprenta del Gobierno, 1895 ;

Contraprotesta, Quito, Imprenta del clero, 1895 ;

CORDERO, Luis, *Rectificaciones*, Quito, Imprenta del Gobierno, 1895 ;

El Directorio de la Sociedad liberal de Quito, s. t., Quito, Unión Tipo-litográfica, 1895 ;

El Pueblo, *Al Supremo Gobierno*, Quito, Imprenta del clero, 1895 ;

El pueblo de Guayaquil reunido en comicio público, Quito, Imprenta de *El Tiempo*, 1895 ;

Exposición, explicación y protesta sobre los hechos y acontecimientos militares del 14 y 15 de agosto en la provincia del Chimborazo, Quito, Unión Lito-tipográfica, 1895 ;

FERNÁNDEZ, Constantino, *¿En qué quedamos?*, Ambato, Imprenta de Salvador R. Porras, 1895 ;

FLORES, Reynaldo, *Parte oficial elevado por el Señor General D. Reinaldo Flores al Supremo Gobierno de Quito, con motivo de los sucesos realizados últimamente en la provincia del Guayas*, Piura, Imprenta de *La Revista del Norte*, 1895 ;

La juventud quiteña, *Viva el progresismo!*, Quito, Imprenta de *El Siglo*, 1895;

Los "Vengadores de la Patria", *A la Nación*, Ambato, Imprenta de Salvador R. Porras, 1895;

Nuestro candidato, Quito, Imprenta Municipal, 1895;

Patriotas, *¡A las urnas!*, Quito, Imprenta Municipal, 1895;

PONCE, Camilo, *Exposición*, Quito, Imprenta Municipal, 1895 ;

Protesta, Cuenca, Imprenta republicana, 1895 ;

Protesta, Latacunga, Imprenta del colegio Vicente León, 1895 ;

Renuncia colectiva de la mayoría de los empleados públicos de la provincia de Esmeraldas, s. l., Imprenta del Comercio, 1895 ;

SAÉNZ, José María, *A mis electores, ante la Nación*, Guayaquil, Imprenta de *La Nación*, 1895 ;

ULLAURI, Gabriel Arsenio, s. t., Cuenca, Imprenta del Pueblo, 1895 ;

Unos electores, *Nuestro candidato Señor Don Darío Morla*, Quito, Imprenta de Manuel V. Flor, 1895 ;

Verdaderos patriotas, *Responsabilidad*, Quito, Imprenta de Manuel V. Flor, 1895.

Autres sources imprimées

ALFARO, Eloy, *Deuda gordiana*, Quito, Imprenta Nacional, 1896 ;

ALFARO, Eloy, *Manifestación de Eloy Alfaro a la Asamblea Nacional de 1883*, Guayaquil, Imprenta de *La Nación* ;

ALFARO, Eloy, *Narraciones históricas*, Quito, Corporación Editora Nacional (CEN), 1992 ;

ANDRADE, Roberto, *Autobiografía de un perseguido*, Quito, Abya-Yala, 1994 pour le tome I, 1995 pour le tome II ;

ANDRADE, Roberto, *Otro mártir*, Ica, s. e., 1887 ;

ANDRADE MARÍN, Francisco, *Viaje a la región oriental del Ecuador*, Quito, Fundición de tipos Rivadeneira, 1884 ;

ARÉVALO, Emilio, *Defensa del Sr. Dr. Emilio Arévalo en favor del Sr. Dr. Felicísimo López, sindicado por causa religiosa*, Guayaquil, Imprenta comercial, 1891 ;

BALLÉN, Clemente, *Ferrocarril del Sur*, Paris, Imprimerie Chaix, 1891 ;

BORJA, José María, *El contrato d'Oksza y el doctor Camilo Ponce*, Guayaquil, Imprenta de *La Nación*, 1891 ;

CALLE, Manuel J., *Historia de un crimen*, Quito, Tipografía de la Escuela de Artes y Oficios, 1897 ;

CAMPUZANO, Juan de Dios, *De la censura de los actos gubernativos*, Quito, Imprenta municipal, 1895 ;

CÁRDENAS, Alejandro, « Alegato en el juicio penal seguido contra el coronel Federico Irigoyen y otros por traición », *in Juristas y sociólogos*, Quito, Biblioteca ecuatoriana mínima, 1960, p. 200-217 ;

Código penal de la República del Ecuador, Quito, Imprenta nacional, 1871 ;

Código penal y Código de enjuiciamientos en materia criminal de la República del Ecuador, Nueva York, Imprenta de *Las Novedades*, 1889 ;

COMPTE, Francisco, *Reflexiones sacro-canónicas sobre los diezmos*, Quito, Imprenta del clero, 1885 ;

Constitutions de 1861, 1869, 1878 et 1884, http://www.cancilleria.gob.ec/constituciones-del-ecuador-desde-1830-hasta-2008, site consulté le 10 avril 2016 ;

CORDERO, Luis, *A mis conciudadanos*, Cuenca, Imprenta de José Mª Montesinos e hijos, 1896 ;

CORDERO, Luis, *Cultivo de las quinas. Traducción hecha por Luis Cordero de algunos capítulos interesantes de la obra intitulada "Nouvelles études sur les quinquinas", escrita por el ilustre botánico colombiano Don. J. Triana*, Cuenca, Impreso por Antonio Cueva, 1877 ;

CORDERO, Luis, *Recuerdos patrióticos de 1883*, Fundición de tipos Rivadeneira, Quito, 1883 ;

CORDERO, Luis, *Una excursión a Gualaquiza en abril del presente año*, Cuenca, Impreso por Andrés Cordero, 1875 ;

CORDERO, Luis et Academia Nacional de Historia (éd.), *Cartas a Luis Cordero: documentos históricos*, Quito, Academia Nacional de Historia-Letramia Editorial, 2003 ;

CRESPO ORDÓÑEZ, Roberto, *Historia del ferrocarril del Sur*, Quito, Imprenta Nacional, 1933 ;

Diario de debates, Quito, s. e., 1885 ;

Documentos relativos a la Sociedad Filantrópica del Guayas correspondientes al año de 1894, Guayaquil, Imprenta de la Escuela de Artes y Oficios de la Sociedad Filantrópica del Guayas, 1894 ;

El Ecuador en Chicago, New York, por el *Diario de avisos* de Guayaquil, 1894 ;

El ferrocarril de Bolívar, Riobamba, Imprenta del seminario, 1886 ;

El Senado de 1894. Reprobación unánime de la prensa nacional. Quito, Imprenta de *El Siglo*, 1894 ;

ESPINOSA, José Modesto, *El Memorándum del Sr. Dr. D. Antonio Flores*, Quito, Imprenta del clero, 1893 ;

ESTRADA, Emilio, *La Historia contra las calumnias sobre la campaña de Mapasingue*, Guayaquil, s. e., 1884 ;

Exposición de los sacerdotes de Manabí, Pasto, Imprenta de la diócesis, 1895 ;

Ferrocarril central, Quito, Imprenta del clero, 1890 ;

Ferrocarril de Quito a Bahía, Quito, Imprenta del clero, 1887 ;

FLORES, Antonio, *Conocimiento en los Estados colombianos de las ventajas del crédito público*, Quito, Imprenta del gobierno, 1890 ;

FLORES, Antonio, *Derecho público. Inmigración china*, Quito, Imprenta del gobierno, 1889 ;

FLORES, Antonio, *El Concordato ecuatoriano*, Paris, Librería de Garnier Hermanos, 1894 ;

FLORES, Antonio, *Nuevo reto a mis calumniadores*, Quito, Imprenta de J. M. Proaño T., 1892 ;

FLORES, Reinaldo, *La campaña de la Costa dirigida por Reinaldo Flores*, Guayaquil, Imprenta de Calvo y Ca., 1885 ;

GÓMEZ DE LA TORRE, Luis, *Un escrito masónico, o sea el folleto de Felicísimo López*, Portoviejo, Imprenta del Seminario de San José, 1892 ;

GONZALES BAZO, Vicente, *El contrato d'Oksza*, s. l., Imprenta católica, 1889 ;

GONZÁLEZ SUÁREZ, Federico, *Cuestiones palpitantes II. Carta del Ilmo. y Rmo. Señor Dr. Don Federico González Suárez, obispo de Ibarra, a su Vicario General explicada por el mismo autor*, Quito, Tipográfica de la Escuela de Artes y Oficios, 1900 ;

INDELICATO, José, *Del Instituto agrario fundado por el gobierno del Ecuador a fines de 1838*, Quito, Imprenta de gobierno, 1838 ;

JAGER, Camilo, *Lo que conviene al pueblo ecuatoriano para su verdadera grandeza*, Quito, Imprenta de *Los Principios*, 1883 ;

La Revolución. Documentos que manifiestan la inicua revolución acaudillada por Eloy Alfaro y sostenida por Francisco Ruiz Sandoval, los Cerezos y demás montoneros, desde 1884 a 1887, Guayaquil, Imprenta nacional, 1887 ;

La Santa Sede y el Presidente del Ecuador, Quito, Imprenta del gobierno, 1889 ;

LÓPEZ, Felicísimo, *La provincia de Manabí en 1891*, Bahía de Caráquez, Imprenta de *El Eco del pueblo*, 1892 ;

LÓPEZ, Felicísimo, *Réplica al ex-obispo de Portoviejo. "¿Teocracia o demonocracia?"*, Guayaquil, Imprenta Guayaquil, 1897 ;

LÓPEZ, Juan Alejandro, *El Ilustrísimo Señor Ordóñez y la denuncia del Sr. Dr. D. Antonio Flores*, Quito, Imprenta del clero, 1893 ;

LÓPEZ. Modesto, *Los Andes quitenses*, Quito, Imprenta del clero, 1890 ;

LÓPEZ, Modesto, *Los ferrocarriles*, Quito, Imprenta de Sanz, 1892 ;

LÓPEZ, Modesto, *Manifiesto presentado por el ingeniero nacional Modesto López a la Legislatura de 1890, solicitando el pago de lo que le adeuda la Nación por sueldos devengados y cantidades suplidas para obras públicas*, Quito, Imprenta del clero, 1890 ;

MARTÍNEZ, Augusto, *60 años de recuerdos. El Doctor Teodoro Wolf*, Quito, Imprenta de la Universidad central, 1934 ;

MARTÍNEZ, Nicolás, *Ensayos sobre el cultivo de la viña y vinificación en el Ecuador*, Ambato, Imprenta de Salvador R. Porras, 1884 ;

Nuevo curso elemental de Geografía universal, arreglado para la enseñanza de los niños en la República del Ecuador por los HH. de las Escuelas CC., Cuenca, Imprenta del clero, 1885 ;

ORDÓÑEZ, José Ignacio, *XX Carta pastoral que el Ilmo. y Rmo. Señor Arzobispo de Quito dirige al clero y a los fieles de su Arquidiócesis*, Quito, Imprenta del clero, 1888

ORDÓÑEZ, José Ignacio, *XXV Carta pastoral que el Ilmo. y Rmo. Señor Arzobispo de Quito dirige a los fieles de su Arquidiócesis,* Quito, Imprenta católica, 1889 ;

OREJUELA, Juan, *"La Libertad cristiana" y el intendente de policía*, Quito, Imprenta *La Novedad* de J. M. Proaño ;

PALAU, Ignacio, *Exposición del contratista del ferrocarril central a las HH. Cámaras legislativas de 1890*, Quito, Imprenta del clero, 1890 ;

PALAU, Ignacio, *Ferrocarril central. Hagamos luz*, Bahía de Caráquez, s. e., 1890 ;

PERALTA, José, *Años de lucha*, tomme III, Cuenca, Offset Monsalve, 1976 ;

PERALTA, José, *Mis memorias políticas*, Quito, Casa de la Cultura Ecuatoriana, 2012 ;

PÉREZ, Juan Gualberto, *Recuerdo histórico de la Escuela Politécnica de Quito establecida por el señor presidente de la República Dr. Dn. Gabriel García Moreno el 3 de octubre de 1870 bajo la dirección de padres alemanes de la Compañía de Jesús*, Quito, Tipografía y Encuadernación de la *Prensa católica*, 1921 ;

PONCE, Camilo, *El contrato d'Oksza ante el Consejo de Estado*, Quito, Imprenta Católica, 1891 ;

PONCE, Clemente, *« La Argolla » y « El nuevo reto » del Dr. Antonio Flores*, Quito, Imprenta católica, 1892 ;

Propuesta para el contrato de ferrocarril entre el puente de Chimbo y Riobamba, Quito, Imprenta de las EE. CC., 1894 ;

Proyecto de Constitución, Quito, Imprenta de Manuel Velasco Polanco, 1883 ;

Refutación documentada de los cargos hechos al gobierno en el folleto "El contrato d'Oksza ante el Consejo de Estado", Quito, Imprenta del gobierno, 1892 ;

Reseña histórica de los diezmos, Guayaquil, Imprenta de *La Nación*, 1884 ;

SARASTI, José María, *Los pentaviros y Alfaro*, Quito, Imprenta del gobierno, 1884 ;

SCHUMACHER, Pedro, *Novena carta pastoral del Ilmo. y Rmo. Sor. Obispo de Portoviejo,* Portoviejo, Imprenta del Seminario de San José, 1889 ;

SCHUMACHER, Pedro, *Décima carta pastoral del Ilmo. y Rmo. Sor. Obispo de Portoviejo,* Portoviejo, Imprenta del Seminario de San José, 1889 ;

SCHUMACHER, Pedro, *Décima sexta carta pastoral del Ilmo. y Rmo. Sr. Obispo de Portoviejo,* Portoviejo, Imprenta del Seminario de San José, 1893 ;

SCHUMACHER, Pedro, *Décima séptima carta pastoral del Ilmo. y Rmo. Sr. Obispo de Portoviejo,* Portoviejo, Imprenta del Seminario de San José, 1893 ;

SCHUMACHER, Pedro, *Política católica. Compendio de enseñanza moral para las escuelas primarias*, Guayaquil, Imprenta de Gómez Hermanos, 1890 ;

SCHUMACHER, Pedro, *¿Teocracia o demonocracia? ¿Cristo o Lucifer? ¿Quién ha de vencer? ¡Quién como Dios!*, Pasto, Imprenta de la diócesis, 1896 ;

TERÁN, Emilio María, *Informe al Jefe Supremo, General Eloy Alfaro, sobre la deuda anglo-ecuatoriana, extendido por Emilio M. Terán, comisionado para el objeto*, Quito, Imprenta del gobierno, 1896 ;

THILL, Cristóbal, *Informes del Sr. Ingeniero D. Cristóbal Thill sobre el rumbo que puede seguir el ferrocarril del Sur entre Chimbo y Sibambe*, Quito, Imprenta del gobierno, 1894 ;

Un diocesano, *Carta al pastor Ilustrísimo y Reverendísimo Obispo de Portoviejo señor D. Pedro Schumacher*, Guayaquil, Imprenta comercial, 1889 ;

VARGAS TORRES, Luis, *El gobierno del Litoral y los pentaviros de Quito. Alfaro y Sarasti*, Guayaquil, s. e., 1884 ;

VARGAS TORRES, Luis, *La Revolución del 15 de noviembre de 1884*, Lima, Imprenta Bolognesi, 1885 ;

VILLAMAR, Rafael, *El General Alfaro y la Restauración*, Quito, Imprenta de la heredera de P. S. Paredes, 1884 ;

WOLF, Teodoro, *Geografía y geología del Ecuador*, Leipzig, Tipografía de F. A. Borckhaus, 1892 ;

WOLF, Teodoro, *Carta Geográfica del Ecuador*, Leipzig, Instituto geográfico de H. Wagner y F. Debes, 1892.

Bibliographie critique :

AYALA MORA, Enrique, *Lucha política y origen de los partidos en Ecuador*, Quito, CEN, 1988 ;

CÁRDENAS REYES, María Cristina, « El progresismo ecuatoriano en el siglo XIX. La reforma del presidente Antonio Flores (1888-1892) », *Andes*, n°18, 2007, http://www.scielo.org.ar/scielo.php ;

CÁRDENAS REYES, María Cristina, *Región y Estado nacional en el Ecuador. El progresismo azuayo del siglo XIX (1840-1895)*, Quito, Academia Nacional de Historia-Universidad Pablo de Olavide, 2005 ;

CHIRIBOGA, Manuel, *Jornaleros, grandes propietarios y exportación cacaotera, 1790-1925*, Quito, UASB-CEN, 2013 ;

CLARK, Kim, « El ferrocarril y las políticas de redención en Ecuador », *in El camino de hierro. Cien años de la llegada del ferrocarril a Quito*, Quito, FONSAL, 2008, p. 83-109 ;

CORDERO, Rafael, « El Progresismo », *Revista de la Universidad católica*, n°29, mars 1981, p. 241-268 ;

DELER, Jean Paul, *Ecuador. Del espacio al Estado nacional*, Quito, Universidad Andina Simón Bolívar sede Ecuador (UASB)-IFEA-CEN, 2007 ;

DUEÑAS DE ANHALZER, Carmen, *Soberanía e insurrección en Manabí*, Quito, Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales sede Ecuador (FLACSO)-Abya-Yala, 1991 ;

ESPINOSA FERNÁNDEZ DE CÓRDOBA, Carlos et ALJOVÍN DE LOSADA, Cristóbal, « Conceptos clave del conservadurismo en Ecuador, 1875-1900 », *Anuario colombiano de Historia social y de la cultura*, vol. 42, n°1, 2015, p. 179-212 ;

HIDALGO NISTRI, Fernando, *La República del Sagrado Corazón. Religión, escatología y* ethos *conservador en Ecuador*, Quito, UASB-CEN, 2014 ;

JIMÉNEZ DE LANDÍVAR, Diana, « La elección del Doctor Antonio Flores y la influencia del Doctor José María Plácido Caamaño », *Revista de la Universidad católica*, n°29, mars 1981, p. 269-306 ;

LANDÍVAR, Jorge, « Antonio Flores Jijón y la conversión de la Deuda Externa, 1889-1890 », *Revista de la Universidad católica*, n°29, mars 1981, p. 307-344 ;

MAIGUASHCA, Juan, « Dirigentes políticos y burócratas: el Estado como institución en los países andinos, entre 1830 y 1880 », *in* MAIGUASHCA, Juan (éd.), *Historia de América andina*, vol. 5, Quito, UASB-Libresa, 2003, p. 211-273 ;

MAIGUASHCA, Juan, « El proceso de integración nacional en el Ecuador: el rol del poder central, 1830-1895 », *in* MAIGUASHCA, Juan (éd.), *Historia y región en el Ecuador*, Quito, FLACSO-CEN, 1994, p. 355-420 ;

MEDINA, Alexis, « Discipliner la marginalité : les mécanismes de contrôle de la rue en Équateur pendant la période progressiste (1883-1895) », communication présentée dans le cadre du séminaire *La rue* du Centre de Recherches Ibérique et Ibéro-américaines de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense, le 23 janvier 2015, publication prévue pour 2017 ;

ORTIZ CRESPO, Gonzalo, *La incorporación del Ecuador al mercado mundial: la coyuntura socio-económica 1875-1895*, Quito, Banco Central del Ecuador (BCE), 1981 ;

QUINTERO, Rafael et SILVA, Erika, *Ecuador: una nación en ciernes*, vol. 1, Quito, FLACSO-Abya-Yala, 1991.

ROBALINO DÁVILA, Luis, *Diez años de civilismo*, Puebla, Editorial José M. Cajica Jr. SA, 1968.

Bibliographie générale :

AYALA MORA, Enrique, *Ecuador del siglo XIX. Estado Nacional, Ejército, Iglesia y municipio*, Quito, Universidad Andina Simón Bolívar sede Ecuador (UASB)-Corporación Editora Nacional (CEN), 2011 ;

AYALA MORA, Enrique, *Historia de la Revolución liberal ecuatoriana*, Quito, Taller de Estudios Históricos-CEN, 2002 ;

BENÍTEZ ARREGUI, Sylvia, *Voces de mujeres de la plebe en el Hospicio de Quito, 1785-1816*, Quito, UASB-CEN, 2015 ;

CORREA, Juan Santiago, « Del Radicalismo a la Regeneración. La cuestión monetaria (1880-1903) », *Revista de Economía institucional*, vol. 11, n°21, 2009, p. 161-178 ;

CUVI, Nicolás; SEVILLA, Elisa; SEVILLA, Ana et PIÑAS, Francisco, « La circulación del darwinismo en el Ecuador (1870-1874) », *Procesos. Revista ecuatoriana de historia*, n°39, janvier-juillet 2014, p. 115-142 ;

DE LA TORRE, Federico, « Liberalismo, modernidad y utopía socialista en los primeros años del porfiriato: la Sociedad *Las Clases productoras* de Jalisco (1877-1888) », *in*, CLAPS ARENA, María Eugenia et PÉREZ HERRERO, Pedro (coord.), *Papeles de discusión IELAT*, n°3, *Fiscalidad, medio ambiente y cohesión social en el pensamiento liberal atlántico (siglo XIX). Análisis de casos*, décembre 2011, p. 213-249 ;

DEAS, Malcolm, « Estudio introductorio », *in* ALFARO, Eloy, *Narraciones históricas*, Quito, CEN, 1992, p. 7-50 ;

DEMELAS, Marie-Danielle et SAINT-GEOURS, Yves, *Jérusalem et Babylone. Politique et religion en Amérique du sud: l'Équateur, XVIIIe-XIXe siècles*, Paris, Éditions recherches sur les civilisations, 1989 ;

ESVERTIT COBES, Natàlia, *La incipiente provincia. Amazonía y Estado ecuatoriano en el siglo XIX*, Quito, Universidad Andina Simón Bolívar sede Ecuador-CEN, 2008 ;

FOUCAULT, Michel, *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975 ;

GAVILANES DEL CASTILLO, Luis María ; SOSA ROJAS, José , VEGA RHOR Isabel, « La obra salesiana de Riobamba (1891-1991). Encuadre educativo y sucesos significativos », *in* VÁZQUEZ, Lola ; REGALADO, Juan Fernando ; GARZÓN, Blas ; TORRES, Víctor Hugo et JUNCOSA, José E. (coord.), *La presencia salesiana en Ecuador. Perspectivas históricas y sociales*, Abya-Yala-Universidad Politécnica Salesiana, Quito, 2012, p. 309-362 ;

GOETSCHEL, Ana María et PRIETO, Mercedes, « El sufragio femenino en Ecuador, 1884-1940 », *in* PRIETO, *Mercedes (éd.), Mujeres y escenarios ciudadanos*, Quito, FLACSO, 2008, p. 299-330 ;

KINGMAN, Eduardo, *La ciudad y los otros. Quito 1860-1940. Higienismo, ornato y policía*, Quito, UASB-FONSAL-Universidad Rovira i Virgili, 2008 ;

MAIGUASHCA, Juan. « El proyecto garciano de modernidad católica-republicana en Ecuador, 1830-1875 », *in* IRUROZQUI Martha (éd.), *La mirada esquiva: reflexiones históricas sobre la interacción del estado y la ciudadanía en los Andes (Bolivia, Ecuador y Perú), siglo XIX*, Madrid, CSIC, 2005, p. 233-260.

MIÑO GRIJALVA, Wilson, *Breve historia bancaria del Ecuador*, Quito, CEN, 2008 ;

MORELLI, Federica, *Territoire ou nation? Équateur, 1765-1830. Réforme et dissolution de l'espace impérial*, Paris, L'Harmattan, 2004 ;

MUÑOZ VICUÑA, Elías, *La guerra civil ecuatoriana de 1895. Una epopeya de la revolución burguesa antifeudal. El triunfo del partido radical de Eloy Alfaro*, Guayaquil, Litografía e Imprenta de la Universidad de Guayaquil, 1987 ;

PALADINES ESCUDERO, Carlos et GUERRA BRAVO, Samuel, *Pensamiento positivista ecuatoriano*, Quito, BCE-CEN, 1981 ;

PALOMEQUE, Silvia, *Cuenca en el siglo XIX. La articulación de una región*, Quito, FLACSO-Abya Yala, 1990 ;

PÉREZ, Trinidad, « Nace el arte moderno: espacios y definiciones en disputa (1895-1925) », *in* CORONEL, Valeria et PRIETO, Mercedes (coord.), *Celebraciones centenarias y negociaciones por la nación ecuatoriana*, Quito, FLACSO-Ministerio de Cultura, 2010, p. 23-76 ;

PÉREZ CONCHA, Jorge, *Vargas Torres*, Quito, Ministerio de Educación, 2010 ;

QUINTERO, Rafael, « El Estado terrateniente del Ecuador, 1809-1895 », *in* DELER, Jean-Paul (dir.), *Estados y naciones en los Andes. Hacia una historia comparativa: Bolivia, Colombia, Ecuador, Perú*, Lima, IFEA, 1986, p. 397-417 ;

QUINTERO, Rafael, *El mito del populismo. Análisis de los fundamentos del Estado ecuatoriano moderno (1895-1934)*, Quito, FLACSO, 1980 ;

QUISHPE BOLAÑOS, J. Marcelo, « Los salesianos y el impulso de la educación técnica en Quito », in VÁZQUEZ, Lola ; REGALADO, Juan Fernando ; GARZÓN, Blas ; TORRES, Víctor Hugo et JUNCOSA, José E. (coord.), *La presencia salesiana en Ecuador. Perspectivas históricas y sociales*, Abya-Yala-Universidad Politécnica Salesiana, Quito, 2012, p 223-264 ;

SAINT-SIMON, Henri, *Du système industriel*, Paris, chez Antoine-Augustin Renouard, 1821 ;

SÁNCHEZ SILVA, Carlos et RUIZ CERVANTES, Francisco José, « Los periódicos oaxaqueños en la primera mitad del siglo XIX: del formalismo legal a la "creación del nuevo ciudadano" oaxaqueño, 1825-1860 », *in* GARCÍA DE LOS ARCOS, María Fernanda (coord.), *La fuente hemerográfica en la diacronía: variedad de enfoques*, México, Universidad Autónoma Metropolitana, 2015, p. 33-48 ;

SEVILLA, Ana María, *El Ecuador en sus mapas: Estado y nación desde una perspectiva espacial*, Quito, FLACSO, 2013 ;

SINARDET, Emmanuelle, *Construire l'homme nouveau en Équateur (1895-1925). Le projet libéral au prisme des manuels scolaires d'instruction morale et civique*, Nanterre, Presses universitaires de Paris Ouest, 2015 ;

SINARDET, Emmanuelle, « José Peralta et l'école laïque : la "révolution" en question (1895-1925) », *in* GOMEZ, Thomas (éd.), *La laïcité dans le monde ibérique, ibéro-américain et méditerranéen : idéologie, institutions et pratiques*, Nanterre, Publidix, 2006, p. 298-309.

Annexes

Annexe n°1

Les « partis » politiques sous le progressisme

Organisations rassemblant conservateurs et progressistes :

- Société républicaine ou Parti républicain (1883-1884) ;
- Parti national (1890-1891).

Organisations conservatrices :

- Société catholique-républicaine (1885 et 1888-1895).

Organisations progressistes :

- Union républicaine (1889-1890) ;
- Société nationale (1891-1892) et Société patriotique (1891-1895)

Organisations libérales :

- Société libérale (1883)
- Sociétés républicaine libérale de Quito (1888-1890) ;
- Société républicaine libérale du Guayas (1889) ;
- Société libérale démocratique du Guayas (1889-1891) ;
- Société patriotique libérale du Guayas (1891) ;
- Parti Libéral (1890-1895).
- Société libérale nationale (1895)

Annexe n°2

Programa de la Sociedad republicana (1883)

Un partido político, si quiere asegurar su existencia y progresas para el bien y honra de la patria, necesita profesar doctrinas sanas, claramente definidas, y organizarse de manera que pueda trabajar con unidad, firmeza y constancia.

Es preciso que el pueblo conozca esas doctrinas, lo que es y quiere el partido, y cómo trabaja y ha de continuar trabajando para alcanzar el fin que se ha propuesto.

Pero generalmente no se pueden conocer y apreciar bien las doctrinas, ni la manera de ser del partido, ni sus tendencias y fuerzas, sino hay un documento en que se reúna y enlace todo cuanto se cree y quiere, y se lo ponga al alcance de todas las clases sociales, y en especial del pueblo.

Con tal motivo hemos creído conveniente redactar y dar a luz el siguiente

PROGRAMA

I

Creemos que la soberanía emana de Dios, dueño y árbitro de toda potestad, y que reside en la nación. Por consiguiente, el gobierno republicano, bien comprendido y lealmente practicado, es, a nuestro juicio, el que mejor corresponde a su origen y fin social. Sobre todo, le tenemos por el único que conviene a las secciones en que está dividida la América que fue española.

II

Somos, pues, republicanos por convicción, por principios y por necesidad; y para establecer en nuestra patria la república sobre fundamentos verdaderos y sólidos, empeñaremos todas nuestras fuerzas y trabajaremos sin descanso.

III

Somos católicos sinceros, y como el catolicismo es la religión de los ecuatorianos, queremos de parte de la Constitución, la ley y las autoridades, libertad, respeto y protección decidida para

la Iglesia. No comprendemos que pueda haber Estado bien organizado, libre y feliz sin bien cimentada moral, ni ésta sin religión, ni religión sin clero ilustrado y de costumbres austeras.

IV

Entendemos por *libertad*, no la facultad ilimitada de hacer cuanto queremos, sino la de gozar nuestros derechos y practicar el bien sin trabas impuestas por leyes injustas ni por el capricho y tiranía de los hombres. Entendemos por *derecho*, no la facultad de apropiarnos y gozar de cuanto juzgamos útil para nosotros, sino la de conservar y defender nuestros bienes, y la de buscar y adquirir los que nos sean provechosos, así en el orden moral como en el material, en lo privado como en lo público, y en lo personal como en lo tocante a la sociedad, obrando siempre dentro de los límites de las leyes divinas y humanas. Entendemos por *deber*, no la ciega sujeción a la voluntad de quien quiera dominarnos ni la inconsciente y servil ejecución de cuanto se exija de nosotros, sino la necesidad imprescindible de cumplir puntualmente las obligaciones que tenemos para con Dios, la patria, nuestros semejantes y nosotros mismos. Entendemos por *autoridad*, no el arbitrario ejercicio del poder, sino la exacta y enérgica aplicación de la ley, como indispensable condición para el sostenimiento de la libertad, el orden y la paz de la Nación.

V

Las elecciones populares son los actos más importantes, sustanciales y trascendentales de la soberanía de un pueblo republicano. Sin ellas, ejercidas con libertad, honradez, pureza y exactitud, la República no existe, o existe sobre cimientos falsos y deleznables. Queremos, pues, una ley que garantice esas condiciones del sufragio. Tenemos como enemigos del sistema republicano y como criminales que deben sufrir todo el rigor de la ley penal, a cuantos en las votaciones introducen la fuerza, el soborno y el fraude, o imponen candidaturas oficiales.

VI

Creemos justo que las minorías tengan representación.

VII

En la República la igualdad ante la ley no debe ser implemente teórica, sino rigurosamente práctica. La queremos, pues, y la pedimos.

VIII

Queremos Constitución y leyes fundadas en los principios de justicia universal y en la moral cristiana, sencillas, claras, precisa y acomodadas al carácter y condiciones de los ecuatorianos.

Juzgamos que las reformas que necesiten nuestros códigos deben llevarse a cabo, no por los medios violentos de las revoluciones y la coacción de los partidos, sino mediante la discusión calmada y la persuasión hija del raciocinio y la justicia.

IX

Entre los Poderes Legislativos, Ejecutivo y Judicial deben existir relaciones y mutuo apoyo encaminados al acierto y facilidad del desempeño de sus obligaciones; pero no dependencia ninguna que pueda hacer falsa o nula su acción constitucional y legal. Para el ejercicio de esos poderes deben buscarse ciudadanos ilustrados, y, más que todo, morales y honrados, y que miren por el bien de la patria antes que por el provecho propio y el de sus partidarios.

X

El principio de la alternabilidad caracteriza la forma republicana, por tanto somos opuestos a la reelección inmediata de los presidentes.

XI

Somos partidarios decididos de la descentralización administrativa; pero no hasta el punto de hacer de las Municipalidades corporaciones que puedan abusar de sus facultades con prejuicio del ordenado curso del Gobierno y de la paz de la Nación.

XII

Somos partidarios de la unidad de la República; queremos y defendemos con todas nuestras fuerzas su integridad territorial y su autonomía; queremos que el Congreso y el Gobierno trabajen por arreglar definitivamente la cuestión de límites, a fin de quitar este pretexto de perturbación de la buena armonía de nuestra Nación con las limítrofes; queremos que nuestras relaciones con ellas, así como con las demás de América y Europa, sean leales, honradas, dignas y encaminadas a buscar el progreso, engrandecimiento y honra de nuestra patria.

XIII

Amantes de las libertades y honra de la Nación, rechazamos toda intervención extranjera armada en nuestras disensiones civiles, y aún la diplomática, cuando tienda a menoscabar esas libertades y esa honra.

XIV

Queremos que se levante y afirme el crédito nacional, que se arregle equitativa y decorosamente la manera de amortizar las deudas interior y exterior; que se organice la Hacienda y se

introduzca en ella la más severa moralidad y una economía bien entendida; que se busquen para los empleos de contabilidad, (como para todos los demás) la honradez, las aptitudes y la laboriosidad.

XV

Nuestro sistema de contribuciones adolece de vicios graves, así en sí mismo como en la manera de recaudación, y reclama imperiosamente reformas que le hagan más provechoso al fisco, y que al mismo tiempo alejen las injusticias, abuso y vejámenes que pesan sobre los contribuyentes, en especial sobre los agricultores. Pedimos y aún exigimos que se mejor este ramo de la administración pública.

XVI

Rechazamos y condenamos, como bárbara e inmoral, la pena de confiscación, que no castiga solamente a quien lo merece, sino también a su familia inocente y a los que tan tenido con él honrados y legítimos negocios; queremos, por tanto, que se conserven las disposiciones constitucionales que le han abolido.

XVII

Queremos amplia, decidida y constante protección a la agricultura, el comercio y la industria; apertura y composición de caminos, especialmente de los que ponen en comunicación el litoral con el interior, y garantías que no sean ilusorias, para los labradores, industriales, porteadores y transeúntes.

XVIII

Queremos que los Congresos y el Gobierno fomenten por medio de una ley conveniente y adecuada, y de una acción constante y eficaz, la inmigración y colonización de nuestros territorios desiertos de oriente y occidente.

XIX

Queremos que la instrucción pública sea uno de los objetivos preferentes de la atención y acción de legislaturas y autoridades; que la enseñanza no se desvíe de la doctrina evangélica ni de los principios republicanos; que sea multipliquen las escuelas primarias, y se las establezca hasta en los últimos rincones de la República donde haya ecuatorianos a quienes ilustrar, y, en fin, que sean gratuitas. Asimismo deseamos que las legislaturas y los gobiernos escogiten los medios de fundar colegios de jóvenes y señoritas, a lo menos en cada capital de provincia, y de

organizarlos y dotarlos convenientemente; y que fomenten con empeño y eficacia las misiones establecidas en el territorio oriental de la República.

XX

Somos decididos partidarios de la libertad de imprenta; pero no absoluta: una ley prudente debe restringirla, a fin de que no se convierta en atentatoria contra derechos ajenos, en denigradora de la honra de los ciudadanos y las familias, en corrupta de las costumbres, en blasfemia e impía e instrumento de la demagogia. La prensa debe ser completamente libre sólo para enseñar, ilustrar y moralizar, para la honrada y decente discusión, para la oposición razonada y de buena fe, para la defensa noble y digna, para llevar al hogar el esparcimiento honesto y el inocente deleite, para despertar el patriotismo y todos los buenos afectos en el pueblo.

XXI

Somos asimismo, partidarios de la libertad de asociación, bien sea temporal y ocasional, bien sea permanente, con tal que se encamine a fines justos y honestos y que no contravenga a ninguna ley.

XXII

Protestamos con toda el alma y con indignación y horror contra la salvaje e inmoral doctrina del asesinato político; y queremos que se restrinja la pena de muerte, conservándola únicamente para los crímenes atroces.

XXIII

Rechazamos el *militarismo*, una de las fuentes de demagogia y el peor de los azotes que sufren los pueblos americanos; pero no rechazamos la profesión de las armas, cuyo fin es honrado, patriótico y noble. Queremos que el ejército permanente, ya que es indispensable que exista, sea proporcionado a las necesidades y recursos de la Nación, disciplinado y moral. Queremos que no se prodiguen los ascensos, porque en ello vemos que se hace prevalecer el favoritismo como menoscabo de la justicia, y que no consulta la economía de las rentas que deben invertirse en objetos de utilidad pública.

XXIV

Queremos que la ley de guardias nacionales sea observada de manera que estos cuerpos no constituyan, como hasta aquí, un vil medio de que se valen los gobiernos para triunfar en las elecciones populares, ni que sean tampoco instrumentos de rebelión y desorden.

XXV

Queremos la abolición absoluta del reclutamiento, por atentatorio contra la libertad individual, contra la inviolabilidad del domicilio y contra otros derechos naturales y legales. Juzgamos que el modo más racional y aceptable es formar el ejército o de llenar sus bajas, es el enganchamiento voluntario, o una bien meditada y justa ley de conscripción.

Sometemos este programa a todos nuestros compatriotas. Creemos que, observándole con buena fe y puntualidad, podríamos llegar a formar del Ecuador *una república*: esto es, un Estado libre y apto para adelantar en civilización y en bienestar moral y material.´

El Presidente de la Sociedad, *Jacinto L. Caamaño* –Los Secretarios, *Francisco Octavio Escudero. –Aparicio Ribadeneira.*

La República, n°18, 18 août 1883, p. 1-2.

Annexe n°3

Manifiesto de la Sociedad Republicana liberal de Quito

Largos años la Constitución y las leyes han sido en el Ecuador *insuficientes*, el sufragio, ridícula farsa, la imprenta, amordazada; tribunales militares han dispuesto de la libertad y la vida; hemos presenciado con amarga indignación los frecuentes *triunfos* del cadalso político; la falta absoluta de garantías ha difundido en todos los ánimos intranquilidad, temor, espanto…

Por un inesperado beneficio, de aquellos que la providencia envía a las naciones cuando quiere salvarlas, fue elegido para Presidente de la República el Sr. Dor. D. Antonio Flores.

Instado por muchos ecuatorianos y por el sabio cuanto previsor León XIII, resignóse a sacrificar su bienestar y su salud a la felicidad de la Patria.

Acepta el mando, llama a los hombres de bien de todos los partidos, promete hacer efectivas las garantías, proteger la instrucción pública, darnos caminos, administrar con acrisolada honradez las rentas nacionales; en una palabra, conducir al pueblo por el camino de la libertad en el orden y la paz a la *tierra prometida de la civilización*.

Tal programa es la piedra angular del grandioso edificio de la República.

Proponémonos levantarlo, y buscamos para ello el auxilio de todos los republicanos de todos los partidos.

Procuremos el imperio de la moral. Sin moral es imposible que exista el individuo, la familia ni el Estado.

Cimentemos el orden. Los funcionarios y los particulares cumplan fiel y estrictamente la Constitución y las leyes. Si el funcionario se desvía de la senda que aquellas le señalan, la autoridad se convierte en despotismo; y si el ciudadano no la respeta, si viola la ley sin que se le imponga el debido castigo la libertad es licencia, desenfreno, corrupción; el pueblo, turba y dominan, no la inteligencia, sino los más feroces instintos. Líbrenos Dios de la anarquía disfrazada con la máscara de la libertad, y que proclamando todos los derechos, no respeta ningún derecho.

Fundemos la paz sobre bases sólidas, eternas. No apelemos en ningún caso a la revolución. ¿Quién puede poner diques a ese mar embravecido, que todo lo inunda y todo lo devora? A la arbitrariedad y el despotismo resistamos sólo con el deber y la energía. Sin tan luego como el magistrado infringe la ley los hombres de bien se le separan; si todos se alejan del tirano como un leproso; si nadie obedece las órdenes inconstitucionales, no volverá al Ecuador el terrible monstruo del despotismo.

Velemos por la más preciosa de todas las garantías, la libertad de sufragio. El interés individual de los asociados los compele a elevar a los cargos públicos sólo a los hombres capaces de desempeñarlos bien.

La imprenta sea libre. El pueblo donde está esclavizada duerme el sueño de la muerte. La imprenta es el intérprete de la opinión pública, censura los abusos de los magistrados, instruye al pueblo, define los verdaderos intereses de la Iglesia. Pero si la imprenta es la más importante de las conquistas de la civilización, o, más bien dicho, la causa misma de la civilización, nada más fácil que incurra en abusos. No injurie ni difame nunca, no entre al hogar doméstico, hable siempre lenguaje moderado y respetuoso.

Velemos también por la recta inversión de los caudales públicos. Hállense destinados a proveer a las necesidades de la nación. ¿Y sabéis en qué consisten esas necesidades? Sostenimiento de los ministros del culto, instrucción primaria, secundaria y superior, buena administración de justicia, apertura de caminos, conservación y fomento de las casas de caridad y beneficencia. Ningún crimen de más funestas consecuencias, más atroz que la dilapidación, el robo, el saqueo del Erario. En el instante mismo que se emplee un sólo céntimo en gastos que, sobre absolutamente necesarios, no estén autorizados por la ley; todos los ciudadanos deben dar la voz de alerta. Y si el mal continúa, acusar al culpado, perseguirle ante los tribunales sin tregua ni descanso, compeler legalmente a los funcionarios que han de hacer efectiva la responsabilidad…

Y para dar cima al programa del Jefe del Estado, asociémonos en cada provincia, cantón y parroquia. Sociedad, reunión de fuerzas, de inteligencias, de conocimientos; sociedad, Argos que todo lo ve, Hércules que despedaza los leones.

En los Estados libres, donde el pueblo participa del gobierno, las sociedades son las que forman la opinión nacional. Sin sociedades, de todo punto imposible es construir un partido fuerte, que o bien apoye decididamente a los gobiernos que, como el del Sr. Flores, no tienen más guía que

la ley, justicia, progreso; o bien levante la voz contra los atentados que tan a menudo comete el Poder Ejecutivo, ya por medio del ejército, ya disponiendo del tesoro nacional.

Nos dirigimos, pues, a todos los republicanos, invitándolos, instándolos para que, reunidos en sociedades, cooperen, sin omitir ningún sacrificio, a que en el Ecuador sea efectiva la verdadera libertad; eso es, moral, orden, paz, respeto a las autoridades, estrictísimo cumplimiento de la Constitución y las leyes.

Quito, Noviembre 10 de 1888.

EL DIRECTORIO,

A. Cárdenas. Luis F. Borja. Franciso J. Montalvo. Miguel Egas. Ascensio Gándara. Rafael Rodríguez Maldonado. Modesto Albuja.

El secretario, B. Albán Mestanza.

La Idea, n°8, 24 novembre 1888, p. 32.

Annexe n°4

La lista Liberal y la lista del Toro de Tenguel

El Zancudo, n°15, 9 mars 1889, p. 1.

Les listes de candidats lors des élections législatives de 1889 dans la province du Guayas :

Lista liberal:	**Lista progresista:**
Senador:	**Senador:**
Pedro Carbo	Fernando García Drouet
Diputados:	**Diputados**:
Miguel Valverde	Carlos Carbo Viteri
César Borja	Manuel de Jesús Arzube
José María Sáenz	Enrique Luque

Annexe n°5

Nicolás Martínez, « Crisis económica »

Con este título se ha publicado en el número 8° de "El Progreso" un luminoso artículo firmado por el Sor. Dr. Luis Cordero. De perfecto acuerdo con sus opiniones, creemos muy bien que serán frecuentes las crisis económicas mientras el Ecuador no pueda pagar sino con dinero la mayor parte del valor de las importaciones. Busquemos, pues, los medios de mejorar para lo sucesivo ese estado anémico a que con frecuencia está expuesta la República, por la escasez o falta de dinero circulante, y por el desequilibrio que existirá mientras no produzcamos lo necesario, no sólo para nuestro consumo, sino también para nuestros cambios con artículos extranjeros.

Hablaremos de la agricultura en general, y después, si las enfermedades nos lo permiten, diremos algo sobre varias industrias que pueden plantearse entre nosotros, y que tienen estrecha relación con los productos agrícolas.

La asombrosa fertilidad de nuestros terrenos y la inmensa variedad de sus productos hacen comprender que la República del Ecuador debe ser eminentemente agrícola, y fundar en la agricultura la riqueza individual, que forma la riqueza pública. Observaciones constantes nos han hecho conocer que podemos producir los artículos agrícolas de todos los climas y países, y que, además tenemos algunas especiales, cuyas ventajas no son bien conocidas, y que pueden competir victoriosamente con sus congéneres de los países más adelantados. Así, somos inmensamente más ricos que los europeos en plantas tubérculos y de raíces carnudas, como lo somos también en plantas forrajeras.

¿A qué, pues, deben atribuirse el atraso de nuestra agricultura y la poca fortuna de los agricultores? ¿Cómo explicar el fenómeno de que no podemos sostener la competencia, en cuanto al precio, con los artículos agrícolas que se importan al Ecuador, procedentes de países distantes? Nos proponemos dilucidar estas cuestiones, que las juzgamos de alta importancia.

Muchas son las causas del lamentable estado de nuestra agricultura; pero creemos que las principales son las siguientes:

Primera: la falta de seguras y baratas vías de comunicación entre las provincias del interior, y entre éstas y las del litoral. Limitada la producción a las necesidades del consumo de la respectiva localidad, los agricultores no pueden dar ensanche a sus operaciones sin exponerse a quedar con una parte de las cosechas sin colocación: ni cuentan por lo mismo con los capitales necesarios para mejorar y extender el cultivo. De esta falta proviene que una provincia que ha perdido sus cosechas, padece de escasez de subsistencias, sin que este vacío pueda llenarse con los sobrantes de otras provincias, como sucedió el año de 1882 con la del Azuay, cuyos habitantes se morían de hambre, mientras las vecinas tenían llenos sus graneros. De esta falta proviene también que los del interior no podemos sostener la competencia en el litoral con los artículos que se importan de Chile y California. Así el quintal de nuestras harinas, tan buenas como las mejores del exterior, por la excelente calidad de nuestros trigos, no puede venderse en Guayaquil, sin estar en pérdida, a menos de siete pesos, cuando las importadas de fuera se vender a menor precio; y es que son crecidos nuestros gastos de transporte y son frecuentes las averías, por las lluvias, el paso de los ríos, etc.

Como consecuencia del estancamiento de los productos agrícolas, viene la falta de capitales, sin los que no es posible aumentar la producción, ni poner el cultivo de la tierra y los demás ramos que le son análogos a la altura a que han llegado en otros países más adelantados. De ese estancamiento provienen las grandes y frecuentes fluctuaciones en los precios, lo que impide todo cálculo certero, y expone al agricultor a errores que le son muy perjudiciales, como lo son siempre, en cualquiera otra empresa y en iguales circunstancias. En todas partes las variaciones de los precios no pasan de algunos centavos, mientras que entre nosotros se elevan a pesos. Así, por ejemplo, el precio del maíz que es artículo de consumo general, ha fluctuado, en los últimos años, entre uno y seis pesos la fanega*, y el agricultor, que ha creído tener un capital con el segundo precio, se desengaña en pocos días, y no puede pagar las deudas contraídas con aquella esperanza, porque ha bajado al primero.

Esta causa del atraso de nuestra agricultura no desaparecerá sino cuando tengamos algunas líneas férreas, que unan las provincias productoras del interior con las del literal. Nunca podrán llenar esta falta las carreteras y los caminos de herradura; porque por estas vías siempre son crecidos los gastos de transporte, siempre habrá riesgos y averías, y siempre será lento y tardío el movimiento mercantil.

* En el Azuay, la diferencia de precio del maíz es de tres pesos hasta quince la fanega. En el año 1882, llegó a venderse el maíz hasta treinta pesos la fanega. Igual proporción se nota en los demás artículos (N. de la R.).

La segunda es la ignorancia general de los agricultores. La agricultura es una ciencia en sus principios generales, y la tierra debe considerarse como una gran fábrica destinada a dar ciertos artículos. Imposible es, pues, que progrese bajo la dirección de hombres que ignoran, de modo absoluto, las leyes naturales de la producción de la tierra; los variados elementos que constituyen la vida de las plantas según sus especies; los métodos más económicos del cultivo; los medios de conservar y aumentar la fertilidad del suelo; la aplicación más ventajosa de los productos agrícolas etc. Nosotros, sin más regla que la rutina, abusamos de la fertilidad de nuestros terrenos, exigiéndoles todos los años las mismas cosechas, lo cual, al fin, trae la completa esterilidad.

Alguna vez se ha tratado de mejorar, en este punto, la suerte de los agricultores; pero los resultados no han sido satisfactorios en esos ensayos aislados. El ilustrado señor Rocafuerte fue el primero que pensó en el establecimiento de una escuela de agricultura; la fundó en efecto, y encargó su dirección a un italiano Indelicato, escuela que se cerró al poco tiempo, tanto por la escasez de alumnos, como porque parece que el profesor de lo que menos sabía era de agricultura.

La Convención del 69 dio un decreto para que se estableciera, en el fundo de Alance, una escuela práctica bajo la dirección de los HH. Cristianos. Este decreto inconsulto no se puso en ejecución; ni aun observado habría sido provechoso, ya por la situación de dicha hacienda fuera de los centros agrícolas más notables de la República, como por la incompetencia de los que debían ser profesores; pues si son buenos institutores de escuelas primarias, no los creemos aptos para dirigir las de agricultura, que exigen conocimientos especiales más bien prácticos que teóricos, y no ha llegado a nuestra noticia que los Hermanos hayan sido alguna vez propietarios o administradores de establecimientos agrícolas en alguna parte del mundo.

Con laudable intento, la actual administración del Sor. Caamaño ha establecido una Escuela de Agricultura, anexa a la Politécnica. Y si debemos dar nuestra opinión con franqueza, decimos que la tal escuela no dará resultados muy satisfactorios. En primer lugar, serán pocos los alumnos que tenga, y luego lo más que puede enseñarse en ella son los principios generales, tales como se hallan escritos en las obras europeas, principios que exigen modificaciones sustanciales, al aplicarlos a nuestros países tropicales y al hemisferio en que vivimos. Muchos errores hemos cometido en nuestra práctica agrícola, y muchos desengaños hemos tenido al tratar de aplicar a nuestras operaciones los principios de la agricultura europea. Y esas modificaciones no pueden hacerse con fundamento, sino después de observaciones practicadas en los terrenos.

Si el beneficio debe ser general, una sola escuela, en cualquiera punto de la República, no puede llenar las necesidades de los pueblos. Sería absurdo, en una escuela de Guayaquil, dar lecciones sobre cultivo del trigo, la cebada y las papas, así como lo sería darlas en Quito, sobre el cultivo del cacao y otros artículos de la Costa. Aun en las provincias mismas del interior tienen que ser diversas las reglas para una buena agricultura. Así, lo que sea aplicable a los terrenos de la provincia de Pichincha, arcillosos, húmedos y siempre vestidos de gramíneas, no puede serlo a los de la provincia de Tungurahua, areniscos y secos.

Finalmente, necesitamos que los buenos conocimientos agrícolas se propaguen y generalicen en la poblaciones rurales, y esta necesidad no quedará satisfecha, sino cuando la instrucción especial de la agricultura se ponga al alcance de los pobres, estableciéndose siquiera una escuela en cada una de las provincias. Más uniformes que en nuestra República son, por ejemplo, en Francia, los agentes naturales de la vegetación, y sin embargo, hay en cada departamento un instituto agrícola.

En parte se remediaría esta falta con frecuentes publicaciones agrícolas, con sociedades de agricultores inteligentes, y aun, si en las escuelas parroquiales, en vez de enseñar geografía y otros ramos, que no tienen aplicación práctica, y que luego se olvidan, se enseñara los principios generales de agronomía, de zootecnia y economía agrícola.

Tercera. Mientras todos los gobiernos ilustrados han considerado y consideran como un asunto de alta importancia el fomento de la agricultura, y gastan grandes sumas de dinero en el establecimiento de escuelas prácticas, en la propagación de todas las invenciones útiles tendentes a aumentar y mejorar todo lo relativo a los productos de la tierra, en la adquisición y aclimatación de plantas exóticas, de animales reproductores perfeccionados, etc., los gobiernos que se han sucedido en el Ecuador han mirado con indiferencia este importante ramo de la riqueza pública. ¿Qué decimos con indiferencia? Han sido en la mayor parte hostiles a la agricultura.

Vamos a apuntar algunos hechos, en apoyo de la verdad que acabamos de enunciar. ¿Qué se ha hecho para eliminar el gravosísimo diezmo, o siquiera para corregir los abusos de los diezmeros?[+] ¿De dónde han salido sino de los campos los reclutas para el reemplazo de los ejércitos, y los brazos para los trabajos forzados de las obras públicas? ¿Qué contribución

[+] En la última Asamblea se dio, como es sabido, la ley de sustitución del diezmo, la que, a nuestro juicio, es más gravosa que el mismo diezmo (N. de la R.).

ordinaria o extraordinaria no ha ido a recaer particularmente sobre los agricultores? ¿Qué agricultor ha tenido seguridad en sus animales de carga y de labor?

Es un principio inconcuso que sin abonos no hay buena agricultura, que sin animales no hay abonos, y que sin forrajes no puede haber animales. Pues bien, por los años de 1871 o 72 se dio un decreto ejecutivo que gravó con el diezmo la alfalfa, único forraje cultivado que se conoce entre nosotros, lo cual equivalía a atacar en su base la agricultura del interior.

En algunos puntos, la suerte económica de los agricultores es peor que en tiempo de la colonia. Así, por ejemplo, por una disposición de la autoridad eclesiástica la primicia debe deducirse de siete medidas, aun de medios almudes. En la ley 2ª, tit. 16, lib. 1º de la Recopilación de Indias, hay un párrafo que dice: "El que cojiere cualquiera de las cosas de que se debe primicia, hasta seis fanegas, y desde arriba, pague de primicia media fanega; y si no llegare a ser fanegas, no pague nada." En el día se paga una fanega en siete, y si el pobre agricultor sólo cosecha medias, o cuartillas o almudes o medios almudes, el primiciero se lleva la séptima parte.

No contribuye menos al atraso de nuestra agricultura nuestro carácter nacional, que hemos heredado de los españoles, que conquistaron estas regiones, carácter al cual debe España ser la nación de Europa más atrasada en lo relativo a la agricultura, a pesar de la notable fertilidad de sus tierras y de su clima más suave y menos variable que el de las demás naciones europeas. Es ajeno de nosotros todo lo que exige trabajos prolijos y perseverantes, todo lo que sea romper con las prácticas viciosas sancionadas por la rutina. No extendemos nuestras miradas a lo por venir más allá del día de hoy, y hemos seguido gastando la acumulada fertilidad de nuestras tierras, sin pensar en conservarla, con un buen sistema de abonos y con un cultivo inteligente.

El patriotismo exige que hagamos un esfuerzo común, para remover todas las causas del atraso de nuestra agricultura. Esta debe ser la labor constante del Gobierno y de todos los hombres de corazón.

La Lira, 26 de septiembre de 1884.

Nicolás Martínez.

El Progreso, n°10, 19 octobre 1884, p. 2-3.

Annexe n°6

Les évêques équatoriens sous le progressisme

Archidiocèse de Quito :

- José Ignacio Ordóñez (1882-1893) ;

- Pedro Rafael González Calisto (1893-1904).

Diocèse de Guayaquil :

- Roberto Pozo (nommé en 1884, officiellement évêque jusqu'à son décès, en 1909 ; mais suspendu en 1888).

Diocèse de Portoviejo :

- Pedro Schumacher (1885-1895).

Diocèse d'Ibarra :

- Pedro Rafael González Calisto (1876-1893) ;

- Federico González Suárez (1895-1905).

Diocèse de Riobamba :

- Arsenio Andrade (1884-1905).

Diocèse de Cuenca

- Miguel León (nommé en 1884, officiellement évêque jusqu'à son décès, en 1900 ; mais suspendu en 1890).

Annexe n°7

Décret ordonnant la construction de la Basilique nationale

LA ASAMBLEA NACIONAL DEL ECUADOR,

CONSIDERANDO:

1° Que es necesario tributar acciones de gracias al Todopoderoso por los beneficios que, tan manifiestamente, ha concedido a la Nación sobre todo en los últimos tiempos; y

2° Que estando la República consagrada al Sagrado Corazón de Jesús, debe levantarse un monumento nacional que atestigüe esta solemne consagración y asegure al Ecuador celestiales bendiciones;

DECRETA:

Art. 1°. Se aprueba el decreto del 23 de julio, en que el Gobierno Provisional dispone la erección de una Basílica Nacional dedicada al Sagrado Corazón de Jesús; así como el de 4 de octubre, que designa el sitio donde se ha de levantar el templo.

Art. 2°. Para llevar a cima esta otra, y mientras ella se termine, se votará del Erario en la Ley de presupuestos, la cantidad anual de doce mil pesos, que se pagarán a razón de mil pesos mensuales.

Art. 3°. El Poder Ejecutivo dará cumplimiento al presente decreto procediendo en todo lo relativo a la edificación del templo de acuerdo con la autoridad eclesiástica.

Art 4°. En la construcción se emplearán de preferencia los materiales del país, y las obras de pinturas y las de escultura en madera que decoren la Basílica serán ejecutadas por artistas ecuatorianos.

Dado en Quito, capital de la República, a 29 de febrero de 1884.

El presidente, Francisco J. Salazar.

El diputado secretario, Honorato Vásquez; el diputado secretario, José María Flores de las Banderas; el secretario, Aparicio Ribadeneira.

Palacio de Gobierno en Quito, a 5 de marzo de 1884.

Ejecútese. José María Plácido Caamaño.

El ministro de lo Interior, J. Modesto Espinosa.

El Nacional, n°84, 11 mars 1884, p. 1.

Annexe n°8

Loi sur le remplacement de la dîme

LA CONVENCIÓN NACIONAL DEL ECUADOR

CONSIDERANDO:

Que según, lo estipulado en el Concordato de la República, la contribución de diezmos puede ser sustituida mediante el consentimiento de la Silla Apostólica;

DECRETA:

Art. 1°. El Poder Ejecutivo recabará inmediatamente de la Santa Sede la sustitución del diezmo en el siguiente impuesto.

Art. 2°. Se gravan los fondos rústicos con treinta centavos al año por cien pesos de su valor real, sin que se tomen en cuenta o justiprecien las casas de habitación de dichos fundos; exceptuándose las huertas de cacao y las propiedades cuyo precio no llegue a cien pesos.

Art. 3°. Se grava asimismo con ochenta centavos cada cuarenta y seis kilogramos de cacao que se exporte de la República.

Art. 4°. El Poder Ejecutivo determinará y reglamentará la formación de los catastros para la recaudación del impuesto de que se trata el inciso 1° del art. 2°, e invertirá anualmente en este objeto, la suma de diez mil pesos que se votarán en la ley de gastos. Mientras se formen los catastros, servirá para la cobranza el de la contribución general del uno por mil, corregido según el sistema de la presente ley.

Art. 5°. Se le autoriza igualmente para que, en las negociaciones que entable con la Santa Sede, pueda estipular si el Padre Santo lo tuviere a bien que la imposición sobre los predios rústicos pertenezca exclusiva y perpetuamente a la Iglesia, concediendo a los Colectores eclesiásticos para la recaudación del impuesto los mismos medios que emplean los Colectores fiscales, y

obligándose a llenar el presupuesto actual de las Diócesis, si el producto de la contribución territorial no lo cubriere.

Art. 6°. Caso de no verificarse el arreglo expresado con el artículo anterior, el Poder Ejecutivo, de acuerdo con la Autoridad eclesiástica que designe la Santa Sede, distribuirá el producto íntegro entre la Iglesia y el Estado, tomando en cuenta las convenciones actuales relativas a la inversión del producto decimal.

Art. 7°. Esta ley regirá tan luego como se obtenga la aquiescencia de la Santa Sede.

Dado en Quito, capital de la República, a 13 de marzo de 1884.

El Presidente, Francisco J. Salazar.

El Diputado Secretario, Honorato Vásquez. –El Diputado Secretario, José María Flor de las Banderas. –El Secretario, Aparicio Ribadeneira

Palacio de Gobierno en Quito a 22 de marzo de 1884. –Ejecútese. – José María Plácido Caamaño.

El Ministro de Hacienda, Vicente Lucio Salazar

El Nacional, n°91, 1er avril 1884, p. 1.

Annexe n°9

Les professeurs de l'École polytechnique

PÉREZ, Juan Gualberto, *Recuerdo histórico de la Escuela Politécnica*, Quito, Tipografía y Encuadernación de la *Prensa católica*, 1921 , s. p.

Juan Bautista Menten : recteur de l'École Polytechnique (1870-1874), doyen de la faculté des Sciences (1877-1880), président de la Commission des Travaux publics (1888-1889), directeur des Travaux publics (1889-1892).

Teodoro Wolf : professeur de l'École Polytechnique (1870-1874), auteur de *Geografía y geología del Ecuador* et de *Carta Geográfica del Ecuador* (1892).

Luis Sodiro : professeur de l'École Polytechnique (1870-1876), directeur de l'École d'Agriculture (1883-1895)

Luis Dressel : recteur de l'École Polytechnique (1874-1876).

Annexe n°10

Les ingénieurs nationaux sous le progressisme

PÉREZ, Juan Gualberto, *Recuerdo histórico de la Escuela Politécnica, op. cit.*, s. p.

Annexe n°11

Prospecto del Instituto de Ciencias

PROSPECTO DEL INSTITUTO DE CIENCIAS Y ESCUELA DE AGRICULTURA

El fin de este Instituto es promover el progreso intelectual y material del Ecuador, mediante la enseñanza de las Ciencias matemáticas, físicas, naturales y agronómicas, de conformidad con las condiciones y exigencias particulares del país.

El instituto comprende tres secciones; a saber:

1ª. La Facultad de Ciencias, destinada a formar profesores de los ramos mencionados y estudiar el territorio de la República;

2ª. La Escuela Politécnica, donde se enseñará las Ciencias necesarias para las diversas carreras prácticas de Ingenieros, Arquitectos, Mecánicos, Topógrafos, etc.;

3ª. La Escuela de Agricultura, cuyo objetivo es formar Agrónomos y Agricultores, para explotar con provecho el suelo ecuatoriano.

La dirección suprema del Instituto está confiada al Ministerio de Instrucción Pública.

Habrá una Junta general compuesta de los miembros activos del Establecimiento y del Ministro del ramo. Pertenece a ella resolver en definitiva todo lo concerniente a la enseñanza y régimen administrativo del Instituto.

Habrá también una Junta de Gobierno e inspección, formada por el Director, Decano y Prefecto, y por un representante de cada sección científica. En receso de la Junta general, aquella será la encargada del régimen docente y administrativo, con el deber de dar cuenta a ésta de sus actos en la próxima sesión. Además le corresponde velar por el buen estado del Instituto, y procurar la mejor observancia disciplinaria.

La dirección inmediata de la Facultad de Ciencias y Escuela Politécnica, pertenece al Decano, y la de la Escuela de Agricultura al Prefecto. Cada una tendrá su Junta particular compuesta de los profesores de los ramos respectivos. Sus resoluciones serán presentadas a la Junta gubernativa.

El Instituto cuenta como fondos para su sostenimiento los señalados en el decreto de 22 de diciembre de 1883.

La organización y entable de los fondos de que habla el decreto citado están sujetos al Instituto con anuencia del Ministerio.

Al fin de cada año dará cuenta el Instituto del manejo de sus fondos al Tribunal respectivo.

Para fomentar el interés y adelanto científico, se sacarán las cátedras a oposición cada siente años.

La enseñanza de los diversos ramos se hará según los programas generales que van adjuntos, y de conformidad con las leyes vigentes de Instrucción Pública.

La elección, conservación o remoción de los profesores del Instituto, pertenece al Supremo Gobierno.

Tan pronto como haya local adecuado, se admitirán alumnos internos y semi-internos para la Escuela de Agricultura, los que estarán sujetos al Reglamento que se dará a su debido tiempo por el respectivo Ministerio.

El Instituto organizará cuanto antes una sociedad agrícola nacional, con el objeto de fomentar el desarrollo y adelanto de las ciencias agronómicas que, a no dudarlo, son las que ofrecen esperanzas muy halagüeñas para el provenir del país.

Procurará también instituir comisiones científicas y topográficas, para explorar y estudiar con el mayor provecho el territorio de la República.

Para llegar al alcance de todos estos planes y conseguir el fin propuesto, gozará el Instituto de completa independencia de cualquier otro establecimiento, y tendrá por norma el Reglamento que va a continuación.

El Nacional, n°142, 25 novembre 1884, p. 2.

Annexe n°12

Les personnages de l'*Argolla*

La famille Caamaño-Flores-Stagg :

José María Plácido Caamaño : président de la République (1884-1888), gouverneur du Guayas (1888-1895), délégué de l'Équateur au premier Congrès panaméricain (1889-1890).

Antonio Flores : député à l'Assemblée constituante (1883-1884), ministre plénipotentiaire auprès du Saint-Siège, en Europe et aux États-Unis (1884-1888 et 1892-1895), président de la République (1888-1892).

Reinaldo Flores : frère d'Antonio Flores et beau-frère de Caamaño (marié à Ana Caamaño), général de la République depuis 1886, commandant du district militaire de Guayaquil (1887-1895).

Timoleón Flores : frère d'Antonio Flores, colonel, député (1885 et 1886).

Rafael Caamaño : frère de Caamaño, intendant de police de Guayaquil (1888-1895).

Carlos Luis Caamaño : frère de Caamaño, bailleur de l'État (1885-1886), intermédiaire de Théophile Landreau (1886), actionnaire de la compagnie de Kelly (1888-1897).

Jacinto Ignacio Caamaño : oncle de Caamaño, député à l'Assemblée constituante (1883-1884), membre de la Commission d'Agriculture (1888), sénateur (1890 et 1892), propriétaire de l'*hacienda* Tenguel.

Leonardo Stagg : neveu d'Antonio Flores, marié à une sœur du président Caamaño puis à une fille de Jacinto Ignacio Caamaño, bailleur de l'État (1885-1887), actionnaire de la compagnie de Kelly (1888-1897), héritier de l'*hacienda* Tenguel.

Carlos Stagg : neveu d'Antonio Flores, *visitador fiscal* (1885-1886), puis superintendant (1886-1887) de la douane de Guayaquil, président de la compagnie de Kelly (1888), consul à Bordeaux (1888-1890).

Enrique Stagg : neveu d'Antonio Flores, président de la Corporation commerciale (1887), représentant de la compagnie de Kelly à Paris, actionnaire de la compagnie de d'Oksza.

Vicente Gonzáles Bazo : marié à une nièce d'Antonio Flores et fils d'un de ses amis intimes (Aníbal Gonzáles), interprète et secrétaire des comtes (1889-1890), actionnaire de la compagnie de Kelly (1888-1897), consul à Liverpool (1892).

Les familles associées :

La famille Lizarzaburu :

Pedro Ignacio Lizarzaburu : colonel, membre du pentavirat (1883), gouverneur du Chimborazo (1884-1885 et 1887), sénateur (1888 et 1890), président du Sénat (1890), ministre d'Instruction publique (1893), de l'Intérieur (1893) et des Finances (1895), candidat à la vice-présidence de la République (1894).

Agustín Guerrero Lizarzaburu : neveu de Pedro, général, membre du pentavirat (1883), vice-président de la République (1884-1886), sénateur (1888 et 1890), président du Sénat (1888), président de l'Union républicaine (1889) et de la Société nationale (1891), ministre de l'Intérieur (1891-1892).

Miguel Lizarzaburu : frère de Pedro, gouverneur du Chimborazo (1889-1890).

Manuel Lizarzaburu : fils de Miguel, gouverneur du Chimborazo (1890-1892), député (1894).

La famille Salazar :

Francisco Javier Salazar : général, président de l'Assemblée constituante (1883-1884), ministre plénipotentiaire à Lima (1884 et 1886), ministre de l'Intérieur (1888-1891), candidat présidentiel (1891).

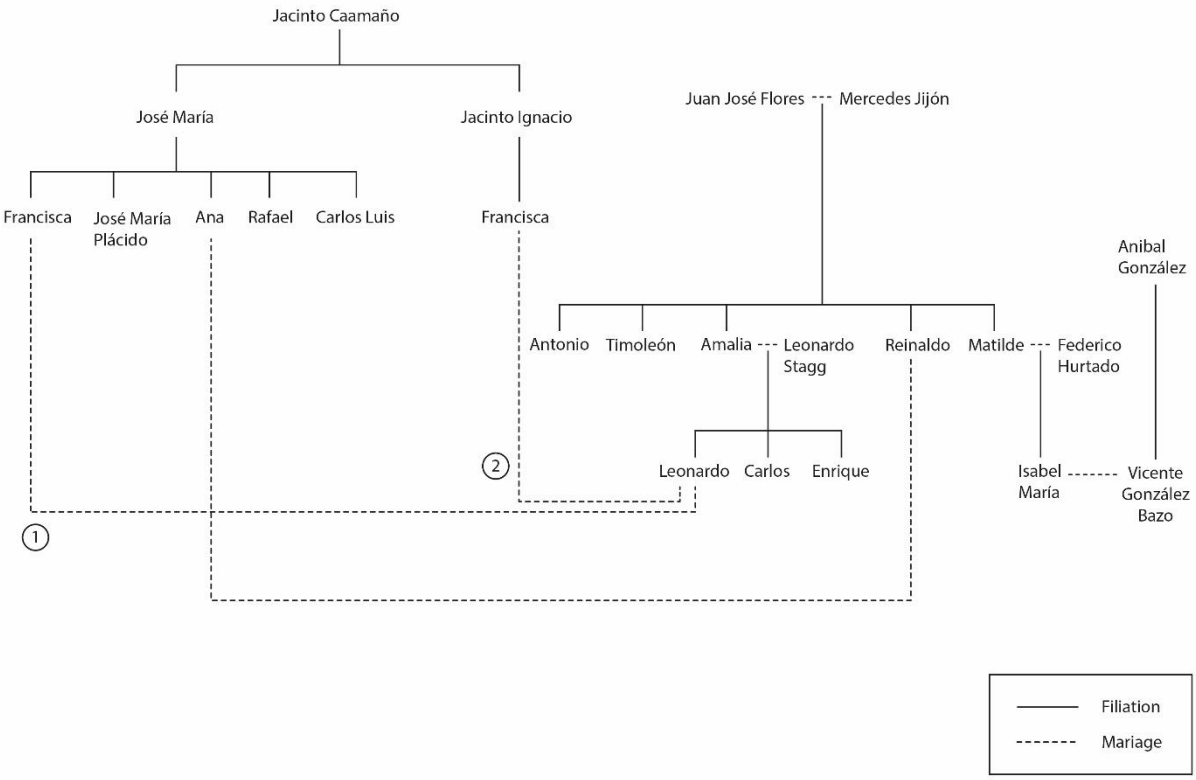
Francisco Ignacio Salazar : frère de Francisco Javier, sénateur (1892 et 1894).

Francisco Ignacio Salazar Gangotena : fils de Francisco Ignacio, secrétaire du Sénat (1892) et du président de la République (1894-1895), rédacteur d'*El Republicano* (1894-1895).

Vicente Lucio Salazar : cousin de Francisco Javier, ministre des Finances (1883-1888 et 1893) et de l'Intérieur (1893), sénateur (1890 et 1892), président du Sénat (1892), vice-président de la République (1894-1895), chef de l'exécutif (1895).

Annexe n°13

L'*Argolla* : la famille Caamaño-Flores-Stagg



Élaboré par Maël Medina

Annexe n°14

Clemente Ponce, *La Argolla*

¿Quién es la Argolla y dónde se la encuentra?

Ahora que unos por el camino del más descarado cinismo y otros por el de la perfidia más insidiosa se empeñan nuevamente en llevarnos a la ruina que la resolución del famoso contrato d'Oksza parecía habernos evitado; respondan a las preguntas siguientes los que fingen arteros ignorar quién es y dónde está la Argolla.

I

Si el ex-Presidente Sr. Dr. D. Antonio Flores Jijón es hermano del General Sr. D. Reinaldo Flores y tío de los Sres. D. Carlos, D. Leonardo y D. Enrique Stagg, hijos de la Sra. Doña Amalia Flores.

II

Si el General D. Reinaldo Flores es casado con la Sra. Doña Ana Caamaño, hermana del Dr. D. José María Plácido Caamaño.

III

Si el Sr. D. Leonardo Stagg fue casado en primeras nupcias con la Sra. Doña Francisca Caamaño, hermana del Dr. D. José María Plácido Caamaño, y hoy lo es en segundas con la Sra. Doña Francisca Caamaño, prima hermana del mismo Dr. José María Plácido Caamaño.

IV

Si el Dr. D. Enrique Stagg es casado con la Sra. Doña Elena Obarrio, hija del Sr. D. Gabriel Obarrio.

V

Si el Sr. D. Vicente Gonzáles Baso es casado con una sobrina del Sr. Dr. Antonio Flores, hija de la Sra. Doña Matilde Flores.

VI

Si el Sr. D. Vicente Gonzáles Baso es hijo del Sr. D. Aníbal Gonzáles.

VII

Si el Sr. Dr. D. Antonio Flores y el Sr. D. Aníbal Gonzáles fueron comisionados fiscales del Gobierno de García Moreno para atender, en Londres, en lo relativo a la deuda inglesa. […]

XXVI

Si a tiempo que principiaba la administración del Sr. Caamaño […] principiaron los empréstitos al Gobierno en *papel de acomodo*, o sea en pagarés suscritos por los Sres. Leonardo Stagg y Carlos Caamaño, hermanos de D. José María Caamaño, pagarés que el Gobierno descontaba en el Banco del Ecuador.

XXVII

Si los suscritores del empréstito, sin erogar ni un centavo, ganaban el diez por ciento de prima, el nuevo por noventa de interés y, además, el descuento respectivo por el pago que del valor de los pagarés hacía al Banco, antes del vencimiento del plazo, con los fondos de la Aduana.

XXVIII

Si para calmar la justa indignación que estos negocios de hermanos produjeron, se organizó en Guayaquil la CORPORACIÓN COMERCIAL, cuyo objeto fue continuar las mismas operaciones.

XXIX

Si esta Corporación tuvo por Gerente al Sr. D. Enrique Stagg, y por Secretario al Sr. D. Vicente González Baso.

XXX

Si en la misma Administración del Sr. Caamaño, se organizó la compañía del Ferrocarril y Obras Públicas del Guayaquil, al cual transmitió sus derechos el Sr. Marco J. Kelly, como empresario del Ferrocarril del Sur.

XXXI

Si en esta Compañía tenían parte principalísima los Sres. Stagg; si sólo el Sr. D. Leonardo tenía ciento veinticuatro acciones. […]

LXVI

Si los señores Stagg, que estuvieron en quiebra al empezar la Administración del Sr. Dr. José María P. Caamaño, están riquísimos al terminar la del Sr. Flores, tío de ellos, sin que la Nación haya reportado quizá otro provecho de tantos contratos.

LXVII

¿Sabéis ya QUIÉN ES Y DÓNDE ESTÁ LA ARGOLLA?

PONCE, Clemente, *La Argolla*, reproduit dans
« *La Argolla* » *y* « *El nuevo reto* » *del Dr. Antonio Flores*,
Quito, Imprenta católica, 1892

Annexe n°15

Composition des Juntes patriotiques (1893-1894)[1904]

	Conservateurs	Progressistes	Libéraux
Junte patriotique de Guayaquil			Pedro Carbo (président), Lorenzo Peña (vice-président puis président), César Borja, Rafael Pólit, José María Urbina Jado, José de Lapierre, Felicísimo López, Aparicio Ortega, Homero Morla, Luciano Coral
Junte du Guayas		Fernando García Drouet (neveu de García Moreno) et Rafael Caamaño (intendant de police, frère du gouverneur)	Horacio Morla (président), Francisco Aguirre Jado, José María Urbina Jado, Alfredo Baquerizo Moreno, Pedro Noboa, Lorenzo Peña, Darío Morla
Junte du Pichincha	Julio B. Enríquez (président de la Société catholique-républicaine), José Modesto Espinosa, Carlos Tobar, Julio Sáenz, Clemente Ponce, Carlos Fernández Madrid, Aparicio Ribadeneira, Camilo Daste		Julio Castro (président), Luis Felipe Borja (vice-président), Miguel Egas, Alejandro Cárdenas, Carlos Casares, Rafael Rodríguez Maldonado, Ascensio Gándara
***Junta Cooperadora de la Defensa Nacional* (Imbabura et Pichincha)**	Carlos Mateus, Fernando Pérez Quiñónez, Carlos Fernández Madrid		Jenaro Larrea, Joaquín Gómez de la Torre, Manuel Larrea
Junte de Cuenca	Francisco Moscoso	Manuel Coronel (président), Benjamín Cordero (secrétaire)	Gabriel Ullauri (vice-président), José Peralta

[1904] *El Republicano*, n°88, 2 décembre 1893, p. 453 ; n°89, 6 décembre 1893, p. 457 ; n°91, 13 décembre 1893, p. 470-471 ; n°92, 16 décembre 1893, p. 476-477 ; n°98, 10 janvier 1894, p. 504 et 508 ; *Diario Oficial*, n°242, 10 février 1894, p. 1973-1976 ; et *Acta de instalación de la Junta patriótica de Loja*, Loja, Tipografía Republicana, 1893.

Junte d'Ibarra	Víctor Gómez Jurado (vice-président)		Manuel Larrea (président)
Junte de León			Vicente Quevedo (président), Celiano Monge, Alejandro Vásconez Cepeda, Pedro Pablo Maldonado, Enrique Pino, Sebastián Vásconez, Enrique Iturralde
Junte du Tungurahua	Segundo Álvarez Arteta	Telmo Viteri, Emilio Suárez, Ricardo Martínez	Constantino Fernández (président), Adriano Montalvo, Juan Benigno Vela, Agustín Nieto et Julio Fernández
Junte du Chimborazo		Emilio Chiriboga, Pacífico Villagómez, Pacífico Chiriboga, Delfín Treviño, Agustín Rodríguez, Manuel Stacey, Ángel Araujo	
Junte de Loja	Rafael Riofrío (président), Ramón Riofrío, José María Eguiguren	Ramón Samaniego	Manuel Benigno Cueva (vice-président)
Junte d'Esmeraldas		Carlos de Murrieta	José María et Julio Concha

Annexe n°16

Acta de pronunciamiento de Guayaquil del 5 de junio de 1895

ACTA DE PRONUNCIAMIENTO

En la ciudad de Guayaquil, a cinco de junio de mil ochocientos noventa y cinco, congregado el pueblo en comicio público, para deliberar acerca de la situación actual,

Considerando:

1º– Que es necesario organizar un Gobierno que sea el fiel intérprete del sentimiento general, claramente expresado por los Patriotas que en la Prensa, en los campos de batalla, en las manifestaciones populares, y en el seno del hogar, han trabajado por la reivindicación de la Honra Nacional, ultrajada por un Gobierno traidor a la Patria;

2º– Que las ideas liberales son las que están en armonía con la civilización y el progreso modernos y que son ellas las llamadas a hacer la felicidad de la República, la cual ha estado sojuzgada por una camarilla sombría de especuladores inicuos;

Resuelve:

1º– Desconocer la Constitución de 1883 y el Gobierno presidido por el señor Vicente Lucio Salazar;

2º– Nombrar para Jefe Supremo de la República y General en Jefe del Ejército al benemérito General señor don Eloy Alfaro, quien con su patriotismo y abnegación sin límites, ha sido el alma del movimiento popular que ha derrocado la inicua oligarquía, que durante largos años se impuso por la fuerza, sumiendo al país en un abismo de desgracias;

3º– Conceder amplias facultades al expresado General Alfaro, para que la reconstitución del país se levante sobre bases sólidas, que ofrezcan garantías de Paz y Libertad a todos los ciudadanos, a fin de que florezcan las Artes y las Industrias, la Agricultura y el Comercio;

4º– Pedir la convocatoria de una Convención Nacional, que reconstituya el País y juzgue y castigue a los culpables de traición a la Patria; y

5º– Reconocer la autoridad popular interina que ejerce el patriota señor don Ignacio Robles, Jefe Superior Civil y Militar de la Provincia del Guayas, a quien se le concede toda la suma de facultades necesarias al desempeño de su cargo.

Manuel M. Suárez. –A. Plaza Iglesias. –J. T. Noboa. –Manuel G. Ramos. –El coronel Juan Francisco Morales. –Pedro J. Boloña. –Ignacio Robles. –L. F. Carbo. –José Rosendo Carbo. –José M. Urbina. Siguen las firmas.

Registro Oficial, n°1, 1er juillet 1895, p. 1-2

Index

A

Académie des Beaux-arts, 207
accord Flores-Chambers, 135, 345, 375, 376
accord Mocatta-Espinel, 135, 249, 375
Acosta, Facundo, 280
Acosta, Mariano, 151
Aguilar, Antonio, 313
Aguirre Abad, Francisco Javier, 31, 32
Aguirre Jado, Francisco, 52
Albán Mestanza, Belisario, 94, 302, 372, 400, 403, 404
Alfaro, Eloy, 14, 15, 18, 19, 23, 25, 26, 28, 29, 36, 37, 38, 39, 40, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 75, 76, 77, 78, 81, 84, 93, 96, 99, 101, 102, 103, 131, 151, 165, 171, 185, 186, 212, 228, 244, 255, 263, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 292, 293, 294, 295, 299, 300, 301, 304, 305, 310, 330, 331, 335, 338, 340, 362, 383, 384, 389, 395, 396, 398, 399, 400, 402, 405, 406, 407, 408, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 418, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 428, 429, 431, 432, 434, 435
Alfaro, José Luis, 425
Alfaro, Marcos, 51, 54, 56, 93, 155, 280
Alfaro, Medardo, 38, 279, 281, 282, 291, 411, 416
Almeida, José María, 286
Álvarez Arteta, Segundo, 371, 375, 377, 378
Anda, Eudoro, 125, 130, 208, 228
Andrade Marín, Francisco, 56, 94, 107, 119, 127, 129, 144, 145, 155, 184, 223, 364, 365, 371, 375, 377, 378
Andrade, Arsenio, 76, 149, 151, 183, 186, 189
Andrade, Julio, 372, 394, 401, 404
Andrade, Roberto, 14, 93, 280, 283, 299, 326
Arellano, Nicanor, 96, 280, 285, 394
Arellano, Rafael, 280, 285, 412, 415
Arévalo, Emilio, 80, 297, 298
Argolla, 25, 327, 328, 330, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 344, 347, 349, 354, 355, 382, 392, 400, 406
Arízaga, José Rafael, 29, 31, 32, 33, 34, 87, 298
Arízaga, Nicolás, 53, 54, 56, 183
Arízaga, Rafael María, 91, 133, 311, 313, 342
Arteaga, Moisés, 297, 298, 358
Aspiazu, famille, 272, 291, 403, 404
Aspiazu, Lautaro, 346, 400, 403, 404, 410, 413
Aspiazu, Pedro, 182, 280, 346
Astudillo, Benigno, 343, 413
Auray, marquis d', 256, 262
Avilés, José Eleodoro, 410
Avilés, Martín, 346, 348

B

Balard, Antoine-Jérôme, 12
Ballén, Clemente, 97, 138, 198, 250, 319, 320, 321, 345, 348, 362
Banderas, José María, 248
Banque Anglo-américaine, 39, 302
Banque Barings, 216, 256
Banque Centrale de l'Équateur, 140
Banque Commerciale et Agricole, 292, 424
Banque d'Angleterre, 139
Banque d'Escompte, 136, 250, 260, 261, 319
Banque de Crédit Hypothécaire, 142, 182, 292
Banque de France, 139
Banque de l'Équateur, 46, 142, 225
Banque de Quito, 328
Banque des États-Unis, 139
Banque Internationale, 182, 225, 292
Banque nationale, 98, 99, 136, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 326, 347
Banque Rostchild, 382
Banque Territoriale, 140, 225
Banque Westendorp, 319
Baquerizo Moreno, Enrique, 346, 348, 403
Barahona, Rafael, 74, 218
Barba Jijón, Rafael, 399
Barba y Checa, José Ignacio, 149, 418
Barona, Mariano, 44, 45, 280
Barriga, Isidoro, 313
Basilique nationale, 151, 152, 154, 155, 161
Basurco, Santiago, 125, 258, 260
Batallas, José María, 309
Bentham, Jeremy, 12, 105, 107, 208
Boloña, Pedro José, 74, 292, 302, 410
Bonifaz, Emilio, 120, 365, 369
Borja Lavayen, César, 141, 167, 283, 296, 301, 302, 306, 315, 316, 367, 400, 403, 404, 410
Borja Lavayen, Francisco, 280, 301
Borja, Ángel Modesto, 151, 271, 301, 302, 303
Borja, José María, 245, 262
Borja, Juan, 13, 31, 345

Borja, Luis Felipe, 43, 55, 56, 94, 96, 97, 107, 155, 183, 245, 246, 259, 263, 271, 296, 304, 319, 344, 372, 386, 387, 397, 399, 400, 401, 402
Borrero, Antonio, 14, 16, 28, 30, 32, 34, 44, 49, 69, 85, 92, 204, 310, 324, 362, 390, 428
Borrero, Ramón, 15, 16, 29, 30, 31, 49, 52, 53, 54, 82, 86, 112, 159, 183, 343
Bosco, Giovanni, 198, 199, 201
Bowen, Plutarco, 396, 406, 408, 410, 424
Bruno, Giordano, 159
Burbano, Modesto, 284, 398

C

Caamaño, Carlos, 328, 329, 330, 331, 337
Caamaño, Jacinto Ignacio, 56, 91, 151, 327
Caamaño, José María Plácido, 9, 15, 16, 18, 23, 24, 25, 29, 42, 43, 45, 46, 47, 49, 56, 60, 61, 62, 63, 65, 66, 67, 68, 70, 75, 76, 83, 84, 87, 88, 94, 96, 101, 102, 107, 110, 111, 112, 113, 115, 119, 120, 123, 124, 125, 126, 128, 132, 133, 157, 158, 159, 166, 178, 179, 180, 184, 190, 195, 198, 199, 203, 213, 222, 224, 231, 232, 233, 236, 237, 238, 239, 241, 243, 244, 246, 247, 255, 259, 260, 264, 266, 267, 275, 277, 278, 279, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 291, 295, 298, 299, 300, 302, 304, 305, 307, 308, 312, 316, 318, 323, 324, 327, 329, 330, 331, 332, 333, 335, 336, 337, 338, 341, 344, 347, 348, 349, 354, 378, 381, 382, 383, 389, 390, 392, 395, 404, 406, 413, 428, 470
Caamaño, Rafael, 45, 362
Cabeza de Vaca, Luis, 371, 375, 377, 378, 386, 387
Cadena, Homero de la, 302, 303
Calcagno, Luis, 199, 201, 202, 203
Calisto, Belisario, 269
Calle, Ezequiel, 343, 344, 403, 413
Calle, Manuel J., 299, 372, 392
Camacho, Pedro, 51, 55
Campos, Francisco, 305, 335, 389
Campuzano, Juan de Dios, 155, 211
Carbo, famille, 164, 291
Carbo, José María, 413
Carbo, Luis Felipe, 44, 46, 101, 301, 346, 386, 410, 412
Carbo, Miguel Ángel, 412
Carbo, Pedro, 13, 14, 15, 28, 30, 31, 33, 34, 39, 43, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 58, 60, 61, 62, 63, 93, 94, 96, 97, 101, 102, 137, 138, 141, 143, 149, 209, 213, 295, 301, 307, 316, 348, 349, 362, 367, 369, 386
Cárdenas, Alejandro, 74, 94, 107, 137, 141, 143, 155, 181, 301, 302, 303, 304, 306, 307, 309, 311, 313, 316, 319, 364, 374
Cárdenas, Lino, 74, 211, 372
Carrasco, Santiago, 313
Carrera, Cesáreo, 305
Carrión, Jerónimo, 31, 362
Casares, Carlos, 98, 107, 211, 387, 401, 404
Castillo, Arsenio, 359, 372
Castillo, Miguel, 307, 343, 371, 374
Castro, Julio, 98, 296, 364, 367, 369, 370, 378
Cavero, Pedro José, 296, 297, 315
Cavicchioni, monseigneur, 167, 174, 175
Centeno, Juan, 38, 40, 279, 291, 315
Cerezo, Crispín, 284, 285, 286, 287, 288, 291
Cevallos, Pedro José, 15, 31, 56, 151, 153, 169, 298, 314, 319, 341
Chambers, George, 135, 137, 138, 252, 376
Chaves, Ángel Polibio, 44, 52, 53, 54, 91, 137, 183, 185, 247, 255, 260, 327, 331, 343
chemin de fer central, 125, 127, 128, 233, 236, 238, 240, 244, 247, 249, 252, 253, 257, 258, 260, 264, 265, 266, 274, 331
chemin de fer de Baba, 125, 237, 238, 256, 264, 275
chemin de fer de Zaruma, 125, 237, 238, 275, 429
chemin de fer d'El Oro, 119, 125, 237, 238, 239, 253, 264, 269, 273, 274
chemin de fer du nord, du Pacifique ou d'El Pailón, 125, 128, 237, 238, 243, 247, 251, 256, 264, 268, 272, 273, 330
chemin de fer du sud, 13, 15, 32, 113, 123, 124, 125, 128, 130, 133, 137, 230, 231, 233, 236, 238, 239, 240, 243, 244, 246, 247, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 260, 262, 264, 265, 268, 269, 271, 272, 273, 317, 318, 321, 322, 325, 332, 336, 376, 377, 429, 431
Chiriboga, Benjamín, 87, 91, 107, 158, 271, 313, 341, 343, 374, 398, 403
Chiriboga, Emilio, 91, 245, 247, 271, 309, 312
Chiriboga, Pacífico, 171, 271, 343, 413
Clegg, Charles, 259
Cobo, Adriano, 287, 343
Compte, Francisco, 174, 175
Comte, Auguste, 12, 106
Concha, frères, 40, 291, 294, 389, 407
  Carlos, 278, 407
  Julio, 407
  Pedro, 393, 396, 410
Concordat, 12, 13, 15, 28, 30, 97, 148, 149, 162, 165, 166, 169, 176, 186, 193, 371
Conseil des porteurs d'obligations, 135, 136, 137, 138, 252, 253, 345, 376
Conservatoire national de musique, 13, 197, 222
Coral, Luciano, 346, 367, 392
Cordero, Benjamín, 367
Cordero, Gregorio, 372, 373, 374, 376
Cordero, Luis, 9, 15, 16, 17, 26, 29, 30, 31, 43, 44, 58, 60, 66, 71, 76, 82, 83, 85, 86, 90, 92, 97, 98, 99, 102, 103, 109, 112, 113, 114, 117, 118, 119, 129, 130, 138, 144, 155, 157, 169, 170, 171, 176, 178, 188, 189, 190, 195, 200, 219, 223, 225, 226, 232, 233, 236,240, 241, 245, 256, 262, 269, 272, 274, 298, 323, 326, 327, 336, 343, 344, 348, 349, 350, 353, 354, 358, 360, 361, 362, 363,

364, 365, 366, 367, 369, 370, 373, 376, 377, 378, 379, 380, 382, 383, 384, 387, 388, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 404, 405, 406, 408, 414, 415, 421, 426, 428, 432, 434
Córdoba, Carlos Joaquín, 137, 138
Córdova, Gonzalo S., 348
Cornejo, Ricardo, 389
Coronel Mateus, Francisco, 141, 301
Coronel, Manuel, 151, 163, 296, 306, 312, 367
Corral, Juan de Dios, 56, 151, 166
Crespo Toral, Cornelio, 76, 80, 181, 313, 319
Crespo Toral, Remigio, 53, 105, 181, 182
Cucalón, Ricardo, 51, 56, 166, 301
Cucalón, Tácito, 94, 351
Cuesta, Manuel, 359
Cueva, Manuel Benigno, 95, 172, 181, 302, 303, 306, 314, 364, 411
Cueva, Mariano, 29, 30, 31, 33

D

Darquea, Secundino, 45, 280
darwinisme, 74, 78, 79, 208
Daste, Camilo, 402
Dávalos León, Javier, 343
Dávila, Juan Benigno, 237, 239, 274
Dávila, Miguel, 350
Delort, Th., 236, 238, 263, 269, 272, 273, 274
Demarquet, Carlos, 386
Destruge, Alcides, 292
Destruge, Camilo, 292
Destruge, Juan Bautista, 403
Díaz, Porfirio, 106, 108, 144
dîme, 16, 24, 25, 30, 40, 46, 57, 86, 88, 89, 90, 95, 98, 108, 114, 115, 133, 134, 144, 146, 150, 157, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 182, 184, 188, 190, 191, 217, 240, 277, 278, 279, 311, 312, 313, 314, 316, 326, 329, 435
Direction des Travaux publics, 127
Directoire national du Parti libéral, 96, 97, 345, 350, 358, 359, 367, 372, 374, 400, 401, 402, 403, 404
Dressel, Luis, 115
droits de l'Homme, 51, 58, 68, 78, 79, 80
Drouet, Obdulio, 94, 346

E

École d'agriculture, 191, 192, 210, 225, 229, 429
École d'Obstétrique, 197, 211, 212, 213, 217
École des Beaux-arts, 13, 197, 207, 222
École polytechnique, 12, 13, 78, 105, 107, 112, 113, 115, 116, 117, 123, 125, 126, 192, 193, 197, 207, 208, 209, 210, 213, 215, 220, 221, 222, 223, 227, 228, 229
École pratique d'Anatomie, 211, 213
écoles des arts et métiers, *24*, *111*, 191, 192, 197, 198, *199*, 200, 201, 202, *203*, *204*, 205, 206, *207*, *215*, *226*, 227, 229, *359*, *429*
Egas, Fidel, 43, 296, 306, 307, 309, 401
Egas, Miguel, 44, 74, 94, 209, 296
Egas, Miguel Abelardo, 209, 224
Elizalde, José, 413
Enríquez, Julio B., 43, 54, 57, 89, 91, 107, 151, 211, 319, 341, 342, 344, 367
Erazo, Emiliano, 287, 315
Esmeralda, 26, 76, 98, 223, 275, 288, 339, 370, 380, 381, 382, 384, 386, 387, 392, 406, 426
Espinel, Leonardo, 167, 172, 181, 306, 307, 314, 347
Espinosa de los Monteros, Lorenzo, 346
Espinosa, Aurelio, 107, 194, 215, 216, 389
Espinosa, Javier, 362
Espinosa, José Modesto, 33, 34, 43, 61, 91, 110, 120, 159, 211, 255, 341, 342, 365, 367, 388
Espinosa, Roberto, 91, 107, 189, 200, 253, 272, 341, 364, 403
Esteves de Toral, Remigio, 32
Estrada, Emilio, 50, 63, 280, 410
Estrada, Jacinto, 393
Estupiñán, José Justiniano, 56, 71, 398, 413

F

Fernández Córdova, Antonio, 138, 244, 343
Fernández Madrid, Carlos, 318, 386, 402
Fernández Madrid, Francisco, 133, 141, 181, 267, 307, 313, 347, 386, 413
Fernández Salvador, Leopoldo, 35
Fernández, Constantino, 40, 44, 155, 244, 254, 273, 345, 372, 386, 401, 415, 425
Fernández, Julio, 346, 377
Fierro, Vicente, 151, 285, 327, 343, 395
Finlay, Juan G. Enrique, 233, 237, 247, 275, 330
Flint, Maison, 381, 382
Flor, Lino María, 125, 130, 208, 213, 221
Flores Montalvo, Ricardo, 280, 287, 314
Flores, Antonio, 9, 15, 16, 18, 19, 23, 25, 32, 33, 42, 53, 54, 56, 59, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 76, 77, 78, 81, 82, 83, 84, 86, 87, 88, 89, 90, 92, 94, 95, 98, 99, 103, 107, 108, 113, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 143, 144, 155, 157, 159, 163, 166, 167, 168, 169, 171, 172, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 184, 185, 186, 189, 190, 194, 195, 196, 200, 201, 203, 205, 207, 213, 222, 223, 232, 233, 236, 239, 240, 248, 250, 251, 252, 253, 254, 256, 257, 261, 262, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 275, 277, 278, 288, 304, 305, 307, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 324, 325, 326, 327, 331, 332, 333, 334, 335, 337, 338, 340, 341, 345, 347, 354, 355, 358, 362, 364, 375, 426, 428, 432, 434, 464
Flores, Juan José, 65, 103, 132, 214, 338

Flores, Reinaldo, 41, 45, 188, 281, 282, 283, 285, 286, 287, 294, 327, 333, 335, 336, 382, 390, 395, 396, 397, 398, 400, 410, 421, 446
Flores, Timoleón, 298, 311
Forwood, frères, 236, 249, 259, 265, 273
Franco, Daniel, 302, 303
Franco, Domingo, 285
Franco, Manuel Antonio, 37, 38, 40, 51, 151, 155, 279, 291, 302
Freile Zaldumbide, Carlos, 403, 404
Frères des écoles chrétiennes, 12, 15, 193, 195, 196, 197, 223, 429
Fusarini, Antonio, 199, 201
fusion, 25, 53, 130, 143, 253, 325, 326, 327, 336, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 364, 371, 378, 379, 380, 386, 399, 402, 403, 412, 426

G

Gallegos, Pacífico, 394
Gamarra, María, 280, 291
Gándara, Ascensio, 74, 94, 107, 209, 346
Gangotena, Víctor, 386
García Avilés, Francisco, 226, 346
García Drouet, Fernando, 182, 310, 311, 390
García Moreno, Gabriel, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 21, 24, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 37, 41, 49, 53, 57, 65, 72, 80, 81, 82, 83, 85, 86, 92, 104, 105, 107, 110, 111, 112, 113, 114, 116, 117, 119, 121, 123, 124, 125, 126, 132, 133, 134, 135, 145, 148, 149, 157, 159, 160, 162, 164, 182, 184, 185, 186, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 205, 207, 208, 209, 210, 212, 213, 214, 215, 220, 222, 223, 225, 226, 228, 230, 231, 233, 236, 242, 249, 278, 293, 294, 295, 299, 304, 310, 311, 313, 322, 324, 326, 341, 345, 350, 356, 379, 428, 429, 430, 431, 432, 433
García Moreno, Pedro Pablo, 182
García, Fidel, 287
García, José Antonio, 408
García, Lizardo, 346, 400, 410, 412
Gehin, Adolfo, 107, 123, 125, 127, 254, 260, 261
Gómez Carbo, José, 141, 400
Gómez de la Torre, Alejandro, 372
Gómez de la Torre, Antonio, 31, 107, 298, 313
Gómez de la Torre, famille, 85, 109
Gómez de la Torre, Joaquín, 272, 319, 336, 400, 401
Gómez de la Torre, Luis, 81, 342
Gómez de la Torre, Manuel, 31, 33, 34
Gómez de la Torre, Rafael, 272, 401
Gómez de la Torre, Teodoro, 31, 33, 34, 92
Gómez Jurado, Víctor, 243, 312, 313, 393
Gómez Valdez, Clímaco, 182
Gómez, Pedro Pablo, 400
Gonzales Bazo, Vicente, 331
González Calisto, Pedro Rafael, 73, 153, 157, 189, 247, 309, 388, 418, 419
González Suárez, Federico, 32, 149, 372
González, Leopoldo, 280, 281, 295, 296
Grijalva, Antonio, 393, 415
Guedes, César, 284
Guerrero Lizarzaburu, Agustín, 40, 41, 42, 62, 82, 89, 91, 98, 107, 153, 296, 311, 313, 322, 339, 343, 358, 398, 403

H

Haggard, Alfredo, 269
Herrera, Manuel, 209, 211
Herrera, Pablo, 34, 42, 43, 83, 96, 97, 106, 120, 296, 298, 319, 364, 369, 377
Hidalgo, Eduardo, 280, 291, 413

I

Icaza Caparroso, Martín, 10, 164
Icaza Paredes, Francisco de Paula, 32, 33, 34
Icaza Paredes, Martín, 164
Icaza, famille, 164, 291, 346, 403, 404, 410
Icaza, Martín, 389
Illingworth, famille, 346, 403, 404
Indelicato, José, 213, 214
Infante, Nicolás, 93, 280, 284, 291, 295, 296, 305
Institut des Sciences, 24, 111, 113, 126, 208, 213, 218, 221, 222, 223
Irigoyen, Federico, 286, 287, 296, 309, 315
Iturralde, Antonio Tomás, 311, 313

J

Jacobini, monseigneur, 167, 168
Jager, Camille, 52
Jaramillo, Modesto, 283
Jijón Larrea, Manuel, 272
Jijón y Caamaño, Jacinto, 121
Jijón, José Manuel, 62
Juárez, Benito, 214

K

Kelly, Marcus Jameston, 39, 130, 182, 236, 239, 240, 241, 244, 247, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 265, 266, 268, 271, 274, 302, 317, 318, 319, 327, 329, 331, 332, 333, 337, 340

L

Landázuri, Camilo, 394
Landázuri, Ezequiel, 41, 42, 43, 45
Landreau, Théophile, 330
Lapierre, José de, 69, 75, 101, 189, 346, 367, 392, 412

Larrea, Jenaro, 129, 346, 364, 365
Larrea, Manuel Ángel, 96, 107, 131, 272, 273, 333, 372, 397, 404
Laso, Elías, 70, 82, 87, 107, 155, 186, 187, 194, 195, 196, 205, 211, 218, 319, 374, 376
Lasso de la Vega, José María, 127
Léon XIII, 105, 158, 167, 169, 177, 180, 184, 353
León, Francisco Javier, 33, 228
León, Juan Bernardo, 372
León, Miguel, 69, 74, 75, 77, 87, 135, 153, 158, 168, 176, 180, 298, 306, 309, 311, 313, 315, 317, 371
Lizarzaburu, Manuel, 248
Lizarzaburu, Miguel, 271
Lizarzaburu, Pedro Ignacio, 41, 42, 43, 44, 45, 52, 53, 54, 55, 56, 60, 91, 170, 171, 189, 201, 248, 271, 341, 378, 399, 413, 428
López, Felicísimo, 77, 78, 79, 80, 81, 283, 294, 308, 315, 367, 371, 372, 373, 374, 375, 380, 386, 411
López, Modesto, 112, 113, 116, 123, 124, 125, 126, 242, 255, 258, 259, 267
Luna, Manuel de Jesús, 287, 288, 295
Luque, Gabriel, 388, 390, 392

M

Macchi, Giuseppe, 155, 168, 169, 177
Maldonado, Alejandro, 94, 96, 280, 348, 364
Maldonado, Luis Felipe, 348
Maldonado, Manuel, 280
Maldonado, Manuel Tomás, 13, 31
Maldonado, Pedro Pablo, 348
Malo, Benigno, 29, 30, 31, 32, 82, 202
Malo, José Joaquín, 343, 358
Martínez Pallares, José, 38, 51, 56
Martínez Tamariz, Joaquín, 105
Martínez, Augusto, 115, 117
Martínez, Luis Alfredo, 115, 228
Martínez, Nicolás, 111, 114, 115, 166, 171, 172, 304
Martínez, Ricardo, 343
Masià y Vidiella, José María, 186, 189, 416
Mata, Rafael María, 61
Mateus, Carlos, 55, 107, 136, 313, 341, 387, 401, 415
Mateus, Federico, 135
Matovelle, Julio, 53, 56, 71, 91, 135, 150, 151, 152, 156, 160, 168, 176, 181, 182, 183, 202, 309, 311, 313, 371
Medina, Juan Antonio, 45, 237, 239, 274
Menten, Juan Bautista, 107, 125, 127, 128, 129, 208, 209, 215, 220, 230, 240, 246, 254, 255, 256, 258, 259, 260, 261, 264, 265, 268, 269, 320, 321, 322
Mera, Juan León, 34, 83, 85, 86, 89, 114, 135, 152, 153, 158, 159, 176, 181, 313, 316, 352, 379
Mill, John Stuart, 12, 107, 140, 141
Moncayo, Abelardo, 14, 110, 121, 227
Moncayo, Francisco Hipólito, 280, 283, 394
Montalvo, Adriano, 44
Montalvo, César, 403
Montalvo, Francisco Javier, 40, 53, 55, 94, 172, 346, 372, 387
Montalvo, Juan, 34, 75, 82, 114, 280
Montalvo, Manuel, 403
Montero, Pedro Jacinto, 283, 285, 291, 393, 396, 410
Montero, Pedro José, 284, 291
montoneras, 17, 25, 40, 65, 66, 67, 69, 76, 87, 88, 94, 98, 161, 184, 188, 190, 203, 216, 224, 226, 243, 255, 277, 278, 279, 280, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 299, 302, 303, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 315, 316, 323, 324, 325, 335, 383, 384, 385, 392, 393, 395, 397, 399, 400, 405, 406, 407, 411, 415, 418, 420, 424, 426, 427, 433
Morales Bermúdez, Remigio, 370
Morales, Pedro, 313, 386, 403
Moreira, José, 51
Morla, Darío, 225, 226, 227, 346, 351, 401, 402, 403, 404, 405, 410
Morla, famille, 182, 225, 226, 272, 351
Morla, Homero, 225, 226, 346, 367, 400, 413
Morla, Nicolás, 225
Moscoso, Francisco, 87, 137, 143, 342, 390
Muñoz Vernaza, Alberto, 166, 237, 273, 275, 296, 297, 377, 390
Muñoz Vernaza, Nicolás, 237, 273, 275
Muñoz, Ezequiel, 211
Muñoz, Manuel Federico, 237
Murillo Miró, Juan, 305

N

Nájera, Miguel, 31, 158, 313
Naranjo, Rafael, 314
Nash, Julio, 365
Nevares, Jacinto, 283, 296, 297, 315
Noboa, Aurelio, 133, 314, 386, 392, 412
Noboa, José Toribio, 410, 424
Noboa, Manuel, 46
Noguera, Luis, 381, 382
Núñez, Gabriel Jesús, 43, 138, 168, 378, 399
Núñez, Rafael, 91, 139, 143

O

Observatoire astronomique, 115, 222, 273
Ochoa León, José, 87, 180
Ojeda, Daniel, 73, 151, 161
Oksza, comte Thadée d', 130, 136, 236, 244, 246, 248, 252, 253, 255, 257, 261, 262, 265, 266, 268, 271, 272, 273, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 325, 331, 332, 336, 337, 339, 354, 356
Olmedo, José Joaquín, 346, 403
Ontaneda, Manuel, 304, 411

Ordóñez, José Ignacio, 74, 75, 76, 79, 156, 160, 169, 174, 176, 177, 180, 181, 183, 187, 189, 199, 201, 203
Ordóñez, Salvador, 269
Orejuela, Juan, 187, 343, 359
Orejuela, Manuel, 71
Ortega, Aparicio, 298, 367
Ortega, Francisco Guillermo, 45, 239, 285, 297, 298, 307, 311, 343
Ortega, José Miguel, 296, 306, 309, 312
Ortega, Luis Fernando, 41, 299
Otoya, Carlos, 40, 281, 286, 315

P

Páez, Adolfo, 371, 372
Páez, Manuel, 75, 158, 176, 189, 247, 309, 310, 311, 313, 415, 418
Palacios, Benigno, 359
Palacios, Darío, 343
Palacios, Rafael, 314
Palau, Ignacio, 236, 239, 244, 247, 249, 253, 257, 258, 259, 265, 272, 274, 331
Pallares Arteta, Leonidas, 44
Palmieri, Aurelia, 212
Panoptique, 12, 195, 197, 206, 210, 296, 304, 314
Paredes, José Segundo, 167, 168
Parti libéral, 84, 85, 92, 96, 97
Parti national, 91, 92, 341, 342, 344, 358
Paz, Vicente, 137, 346
Pélage, 422
Peña, Lorenzo, 137, 138, 143, 167, 172, 174, 182, 283, 285, 296, 301, 302, 306, 307, 316, 346, 364, 367, 369
Peñaherrera, Modesto, 372, 386, 387, 393, 401, 416
pentavirat, 15, 29, 36, 38, 39, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 52, 53, 59, 60, 61, 62, 63, 89, 151, 155, 165, 166, 211, 233, 237, 239, 277, 296, 301
Peralta, José, 69, 70, 75, 89, 103, 189, 228, 297, 298, 302, 303, 313, 315, 316, 324, 346, 347, 349, 350, 361, 432, 433
Pérez Pareja, Rafael, 42, 43, 296
Pérez Quiñónez, Carlos, 188, 196, 226, 386
Pérez, Juan Gualberto, 125, 130, 208, 267, 268
Pesantes, Filomeno, 286, 296, 297, 298, 314
Piedra, León, 135, 158, 311, 317, 342, 359
Piérola, Nicolás de, 370, 385
Piñeres, Manuel, 297, 298, 314
Pino, Leopoldo, 313, 314
Pino, Reinaldo, 346
Plaza, Leonidas, 282, 428, 435
Pólit, Manuel María, 159
Pólit, Fernando, 158, 159, 272, 313, 413
Pólit, Rafael, 141, 310, 346, 367, 386, 390, 410, 413
Ponce, Camilo, 17, 26, 34, 62, 65, 66, 71, 83, 86, 89, 91, 97, 101, 102, 107, 129, 137, 142, 143, 151, 158, 168, 171, 174, 175, 176, 181, 185, 190, 211, 244, 250, 251, 253, 254, 256, 257, 261, 262, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 325, 326, 336, 339, 341, 342, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 362, 369, 370, 378, 379, 386, 388, 394, 397, 398, 402, 403, 410, 414
Ponce, Clemente, 329, 337, 338, 367, 369, 378, 388, 394
Ponce, Luis, 386, 393, 394
Portilla, Antonio, 62, 311
Portilla, Rafael, 51
positivisme, 12, 23, 104, 105, 106, 107, 108, 139, 145, 192, 197, 432
Proaño y Vega, Eloy, 43, 89, 90, 313, 314, 386
Proaño, Félix, 87, 180
Protectorat catholique, 13, *197*, *198*, *199*, *203*, *204*, *206*, *207*, *215*
Puga, Amalio, 182, 403
Puga, famille, 404

Q

Quevedo, Belisario, 56, 137, 401
Quevedo, Vicente, 348
Quiroz, José María, 398

R

Rampolla, cardinal, 169, 180
Reinberg, Isaac, 331
Reinberg, Martín, 182, 329, 331
Révolution française, 113, 181
Révolution julienne, 140
Révolution libérale, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 40, 81, 103, 110, 111, 121, 124, 131, 145, 165, 185, 206, 207, 212, 228, 237, 239, 240, 245, 249, 252, 253, 263, 277, 299, 324, 385, 395, 399, 428, 429, 430, 431, 432, 435, 436
Ribadeneira Ponce, Aparicio, 71, 159, 313, 367, 386, 388, 394, 402, 415, 425
Riofrío, Ramón, 159
Rivera, David Maximiliano, 208, 296
Rivera, Federico, 98, 133, 403
Robalino, Antonio, 31, 159, 206, 343, 358
Robles, Francisco, 93
Robles, Ignacio, 410, 411
Roca Marcos, Francisco, 284, 291, 302
Roca, Ignacio Casimiro, 292
Roca, Julio Emilio, 167, 168
Roca, Octavio, 292, 346
Roca, Vicente Ramón, 291
Rocafuerte, Vicente, 196, 213, 214
Rodas, David, 372
Rodríguez Maldonado, Rafael, 94, 247, 346, 372, 386, 387
Rosales, Benjamín, 346, 348, 400

route nationale Quito-Sibambe, 13, 113, 123, 124, 230, 231, 233, 236, 252, 267, 268
Rua, Michele, 201
Ruiz Sandoval, Francisco, 287, 288

S

Sabando, Zenón, 40, 282, 284, 292, 315
Sáenz, José María, 141, 346, 389, 403, 404, 405
Sáenz, Julio, 33, 35, 298, 324, 367, 386, 402
Sáenz, Teófilo, 171, 172
Sáez, Alejo, 171
Saint-Simon, comte de, 214
Salazar Gangotena, Francisco Ignacio, 373
Salazar, Francisco Ignacio, 343, 373, 374, 376, 398
Salazar, Francisco Javier, 15, 26, 33, 37, 41, 42, 43, 45, 48, 49, 52, 53, 54, 56, 60, 62, 63, 65, 70, 86, 91, 92, 155, 214, 258, 265, 283, 284, 321, 323, 326, 341, 342, 343, 347, 348, 349, 353, 354, 358, 360, 379
Salazar, Julio, 169, 365, 366
Salazar, Luis Antonio, 32, 33, 171
Salazar, Manuel María, 313
Salazar, Vicente Lucio, 43, 97, 107, 133, 137, 143, 172, 298, 341, 343, 364, 378, 383, 387, 390, 393, 394, 396, 397, 399, 400, 401, 404, 410, 414, 415, 419, 420, 423, 424, 425, 426, 434
Samaniego, Flioteo, 343
Samaniego, Ramón, 87, 343
Sánchez, Antonio, 208
Sanlucas, Manuel, 348
Santistevan, José María, 372
Sarasti, José María, 39, 41, 42, 43, 45, 46, 47, 59, 60, 63, 98, 165, 282, 296, 298, 349, 364, 394, 396, 399, 412, 413, 414, 415, 418, 419, 420, 422, 424, 425, 428
Sarrade, Luis Felipe, 313
Schmidt, Francisco, 107, 125, 127
Schumacher, Pedro, 73, 78, 79, 80, 81, 188, 342, 371, 374, 411, 416, 418, 419, 425
Sédières, comte de, 136, 140, 141, 252
Semblantes, Manuel, 46
Seminario, frères, 182, 272
Serrano, Leandro, 314, 410
Serrano, Manuel, 408
Sierra, Roberto, 343, 398
Société anti-conservatrice, 82, 85
Société catholique-républicaine, 84, 87, 88, 89, 90, 91, 95, 99, 107, 179, 185, 341, 342, 358
Société du progrès, 31
Société libérale, 61, 62, 93
Société libérale démocratique du Guayas, 70, 94, 97, 348, 349, 361
Société libérale républicaine de Guayaquil, 94, 95, 97
Société nationale, 84, 92, 323, 343, 358, 361
Société nationale libérale, 400, 404
Société patriotique, 84, 92, 343, 358, 359, 361, 398
Société patriotique libérale du Guayas, 96, 97, 346, 348, 362
Société philanthropique du Guayas, 113, 192, 202, 204, 226, 292
Société protectrice de l'Instruction publique, 226
Société républicaine libérale de Quito, 84, 92, 112, 204
Sodiro, Luis, 107, 112, 117, 208, 215, 224, 226
Solórzano, Modesto, 381, 382
Sosa, Fidel, 107, 403
Stagg, Carlos, 327, 329, 331, 332, 333
Stagg, Enrique, 327, 329, 332
Stagg, Leonardo, 182, 327, 328, 329, 331
Swieykowsky, comte de, 136, 137, 252

T

Tamayo, José María, 101, 346, 386, 412
Terán, Emilio María, 335, 343, 394
Theakston, José, 237, 239, 256
Thill, Cristóbal, 123, 125, 223, 245, 254, 272
Tobar, Carlos, 218, 367
Torres, Rafael, 69, 75, 297, 302
traité Herrera-García, 120, 365, 366, 369, 377
Triviño, Juan Miguel, 287, 288, 407, 408, 409, 410, 424
Trottier, René, 256, 262, 332
Troya, José María, 153, 211

U

Ullauri, Gabriel Arsenio, 43, 52, 53, 55, 183, 297, 302, 303, 367, 387
Union républicaine, 84, 89, 90, 91, 92, 95, 99, 358
Université centrale, 47, 74, 110, 124, 126, 159, 196, 207, 208, 209, 210, 213, 216, 219, 220, 221, 223, 225, 228, 229, 388
Uquillas, Emilio, 172
Urbina Jado, Gabriel, 393
Urbina Jado, José María, 44, 93, 367, 410
Urbina, José María, 13, 31, 34, 35, 37, 46, 278

V

Valderde, Miguel, 386
Valdez Concha, Enrique, 291, 393
Valdez, Enrique, 396, 410
Valdez, Rafael, 291
Valdivieso, José Félix, 346, 386
Valdivieso, José Miguel, 347
Valdivieso, Ricardo, 386, 400, 401
Valdivieso, Sebastián, 152, 343
Valverde, Miguel, 37, 47, 96, 141, 346, 372, 387, 400, 401, 416
Vargas Torres, Luis, 37, 38, 40, 51, 56, 59, 63, 75, 80, 151, 279, 281, 282, 283, 286, 287, 291, 292, 295, 296, 297, 298, 299, 302, 303, 309, 314, 315, 345, 358

Vázquez, Honorato, 151, 188, 364
Vázquez, Juan Bautista, 98, 138, 296, 348
Vega Muñoz, Antonio, 286, 287, 297, 411, 413, 420, 425
Vega, Manuel, 342, 390
Veintemilla, Ignacio de, 14, 15, 23, 28, 29, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 53, 58, 59, 60, 62, 63, 64, 65, 83, 85, 93, 107, 119, 121, 124, 125, 132, 149, 150, 151, 155, 164, 165, 166, 172, 190, 194, 209, 210, 211, 216, 219, 222, 223, 230, 233, 277, 278, 279, 294, 295, 299, 301, 304, 325, 346, 347, 379, 412, 430
Veintemilla, Marietta de, 35, 42
Veintimilla, Gabriel Ignacio, 313, 386
Vela, Juan Benigno, 44, 58, 64, 67, 69, 90, 96, 97, 254, 294, 297, 299, 301, 304, 316, 333, 349, 350, 391, 401, 415
Velasco Ibarra, José María, 126, 229
Velasco, Alejandrino, 107, 126, 208
Venegas, Wilfrido, 51, 56, 412
Vernaza, Cornelio, 386, 412, 425
vía Flores, 127, 251, 267, 268, 433
Villagómez, Pacífico, 248, 307, 312, 313, 428
Villamar, Rafael, 63
Viteri, Ramón, 314, 346

W

Wesson, Frederick, 237, 238, 239
Wickmann, Guillermo, 273
Wilczynski, Gustavo, 237
Wiswell, Francisco W., 233, 237, 238, 239, 247, 275, 330
Wither, Serafín, 410, 412
Wolf, Teodoro, 117, 121, 125, 208, 209
Wright, Tomás, 32
Wright, Tomás Carlos, 346, 348

Y

Yépez, Manuel Santiago, 46, 398
Yeroví, Agustín Leonidas, 167, 269, 273, 296, 301, 302, 306, 346, 348

Z

Zaldívar, Rafael, 37